



Roger Martelli • Jean Vigreux • Serge Wolikow

LE PARTI ROUGE

Une histoire du PCF
1920-2020

ARMAND COLIN

**ROGER MARTELLI
JEAN VIGREUX
SERGE WOLIKOW**

Le Parti rouge
Une histoire du PCF
1920-2020

ARMAND COLIN

Collection *Mnémosya*

Illustration de couverture :

Un diffuseur des Comités de diffusion de l'Humanité (CDH)
vend les journaux
France-nouvelle, Regards et l'Humanité-Dimanche, daté du 8
juin 1952
et titre « Jacques Duclos accu(sé) ».

Droits réservés - Mémoires d'Humanité / Archives
départementales
de la Seine-Saint-Denis

Mise en pages : [Nord Compo](#)

© Armand Colin, 2020

Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN : 978-2-200-62965-6

Table des matières

[Page de titre](#)

[Page de Copyright](#)

[Principaux sigles utilisés](#)

[Introduction](#)

[Chapitre 1 D'un parti à l'autre](#)

[*Le choc de la guerre*](#)

[*L'impact des révolutions russes*](#)

[*L'attraction de l'Internationale*](#)

[*Les socialistes débattent*](#)

[*Le Congrès de Tours*](#)

[Chapitre 2 Bolcheviks à la française ? 1921-1933](#)

[*Premières déchirures*](#)

[*Faire front dans la tempête*](#)

[*Les hésitations et le tournant « classe contre classe »*](#)

[*En marche vers la révolution ?*](#)

[*Le PC au plus bas*](#)

[Chapitre 3 Le temps du Front populaire](#)

[*Le PCF aux origines du Front populaire*](#)

[*Nouveau mot d'ordre, nouveau projet*](#)

[Le PCF s'installe dans le paysage politique](#)

[Le « ministère des masses »](#)

[Un parti de masse](#)

[Le temps des difficultés et de l'isolement](#)

[Chapitre 4 Le PCF dans la guerre](#)

[Le pacte germano-soviétique et la « drôle de guerre »](#)

[La défaite et les débuts de l'Occupation](#)

[L'entrée dans la lutte armée](#)

[Au cœur de l'action résistante](#)

[Préparer la Libération](#)

[Polémiques](#)

[Chapitre 5 Le premier parti de France](#)

[Insurrection et position de pouvoir](#)

[Un parti de gouvernement](#)

[Le PCF et la gauche : un nouveau rapport de force](#)

[La galaxie communiste](#)

[Chapitre 6 S'inscrire dans la guerre froide](#)

[Le renvoi des ministres communistes](#)

[Le PCF, le Kominform et les relations internationales](#)

[Le PCF et les démocraties populaires](#)

[Les grèves de 1947-1953 : l'ombre du PCF ?](#)

[Les guerres coloniales et la lutte pour la paix](#)

[L'antiaméricanisme](#)

[Le retour de l'anticommunisme](#)

[Un parti monolithique ?](#)

[L'affaire Marty-Tillon](#)

Chapitre 7 Un parti incertain. 1953-1958

La mort de Staline

Le moment de la CED (1950-1954)

Raidissement ou ouverture ?

Le PCF et le XXe Congrès du PCUS

L'attrait de Mao Zedong pour combattre les « opportunistes »

Le PCF et les débuts de la guerre d'Algérie

Chapitre 8 Le PCF face au gaullisme. 1958-1968

Face au coup de force gaulliste

L'affaire Servin-Casanova

Les prémices d'un aggiornamento

Waldeck Rochet à l'œuvre

Le dialogue avec les chrétiens se prolonge

Renforcer l'union de la gauche et le parti

Chapitre 9 Entre deux printemps. 1968-1972

Satisfaction et inquiétudes

Les « gauchistes » à la manœuvre ?

Le mouvement ouvrier entre en scène

L'alternative au coin de la rue ?

L'imbroglia politique

Le temps du reflux

Le Printemps de Prague

Le choc

Après la tempête

Le temps du regain ?

Le programme, enfin !

Chapitre 10 Du programme commun au départ du gouvernement. 1972-1984

Une direction perplexe

Tout bouge

Le parti de Georges Marchais

L'eurocommunisme

La rupture de l'union de la gauche

Troubles et raidissements

Le choc de 1981

Au gouvernement

Chapitre 11 Un recul irrésistible. 1984-2002

1984-1985 : début de crise

Le « parti des luttes » et la perestroïka

Une crise culturelle

Le répit et la « mutation »

Chapitre 12 Conjurer le déclin. 2002-2019

Un continent rétracté

Le substrat social du déclin

Gauche et mouvement ouvrier : fins de partie ?

L'expérimentation « antilibérale »

Les espoirs du Front de gauche

Le Front se disloque

Le choc de 2017

Il n'y a plus de « mouvement communiste international »

Conclusion

Annexes

[Les effectifs](#)

[Le vote communiste de 1924 à 2019](#)

[1. Les élections législatives](#)

[2. Les élections présidentielles](#)

[3. Les élections régionales](#)

[4. Les élections cantonales et départementales](#)

[5. Les élections européennes](#)

[6. Les élus communistes](#)

[La sociologie du vote](#)

[1. Le vote ouvrier depuis 1958](#)

[2. Le vote communiste par catégorie d'électeurs depuis 1978 \(pénétration en %\)](#)

[La sociologie des militants](#)

[1. Les adhérents](#)

[2. L'encadrement communiste](#)

[Le Comité central 1920-2018](#)

[Le communisme municipal](#)

[L'organisation](#)

[1. Le centralisme démocratique](#)

[2. Le fonctionnement statutaire](#)

[Contre-société](#)

[La fête de L'Humanité](#)

[Les femmes](#)

[Les « ex » du PCF](#)

[Les archives du communisme](#)

[Les secrétaires généraux et les congrès](#)

[Biographies](#)

[Bibliographie](#)

[Crédits photographiques](#)

[Cahier hors texte](#)

Principaux sigles utilisés

AEAR : Association des écrivains et artistes révolutionnaires

AKEL : Parti progressiste des travailleurs de Chypre

AMGOT : *Allied Military Government of Occupied Territories*
(gouvernement militaire allié des territoires occupés)

ANACR : Association nationale des anciens combattants de la Résistance

ARAC : Association républicaine des anciens combattants

BN : Bureau national

BOP : Bloc ouvrier et paysan

BP : Bureau politique

CAP : Commission administrative paritaire

CC : Comité central

CDAP : Comités de défense et d'action paysanne

CDL : Comité départemental de libération

CECA : Communauté européenne du charbon et de l'acier

CED : Communauté européenne de défense

CEE : Communauté économique européenne

CEIC : Comité exécutif de l'Internationale communiste

CERM : Centre d'étude et de recherche marxiste

CFDT : Confédération française démocratique du travail

CFLN : Comité français de libération nationale

CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens

CGA : Confédération générale de l'agriculture

CGPT : Confédération générale des paysans travailleurs

CGT : Confédération générale du travail
CGT-FO : Confédération générale du travail Force ouvrière
CGTA : Confédération générale des travailleurs de l'agriculture
CGTU : Confédération générale du travail unitaire
CN : Comité national
CNR : Conseil national de la Résistance
COMAC : Comité d'action militaire clandestine
CVIA : Centre de vigilance des intellectuels antifascistes
ELI : École léniniste internationale
ESI : Éditions sociales internationales
FEN : Fédération de l'éducation nationale
FGDS : Fédération de la gauche démocrate et socialiste
FIDP : Fédération des internés et déportés patriotes
FLN : Front de libération nationale
FN : Front national
FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles
FNTA : Fédération nationale des Travailleurs de l'Agriculture (affiliée à la CGT)
FOL : Fédération des œuvres laïques
FSGT : Fédération sportive et gymnique du travail
FSU : Fédération syndicale unitaire
FTPF : Franc-tireur et partisan français
GOPF : Groupe Ouvrier et Paysan Français
GPRF : Gouvernement provisoire de la République française
GUE/NGL : Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
HD : Humanité-Dimanche
IC : Internationale communiste (voir Komintern)
IOS : Internationale ouvrière socialiste
IPCO (ICWP) : *International Communist Workers Parties*
JAC : Jeunesse agricole chrétienne

JC : Jeunesse communiste

KKE : Parti communiste de Grèce (*Kommounistiko Komma Elladas*)

KPD : Parti communiste d'Allemagne (*Kommunistische Partei Deutschlands*).

Kominform : Bureau d'information des partis communistes

Komintern : Internationale communiste

Krestintern : Internationale paysanne ou Centre Paysan International (filiale paysanne de l'IC)

LCR : Ligue Communiste Révolutionnaire

LDH : Ligue des Droits de l'Homme

LFI : La France insoumise

LO : Lutte Ouvrière

MCI Mouvement communiste international

MODEF : Mouvement de défense des exploitations familiales

MOE : Main-d'œuvre étrangère

MOI : Main-d'œuvre immigrée

MRG : Mouvement des radicaux de gauche

MRP : Mouvement républicain populaire

MUR : Mouvements unis de la Résistance

NEP : Nouvelle politique économique (*Novaïa Ekonomitcheskaïa Politika*)

NPA : Nouveau parti anticapitaliste

OAS : Organisation de l'armée secrète

OCI : Organisation Communiste Internationaliste

OS : Organisation spéciale

PAC : Politique agricole commune

PCA : Parti communiste algérien

PCb : Parti communiste (bolchevik)

PCF : Parti communiste français

PCI : Parti communiste italien

PCMLF : Parti communiste marxiste-léniniste de France

PCUS : Parti communiste d'Union soviétique
PDS : Parti du socialisme démocratique (*Partei des Demokratischen Sozialismus*)
PGE : Parti de la gauche européenne
POF : Parti ouvrier français
POP : Parti ouvrier et paysan
POUP : Parti ouvrier unitaire de Pologne
PS : Parti socialiste
PSA : Parti socialiste autonome
PSD : Parti socialiste démocratique
PSF : Parti socialiste de France
PSU : Parti socialiste unitaire
SED : Parti socialiste unifié d'Allemagne
SFIC : Section française de l'internationale communiste
SFIO : Section française de l'internationale ouvrière
SPF : Secours Populaire Français
SRI : Secours rouge international
STO : Service du travail obligatoire
UDSR : Union démocratique et socialiste de la résistance
UE : Union européenne
UEC : Union des étudiants communistes
UDF : Union pour la démocratie française
UFF : Union des femmes françaises
UJCML : Union de la jeunesse communiste marxiste-léniniste
UJRF : Union des jeunesses républicaines de France
UMP : Union pour un mouvement populaire
UNEF : Union nationale des étudiants de France
UNR : Union nationale des Républicains
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

Introduction

Qui s'intéresse au communisme français se retrouve devant un objet qui ne laisse jamais indifférent, mais qui déroute souvent. À sa manière, il fait en effet figure d'exception.

Le communisme du ^{xx}e siècle a certes profondément marqué son temps, dominant sur de larges espaces continentaux, fascinant les esprits par sa capacité d'attraction ou de détestation. Il y eut de puissants partis communistes, au pouvoir ou non. Peu réussirent toutefois à s'imposer au cœur du système-monde construit autour de l'économie expansive du capital industriel et marchand. Tout au long du « court ^{xx}e siècle »¹, le communisme fut un phénomène de la périphérie plus que du centre. Cela ne l'empêcha pas de peser sur le tout planétaire, même dans la partie qui échappait à son emprise directe. Mais l'incapacité à parvenir au pouvoir dans les citadelles du capitalisme limita de fait son impact et sa légitimation dans le monde dit développé. La place importante occupée par le PC dans le système politique français n'a donc rien de banal.

On peut bien sûr la rapprocher de celle que son homologue a conquise en Italie, après la défaite du fascisme local. L'emprise des communistes s'y est toutefois bâtie au sein d'un pays d'industrialisation déséquilibrée et de démocratie politique mal enracinée et toujours fragilisée. La force du PC italien a tenu d'abord à ce qu'il a été le cofondateur d'une République appuyée, non sur un socle très ancien, mais sur un antifascisme porté au pouvoir par une défaite militaire. Le communisme s'est trouvé ainsi dans une position où, bien que minoritaire, il a attiré à lui la plus grande part de la tradition la plus à gauche, recouvrant à la fois les espaces de la « réforme » et ceux de la « révolution ». La démocratie chrétienne et le parti communiste, don Camillo et Peppone ont été longtemps les deux pôles organisateurs de la conflictualité et de l'équilibre dans la première République italienne.

Or il n'en est pas de même en France. Quand le parti communiste naît, à la fin de l'année 1920, la tradition démocratique a une longue histoire, la République est installée depuis un demi-siècle, la gauche est forte et ramifiée et le mouvement ouvrier a largement pris son essor. Dès le départ, le nouveau parti est donc contraint de se déterminer par rapport à une réalité politique préexistante, de travailler à la fois ce qui le distingue et ce qui le rapproche d'autres courants pour constituer d'éventuelles majorités. Ajoutons qu'il est en même temps une pièce d'un mouvement communiste international qui s'est voulu un « parti mondial » et un parti politique inséré dans un substrat matériel et symbolique nationalement structuré. L'équilibre entre les deux dimensions a varié selon les moments ; leur tension n'en pas moins été permanente, au moins jusqu'à la fin de la guerre froide.

C'est dire qu'il est raisonnable d'éviter toute vision simpliste, toute construction essentialiste qui tendrait de fait à déduire les discours et les actes communistes d'une « nature » ou d'une « identité » préétablie. L'histoire communiste, comme toute histoire sociale, est la résultante de contradictions, de heurts entre des exigences qui se combattent ou qui se conjuguent. Elle est celle de déterminations, internes ou externes, qu'il faut déceler et interpréter.

Mais, fussent-elles lourdes – la configuration des classes, les contraintes d'appareil, le poids et le contrôle de l'international –, ces déterminations ne doivent en aucun cas être tenues pour des fatalités. Toujours tissée par des conflits et non par des nécessités univoques, l'histoire voit en permanence la scène politique occupée par des possibles², dont certains sont retenus et d'autres repoussés. Toute histoire du communisme politique se doit dès lors de montrer, à parts égales, le poids des structures et celui des choix opérés par les acteurs, qui orientent un groupe humain vers un possible plutôt que vers d'autres.

On ne peut avancer intellectuellement sans cette saisie de la complexité. C'est une chance que l'historiographie du communisme ne soit plus, dans sa masse tout au moins, au temps des affrontements binaires entre pro et anticomunistes, ni même à celui des « recherches universitaires militantes³ ». On retiendra ici, comme le fait Bernard Pudal, que nous sommes dans une quatrième étape dans la connaissance historique de notre objet. Moins idéologique qu'autrefois, elle se nourrit du croisement de méthodes, anciennes et nouvelles, forgées dans des environnements

scientifiques multiples empruntés à la sociologie, à l'anthropologie ou même à la psychosociologie tout autant qu'à l'histoire.

Elle bénéficie en outre de l'ouverture d'un continent d'archives libérées par l'effondrement du système soviétique, à l'orée des années 1990. Il est vrai que la masse archivistique mise à la disposition de la recherche a pu nourrir l'illusion d'une histoire enfin révélée. Accumulées et conservées dans une logique minutieuse combinant le contrôle politique et le quadrillage policier, ces archives ont nourri de-ci de-là, la conviction que leur révélation tenait lieu d'analyse historique. L'archive était par elle-même « la » vérité jusqu'alors soigneusement dissimulée. Or aucune archive ne peut être utilisée sérieusement, sans la médiation d'une étude de ses conditions de production et des biais qui orientent le regard de ses producteurs.

Le vertige de l'ouverture des sources de documentation ne manqua pas d'effets politiques et intellectuels. Pendant quelques années, en lien avec l'imposition idéologique de la doxa « antitotalitaire », les procès se sont accumulés, de tel ou tel pays socialiste, de tel ou tel parti et même très souvent du communisme en général. Le temps est aujourd'hui passé de ces simplifications, du moins du côté des historiens. Il persiste sans doute dans l'espace politique, où le jeu des condamnations en bloc occupe encore l'espace politico-institutionnel de l'Europe⁴. Mais l'historiographie a plutôt dépassé l'usage des jugements reposant sur l'idée qu'il n'y a qu'un communisme et que, comme l'affirmait le pape Pie XI en 1937, il « *est intrinsèquement pervers* ».

Notre objectif n'est pas de déconstruire les regards existants, même s'il nous arrive, dans le texte, de prendre des distances avec telle ou telle interprétation. En fait, nous ne nous réclamons d'aucune école. Ce livre ne se veut ni une somme détaillée ni une théorie de l'objet « Parti communiste français ». Il n'est pas une histoire « des » communistes, mais celle de cette structure dans laquelle ils ont choisi d'insérer leur engagement politique. Nous avons choisi le regard global sur un objet particulier, à la charnière du politique et du social, parti politique par excellence et fait social global, avec ses cohérences et ses failles, ses structures et sa culture, sa rigidité et sa fluidité. Au travers d'une histoire particulière, le lecteur trouvera le récit simplifié d'un siècle tourmenté. Selon les moments, nous insisterons sur le temps long ou le temps court, sur les structures lourdes ou sur le jeu des

individus, sur les déterminations structurelles ou sur les incertitudes de l'événement.

Synthétique, le récit s'appuie sur le plus grand nombre possible de travaux publiés, sans nécessairement signaler les sources mobilisées pour le construire. Chronologique et non thématique, il chemine sans toujours indiquer les grandes lignes qui relient les époques. Quelques annexes permettront au lecteur de resituer tel ou tel événement dans une série plus longue, ou dans une thématique assumée. Une bibliographie détaillée lui fournira d'autres outils.

Même détachée le plus possible des *a priori*, toute synthèse est un choix. Nous assumons l'imperfection des nôtres. Nous sommes tout simplement convaincus que seule la confrontation raisonnée des choix est la clé d'accès aux contradictions inépuisables du réel.

Chapitre 1

D'un parti à l'autre

Le 30 décembre 1920, à Tours, dans la salle du Manège aujourd'hui disparue, le XVIII^e Congrès du Parti socialiste décide à une large majorité d'adhérer à l'Internationale communiste, créée au printemps de l'année précédente. Cette décision attendue – elle a été voulue par les adhérents eux-mêmes – est le résultat de plusieurs années de vifs débats au sein de l'organisation socialiste. Le choix de cette fin d'année est une rupture, mais qui s'inscrit en même temps dans une histoire longue du mouvement ouvrier français.

La naissance du PC en France est le résultat d'une greffe du bolchevisme sur le mouvement ouvrier français, expliquait naguère Annie Kriegel. Une nécessité structurelle du mouvement, tendaient à rétorquer les communistes eux-mêmes. L'effet d'une conjoncture liée à la guerre, avec sa somme d'approximations, d'illusions, de mensonges et de malentendus, suggèrent aujourd'hui d'autres travaux.

En fait, aucune interprétation n'emporte à elle seule la conviction. Pour qu'une greffe réussisse, encore faut-il qu'il y ait compatibilité entre le greffon et le porte-greffe. Aucune donnée structurante, matérielle ou non, n'implique comme une fatalité l'expansion ou le déclin d'une force. Et si l'événement historique est structurant, il ne l'est que s'il s'inscrit dans l'épaisseur d'une histoire globale, qu'il oriente, mais qu'il ne détermine pas de toutes pièces. Le temps du Congrès de Tours est indissociablement celui de la conjoncture courte des lendemains de guerre et du choc des révolutions russes, celui – plus étendu – de la crise ouverte dans le mouvement ouvrier européen par le cataclysme d'août 1914 et celui des tensions qui travaillent en plus longue durée le monde ouvrier français et ses composantes syndicales et politiques.

Le choc de la guerre

En août 1914, le mouvement ouvrier français est organisé de façon duale : un parti socialiste – la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) – unifié tardivement en 1905 et un syndicat, la CGT, qui se réclame du syndicalisme révolutionnaire. Pendant longtemps, les deux se regardent avec méfiance. Le socialisme refuse avec vigueur tout ce qui se rapproche de l'anarchisme – les syndicalistes révolutionnaires s'en réclament volontiers. Quant au syndicalisme, il voit dans le parlementarisme socialiste un corps étranger au monde ouvrier. À la veille de la guerre, les deux organisations se sont pourtant rapprochées pour affirmer ensemble leur opposition conjointe au militarisme et au capitalisme.



Jean Jaurès en 1914

Or les résolutions et proclamations pacifistes contre la guerre ne tiennent pas devant le déclenchement des hostilités. Après l'assassinat de Jean Jaurès, le 31 juillet, la guerre déclarée quelques jours plus tard est présentée

comme la défense de la République et de ses valeurs. Devant la tombe de Jaurès, le secrétaire de la CGT, Léon Jouhaux, annonce l'appui du mouvement ouvrier à la défense nationale. Jules Guesde, figure historique du socialisme, entre au gouvernement où il est rejoint par Marcel Sembat et par Albert Thomas, qui occupe le poste stratégique de ministre de l'Armement.

Ses militants dispersés, son activité réduite, le Parti socialiste entre en sommeil. Il affiche certes sa volonté de défendre le monde du travail, mais justifie sans réserve la politique de guerre du gouvernement français. Il le fait au nom des valeurs et idéaux républicains, quand ce n'est pas en ravivant les souvenirs de la Grande révolution et de la patrie en danger. La synthèse jaurésienne reposait sur l'hypothèse d'une évolution pacifique, d'un recul des nationalismes, d'une insertion républicaine des socialistes sans qu'ils s'impliquent pour autant dans la gestion gouvernementale. Or, en août 1914, les militants socialistes enregistrent, coup sur coup, la poussée chauvine, la guerre généralisée et l'entrée des socialistes dans les gouvernements d'Union sacrée. Voilà Guesde promu au rang de ministre, lui qui fut naguère le grand pourfendeur du « ministérialisme » d'Alexandre Millerand...

Pourtant, dans le groupe parlementaire, dans le parti comme au sein de ses journaux, ceux qui prennent leurs distances se comptent sur les doigts de la main et se divisent sur la manière d'agir. Moins nombreux qu'au sein de la CGT, où une minorité active se rassemble autour de Pierre Monatte, d'Alfred Rosmer et d'Alphonse Merrheim, ils font entendre dans le parti des voix isolées. Elles s'expriment d'abord épisodiquement en 1914 et 1915, puis se renforcent les années suivantes, jusqu'à devenir majoritaires dans nombre des fédérations dès la fin de 1916.

Ceux qui, en Europe, ne peuvent se résoudre à l'horreur du massacre rassemblent leurs maigres forces en Suisse, à Zimmerwald, en septembre 1915, puis à Kienthal, en avril 1916. À deux reprises, des Français, syndicalistes en 1915, puis députés socialistes en 1916, participent à ces rencontres, témoignant de la volonté tenace que partage aussi l'écrivain Romain Rolland, criant son refus de la guerre dans *Au-dessus de la mêlée*.

Derrière Jean Longuet, qui l'emporte en 1915 au sein de la Fédération de la Haute-Vienne, la minorité socialiste a un programme limité,

exclusivement orienté contre la guerre jusqu'au bout et pour la reprise des relations au sein du socialisme international. À la différence de l'Allemagne, où Karl Kautsky et Georg Ledebour quittent le Parti socialiste pour fonder un Parti social-démocrate indépendant (USPD) en avril 1917, les minoritaires français s'efforcent de jouer sur le registre de la régénération unitaire d'un parti dont l'affaiblissement ne cesse de s'affirmer. Revendiquant plus de 100 000 adhérents avant la guerre, il n'en compte plus que 35 000 officiellement en 1915 et tombe à moins de 15 000 en 1917.

Il est vrai que l'enthousiasme belliciste s'est bien atténué au fil des mois. Des mutineries dans l'armée au printemps 1917 et des grèves pendant l'été font craquer une première fois le vernis de l'Union sacrée. L'idée de la nécessaire « paix blanche », sans vainqueurs ni vaincus, grandit un peu partout. Longuet et ses camarades précisent leur point de vue en 1917 : *« Nous ne pensons pas que ce soit le rôle du Parti socialiste de pousser à la guerre à outrance, d'adopter une allure belliqueuse et de fermer les oreilles à toute rumeur de paix »*. Mais, chez ces socialistes critiques, il n'est pas question de rompre l'unité socialiste. Les députés qui se rapprochent de Longuet continuent ainsi, par discipline de parti, de voter les crédits de guerre. D'autres minoritaires s'inscrivent au contraire dans le sillage de Zimmerwald puis de Kienthal.

En novembre 1915, se crée un Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI) regroupant des socialistes (Marthe Bigot, Lucie Colliard, Fernand Loriot, le député Pierre Brizon), des syndicalistes (Alphonse Merrheim, Albert Bourderon) et des libertaires (Raymond Péricat, Jules Lepetit). Il critique la politique d'union sacrée et s'élève contre la surexploitation ouvrière légitimée par l'effort de guerre. Le refus de tous ces minoritaires ne les conduit pas pour autant à envisager de créer une nouvelle Internationale. Ils ne prônent pas non plus la transformation de la guerre en guerre civile, comme ne cesse de le réclamer depuis son exil Lénine, la figure de proue du petit parti des bolcheviks russes. Seule une étroite minorité constituant la « gauche de Zimmerwald » (Inessa Armand, Léon Trotsky, Alexandre Lozovski, Loriot) se rapproche de lui en se réclamant des « vrais Zimmerwaldiens » et en appelant à « une action énergique contre la guerre sans aucune considération de défense nationale ».

Quand l'opposition à la guerre s'étend, tout au long de l'année 1917, elle n'est pas dominée par les fractions les plus à gauche du socialisme international d'avant-guerre. L'horizon de la plupart de ces opposants n'est pas la rupture avec le socialisme ancien que propose Lénine, convaincu que la guerre a rendu irréversible la crise de la social-démocratie européenne. Les opposants français ne veulent pas d'une scission, mais d'un sursaut collectif partagé, à l'échelle européenne. En 1917, tout comme la plupart des membres du Comité, Longuet et ses amis mettent tous leurs espoirs dans la tenue à Stockholm d'une conférence socialiste internationale, décidée à formuler l'exigence d'une paix de compromis. Or le refus des gouvernements de l'Entente de fournir des passeports aux délégués prévus rend la rencontre impossible dès août 1917. La minorité pèse désormais suffisamment sur le parti pour obtenir le départ du gouvernement en septembre. Mais, faute d'alternative claire, la majorité qui est de plus en plus mise sur la défensive garde le contrôle du parti.

L'impact des révolutions russes

Les révolutions russes vont redistribuer les cartes. Elles ne le font qu'au terme d'un long et complexe processus. Dans un premier temps, la prise de pouvoir par les bolcheviks provoque plutôt de la réprobation, chez des socialistes français qui ne cachaient pas leur sympathie pour leurs homologues mencheviks. Mais, très vite, la frénésie antibolchevique des gouvernements alliés réactive les souvenirs de 1792-1793 et la nécessité de défendre par tous les moyens la révolution menacée. Les effets d'une intervention alliée contre la révolution russe, après la paix de Brest-Litovsk en mars 1918, permettent ainsi de relier le refus d'une guerre qui s'enlise et la protection de la nouvelle Russie.

En 1917 et 1918, le niveau des grèves dépasse ceux de 1906 et de 1910. Dès la première moitié de 1918, le bouleversement joue donc en faveur de Longuet, conforté par son rapprochement avec certains des responsables qui, à l'exemple de Marcel Cachin, avaient longtemps appliqué fidèlement la ligne majoritaire de 1914. En octobre, une nouvelle majorité composite prend la direction du parti et de *L'Humanité*. Louis-Oscar Frossard¹, issu des minoritaires « longuettistes », accède au secrétariat tandis que Cachin remplace Jean Renaudel à la direction du journal. Cette nouvelle majorité se félicite, lors du congrès tenu à la veille de l'armistice, de l'arrivée de

nouveaux adhérents et place ses espoirs dans le wilsonisme² tout en affirmant sa volonté de défendre la révolution russe.

À leur gauche, on ne trouve que quelques admirateurs fervents des bolcheviks (Loriot, Rosmer, Monatte, Marcel Martinet et Boris Souvarine) et des hommes restés fidèles au message pacifiste de Zimmerwald, comme Pierre Brizon et son journal *La Vague*. Il est vrai que la révolution d'Octobre est toujours aussi méconnue. Des informations éparses circulent bien, en provenance du groupe communiste français de Russie (Henri Guilbeaux, Jacques Sadoul, Pierre Pascal, Jeanne Labourbe). Elles transitent par la presse socialiste et syndicaliste ou par la revue *Clarté*, lancée par l'écrivain Henri Barbusse, l'avocat Paul Vaillant-Couturier et l'ancien combattant Raymond Lefebvre. Mais les textes de Lénine et de Trotski ne commenceront à être traduits et connus qu'après 1920. Quant aux images, elles sont floues, mêlant sans trop de discernement les traditions syndicalistes de démocratie directe – qui polarisent l'attention sur les « conseils » ou « soviets » – et la lecture jacobine qui opère volontiers la fusion des figures révolutionnaires du bolchevik et du jacobin.

Une fois de plus, le grand drame de 1789-1794 s'est joué à Petrograd et à Moscou. Les acteurs sont les mêmes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, « Indulgents » et « Exagérés » (la presse française traduit volontiers par « maximalistes » le nom des bolcheviks), aristocrates et Jacobins. « *Par-dessus les carmagnoles des sans-culottes apparaissaient en surimpression les blousons de cuir des combattants du palais d'Hiver* », écrit bien plus tard l'historien communiste Jean Bruhat.³ En 1920, dans une étude célèbre, son prédécesseur Albert Mathiez expliquait déjà « *qu'entre les méthodes des Bolchévistes et celles des Montagnards français, les analogies ne sont pas seulement apparentes, mais qu'il existe entre les unes et les autres des rapports étroits et comme une parenté logique*⁴ ».

Qu'importe d'ailleurs la précision ou le flou de l'image... L'essentiel est peut-être que cette révolution mal connue attire d'emblée les foudres de ceux que l'on tient depuis toujours pour les adversaires de classe. La révolution d'Octobre, on ne sait pas trop ce qu'elle est réellement ; mais il faut la défendre contre l'hystérie de la droite française et contre les menées militaires des gouvernements britannique et français. Les mutineries dans la Mer noire⁵ (février-avril 1919) accompagnent les grèves en Lorraine et à Paris et les manifestations ouvrières conduites partout en Europe aux cris de

« *Bas les pattes devant la Russie des soviets !* » Dès lors, les luttes ouvrières et la défense des soviets vont se conjuguer dans le mouvement social français, à un moment où les organisations syndicales et socialistes enregistrent une nouvelle vague d'adhésions. Le syndicalisme de la CGT et le socialisme de la SFIO vivaient les affres du déclin à la veille de la guerre ; ils connaissent enfin une nouvelle jeunesse.

Les clivages suscités par Octobre recourent désormais et brouillent partiellement ceux de la guerre. Les partisans de la seconde révolution russe s'organisent, syndicalistes et socialistes mêlés pour la première fois. La *Vie ouvrière* de Monatte, le mouvement Clarté et le CRRI décident de travailler pour rallier la SFIO à l'exemple bolchevique. Mais le cas français se distingue de beaucoup d'autres sur un point : ce qui pousse le socialisme vers l'Internationale communiste n'est pas essentiellement la croissance d'une minorité ultragauche, dont les bolcheviks se méfient d'ailleurs, mais plutôt une lente différenciation qui affecte de l'intérieur le « centre » majoritaire. Cette dissociation est liée au fait que, dès les lendemains de la guerre, la situation française plonge la SFIO dans un profond désarroi.

En 1919-1920, le mouvement ouvrier est en effet confronté à un double blocage. Le coup de semonce est donné en 1919, lors des législatives de novembre. Ce n'est pas que la SFIO elle-même ait enregistré un camouflet : avec 1,7 million de voix et 21,2 % des suffrages, les socialistes gagnent plus de 300 000 voix et près de 6 % sur les déjà bonnes élections de 1914. Mais le mode de scrutin, à la fois majoritaire et proportionnel, réduit la représentation parlementaire du parti de 103 à 68 députés. Et, surtout, les élections voient le triomphe écrasant du Bloc national de droite⁶. Après plus de quatre ans de guerre et deux ans de reconstruction, la stratégie légaliste de conquête du pouvoir est en échec. La droite a le vent en poupe et, à gauche, le socialisme n'a pas supplanté un radicalisme dont la force propulsive s'est pourtant bien émoussée.

Quelques mois après, le traumatisme électoral se double d'une défaite syndicale. Là encore, tout s'annonce plutôt bien au départ. La combativité ouvrière est attestée par la montée impressionnante des grévistes (176 000 en 1918, 1 150 000 en 1919, 1 317 000 au début 1920) et par l'expansion d'une CGT qui dépasse le million et demi de cotisants au début de 1920. En France comme ailleurs, la lutte sociale se colore de mots d'ordre politiques nouveaux, comme ceux qui s'élèvent contre l'intervention occidentale en

Russie ou pour le contrôle ouvrier. Sur ce plan, la culture des « conseils ouvriers » (*soviets* en russe), n'est pas absente du panorama français, même si elle ne prend pas la forme extrême des conseils allemands ou italiens. Les minoritaires au sein de la CGT ne cessent de progresser et dénoncent le néo réformisme de la direction confédérale. Mais la grève française du printemps 1920 obtient des résultats mitigés. Pire encore, les divergences stratégiques au sein de la CGT facilitent une violente répression, notamment chez les cheminots. La représentation syndicale en est très vite affectée : moins d'un million en novembre-décembre 1920, contre environ 1,5 millions dans le premier tiers de l'année.

Le mouvement ouvrier d'avant-guerre reposait sur le double socle du socialisme réuni et du syndicalisme révolutionnaire de la CGT. Avec le temps, la distance entre les deux branches s'est peu à peu réduite, sur la base d'un recentrage syndical sensible. En juillet 1918, Léon Jouhaux a profité du regain de l'organisation pour imposer sa ligne réformatrice à la confédération ouvrière. Or le programme revendicatif minimum qu'il propose se heurte au désengagement social massif de l'État, aggravé par la guerre qui a mis au second plan l'exigence sociale. En cette année 1920, tout se passe comme si l'équilibre conflictuel de la voie parlementaire et de la « grève générale » était parvenu à son terme⁷. Révolutionnaires de la SFIO et minoritaires de la CGT aspirent donc simultanément à dégager d'autres voies que celles définies par des directions associées à l'Union sacrée désormais rejetée. À leurs yeux, la combinaison apparente du « soviétisme » et de l'extrême centralité bolchevique apparaît comme une troisième voie possible, plus dynamique que les deux précédentes.



Ouvriers d'Anzin en grève en 1920

Réforme ou révolution ? La confrontation des deux cultures avait dominé le socialisme du début du siècle. L'année 1905 avait offert une synthèse provisoire : « *l'évolution révolutionnaire* » de Jaurès⁸ consacrait la victoire du qualificatif – révolutionnaire – mais adossée à l'espoir d'une rapide majorité électorale, sur la base du suffrage universel. La guerre et ses lendemains renvoient l'espoir dans un futur plus qu'incertain. Quand l'air du temps est à la « *révolution permanente* », y a-t-il place pour la longue patience du travaillisme ? Les cadres anciens restent plutôt attachés aux vieux modèles ; la génération plus jeune aspire à d'autres expérimentations. Pour eux, le bolchevisme se présente comme « *un nouvel idéal du servir*⁹ »

L'attraction de l'Internationale

Si les socialistes se sont constitués en parti national, leur horizon reste celui de la grande armée internationale des prolétaires rassemblés. Ils sont depuis 1905 la « section française » de l'Internationale ouvrière. La régénération de l'organisation nationale est donc pour eux inséparable de celle de l'Internationale tout entière. Celle d'avant 1914 – la Seconde Internationale – est minée par le conflit qui sépare les « grands », allemand, français et britannique, engagé chacun derrière leur gouvernement. Les tentatives de reconstitution échouent, les unes après les autres, à Berne (février 1919), à Lucerne (août 1919) et à Genève (juillet 1920). En 1920, une poignée de minoritaires, longuettistes français, indépendants allemands et socialistes autrichiens cherchent certes à établir des contacts, pour créer un pont entre le socialisme officiel et les tenants des bolcheviks russes. Une réunion préparatoire a même lieu en décembre 1920, peu avant le Congrès de Tours, qui débouchera l'année suivante sur la constitution éphémère d'une Internationale de Vienne ou « Internationale deux et demi ». La tentative fait long feu. Pendant de longs mois, la dynamique n'est ni du côté de l'Internationale officielle ni dans celle des « centristes » du socialisme européen.

Dès avril 1917, Lénine a fixé le cap des bolcheviks russes : « *Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le centre* ». Contre le « centre » : dès le départ, les noms de Kautsky et de Longuet fonctionnent

comme des repoussoirs, avec ceux de l'Autrichien Rudolf Hilferding et de l'Italien Filippo Turati. Au printemps de 1919, en plein cœur de l'ondée révolutionnaire qui balaie l'Europe, une cinquantaine de délégués se réunissent à Moscou, autour du PC russe. Parmi eux se trouvent deux Français, Guilbeaux et Sadoul, qui au demeurant ne s'entendent guère.

L'Internationale communiste (IC) – ou Troisième internationale – est née. Que vont faire les socialistes français ? En février 1919, ils ont marqué leurs distances avec l'Internationale pilotée par les Allemands et les Britanniques. Dès avril 1919, le CRRI vote son adhésion à l'IC, puis se transforme en Comité de la Troisième Internationale. La majorité de la direction socialiste ne les suit pas, mais décide de prendre contact avec Moscou. En février 1920, au Congrès de Strasbourg, la rupture avec l'Internationale de Berlin et de Londres est consommée.

Tout n'est pourtant pas simple. Chez les anciens minoritaires socialistes, les avis restent partagés sur le bolchevisme russe et sur l'ampleur de la rupture avec les partisans d'hier de l'Union sacrée. Et si le congrès fondateur de Moscou a entrebâillé les portes, Lénine et ses compagnons n'ont pas l'intention de les ouvrir en grand. Pour eux, l'adhésion ne peut se faire sans conditions. N'entre pas qui veut dans la nouvelle maison... En fait, pour les responsables moscovites, le moment révolutionnaire suppose d'écarter le plus possible les éléments censés rappeler le vieux monde – la « *vieille racaille* » comme les appelle le numéro un de l'IC, Grigori Zinoviev, le 19 juillet 1920. Or, jusqu'alors tout au moins, la sensibilité des minoritaires français est de limiter l'ampleur des ruptures¹⁰. La création de la SFIO, en 1905, a sanctionné une longue marche des socialistes vers l'unité : pas question de revenir sur l'acquis de cette unité tant recherchée. Ce souci n'est pas celui des révolutionnaires de Moscou.

En février 1920, la SFIO a décidé d'envoyer des délégués avant le 2^e Congrès de l'IC¹¹ qui doit préciser les objectifs et le mode de fonctionnement du nouveau « *parti mondial* ». Longuet, pour des raisons restées obscures, renonce à faire partie de la délégation. A-t-il craint l'inimitié personnelle dont il sera l'objet ? Veut-il garder les mains libres pour négocier à la fois avec les bolcheviks et avec les « centristes » du socialisme européen ? Son absence, en tout cas, pèsera lourd par la suite. Ce sont donc Frossard et Cachin qui représenteront le parti français. Frossard a fait le choix de Moscou, mais son objectif, comme celui Longuet, est

d'éviter l'hémorragie militante. Il admet la nécessité d'une certaine rupture épuratrice, mais il veut conserver le Parti socialiste qu'il ne voit pas comme un bolchevisme repeint aux couleurs de la France.

Plus intéressant à tous égards est alors le personnage de Cachin¹². Il n'est pas un jeune militant ébloui par la magie romantique d'Octobre. Âgé de 51 ans, il est un guesdiste éprouvé, peu porté au blanquisme et au goût des minorités agissantes. Son premier contact avec les bolcheviks, en avril-mai 1917, n'a pas été chaleureux, c'est le moins que l'on puisse dire. Quant à son ralliement ultérieur, difficile de dire qu'il marque une totale rupture culturelle. Toute sa vie militante, il se montre réticent devant la gesticulation révolutionnaire et, à plus d'une reprise, sa prudence lucide lui vaudra même le soupçon « d'opportunisme », à Paris comme à Moscou. Pourtant, trois ans après l'Octobre russe, il lui semble évident que la guerre a tourné une page de l'histoire politique. En 1920, Cachin est dominé par la conscience du caractère néfaste du choix de l'union sacrée, qu'il a assumé longtemps sans broncher, dans le sillage de son mentor, Jules Guesde. Malgré ses réticences, voire son angoisse devant les choix de 1920, tout se passe comme si l'emportait de façon irrésistible le désir d'exorciser la faute initiale et de retrouver l'esprit subversif du socialisme historique. Tout ce qui limite cet effort régénérateur lui paraît alors subalterne, quel que soit le prix de la rupture.

Dans le discours guesdiste d'avant 1914, la formule rituelle de la victoire « *par le bulletin ou par le fusil* » n'était plus qu'une référence liturgique, sans portée réelle. En décembre 1920, Marcel Cachin revient sur les mots de la veille, en citant Guesde : « *Le fusil vient compléter l'urne* », s'exclame-t-il devant les congressistes de Tours. « Compléter » n'est pas « se substituer à », pourrait-on remarquer... Dans le contexte du temps, la nuance est bien mince. Le ton des discours est sans ambiguïté, perceptible dans le moindre texte de l'Internationale : toute stratégie parlementaire est une capitulation, un renoncement au parti pris de la révolution. À la rigueur, on peut utiliser la tribune parlementaire comme porte-voix ; en aucun cas, on ne doit envisager la révolution par la voie légale. « *La guerre civile est mise à l'ordre du jour dans le monde entier. La devise en est : le pouvoir aux Soviets* », proclame le II^e Congrès de l'Internationale en juillet 1920.

Jusqu'en 1914, la frontière entre « réformistes » et « révolutionnaires » est mouvante : elle traverse chaque courant, chaque organisation,

associative, syndicale ou partisane. Avec la révolution russe, une bifurcation s'opère. La fracture ne se fait pas sur les mots et Blum n'utilise pas moins de la référence révolutionnaire que Cachin ou Frossard. Mais l'écart s'esquisse entre deux états d'esprit, il se creuse dans la désignation d'un exemple à suivre. À Tours, l'ancien ministre Marcel Sembat énonce clairement ce qui distingue les deux camps. « *Je comprends très bien que ce pôle – Moscou – vous attire ! Mais en face de Moscou, il y en a un autre, qui est certainement moins brillant, moins attirant, mais qui tout de même, nous attire, mes amis et moi : c'est l'Angleterre, c'est Londres ! Je veux parler du mouvement ouvrier tel que vous l'avez vu organisé et agissant tout récemment en Angleterre.* »

Londres ou Moscou : le choix se fait entre deux modèles, deux cultures, deux conceptions de la révolution et du parti. Ce faisant la ligne de rupture fluctuante des décennies précédentes se fait frontière linéaire. Pour les bolcheviks russes, elle passe désormais entre deux mouvements, entre deux partis : communisme et socialisme cristallisent, dans leur distinction, la tension originelle entre la logique de l'insertion pragmatique et celle de la rupture globale avec les sociétés du capital. Le *Manifeste* de 1848 se voulait celui du « *parti communiste* », avant même que n'existe un tel parti. Après cette date, le vocabulaire du mouvement ouvrier a oscillé pourtant, entre les mots de « communisme » et de « socialisme ». En 1888, Friedrich Engels explique encore que, à l'époque du *Manifeste*, « *le socialisme signifiait un mouvement bourgeois, le communisme un mouvement ouvrier* ». En 1894, cela ne l'empêche pas d'accepter le terme de « social-démocrate », « *bien qu'il reste impropre* » précise-t-il.

La guerre décanter le champ lexical. En décembre 1914, Lénine, convaincu qu'il faut une nouvelle Internationale, se demande s'il ne faut pas renoncer au nom « *sali et avili* » de « social-démocrate ». Dans ses « Thèses d'avril », en 1917, il suggère de « *changer la dénomination du Parti* ». En mars 1918, le VII^e Congrès du parti bolchevique entérine sa proposition : le « *parti ouvrier social-démocrate russe* » devient le « *parti communiste russe (bolchevik)* ». Désormais, la rupture organisationnelle se double d'une rupture linguistique, voulue expressément par les « 21 conditions »¹³. Se mettre du côté de Moscou, c'est choisir le « communisme » ; refuser de le faire, c'est rester du côté du « socialisme ».

Les socialistes débattent

Le séjour à Moscou de Cachin et de Frossard est tumultueux. Ils font face à des interlocuteurs souvent brutaux qui insistent pour faire de Longuet le symbole de la ligne de partage entre le bon grain et l'ivraie. Manifestement, Longuet est pour eux trop proche du « *renégat Kautsky* » et il affirme trop fortement son souci de l'unité la plus large des socialistes, quand les bolcheviks appellent au contraire à la rupture la plus franche. En outre, qu'il puisse user du prestige accolé au nom de son grand-père, Karl Marx, n'est sans doute pas pour rien dans cette fixation sur l'un des premiers opposants socialistes français à la guerre.

Les représentants français au Congrès international font tout pour atténuer la violence de leurs interlocuteurs, pour limiter le caractère trop draconien des « conditions » que le Congrès international a mises en forme. Jusqu'après leur retour en France, les deux hommes veulent croire que les dirigeants de l'IC finiront par mettre de l'eau dans leur vin. Mais ils ont décidé, chacun pour des raisons différentes, de se rallier entièrement au choix de l'Internationale communiste. Devant le Congrès international, ils le font à titre personnel. Rentrés en France, ils vont toutefois populariser leur point de vue dans les meetings et les assemblées d'information : on peut sérieusement traiter avec l'Internationale communiste.

Le ralliement de ces deux dirigeants fait plus pour l'adhésion que le patient travail des premiers partisans d'Octobre. Avec eux, c'est la majorité du « centre » longuettiste qui bascule vers Moscou, malgré le refus du fondateur lui-même, Jean Longuet, de plus en plus rebelle devant les vingt et une conditions dont il sait fort bien qu'elles le visent directement. Désormais, le courant favorable à l'adhésion ne va cesser de croître. À partir de l'automne 1920, trois textes sont discutés par les militants socialistes.

La résolution présentée par le Comité de la Troisième Internationale et par la fraction socialiste regroupée autour de Marcel Cachin et de Louis-Oscar Frossard¹⁴ propose tout à la fois de rejoindre les rangs de la Troisième Internationale et de se rallier au modèle bolchevique de révolution. Les rédacteurs du texte sont persuadés que la réalisation du vieil idéal socialiste passe par une généralisation de l'expérience réussie en Russie. Le choix d'une ligne révolutionnaire explicite n'est pourtant pas fait. De l'exemple russe on retient l'efficacité d'une rupture organisationnelle, que l'on croit en

elle-même productrice d'action révolutionnaire. Le secret de la réussite des bolcheviks n'est-il pas dans la cohérence de leur groupe militant tout autant que dans la clarté politique et le refus de toute compromission ? La voie du succès est nécessairement dans la mise en œuvre d'une politique « *exclusivement communiste* », ce qui écarte la « *collaboration des communistes et des réformistes* ». La fonction des vingt et une conditions se limite à ce souci d'« *éviter l'affiliation des éléments anticomunistes* » ; il n'est pas alors question d'exclure qui que ce soit. Les rapports du parti avec la nouvelle organisation internationale sont eux-mêmes très prudemment évoqués : chaque parti, explique la motion, est « *le meilleur juge de la situation intérieure de son pays* ». On veut pourtant éviter les défauts de la II^e Internationale : « *l'Internationale doit diriger si elle veut être autre chose qu'un simple appareil enregistreur* ». Les partisans de l'adhésion reprennent la vieille tradition internationaliste du socialisme, mais ils refusent encore la notion bolchevique de « *parti révolutionnaire mondial* ». Ils lui préfèrent la formule plus souple d'« *unité des forces prolétariennes mondiales étroitement solidaires* ».

Une seconde motion « *pour l'unité internationale* » est proposée par les amis de l'avocat Léon Blum, qui forment un Comité de résistance socialiste et sont soutenus par les partisans de l'ancien directeur de *l'Humanité*, Pierre Renaudel. La motion des « résistants » – adversaires résolus de l'adhésion – est tout aussi remarquable que la précédente par sa netteté. Ils sont, il est vrai, bien servis par la plume et la rigueur intellectuelle de Léon Blum, qui fut à Tours leur porte-parole le plus inspiré. Leur texte se présente comme un véritable résumé de doctrine, au nom de laquelle se justifie le refus de toute transformation du parti. La rupture est récusée au nom de la continuité des « principes » du socialisme français.

La différence entre les deux documents est, de ce fait, sensible, par-delà même la continuité évidente du vocabulaire et de la culture politique. Le texte des futurs majoritaires est construit sur la critique ferme du passé récent – le traumatisme d'août 1914 et les échecs socialistes – et la valorisation d'une pratique nouvelle, à valeur d'exemple – celle des bolcheviks russes. Le texte des « résistants » évite soigneusement toute analyse des expériences nationales et internationales passées : pas un mot ni sur les difficultés internes de la II^e Internationale ni sur la guerre elle-même ! Se sachant minoritaires dans le parti, les « résistants » parient sur le long terme : la réaffirmation de la « *doctrine* » leur sert tout à la fois de

perspective stratégique et de repoussoir de l'expérience bolchevique. Opposition majeure : les partisans du changement s'appuient sur l'immédiat pour fonder les constructions futures ; leurs adversaires s'appuient sur un passé théorique pour briser les tempêtes du moment présent. « *Internationale d'action* » contre « *Internationale de mots* », s'écrie Frossard au Congrès de Tours.

Entre les deux, la motion dite « *d'adhésion avec réserves* » est à tous égards « centriste » : présentée par Longuet et ses amis « reconstructeurs », elle contient une vive critique de la période de l'Union sacrée, mais au nom de la fidélité aux principes fondateurs de la SFIO. Et quand elle évoque la lutte nécessaire contre le « *révisionnisme* », elle le fait en se référant au seul Congrès international d'Amsterdam de 1904. Pour surmonter les déboires d'août 1914, les « reconstructeurs » n'estiment pas nécessaire de modifier la structure du parti ou les grands axes de la doctrine. Le modèle bolchevique est reconnu par eux, mais avec des réticences analogues à celles qu'exprima Kautsky en Allemagne. Si Longuet et ses amis s'écartent de l'Internationale communiste, ils le font avant tout, cependant, sur la question du parti lui-même. C'est en fait sans trop de surprise que les « reconstructeurs » refusent la vingt et unième condition. Si la représentation proportionnelle n'était pas respectée dans les organismes dirigeants du parti, disent-ils, cela pourrait « *détruire l'unité du parti* ».

Les trois textes fixent ainsi les enjeux majeurs du Congrès de Tours : va-t-on accepter ou non l'exemple bolchevique de pratique révolutionnaire ? Sur ce point, seule la motion des « résistants » se prononce résolument contre le choix de Moscou, les « reconstructeurs » restant seulement réservés. Mais faut-il modifier ou non le fonctionnement du Parti socialiste ? « Résistants » et « reconstructeurs » se rejoignent là dans le refus. Ce sont les militants qui vont trancher à leur manière.

À la fin de 1920, la moisson de l'Internationale communiste est plutôt maigre. Parmi les partis communistes qui se constituent, aucun ne présente une envergure significative, si ce n'est le PC allemand (KPD) qui revendique 350 000 adhérents. Les grandes organisations socialistes n'ont pas basculé du côté de Moscou. Le Parti socialiste italien de Giacinto Serrati et de Filippo Turati a certes décidé de rejoindre l'Internationale de Lénine, aussitôt après sa création. Mais pour les Russes la direction italienne est trop droitière. Peu de temps après, le parti italien se divise et

seule la minorité révolutionnaire reste rattachée à l'IC¹⁵. À quelques rares exceptions près, comme la Norvège (pour une courte période), la Finlande, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ou la Bulgarie, ce sont donc des minorités socialistes qui penchent en faveur des bolcheviks. Les partis de l'Europe du Nord ont connu très tôt une évolution de type réformiste et des coalitions larges qui ont limité le poids des divisions pendant le conflit, atténué les rancœurs et freiné les tendances à la radicalisation du socialisme. Ceux de l'Europe du Sud, concurrencés par l'anarchisme et par le syndicalisme révolutionnaire, ne représentent qu'une faible partie du mouvement ouvrier. Quant à l'Europe centrale et orientale, la plus déstabilisée par la défaite de l'Allemagne et de ses alliés, elle est déchirée par de véritables guerres civiles et l'échec précoce des fractions les plus radicales les voue à la répression, à l'exil et à la marginalisation. En portant les socialistes vers l'exemple russe, le cas français est d'autant plus remarquable qu'il s'agit, cette fois, d'un des grands protagonistes de la Seconde Internationale défunte.

Le Congrès de Tours

À l'ouverture du Congrès, les choix décisifs sont déjà faits. Sections et fédérations ont voté à une très large majorité le principe de l'adhésion. En novembre 1920, au Congrès de la Bellevilloise, à Paris, la jeunesse socialiste a décidé par une écrasante majorité (5 443 voix contre 1 958) de se transformer en Fédération nationale des jeunesses socialistes-communistes. Les partisans de la motion Cachin-Frossard sont les plus nombreux à Tours et les « résistants » sont battus à plate couture. Le Congrès de Tours est-il donc un congrès pour rien ? En fait, chacun sait aussi que le plus décisif est dans l'attitude qu'adoptera le centre.



La salle du Manège où se tient le Congrès de Tours

À l'automne de 1920, une solution consensuelle « à l'italienne » comme en 1919 n'est pas totalement exclue, avec un Parti socialiste qui adhère à l'Internationale communiste tout en conservant l'essentiel de ses traditions, de son autonomie... et de ses militants centristes. Or ce scénario, qui a les faveurs de Frossard comme de Longuet, devient de plus en plus improbable à mesure qu'approche l'échéance. Le temps joue plutôt en faveur de la scission et le Congrès du Parti socialiste indépendant d'Allemagne a montré, en octobre 1920, l'impossibilité d'un compromis dont les responsables bolcheviks ne veulent pas et auxquels les centristes ont renoncé. Quand Longuet entre dans la salle du Manège, le 25 décembre, il sait que les jeux sont faits et que l'ampleur des départs sera le seul enjeu véritable du Congrès.

Tradition française d'unité socialiste ou pas, les principaux leaders arrivent à Tours avec dans la tête le spectre de la scission inéluctable. Chez les majoritaires, la volonté de rompre avec le passé est trop forte et, chez leurs adversaires, le refus du nouveau est trop vigoureux pour que des compromis solides puissent se construire. La position des « longuettistes » est elle-même trop ambiguë : ils sont en principe pour le maintien de l'unité, mais la préservation des règles anciennes de fonctionnement du parti est pour eux un préalable absolu. Or la logique du choix majoritaire implique que ces règles soient modifiées... Longuet toutefois ne semble pas résigné au départ et beaucoup parmi les majoritaires sont prêts à faire quelques concessions pour conserver le plus gros des troupes longuettistes.

Les dirigeants de l'Internationale le redoutent terriblement, car ils sont alors convaincus que la rénovation du Parti socialiste passe par la rupture avec les « centristes » du type Kautsky ou Longuet. Ils interviennent donc par précaution, pour casser toute velléité de concessions. La révolutionnaire allemande prestigieuse Clara Zetkin est envoyée clandestinement pour galvaniser les socialistes français et valoriser la rupture à l'allemande. Les hommes de l'Internationale vont aller un peu plus loin encore. Le mardi 28 décembre au matin, les congressistes prennent connaissance d'un télégramme signé par le président de l'Internationale communiste, Zinoviev, et par les membres du Comité exécutif qui dirige cette organisation, dont le Français Rosmer. Le télégramme attaque violemment les partisans de Longuet – leur résolution est « *pénétrée d'un esprit de réformisme et de diplomatie mesquine et chicanière* » – et refuse tout compromis avec eux. La conclusion est sans appel : « *la majorité des ouvriers conscients de France n'admettra pas un compromis aussi ruineux avec les réformistes* ». Le « télégramme Zinoviev » suscite une émotion considérable parmi les militants, sensibles, par tradition, au thème de l'unité socialiste. Il ne fait pourtant pas basculer le Congrès.

Le jeudi 30 décembre, réuni en séance de nuit, le XVIII^e Congrès de la SFIO se prononce par deux votes cruciaux. Le premier est sans surprise puisqu'il reflète directement les choix de motions opérés par les militants dans les sections et les fédérations. Le résultat est net : l'adhésion à la III^e Internationale recueille 3 252 mandats (70 % des mandats), la motion Longuet 1 022 mandats (22 %). Les partisans de la motion Blum, nettement battus dans les sections, avaient retiré leur texte au moment du vote, se réfugiant pour l'essentiel dans l'abstention (397 mandats).

Le second vote est la conséquence du « télégramme Zinoviev ». Un partisan grenoblois de Longuet, Paul Mistral, soumet immédiatement une motion rejetant sans autre forme de procès le télégramme incriminé. Gênés par l'initiative moscovite, mais refusant la polémique avec l'Internationale, les amis de Cachin et de Frossard rédigent une contre-motion. Elle rappelle que l'adhésion à la III^e Internationale n'entraîne selon eux aucune exclusion pour les activités passées, mais implique seulement l'obligation pour chacun de s'en tenir résolument et avec discipline aux décisions prises par le Congrès.

Or, le second vote confirme amplement le premier, reproduisant à l'identique les rapports de force déjà dessinés : 3 247 mandats se portent sur le texte des nouveaux majoritaires, tandis que la motion Mistral ne recueille que 1 328 mandats. La scission redoutée par tous est désormais inévitable : « résistants » et « reconstructeurs », qui s'étaient concertés discrètement pendant le Congrès, quittent spectaculairement la salle du Manège. Il est 2 h 15.

Pour la majorité qui reste dans l'enceinte, le président de séance déclare : « *Le Congrès communiste continue.* » Celui-ci se poursuit jusqu'au lendemain après-midi et s'achève sur un appel rédigé par Vaillant-Couturier : « (...) *Que notre parti soit grand ! Que notre parti soit fort et discipliné, maître à la fois de ses militants et de ses élus ! Que dans l'Internationale, relevée à l'ombre de la première des grandes révolutions sociales, il soit digne de son passé, digne de Babeuf, digne des hommes de Juin 1848, digne de la Commune, digne de Jaurès, digne de l'avenir glorieux qui s'offre à nous...* »

Qui a fait la différence à Tours ? Reprenant les propos de nombreux délégués, on a dit longtemps que le choix de Moscou avait été celui des jeunes, des militants inexpérimentés et des ruraux. Les études locales sont encore trop lacunaires pour avoir une vision globale suffisamment fiable. Si les signes d'une radicalisation de la paysannerie sont réels, comme dans le Lot-et-Garonne, le vote des départements ruraux n'est pas nécessairement un vote de paysans, comme le montre l'exemple du Cher ou du Vaucluse. Si l'on s'en tient au congrès lui-même, la vision classique n'est pas si convaincante. Les majoritaires sont sans doute un peu plus jeunes (20 % ont moins de trente ans, contre 12 % chez les reconstructeurs et 7 % chez les résistants) et ils sont un peu plus fréquemment ouvriers (28 % contre 21 % pour les reconstructeurs et 19 % pour les résistants).

S'il y a une différence, elle est dans la surreprésentation des professions libérales et des journalistes chez les adversaires les plus déterminés de l'adhésion (40 % contre 25 % chez les reconstructeurs et 15 % chez les majoritaires) et dans le poids des élus (60 % chez les résistants, 39 % chez les reconstructeurs, 25 % dans la majorité). En fait, le choix de Moscou est moins la manifestation véhémement d'un univers de classe que le désir de voir advenir un nouvel âge du socialisme, une fois refermée la parenthèse malheureuse de la guerre et de l'union sacrée. Plus que dans les

déterminants sociologiques directs, il renvoie à une écologie globale des territoires dans laquelle les traditions de politisation populaire, remontant volontiers à la Révolution française, jouent un rôle structurant.

À l'extrême fin de 1920, en tout cas, un nouveau parti est né. Au départ, il conserve le nom de Parti socialiste, la mention de la SFIO étant simplement remplacée par celle de SFIC (Section française de l'Internationale communiste). De son côté, la minorité se réunit et décide de « continuer » l'ancienne SFIO. Elle rejoindra bientôt ceux qui, en Europe, n'ont pas voulu de l'exemple fourni par Moscou : la SFIO maintenue sera membre de l'Internationale ouvrière socialiste, définitivement constituée en mai 1923.

En apparence, le Congrès de Tours sanctionne la victoire des premiers « bolcheviks français », ceux du Comité de la III^e Internationale (Souvarine, Loriot). Théoriquement, les conditions imposées par Moscou en juillet 1920 leur assurent une confortable majorité dans les directions du nouveau parti. La réalité n'ira pas jusqu'au bout de leurs attentes. Lénine est trop homme de la Seconde internationale pour accepter tout ce qui lui évoque d'une manière ou d'une autre cet « *extrémisme de gauche* » qui est sa bête noire en 1919-1920, tout autant que les « *centristes* » qui sont la cible officielle de la nouvelle Internationale.

Par ailleurs, le nouvel homme fort de la Russie est à la fois déterminé à l'extrême et d'un réalisme affirmé. Il sait que la volonté de durcir les conditions d'accès aux nouveaux partis communistes doit être compensée, si l'on veut éviter l'isolement complet. En 1920, il comprend que la mise à l'écart de Longuet, opposant de la première heure, implique de ménager Frossard et Cachin plus encore, qui versa longtemps dans l'union sacrée. Il résultera de cette prudence une confusion, si ce n'est une somme de malentendus dont le prix se paiera dans les années suivantes. La « section française de l'Internationale communiste » naît bien à Tours, à l'extrême fin de 1920. Mais le « parti de type nouveau » reste encore un mot bien vague...

Chapitre 2

Bolcheviks à la française ? 1921-1933

Au début 1921, la « section française de l'Internationale communiste » fait ses premiers pas. Le « Parti socialiste » – c'est toujours son nom officiel – se rattache désormais à une organisation qui se veut un « parti mondial » depuis juillet 1920. Enraciné dans la réalité sociopolitique française, le parti de Tours lie ainsi une large part de son destin à une stratégie planétaire de plus en plus dominée par les évolutions internes de la Russie soviétique.

Premières déchirures

La France n'a pas connu de nouvelle révolution, à l'instar de la Russie. Mais, au lendemain du Congrès de 1920, l'état d'esprit reste à l'optimisme révolutionnaire. Si les cadres du parti socialiste antérieur n'ont guère fait le choix de Moscou (seuls 13 députés sur 76 s'y sont résolus), la plupart des militants (130 000 environ) ont respecté la décision finale du congrès de la fin décembre. C'est donc en toute confiance que le congrès « administratif » de mai 1921 adopte des statuts – au demeurant plutôt éloignés du modèle russe¹ – et décide que, le 1^{er} janvier 1922, le parti s'appellera « Parti communiste, section française de l'Internationale communiste ». Les ponts symboliques sont bien rompus avec le passé, sans que pour autant la pratique témoigne d'un bouleversement significatif dans les modes d'organisation.

L'ambition ne manque pas aux nouveaux communistes. Ainsi, leur vocation prolétarienne affirmée ne les conduit pas à dédaigner le monde paysan. Sous l'impulsion du tout nouveau député du Lot-et-Garonne,

Renaud Jean, le PC se dote dès 1921 d'un programme agraire tourné vers les aspirations propriétaires de la petite paysannerie. Quant à sa forte composante syndicale originelle, elle le pousse à soutenir l'expansion d'un syndicalisme hostile aux majorités réformistes de Léon Jouhaux, en s'adossant à la toute récente Internationale syndicale rouge (ISR ou Profintern) créée en juillet 1921 à Moscou. Sans doute les leaders syndicaux français (Pierre Monatte, Gaston Monmousseau) ont-ils obtenu que leur lien avec le PC soit de coordination et non de subordination. Mais la légitimation de l'articulation du syndical et du politique est une rupture avec une tradition française qui reposait sur le dualisme et même la concurrence entre le monde syndical et le socialisme partisan.

L'enthousiasme du moment fondateur s'efface bien vite, au feu des malentendus et des conflits. La majorité de Tours se divise. La « gauche » continue d'être animée avant tout par les anciens du Comité pour l'adhésion à la III^e Internationale (Souvarine, Loriot, Vaillant-Couturier) et le courant « centriste » se reconnaît dans les figures du secrétaire général du parti, Frossard, et du directeur de *L'Humanité*, Cachin. Les uns veulent pousser le plus loin possible la logique de rupture avec le vieux socialisme ; les autres redoutent la marginalisation d'une ultragauche cultivant sa différence à l'excès. Le seul point d'accord entre les deux est la méfiance à l'égard de l'ancien courant pacifiste (Henri Fabre, Pierre Brizon, Victor Méric), qui renâcle dès les premiers jours à accepter la tutelle de Moscou. Dans un espace politique où la modération est toujours suspecte d'abandon, voire de trahison, il est toujours bon d'avoir une « droite » dont on peut se démarquer...

L'Internationale a du mal à comprendre et à gérer une organisation qui tranche si fort avec la stricte discipline des « révolutionnaires professionnels » prônée par Lénine depuis 1902. Officiellement, conformément aux principes de la « *centralisation démocratique* » (treizième condition d'adhésion à l'Internationale), c'est l'IC qui donne le ton par l'entremise de ses représentants. Au départ, cette fonction est exercée de fait par Souvarine, qui est officiellement membre du secrétariat de l'IC et qui fait le va-et-vient entre Paris et Moscou. On dit qu'il a l'oreille d'un Trotski par ailleurs très impliqué dans l'observation de la situation française – il l'a bien connue au temps de l'exil.

Mais Souvarine appartient lui-même à l'aile gauche de la section française et, jugé trop cassant et autoritaire, il est vivement contesté à Paris. La direction de l'IC se voit ainsi contrainte de pousser le parti français vers la gauche, mais sans courir le risque d'une nouvelle scission. Les émissaires de Moscou, les Italiens Angelo Tasca et Amadeo Bordiga comme l'Allemand Heinz Neumann, s'essaient donc à la prudence, au grand dam d'une gauche qui ne parvient pas à s'imposer. Pour éviter une crise irréparable, Souvarine se voit même obligé de ne pas participer au premier congrès officiel, à Marseille, en décembre 1921. Au printemps de 1922, l'IC se contentera de pousser vers la sortie la fraction présumée la plus à droite, en prononçant l'exclusion de Fabre.

Il est vrai que, dans le courant de cette année 1921, la réalité est apparue bien plus complexe que lorsque l'on rêvait à la vague immédiate et impétueuse des insurrections à l'Ouest. Les Rouges l'ont certes emporté sur les Blancs en Russie, mais la guerre paysanne contre les bolcheviks n'est pas totalement achevée et les dissensions se multiplient dans le camp des vainqueurs d'Octobre. Les communistes au pouvoir ont dû composer avec l'Allemagne en 1918, puis reculer devant la Pologne en 1920. Le flux révolutionnaire de 1918-1920 a échoué et, dans l'ensemble, l'Internationale communiste n'a pas convaincu la majorité des socialistes européens de la rejoindre.

Le paradoxe est que, peu de temps après qu'elle a imposé une scission rigoureuse à Tours, l'IC doit enregistrer les effets du tournant imprimé par Lénine, au printemps de 1921. Après le choc du soulèvement des marins « rouges » de Cronstadt et les débuts de la famine en Ukraine, il impulse le tournant de la « Nouvelle politique économique » (NEP). La relative modération en Russie soviétique a son pendant à l'intérieur de l'organisation internationale. Dès juillet 1921, Lénine et Trotski demandent au III^e Congrès de l'Internationale de rompre avec le « *gauchisme* » et « *d'aller vers les masses* », ce qui suppose d'enregistrer qu'une part importante de ces masses se tourne vers une social-démocratie inopinément relancée. Dans la foulée, l'Internationale s'engage officiellement à la fin de l'année 1921, par la bouche de son président, Grigori Zinoviev, dans l'évocation d'un « *Front unique prolétarien* ». Comme en Allemagne, où la solidité de la social-démocratie a surpris les communistes locaux, il s'agit de se tourner, au nom de l'unité ouvrière, vers ceux que l'on rejetait si durement quelques mois plus tôt. Au printemps de 1922, l'IC accepte même

de participer à une conférence réunissant à Berlin les trois Internationales ouvrières² à la recherche de l'unité perdue.

Le plus étonnant est que la nouvelle orientation venue de Moscou provoque des réactions à fronts renversés. La gauche du parti, naguère vent debout contre les « social-chauvins » de la majorité, s'est laissé convaincre, après une première réaction violemment hostile en juillet 1921. Les critiques les plus virulentes contre le Front unique viennent au contraire des « centristes », les moins enclins avant décembre 1920 à pousser trop loin la ligne de rupture au sein de la SFIO. Au Congrès de Marseille, en décembre 1921, Frossard donne le ton : *« Je suis de ceux qui, à Tours, ont fait l'effort que vous savez, non pas pour éviter la scission, mais pour la limiter. (...) Mais, aujourd'hui, je suis de ceux qui pensent qu'avec les hommes qui nous ont quittés, de Longuet à Blum, aucun rapprochement ne peut être tenté »*. En janvier 1922, Cachin est lui aussi catégorique : *« Il faut dire à l'Internationale qu'en France la tactique du Front unique ne peut produire de résultats... Il y a en France un beau et grand Parti. Il faut dire aux camarades de l'Internationale : ne risquez pas de briser l'arme excellente que l'Internationale possède en France³ »*. À ce congrès, au terme d'une longue journée de débats souvent âpres, 46 fédérations suivent l'avis de Cachin et de Frossard, alors que 12 seulement se prononcent en faveur du front unique⁴.

En fait, la répartition des attitudes n'est pas aussi incohérente qu'il n'y paraît. Au début des années 1920, les dirigeants centristes du PC français considèrent que le choix majoritaire de décembre 1920 offre une possibilité inédite d'hégémonie politique dans le monde ouvrier, impensable dans d'autres contextes nationaux. Pourquoi, alors que les anciens partisans de l'Union sacrée ont été largement battus dans les votes militants, leur faire le cadeau de légitimer leur action en ouvrant avec eux des discussions, « en haut » comme « en bas » ?

L'évolution française conduit en tout cas l'Internationale à renoncer peu à peu à sa prudence des premiers mois. Dès 1922, elle institutionnalise le contrôle du PC français à partir de son centre de Berlin et de la puissante section d'organisation installée à Moscou. Le Suisse Humbert-Droz et le Russe Manouïlski sont notamment chargés de la remise au pas d'une organisation trop indocile. Sous l'impulsion de Trotski, ils agissent pour réduire l'influence des centristes dans le parti français et imposer enfin la

méthode et l'éthos bolcheviques. Pour conjurer tout risque de porosité entre les communistes et les autres partis de gauche, l'IC interdit ainsi l'affiliation des membres du PC à la franc-maçonnerie – la « *franc-cochonnerie* » selon Zinoviev – ou à la Ligue des droits de l'homme. Cachin accepte, pour ne pas diviser le parti. Ce n'est pas le cas de Frossard, qui a louvoyé pendant plusieurs mois et qui quitte le parti en janvier 1923, suivi par de nombreux élus et militants constituant avec lui une Union socialiste communiste. Louis Sellier et Albert Treint prennent conjointement la place de Frossard. Les effets de la crise sont désastreux : en 1923, les effectifs du parti ne sont plus que de 56 000 contre près de 80 000 recensés à l'été 1922 et 110 000 en octobre 1921.

À une poignée d'années du congrès fondateur, la situation du PC n'est pas si florissante. Les difficultés de la gauche française, au lendemain de la guerre, avaient donné un coup de fouet à la frange la plus à gauche et déporté les socialistes vers l'option la plus radicale. En 1923-1924, au contraire, les difficultés du Bloc national de droite et le regain général à gauche limitent le champ des plus « révolutionnaires ». La vieille tentation de la « concentration » des gauches pousse plutôt au rapprochement des socialistes et des radicaux dans un « Cartel des gauches ». Le PC n'en veut pas et préfère la formule plus nette du « Bloc ouvrier et paysan ». Or les élections législatives de 1924 offrent un résultat mitigé. Avec un peu plus de 9 % et 26 députés, le jeune PC s'installe certes dans le paysage politique institutionnel, avec ses zones de force, la région parisienne, le Nord, l'Est et le Massif central, ainsi que quelques régions rurales comme la Dordogne ou le Lot-et-Garonne. Mais le rival socialiste, avec ses 20 % et ses 104 sièges, a pour l'essentiel gagné son duel avec les frères ennemis.

Faire front dans la tempête

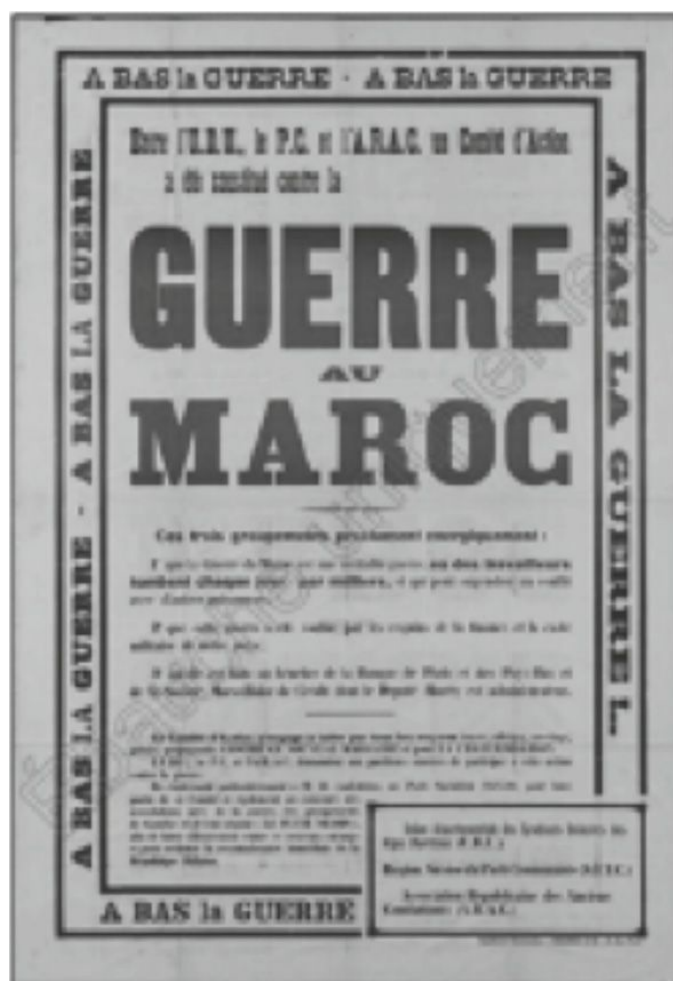
Ce bilan en demi-teinte ne modifie pas l'état d'esprit des hommes de l'IC. En fait, il pousse plutôt à approfondir le tournant à gauche enregistré dès 1923. Comme si, aux yeux des dirigeants de Moscou, l'intransigeance de Tours n'avait pas suffi à asseoir l'impact du bolchevisme sur le monde ouvrier français. Il est vrai que le centre moscovite a beau jeu de s'appuyer sur les évolutions du paysage national et européen. Les espérances pacifistes du wilsonisme à la fin de 1917 ont en effet cédé le pas aux cyniques tractations qui jalonnent les conférences de Paris, entre 1919 et

1921. Quant aux interventions directes contre la jeune Russie soviétique, elles sont relayées par les stratégies d'isolement adossées au « cordon sanitaire⁵ » est-européen, en attendant l'érosion jugée inévitable du régime communiste. Dans ce contexte de violence maintenue, Moscou continue de tabler sur une radicalisation des opinions populaires et sur l'effondrement des nouveaux « maillons faibles », et notamment de l'Allemagne humiliée et éreintée par le draconien traité de Versailles.

Dès le début l'année 1923, des communistes français participent en Allemagne aux meetings de solidarité organisés avec le parti communiste allemand pour dénoncer les menaces d'intervention militaire de la France. Lors du meeting d'Essen, le 8 janvier 1923, les orateurs français et allemands appellent à l'action contre le militarisme français. Quelques jours plus tard, le 11 janvier, ces propos trouvent une résonance toute particulière lorsque l'armée française entre dans la Ruhr. Plusieurs dirigeants, dont Cachin alors député de la Seine, sont inculpés de complot contre la sûreté de l'État. Si 371 députés votent la levée de l'immunité parlementaire de Cachin, il s'en trouve 143 qui s'y opposent alors qu'il n'y a que 10 députés communistes, signe du malaise que la politique du gouvernement provoque dans le Parti radical jusqu'alors composante de la majorité parlementaire. Cachin qui rejoint ses camarades à la prison de la Santé devient en France un symbole de l'action communiste contre la politique du gouvernement de Bloc national. Il est désormais salué par Zinoviev au nom de l'Internationale communiste comme un militant exemplaire !

Avec l'année 1924, la radicalisation de la situation va s'entremêler avec les ruptures qui s'opèrent dans le groupe dirigeant soviétique. La mort de Lénine, en janvier 1924, redistribue en effet les cartes à Moscou. Trotski se retrouve très vite isolé, au sein d'une direction où Staline essaie habilement de faire oublier le jugement sévère que Lénine a laissé sur lui, peu de temps avant de disparaître. Menée par Staline, Zinoviev, Kamenev et Boukharine, l'attaque contre l'ancien chef de l'Armée rouge se mène alors au nom du « léninisme ». Elle a son prolongement organisationnel. Si les révolutions ont échoué en dehors de la Russie, n'est-ce pas parce que manquait un peu partout l'équivalent véritable du parti des bolcheviks russes ? Il ne suffit donc pas de « communiser » les vieux partis socialistes : il faut « bolcheviser » pleinement les rangs des révolutionnaires qui se sont reconnus dans l'exemple de la révolution russe.

La « bolchevisation » prônée par l'Internationale sous la houlette de Zinoviev se présente sous trois volets principaux : la mise en place de structures – cellules, rayons, comité central, bureau politique, secrétaire général – directement copiées du modèle russe ; la promotion volontariste de cadres ouvriers ; la consolidation idéologique du corps militant par la diffusion d'un « léninisme » qui deviendra bientôt un « marxisme-léninisme », puis un « marxisme-léninisme-stalinisme ». Un contrôle de l'IC plus tatillon, une place plus large pour les « révolutionnaires professionnels » que sont les permanents, une importance accrue de la « section des cadres » et un réseau hiérarchisé d'écoles, en France (à Bobigny) et à Moscou : désormais, la reproduction la plus fidèle du modèle russe devient le critère absolu du « parti de type nouveau » que veut instituer le bolchevisme.



Affiche communiste contre la guerre au Maroc

En France dès la fin 1923, c'est la gauche du parti qui est le fer de lance attendu de cette « bolchevisation ». Mais elle est divisée par l'effet des conflits qui s'exacerbent à Moscou. Au printemps 1924, Souvarine prend ouvertement parti pour Trotski et se voit rapidement écarté, jusqu'à son exclusion en juillet. Au même moment, Monatte, Rosmer et plusieurs syndicalistes révolutionnaires prennent leurs distances et sont exclus à leur tour. Ce sont deux instituteurs, Albert Treint et Suzanne Girault, qui sont chargés par Zinoviev de bousculer dirigeants et militants, au nom de la fidélité au centre international. Le « capitaine Treint » n'est pas le seul à accepter et à impulser la nouvelle ligne. La Jeunesse communiste, dont Jacques Doriot est la figure la plus populaire et la plus remarquée, est à la recherche d'une radicalité plus affirmée. De plus, une nouvelle génération de responsables ouvriers, souvent venus du syndicalisme (Monmousseau, Julien Racamond, Édouard Dudilieux), arrive sur le devant de la scène à l'image du cheminot Pierre Sébard, devenu en 1924 le premier secrétaire général ouvrier de l'histoire du mouvement socialiste-communiste.

Globalement, le milieu des années 1920 est marqué par un activisme intense, au nom de la pureté révolutionnaire du parti. La fibre anti-impérialiste de l'Internationale communiste pousse les communistes français à prendre en charge le combat anticolonial, peu assumé par le socialisme antérieur. Une Union Intercoloniale est créée à cet effet en 1921, animée notamment par le militant algérien Hadj-Ali Abdelkader. En janvier 1924, le PCF se prononce ouvertement pour « l'indépendance des colonies », puis à la fin de cette même année le PCF s'engage dans le soutien au chef rebelle marocain Abd el-Krim, qui a pris les armes contre la double tutelle des Espagnols et des Français. En mai 1925, les communistes vont jusqu'à appeler les soldats à fraterniser avec les Marocains, puis créent un très actif Comité central d'action contre la guerre du Rif, placé sous la responsabilité d'un jeune dirigeant du Pas-de-Calais, Maurice Thorez. Un mot d'ordre de grève est même lancé, sans grand succès, sauf dans les zones de force ouvrières de la région parisienne, du Nord, du Gard et des régions stéphanoise et lyonnaise.

Pendant quelques années, le PC hésite entre les raidissements idéologiques et organisationnels et les mises en œuvre plus souples des directives venues de Moscou. En 1925, Treint annonce avec emphase le succès de la structuration exclusive du parti sur le lieu de travail : à la demande de l'IC, tous les militants du parti sont administrativement

rattachés à des cellules d'entreprise. Mais un an plus tard, devenu secrétaire à l'organisation, Thorez tempère l'enthousiasme, relativise à la baisse le bilan et annonce un nouvel équilibre entre les cellules d'entreprise et les cellules de quartier ou de village, finalement rétablies. « *Notre politique se fait dans l'usine, mais elle se fait également dans la localité, elle se fait dans le café, elle se fait également à la campagne* », insiste-t-il au congrès de juin 1926.

Les hésitations et le tournant « classe contre classe »

Le rééquilibrage annoncé par Thorez ne s'inscrit pas dans le seul contexte français. C'est l'Internationale tout entière qui hésite sur la stratégie la plus efficace. L'aggravation de la situation internationale, la poussée de l'extrême droite en Allemagne, l'affirmation du pouvoir mussolinien en Italie, la crise du Cartel en France préoccupent de plus en plus le PC soviétique et l'IC. De plus, la persistance des critiques, notamment venue des courants de gauche, laisse augurer d'une accentuation de la crise interne au groupe dirigeant français. La « lettre des 250 » en est un signe particulièrement frappant⁶.

À la fin novembre 1925, Dimitri Manouilski, qui avait pourtant promu avec vigueur la ligne de gauche quelques années plus tôt, se rend à Paris et suggère aux Français un infléchissement sérieux de leur ligne. En octobre 1925, quand le gouvernement Painlevé démissionne devant la pression de l'aile droite du Cartel, le PC obtempère et va jusqu'à annoncer qu'il serait « *prêt à défendre contre les attaques de la réaction tout gouvernement cartelliste ou socialiste pur qui travaillerait réellement sur la base suivante : 1. Prélèvement progressif sur le capital et solution de la crise financière aux frais des gros capitalistes ; 2. Paix immédiate au Maroc et en Syrie ; 3. Lutte effective contre le fascisme, notamment par le désarmement et la dissolution des ligues à caractère fasciste et par l'épuration de l'armée et de la haute administration des éléments fascistes qui y opèrent* ».

Dans la foulée, Treint et Girault sont écartés du bureau politique et Thorez devient secrétaire à l'organisation. Les syndicalistes de la CGTU voient leur rôle confirmé ainsi que celui de Cachin. Doriot et Jean Crémet complètent une équipe dirigeante à laquelle sont également associés les

dirigeants de plusieurs régions. La nouvelle formule de *L'Humanité*, où Cachin retrouve toute sa place comme directeur et Vaillant-Couturier comme rédacteur en chef, est significative de la nouvelle ligne du parti. Le quotidien qui augmente sa pagination fait davantage de place aux reportages, à l'information sportive et culturelle. En dépit des critiques formulées par Marty qui s'offusque que le journal ouvre ses colonnes aux informations sur le Tour de France, cette nouvelle formule est approuvée et rencontre un réel succès permettant à *L'Humanité* d'augmenter sensiblement ses ventes quotidiennes – elles passent de 180 000 à 220 000 en quelques mois.²

La préparation puis la tenue de son Congrès à Lille, du 20 au 26 juin 1926, sont l'occasion de montrer que la crise interne a été surmontée : les opposants peuvent présenter des motions et s'exprimer. Par ailleurs, la direction fait amende honorable sur certains points et reconnaît des erreurs commises dans le processus de la réorganisation et le fonctionnement interne. Thorez, en réponse aux critiques de Renaud Jean, explique ainsi qu'il faut « *tendre à constituer dans le cadre de chaque division administrative de l'État bourgeois un organisme solide du parti* ». C'est l'abandon de l'exclusivité des cellules d'entreprise, pourtant un critère de l'ouvriérisme et donc de la bolchevisation du parti. En outre, la modification des statuts permet de souligner l'importance des procédures électives dans le centralisme démocratique. « *Le centralisme démocratique n'est pas la discipline seulement, c'est la discipline plus l'éligibilité des organes dirigeants plus la liberté de discussion au sein du parti sur toutes les questions (à l'exception des moments d'action immédiate lorsque la question est déjà résolue), plus l'initiative véritable des membres du rang* ».

Alors que Zinoviev considérait l'année précédente que le Bloc des gauches et le fascisme étaient « *les deux ailes politiques de la bourgeoisie* », Sémard et Thorez mettent désormais l'accent sur la mise en cause des libertés politiques et du système parlementaire par le fascisme, à l'image de ce qui se passe en Italie. Le PC peut ainsi élargir son champ d'action en direction d'organismes comme la Ligue des droits de l'homme. Quand il s'agit par exemple de manifester contre la répression dans les Balkans, Paul Langevin et Victor Basch participent à un grand meeting commun. La nouvelle direction va loin dans l'inflexion. « *Ce sont les communistes, ces internationalistes, qui deviennent actuellement les meilleurs défenseurs du patrimoine national. Ce sont les communistes qui*

ne veulent pas que le produit du travail de plusieurs générations soit maintenant livré aux banquiers anglo-américains », s'exclame Thorez, qui réutilisera plus tard la formule, quand le Front populaire réhabilitera ouvertement la thématique nationale.

Pendant quelques mois, le PC français développe explicitement une ligne pour élargir son influence, avec le souci exprimé par Sémard de s'ouvrir vers les paysans, les fonctionnaires et les classes moyennes touchées par la crise et sensibles à la propagande fasciste. La nouvelle orientation n'est pas sans effet, permettant une modeste, mais réelle relance des adhésions, qui contraste avec la désaffection militante des années précédentes. Une diffusion de *L'Humanité* en hausse, de bons résultats aux élections partielles et une participation communiste imposante dans les manifestations de rue finissent même par inquiéter le gouvernement. Le 23 août 1927, lors de l'immense manifestation contre l'exécution des anarchistes américains Sacco et Vanzetti, les militants communistes disputent ainsi le pavé des grands boulevards parisiens aux policiers débordés.

La ligne d'ouverture est cependant un déjeuner de soleil. Le retour au scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours, voté par les radicaux et les socialistes, isole le PC et bride ses capacités d'expansion dans les urnes. Dans le même temps, la répression anticommuniste se durcit, au nom de la défense de l'armée et de la sécurité nationale. « *Le communisme, voilà l'ennemi* », déclare dès le 22 avril 1927 le ministre de l'Intérieur Albert Sarraut, après avoir adressé une circulaire aux préfets les invitant à durcir les mesures contre le PC. En quelques semaines, la direction est désorganisée par les arrestations en chaîne.



Dirigeants communistes emprisonnés à la Santé en 1929 (au centre du deuxième rang Gabriel Péri, Maurice Thorez et André Marty. Accroupi au premier rang Paul Vaillant-Couturier)

Dans le même temps, Moscou s'inquiète une fois de plus et met en cause la direction française, accusée de n'avoir pas anticipé le changement de stratégie gouvernementale à l'égard du PC. Il faut mettre fin à la complaisance à l'égard du reste de la gauche et revenir à une ligne révolutionnaire conséquente, sur une base « de classe ». La direction française renâcle, mais Thorez, seul responsable de haut rang encore en liberté, décide de composer avec l'IC. Sensible aux réticences venues de la Jeunesse communiste, des cadres de la région parisienne et des syndicalistes de la métallurgie, il se convainc qu'une inflexion du style de direction est devenue à nouveau nécessaire. En janvier 1928, une conférence nationale entérine une ligne d'intransigeance pour les législatives à venir. Leurs résultats s'avèrent mi-figue mi-raisin. Avec 11 % des suffrages exprimés au premier tour, le PC en progrès confirme son implantation initiale et commence même à nationaliser son influence, dépassant les 20 % dans 10 départements (contre 6 en 1924). Mais le second tour est rude : le PC perd la moitié de ses voix du premier tour et voit sa représentation parlementaire réduite de moitié. Sur les quatorze députés communistes, huit sont élus à Paris et en banlieue.

Le bon résultat du premier tour est vraisemblablement le résultat de la ligne plus modérée des deux années précédentes. Mais l'IC juge à l'inverse qu'elle confirme la validité du choix intransigeant du début de l'année. Il est vrai que la situation est en train de basculer à Moscou. À l'automne de 1927, l'opposition de Trotski, Zinoviev et Kamenev est définitivement battue. Trotski est exilé au début de 1928, tandis que Zinoviev et Kamenev se soumettent. Un peu plus tard, c'est au tour de Boukharine d'être mis sur la touche. Alors que Staline veut, quel qu'en soit le prix, renforcer la puissance industrielle de l'URSS face au « danger de guerre impérialiste contre l'URSS », celui qui fut « l'enfant chéri du Parti » (Lénine) met en garde contre le prix exorbitant que devra payer la paysannerie russe. Il ne parviendra pas à se faire entendre. Dans le parti russe quasi totalement renouvelé depuis 1917, le réalisme de la violence, la confiance absolue dans un État volontariste et directif et le sentiment qu'il faut un chef l'emportent sur toute autre considération.

À partir de 1928, la position de Staline ne bougera plus sur le fond. Les échecs en Europe et en Chine montrent que le socialisme devra se faire « *dans un seul pays* ». La défense intransigeante de l'URSS contre toutes les menaces, à l'intérieur comme à l'extérieur, est le critère premier de l'identité révolutionnaire. Le monolithisme revendiqué, en Russie et dans tout le mouvement communiste mondial, devient une exigence qui passe par le magistère sans faille de Joseph Staline, dont le culte prend une ampleur inaccoutumée à l'occasion de son cinquantième anniversaire, en 1929. Pendant quelques années, la russification et la stalinisation de tout le mouvement communiste vont aller de pair.

Dans ce contexte tendu, où la peur de la guerre prend un tour paroxystique, la question des alliances n'est plus d'actualité. Désormais, ce sont des blocs qui sont face à face : d'un côté la bourgeoisie et son impérialisme, de l'autre le prolétariat adossé à sa « patrie soviétique ». Il n'y a plus de demi-mesure face à un bloc bourgeois où l'on ne distingue plus d'aile droite et d'aile gauche, où le fascisme et le socialisme sont à ce point rapprochés que l'on vilipendera désormais les « social-fascistes » de l'Internationale socialiste. À la limite, ce sont les socialistes qui sont tenus alors pour les plus dangereux, car ils empêchent les ouvriers radicalisés de rejoindre les rangs communistes...

À l'automne 1928, Boukharine est isolé puis battu, dans le PC soviétique comme dans l'Internationale. Le monde capitaliste, explique-t-on alors, est entré dans une « troisième période » : après la vague révolutionnaire d'après 1917 et la stabilisation de 1924-1927 est venu le temps de la déstabilisation, des crises et des nouvelles perspectives révolutionnaires. Mais cela implique que les communistes renoncent absolument aux compromis, au légalisme et au parlementarisme : l'heure est aux affrontements directs et décisifs, « classe contre classe ».

Boukharine et ses partisans – le chef de l'État Alexeï Rykov et le responsable des syndicats Mikhaïl Tomski – sont écartés des responsabilités majeures. Au printemps de 1929, c'est Viatcheslav Molotov qui prend la tête du Komintern. En Europe, le modèle est désormais le Parti communiste allemand sévèrement bolchevisé d'Ernst Thaelmann. Les liens entre la direction du Parti communiste allemand et celle de l'IC sont si étroits que les péripéties de la situation allemande scandent largement la vie de l'organisation internationale. Ainsi en 1931, alors que la crise mondiale bat

son plein et que les perspectives révolutionnaires semblent proches, le Parti communiste allemand est largement encouragé à participer, contre le gouvernement socialiste de Prusse, à un référendum où communistes et nazis mêlent leurs voix.

En marche vers la révolution ?

Le PC français, toujours suspecté « d'opportunisme » latent, est au cœur du cyclone, soumis à un contrôle total exercé par le centre moscovite. Le secrétaire général en titre, Sémard, est sous la pression de la gauche, exercée par les responsables de la Jeunesse communiste (Henri Barbé, François Billoux) qui n'hésitent pas à évoquer le remplacement de la direction auprès de l'IC. Cachin et R. Jean, considérés comme les représentants de la « droite » sont sur la sellette. Thorez, lui, a choisi de composer avec la nouvelle ligne. En mars 1929, la direction est bouleversée. Cachin est certes maintenu au BP, mais le ton est au renouveau : Barbé, Pierre Célor et André Ferrat incarnent le triomphe de « classe contre classe ». Pour marquer plus encore la rupture, le secrétariat général est remplacé par une direction collégiale, où Sémard doit côtoyer Barbé, Célor, Thorez et Frachon.

La nouvelle direction est rapidement décapitée par une répression dont l'ampleur dépasse celle de 1927. À l'été de 1929, le PC décide que le 1^{er} août sera une « journée rouge contre la guerre ». Le ministre de l'Intérieur devenu chef du gouvernement, André Tardieu, en profite pour mettre en place une politique d'arrestations préventives et de mesures dissuasives afin d'empêcher les manifestations interdites. Perquisitions et descentes de police permettent au gouvernement de procéder à des arrestations massives, plus d'une centaine dont des membres de l'exécutif, en particulier Frachon et Thorez, clandestin depuis 1927. Barbé, qui séjourne à Moscou à l'occasion du 10^e Plenum de l'IC est le seul qui finalement en réchappe et se trouve ainsi consacré comme principal dirigeant du parti, encensé par la direction de l'Internationale. Les dirigeants du parti déjà emprisonnés ou nouvellement arrêtés sont collectivement accusés par la justice d'avoir participé à la préparation d'un complot destiné à renverser l'ordre républicain. Les accusations de complot sont largement relayées par toute la presse de droite et sont mises en avant

par Tardieu, qui doit cependant compter avec les réticences de l'appareil judiciaire⁸.

Sur les conseils de l'envoyé de l'Internationale à Paris, le Bulgare Ivan Stepanov, la direction est élargie à de nouveaux venus, considérés comme des éléments acquis sans restriction à la nouvelle ligne, qu'ils soient issus directement de la Jeunesse communiste comme Billoux ou de la CGTU comme Vassart. La direction de *L'Humanité*, assurée désormais par Florimond Bonte, échappe de fait à Cachin et Vaillant Couturier, écartés en même temps que de nombreux journalistes qui sont renvoyés. La Banque ouvrière et paysanne qui assurait sous la direction de Georges Maranne le financement du journal est mise en liquidation tandis que la situation économique du journal, dont les ventes chutent, devient préoccupante. Le journal est sauvé in extremis par un sursaut militant, avec la création de comités de diffusion – les CDH –, pour lesquels il est fait malgré tout appel à Cachin.

Aux manifestations traditionnelles, légales et pacifiques sont opposées les nouvelles mobilisations dont la forme idéale est la grève politique de masse avec l'occupation de la rue. En principe, la journée du 1^{er} août 1929 doit reproduire le modèle des récentes manifestations berlinoises du 1^{er} mai 1929, marquées par des affrontements sanglants avec la police. La préparation de la journée fait ainsi appel à des techniques conspiratrices pour déjouer la répression et les renseignements de la police. En fait la répression paralyse l'organisation et l'activité du parti. Par ailleurs, le déploiement des forces policières et de la garde mobile empêche toute manifestation à Paris. Le mouvement gréviste est faible en dépit de la détermination de quelques corporations ou villes ouvrières. L'année suivante, le PC fait une nouvelle tentative, le 6 mars. « *Dans la situation actuelle du mouvement ouvrier, du développement fasciste du gouvernement et des organisations réformistes, du passage à la dictature fasciste ouverte, nous devons poser les solutions prolétariennes, donner au mouvement de masse antifasciste un caractère de classe, et la seule façon de le faire, c'est de propager déjà dans la masse les idées essentielles de la démocratie prolétarienne* », explique avec emphase Barbé devant le BP, le 13 février. La manifestation est un nouvel échec, tout comme la manifestation suivante du 1^{er} mai. Désormais, dans la capitale, la maîtrise de la rue appartient aux forces de police et non aux ouvriers révolutionnaires, comme le voulait le Komintern !

Devant les difficultés, la situation interne se tend : épuration et exclusions d'un côté, départs collectifs de l'autre. Après des élections municipales plutôt encourageantes en mars 1929, une part non négligeable des élus municipaux quittent le parti à la fin de l'année pour constituer un Parti ouvrier prolétarien, sous la houlette de Sellier, ancien secrétaire général du parti en 1923-1924 et figure emblématique du premier communisme municipal. De la même manière, la CGTU est remise au pas au début des années 1930. En novembre 1927, l'organisation syndicale – qui dénombrait alors 450 000 adhérents – avait pourtant confirmé la ligne d'un syndicalisme de masse. Deux ans plus tard, son V^e Congrès affirme au contraire « *sa détermination de travailler sur tous les terrains, en accord étroit avec le Parti communiste, seul parti du prolétariat et de la lutte des classes révolutionnaires qui au travers de toutes les batailles de la période écoulée, a conquis sa place de seule avant-garde prolétarienne dirigeante* ». Les effets de l'inflexion sont désastreux : la CGTU, qui faisait jeu égal avec la CGT de Jouhaux jusqu'en 1929, passe à 240 000 en 1933.

Le PC au plus bas

De 1930 à 1934, le redressement du parti au nom duquel a été mené le tournant « classe contre classe » ne produit pas les résultats attendus, en dépit d'un rajeunissement significatif des cadres à tous les niveaux de l'organisation. Les nouveaux dirigeants, encouragés sinon exaltés par les discours des dirigeants de l'Internationale, ne sont pas préparés à comprendre ce qu'il leur arrive quand ils font rapidement l'objet de critiques et de reproches. Ils le sont d'autant moins qu'ils ont l'impression d'avoir consciencieusement appliqué les recommandations de l'IC et surtout celles de sa nouvelle équipe constituée de Molotov, Manouïlski et Stepanov, auquel Eugen Fried – dit « Clément » – va succéder en France.

En fait, hésitant devant les difficultés grandissantes qu'ils perçoivent, les dirigeants de l'IC ne cessent de souffler le chaud et le froid. Ainsi, en juin 1930, Thorez revient de Moscou porteur d'une consigne de modération et de prudence interne. Conforté par ses contacts avec les dirigeants de l'IC, il annonce qu'il faut « *réaliser une plus grande démocratie intérieure* » et publie le 23 juillet un article dans *L'Humanité*, qu'il titre « *Un tournant décisif* ». En fait, le dirigeant français est allé un peu trop vite et le vent tourne rapidement à Moscou. Barbé reprend la main et Manouïlski prend

ses distances à un moment où les bons résultats électoraux du PC allemand et la relance de la collectivisation en URSS semblent conforter la ligne « classe contre classe ». Les équilibres internes au PC sont une fois de plus ajustés, avec la promotion massive et visible des cadres jugés les plus fiables, Célor, Marty et Ferrat entre autres.

Mais l'Internationale veut aller plus loin. Il lui faut à Paris l'équivalent des procès qui se déploient à l'intérieur du PC soviétique, pour montrer que la vigilance révolutionnaire n'est pas assez poussée dans ses derniers retranchements et pour se dédouaner de ses propres errements. À l'été de 1931, sous la houlette de Fried, une enquête rondement menée révèle opportunément qu'un « groupe fractionnel », autour de la Jeunesse communiste, agit à l'intérieur du groupe dirigeant français, à l'instigation de Barbé et Célor. Le message est clair : à Paris comme à Moscou, nul même à gauche n'est immunisé contre le risque de déviation, de trahison et donc de punition. Thorez, qui a mis sa démission en balance à l'été, se trouve du coup conforté par le nouvel émissaire du Kremlin. En août et en septembre, dans trois articles retentissants de *L'Humanité*, il suggère une ouverture interne et externe⁹. Ces articles feront partie plus tard de la légende dorée qui accompagne le numéro un du parti...

De fait, le contenu de ces articles n'a alors rien d'anodin. Thorez propose que le parti infléchisse ses mots d'ordre, en adoptant celui de la lutte pour la paix et de la mobilisation contre la « réaction », reprenant ainsi une terminologie politique explicitement républicaine et familière pour les Français. Il ajoute l'évocation d'un « programme de mesures urgentes » à mettre en avant dans les prochaines campagnes électorales pour les élections cantonales, qu'il résume par un mot d'ordre, promis plus tard à un bel avenir : « *en avant pour le pain et pour la paix*¹⁰ ». Enfin, tout en continuant à dénoncer nationalement la SFIO et la CGT, il envisage la possibilité pour les communistes de s'adresser à leurs organisations locales. Thorez manifeste à cette occasion un trait de personnalité politique qui se déploiera ultérieurement : une fidélité scrupuleuse aux injonctions venues de Moscou, mais une propension tout aussi grande à s'emparer des opportunités d'ouverture.

Celles-ci vont faire long feu, sur le moment. Dès la fin de l'année, l'IC revient à ses critiques favorites : « *dans la campagne électorale et sur la question des mots d'ordre : le pain et la paix, on a senti une nouvelle*

poussée opportuniste ». La préparation du VII^e Congrès du PC est marquée par les consignes contre les risques opportunistes et une mauvaise interprétation des mots d'ordre lancés durant l'été précédent : « *ouvrir la bouche, oui, mais pas pour réviser la ligne de l'IC*¹¹ ». Seuls Barbé, Célor et Henri Lozeray paient le prix de « l'affaire Barbé-Célor », pour avoir trop tardé, contrairement à Billoux et à Raymond Guyot, à reconnaître leur appartenance au « groupe ».

Mais le Komintern n'en a pas fini dans ses errances stratégiques. Dès la fin du mois de mai 1932, le PCF soutient l'initiative d'Henri Barbusse et Romain Rolland qui appellent à la réunion d'un Congrès international contre la guerre et le fascisme. Celui-ci, qui se tient à Amsterdam à la fin du mois d'août, est préparé par un Comité qui reçoit le soutien de personnalités de renommée internationale comme Albert Einstein, Maxime Gorki, Heinrich Mann, Paul Langevin. Il s'agit d'un véritable mouvement international qui, pour la première fois, déborde largement la « galaxie » communiste. Sur les 600 délégués qui participent au Congrès d'Amsterdam, plus d'une centaine sont socialistes, ce qui provoque la colère et l'inquiétude des dirigeants socialistes, prompts à dénoncer la « manœuvre » communiste.

La dynamique du mouvement surprend les dirigeants de l'Internationale communiste et les frappe d'autant plus que les résultats électoraux du PCF lors des législatives du mois de mai 1932 ont été très mauvais. Le nombre de députés communistes est réduit à dix et, surtout, la perte de voix enregistrée atteint les 300 000 au soir du premier tour. De plus, une bonne part des électeurs communistes n'ont pas suivi les consignes de non-report sur les candidats socialistes au second tour. Si Thorez et Péri sont élus dans la région parisienne, Cachin est battu par Sellier, tandis que Duclos et Marty également battus, doivent fuir les poursuites dont ils sont l'objet en raison de la perte de leur immunité parlementaire. Le signal d'alarme est douloureux...

À la fin de l'année, la direction de l'IC se cabre pourtant et refuse de mettre en cause la ligne « classe contre classe ». Ce n'est pas celle-ci qui est en cause, mais les carences dans son application en France. Thorez, affaibli, doit accepter l'idée d'un secrétariat élargi, où ses positions sont moins assurées. Il bénéficie toutefois des prudence d'un Manouïlski qui, tout en dénonçant les dérives opportunistes, insiste malgré tout sur l'importance

des « *revendications partielles* » et du travail syndical de masse et sur le refus tout aussi nécessaire du « sectarisme ».

Thorez plie, une fois de plus, mais il ne renonce pas à ses marges de manœuvre, attentif à tout ce qui bouge du côté de Moscou. Dès la fin 1932, devant la poussée de l'extrême droite allemande, des contacts discrets sont pris avec les socialistes, par l'intermédiaire des dissidents du Parti d'unité prolétarienne. Un meeting est même organisé le 2 décembre, où la parole est « *donnée et la liberté de tribune assurée à tous les ouvriers et militants socialistes, pupistes, confédérés, unitaires et, en général, à tous les travailleurs qui voudront prendre part à la controverse sur l'unité ouvrière* ». Le PCF va jusqu'à suggérer d'organiser une trentaine d'autres meetings dans le pays. Mais, la veille de la seconde assemblée prévue, le couperet de l'Internationale tombe : « *En se laissant entraîner à mener des pourparlers avec les chefs SFIO et pupistes pour l'organisation des meetings communs (meetings de controverses), la direction du Parti a commis une faute politique de caractère opportuniste de droite... ces pourparlers ont semé des illusions dangereuses parmi les masses* ».

La machine kominternienne s'affole. Quelques semaines plus tard, face au choc de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, en réponse à une lettre de l'Internationale socialiste (IOS), l'IC invite ses sections à prendre contact avec leurs homologues socialistes pour envisager une riposte antifasciste concrète. Cet appel est relayé sans tarder par celui du PCF, les deux étant publiés dans *L'Humanité* du 9 mars. La direction de la SFIO refuse de répondre, dans l'attente d'une prise de position de l'IOS. Lorsque celle-ci se réunit à Paris fin mars, elle décide de s'adresser à l'IC. La direction du PCF, sachant qu'un Présidium de l'IC doit se tenir de façon imminente, envoie un télégramme pour appuyer l'idée d'une démarche commune. Hélas, contrairement aux attentes du PCF, le présidium de l'IC, réuni le 1^{er} avril 1933, coupe court à ces velléités unitaires et antifascistes en réaffirmant ses analyses antérieures et dénonçant la social-démocratie comme seule responsable de la victoire, considérée comme temporaire, du fascisme.

Il faut plusieurs semaines pour que le PCF rectifie le tir et même que *L'Humanité* publie les textes de l'Internationale, ce qui sera bientôt reproché aux dirigeants français et plus particulièrement à certains d'entre eux, accusés d'avoir commis des fautes opportunistes. Convoqués à Moscou à plusieurs reprises, Ferrat, Vassart puis Thorez doivent s'expliquer

et convenir de leurs erreurs. À la fin de l'année 1933, Maurice Thorez fait son autocritique et affirme l'intangibilité de la ligne « classe contre classe », d'autant qu'André Marty désormais investi de la responsabilité de *L'Humanité* ne ménage pas ses remarques critiques contre tous ceux qui sous-estiment la « *fascisation* » de la démocratie bourgeoise.

Incontestablement, l'arrivée d'Hitler au pouvoir a secoué en profondeur les partis communistes et une direction de l'IC qui jusqu'alors n'avait voulu voir, dans la montée des fascismes, que le signe de l'affaiblissement des puissances occidentales, dont la crise finale était jugée proche. Durant les premiers mois de 1933, on a vu que différents partis communistes, notamment les partis tchèque et français, multiplient les initiatives et les démarches auprès des partis socialistes. Relayées dans un premier temps par l'IC, ces démarches se heurtent aux réticences de l'Internationale socialiste et à celles de la plupart des partis socialistes. Bien vite également, la direction de l'IC affirme qu'il est impossible de discuter et d'agir avec ces partis sociaux-démocrates dont la politique du moindre mal a préparé le terrain au nazisme. En fait, la direction de l'IC, largement impliquée dans la politique du Parti communiste allemand depuis 1928, le défend et rejette sur le SPD la responsabilité exclusive de la défaite, considérée comme temporaire, du mouvement ouvrier allemand.

À la fin de l'année 1933, toutes les initiatives d'ouverture butent sur le rappel intransigeant de la doctrine du moment. En décembre 1933, le 13^e Plénum de l'IC réaffirme que le pouvoir des Soviets est la seule alternative au fascisme. « L'opportunisme » reste le danger principal... Mais, quelle que soit la force de ces rappels, la stratégie « classe contre classe » est à bout de souffle face à l'émotion suscitée par la défaite du mouvement ouvrier allemand et la progression des idées d'extrême droite dans tous les pays européens. Les partis communistes, malgré le courage et l'engagement des militants, n'apparaissent pas capables d'impulser des mouvements de masse et restent isolés. Les dirigeants soviétiques découvrent avec inquiétude le risque d'encerclement de l'URSS lorsque le nouveau régime nazi et le gouvernement polonais amorcent un rapprochement diplomatique pendant que la France offre à l'URSS la possibilité d'une ouverture diplomatique.

En cela, les conditions sont remplies pour un nouveau « tournant »...

Chapitre 3

Le temps du Front populaire

Au début de l'année 1934, le PCF est toujours ancré dans la stratégie « classe contre classe » prônée par l'Internationale. Mais dès l'été il se glisse dans les infléchissements de ligne opérés à Moscou, puis invente à Paris la formule de « Front populaire ». Au-delà de la dimension stratégique, cette rupture installe pour longtemps un rapport nouveau du PC à la société et à la politique françaises. La « section française de l'IC » est devenue un parti pleinement national¹.

Le PCF aux origines du Front populaire

Le 25 janvier 1934, le Comité central du PC réaffirme sa fidélité aux choix de l'Internationale, rappelés lors de son XIII^e « plénum »², en décembre 1933. Les ennemis des révolutionnaires sont bien la démocratie bourgeoise en voie de fascisation et la social-démocratie qui est le principal soutien social de la bourgeoisie. Le 6 février 1934, le parti ne dévie pas d'un pouce de cette orientation. Le jour même où la droite nationaliste manifeste violemment contre le nouveau gouvernement composé par le radical Édouard Daladier, André Marty redit au nom du PC : « *on ne peut pas lutter contre la fascisation du régime sans en même temps dénoncer l'attitude du Parti socialiste décidé à soutenir de toutes ses forces le gouvernement qui la développe* ».

Ce jour-là, les communistes de l'ARAC³ sont dans la rue, aux côtés d'autres organisations d'anciens combattants. L'émeute nationaliste est battue sur le terrain, mais gagne politiquement la partie : Daladier renonce à la charge de Président du Conseil et un gouvernement d'Union nationale est

formé sous la présidence de l'ancien Président de la République Gaston Doumergue. Édouard Herriot fait certes partie de la nouvelle équipe au nom du Parti radical, mais sa présence est largement minorée par celles de Pierre Laval, d'André Tardieu et... du maréchal Pétain.

Au lendemain de la tentative factieuse, le PC refuse toute manifestation commune avec les autres formations de gauche et condamne le « *gouvernement fusilleur* ». Le 9, les communistes occupent seuls la rue et s'affrontent aux forces de l'ordre – on dénombre 6 morts à l'issue de la journée. Jusque-là, la direction communiste a refusé de manifester le 12 aux côtés des socialistes, comme l'a proposé la CGT de Jouhaux dès le 7 février. Mais le 11, elle revient sur sa décision, tout en continuant de clamer que « *la classe ouvrière condamnera et rejettera avec dégoût les chefs socialistes* ». Le lendemain, elle ne peut que constater la puissance impressionnante du désir d'unité, notamment lors de la manifestation parisienne, sur la place de la Nation.



Vue la place de la République à Paris lors de la manifestation antifasciste du 12 février 1934.

Il n'est bien sûr pas question pour les communistes français de tourner le dos aux directives de l'Internationale. Le 19 février, Vaillant-Couturier persiste à récuser toute ligne de défense de la République, « *comme si le fascisme, ce n'était pas encore la République, comme si la République n'était pas déjà le fascisme* ». Mais la réalité elle-même ne va pas dans le sens retenu à Moscou. De nombreuses initiatives unitaires antifascistes se développent, jusque dans la mouvance communiste, ce dont témoigne la multiplication des organismes locaux du Mouvement Amsterdam-Pleyel de

lutte contre la guerre et le fascisme, qu'Henri Barbusse et Romain Rolland avaient créé en mai 1932. Le 17 février, un Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA) est lancé par le socialiste Paul Rivet, le sympathisant communiste Paul Langevin et le philosophe Alain, figure intellectuelle du radicalisme. Au départ, le PC se tient à distance de cette création. Mais, de toute évidence, la dynamique est bien à l'unité, y compris en milieu ouvrier. Dès le 10 mars, Thorez tempère la ligne dure, maintient certes la validité du « *front unique de lutte à la base* », mais n'exclut pas « *en certaines circonstances et sur des buts précis, d'éventuels pourparlers avec la direction du Parti socialiste* ».

À partir de là, les choses s'accélèrent. Doriot s'était fait le promoteur avec Guy Jerram et Renaud Jean du rapprochement unitaire. À la mi-mars, il sent qu'il a perdu la main à Moscou, mais veut s'appuyer sur l'évolution unitaire qu'il perçoit dans son électorat à Saint-Denis. Il décide donc de s'opposer franchement à la stratégie officielle, qu'il égratigne depuis plusieurs mois. Au début avril, il rend publique une lettre collective à l'Internationale, puis refuse de se rendre à Moscou, avec Thorez, pour discuter de son cas. Au même moment, les choses bougent du côté du Kremlin. Dès le mois de février, au XVII^e Congrès du PC soviétique – pourtant désigné comme le « *Congrès des vainqueurs* » –, Staline avait exprimé ouvertement son inquiétude devant la stratégie d'encerclement de l'Allemagne nazie et du Japon. Doriot est battu, mais l'exigence unitaire ne l'est pas, bien au contraire. Au printemps, l'urgence a changé de camp : le danger principal se trouve bien désormais dans les États fascistes et leurs alliés politiques directs.

Toujours prudent, mais conforté par la mise à l'écart de Doriot⁴, Thorez a les mains un peu plus libres. Il a compris que l'air du temps est en train de changer à l'IC, dont le Bulgare Georges Dimitrov a pris les rênes après sa libération des geôles nazies en février 1934. Très vite, alors même que Staline n'a pas définitivement fait son choix, les distances sont prises avec les discours virulents contre les démocraties et le « social-fascisme ». Manouïlski va jusqu'à suggérer en mai que l'on écoute plus attentivement des responsables comme Cachin et Renaud Jean, si souvent suspectés d'opportunisme auparavant. Ses formulations se font de plus en plus précises : « *Il faut, à mon avis, renoncer à la politique de surenchère que notre Parti a menée jusqu'ici...une telle pratique inspirée par la fausse conception que le front unique est une simple manœuvre pour démasquer*

les chefs socialistes, réduit nos propositions de front unique, dans la plupart des cas, à de simples déclarations avec une valeur d'agitation plus ou moins grande. »

Le 30 mai, Thorez maintient la logique de discours de « front unique », critique à nouveau le Parti socialiste, mais appelle dans *l'Humanité* à « *l'action commune immédiate* » et relaie l'appel international à une campagne commune pour la libération d'Ernst Thaelmann, le chef du PC allemand emprisonné. Le 11 juin, une première rencontre au sommet a lieu entre Thorez et Blum. La conférence nationale du parti, tenu du 23 au 26 juin, entérine la nouvelle ligne. Si les interventions prononcées à cette occasion sont toujours marquées du sceau de l'esprit « classe contre classe », la conclusion de Thorez est au contraire tout entière tournée vers un esprit nouveau, que le numéro un a commencé à formuler avant la conférence : « *C'est clair, c'est formel, c'est impératif. Les ouvriers veulent l'unité* ». Le 26 juin, poussé en avant par la direction de l'IC qui veut accélérer le mouvement, Thorez lance la formule qui frappe l'opinion : « *À tout prix nous voulons l'action. À tout prix nous voulons l'unité d'action* ». Le 2 juillet, l'IC confirme que le PCF va dans la bonne direction. Les négociations communistes-socialistes ne sont pas simples : la SFIO suggère un « pacte de non-agression », le PC préférerait un « pacte de lutte ». À l'arrivée, le 27 juillet, enfin, un pacte d'unité d'action communiste-socialiste est signé officiellement.

Le PCF entre dans une nouvelle phase de son histoire. Il accepte désormais le jeu de la démocratie politique même s'il ne le reconnaît pas encore explicitement. Fort de l'originalité de son ancrage politique dans les luttes sociales et du dynamisme de ses militants, il occupe l'espace politique en se posant comme le plus ferme opposant au fascisme, désormais clairement assimilé aux tentatives de réformes de l'État. Ainsi, il ne s'agit plus, comme au temps du « front unique », d'un accord en vue d'aller au pouvoir dans une période transitoire pour préparer la révolution et transformer l'État, mais, au contraire, d'une alliance dont le but essentiel est de défendre des formes démocratiques existantes. L'action commune envisagée est donc nettement distincte de la lutte pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Nouveau mot d'ordre, nouveau projet

La signature du pacte d'unité d'action est un événement, après 14 années de dénigrement réciproques. Mais, formellement, il reste dans la logique des accords entre partis et organisations ouvrières : un « front unique », dans le vocabulaire du PC. Or, quelques mois plus tard, l'univers communiste passe du « front unique » au « front populaire ».

La conjoncture politique de l'été et du début de l'automne est l'élément déclencheur. La fragile Union nationale de février se délite, sous les coups d'André Tardieu, le tenant d'une « *réforme de l'État* » fondée sur un renforcement sensible de l'exécutif, au détriment du Parlement et des partis⁵. Dès lors les radicaux, déjà déstabilisés par le choc de février, s'enfoncent un peu plus dans leur crise interne, que la fin de la guerre a amorcée. Pour le PC, qui fait désormais de la défense de la démocratie son cheval de bataille, c'est l'occasion d'élargir le pacte sur le terrain électoral et de se tourner vers ces « couches moyennes » – la clientèle par excellence des radicaux – que la crise avait rapprochées du nazisme en Allemagne.

Lors des élections cantonales des 7 et 14 octobre, des accords de désistement entre communistes et socialistes se généralisent pour le premier tour. Or la tactique profite d'abord aux communistes (de 10 à 28 sièges⁶) et aux socialistes (de 105 à 119), tandis que les radicaux reculent au bénéfice de la droite. Stimulé par le succès communiste, Thorez prolonge encore la démarche. Le 10 octobre, il a affirmé dans un meeting : « *Nous sommes prêts à aider et à soutenir tout effort réel pour le maintien des libertés démocratiques pour la résistance aux attaques des bandes fascistes. Nous avons jeté l'idée d'un vaste rassemblement populaire* ». Le lendemain, *L'Humanité* titre de façon spectaculaire son compte rendu de la manifestation : « *À tout prix, battre le fascisme. Pour un large Front populaire antifasciste* ». Le mot d'ordre célèbre est ainsi entré dans la vie. Le 17 octobre, Thorez légitime le tournant : « *En ce moment, les masses ouvrières n'ont pas à choisir entre la dictature du prolétariat et la démocratie, mais entre la démocratie et le fascisme* ». Une étape après l'autre : le face-à-face direct est pour plus tard... Le 24, dans un meeting à Nantes où le Congrès du parti radical doit se réunir, Thorez renouvelle et explicite sa proposition d'élargir aux radicaux le « *Front populaire de la liberté, du travail et de la paix* ».

Cette fois, l'Internationale toussote : le PCF n'est-il pas trop faible pour de telles audaces ? La veille du discours de Nantes, l'Italien Palmiro Togliatti a été chargé de dissuader Thorez d'aller trop loin en direction des radicaux. En vain : Thorez et son groupe dirigeant ont compris que le parti radical est justement en train de perdre la main. Ils ne veulent pas laisser passer l'occasion pour le PC de prendre l'initiative à gauche. Les officiels de l'IC conserveront leur prudence, alternant les compliments et les réticences à l'égard de l'entreprenante section française. Mais, l'Internationale est en train d'évoluer à marche forcée. La preuve en est fournie avec éclat dès le 15 octobre : Thorez et Cachin rencontrent au nom de l'IC les leaders de l'Internationale ouvrière socialiste, Friedrich Adler et Émile Vandervelde. Le PC français n'est plus l'éternel mauvais élève qu'il faut sans cesse reprendre...

Au printemps de 1935, le temps n'est plus aux réticences à l'égard de la stratégie de Front populaire. Staline ne se départira jamais d'une distance qui confine toujours à la méfiance. Mais il a choisi de soutenir Dimitrov et donc Thorez, d'autant plus que le rapprochement avec la France de Laval fait désormais partie de ses priorités. Le 25 mai, le Présidium de l'IC félicite explicitement le PCF, promu au rang de modèle qui était jusqu'alors dévolu au puissant PC allemand. Il se prononce en même temps pour une accélération du processus de réunification syndicale qui était auparavant vigoureusement refusé.



Maurice Thorez et Henri Barbusse le 14 juillet 1935

Le 7^e et dernier Congrès de l'Internationale communiste, qui s'ouvre le 25 juillet 1935 à Moscou, marque l'apogée de l'orientation nouvelle. C'est le moment où Dimitrov – bien que toujours avec prudence – prend explicitement ses distances avec l'orientation abandonnée l'année précédente. Fortement représenté dans la capitale soviétique, le PCF est à son zénith, encensé par le « héros de Leipzig⁷ » : *« La France est le pays où, comme on le sait, la classe ouvrière donne à tout le prolétariat international un exemple de la façon dont il faut combattre le fascisme. Le Parti communiste français fournit à toutes les sections de l'Internationale communiste un exemple de la façon dont il faut réaliser la tactique du front unique »*. Signe des temps : Thorez, Cachin et Marty entrent au présidium, Marty est secrétaire de l'IC et Raymond Guyot prend la tête de l'Internationale communiste des jeunes.

Les lauriers ont toutefois un prix. Le PC français est un exemple, mais la maîtrise de la stratégie reste entre les mains de Moscou. Or l'organisation internationale, elle-même dépendante des aléas de la politique soviétique, est loin d'être absolument homogène. La lecture de la nouvelle ligne politique varie ainsi selon les moments et selon les individus qui l'expriment. De ce fait, la position du PCF doit se construire dans une tension permanente entre une direction française qui a intériorisé les opportunités nouvelles de la situation politique nationale et une direction internationale plus réservée et qui doit tenir compte des équilibres volatiles d'une URSS engagée après 1934 dans les tourbillons de la Grande Terreur.

Le PCF s'installe dans le paysage politique

Entre-temps, les résultats électoraux ont conforté la nouvelle ligne. Aux élections municipales des 5 et 12 mai 1935, les communistes progressent et les socialistes voient leurs positions consolidées. Au second tour, PC et SFIO appellent à se désister en faveur des radicaux, pour peu que leurs candidats aient pris position contre l'alliance du Parti radical avec la droite. La dynamique unitaire du second dimanche fait de ces élections une victoire sans équivoque du Front populaire. Le PCF est désormais à la tête de 297 municipalités et dispose de groupes minoritaires dans 448 autres

conseils municipaux. 90 municipalités de plus de 5 000 habitants ont à leur tête un maire communiste, contre 38 auparavant. Le communisme municipal s'installe solidement.

Le plus frappant se trouve dans les gains communistes en région parisienne. Bien que n'ayant pas augmenté sensiblement leurs suffrages au premier tour, les communistes conquièrent de nombreuses municipalités grâce aux bons reports des voix des électeurs de gauche. La « ceinture rouge » devient une réalité après avoir été longtemps un mythe. Dans la Seine, le PC dirige désormais 26 municipalités et une vingtaine en Seine-et-Oise. *L'Humanité* titre : « *C'est la victoire de la liberté ! Le Front populaire a mis en déroute les voleurs du 6 février ! Vive la ceinture rouge de Paris ! Et maintenant, communistes, socialistes, antifascistes, organisons-nous plus étroitement pour désarmer les ennemis du peuple et les assassins de la paix !* ». Le journal *La Voix de l'Est* n'est pas en reste, le 18 mai 1935 : « *De la porte de Montreuil ou de Bagnolet aux confins de la Seine-et-Oise, on peut pendant des kilomètres, et sans aucune interruption, marcher sur la terre communiste* ».

Installé dans les urnes en mai, le Front populaire s'impose symboliquement le 14 juillet 1935. La coordination chargée de préparer les manifestations se structure autour des comités de vigilance antifascistes, du mouvement Amsterdam-Pleyel et de la Ligue des droits de l'homme. Très vite s'y adjoignent la CGT et la CGTU, la SFIO, le PCF, mais également les radicaux. Le 7 février 1934, la droite extrême donnait le ton ; un peu plus d'un an plus tard, les manifestations massives disent que la gauche a repris la main.

Elles sont aussi l'occasion pour le PCF de confirmer la rupture culturelle que la ligne de front populaire a amorcée. En mai 1935, quand a été signé le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, le PCF a laissé de côté la vieille ligne « léniniste » du défaitisme révolutionnaire, au nom de la défense inconditionnelle du « *pays du socialisme* ». En juillet 1935, il va plus loin et reprend des formulations esquissées au moment de l'ouverture thorézienne de 1926. Au nom du PC, Duclos se réfère directement aux traditions républicaines et révolutionnaires françaises : « *Nous qui luttons sous les plis du drapeau rouge, nous sommes heureux de voir à nos côtés des combattants de la liberté qui arborent le drapeau tricolore dont nos ancêtres firent l'emblème de la grande Révolution française et qu'on vit*

souvent voisiner sur les barricades avec notre drapeau rouge. Nous voyons dans le drapeau tricolore le symbole des luttes du passé et dans notre drapeau rouge le symbole des luttes et des victoires futures ». En référence à la fête de la Fédération de 1790, les manifestants s'engagent, par serment, à défendre la liberté et la démocratie contre le fascisme selon les mots d'Octave Rabaté, syndicaliste, militant de l'Internationale communiste et secrétaire du Mouvement Amsterdam-Pleyel : *« Nous faisons le serment de rester unis pour défendre la démocratie, pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour mettre nos libertés hors de l'atteinte du fascisme. Nous jurons, en cette journée qui fait revivre la première victoire de la République de défendre les libertés démocratiques conquises par le peuple de France, de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et au, au monde, la grande paix humaine ».*

Il est vrai que le durcissement à droite du gouvernement Laval contribue aux rapprochements. Pendant l'été, il rédige ainsi des décrets-lois baissant les dépenses publiques et rognant les salaires des fonctionnaires. Par ailleurs, il apporte un soutien tacite et pourtant remarqué à l'Italie de Mussolini au moment de son invasion de l'Éthiopie. La mobilisation suscitée par ces mesures contribue à souder un peu plus le rassemblement à gauche et à activer le processus de réunification syndicale. Elle aura lieu quelques mois plus tard, à Toulouse en mars 1936. Les communistes de la CGTU ont accepté pour y parvenir de renoncer à un principe fondateur de l'IC, la constitution partout de fractions communistes dans les syndicats. Ils ont même accepté l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux : le 9 mars 1936, Frachon et Racamond abandonnent officiellement leur place dans les directions du PC où ils venaient d'être réélus. À nouveau, il n'y a plus qu'une CGT. Les anciens « confédérés » de Jouhaux gardent la main, mais les « unitaires » ont renforcé leurs positions, surtout dans les secteurs ouvriers les plus modernes et les plus concentrés.

Avant cela, dès la fin 1935, le PC a profité de la tension sociale montante pour proposer à ses partenaires du Rassemblement populaire la rédaction d'un programme commun. Son élaboration n'a rien de simple. Les radicaux renâclent devant la propriété d'État et, tandis que les socialistes souhaitent la rédaction d'un programme incluant des réformes de structure telles que les nationalisations, le PC récuse cette piste. Il ne veut pas donner prétexte à rupture de la part des radicaux et il considère que la nationalisation n'a pas de sens en régime capitaliste et que sa mise en œuvre suppose le préalable

de la « *dictature du prolétariat* ». Thorez l'a expliqué quelques mois plus tôt, dans le huis clos du Comité central : si les masses veulent aller plus loin, il faudra ressortir les mots d'ordre de l'IC : « *contrôle de la production et des banques, licenciement de la police et son remplacement par une milice ouvrière armée* ». Mais, en attendant, les communistes, qui entendent être l'âme du rassemblement, ne veulent se découvrir ni sur leur droite ni sur leur gauche...

Les longues négociations programmatiques débouchent toutefois sur un accord, rendu possible par le changement de majorité au sein du Parti radical. Herriot, qui continue de préférer des alliances à droite est remplacé par Daladier, qui a compris que le vent va vers la gauche. Le 12 janvier 1936, le programme du Rassemblement populaire regroupe les signatures d'une centaine d'organisations politiques, sociales ou culturelles. Fruit d'évidents compromis, volontiers évasif dans ses formulations, conçu comme un signal offensif plus que comme un engagement programmatique détaillé, le document s'inscrit toutefois dans la grande tradition de la gauche française. La défense des libertés, la lutte contre la corruption, la « *défense de la paix* » et l'extension de pactes assurant la sécurité collective s'ajoutent à l'énoncé des revendications salariales, à la protection de la petite paysannerie, à la justice fiscale et à la lutte « *contre le pillage de l'épargne* ». Rien de bien « révolutionnaire » dans la succession des paragraphes, mais la tonalité d'ensemble et quelques mesures phares – comme la « *restauration de la capacité d'achat* » et la « *réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire* » – suggère que c'est bien la France modeste qui est au cœur du nouveau rassemblement et non plus les « 200 familles ».

Le PCF ne peut qu'être satisfait de ce résultat. Ce n'est pas tout à fait le cas à Moscou, où l'on s'inquiète d'un engagement qui a fait dire à Thorez, en novembre 1935, que le PCF pouvait envisager la participation à un gouvernement antifasciste. À Moscou, Duclos rassure les dirigeants de l'IC en janvier 1936 et il bénéficie d'une oreille d'autant plus attentive que l'heure internationale n'est plus à la lutte contre « l'opportunisme ». Mais Thorez et ses camarades savent que toutes les audaces ne sont pas permises.

Sur place toutefois, le PCF a le champ libre et son Congrès de Villeurbanne⁸, du 22 au 25 janvier 1936 est l'occasion de déployer sa nouvelle image. « *Nous avons appris maintenant à parler au peuple, nous*

avons simplifié des exposés dont l'argumentation d'un dogmatisme rébarbatif faisait peur à tout le monde », s'exclame Cachin devant les congressistes. Le long rapport de Thorez ne part plus des longs développements sur la « crise du capitalisme », mais sur la France et ses potentialités. La tonalité « classe contre classe » laisse la place à la vision d'un peuple élargi où la classe ouvrière est centrale, mais dans un vaste ensemble incluant la paysannerie et les couches moyennes. Le front unique du prolétariat s'efface devant « *l'union du peuple de France* ».

Ce n'est pas que le PCF remise au placard son identité et l'exaltation sans réserve de l'URSS et de Staline est toujours là pour rappeler que le modèle partisan est bien celui du bolchevisme, ou plus précisément, pour reprendre les formules de Thorez lui-même, « *l'esprit de discipline et la fermeté bolchevique* ». Mais dans l'immédiat le discours est dominé de façon lancinante par la lutte contre le fascisme : « *Qui est contre le Front populaire est avec Hitler, qui est avec Hitler est pour la guerre* » (*l'Humanité*, 3 avril 1936). L'originalité communiste n'est pas valorisée en elle-même, mais comme une sorte de préalable au rassemblement. « *Nous avons œuvré à l'unité entre les travailleurs des villes et des champs, entre les travailleurs manuels et intellectuels. Nous sommes heureux d'avoir propagé l'idée du Front populaire du travail, de la liberté et de la paix, et de collaborer loyalement à une action commune avec les radicaux, les républicains et les démocrates (...) Et maintenant, nous travaillons à l'union de la nation française contre les 200 familles et leurs mercenaires. Nous travaillons à la véritable réconciliation du peuple de France* » (discours radiodiffusé du 17 avril 1936). Thorez est prêt à aller très loin dans la voie de la « réconciliation », vers les chrétiens, mais aussi – ce sera la seule fois dans le discours communiste – vers les Croix-de-Feu de la « base ». « *Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère, et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix de feu, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux, comme nous, éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe* ».

Les communistes ont décidément le vent en poupe. Leur discours s'est ouvert, leur style se fait mordant. Attentifs aux formes populaires de la modernité, ils usent des techniques de pointe de l'époque : la radio et le

cinéma. Dans la campagne électorale du début 1936, le film *La Vie est à nous*, commandé par le PCF à Jean Renoir, est sans doute celui-ci qui impose le mieux la symbolique du Front populaire. Le PC n'a pas tort d'être confiant : au printemps de 1936, les législatives vont une fois de plus valider le tournant du printemps-été 1934. Contrairement aux images courantes, ces élections ne se caractérisent pas par un raz-de-marée en faveur de la gauche, qui ne gagne que 2 % sur les élections de 1932. Mais à la différence de 1932, elle est politiquement rassemblée. Surtout, le rapport des forces à gauche est sensiblement modifié : le PCF progresse (de 8,4 % à 15,4 %), les socialistes stagnent un peu au-dessous de 20 % et le Parti radical perd près de 5 % (14,4 %). La progression communiste est moindre dans ses zones de force, et notamment en région parisienne, mais le PC nationalise son influence : quinze départements dépassent désormais la barre des 20 %, tandis que ceux où son pourcentage est inférieur à 5 % ne sont plus que seize. Dans le Midi et dans la région parisienne, les communistes mordent sur l'électorat socialiste ; dans le Centre, le PC commence à prendre la relève du radicalisme.

La logique unitaire du Front populaire a été payante et, cette fois, les communistes ont bénéficié de la dynamique majoritaire du scrutin d'arrondissement. Au second tour, les désistements réciproques à gauche amplifient le déplacement des voix en faveur des partis du Front populaire qui vont disposer d'une majorité parlementaire confortable avec 370 élus sur les 618 députés de la Chambre. Le Parti communiste compte soixante-douze députés, élus dans dix-neuf départements contre quatre départements seulement en 1932. Même si plus de la moitié des députés sont élus en Île-de-France, la carte du vote communiste n'est plus celle d'un archipel. Et le PC n'est plus l'aiguillon marginal de la gauche française...

Le « ministère des masses »

Dynamisé dans les urnes, le PCF n'a pas le temps de souffler. Dans le temps légal qui sépare les élections de la formation d'un nouveau gouvernement de Front populaire, le monde ouvrier se met en mouvement. Les manifestations du 1^{er} mai sont massives et, quelques jours après, la flambée des grèves surprend tout le monde. Dans un premier temps, au Havre et à Toulouse (11 et 13 mai), elles sont provoquées par le licenciement

d'ouvriers qui ont chômé pour manifester le 1^{er}. Très vite, elles débordent la seule solidarité et se répandent comme une traînée de poudre un peu partout et notamment dans la métallurgie. Le 25 mai, le PCF appelle à « *prendre de toute urgence, sans le moindre délai, les mesures préconisées par le programme commun* ». Du 25 mai au 2 juin, la grève s'étend, à la région parisienne puis à la France entière. La grève (1,8 million de grévistes) et les usines occupées (9 000 occupations) semblent vouloir prendre le relais des urnes. Le temps suspendu, géré par le comité de grève, colore toute la période en imposant les images largement diffusées de la lutte et de la fête entremêlées, du sentiment de force et de dignité retrouvée. L'ouvrier n'est plus l'élément perturbant des « classes dangereuses », le barbare campant aux portes de la cité...



Le personnel en grève des magasins Lanoma au 99 Faubourg-Saint-Antoine posent en tenant des exemplaires des journaux *l'Humanité* et *le Populaire* (juin 1936)

Le 4 juin, Blum constitue son gouvernement. Le 7, des négociations s'engagent entre les syndicats et les patrons : deux communistes y participent pour la CGT, Frachon et le métallurgiste Raymond Sémat⁹. Le 8, les accords « Matignon » sanctionnent la plus importante avancée sociale de la France contemporaine. Les trotskistes et la gauche de la SFIO (Marceau Pivert) estiment alors que la grève est assez puissante (le 11 juin, plus d'un million et demi de travailleurs sont toujours en grève) pour continuer malgré les accords. Mais, au « *Tout est possible* » de Pivert, Thorez – qui reste marqué par le réalisme du syndicalisme minier du nord de la France – répond aussitôt : « *Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a*

été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles ». Les 11 et 12 juin, le vote des lois sur les conventions collectives, les congés payés, puis les 40 heures, contribuent au reflux de la grève. À l'été, plus de 550 000 salariés bénéficient de tarifs de transport exceptionnels. Les classes populaires envahissent les plages, au grand dam de la droite conservatrice qui vitupère les « *salopards à casquette* ».

Si l'on ajoute au volet social la dissolution des ligues d'extrême droite à la fin juin, le gouvernement Blum peut se prévaloir au cœur de l'été d'avoir mis en œuvre le plus important du programme du rassemblement populaire. Mais les communistes ne participent pas à ce gouvernement, comme Blum le leur a demandé expressément le 8 mai. Officiellement, le parti décline l'offre pour ne pas alimenter « *les campagnes de panique et d'effolement des ennemis du peuple* ». Thorez expliquera plus tard qu'il avait suggéré d'accepter cette proposition, mais que le bureau politique n'avait pas voulu. En fait, la décision de non-participation n'a pas été discutée formellement et n'a d'ailleurs même pas été proposée à ce moment-là par le numéro un communiste. Il est vrai que la suggestion avait été faite plusieurs reprises auparavant, mais qu'elle avait été repoussée : ce n'était pas à Paris, mais à Moscou.

En juillet 1935, à Moscou, Thorez avait effectivement évoqué l'idée qu'un « *mouvement de masses peut imposer la nécessité d'un gouvernement du front populaire que notre parti appuierait et auquel il pourrait même participer le cas échéant* ». La direction internationale était restée évasive, se contentant d'accepter cette possibilité « *en tenant compte de la situation concrète* ». Mais à l'automne 1935, quand le PCF revient à la charge sous la plume de Duclos, la réponse de l'IC est sans appel : pas de participation en dehors d'une « *crise politique* » et d'un « *puissant mouvement de masse* ». Le 25 octobre, un télégramme comminatoire est envoyé à Paris : « *secrétariat CEIC inquiet à cause tendance grandissante dans parti en faveur participation communiste dans gouvernement front populaire* ».

Au début mai, l'Internationale réitère son refus, au motif que « *la victoire du Front populaire n'a pas donné aux socialistes et aux communistes une majorité solide au parlement français* » (Dimitrov, 11 mai). La poussée du mouvement de grèves et d'occupations surprend la direction moscovite,

mais ne change pas son point de vue. Elle glisse toutefois vers des formules plus prudentes : « *Malgré que ne participant pas au gouvernement P.C doit s'intéresser de très près composition nouveau gouvernement et chercher obtenir que postes décisifs en particulier ministère intérieur et affaires étrangères se trouvent dans mains des éléments les plus sûrs possibles de point de vue lutte contre le fascisme et pour collaboration franco-soviétique* ». Dans ces conditions, le BP n'a même pas à discuter de la participation. Le centralisme démocratique s'applique du haut vers le bas : la « section française » doit se plier à une décision prise par l'IC. Le PCF se contentera donc du « *ministère des masses* », selon la formule offerte par Vaillant-Couturier dans *l'Humanité* du 10 mai). Beaucoup plus tard, en juin 1937 puis en mars 1938, Thorez proposera bien à Blum une participation communiste. Trop tard : le Front populaire est alors sur le recul.

Dans l'immédiat, la non-participation ministérielle n'annule pas une participation pleine et entière à la majorité parlementaire. Le PC se garde de voter contre le gouvernement, même quand il en critique des décisions importantes. Il ne le fait ni sur la dévaluation monétaire en septembre 1936, ni au moment des controverses sur l'aide à la République espagnole en décembre 1936, ni même quand s'impose la « pause » dans les réformes, en mars 1937. Les 72 députés communistes participent activement à la vie parlementaire et concourent à l'œuvre législative dans le domaine économique et social, scolaire ou culturel. À l'appui de cet effort, le PCF se dote même, avec l'aide du philosophe Georges Politzer, d'une doctrine économique qui associe la défense des revendications avec des propositions de réformes en matière fiscale, mais aussi dans le champ de l'investissement et de la modernisation industrielle. Dès 1937, appuyant la fédération CGT des cheminots, il critique les compromis et la part laissée aux intérêts privés lorsqu'est créée la SNCF. En 1938, le PCF reprend à son compte, alors qu'il la refusait jusqu'alors, l'idée de la nationalisation de la banque et des infrastructures industrielles. Mais il est vrai qu'il le fait à un moment où le gouvernement de Daladier et Reynaud se met à tourner ouvertement le dos au programme du Front populaire.

Un parti de masse

En quatre ans, le PCF est devenu un authentique parti de masse en multipliant ses effectifs par neuf ou dix¹⁰. À la fin de 1933, les 110 000 adhérents des années 1920 ont été ramenés au niveau modeste d'un peu moins de 29 000. À la fin 1937, ils se situent dans une fourchette de 257 à 292 000. Dès le début 1935, le PCF a franchi la barre des 50 000. Dans la seule année 1936, il passe d'environ 87 000 à 237 000 cartes placées. À la fin de cette année mouvementée, il semble qu'il fasse même un peu mieux que le concurrent-allié socialiste (202 000 adhérents déclarés à la fin 1936).

La bolchevisation rêvait d'un parti révolutionnaire centré sur le lieu de travail. L'obstination française, au milieu des années 1920, a permis de redonner toute sa place à l'organisation territoriale de la cellule. Jusqu'en 1936, le mouvement s'est même accentué, le nombre de cellules locales augmentant de 40 % contre 25 % aux organisations d'entreprise. En 1936, dans le feu des grèves, c'est le mouvement inverse qui s'observe. Les cellules d'entreprise comptaient pour un cinquième en 1934 (586) et pour un tiers en 1937 (4 041). À l'usine Renault de Billancourt, les effectifs du PC passent de 120 en mai 1936 à 6 000 en décembre et même à 7 200 en 1937. Il est vrai que le phénomène est très variable selon les régions : il est particulièrement fort à Paris (903 cellules d'entreprise pour 811 locales) ; il l'est beaucoup moins dans le Nord (199 à l'entreprise contre 673 sur le plan local).

Les bons indices vont bien au-delà de l'organisation partisane. La Jeunesse communiste (JC), qui stagnait à 3 500 adhérents en 1933, passe à 86 000 adhérents en mai 1936, puis à 100 000 déclarés en décembre. *L'Humanité* (135 000 ventes en 1933) culmine jusqu'à 2 millions exemplaires vendus au début juin 36 et se stabilisera l'année suivante autour de 400 000.

La « galaxie » communiste connaît la même envolée. Dans la CGT réunifiée, qui s'est considérablement renforcée dans le mouvement de 1936 (elle compte près de 4 millions d'adhérents en 1937 contre 800 000 en 1935), la position des communistes est la plus solide dans les secteurs industriels et ouvriers les plus dynamiques, notamment le bois, les chemins de fer, les produits chimiques ou les métaux. Dans le monde syndical ouvrier, seuls les mineurs échappent encore à l'attraction communiste. En 1938, les fédérations de métiers dirigées par des communistes sont de loin

les plus nombreuses, mais la structure originale de la CGT – sa double base territoriale et de métier – laisse encore la main aux ex-« confédérés ».

Le dynamisme communiste dans les associations est tout aussi grand, notamment dans le cadre unificateur du communisme municipal, dont l'historienne Annie Fourcaut a dit avec raison qu'il permettait de fusionner « *le sentiment de fierté d'appartenir à une cité rouge* » et « *ce patriotisme à base de clocher et à base de classe qui fut un fondement de la banlieue rouge* ». La densité des organisations où agissent les militants communistes est impressionnante. En janvier 1938, l'Allemand Willi Münzenberg se prévaut auprès de l'Internationale – non sans exagération – qu'il « *contrôle* » une trentaine d'organisations censées servir de relais à la propagande soviétique. En fait, parmi elles, toutes ne sont pas aussi dépendantes que le dit l'habile kominternien, mais elles donnent une idée du réseau de pratiques et de représentations irriguées plus ou moins par le monde communiste. Parmi ces « *organisations de masse* », on trouve aussi bien le Comité Amsterdam-Pleyel, le Comité de coordination de l'aide à l'Espagne républicaine, le mouvement des libres penseurs ou le Rassemblement universel pour la paix, que le Secours ouvrier international – l'ancêtre du Secours populaire –, la Fédération sportive et gymnique du travail, les Amis de l'URSS, le travail albanais d'Enver Hodja ou le Comité Thaelmann ou les Éditions sociales internationales qui sont alors la maison d'édition du PC¹¹.

L'attention au monde intellectuel est une caractéristique forte du PC français. Au début de 1934, il soutient ainsi la mobilisation antifasciste des intellectuels, en particulier des écrivains, qui organisent le Congrès international pour la défense de la culture à la Mutualité à Paris en juin 1935, sous l'égide de la revue *Commune* et l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR). Gide et Malraux ouvrent les débats au cours desquels près d'une centaine d'écrivains venus du monde entier interviennent. Cette mobilisation, suivie de près par la direction du parti, continue d'être animée par Paul Vaillant Couturier puis par Aragon. Les structures construites antérieurement en direction des intellectuels se transforment et s'ouvrent à la diversité des courants esthétiques et des pratiques artistiques. Le Cercle des amis de *Commune* se transforme en Maison de la culture dont le premier siège est à Paris, mais qui essaime ensuite dans de nombreuses villes de France. À Alger, Albert Camus en inaugure une au printemps 1937. S'y retrouvent et y adhèrent de

nombreuses associations et groupes d'artistes de théâtre, de musique, mais aussi des plasticiens et des cinéastes. Les dirigeants du parti, Duclos et Thorez célèbrent à plusieurs reprises « *l'intelligence française* » des arts et des sciences, engagée dans le combat contre le fascisme et pour la liberté. Au Congrès d'Arles en décembre 1937, le PCF met la culture nationale à l'honneur et rend hommage au compositeur Ravel qui vient de décéder. Aragon, en 1938, peut afficher fièrement les 80 000 adhérents de la Maison de la culture en rappelant le chemin parcouru depuis 1934 lorsque les rangs de l'Aear (Association des écrivains et artistes révolutionnaires) ne dépassaient pas les 2 000 membres. *L'Humanité*, après que Paul Vaillant Couturier en soit redevenu rédacteur en chef, change de formule dans l'été 1935. Désormais le journal est davantage centré sur l'actualité et ouvert à de nombreux contributeurs extérieurs, en particulier les intellectuels engagés dans les différents mouvements liés au PCF sans en être adhérents, des scientifiques, des écrivains, mais aussi des instituteurs et des syndicalistes enseignants. Julien Benda, Jean Guéhenno, André Malraux écrivent dans le quotidien communiste.

La seconde moitié des années 1930 est le moment où se déploie une culture politique cohérente, que la période post-Libération ne fera qu'amplifier. Elle se présente comme un syncrétisme original entre deux volets, non séparés, mais distincts. D'un côté se trouve une culture commune à tout le monde communiste kominternien. Elle est forgée en URSS dès la fin des années 1920, quand s'impose le magistère de Staline et elle se répand de façon volontariste dans tout le mouvement communiste, par le biais de la presse et du travail d'acculturation partisane qui fusionne la promotion intellectuelle générale du « révolutionnaire professionnel » et l'intériorisation de ce qui va s'appeler « marxisme-léninisme » et même « marxisme-léninisme-stalinisme » jusqu'en 1956. En 1938, la parution en URSS du *Précis d'histoire du parti communiste (bolchevik) de l'URSS* – dont on dit qu'une partie a été rédigée directement par Staline – est l'occasion d'ériger en doctrine les fondements de cette idéologie partisane, diffusée en France à des dizaines de milliers d'exemplaires. « L'attachement inconditionnel » à l'URSS et le culte assumé de Staline deviennent ainsi, pour quelques décennies, des éléments constitutifs de « l'art de vivre » communiste.



Un Comité de défense de *L'Humanité*, à Bagneux en 1934-1935

Ce versant identitaire de la culture communiste pousse le PCF vers une acceptation sans nuance de tout ce qui se passe en URSS. Quand s'ouvre en août 1936 le premier des grands « procès de Moscou » contre Kamenev, Smirnov et Zinoviev, le PCF se contente de relater et d'approuver sobrement. Ce n'est plus le cas à partir du début 1937. *L'Humanité* couvre largement les péripéties judiciaires, fustige à l'envi les « hitléro-trotskyistes » et organise même deux grands meetings publics, dont un avec Thorez en personne. En juin 1937, il justifie encore la décimation de l'état-major soviétique, comparant terme à terme, la « trahison » du maréchal Toukhatchevski et celle de Dumouriez en 1793. La référence à la Révolution et à sa rigueur terroriste est faite une nouvelle fois, au printemps de 1938, au moment de l'élimination de la « droite » des « vieux bolcheviks », celle de Boukharine, Tomski et Rykov.

D'un autre côté, le PC réinvestit à partir de 1934 sa thématique d'une nation française identifiée à la nation révolutionnaire de 1789-1793. L'univers mental des communistes se déplace de la sans-culotterie radicale d'Hébert et des « Exagérés » vers le jacobinisme populaire et gouvernemental des sociétés populaires et de Robespierre. En 1939, la commémoration du 150^e anniversaire de la Révolution française est, pour les communistes, l'occasion de marier discursivement les deux registres de l'exaltation stalinienne et de la valorisation nationale. Dans les représentations communistes, l'histoire est une et elle relie, sans solution de continuité, les combats de la Révolution et ceux du Front populaire : les fascistes sont les continuateurs des aristocrates émigrés à Coblençe (les « coblençards »), les communistes ceux des jacobins. Le passé et le présent sont parfaitement réversibles : la Révolution avait ses agents de la Gestapo

(selon Duclos), tandis que les sociétés populaires de 1792-1794 n'étaient rien d'autre que les comités de Front populaire de la Révolution (selon Thorez et Marty). Mais si les valeurs sont les mêmes, les contenus ont changé : continuer 1789, c'est faire la révolution socialiste, c'est « *accomplir un 1939, un 1940, un 1945 ou 1946 qui soit le 1917 du peuple de France, la prise du pouvoir, l'instauration de la dictature du prolétariat afin d'entreprendre la construction du socialisme, afin de marcher nous aussi dans la voie du communisme, certain et inévitable* » (Thorez, juin 1939). Le PCF veut travailler simultanément deux registres : tantôt valoriser l'image des communistes « héritiers » ou « continuateurs » (la fête communiste du stade de Buffalo, le 25 juin 1939), tantôt valoriser le rassemblement large superposant l'anti-féodalisme et l'antifascisme (la manifestation parisienne du 14 juillet 1939). Dans les deux cas, la figure centrale est celle du jacobin qui est à la fois le précurseur du bolchevisme et le symbole du patriote rassembleur.

L'articulation des temps de la lutte des classes n'est pas simple. La revalorisation de la démocratie, même en régime bourgeois, suppose-t-elle que l'on renonce à la distinction de la démocratie bourgeoise et de la démocratie prolétarienne ? Dans le détail, la lecture communiste ne manque pas de contradictions. Les nuances s'observent dans l'insistance manifestée par les uns ou par les autres, dans le choix des dates repères ou dans celui des personnalités révolutionnaires. Le tronc commun est bien sûr le même, mais l'éclairage varie selon les individus. Ainsi, Maurice Thorez se fixe volontiers sur la trilogie de Robespierre, Saint-Just et Marat, insiste sur Robespierre et valorise l'année 1792 ou les « Jacobins de 1792 », ce qui lui permet d'insister sur la base minimale du rassemblement social possible et sur l'élan national nécessaire contre la menace majeure du fascisme extérieur. André Marty, le mythique « mutin de la mer Noire », âpre promoteur de la différence communiste, préfère 1793, hésite sur les sans-culottes, esquisse une prise de distance avec la bourgeoisie montagnarde, comme si, une fois de plus, la référence identitaire, symbole d'une spécificité communiste, l'emportait sur la formule du rassemblement.

Les nuances entre les individus sont le reflet de leur sensibilité, de leur trajectoire politique. Elles sont aussi les indices d'une tension interne réelle. La démocratie de 1789 mérite d'être défendue ; elle n'en est pas moins « bourgeoise » et la liberté, « formelle ». En ce sens, les audaces françaises peuvent paraître en retrait par rapport aux réflexions qui, à propos de

l'Espagne, s'amorcent du côté du Bulgare Dimitrov ou de l'Italien Togliatti. Alors que ceux-ci esquissent une mise en relation nouvelle, plus dynamique, de l'étape démocratique et de la lutte socialiste (la « *démocratie populaire* »), le PCF préfère s'en tenir à une vision plus classique. L'historien Jean Bruhat, le 26 juin 1939, prend ses distances dans *l'Humanité* avec la notion de « *république populaire démocratique* ». Quant au groupe dirigeant, il semble préférer une analyse conduite sur le mode de la juxtaposition : la démocratie constitue le principal terrain de rassemblement dans l'étape immédiate, celle que délimite l'urgence du combat antifasciste ; mais une fois ce rassemblement opéré et le fascisme battu, il faudra bien retrouver le modèle bolchevique « pur » de la prise du pouvoir et de la « dictature du prolétariat ».

Le temps des difficultés et de l'isolement

Dès le mois de septembre 1936, les difficultés commencent pour le Front populaire. Blum doit dévaluer sévèrement le franc, malgré l'opposition des communistes. Les radicaux, dépités par leurs résultats du printemps, haussent le ton contre les communistes. Le 13 février 1937, Blum annonce une « pause » dans les réformes, au grand dam du PC qui reste toutefois dans la majorité.



Pierre Georges, le futur colonel Fabien, volontaire en Espagne

Entre-temps, le 17 juillet, la rébellion du général Franco contre le gouvernement républicain du *Fronte popular*, enfonce l'Espagne dans la guerre civile. L'armée rebelle reçoit immédiatement le soutien de l'Allemagne et de l'Italie. Pour le PCF, c'est un cas d'école illustrant le danger du fascisme. Pour Thorez et ses camarades, il justifie l'élargissement du Front populaire dans « *un Front français, un Front du peuple de France, héritier et continuateur de la grande Révolution contre le front des agents de l'étranger* » (Thorez, 25 août).

En fait d'élargissement, c'est la désagrégation qui commence à miner le Front populaire. Alors que le PC réclame, « *des avions, des canons pour l'Espagne* », les socialistes pacifistes et les radicaux ne veulent pas s'engager dans le conflit espagnol. Blum soutient en sous-main le gouvernement de Madrid – des armes passent clandestinement en

Espagne –, mais préfère officiellement suivre la distance prudente prônée par le Royaume-Uni. En octobre, l'URSS et l'IC choisissent de contrebalancer l'intervention germano-italienne et de mobiliser une armée internationale, les Brigades internationales. Le PCF est désigné pour être le pivot de cette contre-intervention. Ses militants s'engagent dans les Brigades – ils fourniront des cadres précieux à la Résistance française¹² –, organisent le transfert des armes¹³ et mobilisent la population française pour le soutien à la République espagnole.

La guerre d'Espagne est une épine dans le pied du Front populaire. En décembre, le PCF ne vote pas la confiance au gouvernement sur sa politique étrangère. Au printemps 1937, la situation se tend un peu plus. Le 16 mars, à Clichy, une contre-manifestation communiste suit la mobilisation des Croix de feu dissoutes : elle se solde par six morts et des dizaines de blessés. Pour le PCF, le gouvernement socialiste est responsable de la tuerie.

À partir de là, le Front se délite. Le 21 juin, Blum doit démissionner. Cette fois, le PCF demande à participer au nouveau gouvernement. Mais le radical Camille Chautemps a choisi le déplacement vers le centre. Quand le PCF réunit son Congrès d'Arles, à la fin décembre 1937, 17 ans après le Congrès de Tours, la politique sociale est en berne. Cela n'empêche pas les communistes d'être confiants. Ils ont gagné « leur » bataille dans le monde ouvrier et Thorez est devenu une figure de tout premier plan de la politique française. Le « *fil du peuple* », dont l'autobiographie éponyme est tirée à des centaines de milliers d'exemplaires, fait désormais l'objet d'un culte qui prolonge en France le culte universel de Joseph Staline.

Face à l'agonie du Rassemblement populaire, inquiet du dynamisme des États fascistes, le PC est alors prêt à des compromis plus importants encore qu'en 1934-1935. En mars, quand Blum tente de constituer un nouveau gouvernement, Thorez est disposé à se rallier à la formule d'un gouvernement allant « *de Marcel Cachin à Louis Marin* »¹⁴. Il le fait savoir à Moscou le 18 mars : « *L'acceptation des propositions (...) renforcera la résistance à Hitler et facilitera la lutte du Front national* ». La réponse négative de Moscou est sans appel : « *seul l'état de guerre contre l'agression fasciste pourrait modifier la position des communistes* ».

À l'automne 1938, les conditions sont réunies pour la rupture. Le 30 septembre, le radical Daladier accepte de signer les désastreux accords

de Munich. Blum se contentant d'un « lâche soulagement », le PCF est le seul à voter contre l'abandon de l'allié tchécoslovaque. Le 12 novembre, Daladier et son ministre des Finances Paul Reynaud promulguent des décrets-lois remettant en cause les 40 heures et les conventions collectives acquises en juin 1936. Le 30 novembre, la grève déclenchée par la CGT se solde par une vague inédite de répression antisyndicale qui, sans surprise, cible avant tout les militants communistes. Malgré une mobilisation remarquée dans la métallurgie, la mine et les docks, des dizaines de milliers d'ouvriers sont licenciés et plus de 500 responsables syndicaux sont déférés devant les tribunaux. L'heure de la revanche des possédants a sonné : au début de l'année suivante, la CGT a perdu un million et demi de syndiqués.

Dans ce climat de violence sociale, la droite qui a trouvé dans le parti radical un allié et dans son président un héraut accentue la campagne anticomuniste, souvent associée à la xénophobie et à l'antisémitisme. Au moment où, en décembre, le gouvernement français accueille von Ribbentrop le ministre des Affaires étrangères allemand avec tous les honneurs, un appel signé de 432 journaux fait connaître au Président du Conseil un vœu d'interdiction du Parti communiste accusé de vouloir entraîner la France dans la guerre.

Au printemps 1939, le Front populaire a vécu. Quant à la grande alliance des démocraties contre le fascisme, elle n'est plus qu'un souvenir. Échaudée par sa mise à l'écart au moment de Munich, l'URSS se prépare à un revirement diplomatique. Elle ne croit plus à la « sécurité collective » prônée par Maxime Litvinov et, plus que jamais, choisit de se replier sur elle-même, dans l'enfermement que la Grande Terreur a porté à son paroxysme entre 1936 et 1938.

Le PCF tente cependant d'incarner, non sans un certain succès, la pérennité du Front populaire appelé un jour prochain à renaître. À ce titre, il adopte un programme de redressement économique et politique qui se veut une riposte positive au plan présenté par Daladier. M. Thorez, le 8 juin 1939, explique encore : « *il faut revenir le plus vite possible au programme du Front populaire afin de surmonter les difficultés* ». Le PCF ne s'interdit plus des aménagements à ce programme puisqu'il reprend à son compte les réformes de structure, les nationalisations, longtemps défendues par la CGT et la gauche de la SFIO, mais c'est pour élargir et consolider à nouveau le Front populaire. En fait la culture politique du PCF est tellement imprégnée

par l'expérience du Front populaire que celle-ci est identifiée à la politique du parti.

À l'été de 1939, le PCF veut encore officiellement croire au sursaut et à la « *ronde de la paix* ». Mais il est désormais isolé et commence à en enregistrer les effets négatifs, sur les flux d'adhésions et dans les urnes.

Chapitre 4

Le PCF dans la guerre

À la fin de 1939, le PCF isolé et contraint à l'illégalité est à deux doigts de disparaître de la scène politique. Il parvient pourtant à faire, de cette extrême fragilité, une force quand la scène démocratique tout entière disparaît avec l'Occupation et que le temps est venu de la Résistance. Quand celle-ci s'achève, le PC est devenu le premier parti français.

Le pacte germano-soviétique et la « drôle de guerre »

Le 23 août 1939, la signature du pacte germano-soviétique, préparée dans le plus grand secret par Staline et son entourage le plus proche, prend à contre-pied la direction soviétique dans sa majorité, les responsables de l'Internationale présents à Moscou et la totalité de ses sections nationales.

Le PC français n'échappe pas à la règle. Désarçonné par la nouvelle, ignorant le protocole secret prévoyant le partage de la Pologne, il s'empresse de justifier la décision soviétique en fustigeant les atermoiements franco-britanniques des mois précédents. Mais il ne considère pas que le choix diplomatique de l'URSS remet en question la stratégie communiste des temps de Front populaire. « *Union de la nation française contre l'agresseur hitlérien* », titre *L'Humanité* du 26 août. Le 2 septembre, les députés communistes votent les crédits de guerre et les militants, Thorez en tête, partent pour l'armée. Quand ils le font, ils ne sont pas en rupture avec une direction de l'IC qui considère encore, le 22 août, que les PC « *doivent continuer avec encore plus énergie leur lutte antifasciste contre agresseurs et surtout fascisme allemand* ».

Mais le 7 septembre, une rencontre entre Dimitrov, Staline et sa garde rapprochée marque un revirement complet. Staline, qui s'est toujours méfié

de ses interlocuteurs français et britanniques, offre un nouvel environnement au pacte signé quelques jours plus tôt. « *Ce ne serait pas mal si l'Allemagne, de ses mains, pouvait ébranler la situation des pays capitalistes les plus riches (surtout l'Angleterre). Sans le comprendre ni le vouloir, Hitler mine le système capitaliste* », affirme-t-il devant ses interlocuteurs. Dès lors, les constructions anciennes sont forcloses : « *la division des pays capitalistes en gouvernement fascistes et démocratiques a perdu de son sens initial* ». Le 8 septembre une directive venue du Komintern impose la nouvelle ligne officielle : le conflit qui s'engage est une « *guerre impérialiste* ». Comme en 1914, il n'est donc pas question de la soutenir. « *Les partis communistes, en particulier de France, d'Angleterre, de Belgique, des États-Unis d'Amérique, qui ont pris une position inverse à cette ligne politique, doivent immédiatement la corriger* ». La page du Front populaire est tournée à Moscou.

Elle l'est plus difficilement à Paris, malgré la saisie de *L'Humanité* du 26 août, puis l'interdiction par décret de toutes les publications communistes le lendemain. Un jour avant la directive de l'IC, Duclos, qui dirige le parti en l'absence de Thorez, explique encore que « *la guerre qui est commencée est une guerre impérialiste ayant un caractère révolutionnaire antifasciste* ». La réaction est immédiate. Marty, alors à Moscou, s'indigne du vote des crédits de guerre et, un peu plus tard, Fried se démarque violemment de Duclos et le fait savoir le 12 septembre à Arthur Dallidet, envoyé à Bruxelles pour rencontrer les représentants occidentaux de l'Internationale. La ligne fixée est sans appel : le PC français doit s'opposer à la guerre et se préparer à la clandestinité.

Le 17 septembre, l'entrée de l'Armée rouge en Pologne, conformément aux dispositions secrètes du pacte d'août, accélère le processus. Le 22, le PCF lance un appel à la paix qui dénonce avec vigueur la politique de défense nationale du gouvernement français. Le 26, le gouvernement Daladier décrète l'interdiction du parti et d'un grand nombre de ses « organisations de masse ». La nouvelle stratégie internationale suscite des remous à l'intérieur des rangs communistes. Si la direction tient bien¹ et si les cadres syndicaux font bloc autour du parti, de nombreux élus font défection, souvent de façon spectaculaire (12 des 27 maires de la Seine et 25 députés sur 74)². Beaucoup d'autres renâclent, essaient de se raccrocher à la ligne précédente, comme le syndicaliste Racamond, Cachin qui écrit à Blum son attachement à l'antihitlérisme ou Péri qui, le 23 septembre,

maintient encore publiquement le cap du début. De son côté, Renaud Jean reste solidaire de ses camarades députés, mais ne cache pas ses réserves devant les conséquences politiques du pacte.

Thorez lui-même reste longtemps discret, arguant de sa mobilisation, jusqu'à ce que l'IC exige qu'il quitte son poste. Il s'y résigne le 2 octobre, pour regagner Moscou un mois plus tard, via Bruxelles où se trouve le noyau de direction autour de Duclos et Fried. Le secrétaire général est fragilisé par un tournant qu'il n'a pas anticipé, sous la pression persistante de Marty qui, une fois de plus, se fait le chantre du raidissement politique. Il accepte sans broncher la nouvelle orientation, mais peine à abandonner le capital stratégique acquis. Dans les notes de ses carnets personnels, vraisemblablement rédigées en novembre 1939, il reprend à son compte les critiques de l'IC portées contre l'organisation française, mais les tempère en refusant de tirer un trait sur l'expérience de 1934-1939 : « *nouvelle façon poser questions F.U. Front Unique et F.P. Front Populaire à la base, contre dirigeants, mais ne signifie pas renier notre bien* ». Les réticences ne vont pas durer bien longtemps...

Dès la fin septembre, les Soviétiques ont décidé en effet de durcir le ton. Le 28, l'URSS et l'Allemagne signent un traité d'amitié : les Soviétiques fourniront des matières premières et même, plus tard, iront jusqu'à renvoyer en Allemagne des antifascistes présents à Moscou, comme Margarete Beuber-Neumann³. Le 1^{er} octobre, les députés communistes entérinent la nouvelle ligne en adressant une lettre au président de la Chambre, signée par 44 des 74 députés de 1936 et demandant que soient étudiées d'éventuelles propositions de paix, conséquences du traité signé trois jours plus tôt. À la fin du mois, Molotov enfonce le clou : désormais, l'Allemagne veut la paix et les fauteurs de guerre sont du côté britannique et français. Quelques jours après, le 3 novembre, Dimitrov enterre définitivement la stratégie de Front populaire dont il a été le promoteur. Si le premier numéro de *L'Humanité* clandestine, publié le 26 octobre sous la responsabilité de Lucien Sampaix, continue de dénoncer « *le capitalisme* », « *la réaction* » et « *l'hitlérisme* » en même temps que « *la guerre des profiteurs et des fascistes* », les termes de « nazi » et « d'hitlérien » disparaissent du discours public à Moscou.

Le même durcissement s'observe à l'Ouest. Le 5 octobre ont lieu les premières arrestations de députés après la réception de leur lettre par le

président de la Chambre. Le 30 novembre, le gouvernement décide d'aller jusqu'au bout et les députés votent la levée d'immunité parlementaire du Groupe ouvrier et paysan⁴. Bonte, chef du groupe, est arrêté en pleine séance. Le 20 février 1940, la même Chambre vote la déchéance des députés communistes, avant que ne s'ouvre leur procès. Entre-temps, le 18 novembre 1939, un décret a prévu l'internement en camp des individus « *dangereux pour la défense nationale* ». Le 10 avril 1940, le décret rédigé par le ministre socialiste de la Justice, Albert Sérol, assimile l'activité communiste (la « *propagande défaitiste* ») à une trahison passible de la peine de mort. Le lendemain, *L'Humanité* clandestine fustige dans le même élan la guerre, le « *décret scélérat* » et le « *gouvernement social-fasciste* ». Six ans après le déclenchement du processus conduisant au Front populaire, la boucle est bouclée...

Le 1^{er} mars, un tableau synthétique des mesures de répression contre les « *menées hitléro-communistes* » évoque 10 550 perquisitions et 3 400 arrestations. Le 19 mars, le ministre de l'Intérieur complète le tableau en se félicitant de la déchéance de 2 718 élus, de 1 500 condamnations effectives, de 700 révocations de fonctionnaires, de 620 syndicats dissous et de 2 500 étrangers internés au camp du Vernet. Du 20 mars au 3 avril, à l'issue d'une enquête laborieuse, se tient à huis clos le procès des quarante-quatre parlementaires inculpés quelques mois plus tôt. Au procès, où l'avocat communiste Marcel Willard coordonne la défense, Billoux est chargé de l'intervention finale, préparée à Moscou et qui se veut un réquisitoire contre la guerre impérialiste : « *cette guerre sera néfaste pour la France. Vaincus, nous serons les esclaves d'Hitler. Vainqueurs, nous serons les domestiques de Chamberlain* ». Malgré les faiblesses de l'accusation, les quarante-quatre sont lourdement condamnés à des peines de quatre à cinq ans de prison, six seulement bénéficiant de sursis. Incarcérés à la Santé, transférés de prison en prison, ils finissent par être envoyés à la prison de Maison Carrée à Alger. Dans les mois précédents, Thorez et Marty avaient été déjà privés de la nationalité française.

Affaibli, ses militants désemparés et pour beaucoup d'entre eux retenus aux armées, le PC est entré dans la rude vie de la clandestinité. Son groupe dirigeant est éparpillé. Frachon dirige l'activité en France même avec l'aide d'un nombre restreint de dirigeants comme Tillon, Duclos s'est replié avec Ramette⁵ à Bruxelles où se trouve Clément-Fried, tandis que Marty et Thorez – au demeurant tenu quelque peu à l'écart – sont à Moscou. Le

poids de la mobilisation et de la répression est très lourd. À l'automne, de nombreux documents attestent la préoccupation de responsables placés devant le constat que l'organisation « *doit être entièrement reconstruite* » (Marty et Thorez, 16 novembre).

La défaite et les débuts de l'Occupation

Le 10 mai 1940, l'Allemagne lance sa grande offensive contre les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France. Le 28, la Belgique capitule, le 3 juin Paris est bombardé. Le 14, le gouvernement quitte la capitale. Frachon fait de même, ne laissant sur place que Péri et Jean Catelas, député d'Amiens. Comme tous les observateurs, les Soviétiques qui s'attendaient à de longs combats sont surpris par la fulgurance de l'offensive allemande. Moscou, qui ne veut surtout pas d'un affrontement avec Hitler, s'inquiète du déséquilibre provoqué par l'effondrement inattendu de la France.

Du côté communiste, il n'est pas question de revenir sur l'analyse de septembre 1939. Mais les responsables de l'IC et Thorez lui-même se convainquent que le discours ne peut demeurer inchangé. Dès le 17 mai, *L'Humanité* publie un manifeste, « *Pour sauver notre peuple de la misère, de la ruine et de la mort* », qui reprend explicitement le mot d'ordre de 1936 en appelant au « peuple français “*pour la paix, le pain, la liberté*”, auquel est ajoutée la revendication de “*l'indépendance*”. Le 4 juin, un texte de l'IC tient à préciser que “*les travailleurs sont hostiles à la bourgeoisie française, à la guerre impérialiste. Ils sont aussi hostiles à la bourgeoisie allemande*”. Le 10, Dimitrov demande à Staline un ajustement de la ligne fixée à l'automne précédent. Mais la réponse ne lui est pas parvenue quand, le 14 juin, l'armée allemande entre dans Paris. Les hésitations au sommet de l'État soviétique et l'évolution rapide du rapport des forces militaire entretiennent la confusion stratégique au moment décisif.

Le 15 juin, Maurice Tréand – responsable aux cadres qui est devenu le pivot du travail de réorganisation du parti – revient à Paris avec Duclos, le jour même où, à l'ambassade allemande, s'installe Otto Abetz considéré comme l'homme de Ribbentrop et d'Hitler. Grand connaisseur des milieux dirigeants français et manipulateur confirmé, Abetz est persuadé qu'il peut utiliser les communistes français dans l'opération de séduction auprès d'une population française hébétée par la débâcle. Au même moment, devant la

situation de désorganisation créée par le cours nouveau de la guerre, l'IC a repris dès le 24 mai, à destination des communistes belges et néerlandais, le vieux mot d'ordre, réputé « léniniste », selon lequel il faut « *profiter légalement presse, parlementaires et travail d'édition* ».

À Paris, Duclos et Tréand, avec l'appui de Catelas – mais pas celui de Péri – considèrent qu'ils peuvent recouper la tentative de réparation légale de la presse et la demande de négociation venue d'Abetz. S'ensuit une période confuse de près de deux mois (17 juin-27 août), où les tractations se mènent sans que des contacts réguliers se nouent entre les groupes dirigeants dispersés. Très vite, l'IC, Thorez puis Frachon s'inquiètent des manœuvres allemandes. Le 22 juin, Moscou continue à évoquer « *la possibilité favorable pour faire sortir journaux syndicaux, locaux, éventuellement Humanité* », mais ajoute que c'est à la condition de ne donner « *aucune impression de solidarité avec envahisseurs et leur approbation* ».

Fin juin et début juillet, l'accent est porté sur l'indépendance nationale. Elle transparaît à la lecture de l'appel lancé par Tillon à Bordeaux le 17 juin. On la retrouve dans la rédaction de la déclaration, rédigée entre le 17 et le 19 juin à Moscou, sous la signature de Thorez et de Marty et qui précise que « *désormais, il s'agit de l'existence même de notre peuple comme nation souveraine, de la France comme État indépendant* ». Quelques semaines plus tard, au moment même où les deux Chambres votent à Vichy les pleins pouvoirs à Pétain, le PCF adopte un appel au « *Peuple de France !* », que l'on retiendra après-guerre sous le nom d'« Appel du 10 juillet », signé des noms de Duclos et de Thorez⁶. Il ne nomme pas l'occupant, cible avant tout « *les traîtres de Vichy* », fustige « *l'humiliation de l'occupation* » et invoque à plusieurs reprises le « *droit à l'indépendance* ».

Peu de temps après, un point final est mis aux discussions Tréand-Abetz. Le diplomate allemand a été finalement désavoué par sa hiérarchie ; quant à l'IC, un télégramme du 20 juillet, signé de Dimitrov et Thorez, condamne la négociation avec les occupants. « *Était juste entreprendre démarches pour obtenir presse légale, mais entrevue Abetz est une faute, car danger compromettre parti et militants* ». Un peu plus tard, le malheureux Tréand servira de bouc émissaire, pour épargner Duclos, confirmé dans ses fonctions dès le 6 août. Paradoxalement, l'épisode de l'été 1940 revalorise

le rôle de Thorez, jusqu'alors quelque peu tenu en marge du dispositif kominternien, au profit de Marty, plus prompt à enfourcher la stratégie de la « guerre impérialiste » et plus à même de retrouver le vocabulaire agressif de « classe contre classe ».

Quand les Allemands entrent dans Paris, les militants communistes ne sont qu'une poignée : 180 à 200, estime Duclos dans ses Mémoires, « *plus ou moins bien organisés* ». Sur l'ensemble du territoire national, on en compte sans doute quelques milliers, peut-être 5 000 à la fin 1940, quand ils étaient encore 221 000 au moment où la guerre se déclenche. En tout cas, une fois passés les troubles de la débâcle, l'effort de direction porte sur la reconstitution d'un tissu militant. Elle se fait peu à peu, en s'adaptant aux situations différentes définies par les termes de la capitulation française. Des contacts sont repris dans les secteurs les plus favorables à l'action communiste : les mineurs, les cheminots et les militants de la main-d'œuvre immigrée (MOI) dont l'esprit et l'expérience antifascistes de la clandestinité sont déjà confirmés.

Le noyau étant rétabli sous l'autorité de Frachon, le parti se lance dans la reconstitution de la « galaxie » d'avant-guerre. Dans un pays désorganisé par l'exode et la déroute finale, les communistes retissent un réseau syndical, unifié par la reparution d'un journal clandestin, *La Vie ouvrière*, piloté par Frachon lui-même. Un peu partout, des comités populaires se constituent, autour des revendications matérielles les plus concrètes, harcelant de demandes les autorités et relançant les vieilles pratiques de solidarité populaire, à un moment où les confédérations syndicales ouvrières sont dissoutes par Vichy (9 novembre 1940). Fin septembre, le parti a bénéficié du retour d'une part des démobilisés et la direction a pris ses marques, autour de Duclos et de Frachon, auxquels s'adjoignent bientôt Tillon et plus tard encore Auguste Lecœur et Léon Mauvais. À leurs côtés, Dallidet et Félix Cadras ont pris la relève de Tréand, progressivement mis à l'écart. Entre la fin 1940 et le début 1941, se met peu à peu en place, à chaque échelon territorial, le modèle du « triangle de direction » composé d'un responsable politique, qui assure la liaison avec l'organisme supérieur, d'un responsable à l'organisation et à la propagande et d'un responsable au travail de masse.

Le PCF contre l'antisémitisme

Dans le courant de l'automne 1940, la propagande communiste clandestine dénonce à plusieurs reprises l'antisémitisme, au nom de la solidarité de classe de tous les travailleurs. Un tract de novembre exhorte ainsi les Parisiens : « *Travailleurs non-juifs, ouvriers, artisans, petits commerçants, ne permettez pas de pogromes dans votre quartier, vous en seriez également les premières victimes* ».

Les sections et groupes de langue de la MOI (organisation de la Main-d'œuvre immigrée) ont joué un rôle important dans cette bataille. Dès l'été 1940, des responsables de la section juive de la MOI se sont réunis à Paris pour mettre en place Solidarité, une organisation de secours et d'aide aux familles juives. En même temps, la section juive du PCF édite un journal clandestin, *Notre Parole*, édité en yiddish puis en français. Les jeunes communistes juifs, tel Henri Krasucki, développent leur activité dans les quartiers populaires en dénonçant les mesures antisémites. Dès le printemps 1941, après que les Allemands ont eu lancé, sous couvert d'une opération de régularisation administrative une première campagne visant les juifs polonais qui, au nombre de 3 500, sont internés dans les camps de Pithiviers, la section juive du PCF et les comités de solidarité organisent protestations et manifestations de femmes pour réclamer le droit de visite et la possibilité d'envoyer des colis.

La radicalisation de la politique antisémite, à l'été et à l'automne de 1941, les premières exécutions de juifs comme otages et les manœuvres de l'occupant suscitent des actions publiques. Début juillet 1942, les militants communistes mettent en garde les populations juives des quartiers parisiens : « *les hitlériens préparent une nouvelle offensive contre les juifs. Selon des nouvelles que nous tenons de source sûre, les Allemands veulent échauder, dans un très bref délai une rafle monstre et la déportation des juifs... Voici ce que doit faire chaque homme, chaque femme, chaque adolescent juif. 1) Ne pas attendre les bandits à son domicile. Prendre toutes les mesures pour se cacher et, surtout, cacher les enfants avec l'aide de la population française* ».

En octobre 1942 se crée, à l'initiative du communiste Charles Lederman, un Mouvement national contre le racisme, tandis que les organisations communistes multiplient les activités de sauvetage des enfants juifs. Au printemps 1943, l'activité se coordonne au sein de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE).

Toutes ces activités font l'objet d'une féroce répression de la police parisienne et de la Gestapo. Elle contribue en fait à nourrir le rapprochement entre les différentes organisations juives. Elle soude par ailleurs une composante communiste militaire : l'Union des jeunesses juives, les détachements juifs des FTP, les groupes armés de l'UJRE ont participé activement aux combats de la libération dans plusieurs régions, non seulement à Paris, mais aussi dans la région lyonnaise et grenobloise, à Marseille comme à Toulouse.

La répression est rude, dès les premiers mois. Les autorités françaises, au nord comme au sud, multiplient les coups de main et les arrestations, ouvrent des camps d'internement et démultiplient l'action des Brigades spéciales. Le 6 octobre 1940, des centaines de responsables communistes, élus municipaux ou cadres syndicaux sont arrêtés dans la région parisienne après avoir été repérés les semaines précédentes par la police. Entre

juillet 1940 et la fin 1941, dans le seul département de la Seine, 3 882 communistes sont arrêtés, dont 300 pour le seul mois d'octobre 1940.

La dénonciation de la guerre impérialiste reste certes une constante du discours communiste. Un numéro de *L'Humanité* de novembre 1940 contient ainsi un article signé de Thorez où l'on affirme encore qu'« *il est clair qu'une solution impérialiste de la guerre actuelle, soit allemande, soit anglaise, asservirait notre pays* ». Mais les accents antiallemands directs s'installent dans l'ensemble de l'activité, que ce soit par la participation des étudiants communistes aux actions de solidarité avec le professeur Langevin, débouchant sur la manifestation du 11 novembre, ou dans la propagande des comités populaires agissant contre les restrictions et l'aggravation des conditions de travail dans les usines. Le 28 novembre 1940, un télégramme adressé à Moscou par le groupe dirigeant français insiste sur l'évolution rapide de l'opinion. « *Mouvement national a) le développement de la haine des masses contre les occupants b) le mépris de larges couches de la population contre les hommes de Vichy, et tout particulièrement Laval... Le pays a en outre la conviction que tout ça est fait par ordre des Allemands* ».

Le début de l'année 1941 marque une inflexion décisive. Le 27 janvier, un télégramme signé de Marty et de Thorez continue certes de considérer que la mobilisation populaire sur les revendications quotidiennes reste la « *tâche centrale* ». Mais, pour la première fois, le regard porté sur De Gaulle évolue : « *critiquer ligne antidémocratique mouvement de Gaulle, toutefois tenir compte que ce mouvement dans l'étape actuelle joue rôle objectivement positif* ». Surtout, la perspective est désormais le « *ralliement masses dans véritable front populaire de lutte pour leurs intérêts, droits, liberté, indépendance nationale* ». Le 27 février, le numéro deux soviétique, Andreï Jdanov, explique à Dimitrov que « *nous n'avons pas assez attiré l'attention sur les moments nationaux* ».

La lutte contre la guerre n'est plus l'horizon immédiat de l'action communiste. Le 26 avril, la directive de Moscou se fait insistante : « *la tâche actuelle essentielle est la lutte pour la libération nationale. La lutte pour la paix est subordonnée à la lutte pour l'indépendance nationale. Une paix sans libération nationale signifierait l'asservissement du peuple en France* ». En conséquence, le PCF peut envisager des alliances et des initiatives : « *Luttant pour création de ce large front de libération nationale* ».

parti est prêt à soutenir tout gouvernement français, toute organisation et tous hommes dans le pays dont les efforts tendent à une véritable lutte contre envahisseurs et traîtres. » Cela devra se concrétiser dans la propagande et l'action du parti : *« Parti dirige coup principal contre capitulards et agents des envahisseurs qui sont obstacle principal sur le chemin lutte pour libération nationale peuple français »*.

Les effets de ces directives se multiplient dans l'activité du printemps 1941. On en trouve l'écho dans l'appel du 15 mai 1941, adressé à *« tous ceux qui veulent agir en Français »*, qui propose de *« constituer un large front national de lutte pour l'indépendance de la France (...) avec comme force fondamentale la classe ouvrière de France avec le parti communiste en tête »*. L'appel reste certes sans application massive, jusqu'à la mise en œuvre effective du Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, vers la fin 1942, sous l'impulsion de Pierre Villon. Mais l'idée s'installe, qui se retrouve dans le lancement de journaux en direction des intellectuels (*l'Université libre* dès novembre 1940), comme dans la publication des textes de Péri et Politzer dénonçant l'hitlérisme et sa politique antisémite. Dans le Nord, le parti communiste est impliqué dans la grande grève qui, en mai 1941, soulève le bassin minier contre les compagnies et les autorités allemandes. Il a commencé à mettre en place l'organisation spéciale (OS) chargée de récupérer des armes et d'assurer la sécurité des actions du parti. L'activité des comités populaires s'étend désormais bien au-delà de la région parisienne et marque l'enracinement communiste dans le monde ouvrier.

L'entrée dans la lutte armée

L'invasion de l'URSS, le 22 juin 1941, prolonge et accentue la rectification stratégique entamée au début de l'année. L'URSS en guerre à l'été, les États-Unis en décembre 1941... La force des choses a réalisé en 1941 ce que les calculs tacticiens avaient empêché en 1938-1939 : l'alliance des démocraties contre le fascisme. Pour le PCF, comme au printemps et à l'été de 1939, les accents antifascistes du Front populaire et l'appel à la défense nationale se trouvent à nouveau confondus. La guerre n'est plus impérialiste et l'objectif n'est plus la constitution d'un *« gouvernement du peuple »* centré autour du PC. Le 23 juin, Dimitrov est explicite dans ses directives à Fried : *« Tenez compte qu'à l'étape donnée il s'agit de libération de*

l'asservissement fasciste et non de révolution socialiste ». Le 25, un télégramme Thorez-Marty considère que « *le moment est venu rechercher et organiser contacts directs avec mouvement gaulliste* » et ajoute « *les bavardages sur révolution mondiale servent Hitler* ».

Dès le 30 juin, l'IC invite le PCF à « *désorganiser l'arrière-pays de l'ennemi par tous les moyens* », ce que *La Vie ouvrière* traduit dès le 5 juillet par l'exhortation à ce que « *rien ne sorte de nos usines pour la guerre hitlérienne* ». Les actions de sabotage sont bien sûr au centre de l'attention. Très vite, la puissance de l'offensive allemande pousse à hausser encore le ton. Le 11 août, un nouveau télégramme envoyé de Moscou évoque la préparation de la « *victorieuse guerre nationale de libération* » et mentionne explicitement les « *questions armes, armement, organisation groupes armés et actions armées* ». En fait, dès juillet 1941, la direction du PCF fait contacter des dirigeants de l'Organisation spéciale (Eugène Hénaff), des Jeunesses communistes (Albert Ouzoulis, Lucien Dorland, Camille Baynac) et des anciens des Brigades internationales (Henri Tanguy – le futur « Rol », Gaston Carré, Pierre Georges, qui deviendra le « colonel Fabien », Joseph Epstein).

Les premiers sabotages ont lieu dès juillet, dont un spectaculaire déraillement de train de matériel, dans la nuit du 17 aux 18 à Épinay-sur-Seine. Le 15 août, *L'Humanité* reprend pour la première fois le vocabulaire de 1870 : « *Franco-tireurs de 1941, debout pour chasser l'ennemi du sol de la patrie* ». Six jours plus tard, le 21 août au métro Barbès, Pierre Georges abat un officier de la Kriegsmarine, pour venger la mort de deux de ses camarades de la JC, Samuel Tyzselman et Henri Gautherot, fusillés deux jours plus tôt. Le passage à la lutte armée et aux attentats individuels est difficile à accepter, dans un monde militant qui s'est habitué à la critique de « l'action directe » des anarchistes.

Les plus anciens – comme c'est le cas pour Cachin² – sont en règle générale plus réticents que des militants plus jeunes, notamment ceux qui ont connu la rude expérience des Brigades internationales. Qu'ils appartiennent à l'Organisation spéciale confiée par la direction du Parti à Tillon, aux groupes de langues de la MOI ou aux JC, ils ont, à des titres divers, une expérience de la guerre ou de la répression. Si leur compétence militaire est très inégale, ils ont en commun une habitude de l'illégalité à laquelle ils sont rompus depuis plusieurs années.

C'est dans ce contexte difficile que se met en place progressivement, sous la responsabilité de Tillon, une organisation unifiant les composantes distinctes du début de l'été. En octobre 1941 naît ce qui deviendra le Comité militaire national (CMN) des FTP. Le nom des nouvelles structures est au départ flou, « *OS unifiée* » selon Ouzoulis, « *travail pratique* » ou « *partisan* » (TP) selon Tillon, « *travail particulier* » selon Rol-Tanguy. Ce n'est qu'en avril 1942 que s'imposera l'appellation de « *Franco-Tireurs et Partisans* » (FTP), puis plus tard encore celle de « *Franco-Tireurs et Partisans français* » (FTPF). L'objectif assigné à la nouvelle organisation est ambitieux : « *une levée en masse du peuple français pour délivrer la patrie* ».

En tout cas, toute cette activité est assez forte pour susciter une violente répression, menée conjointement par les autorités de Vichy et par celles de l'occupant. Les condamnations à mort, les exécutions se succèdent à partir d'août 1941. Il s'agit de briser les nouvelles formes d'action lancées par les communistes en employant des moyens de terreur. Des militants arrêtés depuis des mois sont condamnés et exécutés pour l'exemple, comme Catelas ou André Bréchet. Bientôt des dizaines d'otages sont choisis par les Allemands parmi les détenus communistes pour être fusillés, à l'instar des avocats communistes et des internés du camp de Chateaubriand. Sont également fusillées comme otages des personnalités comme Péri et Sampaix, deux journalistes emblématiques de *L'Humanité*. Puis c'est le tour de Sémard, de Politzer et de Solomon. Le choix des otages dans les rangs des communistes internés ou arrêtés depuis longtemps s'inscrit souvent dans une politique de dénonciation du « judéo bolchévisme » menée par les autorités allemandes, mais à laquelle les dirigeants, les juges et la police de l'État français contribuent sans défaillir.

Les nazis organisent à grand renfort de propagande deux procès à l'encontre des résistants communistes, au Palais Bourbon et à la Maison de la Chimie, avant qu'ils soient fusillés pour la plupart. Quelques mois plus tard, en juillet 1942, les premiers convois de déportés politiques, dont un grand nombre sont communistes, partent pour Auschwitz. À l'été 1942, au moment où se structure le mouvement des FTP, l'action armée des communistes est quasiment annihilée à Paris où le « groupe Valmy » est décimé, et dans le Nord-Pas-de-Calais, où le PC perd ses principaux responsables militaires, Jules Dumont et le populaire Charles Debarge, un des organisateurs de la grande grève du printemps 1941.

Au cœur de l'action résistante

Le parti communiste a pour lui trois atouts. Il est la seule organisation à disposer d'une structure centralisée installée sur l'ensemble du territoire – occupé et non occupé. Sa clandestinité précoce l'a accoutumé bien avant les autres aux contraintes de la lutte souterraine. Enfin, son encadrement est soudé par un univers mental partisan qui, entre 1934 et 1939, est parvenu à concilier le modèle bolchevique et l'inspiration nationale, l'identité communiste et le discours unitaire, la lutte ouvrière et la perspective politique.

Dans un pays dont le système politique est détruit, où les grandes forces traditionnelles ont éclaté, voire sont discréditées, le PCF bénéficie au fond d'une conception originale de la politique qui raccorde la confiance en l'avenir et les pratiques sociales les plus quotidiennes. Plus que la capacité de sacrifice de leurs martyrs, c'est la polyvalence militante des communistes qui leur assure une place à part. Le communiste, dans la foulée des années 1930, rassemble en fait plusieurs images différentes, réunies dans une cohérence mentale où la continuité semble au bout du compte l'emporter sur toutes les fluctuations de ligne, pourtant bien réelles.

Malgré les coups sérieux qui lui sont portés à la fin de 1942, le PCF accumule des succès importants au fil des mois. Le Front national qu'il proposait en mai 1941 a pu devenir peu à peu une réalité, sous la direction de Pierre Villon à Paris et de Georges Marrane à Lyon. Son champ d'intervention est extrêmement large et il attire, par son sérieux et son efficacité, des résistants pourtant très éloignés de la sphère communiste. En 1943, un pas supplémentaire est franchi avec la création, sous l'égide du Front national, du Comité national des écrivains (CNE) où se côtoient Aragon et François Mauriac, et qui reçoit encore le soutien de Paul Valéry et de Georges Duhamel, ressuscitant à bien des égards l'ambiance culturelle du Front populaire. La parution régulière des *Lettres françaises*, lancées par Jacques Decour devient un pôle au rassemblement intellectuel sous l'influence d'Aragon. C'est dans ce cadre, en tout cas, que le PCF reprend contact avec les grands, qu'il retrouve Paul Éluard et gagne Frédéric Joliot-Curie, qu'il conquiert les sympathies actives de Matisse, de Lurçat et de beaucoup d'autres qui contribueront à sa bonne image culturelle au lendemain de la guerre.

L'initiative est très vite reprise sur le plan syndical où les comités populaires animés par les communistes créent les conditions progressives d'une reprise des contacts entre syndicalistes. En avril 1943, l'essentiel est fait : les discussions clandestines entre anciens « unitaires » et « confédérés » aboutissent le 17 avril 1943 à la réunification clandestine de la CGT par les accords du Perreux.

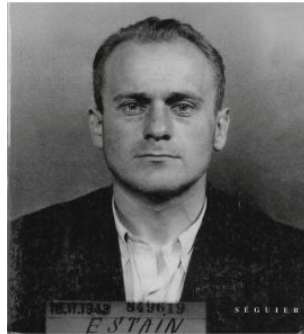
Les événements se précipitent à la charnière de 1942 et de 1943. Les progrès de la Résistance en Europe, le débarquement américain en Afrique du Nord, la contre-offensive britannique en Libye et surtout la retentissante victoire soviétique de Stalingrad commencent à inverser le rapport des forces. Les mouvements résistants sont dès lors plus enclins à multiplier leurs contacts, voire à rechercher les voies de leur unification. Le mot d'ordre unitaire est lancé tôt par le PCF qui atténue ses critiques à l'égard des autres mouvements de résistance. Tout n'est pourtant pas simple dans un monde résistant où les méfiances limitent les propensions au rassemblement. Si du côté communiste, les consignes officielles poussent depuis le 25 juin 1941 au contact avec les gaullistes, le général de Gaulle ne manque pas de souligner ses distances.

Quand, en juillet 1941, l'IC a envisagé le retour en France de dirigeants communistes et proposé à la France libre leur transit par Londres pour un contact avec le Général, celui-ci a répondu sèchement qu'il voulait « *n'avoir aucun rapport avec les personnes en question* ». Il faut attendre novembre 1942 pour que des contacts discrets soient pris avec la France libre, par l'intermédiaire du colonel Rémy. Le 25 novembre, Fernand Grenier conclut avec celui-ci une trame d'accord, où le PC reconnaît la France combattante, tout en réaffirmant la nécessité de l'action armée immédiate – que De Gaulle écarte encore à ce moment-là – et celle de l'insurrection nationale. Le 1^{er} décembre, l'accord se concrétise par l'envoi officiel de Grenier à Londres. Désormais, le PCF s'exprime sur les ondes de la BBC par la voix de Grenier, puis par celle de Rochet. Il est vrai que l'attitude communiste reste prudente. Le parti se garde bien, par exemple, d'intervenir dans le conflit qui oppose De Gaulle et Giraud à l'été de 1943. Si De Gaulle possède alors une carrure politique qui fait de lui le chef incontestable de la France libre, Giraud est parfois plus sensible au rôle militaire de la Résistance intérieure, comme il le montrera au moment de l'insurrection de la Corse, en septembre 1943.

De fait, l'histoire a fini par trancher. De Gaulle sait, le premier, user de ses positions internationales pour donner le coup de pouce décisif en envoyant en mission dans la France occupée l'ancien préfet du Front populaire Jean Moulin. Les négociations entre l'émissaire de Londres et les diverses formations de résistance sont longues et difficiles, mais elles finissent par aboutir, le 27 mai 1943, avec la création d'un organisme coiffant toute la résistance française : le Conseil national de la Résistance rassemble les groupements résistants, les partis antinazis, ainsi que la CGT et la CFTC.

L'événement est décisif pour le PCF. Si sa représentation dans le nouvel organisme reste modeste au départ, elle n'en constitue pas moins pour le PCF la grande consécration nationale – au-delà de ce que réalisa le Front populaire lui-même. Son dynamisme militant va d'ailleurs lui permettre, au fil des mois, de jouer un rôle croissant dans les organismes de travail de la Résistance réunifiée. Le cours global de la guerre n'est pas pour rien dans cette expansion.

Au printemps de 1943, l'annonce de la victoire soviétique à Stalingrad et l'instauration du Service du travail obligatoire (STO) modifient en effet les données de la lutte. Nourris pour partie par l'arrivée des « réfractaires » au STO, les effectifs des FTP augmentent rapidement et atteindraient 250 000 membres au moment de l'insurrection décisive. Le PCF décide d'ailleurs, de renforcer systématiquement l'organisation militaire, en affectant dans ses rangs 10 % au moins de ses militants. Attentats et sabotages connaissent de ce fait une poussée décisive, deviennent plus hardis et efficaces malgré la répression. Celle-ci croît pourtant à la mesure du désarroi et de la colère de l'occupant. 1943 est ainsi l'année où, dans le même temps, les militants de la MOI menés en Île-de-France par Epstein accentuent leur action, exécutant par exemple en septembre le général Ritter, responsable pour la France du STO. Ils créent une certaine panique au sein des troupes d'occupation et de la police française, qui s'emploient à réagir avec force. La traque devient le quotidien de ces résistants. En novembre, le groupe de la MOI tombe au cours de trois rafles. Joseph Epstein, Missak Manouchian et son groupe de vingt-trois membres sont arrêtés. Exécutés en février 1944, ils sont immortalisés involontairement par l'« affiche rouge » publiée par les nazis.



Joseph Epstein, chef des groupes armés FTP de l'Île-de-France (ici lors de son arrestation en novembre 1943) et la célèbre « Affiche rouge »

L'année 1943 est aussi celle qui voit la disparition de l'Internationale communiste. Depuis le printemps 1941, elle est de moins en moins à même de tenir compte de la complexité des situations concrètes modelées par la guerre. Dès cette date, Staline envisage de mettre fin à l'expérience ouverte en mars 1919. L'entrée en guerre de l'URSS ne fait que retarder une décision qui revient à l'ordre du jour au tout début de mai 1943. L'affaire est alors réglée en quelques semaines, entre le 8 mai, où la décision est prise par Dimitrov, Molotov et Manouïlski, et le 10 juin où elle est rendue publique à l'issue d'une consultation des PC nationaux. Désormais, c'est une Section d'information du PC soviétique qui est directement chargée de coordonner l'activité des partis communistes.

Préparer la Libération

Quand l'hypothèse d'une libération se fait plus crédible, le PCF voit toujours sa direction éparpillée, mais désormais en quatre centres. Thorez et Ramette sont finalement demeurés en URSS, tandis que Marty rejoint en novembre 1942 la « délégation du Comité central » constituée à Alger, après le débarquement anglo-américain et la libération des 27 députés de Maison Carrée en février 1943. Duclos et Frachon continuent de coordonner l'action en France occupée et à Londres se trouvent les représentants officiels auprès de la France libre, Grenier en janvier 1943 puis Rochet à partir d'octobre de la même année.

Entre ces différents responsables, la perception des rapports de force n'est pas nécessairement la même. L'optimisme est plus ou moins affirmé et la confiance plus ou moins grande à l'égard de la France libre et des autres groupements résistants. Thorez, dans l'ensemble, est plus optimiste, plus enclin à l'ouverture qu'un Marty resté d'une méfiance sourcilleuse et prompt à stigmatiser les possibles compromis. Rol-Tanguy à Paris et Guingouin à Limoges, le COMAC⁸ de Kriegel-Valrimont, les FTPF de Tillon et les « Bataillons de la jeunesse » d'Ouzoulis et de « Fabien » agissent différemment en fonction des contextes concrets du combat. Mais les uns et les autres se retrouvent dans l'orientation énoncée dès juin 1941 à Moscou : l'objectif est la libération nationale, pas la révolution sociale. Le temps n'est plus au « *front unique de classe* » et il n'est pas encore à l'élaboration de projets d'avenir. Devant la multiplication de projets venant d'Alger ou des mouvements de résistance, le PCF s'engage dans la formulation de propositions, confiées à Cogniot en France occupée ou à Willard du côté des institutions de la France libre. Toutes pourtant restent relativisées par la priorité donnée à la préparation de l'insurrection nationale.



Rol Tanguy et l'état-major des FFI de l'Île-de-France le 21 septembre 1944

Aucun texte de l'époque ne nourrit l'image d'un PC cherchant à jouer sur le dualisme entre les autorités légales et les institutions portées par la résistance populaire. En mai 1944, dans un cours interne sur « *la théorie marxiste-léniniste de la révolution* », Fajon distingue explicitement l'expérience russe des deux stades de la révolution et la « *situation originale* » de la France occupée. À la fin de 1943, un document qualifié de

secret, portant sur « *le travail des municipalités dans une zone libérée* », présente quelques propositions qui fixent comme objectif pour les municipalités d'être un « *moyen capital de liaison avec les masses, et centre de lutte contre les tentatives de retour au pouvoir des trusts, ou les atteintes à la souveraineté populaire* ». Le document précise même que les Institutions mises en place « *par le comité local qui a dirigé l'insurrection* » agiront par des « *mesures inspirées par le patriotisme et non par esprit de classe* ». Les traditions des « comités », issues du lointain patrimoine démocratique et relancées par le Front populaire, ne débouchent pas sur la représentation d'un noyau de pouvoir alternatif possible.

La démarche institutionnelle ébauchée peu à peu, par rectifications successives, procède en fait d'une volonté pragmatique, relevant d'une double préoccupation : l'autorité du CFLN ne doit être à aucun moment contestée ; mais le besoin se fait sentir de contrebalancer les pressions qui s'exercent sur ce Comité, en utilisant pour cela la dynamique résistante. L'idée du « *contrôle* » fait alors partie d'un patrimoine résistant très partagé ; mais le contrôle n'est ni l'exercice ni *a fortiori* la prise du pouvoir. La reconnaissance par le PCF du Comité français de libération nationale (CFLN), en juin 1943, procède d'un choix dont rien ne nourrit l'idée qu'il ne relève que d'une dissimulation tactique.

S'il est alors une obsession du discours communiste, c'est plutôt celle qui se fixe sur le terme, à maintes reprises vilipendé, de « l'attentisme ». Depuis février 1943, le mot d'ordre officiel du PCF est « *S'unir, s'armer, se battre* » et en avril des « *directives générales* » sont rédigées pour préparer l'insurrection. Dans l'esprit des directions, cette préparation passe par la conjonction de la lutte revendicative, de la grève, de la constitution de groupes armés, de la mobilisation des réfractaires et des actions militaires concrètes contre l'occupant. Le discours communiste valorise donc à l'envi les bons modèles (la guérilla des partisans yougoslaves, l'insurrection corse de septembre 1943...) et stigmatise les anti-modèles rassemblés sous le terme général d'attentisme.

Or si De Gaulle lui-même a admis, en avril 1942, que « *la libération nationale ne peut être séparée de l'insurrection nationale* », la conception gaulliste reste dominée jusqu'au bout par deux préoccupations : la restauration de l'État, au sens traditionnel du terme, et l'insertion de la France combattante dans le dispositif de guerre allié. La formation de

cadres résistants, coiffant une trame plus ou moins serrée de réseaux de renseignements et de sabotages éventuels prime sur la mobilisation sociale et politique. L'organisation résistante est subordonnée à l'évolution militaire sur les grands fronts mondiaux et notamment à la perspective du débarquement allié. Une telle conception, explicite chez De Gaulle, est poussée à l'extrême par certains milieux qui l'entourent, notamment dans le Bureau central de renseignements et d'action dirigé par André Dewavrin, dit le colonel Passy.

Les autorités de Londres refusent de favoriser l'élargissement des formes de lutte armée et préfèrent constituer de grosses unités combattantes, de grands « maquis » mis en réserve, dans l'attente du débarquement. Les communistes tiennent, pour leur part, à la libre détermination du moment de l'insurrection, décidé sur le territoire national par les organismes dirigeants de la Résistance et donc par le Conseil militaire d'action (COMAC, constitué par le CNR), où les communistes sont fortement représentés. La Résistance doit, selon eux, travailler en permanence à la réalisation de ce moment insurrectionnel en multipliant les actes de guérilla rurale et urbaine, en élargissant le champ d'action des petites unités mobiles armées et en intensifiant la mobilisation politique par la propagande et la grève. La victoire de l'insurrection corse renforce le bien-fondé des thèses défendues surtout par le Front national et donne plus de poids à la critique communiste de l'« attentisme ». La destruction de plusieurs grands maquis – dont celui des Glières en mars et celui du Vercors à l'été de 1944 – est tenue *a contrario* pour une vérification du bien-fondé de la critique communiste.



Le débarquement allié de juin 1944 efface un point de désaccord : le « second front » étant ouvert, il n'y a plus qu'à enclencher le processus de l'insurrection. Dès le lendemain du débarquement, les gaullistes s'efforcent d'obtenir le contrôle total des activités militaires de la Résistance. Jacques Chaban-Delmas intervient à plusieurs reprises auprès du COMAC, et De Gaulle va jusqu'à prendre officiellement ses distances avec les actions de guérilla, les forces militaires régulières étant, selon lui, en mesure à elles seules de remporter la victoire sur l'ennemi hitlérien. Le général Kœnig, désigné par De Gaulle pour coordonner l'activité des FFI, publie même, le 10 juin, un ordre du jour préconisant l'arrêt de la guérilla. Le PCF et les FTP n'en tiennent aucun compte et maintiennent leur pression. Elle est assez forte pour que, deux mois plus tard, Kœnig renonce à ses visées initiales : c'est bien le COMAC qui prendra les décisions d'action.

Au total, il ne faut à aucun moment oublier la particularité d'une Résistance française qui n'a pas connu les déchirements qui ont assombri les combats résistants dans d'autres pays, comme en Pologne, en Yougoslavie ou en Grèce. Les divisions parfois profondes qui séparent les résistants français n'ont jamais contredit, au bout du compte, ce qui reste vécu comme l'unité de la Résistance. L'unification, en février 1944, des

forces militaires de la Résistance au sein des Forces françaises de l'intérieur en fut une illustration, confortée en mars par la rédaction du Programme du CNR, « Les jours heureux ».

L'élargissement du Comité français de libération (CFLN) en avril 1944 en est un autre signe. Si le PCF s'était déclaré prêt à une participation au nouveau gouvernement de la France libre dès le 2 octobre 1943, les négociations engagées au début novembre s'étaient soldées par un échec. Pendant quelques mois, le PC s'est donc résolu une fois de plus à un soutien sans participation... Mais, le 18 mars 1944, De Gaulle lui-même relance la donne en proposant une ouverture au PC. Malgré de vives réticences et inquiétudes, dont Marty se fait sans surprise le porteur, le PCF accepte officiellement, le 4 avril 1944 d'entrer dans le CFLN : Billoux et Grenier participent désormais à un gouvernement qui eût été qualifié de « bourgeois » quelques années plus tôt.

Polémiques

La politique du PCF entre 1939 et 1944 a soulevé bien des polémiques. L'état des connaissances actuelles permet sans nul doute un regard plus distancié que par le passé.

1. La question de l'entrée du PCF dans la Résistance est relativisée à la fois par l'ouverture des archives et par la complexification des regards portés sur les manifestations du refus, la résistance – avec une minuscule – et la Résistance majuscule. On peut admettre, avec l'historien Jean-Marie Guillon, que « *la Résistance, en tant qu'expression d'une force politique, n'émerge qu'au début 1942* » et que « *l'expression est définitivement consacrée lorsque, en 1943, le Conseil national de la Résistance est créé* ».

Roger Bourderon, dans une étude publiée en 2012, a montré que le terme de « résistance » figure dans le discours communiste dès le 22 juin 1940, quand Dimitrov et Thorez indiquent à Fried : « *indispensable soutenir et organiser résistance masses contre mesures violence, spoliations, arbitraire envers peuple de la part envahisseur* ». Entre cette date et l'entrée en guerre de l'URSS, le terme revient à maintes reprises, même si la stratégie imposée par Moscou pousse à combattre plutôt les « *valets de l'occupant* » que l'occupant lui-même, en tout cas jusqu'à l'automne de 1940.

Le PCF est, par sa position même de clandestin, un parti du refus, d'abord de ceux qui l'ont proscrit – vilipendés comme précipitant la France vers le désastre – puis des autorités de Vichy et enfin, de plus en plus, des occupants et des collaborateurs qui les soutiennent. En cela, il n'y a pas de césure fondamentale entre l'avant et l'après-juin 1941. Simplement, l'entrée en guerre de l'URSS écarte une analyse – la « guerre impérialiste » – qui obscurcissait l'objectif des PC, en les renvoyant à la période « classe contre classe » plus qu'à celle des années de Front populaire.

2. Le second débat porte sur le « noyautage » progressif de la Résistance par le PCF, entre la fin 1943 et la Libération. Il serait bien présomptueux de nier que, à l'égard du monde résistant, le PC ait pratiqué autrement qu'à l'égard de bien de ses « organisations de masse ». Comme toute force politique organisée, il considère que son rôle se mesure à l'importance des positions qu'il acquiert dans la « société civile », en tout cas tant qu'il est, quasiment par nature « révolutionnaire », écarté des lieux stratégiques du pouvoir. Les directions vérifient donc que la place des communistes n'est pas sous-estimée et ses militants, formés à la pure discipline « bolchevique », ne manquent pas de s'assurer qu'ils agissent bien dans l'intérêt du « parti ». Ajoutons que la simple réalité historique observable suggère, sans contestation sérieuse, que les positions structurelles du PC se renforcent considérablement en 1943 et 1944, notamment au sein du CNR et de ses organismes particuliers, notamment militaires.

Mais l'accusation de travail souterrain et donc de dissimulation se heurte à deux types d'objection. La première, évoquée plus haut, est qu'aucun document interne ne vient confirmer l'idée que ce contrôle d'appareils est rattaché à une stratégie de « double pouvoir » ou de « prise de pouvoir ». Tout au plus peut-on y voir une volonté affirmée – et partagée par les mouvances résistantes – de contrôle des pouvoirs à venir, et donc à la limite le désir d'exercer ce que l'on appellera plus tard des « contre-pouvoirs ». Mais rien dans les textes, même confidentiels, ne nourrit l'idée d'en faire des pouvoirs de substitution, ce que l'extrême gauche va d'ailleurs reprocher durement aux « staliniens ».

Sans doute faut-il y ajouter que, si les communistes confortent leur place, ce n'est pas seulement par leur habileté ou leur violence, mais parce que cette place leur a été laissée pour l'essentiel. À partir de l'automne 1943, une fois installées les institutions algéroises qui prennent le relais politique

du centre londonien, la plupart des forces résistantes sont préoccupées avant tout de leur place au cœur des institutions de la France libre, en attendant celles de la France libérée. Au contraire, les communistes considèrent que le plus important est la préparation de l'insurrection nationale et pas celle de la France du lendemain.

La redistribution des forces au sein des structures de la Résistance est donc le triple fait de la place concrète occupée par la résistance communiste dans le mouvement du refus, du désir prioritaire manifesté par le PC de contrecarrer « l'attentisme » et du dédain relatif apporté par les autres forces résistantes, gaullistes ou non, au développement des structures unifiées de la Résistance.

3. Dans la veine de la révélation des « crimes des communistes », la période de la Seconde Guerre mondiale permet parfois de mettre en avant la part sombre de la « liquidation des traîtres » (F. Liaigre et J.-M. Berlière). Des « listes noires » ont conduit à des exécutions sommaires d'anciens membres du PC ayant rejoint le monde de la collaboration, comme Marcel Gitton, ancien dirigeant du parti. Elles ont pu déboucher aussi sur l'élimination de militants trotskistes. Ainsi, au maquis Wodli, après une évasion collective de la prison du Puy, quatre militants trotskistes sont exécutés, dont Pietro Tresso, dit Blasco, ancien membre du Bureau politique du Parti communiste italien ayant rejoint l'opposition de gauche après son exclusion (P. Broué, R. Vacheron). À front renversé, le PC a pu aussi, à certains moments, récupérer la mémoire des militants ouvriers trotskistes victimes de la terreur nazie comme Marc Bourhis et Pierre Guéguin, fusillés par les nazis dans la carrière de Châteaubriand, le 22 octobre 1941.

Incontestablement, certains travaux menés sur ce point ont pu contribuer à minimiser l'action de la résistance, au prétexte de déconstruire le « mythe résistancialiste ». Leurs analyses ne peuvent pour autant être balayées, dès lors qu'elles sont clairement réinsérées dans un contexte bien particulier, à la fois militaire, politique, symbolique et mental.

Chapitre 5

Le premier parti de France

À la Libération de l'été 1944, il faut non seulement poursuivre les combats face aux troupes allemandes, mais reconstruire le pays et les institutions. Commence alors la période euphorique des « jours heureux », celle qui doit mettre en œuvre le programme du Conseil National de la Résistance.

C'est aussi une période de deuil, celle de la découverte des répressions opérées par l'armée allemande et les collaborateurs, tant dans la traque des Résistants que dans la déportation de milliers de civils, sans oublier le génocide juif. La construction mémorielle forge dès octobre 1944 l'idée du « parti des fusillés », voire des « 75 000 fusillés » pour désigner le « magistère moral » du PCF, qui se veut « le » parti de la Résistance. Même s'il s'avère aujourd'hui que le nombre largement surévalué doit être ramené entre 4 500 et 15 000, il reste proportionnel à l'intensité de l'engagement des communistes dans la Résistance. Ce travail de mémoire nourrit en tout cas les campagnes électorales entre 1945 et 1947. Dans la France débarrassée de la tutelle nazie, l'image du parti des fusillés se superpose alors positivement à celle de l'Armée rouge, de l'URSS et même du « maréchal Staline ».

Sorti de cinq ans d'occupation et de mise au ban de la nation, le PCF participe activement à l'Assemblée consultative fondée par le général de Gaulle, véritable pouvoir législatif qui tend aussi à effacer les stigmates du régime de l'État français en jugeant les faits de collaboration par des tribunaux spéciaux. Le PCF a pour lui la continuité visible de sa clandestinité et de son engagement résistant. Parvenu à son apogée, il peut se réinstaller le 25 août 1944, en pleine insurrection parisienne, au 44 rue Le Pelletier, siège du parti avant la guerre.

Insurrection et position de pouvoir

Avec le débarquement des Alliés en Normandie, le 6 juin 1944, la résistance intérieure lance « l'insurrection nationale » prônée et théorisée par le PCF depuis 1943 avec la Libération de la Corse. Dans une grande partie du territoire, les FFI contribuent largement aux combats libérateurs. À Paris, la grève générale initiée par la CGT sert d'élément déclencheur au soulèvement dirigé par le Comité Parisien de Libération. Le 18 août 1944, le PCF appelle « le peuple de Paris et de la grande banlieue à l'insurrection libératrice... sous l'égide du Conseil National de la Résistance et sous l'autorité du Gouvernement provisoire de la République française que préside le Général de Gaulle ». Après quelques jours de combat, le commandant du Grand Paris, le général von Choltitz, capitule devant les assauts combinés de la 2^e DB et des FFI. Le 2 août, l'acte de capitulation est signé par le général Leclerc et par le communiste Rol-Tanguy. Paris est libérée.

Après l'occupation allemande, le poids du régime de Vichy et le souvenir de la capitulation du 10 juillet 1940, la revendication d'un retour à l'équilibre démocratique est largement partagée et revendiquée. Dans l'univers mental de la Résistance, l'exigence de renouveau, de rupture et même de révolution est massive, sans qu'elle soit nécessairement corrélée à un modèle bien précis. À l'été de 1944, il n'y a pas d'autre horizon que l'insurrection nationale pour un PC qui se veut réaliste, tendu tout entier vers l'objectif difficile d'une victoire à laquelle la Résistance doit contribuer vigoureusement, pour éviter toute tutelle ultérieure, comme on l'avait vu s'installer dans l'Italie de l'AMGOT¹.

Dans ce contexte de la Libération, il s'agit de prolonger l'esprit de « S'unir, s'armer, se battre » en le transformant, comme le décide le CC de janvier 1945, en « S'unir, combattre, travailler ». Un peu plus tard, le X^e Congrès met en avant d'autres mots d'ordre : « Au service de la France, Renaissance, Démocratie, Unité ». Pour le PCF de 1944-1945, la libération du territoire doit mettre enfin en œuvre la dynamique sociale et démocratique que le Front populaire n'avait pu conduire à son terme. Si une part de l'encadrement communiste reste tentée par le retour d'un esprit « classe contre classe » que la période 1939-1941 avait relégitimé, ce n'est pas le cas de la majorité des dirigeants, et en tout cas pas celui du noyau thorézien.

Pour les communistes actifs et présents au sein des nouvelles instances politiques nées de la Libération, il s'agit de prendre une revanche sur 1939-1940, de récolter les fruits du travail clandestin et résistant et, bien sûr, d'utiliser toutes les positions acquises pour accéder au pouvoir. Cette recherche du meilleur rapport de force possible n'a rien d'original pour une formation politique, *a fortiori* dans ce moment de restructuration politique intense. Au-delà des opportunités immédiates, le PC sait que son champ de manœuvre est limité. Il est encore prisonnier des erreurs passées de la période 1939-1940 et doit tenir compte de la présence du général de Gaulle, de la réorganisation des pouvoirs publics par les hommes du Général, mais aussi bien sûr d'un équilibre militaire dans lequel le poids de la résistance intérieure n'égale pas celui des armées officielles. La France qui se libère en 1944 n'est pas l'espace en déshérence de pouvoir et de force militaire qu'était la Russie de février-octobre 1917. Ce n'est pas un hasard si la perspective d'une prise de pouvoir par les armes ne se retrouve pas dans les archives dorénavant ouvertes.

Il est vrai que les communistes se méfient du Général et qu'une part de l'encadrement, à l'instar de Marty, se prépare à un affrontement plus direct avec Alger², jusqu'à la fin septembre en tout cas. Responsables et militants sont conscients d'une reprise en main par les structures officielles de la France libre, qui risque de laisser à l'écart la Résistance intérieure et donc de minorer drastiquement la place du PC dans la France nouvelle. Mais cette crainte n'est pas propre aux seuls communistes et les tensions ne manquent pas entre Alger et une Résistance intérieure qui, dans son ensemble, est largement sensible aux thématiques de la régénération sociale et de la démocratie directe. Sans doute le PC cherche-t-il à imposer sa présence partout, y compris dans l'armée et la police et même à exercer son hégémonie là où ses positions sont les plus fortes, comme dans les syndicats et certaines entreprises. Mais seule une minorité de responsables rêve de la possibilité d'aller au-delà, surtout quand l'armée américaine est si proche et l'armée soviétique si lointaine.

Dans une centaine d'entreprises, à l'été 1944, les communistes participent ainsi à la création de « comités de gestion » qui se substituent aux directions accusées de collaboration directe avec l'occupant. Mais il s'agit alors d'épuration et de relance rapide de la production, tout autant sinon plus que de révolution sociale. En fait, dès avant 1944, le PCF a donné des gages d'une culture républicaine, comme en témoigne l'épisode

des kolkhozes en Corse. Dans cette affaire, datant de la Libération de la Corse en 1943, des militants communistes insulaires avaient créé des fermes collectives. Les dirigeants communistes, alors à Moscou, avaient réagi vivement : « selon l'information que nous avons reçue, un membre de l'assemblée consultative de Corse à Alger, Giovoni, organise des kolkhozes expérimentaux en Corse. Vu cette situation, je voudrais vous prier de transmettre le conseil à Billoux, Marty ou Grenier au nom de Thorez, de mettre fin à ces déviations gauchistes qui versent de l'eau au moulin de la réaction et des hitlériens³ ». Quand Staline, en novembre 1944, sermonne Thorez avant son départ pour Paris, en lui disant que les communistes français « n'ont pas compris que la situation a changé en France », il sait en fait que le dirigeant français n'est pas un homme de la surenchère et du jusqu'aboutisme révolutionnaire. Dans l'univers mental d'un Thorez, obtenir la plus large place possible, après des années d'anticommunisme officiel, ne se confond pas avec une logique de prise de pouvoir ni même de « double pouvoir ».

La direction thorézienne a plutôt montré, au cours de la guerre, le désir de maintenir à tout prix l'unité de la Résistance, y compris face à la pression des réseaux gaullistes. La Libération renouvelle ce désir, en reportant l'attention sur l'épineuse question des rapports socialistes-communistes. Dès l'automne 1943, les socialistes avaient proposé aux communistes de créer un comité d'entente, mais ces derniers avaient refusé, arguant de la priorité d'une unité générale de la Résistance. Ce n'est qu'après la Libération, le 10 septembre 1944, lors d'une réunion de la fédération de la Seine de la SFIO à la Mutualité, que Daniel Mayer réitère cette proposition de créer « un comité d'entente socialiste-communiste avant la fin de l'occupation ». Il naît en décembre 1944. Mais au moment de la Libération proprement dite, la priorité du PC ne se situe pas là.

Il a d'abord fallu retrouver et réorganiser le parti. Les dirigeants communistes dont plusieurs cadres ont été fusillés ou sont morts en déportation, tels Gabriel Péri, Lucien Sampaix ou encore l'émissaire du Komintern Eugen Fried, doivent retisser les liens et surtout se réorganiser. La direction clandestine polycéphale, avec Jacques Duclos à Paris, André Marty à Alger, sans oublier Waldeck Rochet à Londres, attend le retour de Maurice Thorez de Moscou. Une campagne du parti l'exige et enfin, le 28 octobre 1944, le conseil des ministres sous l'autorité du général de Gaulle l'autorise, tout en exigeant la dissolution des milices patriotiques. La

question, on le sait, fait l'objet de vives tensions à l'automne de 1944. Elle provoque l'ire des résistants en armes, pas seulement communistes, qui se sentent peu à peu dépossédés par le grand retour de l'État. Mais ces milices sont d'un point de vue stratégique jugées très secondaires par rapport aux grands enjeux de la restauration démocratique. Encouragé par Staline, Thorez ne veut pas faire de cette question l'objet d'une rupture au sein d'une résistance où la personnalité de De Gaulle reste un élément fédérateur décisif. Gracié le 6 novembre juste avant le départ du Général pour un voyage en URSS, Thorez arrive à Paris le 27. Trois jours plus tard, il tient un meeting imposant devant plus de 50 000 personnes selon *L'Humanité* au Vélodrome d'hiver où il insiste sur la poursuite du conflit en saluant les « soldats qui se battent sur tous les fronts pour chasser les Boches » en terminant par ses mots « vivent nos vaillants alliés anglo-américains ! Vivent l'Armée rouge et son chef le maréchal Staline ! Vive le Parti communiste français ! Vive la France ! ». Le secrétaire général du Parti communiste français enfle alors le costume de l'homme d'État, il devient ministre du général de Gaulle.

Le CC, réuni à Ivry les 21, 22 et 23 janvier 1945, ratifie la dissolution des groupes armés irréguliers, les milices patriotiques, en prônant sous l'égide de Maurice Thorez, « un seul État, une seule armée, une seule police ». Le légalisme du PCF est alors total, ce qui se retrouve lors de son X^e Congrès du PCF (26 juin-1^{er} juillet 1945) qui se tient à Paris, avec comme mot d'ordre central « Au service de la France, Renaissance, Démocratie, Unité ». Au cours du Congrès, les instances du part sont reconstituées. Sur les 48 titulaires et suppléants élus au CC au Congrès d'Arles en 1937, 27 sont reconduits en 1945 (neuf sont morts pendant la guerre, fusillés ou exécutés et trois ont quitté le Parti).

Dans ce contexte si particulier, le PCF accentue sa mobilisation pour la poursuite de la guerre, mais procède aussi à la refonte de ses organisations comme la Jeunesse communiste. Cette dernière tient son congrès les 31 mars et 2 avril 1945. Revendiquant plus de 150 000 adhérents, la JC avec 1 500 congressistes rassemblés à la Mutualité, change de nom et devient « l'Union de la Jeunesse républicaine de France ». Il s'agit non seulement de continuer et gagner la guerre, mais aussi de reconstruire le pays.

Un parti de gouvernement

La contribution active du PCF à la Résistance, sa reconnaissance de la légitimité du général de Gaulle, sans oublier les enjeux diplomatiques avec l'URSS font que du 4 avril 1944 au 4 mai 1947, il participe sans interruption et pour la première fois de son histoire à des responsabilités gouvernementales. François Billoux et Fernand Grenier sont les premiers représentants du PCF au Comité français de libération nationale (CFLN) dirigé par le général de Gaulle à Alger : le premier comme commissaire d'État et le second comme commissaire à l'Air. Le 3 juin 1944, à Alger, le CFLN se transforme en Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Il s'installe dès le 31 août 1944 à Paris, où il est remanié. Dans ce gouvernement d'Union nationale, dont les structures reproduisent largement celles du GPRF, les communistes, François Billoux et Charles Tillon sont respectivement ministre de la Santé publique et ministre de l'Air.

Tout en continuant l'effort de guerre, le GPRF agit dans plusieurs directions ; il s'agit de restaurer l'autorité de l'État et de refonder la démocratie libérale, la vie politique. Il entame alors une profonde modernisation économique et sociale du pays qui fonde une « République moderne ». Après avoir permis le retour à la vie démocratique, il s'agit d'élargir la démocratie libérale par la démocratie sociale en s'appuyant sur le programme du CNR.

Une fois la guerre terminée, en novembre 1945, Maurice Thorez devient ministre d'État. Dans ce premier gouvernement ordinaire, il est accompagné de François Billoux (ministre de l'Économie nationale), Ambroise Croizat (ministre du Travail), Marcel Paul (ministre de la Production industrielle) et Charles Tillon (ministre de l'Armement). Au même moment, le PCF sous l'impulsion de Maurice Thorez propose un projet constitutionnel le 23 novembre 1945, qui revendique une Assemblée unique, un président de la République purement honorifique, la généralisation de la proportionnelle aux élections et la révocabilité des élus. En 1946, à l'apogée de son audience électorale, le PCF compte même jusqu'à six ministres et trois sous-secrétaires d'État, tandis que Thorez occupe la fonction de vice-président du Conseil, dans le gouvernement de Félix Gouin, place qu'il conserve le 25 juin 1946 dans le gouvernement Georges Bidault.



Affiche de 1947

Entre-temps, le général de Gaulle est parti depuis janvier 1946. « Journée historique. Nous avons eu de Gaulle » : c'est par cette formule optimiste et de soulagement que Marcel Cachin annonce le départ du Général dans son Carnet à la date du 20 janvier 1946. S'il exagère largement en attribuant au PCF seul la paternité de ce départ, il souligne l'opposition virulente au chef du gouvernement qui s'est manifestée depuis la fin de 1945. Cet événement et ses suites donnent au PCF une certaine satisfaction : « la formation du gouvernement est une victoire de notre Parti (éloigner De Gaulle, éviter Auriol) » mentionne le compte rendu de la réunion du secrétariat politique du PCF le 28 janvier 1946. D'ailleurs l'opposition au général de Gaulle ne fait que se renforcer à la suite de son discours prononcé à Bayeux. Les ministres communistes refusent d'assister aux manifestations officielles de commémoration du 18 juin, jour où le siège du parti est victime d'un

attentat : le PCF organise alors une grande manifestation antifasciste le 21 juin.

Le PCF reste ancré dans la conception « étapiste » à laquelle il s'est habitué à l'époque du Front populaire. Dans l'immédiat, l'objectif n'est pas la révolution socialiste et la dictature du prolétariat, mais la restauration démocratique la plus large possible, après les désastres de la guerre. Son état d'esprit peut être qualifié, selon la formule proposée par l'historien Jean-Jacques Becker, de « gestion à caractère progressiste des affaires courantes ». Cependant, cette gestion débouche de fait sur des réformes importantes de structure. Les ministres communistes attachent donc leur nom au statut de la fonction publique, aux nationalisations, à la sécurité sociale, au statut du fermage et du métayage. En 1946, sous l'égide de Marcel Paul, ministre de la Production industrielle, l'électricité et le gaz passent sous contrôle de l'État ; Auguste Lecœur, sous-secrétaire d'État à la production charbonnière, participe activement à la nationalisation des houillères ; Ambroise Croizat, ministre du Travail, développe les pouvoirs des comités d'entreprise qui avaient été créés en février 1945, surtout il renforce et élargit la Sécurité sociale, née en octobre 1945. Toutes ces réformes s'accompagnent aussi de statuts particuliers pour les électriciens, les gaziers, les mineurs sans oublier que sous l'impulsion de Maurice Thorez, est adopté en octobre 1946 le statut des fonctionnaires.

À sa manière, le PCF s'inscrit ainsi dans ce qui est alors l'état d'esprit international de la « démocratie nouvelle », avant que la guerre froide ne corsète cette tentative dans le cadre plus rigide de la « démocratie populaire ». La direction française suit avec beaucoup d'attention les transformations à l'Est, qui prolongent les premières et timides ébauches de réflexion amorcées par Dimitrov et Togliatti pendant la guerre d'Espagne. En 1946, Dimitrov, devenu numéro un en Bulgarie, va très loin en suggérant que l'expérience de l'Est européen montre que l'on peut éviter les rigueurs de l'insurrection prolétarienne et même faire l'économie de la dictature du prolétariat. En Italie, Palmiro Togliatti s'inscrit aussitôt dans cette démarche et développe la notion de « démocratie progressive », qui suggère la trame d'un processus continu et pacifique, au lieu de la traditionnelle rupture insurrectionnelle.

Le 18 novembre 1946, dans un entretien publié par le *Times*, Thorez participe de cet effort d'innovation. Entre-temps, les élections législatives

du début novembre – les premières de la toute nouvelle IV^e République – ont redonné la première place à un PCF qui atteint le niveau impressionnant de 28,6 % des suffrages exprimés. Quand Thorez s'exprime dans les colonnes du grand quotidien britannique, il est à la fois secrétaire général du PC et vice-président du Conseil. Il veut à la fois rassurer et installer l'image d'un PC devenu parti « de » gouvernement et pas seulement parti « au » gouvernement.

Thorez insiste sur le projet défendu par son parti au cours des dernières élections : « nous ne demandons pas au peuple le mandat d'appliquer un programme strictement communiste ». Il s'agit d'une adaptation nationale au modèle communiste : « les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes (...). Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale ».

Il ne va pas aussi loin que Dimitrov et se garde bien d'évoquer l'économie de la dictature du prolétariat. Pour le PCF, cette référence à la « dictature » est en effet un élément identifiant qui marque la différence radicale entre la démocratie révolutionnaire et la démocratie bourgeoise, la ligne de démarcation infranchissable entre communistes et socialistes. Pousser trop loin l'idée d'un processus continu est donc culturellement impossible, même à un homme comme Thorez. Pour lui, le modèle soviétique originel a une fonction identitaire et son acceptation pleine et entière reste le marqueur de la révolution « vraie ».

En juin 1947, devant la conférence fédérale de la Seine, Thorez revient d'ailleurs sur le sujet en revalorisant ouvertement à la baisse le propos de l'ancien secrétaire de l'Internationale devenu chef de gouvernement. « Quand le camarade Dimitrov est chef du gouvernement, quand le ministre de la Guerre est communiste, quand le ministre de l'Intérieur et le chef de la police de Sofia sont communistes, etc., vous savez, cela peut s'appeler dictature du prolétariat », explique-t-il devant ses camarades parisiens. Malgré ces hésitations, l'interview au *Times* n'en est pas moins ce qu'Annie Kriegel, dans une jolie formule, a appelé « l'ultime forme qu'a épousée le rêve thorézien, sur le point de s'évanouir, d'une allègre et paisible ascension du PCF au statut de parti messianiquement promis à incarner la France, la

République, la classe ouvrière, un socialisme marié avec la liberté ». Cet épisode sera repris plus tard pour justifier la ligne du PCF – la geste héroïque –, mais en outrant son audace, incontestablement moindre que celle que Dimitrov essaie alors d'installer à partir de l'expérience balkanique. Il n'en reste pas moins que cet entretien reflète parfaitement ce qui est le cadre de pensée continu du PCF de 1945 à 1947.

La « bataille de la production » s'inscrit parfaitement dans cet état d'esprit. Lancée dans un premier temps en septembre 1944 par Benoît Frachon devant les cadres CGT, elle est redéfinie par Maurice Thorez le 21 juillet 1945 à Waziers, au cœur du pays minier. Lors de ce meeting devant 2 500 cadres communistes mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, Thorez réaffirme avec force et conviction que la « bataille de la production » est un « devoir de classe », un « devoir de Français ». Il dénonce également des efforts insuffisants de la part de certains mineurs et engage à plus de discipline afin de bâtir un monde nouveau : « Produire, produire et encore produire, faire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français. Hier, l'arme c'était le sabotage, mais aujourd'hui, l'arme du mineur c'est produire pour faire échec aux plans de la réaction ». Maurice Thorez reprend cette thématique à plusieurs reprises tout au long de l'année aussi bien à Valenciennes qu'à Montceau-les-Mines.



Maurice Thorez s'adresse aux mineurs à Montceau-lès-Mines en 1945

La « bataille de la production » reste ainsi au cœur de la politique communiste, c'est une véritable « priorité » du moment jusqu'en 1946. Elle assure l'indépendance nationale et l'intérêt de la classe ouvrière. Marcel Cachin aime rappeler que « la production est devenue un but de classe, sans oublier les revendications⁴ ». Lorsque la CGT se prononce, le 2 juin 1946, pour une augmentation générale des salaires, le PCF déclare qu'il soutient les justes revendications des salariés ; c'est l'amorce d'un tournant, mais qui ne prendra effectivement un cours nouveau qu'en 1947.

Dans cette veine, André Stil écrit dans son roman, *Le mot mineur, camarades...*, paru en 1949 : « François est un mineur aux idées claires. Pourtant il est en train de faire du charbon comme s'il répondait aux appels d'un Lacoste. Et quand il fait du charbon, François, il en tombe ! C'est un des mineurs les plus grands, les plus forts du village, des bras de forgerons,

une santé de paysan. Après Waziers, il a été un des meilleurs abatteurs du bassin ».

Le PCF et la gauche : un nouveau rapport de force

Au sein des gauches, le PCF occupe en cette période de sortie de guerre et de Libération une nouvelle place : c'est la première force politique. Les adhésions soulignent cette euphorie. Entre 1944 et 1946, le parti passe de 545 000 cartes payées en juin 1945 à près de 800 000 adhérents, même s'il en revendique un million avec la remise de la carte du millionième adhérent au « camarade Pruvost » mineur de Bruay-en-Artois par Maurice Thorez à la Fête de *l'Humanité*, le 2 septembre 1945, à Vincennes. Au-delà des chiffres, cela souligne que le PCF devient un parti de masse implanté dans toute la France : il s'est « nationalisé » avec la sortie de guerre et surtout, il est devenu le premier parti à gauche devançant les socialistes. La deuxième leçon, ce n'est pas seulement le nombre des adhérents, mais ce sont des résultats électoraux en plein essor.

Le retour aux institutions républicaines est l'un des enjeux importants du moment. Toutefois, l'organisation même des scrutins n'est pas simple avec la pénurie de papier qui limite non seulement le format des journaux, mais aussi du matériel électoral (profession de foi, affiches...). Si le corps électoral est largement renouvelé et élargi grâce à l'instauration du droit de vote aux femmes (ordonnance du 21 avril 1944), de nombreux électeurs ne sont pas rentrés des camps de déportation ou des stalags puisque la guerre se termine en Europe le 8 mai 1945. Le corps électoral a doublé : on passe de 12 millions d'inscrits sur les listes électorales en 1939 à 25 millions en 1945.

La vie démocratique et le processus électoral scandent cette sortie de guerre et la (re)naissance de la République. Entre avril 1945 et novembre 1946, les scrutins s'enchaînent : élections municipales les 29 avril et 13 mai 1945, élections cantonales les 23 et 30 septembre 1945, référendum sur l'Assemblée constituante et élections législatives le 21 octobre 1945, référendum sur la nouvelle constitution le 5 mai 1946, élections de la seconde Constituante le 2 juin 1946, référendum sur la nouvelle constitution le 13 octobre 1946, élections législatives le

10 novembre 1946, puis élections au conseil de la République les 24 novembre et 8 décembre 1946.

Dès le printemps 1945, lors des élections des 29 avril et 13 mai, le PCF, qui présente ses listes sous l'étiquette « Union patriotique républicaine antifasciste », gagne plus de 1 500 municipalités – officiellement, il en revendique 2 000 –, alors qu'en 1937, il en dirigeait 317. La campagne communiste marquée par le prestige de la Résistance emprunte aussi au référentiel républicain de défense de la laïcité face au MRP. Ces élections constituent l'envol du PCF et surtout la matrice des futures élections ; l'implantation locale permet l'émergence d'un nouveau personnel politique qui, dans le cadre du nouveau mode de scrutin pour les élections législatives ou aux constituantes, est constitué sur la proportionnelle départementale. Le 21 octobre 1945, le PCF obtient aux élections à l'Assemblée constituante 159 sièges et 26,23 %. Cette première place est confirmée aux élections suivantes. Aux législatives du 10 novembre 1946, le PCF reste le premier parti de France avec 5 489 288 voix, soit 28,6 % des suffrages exprimés, et 183 sièges.

Toutefois, les relations PCF-SFIO se lisent également à l'aune de l'unité. Dès le 10 septembre 1944, Daniel Mayer qui proposait « solennellement au Parti communiste français, avec sa loyauté et sa traditionnelle bonne foi, l'offre d'unité déjà faite dans la lutte clandestine » n'obtient pas satisfaction, même s'il avait précisé que les socialistes s'opposaient « au désir de ceux qui voudraient ou laisseraient se créer un bloc anticomuniste » (*Le Populaire*, 11 septembre 1944). Le PCF qui souhaite préserver l'unité de la résistance avant d'engager celle des partis « ouvriers », décide toutefois d'envoyer auprès de la SFIO une délégation de six dirigeants du parti sous la conduite de Jacques Duclos, qui déclare accepter avec espoir le désir d'unification. Dès lors s'engage un discours unitaire très fort qui rappelle celui de 1936, où le PCF avait déjà tenté la fusion organique.

Le moment de la Libération, de la Résistance et du programme du CNR permet de renouer avec les espoirs de 1936. C'est ainsi que naît le 4 décembre 1944 le Comité d'Entente : deux délégations (pour le PCF, Jacques Duclos, Étienne Fajon, Raymond Guyot, Léon Mauvais et Arthur Ramette et pour la SFIO Vincent Auriol, Renée Blum, André Le Troquer, Daniel Mayer, Jules Moch et Robert Verdier) se rencontrent au siège du

PCF sous la présidence de Vincent Auriol. Elles décident « d'établir entre les deux partis un climat de compréhension, de cordialité et d'amicale collaboration, de créer un Comité permanent d'entente afin de renforcer l'unité de la Résistance, indispensable pour la victoire et la reconstruction du pays, et enfin de proposer au Comité directeur du parti socialiste et au CC du PCF de désigner dans le moindre délai leur délégation à ce comité d'entente » (Communiqué publié à l'issue de cette rencontre dans *L'Humanité* et *Le Populaire* du 5 décembre 1944).

Ce comité se réunit pour la première fois le 19 décembre 1944 au siège du *Populaire* sous la présidence de Jacques Duclos ; c'est la réciprocité qui gouverne à ses réunions. Dès lors Maurice Thorez peut proposer au BP du 21 décembre 1944 des listes communes avec les socialistes en vue des élections à venir. Cette question électorale est cruciale pour les rapports entre le PCF et la SFIO. Face à l'emprise communiste aux élections, la SFIO reste méfiante. Surtout, il semble bien, au regard des décisions du Comité d'entente, ; que la volonté de maintenir l'unité d'action, qui s'explique par des raisons idéologiques, culturelles et conjoncturelles prenne le pas sur l'unité organique. Toutes les réunions prévues par la commission d'unité organique sont repoussées, en particulier du fait des socialistes. C'est pourquoi le secrétariat du PCF propose de « poser la question dans *L'Humanité* afin de faire avancer les choses », dès février 1945. Les points de discorde restent trop nombreux pour aboutir à la fusion entre les deux partis. Les divergences concernent la conception même de la démocratie, le marxisme et le rôle de l'État. Pour les socialistes, le PCF est trop attaché au modèle soviétique et la conception stalinienne du marxisme n'a rien à voir avec celle des héritiers de Jaurès. Au-delà des querelles idéologiques et programmatiques, il y a les rivalités déjà évoquées lors des élections, en particulier pour les municipales du printemps en avril 1945, révélant des incidents entre socialistes et communistes, comme à Nice ou Limoges. Si le comité d'entente a publié des communiqués de désistement, les réalités locales, les rivalités sur le terrain sont parfois trop criantes ainsi dans le Pas-de-Calais ou à Frontignan.

Face aux hésitations, le 12 juin 1945, le PCF force l'unité : Jacques Duclos propose la fusion organique au sein du POF (Parti ouvrier français) en référence au parti de Jules Guesde. Jugée inadmissible et surtout assimilée à un coup de force, cette proposition est rejetée par la SFIO ; d'autant plus que Léon Blum, rentré de déportation, s'inquiète vivement du

poids joué par les communistes. Pourtant, le PCF crée des amis du POF sur tout le pays : plusieurs militants socialistes adhèrent à ces comités, en particulier Jean Zyromski, dans le Lot-et-Garonne.

Le Comité d'entente entre alors en léthargie et le XXXVIII^e Congrès de la SFIO met un terme à l'aventure. Guy Mollet, prenant la majorité de la SFIO, reste favorable à l'unité d'action avec le PCF, mais entérine le rejet de l'unité organique. Dans une lettre adressée à Jacques Duclos, le 12 septembre 1946, il stipule que dorénavant les relations entre la SFIO et le PCF ne dépendent plus que des directions respectives des partis : c'est la fin du comité. Il est vrai que, pour les socialistes, la fusion organique est désormais surdéterminée par les expériences de l'Est européen, où les fusions – par exemple celle qui aboutit en avril 1946 à la création du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) – ne sont rien d'autre que des absorptions pures et simples des anciens partis socialistes par les communistes au pouvoir.

À partir de ce moment, l'unité d'action l'emporte et permet de relire au mieux la période du tripartisme qui a commencé en janvier 1946. Au cours de cette année, les deux formations de gauche gouvernent avec le MRP et leurs relations s'inscrivent dans cette dynamique plurielle parfois tendue. En témoigne la difficulté à trouver une constitution acceptée par le peuple français. Le 19 avril 1946, socialistes et communistes ont fait adopter à l'Assemblée constituante leur projet constitutionnel qui est ensuite repoussé par les électeurs lors du référendum du 5 mai (53 % de « non »). Le projet constitutionnel suivant est ratifié lors du référendum du 13 octobre : la IV^e République a sa constitution. De nouvelles élections législatives ont lieu en novembre, confirmant la première place du PCF dans le paysage politique national. Fort de ce succès, le PCF revendique la présidence du Conseil et reprend l'offensive. Maurice Thorez, qui entre-temps a accordé son entretien au *Times*, parle d'un passage démocratique au socialisme et pense pouvoir devenir Président du conseil. Sa candidature échoue le 4 décembre : il obtient 259 voix alors que pour l'investiture il fallait 310 suffrages. Léon Blum revient alors dix ans après à la tête du gouvernement.

La galaxie communiste

Si les rapports entre les partis de gauche révèlent des frictions, le PCF garde dans la société sa première place. La « galaxie communiste » irrigue toute la société non seulement avec le poids du parti, mais aussi avec des organisations spécifiques comme l'Union des Femmes françaises (628 000 membres), l'Union des Jeunesses républicaines de France (245 000 membres à 250 000 selon des sondages internes)⁵, le Secours populaire, l'association France-URSS, sans oublier la place de la CGT (4 millions d'adhérents en 1945). Cette présence multiple caractérise aussi la vie des banlieues, des villes, des quartiers ou des villages « rouges » où le militantisme, par la vente de *L'Humanité* et des autres titres communistes comme *La Terre* est au cœur de la société ; une presse qui représente entre 20 et 25 % des tirages nationaux (Jean-Pierre Rioux) et un parti qui compte, en 1946, 31 478 cellules sur tout le territoire. La presse enfantine, avec *Vaillant*, participe aussi de cet encadrement donnant à voir des héros nouveaux, entre autres ceux de la geste résistante.

Au sein de la galaxie, la « banlieue rouge » constitue un élément fort de l'identité et de la culture communistes ; espace longtemps méprisé, celui des classes « dangereuses », il est totalement valorisé et défendu par le PCF et ses municipalités. Non seulement les élus proposent des services importants – crèches, cantines, médecine et dispensaires, etc. –, mais l'encadrement militant de la vie locale, grâce aux cellules du parti fonctionne à merveille. Ainsi, en 1945, le PCF gère entre 1 467 municipalités (chiffre ministère de l'Intérieur) et 1 999 (chiffre du parti) en 1945, soit quatre à six fois plus qu'en 1937 : ce qui représente plus de 30 000 conseillers municipaux...

L'ancrage territorial s'appuie aussi sur les relais syndicaux et associatifs. La galaxie atteint son ampleur maximale après 1945⁶, et la direction du PCF suit avec attention ces progrès. Maurice Thorez, au printemps 1946, en tient une comptabilité précise et précieuse⁷, qui permet de mesurer ou quantifier l'influence du PCF dans le monde associatif et syndical. Ainsi, les notes sur la CGT permettent de saisir non seulement les effectifs (3,8 millions en juin 1946⁸) à partir des données officielles du syndicat, mais surtout elles offrent aussi « un essai de mesure des rapports des forces politiques à l'intérieur des commissions administratives départementales, des unions locales et des syndicats d'entreprise ». Le constat fait par le dirigeant communiste, qui distingue différentes tendances, met en exergue l'hégémonie communiste : les communistes et leurs sympathisants

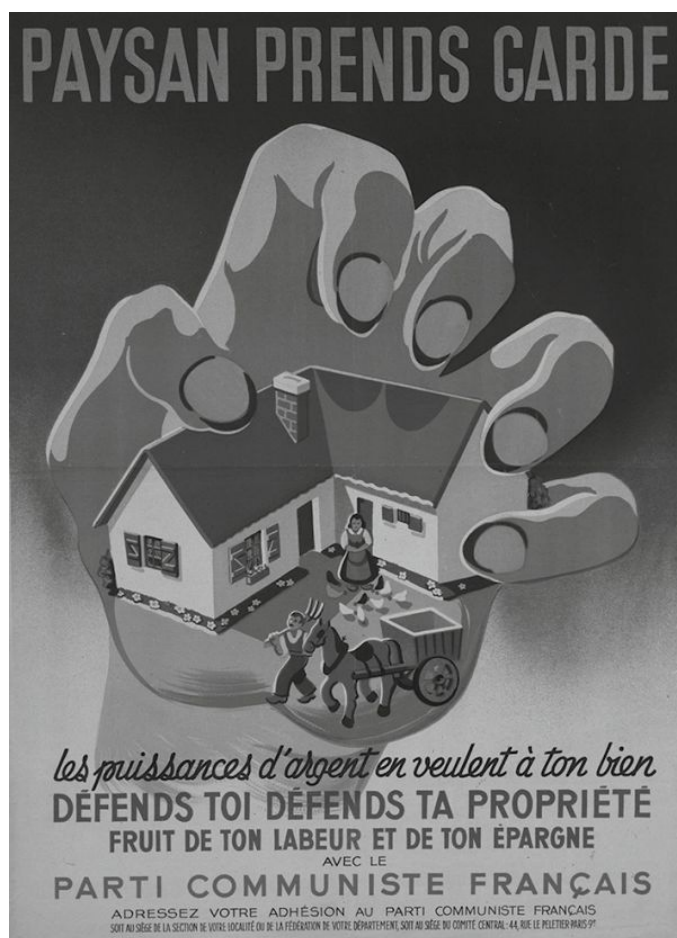
regroupent un peu plus de 60 % des unions locales recensées, 62 % des commissions administratives départementales et 67 % des secrétaires fédéraux.

Les « organisations de masse » du parti complètent également ce tableau. Il y a des organisations liées à la guerre et à la clandestinité, comme le Front national, qui compte 730 000 adhérents revendiqués en 1945, puis 390 000 cartes « prises » en 1946 ; l'ARAC qui s'accroît : en mai 1946, elle aurait expédié 180 000 cartes, auxquelles s'ajoutent 110 000 cartes pour les anciens FTP. D'autres organisations se transforment comme les Amis de l'Union soviétique, devenus France-URSS (320 000 cartes expédiées en juin 1946 et 90 000 cartes payées).

Cette nouvelle implantation nationale repose sur des milieux nouvellement acquis au communisme. Si la banlieue rouge reste un bastion avec le monde ouvrier, ainsi que les régions acquises en 1936, l'électorat s'élargit au sein des classes moyennes, des fonctionnaires et surtout au sein du monde rural, en liaison avec le poids des maquis. Cette installation récente dans les campagnes est également liée à la création de la Confédération générale de l'agriculture (CGA) en 1944 qui invite le PCF à prendre en compte avec plus de force les spécificités des sociétés rurales et de la paysannerie. Ainsi, lors de son X^e Congrès, le parti adopte une résolution qui marque les nouvelles formes et les thématiques à l'ordre du jour de la Libération : « après avoir approuvé le programme de restauration de l'agriculture et de défense de la paysannerie, présenté par Waldeck Rochet, appelle tous les communistes à agir pour assurer l'application de ce programme » pour moderniser les campagnes, reconstruire les espaces dévastés par la guerre, tout en assurant un revenu digne aux paysans. Cette mobilisation qui évoque aussi la bataille de la production et du ravitaillement montre une implantation plus nationale, même si certaines zones restent quelque peu réfractaires comme dans l'ouest de la France (à l'exception des littoraux bretons), le réduit catholique de la Haute-Loire sans oublier la Moselle et l'Alsace. Au sein de la CGA, le PCF dispose de 4 membres du Bureau national sur 24 et de 15 membres à la Commission nationale sur 93 ; le parti dirige, selon sa direction, 6 départements au sein de la CGA : Ain, Allier, Alpes-Maritimes, Haute-Garonne, Indre et Landes. À la Fédération nationale des exploitants agricoles, ce sont 12 départements qui sont dirigés par des communistes (contre 13 pour les socialistes), ainsi que 1 900 syndicats locaux.

Cette implantation rurale qui s'élargit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale rencontre parfois certaines difficultés. Ainsi, bien que les paysans constituent la base la plus solide de la fédération communiste de la Drôme, l'ouvriérisme de l'organisation reste un marqueur identitaire et les paysans ont toujours été mal représentés aux différents échelons locaux du parti. Si en 1945 ils sont nombreux, dès 1946, ils ne représentent plus que 13 % du comité fédéral et ne sont plus présents au bureau fédéral. En revanche, cela souligne le décalage qui peut exister entre la vie de l'organisation et l'implantation électorale.

Au sein de la mémoire résistante, il faut aussi compter avec la Fédération Nationale des Déportés et Internés Politiques, dont le 1^{er} congrès fondateur a lieu les 6, 7 et 8 octobre 1945 : il s'agit de rassembler les principales associations issues de la Résistance et des différentes victimes de la déportation et d'unifier les centres d'entraide de la Libération, qui se développent pour gérer le rapatriement des camps, et les groupements résistants constitués dans les camps.



Affiche de 1945

Deux hommes ont une place essentielle, Frédéric-Henri Mahnès et Marcel Paul qui ont joué un rôle important dans la défense des déportés au camp de Buchenwald dès 1944 (solidarité, entraides et survie), véritable résistance au système concentrationnaire.

Si en 1945, l'unité est à l'ordre du jour au même moment que les élections à la Constituante, en 1946, le climat change. Tout d'abord, en janvier, au comité national, les membres de la FNDIR démissionnent. Cette scission conduit au changement de nom de l'association qui devient la FNDIRP (Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes) accueillant « *des politiques, des résistants, des otages, des raflés, des "raciaux"* », comme le souligne le colonel Manhès dans le premier numéro du *Patriote Résistant*, daté du 1^{er} janvier 1946. Surtout, avec le climat politique où la « peur du rouge » est de retour, des attaques venues des droites, en particulier du député-maire de Troyes des rangs du PRL, dénoncent l'attitude sectaire de Marcel Paul, accusé « d'avoir utilisé sa position pour favoriser exclusivement les communistes au détriment des autres déportés ».

Fin 1946, au deuxième congrès de la FNDIRP, son secrétaire général Maurice Lampe peut être satisfait : « *Nous avons en fonctionnement à l'échelle du pays, 1 350 sections, 96 comités départementaux pour la métropole et pour les territoires d'outre-mer et, en plus, nous avons aussi des sections en Forêt-Noire auprès de nos camarades en traitement dans les sanatoria, ainsi qu'en Suisse* ».

Dans cette veine de la solidarité et de l'entraide, on assiste aussi à la reconstitution du Secours populaire, né en 1936 et héritier du Secours rouge international, qui participe aussi de cette galaxie communiste. En novembre 1945, les membres du Secours populaire de France et des Colonies et de l'Association nationale des victimes du nazisme se regroupent pour créer le Secours populaire français. L'association intervient pour permettre à la population de résoudre les conséquences dramatiques qu'entraîne la misère, tout en dénonçant les dangers du fascisme encore installé en Espagne et les méfaits de l'impérialisme colonial. Le SPF organise et contribue à de nombreux meetings contre l'injustice et le fascisme, pour la défense de la République, pour la paix. L'association collecte aussi des dons pour une aide à l'Espagne républicaine contre le

régime de Franco qui a pu se maintenir après 1945. Le SPF soutient également les résistants grecs et lutte contre la guerre en Indochine qui débute en septembre 1945. Mais ce qui marque fortement l'activité de la fédération, c'est l'érection sous son égide d'un certain nombre de monuments ou de plaques à la mémoire des victimes du nazisme. *La Défense*, organe du SPF, permet ainsi de mesurer la place de l'association au sein de la société française en 1946 : elle compte 2 400 adhérents, s'envole ensuite pour atteindre 10 000 adhérents au début des années 1950, puis à la fin de cette décennie, « tout donateur est considéré comme membre » comme le rappelle Axelle Brodiez.

Enfin, derrière les organisations multiples, il y a des femmes et des hommes. On compte plus de femmes élues et dirigeantes, grâce entre autres à l'UFF qui revendique plus d'un million d'adhérentes en juin 1945, même si leur représentation reste faible dans la direction du parti : 4 femmes au CC de 1945, mais elles sont 17 sur 33 députées femmes à l'Assemblée constituante !

Surtout, le parti met en scène et fait connaître au grand public ces nouveaux acteurs et ces nouvelles actrices, non seulement par des entretiens dans la presse communiste, mais aussi par une série d'affiches, qui présente les dirigeants connus (« Un Français parle aux Français » avec Maurice Thorez, Jacques Duclos, etc., Waldeck Rochet « Un Français parle aux agriculteurs français », ou en fonction de catégories sociales (« Femmes de France faites confiance au PCF, le parti des travailleuses, des mères, des citoyennes... »), éditée en 1946, sans oublier le film « Les lendemains qui chantent » de Louis Daquin, réalisé pour soutenir les candidatures communistes aux élections législatives. Il s'agit de poursuivre la promotion de femmes et d'hommes issus de catégories sociales largement exclues de la vie politique française : ouvriers, paysans, femmes jeunes, etc. Au sein de cette promotion, *L'Humanité* publie, le 12 novembre 1946, un article sur deux nouvelles députées, Marcelle Hertzog-Cachin et Jeannette Vermeersch qui venait d'accoucher : « Quelle somme de confiance représentent ces lettres dont Jeannette nous montra les plus récentes : conseils demandés, confidences même de femmes à une femme, de mères à une mère... À une maman, les mamans de France ont donné leur confiance ».

Enfin, le PCF revendique au cours de ces années d'être « le parti de l'intelligence ». Les adhésions de Pablo Picasso, Francis Léger, Paul

Éluard, Pierre Joliot-Curie, Paul Langevin sont célébrées par *L'Humanité*. « Années Thorez, années Gabin » selon la belle formule d'Annie Fourcaut ; le PCF se dote d'une Section des intellectuels auprès du CC, d'une Direction nationale des intellectuels et même d'un Comité d'honneur des intellectuels communistes. D'autre part, l'Union nationale des intellectuels (UNI), qui complète cette nouvelle entreprise, revendique 120 000 adhérents (mais seulement 20 000 cartes « contrôlées »).

Mais le contexte change avec la contestation ouvrière qui s'accroît et qui supporte de moins en moins la bataille de la production. Les revendications sociales deviennent plus pressantes et les contestations de l'ordre colonial en Algérie, en Indochine, puis à Madagascar brouillent les cartes.

Chapitre 6

S'inscrire dans la guerre froide

À partir de 1946-1948, la conjoncture change : les relations internationales, voire la politique étrangère ont un poids de plus en plus prégnant alors que les tensions s'intensifient. La guerre froide s'installe entre mars 1946 et 1947 et s'approfondit entre 1948 et 1950. Les mots et les actes s'incrument dans les représentations : « *rideau de fer* » (mars 1946), « *monde libre* » (mars 1947), « *plan Marshall* » (juin 1947), « *camp de la guerre* », « *camp de la paix* » et « *Kominform* » (septembre 1947), « *coup de Prague* » (février 1948). La logique binaire structure les discours et les regroupements politiques. Il faut « *choisir son camp* » : du côté de Washington ou de Moscou, du « monde libre » ou du « camp de la paix ». Pour le PCF, qui n'est pas avec Moscou relève du « *parti américain* », que l'on soit gaulliste, socialiste ou démocrate-chrétien. Mais si l'on n'est pas du côté occidental, c'est que l'on est en face : les communistes « *ne sont pas à gauche, mais à l'Est* », affirme le socialiste Guy Mollet.

Le renvoi des ministres communistes

Au-delà de ces enjeux internationaux liés aux rapports de force géopolitiques et à la sortie de guerre, cette période est également marquée par la décolonisation. Le 19 mars 1947, les communistes refusent de voter les crédits de guerre pour l'Indochine. La question coloniale, mais aussi la question des salaires conduisent au vote de défiance des députés communistes, à l'égard du gouvernement Ramadier le 4 mai 1947. Pour en arriver à cette situation, c'est la contestation sociale grandissante dans le pays avec les grèves des usines Renault qui marque un tournant important.

La revendication des grévistes concerne les salaires : elle est portée par Pierre Bois, militant de l'Union communiste internationaliste, qui réclame une augmentation de 10 francs de l'heure. Si la CFTC soutient d'emblée le mouvement, la CGT qui tente par un vote d'en reprendre la direction est mise en minorité. Plus de 11 000 ouvriers votent la grève. Si ces grèves sont initiées par des éléments trotskystes, la CGT soutient le mouvement qui compte plus de 20 000 grévistes le 28 avril 1947. Le 1^{er} mai est largement suivi dans le pays...

Au cœur de cette mobilisation sociale accrue, Paul Ramadier refuse le 2 mai de satisfaire aux revendications sociales afin de ne pas accroître l'inflation et pose la question de confiance. C'est « *demander aux travailleurs de continuer à supporter le poids essentiel des frais de reconstruction de notre pays* », rétorque Duclos au nom du groupe communiste. Le 4, les communistes votent contre le gouvernement. Les ministres s'abstiennent. Le 5 mai, un décret met fin aux fonctions de Thorez, Billoux, Croizat et Tillon. En solidarité, Georges Marrane, ministre de la Santé, mais qui est élu communiste comme conseiller de la République, démissionne le lendemain.

C'est une soudaine et brutale rupture du tripartisme, alors que depuis la Libération les communistes ont participé à tous les gouvernements. En janvier 1947, Paul Ramadier avait créé une première rupture en composant avec d'anciennes forces politiques écartées du pouvoir depuis la Libération (radicaux, membres de l'UDSR et deux modérés). S'il avait consenti à donner aux communistes le ministère de la Défense à François Billoux, il lui avait enlevé une grande partie de ses attributions. Enfin, en exposant son gouvernement à un vote de confiance devant l'Assemblée, il renouait avec des pratiques de la Troisième République, qui n'étaient pas prévues par la nouvelle constitution.

Ce renvoi des ministres communistes est dû en partie aux pressions des Américains pour obtenir les aides du plan Marshall et se réplique ailleurs en Europe occidentale entre mars et mai 1947 aussi bien en Italie, au Luxembourg ou en Belgique. L'aide américaine à la France est subordonnée au respect par elle de deux conditions : lutter contre les communistes, et notamment les tenir hors du gouvernement ; accepter le relèvement général et coordonné de toutes les économies européennes, Allemagne comprise.

Du côté communiste, le renvoi est considéré sur le moment comme transitoire : Maurice Thorez et la direction du PCF sont persuadés que les communistes reviendront rapidement au gouvernement. « *L'échec de Ramadier nous ramènera au gouvernement* », écrit Marcel Cachin dans ses *Carnets*, le 7 juin 1947... D'autant plus que Ramadier ne remplace pas immédiatement les ministres révoqués, même s'il insiste sur le « *chef d'orchestre clandestin* » le 3 juin pour expliquer les grèves du printemps 1947, une thématique qui irrigue les deux années 1947 et 1948.

Malgré cette mise en cause, toutes les déclarations des dirigeants du PCF sont à l'optimisme. « *L'objectif de notre politique est de revenir au gouvernement et d'utiliser la pression des masses. Mais nous ne sommes pas pressés* », explique ainsi Duclos lors d'une rencontre avec le PC tchécoslovaque. Mais l'Assemblée nationale refuse d'élire ce même Jacques Duclos comme son premier Vice-président et ne reconduit pas Waldeck Rochet à la Présidence de la commission de l'Agriculture. L'histoire ne repasse pas les plats...



Le XI^e Congrès du PCF (juin 1947)

Ces hésitations révèlent ainsi la difficulté d'appréhender le tournant à l'œuvre. Si le PCF est prêt à assumer ce virage à 180°, comme en août 1939, il n'est pas pleinement sur la même longueur d'onde que Staline. Certes à la fin du mois d'août 1947, il dénonce les Américains comme responsables de l'exclusion des ministres communistes du gouvernement ainsi que le mentionne *L'Humanité* du 13 septembre : « *le gouvernement Ramadier a résolu de capituler devant les exigences américaines* ». Mais Maurice Thorez déclare, le 22 septembre 1947, au directeur du bureau

parisien de l'agence Reuters, Harold King : « *Le parti communiste est un parti de gouvernement, dans les assemblées et dans le pays, et n'a jamais dévié de cette ligne qui ne changera pas selon que le parti est ou n'est pas au gouvernement (...) nous avons demandé et demandons un gouvernement d'union démocratique dans lequel le plus grand des Partis français obtienne la place que lui assigne le suffrage universel* ». Harold King, lui demande alors : « *est-il vrai que les PC d'Europe sont à la veille d'adopter une nouvelle tactique ensemble ?* ». Maurice Thorez lui répond qu'il n'y a plus d'Internationale communiste et qu'il n'y a pas de « *tactique d'ensemble, ni pour le passé récent, ni pour l'avenir* ».

Une telle prise de parole tranche avec l'état d'esprit qui s'installe de plus en plus à Moscou. Comme en septembre 1939, au moment du tournant de la « guerre impérialiste », tout se passe comme si le numéro français n'était pas prêt à accepter le repli vers une logique de blocs qui renvoie si facilement aux rudesses du « classe contre classe ». Ce n'est pas un hasard si Thorez, comme Togliatti, ne se rend pas Szklarska Poreba en Pologne, où se réunissent tous les leaders communistes de l'Est européen. Il est vrai que Thorez et son groupe dirigeant n'iront pas plus loin dans la prise de distance. De fait, la rupture de mai 1947 s'inscrit désormais dans une cohérence acceptée à l'Ouest comme à l'Est. Deux « camps » ou « blocs » sont désormais face à face. Au-delà, ce sont deux cultures qui s'affrontent sans espoir de compromis. La « Grande alliance » est forclosée : la « guerre froide » ordonne le monde.

Le PCF, le Kominform et les relations internationales

À Szklarska Poreba, du 22 au 28 septembre 1947, se retrouvent 9 partis communistes (PCUS, PC yougoslave, PC bulgare, PC roumain, PC hongrois, PC polonais, PC tchécoslovaque, PCF et PCI), qui décident la naissance du Bureau d'information des partis communistes (en abréviation russe, le Kominform). Cet organisme devait constituer un « *glacis protecteur contre l'impérialisme américain* » (Lilly Marcou). La décision découle de l'analyse générale présentée par le numéro deux soviétique, Andreï Jdanov, qui entérine à sa manière la vision du monde énoncée par Truman en mars 1947 : le monde est coupé en deux camps, « le camp de la guerre » sous domination de l'impérialisme américain et « le camp de la

paix, de la démocratie ». Sans surprise, l'URSS et les « *démocraties nouvelles* » – les pays de l'Est européen où l'Armée rouge s'est installée en 1944 sont l'axe central de ce camp, comme Washington est celui du camp adverse.

Une autre partie du rapport de Jdanov, longtemps gardée plus ou moins secrète, stipule que sur l'ordre des Soviétiques, les PC français et italien doivent abandonner leur politique de participation à des gouvernements d'union nationale. Les deux partis occidentaux (PCF et PCI) sont fortement contestés pour leur opportunisme, voire leur « *ministérielisme* », ou, selon la formule de Jdanov, pour leur « *crétinisme parlementaire* ». Jacques Duclos et Étienne Fajon essuient alors la critique et l'acceptent sans hésiter. En revanche ce qu'ils ne savent pas, c'est que cette critique de Jdanov, appuyée par Anna Pauker, reprend la lettre envoyée quelques mois plus tôt par André Marty à l'ancien responsable russe de l'Internationale communiste, Ivan Stepanov. Dans cette lettre, d'octobre 1946, André Marty portait contre la direction du PCF des accusations lourdes : « *goût pour les compromis qui créent un danger de rupture avec la classe ouvrière ; l'engouement pour le parlementarisme ; l'invasion d'opportunistes dans la direction des organisations locales du parti ; la transgression du principe de direction collective du secrétariat du CC où, soi-disant, dirigent deux secrétaires (Thorez et Duclos) et non quatre comme officiellement (en comptant Léon Mauvais et lui-même)* ». Jdanov, destinataire final de cette lettre, reprend ces thèmes à la fin septembre 1947.

Ainsi, tous les efforts d'unité nationale, de participation gouvernementale, de socialisme à la française, depuis la guerre, sont balayés par les décisions du Kominform : tous les communistes français doivent appliquer dorénavant la ligne entérinée en Pologne. En octobre 1947, devant le CC, Thorez doit faire amende honorable : « *nous n'avons pas su démasquer dès le début la conduite des socialistes (...) comme (...) une honteuse trahison des intérêts nationaux* ». La période d'ouverture post-Libération est officiellement close.

Outil de propagande, le Kominform sert à défendre l'URSS érigée en modèle ; pour cela, il se donne un organe de presse, dont le siège est situé en Yougoslavie à Belgrade. Ce journal *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* (bimensuel puis hebdomadaire) est publié à plusieurs millions d'exemplaires et en plusieurs langues. Ce titre disparaît en 1951, à

la suite de l'interdiction de nombreux journaux communistes, et prend le nom plus simple de *Paix et démocratie*... Sa diffusion n'est pas une diffusion militante, mais se fait par messagerie de presse pour toucher le plus grand nombre de lecteurs ; on retrouve les articles des journalistes communistes ou de dirigeants des PC ; pour la France, citons entre autres Georges Cogniot. La naissance du Kominform n'est rendue publique que le 5 octobre 1947 et *L'Humanité* titre en rouge « *défendre contre les plans impérialistes d'expansion et d'agression l'honneur national l'indépendance et la souveraineté de leurs pays : tel est le devoir des partis communistes* ». Quelques nuances existent au sein du cercle dirigeant, ainsi André Marty qui insiste au CC d'octobre 1947 sur la nécessité de ne pas négliger la lutte contre « *de Gaulle, domestique des Américains* ». La réponse de Raymond Bossus est cinglante, en l'accusant de grossir le péril gaulliste, Marty en oublierait que l'impérialisme américain constituait le « *danger principal* ».

Les réajustements se manifestent tout au long de l'année 1947, et la direction du PCF considère que les États-Unis cherchent à dominer l'Europe et la France. Les réunions du BP des 22 mai et 19 juin confirment cette orientation, qui est confortée le 24 juillet 1947. Invité par la direction du PCF, Pierre Cot insiste sur le fait que le plan Marshall « *s'insère dans la politique expansionniste des États-Unis* ». Entre-temps, Maurice Thorez, qui s'est aligné sur la position soviétique à la fin septembre 1947, s'est rendu à Moscou pour y rencontrer Staline, le 18 novembre 1947. Celui-ci revient sur les critiques adressées au PCF en septembre à la naissance du Kominform et les tempère. Il précise qu'il n'était pas possible de prendre le pouvoir à la Libération au regard de la présence des troupes américaines en France. Dans ses *Carnets*, le 30 novembre 1947, Cachin ne manque pas de se réjouir des propos rapportés par Thorez : « *les Yougoslaves ont eu tort de nous reprocher de n'avoir pas fait la Révolution. Staline dit "Oui, eux, ils ont eu l'Armée rouge !" . Si l'Armée rouge avait été à Paris, ce serait comme en Yougoslavie* ».

Ainsi, Thorez revient avec des propos fermes sur le nécessaire changement de ligne politique. Il met fin à l'idée de « *démocratie nouvelle* » et le PCF s'emploie à défendre l'URSS « *patrie du socialisme* » contre « *l'impérialisme américain et ses alliés en France* », en particulier les dirigeants socialistes qui ont accepté le plan Marshall.

Le PCF et les démocraties populaires

Cette orientation qui définit un monde bipolaire devient la boussole du PCF et lors de chaque réunion du CC après 1947, on évoque le camp socialiste pour la justesse de sa vision du monde ou pour ses réalisations. La période qui s'ouvre à l'automne de 1947 est celle où la subordination à l'URSS est la plus entière, plus encore qu'au temps où elle passait par la médiation de l'Internationale. Le Kominform, en effet, a une influence idéologique non négligeable, mais il n'est pas un véritable centre de décision. C'est le PC soviétique et ses organismes spécialisés dans les questions internationales qui jouent un rôle direct d'orientation et de contrôle.

Le resserrement se fait plus fort encore en 1948. Il n'est plus question pour l'URSS d'accepter une entorse à son rôle central et à son statut de modèle indépassable. C'en est fini des essais de définition de « *démocratie nouvelle* » et de « *voies nationales* ». Peu à peu s'installe l'idée que la « *démocratie populaire* » reste fondée sur le modèle soviétique stalinisé et donc sur le monopole dirigeant du parti et l'obédience sans nuance à l'URSS et à son chef. En juin, la conférence du Kominform marque la rupture entre le PCUS et les Yougoslaves : le parti de Belgrade est exclu du Kominform et on dénonce avec violence le « *titisme* ». Le PCF, représenté par Georges Cogniot, laisse faire ce qui apparaît aux Français comme une revanche après les attaques yougoslaves virulentes de l'automne 1947. De 1948 à 1952, on dénombre des incidents militaires aux frontières de ce pays : les voisins, fidèles à Staline, exercent un blocus et une pression continue. La Yougoslavie devient le régime du « *renégat Tito* » dans le discours communiste et est dénoncée comme un « *État policier, à la fois capitaliste et fasciste* »... La haine des « *titistes* » se lit également dans les procès de 1948-1952, « *expression même de la justice prolétarienne* », qui s'en prend aux « *espions* » et aux « *traîtres* », sans aucune retenue ou nuance. Pour Pierre Courtade, Tito est aux ordres de Wall Street et n'est pas plus socialiste que Mussolini : « *Lorsque nous disons que Tito et sa bande sont des fascistes, des fascistes au plein sens du mot, nous ne voulons pas dire seulement qu'ils sont les bourreaux du peuple yougoslave ; nous voulons dire très précisément que le régime de Belgrade a toutes les caractéristiques d'un régime fasciste et cela au sens scientifique, historique du terme* » (*La Nouvelle Critique*, avril 1951, p. 13). Pendant ces années du paroxysme de la guerre froide, l'approbation des procès dans les

démocraties populaires fonctionne comme un critère absolu de « *l'internationalisme prolétarien* » et de « *l'esprit de parti* ».

Après l'éviction de la Yougoslavie, le siège du Kominform est transféré à Bucarest. L'alignement des PC est total. Deux organisations spécialisées participent alors à la lutte pour la paix : le Congrès mondial des intellectuels pour la paix, et le Congrès mondial des combattants de la paix.

La réunion du CC du PCF, des 8 et 9 juillet 1948, consacre cette rupture. Étienne Fajon, qui présente le rapport « sur la situation internationale et la réunion du Bureau d'information des partis communistes à l'encontre du PC yougoslave », reprend la résolution du Kominform qui est publiée dans *L'Humanité* du 10 juillet 1948. Par la suite, les Yougoslaves et les dirigeants comme Tito sont sans cesse dénoncés comme ayant trahi le camp socialiste, d'autant qu'ils acceptent les crédits du plan Marshall. Ainsi, en 1950, lors du XII^e Congrès du PCF, Maurice Thorez dénonce le plan Marshall, le Pacte atlantique, « *la fascisation graduelle des gouvernements bourgeois* » et la Yougoslavie « *vaste prison* » et « *dictature fasciste* ».

La conférence suivante, en novembre 1949 en Hongrie, lance la campagne mondiale pour la paix. Dans cette vision binaire du monde, les communistes dénoncent l'impérialisme américain et proposent de soutenir le camp de la paix, celui de l'URSS et des démocraties populaires. Cette forte mobilisation débouche sur l'appel de Stockholm en mars 1950. Le jdanovisme devient la référence idéologique des PC et donne le sens du combat de tous les militants, en particulier des intellectuels : c'est la défense du modèle socialiste qui guide leur action, comme en 1949 le débat sur les théories généticiennes de Lyssenko. Cette période voit la naissance d'une science prolétarienne... Ce durcissement idéologique s'accompagne également d'un retour en force des procès et des épurations, teintés d'antisémitisme.

Toutefois, à partir de 1950, le Kominform tombe en sommeil, puis la mort de Staline en 1953 et le XX^e Congrès du PCUS en 1956 sonnent le glas d'une organisation inscrite dans le contexte de la guerre froide. Malgré tout cette période sectaire, où toutefois le PCF garde ses positions électorales et son implantation nationale, invite à prendre en compte les enjeux internes : il s'agit de voir le PCF en guerre froide, entre autres comme « ennemi de l'intérieur », mais aussi comme force politique de premier plan...

Au-delà du Kominform, le PCF doit composer avec le coup de Prague, le blocus de Berlin et les manifestations de la guerre froide. Depuis le coup de Prague en février-mars 1948, toute l'Europe centrale et orientale, à l'exception notoire de la Grèce, est devenue communiste ; l'Allemagne est ensuite coupée en deux entités indépendantes séparées non seulement par le rideau de fer, mais aussi par l'Armée rouge. Pour le PCF, il s'agit sans cesse de justifier ces événements en dénonçant les adversaires du camp de la paix, du camp des démocraties populaires et de l'URSS.

En février 1948, le PCF soutient activement l'action du PC tchécoslovaque : « *tout s'est passé dans l'ordre et la dignité* », écrit Georges Cogniot dans *L'Humanité* du 28 février. À partir de cette date, les démocraties populaires sont systématiquement magnifiées comme l'est l'Union soviétique depuis les années 1930. Le paradis de la démocratie populaire est bien sûr valorisé par l'enfer du capitalisme.

Une telle attitude renforce les clivages et conforte l'anticommunisme affiché des dirigeants socialistes. Le général de Gaulle, qui vient de fonder le RPF, surenchérit dans la diatribe anticommuniste à Rennes le 27 juillet 1947 : « *sur notre sol, au milieu de nous, des hommes ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination, dirigée par les maîtres d'une grande puissance slave. Ils ont pour but de parvenir à la dictature chez nous, comme leurs semblables ont pu réussir à le faire ailleurs avec l'appui de cette puissance. Pour eux, qui invoquent à grands cris la justice sociale et l'affranchissement des masses, il s'agit, en réalité, de plier notre beau pays à un régime de servitude totalitaire, où chaque Français ne disposerait plus ni de son corps ni de son âme, et par lequel la France elle-même deviendrait l'auxiliaire soumise d'une colossale hégémonie* ».

En face, Marcel Cachin, pourtant marqué par une culture unitaire, écrit dans ses carnets le 2 novembre 1947 : « *Il n'y a plus : droite et gauche* ». C'est une rupture essentielle et qui montre l'emprise du Kominform, alors que Maurice Thorez n'emploie pas cette formule.

Ainsi les usages des relations internationales et de la logique bipolaire interviennent au cœur de la vie politique française et du PCF, constituant un jeu de miroirs ou d'aller-retour permanent. Pour le 70^e anniversaire du « petit père des peuples », on assiste à une mobilisation communiste à l'échelle mondiale et partout, y compris en France, on lance une immense

collecte de cadeaux pour le « camarade Staline ». Dans toute la France, des camions sillonnent le pays pour centraliser les cadeaux qui seront envoyés à Moscou ; le poète Paul Éluard, réalise à cet effet un film, intitulé *Staline l'homme que nous aimons le plus*, racontant cette mobilisation. Dans son commentaire Paul Éluard, insiste sur un dessin de Picasso, « à ta santé Staline », résumant de fait la position du PCF au cours de ces premières années de la Guerre froide, sans pour autant souligner les contradictions parfois à l'œuvre. Le culte se retrouve aussi dans une nouvelle d'André Stil, dans son livre *La Seine a pris la mer*, paru en 1950 : « le cadeau à Staline ». C'est l'histoire de Kléber, un vieux militant qui s'était écarté du chemin de sa cellule et qui en reprend la direction à l'occasion du soixante-dixième anniversaire du petit père des peuples. Il fait don, pour la circonstance, à ses camarades d'une ronéo Gestetner et d'une machine à écrire Underwood. Et le narrateur d'ajouter pour justifier ce geste : « On a tous un peu Staline au fond de soi, qui nous regarde, du dedans, souriant et sérieux, qui donne confiance. C'est notre conscience à nous, communistes, cette présence intérieure de Staline ».

Les grèves de 1947-1953 : l'ombre du PCF ?

À la mi-novembre 1947, le mouvement de grèves part de Marseille et s'étend au bassin minier du nord de la France, au moment où Maurice Thorez est à Moscou. Après l'appel à l'action de la CGT pour une revalorisation des salaires, les grèves gagnent l'ensemble du monde des usines, sans oublier la SNCF, mais difficilement la fonction publique. Elles peuvent rencontrer aussi l'hostilité de la CFTC, voire d'une minorité de la CGT. Afin de coordonner le mouvement, un Comité national de grève est mis en place, qui face à l'essoufflement du mouvement en appelle à la reprise le 9 décembre.

Entre-temps des débordements ont eu lieu. Le 3 décembre 1947, un sabotage provoque le déraillement du train reliant Paris à Tourcoing avec un très lourd bilan : 16 morts, une trentaine de blessés. Le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, fait appel à 80 000 réservistes pour aider les CRS et les gendarmes mobiles. Surtout, il faut « épurer » la police des éléments communistes et deux compagnies de CRS sont dissoutes (les compagnies 151 et 155) en décembre 1947, qui avaient été mises en place par le

commissaire de la République de Marseille, Raymond Aubrac, avec 2 500 résistants issus des FTP et des milices patriotiques.

Ce mouvement laisse un goût amer. Le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, les qualifie de grèves « *pré-insurrectionnelles* », menées par un parti de l'étranger. Le bilan effectué par l'ensemble des rapports des préfets fait état de « *150 manifestations dans 45 départements, 120 sabotages dans 35 départements, 1 250 arrestations dans 20 départements* ». Dans cette atmosphère tendue, la CGT se divise et sa minorité fonde la CGT-Force ouvrière en avril 1948, épousant les contours de la guerre froide ; même la FEN s'autonomise de la CGT. Cette partition au sein d'un monde bipolaire conduit à cette déclaration du BP du PCF, le 30 septembre 1948 : « *Le peuple de France ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique* », propos repris et martelés dans *L'Humanité*.

Quelques semaines plus tard, la CGT lance une nouvelle vague de grèves au sein des bassins miniers. À l'origine du conflit se trouvent trois décrets-lois pris par le ministre Robert Lacoste en septembre, officiellement pour réduire l'absentéisme et qui remettent en cause les garanties prévues par le statut des mineurs, notamment en matière de santé et de retraites. Voyant dans ces mesures une véritable déclaration de guerre, la fédération CGT du sous-sol exige avec force l'abrogation des décrets, une revalorisation salariale et enfin une augmentation de 30 % des pensions de retraite.

Le CC du PCF réuni les 15 et 16 novembre 1948, à Ivry-sur-Seine, envoie son « *salut aux mineurs qui commencent leur septième semaine de grève* ». Mettant en œuvre leur solidarité, les municipalités communistes de la banlieue parisienne affrètent des cars pour accueillir les enfants des mineurs. La tension sociale est telle que les événements sont marqués par des affrontements violents entre mineurs et forces de l'ordre. La CGT ayant décidé l'arrêt de la sécurité dans les mines, le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, fait dégager les puits par les compagnies de CRS, au prix de violents affrontements, qui font plusieurs morts.

La répression est totale et le garde des Sceaux, André Marie, en appelle à la traque, l'arrestation et les condamnations des meneurs. Plusieurs mineurs sont licenciés, des syndicalistes sont condamnés à de lourdes peines ; comme à Montceau-les-Mines où le bassin minier s'enflamme. La grève prend un tournant insurrectionnel : les grévistes tiennent les puits et, surtout, s'emparent des armes des forces de l'ordre, dont plusieurs dizaines

sont retenues en otage. C'est sur l'intervention conjointe de Waldeck Rochet et Rémy Boutavant que les otages sont libérés, après avoir passé une nuit dans les locaux du Puits des Alouettes à Montceau-les-Mines. Le lendemain, selon les témoignages locaux, les deux députés allèrent avec les mineurs fêter cette éclatante victoire « *du prolétariat en lutte* », qui a ridiculisé les forces de l'ordre.

La répression s'abat toutefois sur le mouvement ouvrier d'obédience communiste et les dirigeants des syndicats sont poursuivis, afin de décapiter la direction du syndicat des mineurs. Pour Montceau-les-Mines, Edmond Marc, dirigeant de l'UL-CGT est condamné à une peine d'emprisonnement et à payer une lourde amende. La campagne de répression amène Waldeck Rochet à s'insurger contre de telles pratiques à l'Assemblée nationale le 18 novembre 1948. Dans le cadre du débat sur le mouvement gréviste, les députés communistes Auguste Lecœur, Roger Garaudy, Marius Patinaud, Gabriel Roucaute et Jacques Duclos interviennent largement dans le débat où l'on dénonce la « terreur policière » et « *les lois superscélérates* ». Pendant ces affrontements de 1947 et de 1948, un certain nombre de pratiques des commandos FTP sont réutilisées, voire des armes réapparaissent, ce que la direction condamne, discrètement, mais formellement.

Le PCF lance alors le mot d'ordre d'amnistie des mineurs, au moment même où l'État commence à amnistier les faits de collaboration. Dès lors, l'imaginaire de la Résistance irrigue à nouveau les débats du moment et un chassé-croisé des mémoires encore vives s'entrechoque. Une conférence nationale du PCF est organisée les 28 et 29 mai 1949 où la question de l'amnistie des mineurs est au cœur des réflexions et des actions à mener.

Les épisodes de 1947 et de 1948 se confondent au sein de la mémoire communiste, par effet cumulatif et surtout par la prégnance plus forte de la guerre froide. Si ces actions ne sont pas insurrectionnelles, elles sont instrumentalisées postérieurement par une mémoire victimaire que met en œuvre le PCF, face à un gouvernement socialiste qui a trahi les intérêts de la classe ouvrière, qui a accepté sans rechigner le plan Marshall et l'Alliance atlantique et qui est surtout l'organisateur d'une répression rappelant les heures sombres de l'occupation. À cet égard, le ministre socialiste de l'Intérieur, Jules Moch, devient « Jules Moche » et récolte toute la haine des communistes ; c'est le temps à la fois de la moquerie ou de l'invective :

« comme au temps des pelotons d'exécution commandés par les Waffen-SS... le massacreur J. Moch fait tirer ses CRS sur des poitrines françaises » (*France nouvelle*, 30 octobre 1948), sans oublier le slogan qui aura de beaux jours ultérieurement « CRS-SS ». Le PCF ne pardonne pas à Jules Moch les morts de 1947 (un manifestant le 12 novembre à Marseille, trois morts le 3 décembre lors de l'assaut de la gare de Valence) et de 1948 (six morts dans le bassin stéphanois, ceux d'Alès et surtout du Nord). Toutefois, cette mémoire est sélective et omet les victimes du déraillement du 3 décembre 1947.

Malgré l'échec des grèves de 1947-1948, les luttes revendicatives persistent et soulignent l'insatisfaction ouvrière ne profitant pas des fruits de la croissance. Au cours de l'été 1953, les fonctionnaires entrent massivement en grève contre des « décrets-lois » réduisant leur nombre et retardant l'âge de départ à la retraite. Cette fois-ci, on assiste à un rapprochement FO, CFTC et CGT. La grève s'étend rapidement à la fonction publique, aux cheminots et commence à se diffuser dans le privé. Thorez s'enthousiasme dans son Journal : « *les fonctionnaires et les services publics s'ébranlent* » ; « *deux millions de grévistes* » ; « *la grève rebondit* » ; « *la grève s'étend toujours* » ; « *quatre millions de grévistes* » ; « *fin de la grève* » (entre les 6 et 25 août). Face à cette mobilisation, le gouvernement recule et le travail peut reprendre le 25 août 1953.

À côté des revendications ouvrières, en octobre ont lieu des manifestations paysannes et la direction du PCF demande « d'œuvrer au développement de ce mouvement afin qu'il se conjugue avec les actions de la classe ouvrière » et surtout de souligner que la « *marshallisation* de la France » conduit aux difficultés pour les paysans sans oublier que « *le plan capitaliste des gouvernements* » se résume à la « *destruction de la propriété paysanne* » (archives du secrétariat 13 octobre 1953).

Les guerres coloniales et la lutte pour la paix

Si la première guerre d'Indochine, commencée en décembre 1946, se présente au départ comme une guerre de décolonisation, elle prend très vite la dimension d'un conflit de guerre froide. Pour les officiels français, leur allié vietnamien Bao Daï est un rempart de l'Occident contre le communiste

Hô Chi Minh. La France obtient ainsi le soutien du Conseil atlantique en décembre 1952. En sens inverse, le PCF a beau jeu de fustiger les logiques impérialistes à l'œuvre et de mobiliser l'opinion publique grâce à des actions intenses de propagande ; les dockers refusent de charger les armes pour l'Indochine.

Dans son roman *La Rivière Noire*, publié en 1953, Pierre Courtade dénonce avec force la guerre d'Indochine, dressant un portrait surprenant de De Lattre, méprisant à l'égard de l'armée ennemie qu'il considère comme de la racaille. Mais surtout, l'auteur dénonce la torture employée par l'armée française ; un maire indigène procommuniste raconte comment les Français l'ont jeté dans une rivière, après l'avoir brûlé à petit feu. C'était cela « *l'honneur de la France et de son armée où jubilaient les ex-nazis de la Légion étrangère* » (p. 144).

Face à ces actions, le gouvernement réagit et engage des poursuites contre les militants communistes accusés d'atteinte à la sûreté de l'État. Dans ce contexte de durcissement de la guerre froide, on assiste à de nombreuses poursuites judiciaires à l'encontre de militants communistes, journalistes ou intellectuels qui sont condamnés : comme Eugénie Cotton condamnée pour avoir signé une affiche ou André Fougeron, poursuivi pour être l'auteur d'une « *affiche démoralisante sur la bombe atomique* », mais ce sont aussi des militaires (Henri Martin), ou des permanents du PCF (Raymonde Dien) ou même dirigeants du Parti (Léo Figuières ou Jacques Duclos) qui sont inquiétés. Henri Martin, ancien résistant FTP devenu membre de la direction de l'UJRF, est victime en 1950 de la répression lors de la guerre d'Indochine et devient le symbole de la résistance française à cette « *sale guerre* ». Il est arrêté le 13 mars 1950 pour « *entreprise de démoralisation de l'armée* », inculpation à laquelle s'ajoute rapidement une seconde pour « *complicité de tentative de sabotage* ». Lors de son procès à Toulon (17-19 octobre 1950), alors qu'il a 23 ans, il déclare : « *en me battant contre la guerre injuste du Vietnam, je défends l'honneur de la France* ». Il est toutefois condamné à cinq ans de réclusion et à la dégradation militaire. Le 21 mai 1951, ce jugement est cassé, puis confirmé lors de son second procès à Brest, en juillet 1951.

Dès la mi-juillet 1950, le PCF organise avec le Secours populaire français une campagne pour sa libération. Puis le Comité national de défense d'Henri Martin prend le relais. C'est un vaste mouvement d'opinion et il

devient pour le PCF « *Henri Martin, marin de la liberté* ». Autour cette victime, de très nombreux articles de presse, de textes ou d'affiches sont édités pour faire connaître l'affaire. Tous les registres sont utilisés comme la chanson révolutionnaire, le théâtre (*Drame à Toulon*), sans oublier les poèmes comme celui de Jacques Prévert ou encore la chronique quotidienne d'Hélène Parmelin dans *L'Humanité* sur la campagne pour libérer Henri Martin.



Jacques Duclos reçoit Henri Martin après sa libération (31 août 1953)

Cette campagne active prolonge celle initiée pour la paix en 1950, dans le cadre de l'Appel de Stockholm contre l'armement atomique, décidée par le Conseil Mondial du Mouvement pour la Paix, présidé par Frédéric Joliot-Curie, qui se réunit en Suède du 16 au 19 mars 1950. À la suite de cet appel, les militants vont infatigablement recueillir des millions de signatures (entre 12 et 15 millions pour la France). Dominique Desanti raconte ce travail des militants : « *Avec Courtade, habitant les deux*

extrémités d'un même quadrilatère, nous montions, descendions les escaliers, à 18 heures et le dimanche matin. Si mes reportages m'avaient familiarisé avec la misère des logis tapis sur cour dans les beaux quartiers et avec la passivité extrême des épouses ("je demanderai à mon mari" ou "moi je ne suis qu'une femme, je ne fais pas de politique"), Pierre Courtade tirait de ces confirmations de son pessimisme de brillantes variations » (Les Staliniens, p. 281). Quoi qu'il en soit, cet Appel eut un grand succès – 600 millions de signatures à l'échelle mondiale – qu'évoque Courtade dans son roman Jimmy. Le jeune héros, ayant appris que 100 millions de Russes avaient signé cet Appel, demande à un communiste français s'ils n'avaient pas été obligés de le faire. Voici la réponse du militant communiste : « Je ne crois pas, mais même si c'était vrai, ça veut dire que l'URSS est contre la bombe, non ? C'est pas Truman qui irait forcer la main aux gens pour ça » (Jimmy, p. 261).

Dans cette perspective de lutte pour la Paix, on mesure également les effets induits de la stratégie internationale de l'URSS, qui oblige à des variations et des contorsions, notamment entre 1951 et 1952. L'attribution des prix Staline internationaux « pour la consolidation de la paix entre les peuples » permet aussi de récompenser des figures du PCF comme en 1951 Frédéric Joliot-Curie (1^{er}) ou Eugénie Cotton (4^e), directrice honoraire de l'ENS Sèvres.

L'antiaméricanisme

La mise en place d'une culture de l'affrontement, d'une vision binaire du monde, caractérise ces années de guerre froide où le rapport Jdanov devient une grille de lecture géopolitique. Toute la stratégie communiste de la période consiste à dénoncer l'impérialisme américain qui conduit à la guerre ; le slogan *US Go Home* domine aussi bien dans la presse, les tracts que dans les romans ou sur les murs des villes et des cités. C'est un combat idéologique de tous les instants, que relèvent les militants et les intellectuels. À la suite de la brochure de Laurent Casanova *Le Communisme, la Pensée et l'Art*, publiée en 1947, le rôle de l'intellectuel ou de l'artiste c'est « *d'aider à la prise de conscience du peuple et le désir de l'aider à atteindre les buts qu'il se propose* ».

Des auteurs comme André Stil ou Pierre Courtade, des artistes comme André Fougeron participent à cette croisade antiaméricaine. Courtade, dans son roman *Jimmy*, évoque les exactions américaines en Extrême-Orient, en montrant des « *Yankees* » en compagnie de ravissantes Asiatiques qui s'adonnent aux plaisirs de la vie, exploitant la misère humaine. Au-delà de cette touche caustique, l'auteur présente, dans l'ouvrage, un Américain sympathique. Le jeune héros Slaughterby passe quelque temps à Paris ; il y découvre les cafés crème, « flirte » avec une Française, tout en ouvrant les yeux sur les méfaits de son gouvernement, de ses compatriotes. L'ouvrage est salué par Laurent Casanova, qui parle d'un véritable tour de force. Bien plus tard, l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, qui fut communiste dans cette période, expliquera : « *Nous possédions notre "Yankee" positif qui rendait d'autant plus odieuse l'immense masse de ses congénères* ». L'auteur avait su saisir la civilisation américaine après avoir séjourné un an aux États-Unis, comme correspondant de *L'Humanité* à New York, d'où il envoyait des articles virulents contre les États-Unis : une série d'articles intitulée « *Chez nous en Amérique* » du 15 au 21 avril 1948 où l'on peut lire « *On peut crever de faim avec le téléphone* », « *C'est la guerre qui nourrit les États-Unis* », « *Tout le monde n'a pas de salle de bain* », « *Quand un taxi est un luxe* » et surtout son éditorial du 22 juin 1948 « *La France, colonie américaine* ». La palme de cet antiaméricanisme revient à André Stil avec *Premier Choc*. Après la signature du Traité de l'Atlantique Nord en 1949, dans le cadre de l'OTAN, des bases américaines font leur apparition en France. André Stil se lance alors dans la dénonciation radicale de cette « *occupation américaine* ». Même Maurice Thorez déclare en avril 1948 (repris en 1953 dans la LNC) « *Le film américain qui envahit nos écrans grâce à Léon Blum ne prive pas seulement de leur gagne-pain nos artistes, nos musiciens, nos ouvriers et techniciens des studios. Il empoisonne littéralement l'âme de nos enfants, de nos jeunes gens, de nos jeunes filles, dont on veut faire des esclaves dociles des milliardaires américains, et non des Français et des Françaises attachés aux valeurs morales et intellectuelles qui firent la grandeur et la gloire de notre patrie* ». À tous les niveaux, l'anti-américanisme devient la référence d'une bataille culturelle, qui concerne aussi le quotidien, soulignant l'enjeu des pratiques alimentaires. Au sein de cette campagne, on dénonce le Coca-Cola comme une boisson impérialiste, voire une drogue, et on encourage la consommation du vin, promu en boisson nationale.

La dénonciation des Américains passe aussi par d'autres vecteurs ; ainsi, *Pif le chien*, pour le jeune public, qui paraît quotidiennement dans *L'Humanité* depuis 1948 ou dans le journal trimestriel *Les aventures de Pif le chien*, utilise cette veine antiaméricaine où l'on peut voir des vignettes qui dénoncent la démesure, le dollar roi, « *le F. Bi. Aïe* », mais aussi les incivilités ou accidents causés par les troupes américaines en France.

La dénonciation passe aussi par le théâtre avec plusieurs pièces, comme *Les Amerloques* de Jean-Pierre Chabrol, où deux couples Landais sont confrontés à l'installation d'un débit de boissons pour les troupes américaines dépeintes sous des traits arrogants, corrupteurs et belliqueux, ou encore, avec la pièce écrite par Roger Vaillant, *Le colonel Foster plaidera coupable*, mise en scène par Louis Daquin. Lors de la première représentation, le 16 mai 1952, une violente bagarre a interrompu le spectacle, qui ensuite a été interdit. Au sein de cette mobilisation de tous les instants, la lutte contre la guerre bactériologique et la guerre en Corée est une thématique forte reprise par les intellectuels du parti ; ainsi, dans le numéro de *La Pensée* (n° 42-43, mai-juin, juillet-août 1952), Marcel Prenant et Georges Teissier rédigent un article sur « *La guerre bactériologique a-t-elle commencé ?* ». Le sommet de cette tension est atteint lors de la manifestation du 28 mai 1952 qui proteste contre la venue en Europe du général Ridgway, « *Ridgway la Peste* ». Au cours de cette manifestation marquée par une forte répression (372 blessés au sein des forces de l'ordre, 1 mort, 17 blessés et 718 interpellations chez les manifestants), Jacques Duclos est arrêté : c'est la fameuse « affaire des pigeons ». La police saisit dans le coffre de la voiture de Jacques Duclos deux pigeons que les autorités assimilent vite à des pigeons voyageurs pour transmettre les consignes subversives ou insurrectionnelles, alors qu'en réalité il s'agissait d'un futur repas... Inculpé en flagrant délit pour contourner son immunité parlementaire, Jacques Duclos n'est libéré que le 1^{er} juillet. Cette affaire des pigeons inspire une affiche signée Sennep pour *Paix et Liberté* où l'on voit Duclos sous le titre « *Le pigeonné* » (affiche de 1954).



Affrontements entre les manifestants et la police lors de la manifestation contre la présence en France du général américain Ridgway, Paris, 11^e arrond., 28 mai 1952.

En même temps, plusieurs bureaux du Parti communiste français sont perquisitionnés à Paris et en province. Lorsque Jacques Duclos a été arrêté, « *il était en possession d'un carnet où il notait toutes ses interventions... Cette pièce importante lui a été confisquée. De larges extraits ont ensuite été publiés dans la presse et dans un ouvrage. Mais le carnet, lui, a disparu. Il paraît que le préfet Jean Baylot en avait pris possession et s'en vantait devant ses proches* » (Michel Pigenet).

Un an plus tard, l'exécution des époux Rosenberg suscite une telle émotion que Pierre Courtade dénonce le « *fascisme américain* » (« Ils les ont tués », *L'Humanité* du 20 juin 1953), et Maurice Thorez note dans son journal : « *Eisenhower fait assassiner les Rosenberg. Bandit* » (20 juin).

Face à ce repoussoir que sont les États-Unis, il s'agit de défendre la citadelle assiégée qu'est l'URSS, tout en valorisant ses réalisations (y compris dans le domaine de la science où l'on valorise le lyssenkisme ou la science prolétarienne) et de développer le culte du chef Staline. Il y a là une véritable glorification des démocraties populaires et surtout de la première d'entre elles, l'URSS. Ainsi une intense propagande marque cette période, en particulier grâce aux affiches collées par les militants, qui « *mobilisent*

l'éventail traditionnel du vocabulaire symbolique de l'opposition Bien-Mal dans toutes ses déclinaisons : ami-ennemi, opprimé-opprimeur, vérité-mensonge, etc. » (Lucie Fougéron). La guerre froide est aussi une guerre de l'image où les affiches, les vignettes et les slogans, parfois les films se font face, délimitant chaque camp. À cette vision binaire du monde s'ajoute une troisième dimension, celle de la défense de la paix, qui participe aux suites de l'Appel de Stockholm.

Le retour de l'anticommunisme

Les communistes ne sont pas les seuls à être mobilisés par les effets de la guerre froide. Il y a un anticommunisme virulent venant du reste du monde politique, y compris chez les socialistes. C'est l'époque où Guy Mollet, leader socialiste et chef du gouvernement en 1956, déclare dans un débat au parlement : « *Le parti communiste ne se situe ni à gauche, ni à droite, mais à l'Est.* » Il popularise ici les mots d'Édouard Depreux, un autre dirigeant de la SFIO. Cet anticommunisme est aussi nourri par l'hostilité de plus en plus forte des classes dirigeantes envers un mouvement ouvrier qui entend bien transformer la société. Cette passion anticommuniste des élites caractérise une bonne partie de l'Europe occidentale. La virulence de l'anticommunisme et de cet affrontement binaire se lit également dans le cadre de la mise en place de *Paix et Liberté* à l'automne 1950 au paroxysme de la guerre froide. Le gouvernement de troisième force composé de députés du MRP, de la SFIO et du parti radical en prend l'initiative.

La direction de *Paix et Liberté* est confiée à Jean-Paul David, radical, qui s'emploie à rassembler toutes les composantes de l'anticommunisme. Cette organisation dispose d'un réseau important « trans-parti » et propose une propagande anticommuniste de tous les instants ; aussi bien par voie d'affichages que de diffusions de tracts ou encore de l'édition de bulletins comme *Défendre la Liberté*, sans négliger la chronique radiophonique hebdomadaire que tient Jean-Paul David sur les antennes de Paris Inter.

Il s'agit de dénoncer la menace de l'URSS sur l'Europe, mais aussi l'emprise totalitaire sur la société soviétique, tout en associant ces thématiques au PCF ; chaque dirigeant du parti devient même sur une affiche un des « *cocobacilles* » qui envahit la France. C'est Staline lui-

même qui souffle ses « cocobacilles » qui « sèment la haine » (Maurice Thorez, André Marty, Jeannette Vermeersch, Marcel Cachin, Waldeck Rochet, Jacques Duclos, Charles Tillon, Frédéric Joliot-Curie, Pierre Cot, François Billoux, Auguste Lecœur). Maurice Thorez est plusieurs fois raillé lorsqu'il se fait soigner en URSS ; des affiches « *Thorez vous êtes chez vous restez-y !* » ou « *L'homme qui a fait don de sa personne à l'URSS* » ou encore après son retour « *Consultez la 5^e colonne Maurice* ». *Paix et Liberté* est une expression symptomatique de l'ambiance de guerre froide et du déchaînement des passions politiques au cœur de cette période.

Si cette propagande est à la hauteur de la « peur du rouge », qui hante la Troisième force et le RPF, elle n'efface pas pour autant l'implantation communiste au sein de la société. Juste après le renvoi des ministres communistes, le PCF tient son XI^e Congrès à Strasbourg (28 juin-1^{er} juillet 1947). Là encore on mesure le temps des hésitations, avec l'espoir d'un retour au pouvoir, car le PCF se considère encore comme « un parti de gouvernement, un parti conscient de ses responsabilités devant le pays » ; même le plan Marshall n'est pas vilipendé par Maurice Thorez qui reste prudent. En revanche, à l'automne 1947 la ligne politique est plus tranchée et s'inscrit clairement dans le monde bipolaire.

Dans cette atmosphère de tension, les résultats électoraux du PCF enregistrent les premiers soubresauts par rapport à l'embellie de 1946. Aux élections municipales de 1947 (19 et 26 octobre), le PCF perd seulement 3 % des suffrages exprimés par rapport aux élections législatives de novembre 1946. Mais les effectifs du parti reculent et selon les estimations des historiens on passe de 650 400 adhérents en 1948 à 330 000 en 1952 (Philippe Buton). Dans cette même dynamique, la diffusion de *L'Humanité* passe de 450 000 en avril 1947 à 190 000 en 1950. Si cette baisse se poursuit tout au long des années de guerre froide, l'implantation nationale demeure.

Les élections législatives de juin 1951, après les tensions de 1947-1948, constituent un véritable test politique pour le PCF, mais aussi pour les équilibres nés de la guerre froide au plan national. Toutes les formations politiques de la Troisième force, qui s'élargit aux modérés non gaullistes, mettent en place une loi électorale particulière, celle des apparentements. C'est un système hybride où l'on maintient la proportionnelle, mais avec une dose de majoritaire. La complexité est liée au fait que chaque parti fait

campagne sur son programme, mais qu'il peut, selon les modalités s'apparenter – d'où le nom de la loi – dans telle ou telle circonscription à condition qu'il présente des listes dans au moins 30 départements. Ainsi les configurations peuvent varier d'un département à l'autre, mais le PCF n'accepte aucun apparentement. Ici et là, on peut entendre dans la voix des militants qui animent les réunions politiques, « voter SFIO c'est voter RPF », et Jacques Duclos « tend la main aux camarades socialistes ainsi qu'aux travailleurs chrétiens » (*Le Patriote*, 5 juin 1951, p. 2), dans plusieurs de ses interventions dans la plus pure tradition du Front populaire.

Le mode de scrutin fait l'élection, ainsi dans la 2^e circonscription du Nord, la SFIO qui s'est apparentée avec le MRP obtient 5 sièges avec 107 000 voix et le MRP 4 avec 85 000 voix, alors que le PCF, avec 106 000 voix n'en a aucun, comme le RPF malgré ses 95 000 voix. Au total le PCF, avec 25,9 % des suffrages exprimés (4 910 547 voix) obtient seulement 103 députés (alors qu'il aurait eu 180 sièges avec les règles de 1946). La logique de la guerre froide a substitué le clivage de l'Est et de l'Ouest à celui de la droite et de la gauche. Il ne l'a toutefois pas éradiqué. Certains thèmes, comme celui de la laïcité, perturbent les rassemblements de « troisième force » et ressuscitent temporairement la vieille culture de gauche. De même les études sur les élections locales (Fabien Conord) montrent que les municipales sont toujours l'occasion de faire renaître l'ancienne concentration des gauches surtout quand, comme en 1953, la guerre froide quitte ses habits les plus caricaturaux de la période 1948-1951.

L'impact de la guerre froide doit alors être appréhendé selon des jeux d'échelles variés et en fonction des sensibilités politiques dans le pays. Si l'anticommunisme s'accroît, il a aussi pour effet de renforcer la cohésion de la famille communiste : en 1952, une enquête de l'IFOP (*Sondages*, n° 3, 1952) indique que 64 % des électeurs communistes espèrent voir le communisme s'établir et que 67 % appellent de leurs vœux une majorité absolue pour le PC.

Un parti monolithique ?

Le 23 février 1949, Maurice Thorez affirme avec force sa vision du monde, mettant en œuvre le rapport Jdanov : « si l'armée soviétique défendant la cause des peuples, la cause du socialisme, était amenée à pourchasser les agresseurs jusque sur notre sol, les travailleurs, le peuple de France pourrait-il se comporter envers l'armée soviétique autrement que les travailleurs, que les peuples de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie, etc. ? ».

Le « parti de Maurice Thorez » est marqué en ce début des années 1950 par le culte de la personnalité ; on fête dans toute la famille communiste les 50 ans de « Maurice » en avril 1950. Auparavant le XII^e Congrès du parti, qui s'est tenu à Gennevilliers du 1^{er} au 6 avril, réaffirme la dimension de combat au cœur de la guerre froide acceptée depuis le CC d'octobre 1947. Chaque orateur revient sur ces aspects. Maurice Thorez, dans un discours de plus de deux heures, intervient en trois parties sur « les menaces de guerre dues à l'impérialisme américain, les progrès du camp de la Paix, la situation en France ».

En premier lieu, il dénonce avec force le plan Marshall, puis le Pacte atlantique, en insistant sur « la fascisation graduelle des gouvernements bourgeois ». Après avoir dressé ce tableau noir du camp impérialiste, il valorise les progrès du camp de la Paix en rappelant le développement du Mouvement mondial des partisans de la Paix, de la Fédération syndicale mondiale (FSM), de la Fédération démocratique internationale des femmes et enfin de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, sans oublier l'Appel de Stockholm. Dans son discours, il valorise aussi l'action des dockers de Marseille, Alger, Saint-Nazaire, Gênes, Anvers, Libourne et Rotterdam ainsi que les manifestations des marins et des cheminots.

Il revient dans la dernière partie de son intervention sur l'éviction des ministres communistes et montre en quoi elle fut dommageable pour le peuple de France. Puis, il évoque les revendications essentielles du programme du PCF (fin de la guerre au Vietnam, défense de la Sécurité sociale, 3 000 francs par mois, désarmement des groupes militaires du RPF, abrogation des « lois super scélérates », etc.).

Son propos se termine en trois points qui résument à eux seuls la politique de guerre froide : « le premier devoir du militant communiste est la fidélité vis-à-vis de l'Union soviétique », « le sort des communistes est comparable à celui des premiers chrétiens en jouant sur la fibre des

martyrs » et enfin il affirme que « le capitalisme est économiquement et historiquement condamné ».

Les autres intervenants déclinent de manière plus condensée, la politique du PCF, ainsi Waldeck Rochet revient sur l'agriculture, Auguste Lecœur sur l'organisation du parti, André Marty sur la lutte des jeunes contre la guerre du Vietnam et Jacques Duclos sur la lutte contre le fascisme.

Pour ce Congrès, le Parti communiste d'union soviétique « consulte l'ensemble des dossiers biographiques des candidats potentiels » au CC¹. Ainsi un travail minutieux est élaboré par le secrétariat qui ne reconduit pas 34 membres au CC sur 84 membres sortants. Ce sont essentiellement d'anciens résistants ou membres des Brigades internationales qui ne sont pas reconduits à l'image de ce qui se passe dans les démocraties populaires (citons entre autres Robert Ballanger, Georges Beyer, Mounette Dutilleul, Jean Chaintron, Marcel Prenant, etc.). Le CC se compose alors de 44 membres titulaires, dont 3 femmes et de 33 suppléants, dont 5 femmes. Ce Congrès confirme la posture de guerre froide et l'alignement sur les thèses soviétiques, même si la défense de la France est au cœur des débats contre l'impérialisme américain.

À partir d'octobre 1950, le PCF est privé de Maurice Thorez, victime d'une attaque d'hémiplégie, il part se faire soigner en URSS pendant presque trois ans. La direction est alors assurée par Jacques Duclos, André Marty et Auguste Lecœur. Toutefois, le lien est assuré par les visites des dirigeants communistes comme le mentionnent les archives du PCF, mais aussi les carnets de Thorez qu'il tient à partir de novembre 1952 afin d'apprendre à écrire de la main gauche. En dehors des séjours de Jeannette Vermeersch, il reçoit les visites de Marcel Servin en juillet 1951 dans le Caucase, puis début août la visite de Jacques Duclos.

Pour caractériser cette période où le PCF défend vaille que vaille la nation française face à l'impérialisme américain, Annie Kriegel avait employé la notion de « national thorézisme » ; si l'on peut comprendre et suivre l'historienne sur la dimension d'un communisme aux couleurs de la France, teinté d'un fort nationalisme qui dénonce l'emprise américaine sur le sol français, la terminologie pose question au regard d'une analogie avec le « national-socialisme » encore fortement présent dans les esprits quelques années après l'Occupation et la mise en œuvre d'un courant résistancialiste dans le pays.

La dureté de la guerre froide se répercute également au sein du parti lui-même : le PCF, alors qu'il se targuait d'être le « parti de l'intelligence » voit le départ d'intellectuels (Marguerite Duras, Edgar Morin, etc.), mais la rupture n'est pas totale avec le monde intellectuel qui reste fortement lié au PCF, non seulement avec les figures de Louis Aragon, membre du CC depuis 1950, directeur des *Lettres françaises*, Elsa Triolet, Paul Éluard, Frédéric Joliot-Curie (prix Nobel de physique, professeur au Collège de France), Fernand Léger, Pablo Picasso, mais aussi de nombreux universitaires et professeurs de lycée.

Une telle fermeté se lit aussi dans les nombreux procès intentés contre le PCF ou par le PCF. Ainsi en témoignent les procès Viktor Kravchenko ou David Rousset. Si les crimes staliniens et soviétiques que dénoncent ces ouvrages étaient connus depuis les années 1930, grâce entre autres aux témoignages des trotskystes, ils reçoivent un autre écho au cœur de la guerre froide.

Dans son ouvrage, *J'ai choisi la liberté*, Viktor Kravchenko décrit entre autres la famine en Ukraine, les purges, le goulag. Face à cette publication, le 13 novembre 1947, *Les lettres françaises* dénoncent Kravchenko comme un désinformateur et un « agent américain ». Face à cette réaction, Kravchenko décide de porter plainte pour diffamation contre le journal communiste, contre son directeur (Claude Morgan) et son rédacteur en chef (André Wurmser). Ce n'est pas un hasard si l'ancien diplomate choisit de porter les feux judiciaires dans un pays qu'il juge soviétophile et trop marqué par la force d'entraînement du PC. Mais, ce faisant, il légitime *a contrario* la propagande d'un PCF qui use du prestige persistant du vainqueur de Stalingrad pour crier à l'anticommunisme et brocarder la passion partisane de l'adversaire du moment.

Le procès s'ouvre en janvier 1949. Pendant plus de huit semaines, les deux camps s'affrontent. Dans la mobilisation des témoins, l'intervention de la veuve d'Heinz Neumann (communiste allemand exécuté dans les purges de 1937), Margarete Buber-Neumann, déportée au Goulag avant d'être livrée comme de nombreux réfugiés allemands aux nazis en 1939, puis déportée à Ravensbrück, a retenu l'attention. Toutefois, le Tribunal parisien « s'est refusé à faire du procès Kravchenko ce qu'il est devenu ensuite dans la mémoire collective, c'est-à-dire le premier procès du Goulag (...) », mais il a donné raison à Kravchenko sur la diffamation et *Les Lettres*

françaises ont dû lui verser « 150 000 francs de dommages et intérêt, Wurmser et Morgan 5 000 francs chacun, sommes limitées en appel au franc symbolique ».

Cette « judiciarisation » de la vie politique se lit aussi avec les poursuites de plus en plus nombreuses contre les communistes : Étienne Fajon, dans son rapport au CC du 26 mars 1952, mentionne que 139 procès ont été intentés contre *L'Humanité* et en évoque aussi le coût financier².

L'affaire Marty-Tillon

L'année 1952 semble être un moment de fragilisation des équilibres. Les crises internes, comme « l'affaire Marty-Tillon en 1952 », révèlent des failles importantes, sans oublier les attaques venues de l'extérieur, comme l'arrestation de Jacques Duclos lors de la manifestation contre « Ridgway la peste ». Cette année 1952, la dernière de la phase la plus aiguë de la guerre froide, a vu la direction du PC, autour de Duclos et de Lecœur, hésiter à plusieurs reprises sur la stratégie à suivre. Selon les moments, le PC durcit sa position, au risque de l'isolement (il le fait au début de l'année en imposant à la CGT une grève politique, malgré les réticences de Frachon) ou, au contraire, tente d'appeler à des rassemblements plus larges, sans pour autant parvenir à dépasser les limites de son périmètre d'attraction.

En réalité, la nouvelle « affaire » renvoie comme d'ordinaire à des logiques qui se croisent, mais qui ne se confondent pas. Le procès a une fonction cathartique qui permet de concentrer sur un individu ou un groupe la cause des difficultés rencontrées à un moment donné. Dans le cas de Marty et de Tillon, il doit aussi se penser dans un cadre chronologique plus large. Marty incarne la génération héroïque des fondateurs, mais il est aussi l'homme que l'Internationale a systématiquement utilisé pour doubler un Thorez et une direction française toujours suspectés de penchants opportunistes. C'est le cas à la fin de 1933, quand vacille la stratégie classe contre classe. C'est encore le cas en septembre 1939, quand Marty est le premier dirigeant français, à un moment où Thorez hésite, à entériner et à justifier la ligne « guerre impérialiste ». C'est à nouveau le cas à l'automne 1947, qui trouve un Marty prêt à s'inscrire sans attendre et sans prudence verbale dans la logique des « deux camps ». Quant à Tillon, qui incarne la

résistance communiste armée, il peut être utilisé pour faire de l'ombre au Thorez que l'IC a contraint de désertir et de s'exiler en 1939. En désignant à la vindicte les deux hommes, Thorez sacrifie à l'état d'esprit épurateur des procès des années 1950, se débarrasse de dirigeants gênants et, au travers de Marty, s'attache à écarter un cadre de premier plan que sa dureté et ses choix ont associé aux phases les plus sectaires de l'histoire du PCF. Alors que l'acte inaugural du Kominform avait vu la remise en cause directe de Thorez et de Togliatti, Thorez retourne l'arme du procès contre l'incarnation la plus visible du révolutionnarisme communiste.

Le 16 septembre 1952, *France-Soir* annonce que Marty et Tillon ont été rétrogradés pour « fractionnisme ». Les deux héros de la mer Noire sont mis au ban de la direction du parti et *L'Humanité* précise que Marty a été rétrogradé du secrétariat au BP et Charles Tillon du BP au CC. Le secrétariat du PCF publie un communiqué qui stipule : « *La discussion au secrétariat du parti, au BP et au CC a montré, chez André Marty, des désaccords politiques identiques, avec chez lui, la tentative de porter atteinte à l'unité du parti par le discrédit systématique d'autres dirigeants du parti* », concernant Tillon, les « *désaccords s'exprimaient de la façon suivante (...) : réticence à engager les campagnes décidées démocratiquement par le Conseil national de la paix ; conception erronée du mouvement de la paix, considéré par lui sous l'angle étroit d'une organisation politique, tendance à mettre sous la tutelle du mouvement de la paix toutes les organisations démocratiques de masse. Ces positions du camarade Tillon avaient été condamnées à l'unanimité par le CC d'avril 1951* ».

Enfin, le parti mentionne que Marty et Tillon se sont rencontrés « *à l'insu de la direction du Parti, chez un camarade que le XII^e Congrès du parti n'avait pas réélu au CC* ». Le travail de fraction est alors dénoncé avec force. Si *L'Humanité* publie le 27 septembre deux réponses de Marty et Tillon, elles sont jugées comme des autocritiques insuffisantes. Quelques jours plus tard, *L'Humanité* publie un texte sur « les problèmes de la politique du parti » consacré aux divergences avec Marty et Tillon. Auguste Lecœur, en reprenant les codes classiques des procès staliniens, avance qu'ils sont devenus « des corps étrangers au parti ». La sentence est claire, l'exclusion est à l'ordre du jour : André Marty est exclu le 23 décembre 1952 par sa cellule, mais pas Tillon.

Dans *L'Humanité* du 10 février 1953, Auguste Lecœur, reprenant les calomnies les plus dures, accuse André Marty d'avoir été un policier depuis 1919... Maurice Thorez commente cette affaire dans ses carnets depuis Moscou : le 8 décembre 1952, il écrit succinctement : « *Marty et Tillon sont retirés du CC* », le lendemain « *Marty sera jugé par sa cellule* » et quelques semaines plus tard, le 24 janvier 1953 « *bon article de Garaudy contre le néo-blanquisme de Marty* ». Cette affaire révèle aussi une « sourde et ancienne animosité à l'égard de Maurice Thorez » et de Jeannette Vermeersch sans oublier les appréciations différentes du gaullisme, du danger de l'impérialisme américain. Certes, André Marty demeure député et siège comme non-inscrit, mais il ne se relève pas de ce procès et meurt à Toulouse, en décembre 1956. Entre-temps, il avait rencontré à plusieurs reprises les trotskystes, comme Pierre Bousset (dit Pierre Lambert), et les libertaires qu'il avait pourtant combattus sans relâche.

Entremêlée à cette affaire est aussi l'exclusion de Georges Guingouin, le libérateur de Limoges ou le « *Préfet du maquis* ». Georges Guingouin ayant manifesté son mécontentement contre la venue de Léon Mauvais le 23 mai 1951 dans la préfecture de la Haute-Vienne, refusant d'être considéré comme un « candidat alibi », a reçu un blâme par sa fédération, en septembre 1951, mais il reste sur ses positions, puis il prend fait et cause pour Charles Tillon. Georges Guingouin est muté de la cellule Maïa Chaintron à Limoges dans une cellule qui lui est hostile (Saint-Laurent-les-Églises), le 8 octobre 1952. L'isolement est total et la machine infernale des purges amène à qualifier Guingouin de « *voleur comme Tillon et flic comme Marty* ». C'est à la réunion du comité fédéral du 9 novembre 1952, présidée par Waldeck Rochet, que Guingouin est exclu ; en son absence, c'est l'une de ses proches, Marie-Louise Lagrange, qui lit son intervention, dans laquelle il dénonce violemment « ceux-là mêmes qui n'ont pas craint de donner des ordres pour ma suppression physique pendant la période clandestine ». Le 15 novembre, *L'Humanité* peut annoncer l'exclusion de Guingouin, « ennemi de la pire espèce ».

Ces procès sont à replacer dans une série plus large à l'échelle du Kominform où les épurations sont de rigueur en 1952, comme ceux de Prague par exemple. Charles Tillon explique assez bien la mécanique de ces procès : « *chaque fois que la direction du Parti veut rejeter de son sein un militant connu, elle commence par une procédure d'enquête contre lui, à partir de laquelle il se voit mis dans l'impossibilité de s'exprimer hors la*

présence de quelques membres de sa cellule qui met tout en œuvre pour lui interdire une déclaration contraire à ce qui lui est imputé. Si le militant... essaye de parler tout de même en dehors du Parti, il tombe inexorablement sous le coup de la pire des sanctions : il est dénoncé aussitôt comme hérétique, qui s'exclut de lui-même, et mérite tous les qualificatifs choisis pour essayer de le séparer de la masse du Parti »³.

« Le parti se construit en s'épurant » : cet adage de l'entre-deux-guerres revient en force au cours de la guerre froide.

Chapitre 7

Un parti incertain. 1953-1958

Si le PCF rassemble 26,9 % des voix aux législatives de 1951 et 25,9 % à celles de 1956, soulignant à la fois une certaine stabilité et une bonne implantation dans la nation malgré les effets induits de la guerre froide, il n'en demeure pas moins que la mort de Joseph Staline le 5 mars 1953 et sa succession par Nikita Khrouchtchev ébranlent le parti. L'exclusion d'Auguste Lecœur, qui pourtant semblait être l'héritier de Maurice Thorez et qui avait piloté le procès précédent contre Marty et Tillon, marque aussi la période des mini-procès staliniens en occident. L'éviction du secrétaire à l'organisation du PCF semble liée à son voyage à Moscou en juillet 1953. Selon l'intéressé lui-même, Mikhaïl Souslov l'aurait chargé de transmettre au BP les critiques concernant Staline et la nécessité de directions collectives. De retour à Paris, il se serait heurté à un Thorez décidé cette fois à ne pas se plier aux directives qui remettent en cause son magistère. En fait, la mise à l'écart du dirigeant est parallèle à celle de son homologue Pietro Secchia à Rome. Tout se passe comme si les deux responsables servaient de victimes expiatoires dans une remise en ordre visant classiquement à entériner le tournant poststalinien sans remettre en cause de façon globale la responsabilité des PC. Mais, à la différence de Secchia, Lecœur se cabre quand « l'affaire » se déclenche en 1954. Après s'être rendu à la « commission d'enquête » au siège du Parti le 25 novembre 1954, il indique qu'il démissionne de toutes les instances du parti. Il est ensuite exclu.

Dans ce moment particulier de la guerre froide, la « troisième force » semble enterrée. Dès mars 1952, le Président de la République sollicite

Antoine Pinay pour former un nouveau gouvernement. Ce dernier est investi grâce au ralliement des droites (une trentaine de députés RPF transgresse les consignes du général de Gaulle), puis en 1953, René Coty remplace le socialiste Vincent Auriol à la présidence de la République. Le gouvernement Pinay ne dure que neuf mois. Face à ce glissement à droite du régime, le PCF fait quelques pas pour sortir du ghetto de la guerre froide. La crise de la IV^e République s'affirme et après deux brefs intermèdes ministériels, l'arrivée de Pierre Mendès France suscite des espoirs, les députés communistes votent son investiture, mais le chef du gouvernement refuse de compter leur suffrage dans sa majorité.

La mort de Staline

Entre-temps, le PCF est sous le choc de la disparition du « petit père des peuples ». Lorsque Maurice Thorez note dans ses carnets, le mercredi 4 mars 1953, que « Staline est gravement malade », il s'attend au pire. Le lendemain, il écrit : « 21 h 50 Staline est mort ». Non seulement, il partage « l'affliction profonde du peuple soviétique et des communistes du monde entier », mais avec Jeannette, il « passe la nuit qui suit l'annonce du décès à pleurer » comme le mentionne leur biographe, Annette Wieviorka. S'il n'assiste pas aux obsèques du « petit père des peuples », il reçoit les visites des délégations venues de France (entre autres Jacques Duclos, Waldeck Rochet, Pierre Cot et Yves Farge).

En France, tous les locaux du Parti portent le deuil, du siège du PCF à celui de *L'Humanité* en passant par la fédération de la Seine où l'on peut lire « Gloire immortelle des communistes du monde entier, à l'architecte du communisme », toute la famille communiste est en attristée ; des registres de condoléances sont ouverts, des fleurs des billets arrivent de partout et l'on se presse à l'ambassade soviétique à Paris. *L'Humanité* titre le 6 mars « Deuil pour tous les peuples qui expriment, dans le recueillement, leur immense amour pour le grand Staline » et le 9, « Tout un peuple conduit Staline auprès de Lénine dans le Mausolée de la Place Rouge ».

« Staline repose auprès de Lénine », comme le note Maurice Thorez, tandis que le PCF organise une veillée d'hommage le 10 mars 1953 au Vel' d'hiv sous la présidence d'Étienne Fajon avec des prises de paroles

d'Auguste Lecœur et Marcel Cachin. Dans cet hommage grandiose, une seule fausse note pour le parti, celle du dessin au fusain de Picasso (*Portrait de Staline*) où l'artiste a offert le portrait d'un homme jeune publié dans les *Lettres françaises* du 12 mars. Le 18 mars, *L'Humanité* publie un communiqué du secrétariat qui « désapprouve catégoriquement la publication dans *Les Lettres françaises* du 12 mars du portrait du grand Staline par le camarade Picasso. Sans mettre en doute les sentiments du grand artiste Picasso dont chacun connaît l'attachement à la classe ouvrière, le secrétariat du Parti communiste français regrette que le camarade Aragon, membre du CC et directeur des *Lettres françaises*, qui, par ailleurs, lutte courageusement pour le développement de l'art réaliste, ait permis cette publication ». Manifestement, le choix de ne pas représenter le « maréchal Staline » dans sa gloire et de revenir à l'homme ordinaire qu'était le jeune « Sosso » a été jugé contraire à l'esprit « stalinien ».

Le secrétariat adresse même un blâme à Louis Aragon. Or, Thorez qui a accusé réception du communiqué à Moscou fait savoir à ses proches qu'il désapprouve la condamnation du *Portrait de Staline*. Après son retour en France, il reçoit ostensiblement la visite de Picasso le 22 avril, puis convoque un à un les membres du BP chez lui. Selon le témoignage d'Auguste Lecœur, « tous de Waldeck Rochet à Duclos, prennent la parole pour s'accuser et se reprocher de ne pas avoir suivi les conseils de Maurice ».

Le moment de la CED (1950-1954)

La Communauté européenne de défense (CED) est lancée en pleine guerre froide ; c'est en 1950, face à la menace que représentent les troupes soviétiques massées à ses frontières, que la République fédérale allemande, privée d'armée depuis la fin de la guerre, demande à ses alliés le droit de se doter d'une force militaire, alors que les États-Unis sont mobilisés par la Guerre de Corée. Ce principe du réarmement allemand est soutenu par les membres de l'OTAN, à l'exception de la France et de la Belgique. Le président du Conseil français, René Pleven et Jean Monnet pensent qu'il faut alors agir et encadrer cette initiative. Le plan proposé par Pleven consiste à mettre en place une armée européenne de 100 000 hommes, coiffée d'un ministre européen de la Défense, sous commandement suprême

de l'OTAN. Ce projet ambitieux arrive seulement 5 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que les cicatrices se referment difficilement ! Discuté à l'Assemblée nationale du 24 mai au 6 octobre 1950, le plan Pleven est adopté d'une courte majorité à l'assemblée le 11 février 1952 par 327 voix contre 287, sous réserves et conditions. Après plusieurs tractations diplomatiques, le Traité instituant la CED est conclu le 27 mai 1952 à Paris ; il est signé par la France, le Benelux, l'Italie et l'Allemagne, mais il doit être à nouveau ratifié par voie parlementaire. En France le débat est virulent et repoussé. Entre 1952 et 1954, les gouvernements Pinay, Mayer et Laniel ne proposent pas la ratification ; c'est le gouvernement de Pierre Mendès France qui tente de faire adopter le projet. Mendès France est investi en juin 1954 et prend l'engagement dès son discours d'investiture de trancher cette question. S'il n'est ni favorable ni hostile au traité, il souhaite qu'une solution soit rapidement prise. Son gouvernement qui regroupe des partisans et des adversaires du traité témoigne de cette prise de position. Toutefois, il échoue dans sa volonté de concilier les deux camps, puisque ses ministres gaullistes quittent le gouvernement le 13 août 1954. Est-ce pour autant « la plus grande querelle idéologique que la France ait connue depuis l'affaire Dreyfus » selon la formule « sacro-sainte » d'Aron ?



Affiche Contre la CED (1954)

Dans ce contexte, le PCF demeure hostile à toute construction d'une Europe occidentale qui est à ses yeux une politique dirigée contre l'URSS, les démocraties populaires et le camp de la paix : il s'agit alors d'une construction atlantiste. La CED incarne non seulement l'impérialisme américain, mais aussi le réarmement allemand ; le parti des fusillés ne peut

accepter que quelques années après les durs combats de 1944 et surtout des exactions de la Wehrmacht (villages martyrs, otages fusillés, déportés, etc.) que l'on puisse accepter une telle opération. Toute sa propagande s'emploie alors à rappeler le dur épisode de l'occupation et le PCF édite plusieurs affiches entre 1950 et 1954 rappelant « la résurrection de la Wehrmacht ».

Ce débat sur la CED permet au PCF de sortir du ghetto dans lequel il se trouve depuis 1947. Une coalition disparate associe les communistes, les socialistes et des fractions d'importances inégales des différentes formations politiques du paysage de la IV^e République. L'Assemblée se fait houleuse entre 1952 et 1954. Les partenaires européens s'impatientent et les États-Unis sont exaspérés par les tergiversations françaises.

La Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes (FNDIRP) s'emploie à dénoncer le traité et participe aux combats que la Fédération Internationale de la Résistance, née en juillet 1951, assigne aux différentes associations qui lui sont affiliées : il s'agit de reprendre le flambeau de la résistance contre le nazisme pour empêcher la réalisation d'un projet d'armée européenne permettant la remilitarisation de l'Allemagne. Cette thématique patriotique permet progressivement à la Fédération de renouer des liens avec les autres associations de déportés et amorcer une démarche unitaire qui s'enclenche à partir de 1954 lorsque le mouvement d'opinion contre la CED prend de l'ampleur.

Elle édite et diffuse des affiches rappelant les exactions de la Wehrmacht et des SS sur le territoire français ; la douleur est encore fortement présente et surtout on sait jouer sur les sentiments. Il s'agit de manière militante de recouvrir les murs des villes et des villages afin de sensibiliser l'opinion publique aux enjeux de la CED. Faute d'avoir pu obtenir les amendements attendus à Bruxelles, Pierre Mendès France refuse d'engager sa responsabilité politique et de poser la question de confiance de son gouvernement sur la ratification. C'est par un « artifice de procédure » que le vote a lieu. Le recours à la question préalable met fin à toute discussion : c'est Édouard Herriot, avec l'appui du général Adolphe Aumeran, député d'Algérie qui mènent le combat expliquant pourquoi il leur paraît impossible de ratifier la CED. La question préalable à la ratification du traité de la CED est déposée le 29 août 1954 et mise au vote le 30 ; elle est adoptée par 319 voix contre 264 ce qui équivaut au rejet du traité.

Le PCF jubile de cette victoire et la FNDIRP édite un numéro spécial du *Patriote résistant* qui titre sur la « Grande victoire de la FNDIRP et de tous les partisans d'un règlement pacifique du problème allemand ».¹

Raidissement ou ouverture ?

Entre 1953 et 1955, l'économie française s'engage dans une inflexion majeure. Une fois achevée la reconstruction et la mise en place d'infrastructures modernisées, le capital français amorce le déplacement de l'investissement vers les industries de biens de consommation, pour se rapprocher de ce modèle américain de consommation que Jacques Tati brocardera si brillamment par la suite dans *Mon Oncle*. L'exode rural s'accélère et la société de consommation fait ses premiers pas. En même temps, l'expérience du gouvernement de Pierre Mendès France ouvre la voie à un keynésianisme désormais assumé et à un style politique – le « mendésisme » – qui perdurera après son départ ».

Pour le PCF, ce processus apparaît comme une menace pour les équilibres construits par lui entre les années 1930 et la Libération. La « modernité » prônée par Mendès France tend pour longtemps à fonctionner comme une bête noire dans l'univers communiste. Au milieu des années 1950, alors que la croissance s'accélère, le PCF insiste sur le fait que le monde ouvrier est en situation de « paupérisation absolue ». Maurice Thorez dans son discours de clôture au CC du Parti Communiste français, le 27 janvier 1955, déclare : « Une deuxième loi marxiste, celle de l'accumulation du capital, enseigne que la classe ouvrière ne peut échapper, sous le capitalisme, à la paupérisation relative et absolue. (...) Les salaires additionnés de tous les membres de la famille, femmes et enfants compris, représentant à peine ce que le père touchait à lui seul autrefois. Les loyers augmentent sans arrêt, beaucoup d'ouvriers sont condamnés au taudis. Les travailleurs de Paris mangent moins de viande que sous le Second Empire ».

Cette lecture devient alors la ligne du PCF où les économistes, les cadres du parti ou les militants expliquent, chiffres à l'appui, que la classe ouvrière est enfermée en France dans la spirale de la dégradation sociale continue, à l'inverse de son homologue soviétique. Pour développer cette théorie, le PCF lance en 1954, une nouvelle revue *Économie et Politique*.

Un tel raidissement idéologique se lit aussi avec la condamnation du contrôle des naissances ou « birth control » comme une propagande ou « machination » américaine. En ce sens, le PCF qui a incarné la modernité depuis de nombreuses années semble atteint d'une forme de conservatisme et de raidissement qui caractérise aussi la sortie de l'ère Staline.

Mais la culture thorezienne continue de fonctionner sur un double registre : le souci de l'identité censée garantir l'originalité communiste au sein du monde politique, ne se traduit jamais par un retour en arrière, vers le splendide isolement des stratégies « classe contre classe ». En même temps qu'il réaffirme une certaine fermeture idéologique, le PC de Thorez entend profiter de la crise interne aux projets de troisième force. Quand surviennent les élections inopinées de janvier 1956, il veut éviter l'isolement qui, en 1951, l'a mis sévèrement sur le recul. Pour l'essentiel, les communistes vont se retrouver seuls en lice, sans bénéficier de la règle des apparentements.

Mais il adopte une ligne plus souple à l'égard des socialistes et en appelle, dès la fin de l'année 1955, à un nouveau Front populaire. De fait, le tournant s'est dessiné dès le retour en France de Maurice Thorez qui veut retrouver, contre les rétrécissements de guerre froide, la logique plus rassembleuse de 1934-1936. Alors que la SFIO se replie sur la formule plus vague du « Front républicain », Thorez avance le mot d'ordre plus tranchant de « nouveau Front populaire ». Il le fait bien sûr à un moment où l'essor du mouvement « classes moyennes » de Pierre Poujade réactive à sa manière le spectre d'une dynamique plus ou moins en résonance avec les fascismes d'avant-guerre. À plusieurs reprises, le PCF publie des articles offensifs contre les exactions (comme la destruction d'une perception en Charente-Maritime) et l'antiparlementarisme du mouvement, qui rappelle les troubles fascistes et l'arrivée de Pétain au pouvoir².

Alors que les références au Front populaire s'étaient estompées au plus « chaud » de la guerre froide, elles reviennent en force dans la propagande électorale communiste du début 1956. Leur succès est indéniable. Si les apparentements sont maintenus, ni le Front Républicain ou la coalition d'Edgar Faure n'obtiennent la majorité absolue. La répartition des sièges se fait essentiellement à la proportionnelle. Le PCF obtient 5 503 491 suffrages (25,9 % des voix) et 144 sièges (auxquels s'agrègent les 6 députés républicains progressistes³.

Le PCF retrouve la place qu'il avait avant les apparentements ; derrière ces résultats nationaux, on observe des nuances régionales. Dans le Midi, le PCF recule au profit des poujadistes, alors qu'il améliore ses résultats électoraux au sein de certains bastions ouvriers : à chaud, le politiste François Goguel insiste sur le fait que « ces résultats expriment plus nettement qu'en 1945, 1946 et 1951, le mécontentement de la classe ouvrière devant la structure actuelle de la société et les conditions de vie que cette structure lui impose ».

Globalement, les gauches ont une légère avance en sièges. Le Président Coty confie à Guy Mollet, le secrétaire général de la SFIO, la formation du nouveau gouvernement qui comprend outre les leaders de la SFIO dont Ramadier, Pierre Mendès France (ministre sans portefeuille), François Mitterrand et Jacques Chaban-Delmas. Il promet de mettre fin à la « guerre imbécile et sans issue » en Algérie et surtout lors de son investiture, il obtient le soutien du PCF et celui du MRP ; d'aucuns évoquent un nouveau Front populaire, mais pas celui que proposait le PCF.

En mars 1956, les députés communistes votent les pleins pouvoirs à Guy Mollet sur la question algérienne. Mais cette évolution politique ne doit pas occulter les difficultés à digérer les changements opérés par Khrouchtchev. Ainsi la stratégie du PCF oscille entre janvier et le printemps 1956.

Le PCF et le XX^e Congrès du PCUS

Le XX^e Congrès du PCUS, qui se tient du 14 au 26 février 1956, bouleverse la vision née de l'ère stalinienne et ce, à deux niveaux : le rapport Khrouchtchev prône la coexistence pacifique – une parenthèse dans la guerre froide, voire sa fin en Europe – et, par ailleurs, la dénonciation du culte de la personnalité. C'est la remise en cause totale du Kominform, qui fut l'un des chantres de ce culte. Maurice Thorez est atterré par la découverte du rapport que Khrouchtchev a lu, à huis clos, devant les délégués abasourdis du XX^e Congrès du PC soviétique, dans la nuit du 24 au 25 février 1956. À son retour de Moscou, comme Togliatti à Rome, il décide dans un premier temps de ne rien dire du coup de tonnerre du Kremlin.

Le BP du 2 mars, traite des problèmes de l'Algérie, évoque les travaux du XX^e Congrès soviétique, mais reste silencieux sur la fin du congrès et s'en tient à l'exaltation habituelle du « grand Staline ». Le 8 mars, salle Wagram, devant les militants de la région parisienne, Jacques Duclos va même jusqu'à faire applaudir la mémoire de l'ancien dirigeant soviétique, dont « les mérites sont inscrits dans l'Histoire » et « font partie du patrimoine du mouvement ouvrier international ». Une page entière de *L'Humanité* est consacrée au discours de Jacques Duclos. Le 13 mars au BP, Maurice Thorez évoque pour la première fois le Congrès du PCUS, où il expose la critique du « culte de la personnalité », mais continue de faire silence sur le second rapport Khrouchtchev⁴. Or les premières « fuites » dans la presse internationale, amènent *L'Humanité* à évoquer discrètement le 19 mars l'existence d'un second rapport discuté dans les organisations du PC soviétique.

Lors de la réunion du CC à Saint-Ouen le 22 mars 1956, tenue en l'absence de Thorez, le rapport de Jacques Duclos reprend la trame thorézienne. Les archives ne contenant pas de traces orales de cette session, il est difficile de connaître avec précision la teneur de la discussion. Quelques témoignages laissent entendre que certains membres du CC ont considéré que la direction n'allait pas assez loin et que Frachon et Rochet avaient critiqué ouvertement Staline. On évoque même une interruption de cinq à huit heures et une nouvelle résolution, sous la houlette de Rochet. Si les témoignages sont justes, ce serait la première fois que la direction thorézienne est malmenée de la sorte. Il est vrai que, au même moment, Togliatti est confronté à une violente critique interne qui va le conduire à revenir sur son silence initial et à aller de l'avant dans le processus critique, malgré sa méfiance persistante à l'égard de Khrouchtchev. Ce n'est pas le cas en France où la vague critique est moins large, moins forte et moins continue.

Le texte final, dans ce nouveau contexte, ne peut faire moins que le discours officiel du PCUS. Il évoque donc, en l'approuvant, la condamnation du culte de la personnalité et de « la violation du principe léniniste de la direction collective ». Mais il persiste à affirmer le rôle joué par Staline comme « théoricien et comme dirigeant » du mouvement communiste. Le 27 mars, Thorez se sent suffisamment conforté pour développer dans *L'Humanité* un double argumentaire sur l'équilibre des

« fautes » et des « mérites »⁵. « Staline a défendu et fait progresser l'héritage théorique et pratique de Lénine ».

Thorez a bien l'intuition que le seul silence ne peut durer bien longtemps. Au printemps, il essaie même de se rapprocher de Togliatti, qui a partagé au départ ses réticences. Mais les semaines écoulées ont creusé l'écart entre les deux dirigeants. Thorez maintient obstinément sa ligne de silence, ne veut pas entendre parler du rapport, même quand Jean Prongeau lui remet un exemplaire récupéré en Pologne. À la mi-avril, il préfère encore faire publier le long texte chinois, « Sur l'expérience historique de la dictature du prolétariat », que le *Quotidien du Peuple* a fait paraître le 5 avril. Le texte de Mao est la justification théorique des prudences thoreziennes, le signe que tout le monde, dans le mouvement communiste, n'approuve pas à 100 % les positions du numéro un soviétique. Thorez connaît de longue date Molotov, il sait ses réserves sur la critique antistalinienne et il dit, en publiant Mao, qu'il est de ce côté-là.

Au fur et à mesure que les semaines passent, le silence devient de plus en plus périlleux. Au cours de la réunion du CC des 9 et 10 mai, Thorez reconnaît pour la première fois que la délégation a lu le rapport, mais il ne révèle pas tout le contenu – un mensonge par omission – et, surtout il impose le silence aux membres du CC qui suivront pieusement la consigne jusqu'en 1977 ! Cela n'empêche pas le journaliste Pierre Courtade d'insister sur la nécessité d'une critique plus mordante de Staline, tandis que Frachon porte les feux contre la formule du « parti de Maurice Thorez », renvoyé par lui aux défauts du « culte de la personnalité ». Trop tard... Les communistes sont pris de vitesse, car le rapport de Khrouchtchev est publié le 4 juin aux États-Unis, puis en France, par *Le Monde* en date du 6 juin 1956. Cette parution suscite à nouveau des remous et qui amène Maurice Thorez et le BP à réagir très vite. La déclaration du BP du PCF du 18 juin commence par une formule lapidaire : « la presse bourgeoise publie un rapport attribué au camarade Khrouchtchev » (*L'Humanité* 19 juin 1956). Dès lors, cette formule du « rapport attribué au camarade Khrouchtchev » permet d'introduire le doute sur l'origine même de ce document, qui paraît dans une presse hostile aux communistes. Le grand écart se traduit par cette phrase : « Staline s'est acquis un prestige mérité, qu'il a laissé se transformer en culte de sa personne ».

La réunion du CC du 22 juin n'est pas l'occasion d'un déferlement de critiques. Courtade essaie certes de s'inscrire dans le fil des analyses plus tranchées faites en Italie par Togliatti : « pourquoi n'a-t-on pas expliqué pourquoi la Dictature du Prolétariat s'est transformée en dictature personnelle et, à certains égards, policière ? », n'hésite-t-il pas à dire devant ses camarades. La teneur de son propos lui vaut les foudres de Thorez et de Casanova, qui dénoncent les « fractionalistes ». Courtade est visé avec Hélène Parmelin.

Ébranlée, la direction envoie donc une délégation pour obtenir, auprès du Secrétaire général du PCUS, des éclaircissements sur ce rapport. Officiellement, Thorez veut dire par là qu'il ignorait tout du « rapport secret ». Mais il sait aussi que, depuis février, la situation a évolué en URSS et que Khrouchtchev doit désormais composer avec son aile conservatrice. À Moscou, Fajon, Servin et Rochet n'obtiennent pas communication du rapport si controversé – les Soviétiques ne le publieront qu'en 1989 – mais une longue résolution, « Du dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences », qui est en fait une relecture très en retrait du texte accusateur de février.

Khrouchtchev a dû tenir compte de ses détracteurs internes, des réticences de la plupart des leaders des démocraties populaires et de la distance prise par Mao Zedong. Désormais, le danger principal est « l'opportunisme ». Le texte condamne ainsi l'article de Palmiro Togliatti, qui, à côté de « nombreuses considérations justes », développe une thèse erronée, celle de « la dégénérescence de la société soviétique ». Dans ses carnets, Maurice Thorez pouvait alors noter le 3 juillet 1956 : « *L'Humanité* publie la résolution du CC du PC de l'US sur “la lutte victorieuse contre le culte de la personnalité et ses conséquences”, qui répond à toutes les questions qu'avait posées notre CC et d'autres partis frères, et qui relève l'attitude positive des PC de Chine, des EU et de France et les opinions erronées de Togliatti ».



Congressistes sortant du XIV^e Congrès du PCF, juillet 1956

Au XIV^e Congrès du PCF, Maurice Thorez peut déclarer, dans son rapport introductif que « nous refusons d'authentifier » le rapport publié dans *Le Monde*. L'épisode du rapport Khrouchtchev est clos par la volonté de la direction. En 1956, Thorez place le PCF sur la ligne de retrait qu'incarnent Mao et Molotov. Les communistes français observent donc avec la plus grande distance les troubles en Pologne à l'été. Prêts à soutenir les mesures répressives qui se préparent en URSS à l'été, ils finissent par accepter la consolidation du pouvoir de Gomulka à Varsovie. Mais ils conservent la conviction que les dirigeants polonais sont du côté de l'opportunisme. Leur sentiment ne variera pas au cours de l'année et se maintiendra même après l'envoi d'une délégation française en Pologne, en janvier 1957.

Il est vrai que, à partir du 23 octobre 1956, l'attention du mouvement communiste se détourne de la Pologne pour se tourner vers la Hongrie. Là encore, quand un cours nouveau est trop tardivement décidé, après une première intervention soviétique, le PCF ne cache pas son peu d'enthousiasme pour le nouveau numéro un hongrois Imre Nagy. Et quand, au tout début novembre, Khrouchtchev se rallie in extremis à la solution de force, le PCF n'hésite pas un seul instant à approuver l'écrasement de la

révolte hongroise et à porter ses feux contre l'intervention franco-soviétique à Suez.

Cette fois, la position officielle provoque une levée de boucliers dans l'intelligentsia communiste, qui n'hésite pas à intervenir dans la presse « bourgeoise », *Le Monde* ou *France Observateur*. Arguant d'un anticomunisme violemment relancé par le drame hongrois, la direction du PC en appelle au resserrement des rangs autour du parti menacé. Il est vrai que Togliatti et Tito, qui ont suivi avec plus de prudence l'évolution de la situation hongroise, ont eux aussi décidé *in fine*, mais la mort dans l'âme, de soutenir la répression soviétique et l'intronisation de l'ancienne victime des procès des années 1950, rallié à l'intervention soviétique, János Kadar.

À Paris, le PCF oblige Henri Wallon « à se rétracter », mais Waldeck Rochet reconnaît le 1^{er} novembre, devant le CC, que le mécontentement populaire, même s'il a été exploité par les « forces réactionnaires et fascistes », s'explique par les erreurs du pouvoir, qui, par exemple, « a eu le tort de ne pas accorder une attention suffisante à la production des biens de consommation, c'est-à-dire au relèvement du niveau de vie de la population ».

La tonalité générale n'est pas à ces prudences. André Stil, dans une série d'articles envoyés de Budapest, prend, à l'image de la direction du PCF une position sans l'ombre d'une nuance. Le 20 novembre, il câble en pleine répression soviétique de la capitale hongroise : « Budapest recommence à sourire à travers ses blessures ». Le rédacteur en chef de *L'Humanité* fait son devoir politique : défendre le modèle communiste, au-delà de toutes les évidences, il garde les mêmes réflexes qu'au cours de la guerre froide. Le PCF fonctionne comme à l'habitude stalinienne, dans le moule forgé à l'intérieur du cadre thorézien, refusant le vent démocratique et se veut le gardien du temple.

Certains acceptent, d'autres quittent en masse le parti ; on ne croit pas à cette déstalinisation qui reprend les mêmes méthodes.

L'attrait de Mao Zedong pour combattre les « opportunistes »

Le PCF s'intéresse à la voie chinoise depuis plusieurs années et lorsque, le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclame la naissance de la République

populaire de Chine, un nouvel espoir naît au cœur de la guerre froide et des guerres en Asie. Le PCF s'emploie alors à suivre, comprendre et valoriser la RPC. L'Association des amitiés franco-chinoises (AAFC), mise en place en 1952, donne une « image positive du régime maoïste, à appuyer une reconnaissance diplomatique de la République populaire de Chine » (Kaixuan Liu). Son président est le géographe Jean Dresch et dans la direction de l'Association, on retrouve plusieurs communistes : Marius Magnien, Jacques Médard, Jean Chesneaux, Pierre Courtade, etc. Les activités de l'AAFC se rapprochent de celles de France-URSS. Ainsi la presse communiste fait connaître l'expérience chinoise et des ouvrages sont publiés comme ceux de Marius Magnien (*Au pays de Mao Tsé-toung*, Paris, Éditions sociales, 1952) ou de Gaston Monmousseau (*La Chine selon Jean Brécot* Paris, Éditeurs Français Réunis, 1956).

Maurice Thorez note dans ses carnets plusieurs références à la Chine dès 1953 : il cite, en pleine crispation de la guerre froide et de Corée, le discours de Mao le 9 février, répondant à Eisenhower qui évoquait le 2 février le fait que les États-Unis pourraient utiliser l'arme nucléaire contre la Chine. Surtout, il annonce qu'il commence la lecture du livre de Magnien « *Au pays de Mao Tse Dung* ».

Ce rapprochement avec le monde chinois se lit aussi en réaction aux suites du « rapport attribué au camarade Khrouchtchev » et aux durcissements de l'automne 1956. L'AAFC permet de « redorer l'image du communisme ternie par les événements de Pologne et de Hongrie ».

L'historien Kaixuan Liu considère les relations PCF-Chine comme une alliance « conservatrice » ou même une « lune de miel » de 1956 à 1958 et considère qu'il ne s'agit pas d'une alliance « anti-khrouchtchévienne, formée pour contester le leadership idéologique et politique de l'URSS ». Pourtant, s'il n'y a pas d'attrait particulier pour le modèle chinois, tenu pour un modèle de démocratie populaire plus que d'un modèle socialiste pur – il ne peut y avoir pour le PCF qu'un seul modèle –, l'alliance contre Khrouchtchev n'est pas contradictoire avec la conviction, alors partagée à Paris et à Pékin, selon laquelle il ne peut y avoir qu'un centre du MCI. Mais surtout « il est plus approprié de parler d'un partenaire qui réclame l'unité du mouvement communiste, et surtout d'un front antirévissionniste contre les Yougoslaves et les Italiens ».

Dans cette optique, le PCF choisit son homologue chinois, qui dans sa réaction officielle « De l'expérience historique sur la dictature du prolétariat » (5 avril 1956), offre une réponse acceptable : « tout en rappelant que Staline reste un grand dirigeant », le communiqué admet les « erreurs » de Staline, mais trouve ses origines dans « le rejet de l'objectivisme » et « la séparation des masses ». (...) Pour conclure, le PCC appelle les communistes du monde entier à étudier correctement les problèmes survenus sous Staline et toute l'histoire de la dictature du prolétariat pour construire dans le futur « un camp socialiste plus puissant que jamais et éternellement invincible, ayant à sa tête l'Union soviétique ».

Effectivement, le PCF utilise la rhétorique chinoise et la ligne défendue par Mao Zedong, ce que confie fin juin 1956, Marius Magnien lors de sa visite « à l'ambassade chinoise en Suisse » où il confie « aux diplomates chinois que le texte d'avril "facilite grandement l'uniformisation des pensées au sein du parti" dans la discussion préparatoire du XIV^e Congrès du PCF⁶.

En août 1956, afin de confirmer ce rapprochement, Jacques Duclos et Raymond Guyot assistent au VIII^e Congrès du parti chinois et rencontrant Mao Zedong, « ce dernier liste très probablement aux deux dirigeants du PCF tous les défauts de Staline et leur lance un appel à soutenir Khrouchtchev » (Kaixuan Liu). De retour de Chine, Jacques Duclos et Raymond Guyot évoquent au CC cette prise de position importante de l'homologue chinois soulignant que « l'unité du parti est nécessaire non seulement pour le parti lui-même, mais pour toute la classe ouvrière et tout le peuple ».

L'Humanité du 29 décembre 1956 publie en première page, le jour même de sa publication en Chine, des extraits de cet article sous le titre « Le Parti communiste chinois appelle à renforcer la solidarité prolétarienne autour de l'URSS dont l'expérience a une signification universelle ». Ainsi le 31 décembre, 1956, Thorez écrit dans ses carnets « *Le Patriote* reproduit la déclaration du PC Chinois condamnant les discours de Tito et Kardelj, et redisant les fautes et aussi les mérites de Staline »... Quelques jours plus tard, Jean Kanapa, évoque, dans son article « Y a-t-il "crise" du socialisme ? », (*La Nouvelle Critique*, janvier 1957), la position du parti communiste chinois en insistant sur l'internationalisme prolétarien et l'unité indispensable des partis communistes autour du PCUS. En 1958, Jean-

Émile Vidal devient l'envoyé spécial de *L'Humanité* à Pékin. Cette « lune de miel » s'interrompt au début des années 1960, après l'annonce de la rupture sino-soviétique.

Le PCF et les débuts de la guerre d'Algérie

Alors que les événements d'Algérie secouent la France à partir de 1954, la position du PCF a souvent été lue au prisme de ses contradictions : refus de s'engager dans une voie révolutionnaire – ce qui l'aurait condamné à la clandestinité et à devenir un parti marginal au sein de la IV^e République risquant à nouveau l'interdiction – absence de vision internationaliste, oppositions internes, défense de la paix. Outre ce regard négatif sur l'attitude du PCF, il est aussi utile de regarder du côté de la « galaxie communise », des organisations satellites ou de masses et enfin des militants, sans oublier le Parti communiste algérien (PCA)², émanation du PCF depuis 1936, mais qui reste sous son influence.

Toutefois les deux partis divergent en ce moment de la guerre froide et des débuts du conflit : si le PCF s'emploie à dénoncer l'impérialisme américain, le PCA s'occupe de plus en plus de la lutte anticoloniale. Dans cette perspective le PCA à son VI^e Congrès en février 1952, évoque une « République démocratique algérienne ». Il s'engage de plus en plus dans la voie de l'indépendance, prenant modèle sur ce qui se passe en Indochine. Ainsi, son organe *Liberté* salue la victoire de Dien-Bien-Phu et la lutte armée est à l'ordre du jour.

Lorsque le FLN inaugure à la Toussaint 1954 la lutte armée, les réactions du PCF et du PCA divergent. Si le PCA réagit dès le 2 novembre, le PCF attend jusqu'au 8 novembre. La différence est aussi liée à l'appréciation des événements. Pour le PCA, les événements sont liés à « la politique colonialiste d'oppression nationale, d'étouffement des libertés et d'exploitation, avec son cortège de racisme, de misère et de chômage » en opposition frontale aux « aspirations légitimes du peuple algérien ». Dès lors, le PCA justifie l'insurrection, ce qui se renforce dès 1955 avec l'évolution du conflit, alors que le PCF le 8 novembre 1954, insiste plus sur la paix, marqué par le concept de « Nation en formation », émise par Maurice Thorez en février 1939, il condamne les méthodes colonialistes :

« La situation devient chaque jour plus sérieuse en Algérie. Plusieurs régions sont mises en état de siège, des villages entiers sont ratissés, des organisations dissoutes, des centaines d'hommes emprisonnés, des journaux démocratiques saisis ou suspendus. Les colonialistes et la presse à leur service poussent à une répression sans cesse accrue. Une telle situation préoccupe à juste titre la classe ouvrière et l'ensemble des Français (...) En prétendant nier l'existence en Algérie de problèmes politiques de caractère national, en s'obstinant à camoufler le régime colonial sous le vocable de – trois départements français –, le gouvernement tourne le dos à la réalité algérienne et notamment à la volonté de tout un peuple de vivre libre et de gérer démocratiquement ses propres affaires ».

En 1955, une partie des militants du PCA entre dans la guérilla, en créant des maquis qui sont réprimés par l'armée française. La traque des communistes algériens est alors à l'ordre du jour, et le 1^{er} septembre 1955, le gouvernement français proclame l'interdiction du PCA.

Le PCF réagit à cette interdiction par les voix de Jacques Duclos et Alice Sportisse qui interpellent le gouvernement d'Edgar Faure, dans le débat parlementaire. Jacques Duclos dans son intervention évoque même : « Voilà pourquoi nous nous proclamons partisans d'une politique reconnaissant les droits à l'indépendance et à l'égalité du peuple algérien, au sens d'une véritable Union française » (séance du 13 octobre 1955, *JO*, p. 5112). « L'idée de l'indépendance » est alors reprise dans *L'Humanité*. Toutefois, le PCF demande plus la paix que l'indépendance.

La répression s'abat sur le mouvement communiste algérien. Allison Drew qui a travaillé sur les prisonniers communistes pendant la guerre évoque non seulement les enjeux de la répression, mais aussi les campagnes de dénonciations de ces atteintes aux droits fondamentaux, voire de la torture, exprimant les solidarités, relayées partout en France. En métropole, *L'Humanité*, souvent saisie ou censurée pendant le conflit, n'hésite pas à publier des dessins de Mittelberg d'une radicalité sans faille dénonçant les méthodes de l'armée française.

Toutefois, malgré ses dénonciations, le PCF vote les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet. Le PCA est déçu et se sent trahi, mais l'envoi du contingent change la donne. Dès lors toute une propagande est faite pour désertre l'armée française. Ainsi la position du PCF est tiraillée entre maintien de la ligne pour la paix en Algérie et le soutien au PCA. De nombreux militants

communistes sont alors arrêtés sous l'uniforme, comme Liechti ou Ianelli, d'autres quittent l'armée française comme l'aspirant Henri Maillot en avril 1956. Le fait national algérien est alors repris par le discours du PCF. En 1956, les militants et élus communistes sont arrêtés, comme l'ancien maire de Sidi Bel Abbès, René Justrabo, et sont internés au camp de Lodi près de Médéa.



Affiche de 1957

Et surtout l'année 1957 change la donne avec les affaires Maurice Audin et Henri Alleg. Tous deux membres du PCA, ils sont arrêtés en juin. Henri Alleg, écrivain, rédacteur en chef d'Alger républicain, est torturé, puis déféré devant un tribunal et envoyé au camp de Lodi. Alors que Maurice Audin, brillant mathématicien a disparu. La presse communiste (et au-delà) s'en émeut. La soutenance de thèse de Maurice Audin, est organisée *in abstentia* à la Sorbonne le 2 décembre 1957, par Laurent Schwartz. En

février 1958, Henri Alleg publie *La Question* et fait connaître au plus grand nombre les enjeux de la torture. Son livre est saisi après la vente de 75 000 exemplaires puis circule clandestinement.

Si le PCF n'a pas été à la pointe du combat indépendantiste, certains de ses cadres ou de ses militants ont défendu la cause du peuple algérien en dénonçant la répression à l'œuvre. Ainsi à Besançon, les militants communistes certes peu nombreux dans ce département, avec une faible implantation électorale (environ 10 %), ont su mener des combats contre la « sale guerre » avec les « catholiques de gauche » (Bénédicte Ponçot⁸).

Considérée comme une structure « satellite » du PCF, l'UFF s'est toujours opposée au conflit, malgré les hésitations du parti. Elle affirme clairement son rejet de la guerre et défend la paix : Lucienne Mazelin publie dans *La vie de l'UFF* d'octobre-décembre 1957 un rapport qui demande de pratiquer l'unité : « c'est la main tendue aux femmes catholiques ».

La guerre d'Algérie révèle aussi les failles ou la part d'ombre de la IV^e République que le PCF a bien intégré au cours de 1956-1957. Il s'agit alors de proposer des alternatives dont l'épisode de Front populaire en 1956 ont initié le chemin, mais c'est après le coup de force du 13 mai 1958 et la mise à mort de la IV^e République que l'union des gauches redevient possible.

Chapitre 8

Le PCF face au gaullisme. 1958-1968

À partir de 1958, le PCF est, comme l'ensemble de la classe politique, surpris par la poussée gaulliste et l'émergence d'une force politique dont il ne perçoit pas vraiment les contours, même si les conditions de cette arrivée au pouvoir laissent un goût amer. L'analyse d'un coup de force, du pouvoir personnel et d'une arrivée du fascisme marque durablement sa lecture des événements.

Surtout, peu de temps avant le retour du général de Gaulle, le PCF est endeuillé avec le décès de son « père fondateur », directeur de *L'Humanité*, Marcel Cachin, le 12 février 1958. Le groupe parlementaire communiste déclare dans une motion d'hommage : « Saluons avec respect et émotion la mémoire du militant prodigieux qui fut, tout au long d'une activité de presque 70 années, une des plus belles figures du mouvement ouvrier français, l'exemple de la fidélité inflexible, du désintéressement et du dévouement absolu à la cause de la classe ouvrière et de son parti ». Le hall de *L'Humanité* accueille, dès le 14 février, le cercueil de Marcel Cachin où l'on vient saluer le fidèle militant et dirigeant.

Des obsèques importantes, à l'image de celles du mouvement ouvrier, accompagnent Marcel Cachin, le 15 février. Une foule immense, estimée à « plusieurs centaines de milliers de personnes » défile en suivant les grands boulevards, les lieux symboliques de l'histoire nationale (place de la République et de la Bastille) pour arriver au cimetière du Père-Lachaise. Étienne Fajon et Jacques Duclos rendent hommage à la figure du parti. Maurice Thorez note dans son journal : « s. 15 : Paris fait à Marcel Cachin des obsèques grandioses et émouvantes auxquelles j'assiste, de *L'Humanité*

au Père-Lachaise. Le soir, je remercie les représentants des Partis frères dans une allocution qui souligne la fusion intime chez Cachin et son Parti du patriotisme et de l'internationalisme ».

Face au coup de force gaulliste

Quand éclate la nouvelle du coup de force, le PCF est depuis plusieurs mois hantés par ce qui lui paraît être une dégénérescence possible de la démocratie. Il voit d'un très mauvais œil la multiplication des exhortations au renforcement de l'exécutif et les appels directs à un retour du général de Gaulle, retiré de la vie publique depuis 1955. Pour la presse communiste de l'époque, le « danger fasciste » est de retour. La réaction à la journée algéroise est donc immédiate et violente.

Le PCF dénonce violemment l'opération du 13 mai 1958, considéré aussitôt comme un coup de force fasciste. Au Palais Bourbon, on peut entendre qu'« un tel coup de force contre les institutions républicaines exige une réplique immédiate », selon les mots de Waldeck Rochet, qui ajoute : « Notre parti appelle la classe ouvrière et le peuple à se rassembler pour barrer la route aux factieux. Nous croyons, en effet, que la situation est assez grave pour que la séance soit suspendue, afin de permettre aux groupes de délibérer sans retard, en vue de prendre les mesures propres à sauver la République ». Le 14 mai, le BP condamne le « coup de force fasciste » et se termine par la harangue classique « le fascisme ne passera pas ». Dans la soirée, Jacques Duclos anime un meeting au Cirque d'Hiver à Paris. Le 15 mai, le CC et le groupe parlementaire appellent à « barrer la route à De Gaulle et à la dictature militaire et fasciste ». La République en danger et l'antifascisme sont convoqués contre les « factieux ». À nouveau, la gauche réunie manifeste dans les rues de Paris, comme elle le fait le 28 mai. Cet événement en fait un chant du cygne.

Dès le 15 mai et la première déclaration du Général, le monde politique se déplace peu à peu vers la solution gaullienne. L'image personnelle de Charles de Gaulle se différencie de celle des « factieux » et le désir de stabilité et de rénovation gagne peu à peu le monde politique et l'opinion. Dès lors, la référence classique à l'antifascisme et au sursaut républicain perd bien vite de son impact. Le 1^{er} juin, De Gaulle est investi et la gauche

se divise : plus de la moitié du groupe socialiste à l'Assemblée suit Mollet et Moch et vote en faveur de l'investiture. Mendès France, Mitterrand, Defferre, Pineau sont les seules figures marquantes à refuser le ralliement. Au moment du vote, le groupe communiste est le seul à faire bloc contre le Général. Maurice Kriegel-Valrimont, qui intervient de son propre chef à l'Assemblée, dénonce alors l'attitude du Général qui a « d'abord joué la sédition et qui maintenant joue la séduction. »

Les 9 et 10 juin, à Ivry, le CC maintient la ligne d'analyse, mais la module : l'arrivée au pouvoir de De Gaulle est bien une « dictature personnelle », mais elle se contente « d'ouvrir la voie au fascisme ». En fait le PC hésite, reprend les analyses des années 1930 (« le régime s'appuie sur les éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus colonialistes de la grande bourgeoisie », Thorez, 17 juillet), mais attribue le qualificatif de « fascistes » aux hommes d'Alger et pas au Général. Pendant tout l'été, les communistes veulent encore croire au « sursaut républicain » et persistent à affirmer que « les oui seront des oui au fascisme » (Thorez, 17 juillet). Ils essaient même d'impulser d'éphémères « comités de défense de la République¹ ». L'opinion ne suit pas : le 28 septembre, plus de 72 % des électeurs approuvent le projet constitutionnel élaboré par Michel Debré. Dans la foulée, les 23 et 30 novembre, ont lieu les premières élections législatives de la V^e République, cette fois au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.



Affiche contre le référendum de 1958

Thorez est pessimiste avant l'élection : « les électeurs communistes qui ont voté OUI ne reviendront pas d'eux-mêmes ». De fait, le PCF connaît sa première véritable déroute électorale depuis la Libération : il perd un million et demi de voix et 6 % des suffrages exprimés, passe sous la barre des 20 % et ne retrouve que 10 sièges sur les 150 de la précédente législature. Avec 14 % des électeurs inscrits, le PC fait à peine mieux qu'en 1936 (12,6 %). Ses pertes sont certes moindres dans ses anciens bastions (sauf le Midi), mais une part importante de l'électorat précédent a préféré une refonte institutionnelle en ces temps troublés de guerre et d'instabilité gouvernementale et a ainsi préféré soutenir le projet gaulliste. L'éditorial des *Cahiers du communisme* souligne que « le trait dominant de la situation politique au lendemain des élections législatives, c'est l'importance des

succès remportés par le parti de la réaction extrême et même du fascisme : l'UNR ».

Avec tout juste dix élus² – pas assez pour constituer un groupe parlementaire – le PCF est le grand battu de la mise en place du nouveau régime. Le 21 décembre, un collège d'un peu plus de 80 000 « grands électeurs » désigne le Général à la Présidence de la République. Au début janvier 1959, le nouveau président entre en fonction et charge Michel Debré de constituer un gouvernement. Premier accroc pour les socialistes : ils ne sont pas dans la nouvelle équipe alors qu'ils participaient au premier cabinet De Gaulle. Choisi à la fois par la droite et par une grande partie de la gauche, le président s'ancre tranquillement à droite une fois installé au pouvoir.

Dès lors le PCF essaie, selon l'expression du moment, de « sortir du ghetto » en cherchant des alliés contre le pouvoir personnel. Il est vrai que les municipales de mars 1959 tempèrent la déception de l'automne précédent. L'UNR – le parti gaulliste – pensait terrasser le PC, notamment en région parisienne. Il échoue : le PC maintient ses bastions et gagne quelques villes, portant à 31 le nombre de cités rouges en Seine-banlieue. Par rapport aux élections précédentes, il progresse dans 14 des plus grandes villes, dont Paris. Il est à la tête de 1 064 municipalités et recense 20 470 conseillers municipaux. Le grand retour du clivage droite-gauche et les premières mesures de rigueur du plan Pinay-Rueff ont changé la donne. Une fois écartés les risques supposés d'une guerre civile, les Français reviennent au déroulement « normal » de la vie politique.

Pour les communistes, l'heure est donc à la recherche d'alliés. Le XV^e Congrès du PCF, en juin 1959, réitère les analyses précédentes sur le gaullisme : « un régime présidentiel orienté vers la dictature personnelle et ouvrant la voie au fascisme ». Mais ce n'est pas l'union antifasciste qui est l'axe proposé. Pour « rénover la démocratie », l'objectif premier est « l'union avec les socialistes ».

L'affaire Servin-Casanova

À l'issue des tempétueuses années 1956-1958, le PCF n'a rien perdu de la densité de son organisation : le nombre de cartes placées recensées en

interne reste dans une fourchette qui va de 251 000 (1955) à 278 000 (1956). Mais le tumulte a laissé des traces. Une fois de plus, elles se manifestent sous la forme d'une de ces affaires » qui jalonnent la vie du parti depuis le début des années 1930. Un an après le coup de force d'Alger, le PCF ne va pas si mal. Mais il doit ajuster les points qui le mettent en porte-à-faux. À commencer par le dossier algérien...

L'évolution gaullienne le contraint en effet au mouvement. Élu sur la base du sursaut des partisans de l'Algérie française, De Gaulle prend rapidement ses distances avec eux. Le 16 septembre 1959, il se prononce pour « l'autodétermination » de l'Algérie. Les Algériens devront choisir entre la « sécession » (l'indépendance), la « francisation » (le statut colonial) et la « solution fédérale » (une autonomie dans le cadre de l'Union française) qu'il préconise. Son discours perturbe l'image d'un De Gaulle expression directe des milieux colonialistes les plus conservateurs. Certes, cela n'empêche pas l'hebdomadaire *France nouvelle* d'expliquer, le 24 septembre, que « contraint au recul politique », De Gaulle « croit pouvoir barrer le chemin de l'indépendance et maintenir l'Algérie dans les rets des puissants trusts pétroliers ». Mais l'ouverture réelle offerte par le Général éloigne un peu plus l'image de « fasciste » ou de « préfasciste » qui lui avait été accolée, d'autant que beaucoup de ses anciens soutiens civils et militaires glissent progressivement de la grogne à l'action directe, de la « semaine des barricades » (janvier 1960), au putsch militaire (avril 1961), puis au terrorisme de l'OAS (1961-1965).



Rassemblement à Issy-les-Moulineaux contre l'OAS

Quant aux premières distances du Général avec l'atlantisme et avec la première construction européenne, elles contredisent la dénonciation classique d'un gaullisme simple composante du « parti américain » de naguère. Ne faut-il donc pas ajuster l'analyse fixée en 1958 et prendre en compte la possibilité de contradictions internes à la bourgeoisie et au camp impérialiste ? Des communistes le suggèrent de plus en plus, du côté des économistes d'*Économie et Politique*, ou des spécialistes de politique internationale de la revue *Démocratie nouvelle*. Des dirigeants de premier plan laissent peu à peu entendre qu'ils sont sensibles à ces appels, comme c'est le cas pour Marcel Servin, Laurent Casanova ou Maurice Kriegel-Valrimont. Or, pour Thorez, il n'y a aucune hésitation possible : dans la logique des blocs que l'on considère comme intangible, De Gaulle ne peut pas être anti-atlantiste.

Dans le même moment, le PCF est confronté à une difficile équation politique : à gauche, des sensibilités nouvelles aspirent à occuper l'espace d'une « troisième force », entre le PCF et la SFIO. En septembre 1958, le choix socialiste d'appeler à approuver la nouvelle Constitution provoque le départ d'une partie des minoritaires. C'est la naissance du PSA (14 septembre 1958) puis du PSU (3 avril 1960). Renforcée par l'adhésion de Pierre Mendès France, la jeune formation s'engage vivement autour de la question algérienne, entretenant des relations soutenues avec la CFTC, la FEN, l'UNEF et même FO à l'occasion. Or la présence de Mendès France réactive les vieilles méfiances du côté communiste.

Comment faire face à l'émergence de cette « deuxième gauche », qui va bientôt se retrouver autour des analyses d'un Serge Mallet sur la « nouvelle classe ouvrière » ? Certains responsables, comme Laurent Casanova ou le jeune secrétaire de l'Union des Étudiants communistes (UEC), Philippe Robrieux, ont le sentiment que le nouveau courant, numériquement peu implanté en dehors des cercles intellectuels et étudiants, exprime à sa manière le glissement progressif des représentations sociales et des modes de vie dans le salariat déployé par la croissance des Trente Glorieuses. L'enjeu, à leurs yeux, est moins de combattre frontalement le phénomène politique émergent que de lui disputer le terrain par un *aggiornamento* culturel que soutient alors un homme comme Louis Aragon. Mais le noyau thorézien ne l'entend pas de cette oreille, mêlant l'intuition lucide (la « deuxième gauche » n'est pas en état de supplanter électoralement la vieille SFIO) et le blocage culturel (concentré dans la récurrence du thème

de la « paupérisation » jusqu'au début des années 1960). À plusieurs reprises, les dirigeants communistes s'attachent à fustiger les dissidents du socialisme et leurs relais syndicaux, selon eux trop étrangers à la culture ouvrière traditionnelle. Le couplage d'une nouvelle radicalité militante³ et d'un désir de recomposition à gauche indispose une direction déjà bien perturbée. Mieux vaut donc s'en tenir au face-à-face éprouvé du PCF et de la SFIO... Pour la majorité de la direction, l'essentiel est de « tenir » stoïquement, en attendant la relance inéluctable, le nouveau bouleversement planétaire qui, comme ce fut le cas entre 1934 et 1945, fera franchir un nouveau pas au « socialisme réel » et au combat communiste. Pas question, en attendant, de se laisser aller aux velléités réformatrices esquissées par exemple en Italie. La « voie italienne » du passage au socialisme, qui est prônée par Palmiro Togliatti et qui repose sur le couplage de la mobilisation sociale et de la construction de majorités parlementaires, est une concession à l'adversaire de classe, un ajustement opportuniste et une impasse. Maintenons le cap et qui vivra verra...

Cette fois, pourtant, tout ne se passe pas sans accroc. La déstalinisation, le raz-de-marée gaulliste, l'affirmation d'une nouvelle civilisation salariale et urbaine... Tout cela ne mine pas en profondeur la remarquable homogénéité de l'espace communiste, mais en lézarde la façade. Suffisamment, en tout cas, pour motiver le déclenchement de la dernière des « affaires » de l'ère thorezienne. Pour Thorez, il est d'autant moins question de se laisser fléchir qu'il se murmure, de plus en plus, que les paroles prudemment critiques à Paris ont l'aval de Nikita Khrouchtchev lui-même, qui n'a pas oublié l'attitude de Thorez en 1956. L'attribution à Laurent Casanova du prix Lénine, au début de 1960, est interprétée comme un signal allant dans ce sens. Thorez est-il inquiet de l'impact du brillant orateur sur le parti, comme l'a affirmé Robrieux à plusieurs reprises ? Ce n'est pas impossible, mais l'intéressé se garde bien de le laisser entendre. Dans son journal, il note que le 24 juin 1960, il a eu « une longue discussion avec casa qui déjeune à la maison ». Il ajoute qu'il l'a mis « en garde contre une certaine attitude de lui (Casanova) et de Servin, sur laquelle spéculent ouvertement les opportunistes et les ennemis ». Rien de plus...

Il reste que le secrétaire général peut certes témoigner de sa souplesse tactique, comme il le fait en novembre 1959, quand il critique la première analyse du BP condamnant la position gaullienne sur l'autodétermination.

Mais il reste intransigeant sur l'analyse fondamentale : l'impérialisme est un bloc dans lequel nulle fissure ne peut s'installer ; la mise en évidence de contradictions entre impérialismes ou entre fractions de la bourgeoisie nationale est une illusion et un piège. Le numéro un se crispe à nouveau, comme en 1956. Fidèle à sa conviction de 1956-1957, selon laquelle l'ennemi principal est « l'opportunisme », il décide au début de 1961 de lancer l'offensive finale contre le « groupe Servin-Casanova ». Le 15 janvier 1961, Rochet présente le réquisitoire contre « la fraction Casanova, Servin, Kriegel-Valrimont, Pronteau et Vigier ». Le dossier Staline est ouvertement laissé de côté et la polémique sur le gaullisme peu abordée. C'est l'appréciation de la journée d'action du 27 octobre de soutien au FLN qui est au cœur de l'acte d'accusation : l'UEC et les dirigeants incriminés ont soutenu une manifestation de l'UNEF, de la FEN, de FO et de la CFTC à laquelle la CGT n'appelait pas et que le PCF ne soutenait pas. « De ce fait, ajoute Rochet, il s'est créé dans la direction du Parti une situation anormale, à laquelle il faut nous efforcer de mettre fin le plus rapidement possible ».

C'est la dernière fois que Thorez utilise la méthode du procès inaugurée au début des années 1930, contre Barbé et Célor. Les autocritiques réitérées n'en peuvent mais : le Congrès de 1961 condamne l'activité fractionnelle du « groupe », écarte la totalité des dirigeants incriminés⁴ et réaffirme solennellement la doxa inentamée depuis 1956.

Les prémices d'un aggiornamento

Une fois rassuré sur son magistère, Thorez va toutefois accepter des ajustements, reprenant une fois de plus (comme il l'avait fait en 1934 après avoir éliminé Jacques Doriot), une part non négligeable des positions qu'il avait auparavant récusées. Il sait qu'il « tient » l'appareil du parti et il est trop fin politique pour ne pas sentir que l'effondrement de l'empire colonial et le présidentielisme accentué amorcent une période nouvelle dont le PCF peut bénéficier. À cela s'ajoute une évolution internationale imprévue. De 1956 au début des années 1960, le mouvement communiste international a été dominé par l'alliance des anti-khrouchtchéviens. Mao Zedong et Thorez prennent la tête de la croisade contre la bête noire de l'opportunisme, incarnée à leurs yeux par la Yougoslavie de Tito, la Pologne de Gomulka et

l'Italie de Togliatti. Or l'année 1960 inaugure le grand schisme sino-soviétique. Dans un premier temps, Thorez pense pouvoir jouer les bons offices entre l'URSS et la Chine. Mais Mao n'a cure des efforts de son ancien allié. Pour lui, l'essentiel est que Thorez ne choisisse pas le camp chinois. Qui n'est pas avec moi est contre moi : en maintenant la vieille fidélité à l'URSS, Thorez démontre aux yeux de Mao que sa pente fondamentale est celle de l'opportunisme.

L'intransigeance chinoise déplace le centre de gravité du mouvement communiste. Voilà que, dans la traditionnelle mise en évidence des deux « dangers » guettant les communistes, le « sectarisme » et « l'opportunisme », c'est le sectarisme qui se met à nouveau à occuper la place de « l'ennemi principal ». Pour Thorez, il n'y a qu'un centre du mouvement et il est à Moscou. Il peut critiquer Khrouchtchev, mais pas remettre en question le rôle dirigeant de fait qu'assume le PC soviétique. De plus, les critiques chinoises contre le « Khrouchtchev français » l'obligent à batailler idéologiquement avec les dirigeants chinois pour justifier une « voie française » qu'il combattait pourtant avec vigueur en 1956.

Il a pour lui la consolidation de la place occupée par le PCF. Aux élections législatives de novembre 1962, qui voient le triomphe du parti gaulliste, il bénéficie du fait qu'il a été le seul parti continûment en opposition avec De Gaulle, alors que la SFIO paie le prix d'un ralliement qui ne lui a rien rapporté. Le PC, lui, gagne 3 % et frôle les 22 %. La base de l'ajustement thorézien est donc nationale : dès le mois de mars 1962, devant le CC réuni à Bezons, le Secrétaire général lance le thème d'une union de toute la gauche autour d'un programme commun de réformes démocratiques. Une fois amorcé le mouvement, il ne connaît plus de retour en arrière. Au fil des mois, jusqu'à sa mort, Thorez entérine, les unes après les autres, les évolutions qui confortent la ligne de rassemblement.

Dans un climat politique et social transformé, dans un contexte où la question sociale revient sur le devant de la scène avec la grande grève des mineurs d'avril 1963 – 35 jours de grève et un soutien remarqué des cheminots, des sidérurgistes, des fonctionnaires et des étudiants –, le XVII^e Congrès est le signe appuyé de la transition. C'est la fin du « parti de Maurice Thorez ». Comme il l'avait déjà souhaité en 1961, Maurice Thorez quitte sa place de numéro un, après 34 ans d'exercice. Il garde la place

honorifique de président du parti, mais c'est Waldeck Rochet qui occupe le secrétariat général.

Le rapport introductif du nouveau secrétaire général ramasse en un tout cohérent les évolutions enregistrées dans les deux années précédentes. La critique du pouvoir en place reste radicale : c'est le pouvoir des « monopoles », qui mène une « politique sociale rétrograde » et qui tourne le dos à la démocratie en se voulant un « pouvoir personnel ». Mais la référence au fascisme ou au risque de fascisme a disparu et, désormais, le PCF se dit disposé à considérer le Marché commun comme un fait. La concentration du pouvoir et le rétrécissement de sa base sociale ouvrent vers une nouvelle donne qui permet de réarticuler la lutte des catégories lésées par les monopoles et une dynamique de gauche fondée sur le dialogue du PC et de la SFIO.

Comme l'a fait Thorez peu auparavant, il revalorise à la hausse la « voie française », tout en maintenant le sacro-saint équilibre qui permet de renoncer au « parti unique » – la France n'est pas l'URSS – mais sans toucher à la « dictature du prolétariat », qui condense en une formule le caractère universel du processus de construction du socialisme. Pour donner plus de force encore à l'image du mouvement, de nouveaux statuts sont rédigés qui, sans remettre en cause l'intangible « centralisme démocratique », élargit le champ d'initiative de l'adhérent et renforce sa liberté de parole, tout au moins dans les cercles protégés du parti.



Les obsèques de Maurice Thorez le 16 juillet 1964 à Paris

Enfin, cerise sur le gâteau, les cadres sont profondément renouvelés. Une nouvelle génération dirigeante accède aux responsabilités, aux côtés de l'ancien maraîcher de Saône-et-Loire, un des huit membres du CC déjà présents en 1937. Au BP, Leroy, Piquet, Krasucki et Plissonnier s'ajoutent à Marchais, Laurent et Séguy. Au CC, une part notable de la vieille garde se retire, laissant la place à la génération arrivée au tout début des années 1960. Sur les 90 membres du CC élus le 17 mai 1964, 29 seulement étaient en place dix ans plus tôt ; sur les 18 membres du BP, 7 sont dans le même cas. En fait, le véritable rajeunissement de 1964 s'est opéré à la base, dans les fédérations et les sections, à l'image du Congrès qui a accueilli des délégués d'une moyenne d'âge de 34 ans (au congrès précédent, c'était 37 ans) et surtout près de 300 délégués qui sont de nouveaux adhérents (entrés au PCF depuis le 13 mai 1958).

Waldeck Rochet à l'œuvre

Thorez meurt subitement, le 11 juillet, à bord du navire soviétique qui le conduit en URSS sur les bords de la mer Noire. « C'est comme le symbole de sa vie, d'une vie entre deux mers, d'une vie entre les deux pays qu'il

aimait le plus au monde : sa France et le premier pays socialiste, l'Union soviétique », écrit Khrouchtchev à Jeannette Vermeersch. Le 17 juillet, *L'Humanité* annonce qu'un million de personnes ont accompagné le dirigeant historique vers sa tombe, au Père-Lachaise, face au Mur des Fédérés.

Waldeck Rochet qui remplace le dirigeant historique doit garder le cap de la sortie du « ghetto », sans pour autant dilapider l'héritage thorézien. Dans un premier temps, il hérite de la publication d'un manuel sur l'histoire du PCF⁵, à l'image de celui du PCUS, qui marque un certain conservatisme. Pourtant, il impulse des changements.

Il propose de mettre en place une direction collective du parti. Dans sa conception des choses, il faut doter le Parti communiste d'outils efficaces, de spécialistes qui permettront de faire évoluer les analyses, pour pouvoir enfin, dans le cadre des instances du PCF, changer le programme. Waldeck Rochet s'entoure ainsi de jeunes conseillers comme Henri Malberg, puis Charles Fiterman, ses secrétaires politiques. Il s'appuie sur Jean Kanapa et s'entoure également de « poissons-pilotes », comme l'avocat Jules Borker. Ce dernier n'est pas membre des structures officielles du PCF, mais joue un rôle très important dans le suivi des relations avec les socialistes et surtout avec François Mitterrand.

Ce rajeunissement concerne aussi les leviers de commande du PCF : chaque section connaît en effet un vent de renouveau. Alors que, depuis quelques années, les sections semblaient plus ou moins tombées dans une certaine léthargie, le secrétaire général impulse une nouvelle dynamique. L'un des exemples les plus significatifs est la restructuration, avec G. Frischmann, de la section économique, à la suite du XVII^e Congrès et surtout à la suite de l'élimination de Pronteau, – c'est Henri Jourdain qui le remplace à la tête de ce secteur.

Regroupée autour de Waldeck Rochet, cette équipe constitue un véritable bastion d'hommes neufs permettant quelque peu de sortir de l'ère thorézienne ou de poursuivre l'ouverture du parti, décidée du temps de Thorez, mais il s'agit d'amplifier le mouvement.

En premier lieu, il fait réviser le programme agraire du parti. Il engage la rénovation du PCF dans le secteur où il a le moins de risque de rencontrer une opposition farouche. Ce secteur, qu'il a dirigé pendant plus de trente ans, est le premier maillon à subir les mutations nécessaires. Aux journées

« d'études sur le travail du parti à la campagne » qui se tiennent à Aubervilliers du 13 au 15 novembre (*Les communistes et les paysans*, rapport de Fernand Clavaud, discours de Waldeck Rochet), la teneur de la ligne nouvelle est ainsi définie : on défend toujours la petite propriété, mais le PCF reconnaît l'évolution économique qui amène de nombreuses exploitations à disparaître. C'est une ligne très pragmatique où l'on saisit la volonté d'adapter le PCF aux conditions du moment, en reconnaissant la modernité face à l'archaïsme, même si le discours défend toujours la petite exploitation familiale en réponse aux changements liés à la PAC naissante. Les excès, liés au productivisme et à la concentration, sont toujours montrés du doigt. Il s'agit de dénoncer le pouvoir gaulliste et la politique dirigiste de son gouvernement en matière agricole, alors que le Marché Commun prône le libéralisme économique. Le PCF veut démocratiser la République et l'Europe, tout en proposant aux paysans le développement de la coopération. Dans cette dynamique d'ouverture et de rapprochement avec les autres forces de gauche, le PCF gagne, aux élections municipales de 1965, neuf villes de plus de 30 000 habitants.

C'est surtout le rapprochement avec François Mitterrand en 1965 qui concrétise la poursuite de l'ouverture du PCF. La révision constitutionnelle de 1962 permet l'élection du président de la République au suffrage universel direct, elle a lieu à la fin du premier septennat du général de Gaulle en 1965. Cette élection donne assurément un nouveau souffle au régime, tout en confirmant la bipolarisation et en suscitant un espoir à gauche.



**La campagne de François Mitterrand (27 novembre 1965).
Georges Marchais, Waldeck Rochet, François Mitterrand, Guy Mollet**

Le PCF ne veut pas présenter de candidat ; ce serait de fait reconnaître le régime. Dès lors, le nouveau secrétaire général du PCF rencontre à plusieurs reprises François Mitterrand durant l'été 1965, dans le secret le plus absolu, comme l'a révélé aux médias Roland Dumas en 1983. Ces liens remontent à 1963, grâce au rôle joué par M^e Borker, l'avocat du PCF, membre de l'association de juristes qui, depuis 1959, organise les colloques durant lesquels il croise souvent les dirigeants de l'autre gauche. Cette association permet de tenir neuf colloques ou ateliers sur certains thèmes d'actualité, comme la torture en Algérie (à Royaumont le 16 juin 1960) ou les libertés syndicales (à Lille du 23 au 25 juin 1961). À la fin de chacune de ces entrevues, une résolution est adoptée à l'unanimité des participants : ainsi se précisent les bases de l'unité. Ce réseau de connaissances conduit à une certaine convivialité et à d'autres rencontres, lors de dîners où se retrouvent des dirigeants de la Ligue pour le combat républicain et du Club des Jacobins, auxquels sont aussi conviés Gérard Jacquet, Claude Fuzier, François Mitterrand, Jean Ferniot (de *L'Express*), Charles Hernu, Charny, Georges Beauchamps, Jules Borker. Ce dernier, véritable poisson-pilote de la direction du PCF, rend compte des attentes importantes à gauche, en particulier celles de Mitterrand qui rappelle souvent l'exemple de son département de la Nièvre, gagné grâce à une alliance avec les communistes.

La volonté d'unité des forces de gauche contre le général de Gaulle ne relève pas du simple discours, même si certaines divergences demeurent. Ainsi, dès 1962, le PCF noue des contacts avec les autres organisations de gauche, privilégiant les rapports avec la SFIO de Guy Mollet.

C'est dans cette atmosphère de confiance que M^e Borker sert d'intermédiaire entre les différents partenaires. Sans mandat officiel, mais avec un accord tacite, il fait office d'émissaire du PCF. Au cours des années 1964 et 1965, il joue un rôle capital pour informer le PCF sur l'évolution, puis l'échec de la candidature de Gaston Defferre, et il reçoit l'autorisation de la direction pour prendre contact avec François Mitterrand, mais à condition de garder le secret. La culture du secret est donc entretenue par Waldeck Rochet, qui attend un moment plus favorable et probablement l'approbation du BP ou du CC pour soutenir une telle candidature.

François Mitterrand rencontre les différents dirigeants de la gauche qui, un à un, lui apportent leur soutien : dès juillet 1965, Guy Mollet

l'encouragement ; en août, il reçoit l'appui de Pierre Mendès France et, au début de septembre, Guy Mollet, Maurice Faure et Gaston Defferre se rallient à sa candidature. Parallèlement, le 7 septembre, Waldeck Rochet assure définitivement Claude Estier de son soutien, mais lui demande de garder le silence et annonce le 23 septembre, à Drancy, devant le CC, le soutien du PCF à François Mitterrand en déclarant : « La candidature Mitterrand peut devenir la candidature d'union de tous les partis de gauche et organisations démocratiques. » Le PSU soutient également cette candidature, de telle sorte que François Mitterrand est le seul candidat de la gauche. Il réunit alors ses appuis de la gauche non communiste au sein de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS).

Les résultats au soir du premier tour indiquent que la stratégie d'union était bonne : François Mitterrand participe à la mise en ballottage de De Gaulle. En obtenant 32 % des voix, alors que le Général est en tête avec 44,6 % des suffrages, il se qualifie pour le second tour. Au soir du second tour, le 19 décembre 1965, le général de Gaulle est (ré)élu avec 54,5 % des voix, François Mitterrand obtenant 45,5 %, redorant de fait l'image de la gauche et effaçant la déroute de 1962. Ayant réussi à rivaliser avec le pouvoir, il devient un nouveau leader de la gauche française. La logique bipolaire l'emporte et le Général, qui représente bel et bien la droite, n'est plus au-dessus des partis.

À gauche, la FGDS s'organise et propose dès 1966, en vue des élections législatives de 1967, un accord avec tous les partis de gauche, y compris le PCF. Le parti communiste, sous l'impulsion de son secrétaire général, sort du ghetto et, par petites touches successives, reconnaît lors du CC d'Argenteuil la liberté des intellectuels, ce qui relègue dans le passé (le passif ?) le réalisme socialiste à la française. Mais surtout, lors de l'émission *Face à face* du 7 mars 1966, Waldeck Rochet précise les termes d'un futur accord avec la gauche non communiste : l'accord doit se faire sur un programme commun, plus que sur le nom du futur « président du Conseil » de la gauche – il est amusant qu'il use encore du vocabulaire politique de la IV^e République ! Est-ce un réflexe ou la marque d'un refus des nouvelles institutions « antidémocratiques » ?

Dans le cadre d'une victoire de la gauche avec la signature d'un programme commun, il précise que le PCF est prêt à prendre toutes ses responsabilités, y compris au sein du gouvernement. Au cours de

l'émission, pour souligner l'acuité du rapprochement, Waldeck Rochet lit la lettre qu'il vient d'envoyer à François Mitterrand au nom du BP du PCF : dans la perspective des prochaines législatives, le PCF propose de soutenir une candidature de rassemblement contre l'UNR, au second tour, dans chaque circonscription.

Cette ère « Waldeck Rochet » marque le début d'un rajeunissement des cadres, mais aussi d'une rénovation du programme. En 1966, c'est le CC d'Argenteuil sur le rôle de l'intellectuel. Le Parti reprend également à son compte la thèse du CME (capitalisme monopoliste d'État). Les liens avec l'URSS s'enveniment ; dès 1965, lorsque l'agence TASS soutient De Gaulle, mais aussi en 1966 lors du procès Daniel et Siniavski.

Le dialogue avec les chrétiens se prolonge

Cette période d'ouverture se fait aussi dans le cadre de rencontres avec les chrétiens, d'autant plus que le pape Jean XXIII ouvre une nouvelle ère pour l'Église et échange des messages avec Khrouchtchev. Ainsi, lors du CC du 8 mai à Ivry, on salue « le pape de la coexistence pacifique, l'adversaire de la bombe atomique », et il est alors précisé que : « jamais les possibilités n'ont été si grandes d'unir dans l'action communistes, socialistes et catholiques, en vue de la réalisation de la plus noble des tâches : faire régner la paix sur la terre entre tous les peuples⁶ ».

Le PCF entame aussi une série de rencontres avec le PSU. Si, lors de sa création, durant la guerre d'Algérie, le PCF avait salué cette création qui pouvait affaiblir la SFIO, il n'a pas toujours gardé ce point de vue sur une organisation qui devient concurrente, en particulier au sein de la jeunesse. C'est une tentative de rapprochement qui reste impossible. Pourtant, en janvier 1965, Depreux écrit au BP du PCF : « Le programme et le regroupement peuvent tenir en un mot : orientation vers le socialisme, contre le capitalisme ancien ou nouveau. Comme vous-mêmes l'indiquiez lors de votre XVII^e Congrès, nous pensons en effet qu'on ne peut tenter de refaire ce que fut le "Front Populaire", dont les conquêtes n'ont pas fait oublier les limites⁷ ».

De nouvelles conditions sont à l'origine de ce rapprochement ; c'est l'ère de Vatican II. Le Pape Jean XXIII joue un rôle primordial pour créer un

dialogue riche. Le concile, qui se déroule de 1962 à 1965, a pour programme un *aggiornamento* de l'Église ; deux encycliques de Jean XXIII donnent le ton *Mater et Magistra* (1961) et *Pacem in terris* (1963). Après la mort de Jean XXIII, en 1963, son successeur Paul VI déclare au monde au 1965 : « jamais plus la guerre ».

Pour la première fois en 1964, des prêtres participent à la semaine de la pensée marxiste. Dans cet élan, Roger Garaudy publie *De l'anathème au dialogue*. Quelques notes manuscrites de Waldeck Rochet, à propos d'un blâme adressé officiellement à *Témoignage Chrétien* – à la suite à la semaine des intellectuels catholiques qui ont invité des intellectuels du PC – permettent de comprendre ce retour de la main tendue aux catholiques : « ce qui est important, c'est l'amorce de dialogue⁸ ». La finalité de cette ligne, c'est la sortie du ghetto, en s'appuyant sur la philosophie, en particulier sur les travaux de Teilhard de Chardin ; le PCF réintègre le champ social et politique. Roger Garaudy est le commis voyageur de cette nouvelle orientation ; il tient le secrétaire général au courant de toutes ses démarches communes avec les chrétiens. Ainsi, le 2 mars 1966, dans l'un de ses courriers, il envoie la copie d'une lettre d'un étudiant de l'UEC, qui lui écrit : « un camarade de notre cercle a résumé une idée clé par ces mots : Pilate a le pouvoir politique, non la vérité ; le Christ a la vérité, non le pouvoir. Le marxisme, c'est l'union des deux, il met fin à l'impuissance⁹ ».

Le CC d'Argenteuil sur les problèmes idéologiques et culturels permet de réactualiser la politique de la main tendue, tout en avançant le terme nouveau de « dialogue » : « nous souhaitons que se développe le dialogue entre communistes et chrétiens et, à cet égard, il est indéniable que les efforts déployés par Roger Garaudy pour développer ce dialogue ont eu en France et dans d'autres pays un grand retentissement et des résultats positifs pour la collaboration entre communistes et catholiques ». Cependant, Roger Garaudy est très vite suspecté par la direction, puisqu'il laisse croire qu'il y a la possibilité d'une coexistence avec l'idéologie de l'Église.

Le numéro d'*Esprit* consacré au PCF, en octobre 1966, participe aussi à ce rapprochement. Le suivi du travail en direction des chrétiens donne naissance, à partir de 1968, à une véritable structure au sein du PCF. Une section centrale du CC est constituée à cet effet. Elle comprend : Leroy, Garaudy, Besse, Chambaz, Brunet, Casanova, Cogniot, Moine, Georges, Goblot, Lecoq, Milhau, Navarri, Pasquarelli, Perche, Poulain, Rony, Verret.

Selon cet aréopage d'intellectuels et philosophes du PCF, c'est véritablement le débat intellectuel et philosophique qui prime. Mais là encore, il s'agit d'une stratégie politique qui dépasse le caractère théorique, afin d'arrimer définitivement le PCF à la politique du pays.

Renforcer l'union de la gauche et le parti

Le 20 décembre 1966, le PCF signe avec la FGDS, un accord électoral en vue des législatives de 1967. La gauche et le PCF pensent réaliser lors des élections législatives de 1967 le « troisième tour » des élections présidentielles.

Mais avant la campagne électorale, le XVIII^e Congrès du PCF, qui se tient du 4 au 8 janvier, à Levallois-Perret, insiste sur le passage pacifique au socialisme. Ce congrès participe aussi à l'élan de rajeunissement de l'organisation : sur 74 membres titulaires au CC, il y a 11 nouveaux arrivants, soit 38 membres nouveaux depuis 1964. Plus de la moitié du CC a été renouvelée en trois années. Ce besoin de « jeunes » se remarque aussi par la moyenne d'âge relativement basse des délégués : à ce congrès, elle est de 35 ans. 50 % des délégués ont moins de 35 ans et 85,4 % ont moins de 45 ans. Il s'agit d'être en phase avec les bouleversements de la société, l'irruption de la jeunesse liée aux effets du baby-boom et de faire paraître le parti plus jeune « qu'il n'est vraiment ». C'est peut-être aussi l'exemple donné par le Congrès pour le reste du parti. Les raisons de ce rajeunissement sont multiples : le PCF, comme entité composée d'hommes et de femmes, subit la loi naturelle du vieillissement biologique, il faut donc, à certains moments, renouveler les cadres pour redynamiser la structure partisane. Cela permet aussi de brasser les générations de militants, afin de remplacer des tranches d'âge marquées par le stalinisme, le thorézisme et la guerre froide. Cela aide à évacuer une culture sectaire, de repli sur soi, et, enfin, de combler certaines purges ou certains départs.

Les élections législatives des 5 et 12 mars 1967 participent de l'élan du PCF au sein de la société. Le soir des élections, Waldeck Rochet confie à son secrétaire Charles Fiterman qu'il est content et soulagé : le PCF a gagné plus d'un million de voix par rapport à 1962, passant de 3 992 431 voix en 1962 à 5 039 032 voix. La direction du PCF, et tout particulièrement

Waldeck Rochet, a vécu avec une peur intériorisée pendant plusieurs mois : il ne fallait pas gaspiller l'héritage de Maurice Thorez. La volonté de jouer la carte de l'union a permis de renforcer le parti et surtout de participer à sa sortie du ghetto. Pour le second tour des élections législatives, Waldeck Rochet déclare que les communistes « ne commettront pas l'erreur, sous prétexte de défavoriser l'UNR, de voter pour un candidat du Centre démocrate, qui n'aura rien de plus pressé que de rejoindre la majorité ». Ce second tour oppose aux candidats gaullistes, 125 communistes, 144 fédérés, 6 PSU et 18 centristes. Il y a seulement 71 triangulaires. Les sondages prévoient une nette victoire gaulliste : cependant, la poussée unitaire de la gauche se précise grâce à l'accord passé et à la dynamique de la campagne électorale. Le PCF gagne 32 sièges par rapport à 1962 avec 73 députés (la FGDS gagne 25 élus et le PSU 3).

Sur 487 sièges, la majorité a 245 élus : c'est un succès pour l'union de la gauche, même si les gaullistes gardent la majorité grâce aux élus des DOM-TOM.

Les déroutes de 1958 et 1962 sont effacées. Pourtant, à gauche les rapports sont tendus avec le PSU. Les choix du PSU de présenter des candidats aux élections législatives de 1967 sont considérés par la direction du PCF comme une attitude qui « vise à nous gêner plus qu'à gêner les réactionnaires ». Le PSU devient un concurrent embarrassant. C'est l'une des constantes de l'histoire de la gauche française : toute organisation qui essaie de se développer en dehors du parti socialiste et du parti communiste se voit condamnée tôt ou tard par ces deux organisations, qui savent surpasser leurs contradictions, afin de garder leur territoire politique. C'est pourquoi la direction du PCF accepte volontiers l'adhésion de Jacques Blaisse, ex-dirigeant national du PSU¹⁰. Le vrai rapprochement se fait avec la FGDS, qui comprend la SFIO, et l'unité franchit un nouveau pas avec la création d'une délégation des gauches à l'Assemblée, qui doit coordonner la tactique des groupes communiste et fédéré : « le PCF a renoncé à une contestation *du* régime pour une contestation *dans* le régime » (expression d'Herbert Maisl). Il intègre définitivement le jeu politique et reconnaît en partie les institutions de la V^e République.

Chapitre 9

Entre deux printemps. 1968-1972

Au début de 1968, le parti communiste a toutes les raisons d'être serein. Le choc du XX^e Congrès soviétique n'a pas déchiré son corps militant et le séisme de 1958, s'il a ébranlé ses assises électorales, n'a pas remis en cause sa place de premier parti de gauche. Il est même devenu le principal bénéficiaire, à gauche, de la logique de bipolarisation produite par les scrutins majoritaires de la Constitution de 1958.

Satisfaction et inquiétudes

Le parti s'est plutôt bien sorti des turbulences de la guerre froide. Il compte 290 000 adhérents recensés – dont 110 000 ouvriers – et obtient plus de 20 % de suffrages aux scrutins législatifs. Il s'appuie sur ses 1 100 maires et ses 16 à 20 000 conseillers municipaux, sans compter son impressionnante galaxie « d'organisations de masse »¹ (plus de 200, selon la très anticomuniste revue *Est et Ouest* un an plus tard²). Il est choisi par un tiers des ouvriers qui expriment un vote et s'adosse au premier syndicat français, la CGT, dont il suit l'activité et le fonctionnement avec une attention extrême. Forte de 1,4 à 1,9 million d'adhérents, recueillant la moitié des votes salariés aux élections professionnelles, la CGT présente l'originalité d'être tout aussi « intégrée » que « contestataire ». C'est « à la fois le DGB [la Confédération allemande des syndicats] et la Sociale », écrit le politologue Gérard Adam en 1970. Un mixte de réalisme à l'allemande et de radicalité à la française...

Le PC n'est sans doute pas « le » parti de la classe ouvrière, comme il le clame volontiers, mais il est indissociablement lié à un monde ouvrier qui

est toujours numériquement en expansion et socialement combatif. Dans une France industrielle qui approche de son apogée (44,2 % de l'emploi en 1968), les effectifs ouvriers passent de 6,5 à 8,5 millions entre 1954 et 1975, soit près de 38 % des actifs.

De plus, la mobilisation salariale est à la hausse. Au second semestre de 1967, les mouvements sociaux s'étendent, journées d'action globales ou par branche (textile et mines), mais aussi « grèves sauvages », comme à Quimper et au Mans, ou encore chez Rhodiaceta à Besançon. Au début de 1968, la crainte provoquée par la poussée du chômage provoque le durcissement des conflits. Les grèves et manifestations se multiplient, à la SAVIEM de Limoges, chez les cheminots de Grenoble, à la Banque de France, chez les navigants d'Air Inter, puis aux PTT ou dans les forges de l'Adour.

La conjoncture est plutôt favorable pour un PC dont les sondages soulignent que son image n'est plus tout à fait celle d'une inquiétante cinquième colonne moscovite. Pourtant, il considère que son équilibre stratégique est en permanence menacé par deux dangers, sur sa droite (« l'opportunisme ») et sur sa gauche (le « sectarisme »). Il se veut un parti révolutionnaire, et même le seul parti révolutionnaire. Mais la révolution n'est pas l'aventure : elle se prépare, étape par étape.

Les années 1960 ont valorisé « *l'étape intermédiaire* », qui n'est pas encore socialiste et qui relève de la démocratie, que l'on ne dit plus « *populaire* » et que l'on accompagne simplement de qualificatifs censés l'identifier : « *vraie* », « *véritable* » ou « *avancée* ». Quatre éléments rendent vraisemblable l'hypothèse de cette étape : la concentration de la richesse entre les mains de quelques grands groupes, la croissance concomitante du rôle de l'État, l'expansion massive du salariat et une logique institutionnelle majoritaire qui réhabilite le vieux conflit de la droite et de la gauche.

En regroupant le salariat dans un nouveau bloc historique centré autour de la classe ouvrière, en mettant en avant un projet de réorientation radicalement keynésienne de l'économie, en renforçant la démocratie sociale, le PC est convaincu que la légitimité des forces dominantes sera ébranlée, préparant les catégories populaires à des transformations plus subversives encore. Mais pour agir dans la logique des institutions en place, la gauche doit au préalable se rassembler autour d'un programme précis et

cohérent. Aux yeux du PCF, l'union fondée sur un programme commun est devenue l'alpha et l'oméga de toute stratégie révolutionnaire moderne.

Officiellement, les socialistes refusent le principe d'un tel programme. Mais, en février 1968, la FGDS et le PC signent un texte où sont consignés des points d'accord importants, notamment sur les institutions. C'est un « *nouveau pas* », estime le BP. Les communistes n'en sont pas rassurés pour autant. À la tête de la SFIO, les partisans de la grande alliance centriste gardent des positions solides, François Mitterrand n'est pas considéré comme un allié fiable et, depuis 1966, la « bête noire » Pierre Mendès France est revenue sur le devant de la scène. Le spectre de la Troisième force n'a pas disparu de l'univers mental du PC.

Au début de 1968, l'obsession est toutefois ailleurs, du côté opposé, celui des « gauchistes ». La résurgence du vieil ennemi trotskyste à partir de 1965, la fascination du modèle révolutionnaire cubain incarné par la figure mythique de « Che » Guevara et surtout la « révolution culturelle » chinoise disputent au PC le monopole de l'idée révolutionnaire. Elles touchent une part de l'intelligentsia française, en particulier des générations plus jeunes, à la recherche de nouvelles radicalités après les engagements anticolonialistes.

Les effectifs de cette extrême gauche sont sans doute bien modestes – peut-être 6 à 12 000 membres au total –, mais elle n'en est pas moins considérée comme l'ennemi principal. Le combat contre le gauchisme devient une préoccupation centrale, suffisamment pour que la direction du PC y consacre deux sessions entières en novembre 1966. Il décide même de confier sa conduite à celui que l'on considère comme le numéro deux du parti, le secrétaire à l'organisation Georges Marchais.

Les « gauchistes » à la manœuvre ?

Dans une université bouleversée par la croissance spectaculaire des effectifs étudiants, le PC attendait un mouvement revendicatif classique, sous la houlette des syndicats, à l'image du mouvement ouvrier historique. Or la secousse provient en 1968 de l'improbable mouvance des « Enragés » de Nanterre, un mixte de « situationnistes » et d'anarchistes animé par le tout

aussi surprenant Mouvement du 22 mars. Ce sont les « gauchistes » exécrés qui sont maintenant à la manœuvre !

Dès la fin mars, la section nanterrienne et la direction nationale vitupèrent les « *groupuscules provocateurs* ». Et quand, le 26 avril, le responsable communiste à l'enseignement Pierre Juquin est interdit de parole par les « maos » de Nanterre, la coupe est pleine. Le 30 avril, le Secrétariat demande à Georges Marchais d'écrire un texte vengeur. Le 3 mai au matin, un article de *L'Humanité* dénonce les « *faux révolutionnaires à démasquer* », « *fil de grands bourgeois* » à la « *malfaisante besogne* ». Au détour d'une phrase, l'ancien métallurgiste s'en prend à « *l'anarchiste allemand Cohn-Bendit* ». Ce fragment de phrase scelle le désamour du PC et du mouvement étudiant de mai.

Jusqu'au 6 mai, le PC s'en tient à la ligne du refus. Mais, au soir de ce 6 mai, après une nouvelle manifestation massive et des affrontements à Saint-Germain-des-Prés, une rencontre discrète entre les dirigeants de l'Union des étudiants communistes (UEC) et une délégation de la direction communiste décide d'un changement de cap. L'UEC, qui boudait jusqu'alors les manifestations de l'UNEF et du SNESup, s'engage dans le mouvement. La dénonciation des gauchistes ne disparaît pas, mais elle n'est plus l'axe dominant du discours officiel.

Dans la nuit du 10 au 11 mai, la CGT est à l'initiative des rencontres qui aboutissent à la journée de grève générale du 13 mai. Le PCF est le premier parti politique à réagir au petit matin du 11, alors que la « nuit des barricades » est à peine en train de s'achever. À 6 h 30 un communiqué cinglant est publié et une édition spéciale de *L'Humanité* est vendue à la criée. Le 12 mai, le BP évoque, mêlés pour la première fois, le combat étudiant et l'action ouvrière. La seule cible est le pouvoir...

Les responsables ont compris que la situation universitaire était en train de basculer. Les groupes gauchistes, « *bien que très minoritaires sont plus nombreux que certains (sic !) ne le pensaient* », note amèrement le BP après le 13 mai. C'est le philosophe Roger Garaudy qui semble avoir été le moteur décisif de cette inflexion. Le texte du 12 mai est de sa plume et il met les points sur les « i » dans un article publié en « une » de *L'Humanité*, le 15 mai.

Le mouvement ouvrier entre en scène

Le 13 mai, les communistes ont dû défiler dans une manifestation où les « gauchistes » étaient au premier rang. « À l'avenir, s'efforcer d'éviter une telle situation », note le BP le lendemain. De fait, le déferlement des grèves lui laisse espérer que le PCF va pouvoir enfin occuper « la place qui doit être la sienne ».

La flambée gréviste de mai n'est pas à proprement parler une surprise, car le chaudron ouvrier bout depuis plusieurs semaines. Les syndicats n'ont pas besoin d'impulser le mouvement : il est en marche. La CGT n'appelle pas à la grève générale, se méfie des mots d'ordre unificateurs prématurés et ne veut pas reproduire le modèle de 1947 et de son comité de grève national, qui n'avait pas laissé que de bons souvenirs. Le 17 mai, devant le Comité confédéral national (CCN), Georges Séguy est catégorique : « pour l'instant, notre tactique et notre stratégie, c'est d'étendre la grève par en bas ».

Mais entre-temps, le 15 mai, la CGT a publié un communiqué qui demande aux salariés de s'engager dans l'action, parce que « les comptes en retard doivent être réglés ». Dans la pratique, les cégétistes sont à l'initiative là où ils sont implantés, évidemment en communion avec le PC. Le 16 mai, le BP salue « l'explosion du mécontentement accumulé au cours de dix années ». Le même jour, le député des Bouches-du-Rhône et membre du BP François Billoux, téléphone aux responsables locaux du syndicat pour leur enjoindre de prendre la tête du mouvement. Dans le monde du travail, il n'est pas question de se laisser déborder par qui que ce soit.



Tête de cortège d'une manifestation, avec la Confédération générale du Travail (CGT) vraisemblablement à proximité de la gare Saint-Lazare à Paris, mai 1968.

La gestion du mouvement social est d'abord l'affaire de la CGT. Comme le PCF et avec les mêmes mots que lui, elle se démarque des « *éléments incontrôlés* ». Le 16 mai, elle refuse la présence des étudiants aux portes des usines et récuse la référence à l'autogestion, sitôt qu'elle est énoncée par la CFDT. Dès ce moment, elle affirme son désir de voir la lutte sociale se prolonger dans une perspective politique et colle pour ce faire au discours du PC, mais tient au respect de l'objectif revendicatif du mouvement. Elle intériorise en cela la distinction fonctionnelle classique : aux comités de grève et aux syndicats la gestion de la lutte et la discussion avec les patrons, aux partis la définition des programmes et les alliances en vue d'exercer le pouvoir d'État. La grande référence de la CGT est celle du Front populaire : le mouvement doit être assez fort pour imposer un accord rendant possible la reprise du travail.

C'est donc au PC que revient la tâche de dégager les conditions d'une issue politique. En 1968, elles coulent de source pour les communistes, qui s'en tiennent à la logique de l'union de la gauche sur un programme commun. Or cette proposition exclut trois hypothèses : le schéma insurrectionnel classique de la prise du pouvoir, renvoyé du côté du « gauchisme » ; l'option du grand rassemblement de la gauche et du centre ; le simple accord électoral sans engagement programmatique. Le problème politique du PCF en mai-juin se résume ainsi aisément : officiellement, il valorise sa proposition globale ; en pratique, il tente sans cesse de désamorcer les autres propositions, sur sa droite comme sur sa gauche, qui lui paraissent contredire son projet. Syndicalement, les communistes contrôlent une bonne part du mouvement ; politiquement, ils sont sur la défensive.

Le 14 mai, le BP trace la feuille de route : « *Si l'ensemble des partis de gauche ouvre demain une perspective claire, les jours du régime de pouvoir personnel sont comptés* ». Le 18 mai au soir, Waldeck Rochet ajoute que, dans l'hypothèse d'un accord, les communistes sont prêts « *à assumer toutes leurs responsabilités* ». En clair, ils sont prêts à gouverner. Le 19 mai, une rencontre entre le PC et la CGT entérine la proposition et adresse à la cantonade une demande de « *concertation des formations de gauche et des organisations syndicales* ». Le 20 mai, un nouveau communiqué

explique qu'il « *n'est pas possible de poser le problème du changement de gouvernement sans déterminer avec précision les bases de son action* ». Le lendemain, la direction appelle à constituer des « *Comités d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique* ». À l'exception de quelques cas départementaux, où communistes et socialistes demandent la signature d'un programme commun, la création des comités ne déborde pas l'aire d'influence du PC.

L'alternative au coin de la rue ?

Le 24 mai, un groupe de travail PC-FGDS met au point un « *plan immédiat de sauvegarde économique et de progrès social* ». Le même jour, par de discrets contacts, le gouvernement Pompidou propose aux organisations syndicales de se retrouver autour d'une table. Tandis que la CGT et la CFDT acceptent d'engager des négociations avec le gouvernement sur les revendications salariales, l'UNEF décide d'organiser une manifestation, ce 24 mai, pour protester contre l'expulsion hors de France du leader du « 22 mars », Cohn-Bendit. La CGT refuse de s'y associer et appelle à une manifestation séparée. La manifestation de l'UNEF l'emporte de loin. Elle est aussi celle qui provoque les affrontements les plus violents.

Le durcissement policier coïncide avec le discours où le général de Gaulle annonce son recours à un référendum sur la « participation » et la « rénovation » de la France. Les communistes acceptent aussitôt le jeu électoral, persuadés que le Général n'a plus les cartes en main et que l'électorat français saura user de la consultation pour « *condamner le pouvoir gaulliste malfaisant qui n'a que trop duré* ». Mais pour eux, l'action de la « *pègre* » – c'est le terme employé par ailleurs au ministère de l'Intérieur pour désigner les casseurs – est décidément la preuve de la collusion de l'État et des « *provocateurs gauchistes* ». Mise au second plan après le 8 mai, la condamnation des gauchistes revient en force à partir du 24 mai.

Sur le papier, l'importance exceptionnelle de la vague gréviste (sept millions de grévistes estimés) rend crédible l'idée que les négociations État-syndicats-patronat vont, comme en 1936, déboucher sur une issue sociale positive. Si le résultat du tour de table social est favorable, pensent les

responsables du PC, la conclusion politique de mai peut se présenter sous les meilleurs auspices. En tout cas, le pire – le pourrissement de la grève – aura été évité. Le PC et la CGT escomptaient-ils une conclusion rapide et positive des négociations ouvertes au ministère du Travail, rue de Grenelle ? La CGT s’y emploie, montre les dents, use de son statut d’interlocuteur privilégié, fustige les organisations patronales, surveille du coin de l’œil ses partenaires syndicaux.

Malgré la dureté des discussions, elle accepte de signer ce qu’elle ne cessera d’appeler un « *constat* » et le gouvernement un « *accord de Grenelle* ». Contrairement à ce qui se dit alors, la CGT ne s’engage pas, explique qu’il « *reste encore beaucoup à faire* » et que les grévistes eux-mêmes doivent se prononcer. Mais, devant les caméras de télévision, Séguy lâche, au petit matin du 27 mai, que « *la reprise du travail ne saurait tarder* ». André Bergeron (FO) et Eugène Descamps (CFDT) disent à peu près la même chose.

L’optimisme de façade est contredit quelques heures plus tard, au sein même de la « forteresse ouvrière » de Billancourt, où se rendent symboliquement Séguy et Frachon à leur sortie de Grenelle. En fait, au moment où les deux leaders se retrouvent devant l’assemblée générale des grévistes, le responsable CGT de l’usine, Aimé Halbeher, a déjà appelé à la poursuite de la grève et l’assemblée a voté sa reconduction pour 24 heures. Les responsables syndicaux ont certes pu penser, devant le brusque raidissement de la situation politique, qu’un accord revendicatif ouvrirait une voie plus sereine au débat sur l’issue politique. Quelles que soient leurs intuitions de départ, ils enregistrent que le constat de Grenelle n’est manifestement pas en mesure de mettre fin au mouvement. Au moment où Renault se prononce, des dizaines d’entreprises de la métallurgie font le même choix, chez Citroën, Berliet, Thomson ou Peugeot, tout comme dans la chimie, à Rhodiaceta ou ailleurs.

L’imbroglio politique

Le 27 mai, la France se trouve donc devant la conjonction redoutable d’un mouvement étudiant radicalisé, d’une lutte sociale qui ne faiblit pas et d’une situation politique bloquée. Le pouvoir serait-il à prendre ? L’extrême

gauche y croit et rêve plus ou moins d'une issue insurrectionnelle. Mais le PSU et la CFDT ont en tête une autre option. Une fois de plus, Pierre Mendès France, l'inusable « PMF », apparaît comme l'homme de la situation. Le 21 mai, une association de soutien s'est constituée, à laquelle se rallient de nombreux intellectuels et universitaires. Le 26, à l'occasion d'une réunion discrète autour de PMF, Edmond Maire, de la CFDT, avance l'idée que « *le mouvement est fini* » et que, de ce fait, « *il est temps de donner sa conclusion politique au mouvement* ».

Le lendemain, Mendès est présent au stade de Charléty, au terme d'une manifestation de l'UNEF de 15 à 30 000 personnes, à nouveau boudée par la CGT et le PC. Là, se retrouvent à la fois des membres de l'extrême gauche, du PSU, des syndicats hors CGT et de la FGDS. Ce rassemblement de l'extrême gauche et de PMF est pour les communistes une nouvelle preuve que les deux « dangers » de droite et de gauche sont tout près de se rejoindre. « *Une manœuvre de grande envergure se développe dans le dos des travailleurs* », écrit le BP le soir même du 27 mai.

Le 28 mai, Mitterrand annonce qu'il est prêt à former « *un gouvernement provisoire de gestion* », ouvert à tous les adversaires du gaullisme sans exception. Il cite au passage le nom de Mendès France, pour ajouter tout aussitôt que lui-même sera une nouvelle fois candidat à la Présidence de la République. Voilà donc les communistes piégés entre une solution Mendès France et une hypothèse Mitterrand. Aussitôt, le BP manifeste une fois de plus son inquiétude devant ces « manœuvres » et, lors d'une réunion commune PC-FGDS, Waldeck Rochet exprime crûment ses réserves : « *Il n'est pas sérieux de prétendre aller au socialisme sans les communistes et encore moins en faisant de l'anticommunisme comme au stade Charléty* ». Le jour même, la CGT tente une ultime pression en annonçant une manifestation pour le lendemain 29 mai. Cette manifestation uniquement cégétiste est immense : la préfecture estime le nombre des manifestants à 100 000, tandis que la CGT en annonce 800 000. Le chiffre est manifestement exagéré, mais la puissance tranquille du cortège syndical tempère pour le moins l'image d'une centrale à contre-courant et isolée.



La direction du PCF lors de la manifestation du 29 mai 1968

En fait, il est trop tard. Le pouvoir donne certes l'image de l'impuissance et même d'un certain désarroi, mais un gouvernement incertain n'implique pas un État évanescent. L'État régalien est toujours bien en place, les chaînes de commandement hésitent, mais continuent de fonctionner. Quant à la mouvance la plus militante et la plus violente de la droite gaulliste, elle est en train de reprendre des forces, après le choc du 13 mai et la déferlante gréviste. Tout compte fait, les archives suggèrent que la crainte communiste d'une solution de force venant du pouvoir a plus de vraisemblance que les fantasmes inverses de la « *prise de pouvoir communiste* », qui mobilisent une part importante des sphères de l'État. Le PC est d'autant moins prêt à tenter « l'aventure » qu'il croit de moins en moins à l'hypothèse d'un accord programmatique solide qui se ferait sans aucune alliance avec le centre. Le 30 mai, le CC discrètement réuni ne tait pas ses inquiétudes et se met à compter, moins sur un accord à gauche que sur une dissolution de l'Assemblée nationale. À la fin de la journée, l'hypothèse est confirmée : le Général annonce qu'il ne part pas et qu'il convoque de nouvelles élections générales.

Le temps du reflux

Les communistes sont persuadés qu'ils vont tirer les bénéfices de leur engagement de mai, poursuivre leur progression électorale des années précédentes et effacer définitivement le camouflet de l'automne 1958. Mais la manifestation gaulliste du 30 mai et le reflux progressif du mouvement

gréviste font craindre un retour de bâton. Dans une campagne électorale extrêmement tendue – un jeune colleur d'affiches communiste, Marc Lanvin, est assassiné par des nervis gaullistes –, le PCF se veut un parti d'ordre et fustige plus que jamais les « *aventuriers gauchistes* ».

Les résultats des 23 et 30 juin sont une amère surprise. Le premier tour annule la progression de 1962 et 1967 : avec un peu plus de 20 % des suffrages exprimés, le PCF conserve sa primauté au sein de la gauche, mais perd près de 600 000 voix et 2,4 %. L'évolution est d'autant plus décevante que le recul s'avère plus important que celui de la FGDS et des « divers gauche » (-1,7 %) et, pire encore, contraste avec la progression du PSU (+ 1,7 %).

Les « groupuscules » avaient dénoncé le recours aux élections et fustigé le PC qui l'avait accepté. Le verdict des urnes va pour une part dans leur sens : la baisse de la participation électorale correspond à peu près aux pertes législatives du PCF. Celles-ci sont sensibles dans l'écrasante majorité des départements, annulant une part des gains récents, notamment dans l'Est et dans l'Ouest. Le grand mouvement de 1968, tout à la fois, continue la tradition du mouvement ouvrier (le modèle « Front populaire ») et exprime l'entrée dans un nouvel univers de contestation et d'insubordination. En privilégiant la première dimension, le PCF n'est pas à contre-courant ; mais en ignorant la seconde, il se fragilise et affecte son image dans une fraction de l'opinion qui le suivait jusqu'alors.



Jean-Luc Godard et Louis Aragon en marge d'une manifestation à Paris, le 29 mai 1968.

Malgré les accords d'union de la gauche, le second tour amplifie le recul : le PCF perd la moitié de ses députés, tout comme la gauche non communiste. Pour la direction communiste s'exprimant le 24 et le 30 juin, l'analyse s'impose : les élections sont le résultat du « *chantage à la peur* ». Le 1^{er} juillet, le BP complète le tableau : le gaullisme a mis à profit « *les désordres provoqués par des groupes pseudo-révolutionnaires* », qui auraient pu ainsi permettre « *d'écraser dans le sang le mouvement ouvrier* ». Pour le PCF, le mouvement se termine comme il avait commencé : « c'est la faute aux gauchistes ».

L'argument ne convainc pas tous les militants et le printemps 1968 prolonge le large mouvement de désagrégation symbolique qui s'était

amorcé en 1956. Dès le début mai, *Les Lettres françaises* d'Aragon et la revue *Démocratie nouvelle* de Paul Noirod expriment, à l'égard du mouvement étudiant, une tonalité différente de celle du centre dirigeant. En pleine tourmente, le 26 mai, trente-six intellectuels communistes adressent une lettre à Waldeck Rochet pour dire leur « *solidarité politique avec le mouvement* » et critiquer les distances prises officiellement par le PCF. À la différence des crises précédentes, ils sont reçus par une délégation de la direction, mais pour s'entendre opposer une fin de non-recevoir.

Lors de la session du CC des 8-9 juillet, Garaudy, jusqu'alors discret, prend le relais pour se démarquer de l'obsession antigauchiste : le mouvement étudiant a produit « *une élaboration très riche* ». De façon générale, ajoute-t-il, le mouvement du printemps oblige à redéfinir les rapports entre les nouvelles couches intellectuelles et le monde ouvrier. La levée de boucliers, ce jour-là, est générale : celui que l'on considérerait comme un philosophe officiel remet en question le rôle historique de la classe ouvrière. Que devient alors « l'identité » du parti ?

Le Printemps de Prague

Sitôt refermée la séquence du printemps français, le PCF se retrouve plongé dans une tempête bien plus déstabilisante encore. Elle a lieu en Tchécoslovaquie, où l'orage s'annonçait depuis plusieurs mois. Les « événements » français l'avaient simplement relégué au second plan.

Tout a commencé en effet au début janvier 1968, quand on apprend que le dirigeant du PC et de la République tchécoslovaques, Antonin Novotny, est brusquement mis à l'écart, au profit d'une coalition conduite par un responsable slovaque, Alexandre Dubcek. Celui-ci, adoubé par les Soviétiques, est présenté au départ comme un point d'équilibre entre « réformateurs » et « conservateurs ». Or, très vite, la balance officielle penche en faveur des premiers. De façon inattendue, la classique épuration des sommets débouche sur une révolution dans la révolution. Le « Printemps de Prague » entre dans l'histoire...

Dans les premières semaines, le PCF observe le mouvement de façon plutôt favorable, mais prudente. « *La situation est bien mouvante* », affirme le Secrétariat le 26 mars. En fait, les ouvertures politiques amorcées à

Prague déconcertent la direction française qui, jusqu'au début avril, renâcle devant des évolutions jugées plus proches du « libéralisme bourgeois » que de la « démocratie socialiste ».

Toutefois, dans l'esprit de Rochet, la prise de distance contredit les efforts en faveur de l'union de la gauche et la revalorisation affichée de l'enjeu démocratique en France. Le 1^{er} avril, le BP blâme encore Noirot pour avoir reproduit un texte de Dubcek dans les colonnes de *Démocratie nouvelle*. Le lendemain, la volte-face est complète : « *Considérer comme positif le rapport de Dubcek devant le CC du PC tchécoslovaque* ». C'est le début du grand écart dans le mouvement communiste international : au moment où le PCF se rapproche de Dubcek, le bloc soviétique durcit ses critiques à l'égard des responsables praguais. Dès le début mars, l'idée d'une intervention militaire du pacte de Varsovie est sur la table. Mis au courant discrètement par les Hongrois, Rochet décide que le PCF peut user de la place qui est la sienne pour jouer les bons offices. N'est-il pas à mi-chemin entre les audaces tchèques et les réticences du « bloc » ? Car si le secrétaire général ne veut pas se démarquer de ce qui se fait à Prague, il considère qu'il ne peut pas s'en réclamer ouvertement. Au début du printemps, l'hypothèse d'une médiation est reportée. Au moment où les relations se tendent entre Prague et les Cinq du Pacte de Varsovie (URSS, Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA), en avril-mai, le PCF a d'autres chats à fouetter...

Quand il se remet dans le bain, au début juillet, les « faucons » n'ont cessé de marquer des points à l'Est, arguant de chaque poussée du mouvement réformateur pour crier au danger « révisionniste » de droite et à l'abandon du « marxisme-léninisme ». Sur le fond, le PCF ne sait trop que penser. Lui aussi redoute les effets destructeurs d'une libéralisation trop accentuée et il évoque les risques de dérapage « à droite ». Mais il est avant tout conscient des conséquences désastreuses d'un nouveau Budapest. Une lettre secrète et menaçante du PC soviétique, le 11 juillet, le pousse à agir pour conjurer le désastre.

Le 15 juillet, Rochet se rend à Moscou pour essayer de pousser à la modération des dirigeants soviétiques qui se refusent désormais à tout compromis. Atterré par sa rencontre, il convainc son BP qu'il faut proposer une conférence de tous les PC européens, de l'Est comme de l'Ouest. Reçu par Dubcek à Prague, le 19 juillet, il ne peut qu'enregistrer son échec. Pour

le numéro un tchécoslovaque, le discours de modération des Français n'est qu'une manœuvre qui sert les intérêts de Moscou. Le 20 juillet, le PCF jette l'éponge : la rencontre européenne n'aura pas lieu.

Au fil des jours, les Français suivent, impuissants, les étapes de la marche à l'abîme, se contentant d'énoncer de bien inutiles mises en garde. Ils veulent encore y croire, quand d'ultimes hésitations soviétiques débouchent sur des discussions apaisantes entre le PC tchèque et les alliés du Pacte de Varsovie, à la fin juillet et au début août. En fait les Soviétiques, encouragés par la neutralité affichée des États-Unis, ont accepté entre le 22 et le 30 juillet la décision d'une intervention militaire. Le 18 août, les Cinq réunis à Moscou entérinent le recours à la force. Dans la nuit du 20 au 21, la direction du PCF est officiellement informée que les troupes du Pacte de Varsovie sont entrées en Tchécoslovaquie. Au petit matin, les chars russes sont à Prague.

Le choc

« *Brejev est un salaud !* » Averti à la fin de la nuit, désespéré par la nouvelle pourtant attendue, Rochet fait aussitôt adopter par le BP une résolution, rédigée par son principal conseiller en matière internationale, Jean Kanapa. Elle exprime sa « *réprobation* », comme le font au même moment le PC italien et 23 autres partis communistes, sur les 92 qui constituent le mouvement communiste international. Le lendemain, le CC confirme la condamnation française, mais atténue sa formulation, en passant de la « *réprobation* » à la « *désapprobation* ».

L'annonce de l'intervention constitue un véritable tsunami culturel. Jusqu'alors, quelle que soit leur conviction profonde, les militants communistes ont pris l'habitude de penser que la défense du « pays du socialisme » primait sur toute autre considération. En 1956, au moment du drame de Budapest, le mécanisme avait fonctionné massivement, sauf dans les milieux intellectuels et les franges plus lointaines de la galaxie. Or, cette fois, la direction prend le contre-pied de l'usage ancien, ce que refuse une part de l'organisation, à l'image de la veuve du précédent Secrétaire général, la pugnace Jeannette Thorez-Vermeersch. Par ailleurs, Garaudy se fait l'écho d'une partie du corps militant qui considère que la décision

soviétique est trop lourde de conséquences pour que le PCF s'en tienne à une simple désapprobation.

Les doutes et les critiques s'expriment peu, dans une culture politique qui confond volontiers homogénéité et unité. Rochet s'inquiète pourtant d'une possible fracture. Pessimiste, il laisse entendre à son entourage que la position de la direction n'est pas celle de la majorité des adhérents. Une consultation inédite et discrète des comités fédéraux du parti le rassure, mais il maintient prudemment une voie médiane : maintenir le refus de l'intervention, étriller Garaudy et seulement égratigner « Jeannette ». Le 23 octobre, celle-ci démissionne de toutes ses responsabilités. Garaudy, lui, tient tête un peu plus longtemps...

La position de Rochet n'obéit pas à de seules considérations internes. Il ne démord pas de sa position de principe depuis juillet : pas question de revenir sur la condamnation de l'intervention. Mais, en vieux kominternien, il ne peut non plus se résoudre à un nouveau schisme. La France ne doit pas être une nouvelle Yougoslavie et Rochet n'entend pas être un Tito français. Le PCF va donc s'engager dans un délicat exercice d'équilibre, censé prolonger l'effort de médiation entrepris en juillet. Publiquement, il affirme tout à la fois sa position des 21-22 août et son désir de préserver l'unité de l'univers communiste.

Dans la pratique, c'est le second terme qui finit par peser davantage dans la balance. Dès le 25 août, le BP appelle de ses vœux « *la normalisation de la situation en Tchécoslovaquie* ». Sans doute entend-il par-là le refus d'un bain de sang. Mais la modération voulue du propos ignore l'écart ténu qui, à Prague, sépare la normalité souhaitable de la paix civile et la mise à la norme, le retour à l'ordre ancien qui est l'objectif de la « normalisation » entreprise par les Soviétiques. Au fond, la direction française « diplomatise » sa position politique, au nom du dialogue, mais au risque de mettre au second plan ses valeurs fondamentales, ce que lui reproche Garaudy le 20 octobre. Au prétexte de ne pas rompre l'unité du mouvement, le PCF finit par abandonner Dubcek et par accepter la remise au pas impitoyable pilotée par Moscou. La prudence officielle, qui contraste avec la colère d'un Aragon dénonçant en octobre « *un Biafra de l'esprit* », va ternir l'image des communistes.

En novembre, Rochet et Marchais font le voyage de Moscou, pour tenter une ultime fois de faire reconnaître le désaccord qui sépare les PC français

et soviétique. Or Brejnev est intraitable : pas question de mentionner une divergence dans le communiqué final. Il fallait signer ou rompre, expliquent les deux hommes de retour à Paris... et la rupture était hors de question. L'année suivante, la Conférence internationale des partis communistes et ouvriers entérine la position soviétique. Désireuse de ne pas heurter la majorité des 75 PC présents à Moscou, la délégation française, conduite par Rochet et Marchais, accepte de faire profil bas et de ne pas se joindre à la contestation conduite par une vingtaine d'autres PC, parmi lesquels se trouvent les PC italien et espagnol. Les velléités d'indépendance manifestées par le PCF dans les années précédentes sont provisoirement mises au placard. En juillet 1971, une rencontre au sommet entre le PCF et le PCUS, à Moscou, officialise la fin de la guérilla menée par les Français à l'été 1968.

Après la tempête

À la fin de l'année 1968, le parti dans son ensemble a plutôt bien résisté à la tourmente et la croissance du nombre de cartes placées se poursuit, passant cette fois le seuil des 300 000. Mais la contestation interne a pris un nouvel élan. Fidèle à la tradition, la direction s'est arc-boutée face aux critiques de tous bords. Elle a contenu la tentation « gauchiste » des franges intellectuelles, tenu bon face aux pressions des plus traditionalistes et désigné à la vindicte la cible réputée droitière de Garaudy. Les opposants ont été soumis à la « vigilance » des organisations, notamment les contestataires du printemps qui, stimulés par le drame tchécoslovaque, se regroupent à l'automne autour du projet d'une nouvelle revue. Proposée par Noirot, elle prend la suite de *Démocratie nouvelle*, abandonnée par le PC courant mai, et prend le nom de *Politique aujourd'hui*. Malgré la densité et la qualité des deux cents soutiens, Le BP décide aussitôt de combattre la tentative. Au début de 1969, quand paraît le premier numéro, la condamnation est sans appel : « *ligne révisionniste de droite* ». Dans le langage communiste, l'implication est évidente : qui persiste s'expose à la mise à l'écart. De fait, l'affaire provoque une nouvelle vague de départs et d'exclusions, après celle de 1956. Jean Chesneaux, Victor Leduc, Paul Noirot, Madeleine Rebérioux, Jean-Pierre Vernant et plusieurs autres s'en vont d'eux-mêmes ou sont contraints au départ.

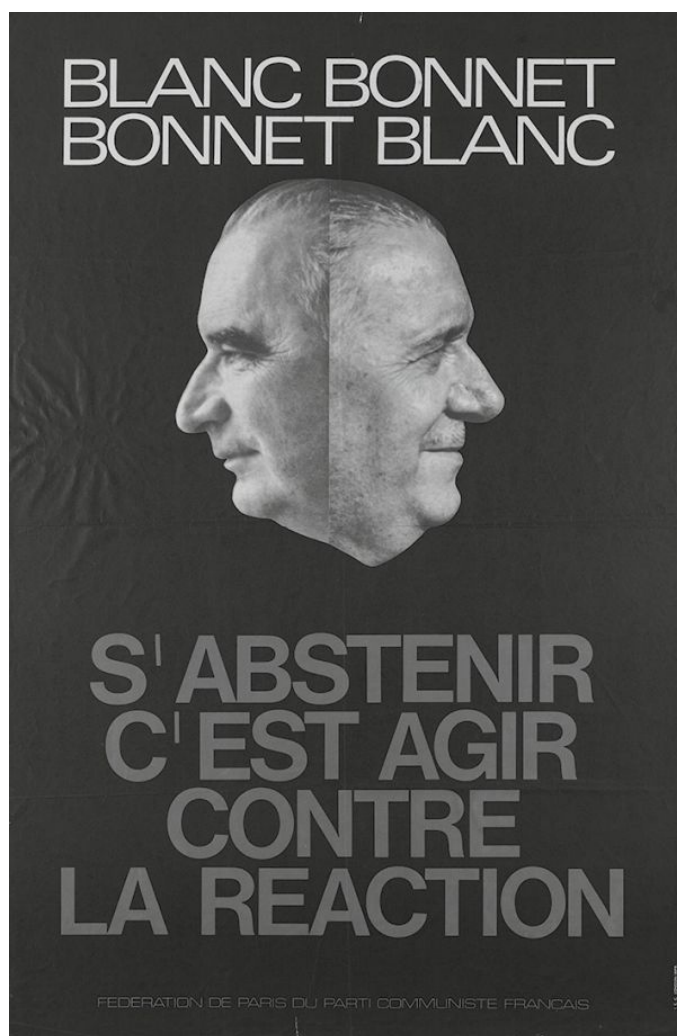
La direction ne veut pourtant pas s'en tenir là. Elle sent la nécessité de rappeler la cohérence stratégique qui fonde la vocation révolutionnaire du parti communiste. Réuni à Champigny, le CC de décembre 1968 adopte une longue résolution, qui sera retenue sous le nom de « *Manifeste de Champigny* ». On peut y voir l'apogée de sa formalisation stratégique depuis 1966. Face aux critiques gauchistes persistantes depuis mai, la direction veut renforcer son choix de l'union de la gauche par un objectif qui la dépasse. Elle ne le situe ni dans le communisme en lui-même – il est trop lointain – ni dans le socialisme – il n'a pas besoin d'être défini, puisqu'il est « *réellement existant* » depuis 1917 – mais dans « *la voie française au socialisme* ». Si le socialisme combine des traits universels et des formes nationales spécifiques, la voie qui y conduit relève, elle, entièrement de la spécificité de chaque peuple. En cela, le PCF rejoint la conception italienne des « *voies nationales* » qu'il récusait vivement de 1956 jusqu'au début des années 1960. D'une certaine manière, Rochet pousse le parti au bout d'une logique qu'une part de l'Internationale avait esquissée en 1938 (la « *démocratie populaire* » de Dimitrov et de Togliatti), que la Libération avait tenté de prolonger (Dimitrov et Thorez) et que les aléas de la guerre froide avaient mise en sommeil.

Une classe et son parti ; un rassemblement populaire contre les monopoles capitalistes et une union de la gauche pour le traduire politiquement... Le Manifeste réaffirme l'idée que la « *voie pacifique* » est la seule révolutionnaire, la seule qui « *ouvre la voie vers le socialisme* ». Au sein d'un CC rasséréné par cette remise en ordre, une seule voix discordante s'exprime : celle de Garaudy, qui pousse plus loin encore ses suggestions de juillet et met désormais l'accent sur la nécessité d'un « *bloc historique* » unissant sans subordination ouvriers, techniciens et travailleurs intellectuels. Lui aussi fait à sa manière la synthèse des écarts qu'il a exprimés, entre mai et octobre.

La résolution de Champigny peut être tenue pour le « *testament politique* » du numéro un français (Jean Vigreux) ; l'intervention de Garaudy, elle, sonne comme un adieu. Tout, dans le discours du directeur du CERM, contredit une culture extrêmement soudée, codifiée en doctrine et entretenue par tout un dispositif d'acculturation militante. Au contraire, le Manifeste rédigé par Kanapa a les vertus rassurantes de la continuité dans le changement. Il évite à court terme d'aggraver les clivages et maintient l'équilibre entre les incontournables « deux dangers ». Il oublie seulement

que la fin tragique du Printemps de Prague est le signe avant-coureur d'un soviétisme exsangue, enkysté dans son « réalisme » et dont la puissance soviétique ne peut plus cacher le manque de renouvellement.

L'image d'un PC et d'une CGT désarçonnés par la tumultueuse année 1968 ne peut être retenue de façon unilatérale. Le résultat des élections aux comités d'entreprise est positif pour la CGT, qui a gagné 201 000 adhérents depuis 1966. Quant au PCF, en jouant la carte de l'ordre, à la fin du printemps, il a heurté la part la plus radicale de son espace, qui avait vu dans le mouvement l'amorce d'un nouvel élan social et politique. La blessure législative de l'été 1968 ne va pourtant pas tarder à être pansée.



Juin 1969 : le PC appelle à s'abstenir au second tour de la présidentielle.

Un an plus tard, en effet, le bon score national de Jacques Duclos à l'élection présidentielle qui suit la démission du général de Gaulle, relance

l'espérance. Cette candidature n'a pas été voulue au départ par la direction, qui souhaitait une reconduction de la tactique choisie en 1965. Or Mitterrand est provisoirement hors-jeu et les socialistes ne veulent pas d'un tête-à-tête avec le PC. Le 2 mai, Rochet propose au CC de présenter Duclos, vieux thorézien de 72 ans dont il dit que sa « *candidature va fédérer nombre de voix de travailleurs* ». Le choix d'un homme âgé, un an après la révolte de la jeunesse, est surprenant. De fait, les premiers sondages ne sont guère encourageants, mais une campagne extrêmement dynamique, servie par sa faconde, son sens de la formule et son accent rocailleux, nourrit une progression continue dans l'opinion.

Avec 21,5 % des suffrages exprimés, Duclos va au-delà des ultimes sondages et talonne de peu le candidat des centristes, le Président du Sénat Alain Poher (23,5 %). Il écrase tous ses concurrents de gauche, et notamment le socialiste Defferre qui, malgré son « ticket » avec Mendès France, franchit de justesse la barre des 5 %. Contrairement aux apparences, le vote Duclos n'est pas à proprement parler communiste : ses zones de plus forte progression sont dans les terres d'implantation du socialisme et du radicalisme. Un cinquième du résultat final revient à des électeurs socialistes qui ont vu, dans le candidat du PC, le vote le plus utile pour maintenir la gauche à flot. Le phénomène ne se reproduira plus...

Le PCF en est sur le moment réconforté. La voie est libre pour apurer définitivement les comptes des années précédentes. L'extrême gauche trotskisante ou maoïsante ayant depuis quelque temps quitté le parti, le moment est venu de frapper les « droitiers ». Au début de 1969, le BP a relancé la critique de Garaudy et de son livre *Le modèle français du socialisme*. La polémique s'envenime à l'automne, surtout après la Conférence mondiale des PC, que le philosophe critique publiquement. En novembre, il récidive en refusant d'adopter le projet de texte proposé en vue du XX^e Congrès du parti. La machine de la mise à l'écart se met alors en marche. Si Garaudy peut intervenir lors du congrès de février, dans un silence remarqué de cathédrale, il est écarté de la direction, puis exclu par sa cellule le 30 avril suivant, ce que le CC ratifie dès le 20 mai 1970.

Entre-temps, le PCF a changé de numéro un. Affaibli nerveusement par les tensions extrêmes de l'année 1968, une première fois hospitalisé au cours même du Congrès mondial de Moscou, en juin 1969, Rochet est définitivement terrassé par la maladie à la fin novembre 1969. Le 12

décembre, un communiqué officiel annonce qu'il est éloigné de toute activité pour longtemps. Il ne reparaitra plus sur la scène publique jusqu'à sa mort en 1983. Dans la cohorte des jeunes dirigeants promus pendant la première moitié des années 1960, c'est Marchais qui est choisi pour le remplacer. On dit qu'il a été adoubé par les Soviétiques dès l'été de 1969. On rappelle qu'il ne s'est intégré qu'en 1947-1948 dans l'univers communiste, qu'il n'a pas été résistant et qu'il a même travaillé en Allemagne pendant la guerre³.

Mais il a pour lui d'être un ancien métallo – le symbole du communisme ascendant de l'entre-deux-guerres –, d'avoir une force d'entraînement incontestable, de disposer d'une forte expérience syndicale et d'avoir dirigé la fédération de Seine-Sud – la future fédération du Val-de-Marne – qui est celle de Maurice Thorez et de « Jeannette ». Plutôt que le subtil Roland Leroy, « patron » des intellectuels communistes, il rassure une direction attachée à réussir l'amalgame entre la génération historique des thoréziens et celle des héritiers. Il rassure en tout cas Rochet lui-même, qui a choisi son successeur, avec l'aval de son fidèle compagnon, bourguignon comme lui, le puissant « secrétaire administratif » du parti Gaston Plissonnier. Dès lors, le choix de l'ancien « métallo » s'impose à tous, sans réticences affichées⁴.

Le temps du regain ?

Les « années 68 » ne se referment pas après la reprise du travail et le triomphe électoral du gaullisme. « *L'insubordination ouvrière* » (Xavier Vigna) ne connaît pas de trêve pendant la décennie 1970. Elle est même prolongée par l'émergence de nouvelles contestations, dont on dira plus tard qu'elles sont « sociétales » plutôt que « sociales ». À l'instar d'Alain Touraine, les analystes vont scruter les « *nouveaux mouvements sociaux* », construits autour de questions telles que l'écologie, le féminisme ou l'immigration... et soutenus par une idéologie plus libertaire, sensible aux exigences d'autonomie et de nouvelles solidarités. Quelles qu'en soient les formes, la radicalité de l'époque désarçonne les cultures prolétariennes classiques de la révolution.

L'obsession antigauchiste du PCF ne s'évanouit pas après juin 1968, bien au contraire, et la direction, jusqu'en 1971 au moins, reprend sa litanie du combat nécessaire contre les « *aventuriers* ». Il est vrai que ceux-ci cherchent à prolonger l'effervescence révolutionnaire de mai-juin. Les organisations se multiplient, dans la mouvance du trotskysme ou du maoïsme, tandis que le PSU de Michel Rocard et de Jacques Heurgon s'ancre dans sa ligne d'extrême gauche. Cette gauche révolutionnaire est même tentée par la radicalisation de l'action, surtout dans ses franges « mao », mais, au-delà de quelques tentatives limitées, la France ne connaîtra pas les dérives sanglantes de l'Italie et de la RFA.

La bourrasque du printemps français accélère les recompositions à gauche. Fragilisé par l'échec de sa tentative des 28-30 mai 1968, Mitterrand ne peut empêcher la désagrégation de la FGDS et la reprise en main du mouvement par la SFIO. Au même moment, la droitisation du gaullisme pompidolien pousse le radicalisme vers l'option centriste. En 1970, le Parti radical met en avant le vibrionnant directeur de *L'Express*, Jean-Jacques Servan-Schreiber, l'homme du modèle américain qui, dans son livre *Ciel et Terre*, ambitionne de concurrencer la « nouvelle société » portée par Jacques Chaban-Delmas. Pendant quelques mois, la Troisième force revient une nouvelle fois sur le tapis, en même temps que l'extrême gauche fait feu de tout bois.

Le PCF bénéficie toutefois d'une conjonction favorable. L'élection présidentielle a accentué son hégémonie électorale face à une gauche réformatrice provisoirement atomisée et laminée. D'un autre côté, l'impact culturel du gauchisme et l'activisme impressionnant de ses militants s'accompagnent d'une incapacité à se fédérer et à attirer durablement sympathies et votes. En février 1972, les obsèques massivement suivies⁵ du militant maoïste Pierre Overney, assassiné devant les usines Renault, constituent à la fois l'apogée et le chant du cygne du gauchisme politique.

Face à une droite pompidolienne triomphante, l'union de la gauche attire plus que le lyrisme révolutionnaire ou les sirènes de la Troisième force. Aux municipales de mars 1971, le nombre des listes associant communistes et socialistes a presque doublé dans les villes de plus de 30 000 habitants. Le PCF en est le grand bénéficiaire, en doublant le nombre de ses mairies dans cette tranche de communes. Amiens, Calais, Saint-Dizier et Arles ont désormais un maire communiste.

Le programme, enfin !

L'union de la gauche revient pourtant de loin. À la fin octobre 1968, la SFIO de Guy Mollet a argué du réalignement de la position communiste sur la Tchécoslovaquie pour prendre à nouveau ses distances avec le PC. Il faut dire que la préoccupation principale des socialistes est désormais ailleurs. Après le désastre de la présidentielle, l'ordre du jour est à la recomposition. Au Congrès d'Issy-les-Moulineaux (juillet 1969), la vieille SFIO s'efface, au profit d'un Parti socialiste qui se dit « nouveau ». Mollet, à la tête du parti depuis 1946, cède ainsi la place à l'ancien minoritaire, passé par le Parti socialiste autonome, Alain Savary.

La nouvelle direction reprend le dialogue avec le PC, mais avec une marge de manœuvre interne si faible et une hésitation telle, qu'elle nourrit les suspicions et les craintes maintes fois énoncées de la direction communiste. Un document commun aux deux partis est néanmoins publié en décembre 1970, faisant le point des discussions. Mais l'œil est désormais fixé sur le Congrès d'unité des socialistes, prévu pour le mois de juin 1971. On sait que le personnage central de ce congrès va être Mitterrand, sans que nul ne connaisse vraiment la manière dont il envisage ses rapports avec les communistes. Selon certains témoignages, il est persuadé que l'alliance avec le PC est inévitable pour parvenir au pouvoir. Mais d'autres pensent qu'il ne veut pas aller trop loin dans cette direction.

Les dirigeants communistes penchent nettement pour cette seconde hypothèse. Au lendemain du Congrès d'Épinay, qui sanctionne la victoire de Mitterrand, plusieurs relevés de décision du BP et du Secrétariat disent et redisent les craintes d'un recul. Il est vrai que le nouveau Premier secrétaire du Parti socialiste doit concilier les avis disparates de sa majorité, tiraillée entre le CERES de Jean-Pierre Chevènement, réputé le plus proche du PC, et le bloc Nord-Bouches-du-Rhône où les réfractaires à l'union sont puissants. Pour éviter les ruptures, Mitterrand semble pencher au départ pour une voie moyenne : discuter avec le PC, se diriger vers un accord électoral, mais sans aller jusqu'à la rédaction d'un programme trop contraignant.

« *Un contrat de gouvernement* », dit-il à Épinay. Mais un contrat n'est pas nécessairement un programme ; or le PC ne veut pas d'un accord sans programme détaillé. Tenaces, les communistes poussent les feux pendant le

second semestre de 1971, acceptent de faire des pas en avant sur la question des libertés, mais attendent des contreparties. En octobre, sur proposition de Kanapa, une ébauche copieuse de programme commun est rédigée, sous le titre « *Changer de cap* ». Elle est diffusée à 800 000 exemplaires. Face à l'offensive d'un PC requinqué, la nouvelle direction socialiste ne peut tergiverser davantage. Au début de l'année 1972, le programme socialiste (« *Changer la vie* »), rédigé à la hâte par Chevènement, répond à la proposition du PC. Cette fois, Mitterrand a tranché.

Les négociations PC-PS reprennent en mars. Un temps, elles sont freinées par l'annonce présidentielle, le 23 mars, d'un référendum sur l'élargissement du Marché commun au Royaume-Uni, au Danemark et à l'Irlande. Pompidou sait que l'Europe reste un point de litige entre les socialistes, ses partisans résolus, et des communistes plus que méfiants. Mitterrand perçoit le piège et propose au PC une abstention concertée, mais les communistes ne veulent pas mettre le doigt dans ce qui peut paraître un début d'acceptation de l'intégration européenne. Et il n'est surtout pas question pour eux d'être une force d'appoint pour des recompositions qu'ils jugent incertaines. Seuls, ils voteront donc pour le « non », minoritaire à l'arrivée.

La manœuvre élyséenne fait pourtant long feu. Sitôt passé le référendum, les deux partis se retrouvent autour d'une table, le 23 avril, dans un climat pesant. Cette fois, les réticences réciproques ne peuvent plus entraver la marche en avant. Dans la nuit du 26 au 27 juin, le programme commun est signé et reçoit aussitôt l'appui des radicaux de gauche, qui ont définitivement quitté le parti radical « valoisien ». Le 28, à Vienne, devant ses pairs de l'Internationale socialiste, Mitterrand déclare que son but est de ramener le PC à 15 %. Le 29, devant le CC, Marchais évoque le propos du leader socialiste, sans que ce passage critique de son rapport soit rendu public sur le moment. Le PC sait qu'il a affaire à un rude partenaire qui n'a jamais caché son objectif. En 1969, dans son livre *Ma part de vérité*, Mitterrand n'a-t-il pas écrit, noir sur blanc, qu'il veut « *la formation d'un mouvement politique apte à équilibrer d'abord, à dominer ensuite le Parti communiste, et à détenir enfin pour lui-même, en lui-même, une vocation majoritaire* » ? À la fin juin 1972, le PCF n'en a cure : il a enfin obtenu ce qu'il réclame depuis dix ans et que ses partenaires ont si longtemps refusé et il a, pense-t-il, les ressources pour contrecarrer les espérances de reconquête socialiste.

Chapitre 10

Du programme commun au départ du gouvernement. 1972-1984

Le 12 juillet 1972, le programme commun est officiellement ratifié par Georges Marchais, François Mitterrand et le radical de gauche Robert Fabre. « *Nous nous engageons d'un pas décidé dans la voie de la constitution d'un gouvernement* », écrit Marchais dans *L'Humanité* du lendemain. Dans l'esprit des communistes, l'élan que ne manquera pas de créer l'accord historique profitera à leur parti : il a proposé le programme, imposé sa philosophie générale et il en diffuse plus d'un million d'exemplaires en six mois. De plus, après un recul en 1969 et 1970, la conflictualité sociale redémarre à partir de 1971, avec des grèves plus nombreuses, plus longues et plus violentes. Comment le parti de la classe ouvrière n'en tirerait-il pas avantage ?

Dans les premiers mois, chacun joue à peu près le jeu, même si quelques accroc viennent tempérer la fête, comme la colère qu'exprime le PC quand, le 26 octobre, son allié participe à un meeting de solidarité avec les victimes de la répression en Tchécoslovaquie. Mais communistes et socialistes travaillent dans un comité de liaison, conjuguent leurs efforts au Parlement et manifestent ensemble à la porte de Versailles, le 1^{er} décembre (100 000 participants).

Une direction perplexe

Le PC a bien sûr l'œil fixé sur les élections législatives de mars 1973, les premières après la signature du programme. La mécanique militante est bien rodée et la CGT elle-même est conviée à donner un coup de pouce. En janvier 1973, devant le CC, Marchais recommande certes la prudence (« *Il*

ne faut pas porter préjudice à cette grande organisation de masse »), mais n'en explique pas moins « qu'en affinant son argumentation politique, en étant subtile, la CGT et ses organisations peuvent amener les travailleurs, les femmes, les employés à voter communiste et pas socialiste ». Les résultats ne sont pourtant pas à la hauteur des espérances. Avec 21,4 % des suffrages exprimés, les communistes font mieux qu'en 1968, mais moins qu'en 1967, avec même une perte sensible en région parisienne. S'ils sont toujours devant les socialistes (19,2 %), l'écart s'est réduit entre le PC et ses partenaires. Quelques mois plus tard, les cantonales reproduisent le recul (-3,6 %), dans une série de cantons pourtant favorable.

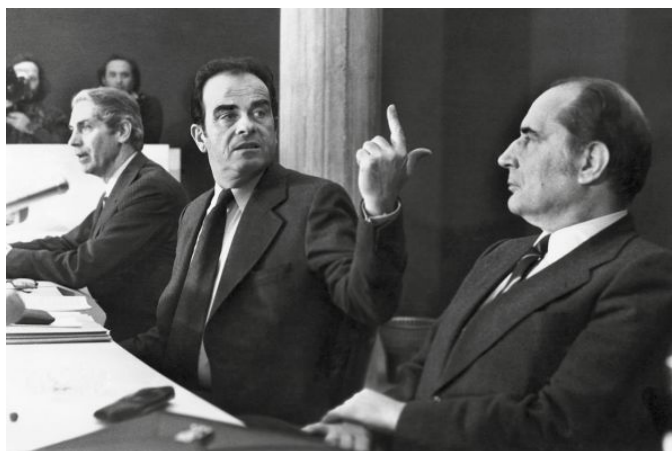
Les dirigeants des années 1970 appartiennent à une génération nouvelle. Sur les 117 membres du CC élus en 1972, près de 40 % y sont entrés après 1964 et 60 % après 1958. Sur les 18 membres du BP élus à la même date, 11 n'y sont que depuis 1959. Ce sont des « héritiers », à l'image de Marchais : du noyau thorézien, ils ont reçu un modèle partisan rodé, une culture savamment formalisée et un réseau de pratiques éprouvées. Pour l'essentiel, ils n'ont connu que le PCF de l'apogée, enraciné dans la France industrielle et urbaine, campé sur ses 20 à 25 % de suffrages exprimés. Ils tiennent ce communisme pour une donnée quasi naturelle, l'expression politique par excellence du monde ouvrier.

S'il n'a pas progressé davantage, en mars 1973, la cause se trouve nécessairement en dehors de lui, du côté des adversaires déclarés ou des partenaires indéliçats (« *Même habillé de gauche, l'anticommunisme est de droite* », écrit Henri Malberg dans *L'Humanité* du 28 août). La « ligne », elle, ne peut pas être contestée. Il ne reste plus qu'à la gérer au jour le jour, de façon pragmatique, sur le registre éprouvé du balancier.

En septembre 1973, le BP engage les communistes à dénoncer « une violente campagne anticomuniste et antisoviétique, avec tous les moyens dont [le pouvoir] dispose et les concours qu'il utilise ». En janvier 1974, au moment de la publication de *L'Archipel du goulag* d'Alexandre Soljenitsyne, ils réagissent avec virulence, dénonçant dans *L'Humanité* « une nouvelle campagne antisoviétique contre la détente ». « Nous devons résolument, avec vigueur, repousser l'idée qu'il nous faudrait prendre nos distances avec les pays socialistes, avec l'Union soviétique », explique Marchais le 24 janvier. Ce jour-là, le CC est catégorique : « la lutte contre l'antisoviétisme est l'affaire de tous ».

Or, à quelques rares exceptions près (*Témoignage chrétien*, Alain Decaux, Max-Pol Fouchet), cette lutte ne mobilise guère en dehors du PC, dans un moment où l'URSS se raidit dans la défense intransigeante d'un bloc voué à l'immobilité. De plus, Moscou ne veut pas d'une union de la gauche jugée trop « atlantiste » et préfère ouvertement la droite. La défense du monde soviétique s'accompagne dès lors de prises de distance croissantes. Entre 1972 et 1975, la maison d'édition du PC, les Éditions sociales, publie une histoire de l'URSS très critique, rédigée par l'historien communiste Jean Elleinstein. En mai 1975, Marchais utilise pour la première fois le concept de stalinisme jusqu'alors violemment récusé puis, un an plus tard, se démarque de la vieille idée selon laquelle l'attachement à l'URSS est « *la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien* ». En octobre 1976, Juquin participe à un meeting de soutien au mathématicien dissident Leonid Pliouchtch, récemment expulsé d'URSS, et lui serre ostensiblement la main.

Quant au PS, les communistes ont bien du mal à savoir comment enrayer sa montée, alternant les prises de distance et la surenchère unitaire. Officiellement, le PCF se veut le champion de l'union de la gauche. Dès le 4 avril 1974, deux jours à peine après la mort de Georges Pompidou, le CC se prononce pour une candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle, laisse entendre qu'il est prêt à soutenir une nouvelle candidature de Mitterrand et fait preuve de la plus grande modération pour obtenir un accord en ce sens. À l'été 1974, l'enthousiasme de la campagne Mitterrand pousse aux propos les plus optimistes sur l'évolution du leader socialiste et de son parti lui-même. « *Nous n'avons aucun souci, aucune préoccupation* » sur l'orientation du PS, affirme Marchais le 13 juin 1974, avant de se rapprocher ouvertement du leader socialiste suédois Olof Palme. Le PS « *se réfère très fortement au programme commun et a réaffirmé avec force son attachement à l'union de la gauche* », se félicite le Secrétariat, le 18 juin. Cet été 1974 a été « *l'âge d'or de l'union de la gauche* », écriront plus tard Alain Bergounioux et Gérard Grunberg).



Robert Fabre, Georges Marchais et François Mitterrand lors d'une conférence de presse le 21 janvier 1974

Mais dans le même temps, l'œil rivé sur les sondages et les résultats électoraux, la direction constate mois après mois que le PS d'Épinay est en train de devenir la force de référence. Le PCF n'aurait-il pas vendu son âme en signant le programme commun, comme le disent ouvertement les « gauchistes » et comme le murmurent des militants communistes, à la base comme au sommet ? Parmi les 68 à 73 % d'ouvriers qui ont voté Mitterrand au second tour de la présidentielle, combien reviendront à un vote communiste ?

Pas question de laisser du champ aux critiques « de gauche » : le noyau dirigeant va vite tenter de convaincre que l'alliance n'est pas l'abandon de l'identité et que les socialistes n'ont pas changé de nature. Le programme commun n'est pas « *un armistice avec la social-démocratie* », avait affirmé Roland Leroy dès septembre 1972, devant le CC. Le 8 octobre 1974, une série de législatives partielles défavorables conduit le Secrétariat à sonner l'alarme : « *L'ample entreprise de la réaction pour affaiblir notre Parti n'est pas sans résultat* ». Le 15, le noyau dirigeant insiste : « *Dans la période actuelle c'est contre l'opportunisme qu'il convient d'être le plus vigilant* ». La direction décide donc de durcir le ton à l'occasion d'un XXI^e Congrès « extraordinaire » du PC (24-27 octobre 1974). Sous l'influence majeure de Leroy, la résolution finale est réécrite et dénonce le caractère « *pernicieux* » du « *prétendu rééquilibrage* » de la gauche. En 1975, sous la plume du vétéran Étienne Fajon, on rend public le passage critique alors censuré où, en juin 1972, Marchais faisait référence au

discours de Mitterrand devant l'Internationale socialiste. Le titre du livre de Fajon en dit long : *L'union est un combat*.

À plusieurs reprises, au printemps 1973, à l'automne 1974, à l'été 1975 et encore à la charnière de 1976 et 1977, le PCF va chercher à « faire la différence ». Mais sur quoi ? En 1973 et 1974, il use de l'argument de l'antisoviétisme : le PS ne veut pas voir le « *bilan globalement positif* » des pays socialistes (la formule apparaît sous la plume de Charles Fiterman, le 24 octobre 1974). Au printemps 1975, le PCF s'engage dans le soutien aux positions du PC portugais, quand celui-ci, en connivence avec l'aile la plus radicale de l'armée, demande l'interdiction du journal socialisant *La República*. La défense des acquis révolutionnaires, une fois de plus, supposerait-elle une suspension des droits démocratiques fondamentaux ? Paradoxe : les communistes français s'adosent à leurs camarades portugais au moment même où les Soviétiques utilisent le modèle « léniniste » du Portugal contre la stratégie de l'union de la gauche...

Là encore, la campagne de différenciation fait long feu : au bout de quelques semaines, le PCF prend discrètement ses distances avec le parti d'Alvaro Cunhal. Trop tard, au demeurant : l'affaire portugaise a contribué à jeter une ombre sérieuse sur l'ambitieuse déclaration des libertés (*Vivre libres !*) que, sous l'égide de Pierre Juquin, la direction a adoptée le 13 mai 1975, quelques jours à peine avant le déclenchement de la polémique portugaise. Il ne peut y avoir « *une vérité à Paris et une autre à Lisbonne* », écrit le socialiste Claude Estier dans *l'Unité*. Le PC doit encaisser le coup, impuissant devant la montée de la thématique antitotalitaire qu'illustre le colloque organisé par *Esprit*, à la fin novembre 1975. L'argument de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme entremêlés est bien émoussé désormais.

Les dirigeants de la Place du Colonel-Fabien voient bien, eux aussi, que le PS est en train de s'installer dans les couches les plus qualifiées du salariat. Face à lui, les communistes se mettent à redécouvrir que le parti est avant tout « *le porte-parole des ouvriers et des couches populaires* », comme le rappelle Kanapa devant le CC des 9 et 10 novembre 1976. Voilà donc les militants plongés, en 1976 et 1977, dans une vaste campagne contre la « pauvreté » et la « misère », dont on explique qu'elle touche de 15 à 16 millions d'individus. Quand bien même elle s'appuie sur une réalité bien installée, la démarche a du mal à convaincre, et d'abord dans les

propres rangs du PCF. La campagne engagée à grand fracas s'interrompt, à peu près aussi brutalement qu'elle avait été engagée. Les « *cahiers de la misère et de l'espoir* » s'entassent en 1977 dans les locaux des sections et des fédérations, inemployés.

Tout bouge

Les communistes français ont toujours pour eux leur dynamisme militant exceptionnel et le poids croissant de leur nombre. Ils doivent toutefois faire face à une conjoncture délicate, qu'ils ont plus ou moins de peine à décrypter.

La détente, tout d'abord, pouvait nourrir l'idée que l'URSS de Brejnev poursuivrait la voie d'une modernisation mesurée, sous le contrôle de la *nomenklatura*, et que le système ultra-centralisé mis en place à la fin des années 1920 s'assouplirait peu à peu, par le jeu de la croissance interne et de relations internationales apaisées. Même le signal discordant de Prague, à l'été de 1968, n'avait pas interrompu le mouvement d'amélioration d'image constaté par les sondages entre 1957 et 1974. Or un retournement d'opinion s'opère entre 1974 et 1980, tandis que la crise économique mondiale, en débordant sur l'URSS, accentue le raidissement des sommets de l'État à Moscou. D'un côté, « *la naissance de l'antitotalitarisme* » (M. S. Christofferson), de l'autre ce que les Soviétiques eux-mêmes appelleront plus tard la « *stagnation brejnévienne* » : la force propulsive du mythe soviétique est tarie.

En 1976, l'idée de la nécrose d'un système gérontocratique domine chez les experts du PC rassemblés autour de la « Poley » (section de politique extérieure du PC) dirigée par Kanapa. Mais l'effort réel de distanciation critique se heurte au désir de croire à la supériorité à terme du système soviétique sur un capitalisme réputé finissant, ainsi qu'à la volonté persistante de ne pas rompre avec le mouvement communiste international. Le modèle historique du socialisme de type soviétique n'est pas enthousiasmant, mais quelle autre alternative formalisée opposer au capital ? Et qui peut, mieux que l'URSS, contrebalancer le tout-puissant impérialisme américain ?

Une autre difficulté tient à ce que le projet centré sur le programme commun est, sur le fond, une variante de la démarche frontiste inaugurée dans les années 1930. Sans qu'ils en aient conscience, les communistes français se sont alors identifiés à la voie française d'un keynésianisme radical. Au départ, la méthode a le mérite de s'appuyer sur l'efficacité de la puissance publique et sur la pression exercée par la galaxie militante que les communistes avaient su tisser autour d'eux. Mais le milieu de la décennie 1970 voit s'éroder, déstabilisé par la crise, le compromis que le capitalisme entrepreneurial avait accepté de passer avec l'État à la Libération.

Dès lors, le discours transformateur des communistes n'a plus le dynamisme qui était naguère le sien. À la limite, il apparaît même vieilli, auprès d'une partie de l'opinion de gauche qui ne perçoit plus en quoi la proposition communiste va plus loin que celle de l'allié socialiste, paradoxalement plus enclin que le PCF aux formules rugueuses de « l'anticapitalisme ». À plusieurs reprises, ce sont les communistes qui affectent un langage modéré, quand ils jurent ne pas vouloir une « *nouvelle logique* » avec le programme commun. Il ne faut pas « *donner l'impression qu'on va plus loin que le programme commun* », explique Jean Fabre, le responsable de la section économique, devant le CC réuni les 10 et 11 juin 1974. Tout compte fait, « *l'union du peuple de France pour le changement démocratique* », prônée par le PC depuis mai 1974, paraît moins radicale que le « *front de classe* » pour « *changer la vie* » dont se réclame le PS.

Le plus important est ailleurs. Le choc de 1968 a révélé les débuts d'une vaste translation de la revendication sociale parmi les générations qui se sont coulées dans la grande croissance des Trente Glorieuses. La demande d'intervention publique peut s'entremêler avec la critique de l'étatisme. L'irruption du « je », jusque dans les catégories populaires, accroît le besoin d'autonomie et fait reculer peu à peu la tendance à l'immersion de l'individu dans les collectifs, d'autant plus protecteurs qu'ils étaient plus fusionnels. Les nouveaux mouvements sociaux chers à Alain Touraine s'installent à côté des sociabilités classiques du mouvement ouvrier. Or, face à cette irruption, comme il le fit dans les années 1950 et 1960 à l'égard de la « seconde gauche », le PCF réagit d'abord sur le registre du refus. Il se méfie de l'écologie et se contente de se préoccuper du « *cadre de vie* » (l'animation d'une section de travail sur ce thème est confiée en 1974 à Pierre Juquin). Il critique frontalement le féminisme, comme le fait la session du CC de novembre 1976. Il continue, comme il s'y plaît depuis

1968 et cela jusqu'à la fin des années 1970, de marquer ses distances avec l'autogestion, que Marchais assimile encore à « *l'anarchie* » en février 1973.

Plus généralement, le tissu associatif de la galaxie communiste révèle de plus en plus sa fragilité. Dopée par les années 1968, la CFDT de la seconde gauche vient contester le magistère de la CGT. Certes, le vieux syndicat résiste honorablement et tente de s'adapter au nouveau cours des choses, sous la houlette modernisatrice de Georges Séguy. Au modèle du conflit de Lip (1973-1977), mis en avant par la gauche « autogestionnaire », il oppose celui des métallos de Rateau (1974), plus classique et moins teinté d'utopie. Cela n'empêche pas le tassement de la CGT au début de la décennie (ses effectifs tournent autour des 2 millions d'adhérents), puis son recul après 1973 : 1 270 000 d'adhérents en 1981, 990 000 en 1984. Les autres pièces de l'univers communiste montrent encore moins d'allant. En octobre 1970, Jacqueline Gelly reconnaît devant le CC que l'Union des femmes françaises a vu ses effectifs fondre de moitié en 12 ans. Quant au mouvement de la Paix, il s'essouffle avec la fin des grands conflits hérités de la guerre froide, à tel point que la direction du parti va chercher, à plusieurs reprises, à suppléer les carences de l'organisation pacifiste en repli.

Or toutes ces évolutions se produisent à un moment où s'impose sur la scène politique le concurrent que l'après-guerre avait laissé affaibli. Le PS mitterrandien garde le contact avec une partie du centre (il intègre en 1971 le club Citoyens fondé par Jacques Delors, ancien collaborateur de Jacques Chaban-Delmas) et conserve ses liens avec la social-démocratie européenne, dont il conforte l'aile gauche latine. En même temps, il se démarque symboliquement de l'ère Guy Mollet (1945-1969), se nourrit de l'esprit des années 68, investit les nouveaux mouvements sociaux, s'appuie sur le *Nouvel Observateur* pour prendre langue avec la deuxième gauche, l'écologie et le courant autogestionnaire, absorbe une partie du PSU de Rocard à l'automne de 1974 (les « Assises du socialisme ») et, par la même occasion, attire dans ses rangs environ 2 000 militants CFDT.

Alors que déclinent les vieilles utopies qui avaient accompagné la croissance du mouvement ouvrier, le PS s'identifie aux ébauches d'une nouvelle modernité. Dans le même moment, les communistes, qui avaient su s'insérer naguère dans la modernité propre à l'industrie mécanicienne et à l'expansion banlieusarde, restent en grande part sur le bord du chemin. Ils

essaient pourtant de renouveler leur analyse du capitalisme (avec la revue *Économie et Politique*), de s'ouvrir sur les nouvelles couches des ingénieurs, techniciens et cadres – les « ITC », dit-on dans le langage communiste –, de dépoussiérer leurs activités intellectuelles et culturelles – sous la houlette de la Section des intellectuels et de la culture pilotée avec subtilité par Leroy. Mais, taraudés qu'ils sont par la crainte de perdre de leur identité, redoutant le recul des formes traditionnelles de la lutte des classes, leurs évolutions restent corsetées par leur modèle fondateur, prolétarien et bolchevique. Le parti de Mitterrand, lui, offre aux couches moyennes salariées un rôle privilégié de médiateurs (elles exercent une hégémonie spectaculaire sur le réseau des nouvelles associations) et la perspective d'une accession aux responsabilités, dans le cadre d'une forte politisation (le recul de l'abstention civique) et d'une progression régulière de la gauche.

Le parti de Georges Marchais

Étonnante période, pour le PCF, que celle des *seventies*... D'un côté, l'électorat s'érode et le doute s'installe dans l'esprit des « héritiers ». A *contrario*, la signature du programme commun a dopé le flux des adhésions : le cap des 350 000 cartes remises aux adhérents est dépassé en 1975. Entre 1976 et 1978, ce sont près de 400 000 nouveaux communistes qui sont comptabilisés par le registre de la section d'organisation. Les indications consignées en interne sont certes bien loin des niveaux officiellement déclarés (700 000 en 1979), mais le niveau maximum atteint en 1978 (566 000 cartes placées par les fédérations) pourrait bien être au-dessus du record de la Libération.

Alors que la grande croissance d'après-guerre s'essouffle, l'organisation communiste elle-même est à son apogée. Le parti reste implanté dans le monde du travail et, sur la base d'un effort volontaire soutenu, il renforce ses cellules d'entreprise, parvenant à convaincre une part non négligeable des militants, notamment syndicaux, que le syndicalisme en entreprise ne suffit pas en phase de politisation intense. En dix ans, de 1967 à 1977, la part des cellules d'entreprise passe de 25 % à 37 % du total. Le Parti communiste attire une gauche militante qui rêve de bouleversement social, qui se méfie du PS et ne se laisse pas séduire par une extrême gauche trop

brouillonne et mal implantée. Ses adhérents, comme ses électeurs, conservent la même distribution territoriale, mais se rapprochent du profil de la population française : plus jeunes, plus féminins, plus ouverts sur le monde des employés et des couches moyennes salariées. Plus d'employés, de techniciens et d'enseignants : l'ancrage prolétarien qui se maintient (46,5 % en 1979) est moins exclusif désormais...

À la fin des années 1970, alors même que s'amorce le reflux, on se remet, au sommet du PCF, à rêver du million d'adhérents dont on annonce bruyamment la proximité. Il n'y a toujours pas de théorisation du « *parti de masse* », comme en Italie, et le modèle bolchevique fondateur reste inentamé. Toutefois, la croissance de 1974-1977 laisse augurer d'une certaine banalisation de l'organisation communiste, toujours révolutionnaire, mais beaucoup plus ouverte sur la totalité de la société française. Une organisation au demeurant renouvelée en profondeur : en 1979, plus des deux tiers des membres du parti ont adhéré après 1968. À bien y regarder, pourtant, tout n'est pas enthousiasmant dans les mouvements perceptibles. Le PC modernisé est en même temps moins homogène et plus volatil. Jusqu'au début des années 1970, le taux annuel des départs se situe dans une fourchette de 10 à 15 % des effectifs. À partir des années 1970, le seuil se relève progressivement pour passer entre 15 et 20 % au milieu de la décennie. Mais, jusqu'en 1978, les flux d'entrée font plus que compenser les départs.

Quant au groupe dirigeant, il a pris un nouveau visage, à l'image de Marchais, devenu officiellement le secrétaire général à l'issue du ^{xx}e Congrès, en décembre 1972. On le savait âpre et combatif ; il s'avère être un polémiste redoutable, imposant son image et son style sur les plateaux de télévision qui recherchent sa présence, capable d'étriller ses adversaires d'un soir – le ministre de l'Équipement Jean-Pierre Fourcade en fait l'amère expérience à l'émission « Cartes sur table », le 17 février 1977. Doté d'une réelle intuition politique et d'un vrai charisme d'organisation, il a autour de lui une équipe solide, qu'il emprunte à son prédécesseur et notamment Fiterman, maître en tactique politique, et Kanapa, le théoricien-stratège. Jusqu'en 1977 au moins, il est en symbiose avec eux, leur trinité constituant une sorte de secrétaire général virtuel. Quelques années après son accession au poste de numéro un, Marchais s'est imposé pour l'essentiel auprès de la jeune garde et de la génération montante des membres du CC et des secrétaires fédéraux. Il n'a pas pour autant réduit

l'hétérogénéité croissante d'un corps militant qui attend de voir les effets à long terme de l'alliance conclue en 1972.

Au milieu de la décennie 1970, le PCF donne l'impression qu'il est à deux doigts d'esquisser les contours d'une nouvelle cohérence. Jusque-là, le rapport au modèle bolchevique fondateur se nouait dans une continuité symbolique forte. Elle reliait la conception « léniniste » du parti, l'image de la prise du pouvoir par l'avant-garde éclairée et la refondation du lien social, sous l'égide d'un État régulateur prenant peu à peu la place du marché concurrentiel. Or le PC se met à écorner les « pierres de touche » doctrinales de son identification. En juin 1974, au plus fort de l'optimisme de l'union de la gauche, Henri Fiszbin avait suggéré devant le CC la possibilité de remettre en question les formules des statuts officiels qu'il jugeait « gênantes », et notamment celles de « *collectivisme* » et de « *dictature du prolétariat* ». C'est chose faite, le 7 janvier 1976, quand Marchais se prononce publiquement, à la télévision, sur la nécessité de se débarrasser de la référence à la dictature du prolétariat. La brusquerie de la méthode déconcerte une part de l'organisation et provoque l'ire de nombreux intellectuels, à l'instar de Louis Althusser qui clame que l'on n'abandonne pas un concept « *comme un chien* ». Mais, dans l'ensemble, les militants acceptent la disparition d'un terme que le déclin d'image de l'URSS vouait à être un boulet de plus en plus pesant. En janvier 1970, selon l'IFOP, ceux qui pensent que le PCF est « plus indépendant » de l'URSS sont plus nombreux (38 %) que ceux qui pensent le contraire (29 %). En janvier 1964, c'était l'inverse que mesurait l'institut de sondages (37 % contre 24 %).

Ces évolutions intérieures s'adossent à une redéfinition spectaculaire de la posture française à l'intérieur du mouvement communiste international.

L'eurocommunisme

Le terme d'eurocommunisme est né en 1975, sous la plume de Frane Barbieri, un journaliste dalmate installé en Italie. Utilisé au départ pour définir la stratégie du leader communiste espagnol, Santiago Carrillo, il s'élargit par la suite pour désigner le rapprochement qui est en train de se nouer entre les PC d'Espagne, de France et d'Italie. En juin 1976, le

secrétaire général du PC italien, Enrico Berlinguer, reprend le terme à son compte. De fait, il s'inscrit culturellement dans le sillage des réflexions italiennes sur le « *polycentrisme* », proposé par Togliatti dès 1956 et prolongé en 1964, avec son « *testament de Yalta* ». Après avoir longtemps récusé la notion, jugée opportuniste, le PCF s'y rallie de fait, pour légitimer sa place dans l'union de la gauche et pour desserrer l'étreinte paralysante du PC soviétique.

Les premiers contacts sérieux se font dès le 11 mai 1973, avec une rencontre entre Marchais et Berlinguer. Mais le point de départ véritable a lieu en janvier 1974, à l'occasion de la conférence des PC occidentaux, tenue à Bruxelles. Français et Italiens ne s'accordent certes pas sur l'Union européenne, dont le PCF se méfie toujours. Néanmoins, les deux partis conviennent qu'ils ne peuvent en rester à une posture défensive et qu'ils doivent ensemble contester la mainmise du PCUS sur le communisme continental. En trois ans, les rencontres se multiplient, d'abord discrètes, puis de plus en plus publiques : meeting commun PCF-PCE (novembre 1975), réunion publique PCF-PCI à Paris (juin 1976). Le point d'orgue est atteint à Madrid, le 3 mars 1977, avec la rencontre au sommet des trois PC espagnol, français et italien.

Pour de nombreux communistes français, ces événements s'inscrivent dans une démarche moins stratégique que conjoncturelle, ne remettant pas en cause les vieux principes de « l'internationalisme prolétarien ». D'autres veulent y voir davantage, à l'instar de Kanapa, qui aurait déjà porté plus loin la critique de l'URSS, en 1968, quand fut écrasé le Printemps de Prague. L'eurocommunisme est en fait la dernière grande tentative collective pour relancer un mouvement communiste tétanisé par l'immobilisme de la *nomenklatura*. En dessinant les contours d'un communisme franchement déstalinisé, en revalorisant massivement la composante démocratique dans les processus de transition sociale, il se présente comme un modèle alternatif à celui qu'offrit le soviétisme du « Grand Tournant », à la fin des années 1920. Il est d'autant plus attractif que, pour la première fois, le projet (auquel s'agrège aussi le PC japonais en avril 1975) se construit non pas à la périphérie du système mondial, mais au cœur de ses citadelles occidentales. La Yougoslavie de Tito menaçait la maîtrise soviétique de l'Est européen, mais ne touchait pas à l'hégémonie globale du grand pays du socialisme. La sécession chinoise disputait l'hégémonie aux Soviétiques sans rompre avec le modèle du stalinisme

trionphant. L'eurocommunisme, lui, pose à la fois des problèmes d'hégémonie et de modèle stratégique et culturel.



G. Marchais, S. Carrillo et E. Berlinguer au temps de l'eurocommunisme (1977)

La violence des attaques soviétiques dirigées contre lui, à l'été 1977, est à la mesure de l'événement¹. Après le XXII^e Congrès français, en mars 1976, une première lettre comminatoire est adressée par les Soviétiques au PCF : elle n'est pas communiquée au CC, qui n'en connaîtra l'existence que quelques mois plus tard. Une seconde lettre, qui prend la forme d'un véritable oukase, est adressée le 18 mars 1977 et, cette fois, discutée par le « Parlement » du parti, sans pour autant être rendue publique à l'extérieur. Entre-temps, la conférence des PC d'Europe, à Berlin, a pris acte de l'opposition irréductible entre le bloc soviétique (qui comprend alors, notamment, les PC danois, grec et portugais) et le pôle eurocommuniste mené par le PCF et le PCI.

Mais le PCF ne parvient pas à se dégager de la tension qui l'anime, depuis 1961-1962, entre le désir d'ouverture et la peur de perdre son identité face à la pression d'un parti socialiste requinqué. Au temps où le parti reprenait des couleurs, dans les années 1960, le prudent Rochet avait su tenir la balance égale entre les deux propensions. C'est beaucoup plus difficile, quand grandit en France la menace d'une rupture dans l'équilibre qui, en 1945, s'était installé au profit du PCF.

L'ondée de l'union de la gauche élargit la contradiction. Autour de l'hebdomadaire *France nouvelle*, du mensuel *La Nouvelle Critique*², à l'intérieur même de l'encadrement intermédiaire, un courant conséquent est prêt à pousser les feux de l'aggiornamento, à l'image de la fédération de

Paris de Fiszbin. À l’opposé, une autre frange des cadres – qui, un temps, se reconnaît volontiers dans la figure de Leroy³ – renâcle devant la spirale d’une mise à jour jugée désordonnée. Il n’est bien sûr pas question, dans le PCF, de laisser entendre que l’on appartient à tel ou tel courant. Mais les non-dits et les propos de couloirs suffisent à dessiner la géographie de sensibilités qui ne s’affirment pas, mais qui fonctionnent. Sur cette base, le plus important est de savoir de quel côté penche le « centre », le petit groupe qui, quotidiennement rassemblé Place du Colonel-Fabien, décide de la politique juste et du choix erroné...

Jusqu’à la rupture communiste-socialiste de 1977, ce centre partage l’intuition que le mouvement est nécessaire et que les feux doivent être portés avant tout contre le conservatisme. Mais la gestion de l’équilibre interne reste thorézienne, pour l’essentiel : il y a toujours « deux dangers », le sectarisme et l’opportunisme, et le principal est celui que l’on n’a pas dénoncé depuis longtemps. Inlassablement, le balancier va donc d’un danger principal à un autre. En novembre 1974, peu de temps après le XXI^e Congrès « extraordinaire », Leroy est écarté de la Section des intellectuels au moment où culmine sa popularité dans le parti⁴ ; en mars 1975, au contraire, c’est Fiszbin qui reçoit une sévère admonestation, au motif qu’il a accepté le principe d’une visite au chef de l’État.

Chaque avancée est ainsi corsetée par le désir de montrer à tout moment que le PCF ne rompt pas avec sa matrice originelle et qu’il reste ce parti ouvrier bien spécifié, différent de tous les autres sans exception. En plein cœur de l’impulsion eurocommuniste, Plissonnier énonce cette ambivalence devant le CC réuni les 31 mai et 1^{er} juin 1976 : s’il y a abandon de la dictature du prolétariat, expliquait-il, la lutte des classes, la socialisation des moyens de production et le centralisme démocratique demeurent les axes moteurs du PC. « *On renouvelle, sans rejeter le passé* », souligne l’orateur. Dans la culture politique des *seventies*, la thématique du renouveau et de la rupture est en général la clé de l’attraction d’une organisation ou d’un courant. Au contraire, dans la culture communiste de l’intérieur, tout se passe comme si l’obsession était de démontrer que « l’identité » n’était jamais altérée.

La rupture de l’union de la gauche

Or, quand se profile la perspective des élections législatives décisives de 1978, la société française n'est plus ce qu'elle était au début de la décennie. Les chocs pétroliers de 1973 et 1978 n'ont fait que souligner la fin de l'exceptionnelle croissance de l'après-guerre. En même temps que l'inflation, le chômage s'envole, devient plus long et frappe avant tout les moins diplômés. Sur ce fond de dérèglement, le capitalisme français amorce un grand retour à sa propension rentière. L'emploi industriel cesse sa longue croissance pour baisser après 1974, au détriment avant tout des emplois durables. Par voie de conséquence, la part des ouvriers se met à fléchir, et d'abord celle des non qualifiés. Contrairement aux images trop simples, la classe garde de son épaisseur numérique, mais elle se transforme, en glissant vers les activités de manutention et de transport et vers le secteur tertiaire.

Le pessimisme s'accroît dans l'opinion, plus fortement ressenti dans les familles ouvrières. Dans ce moment où « *la majorité est devenue minoritaire dans le pays* » (Frédéric Bon), 47 % des personnes interrogées déclarent à l'IFOP que la crise « *est une crise profonde qui ne peut être résolue complètement par le capitalisme* ». L'attente d'union à gauche est massive. En principe, l'année 1977 s'annonce bien pour cette gauche. Les municipales de 1977 sont ainsi l'apogée du communisme municipal. Le PC est à la tête de 1 464 communes, dont 205 de plus de 10 000 habitants et 73 de plus de 30 000. Il se prépare à administrer 8,6 millions d'habitants. Béziers, Reims, Saint-Quentin, Montluçon, Le Mans, Bourges, Tarbes et Saint-Etienne ont un maire communiste. Le PC a donc bien profité de l'union, mais en 1971 il était à la tête d'une majorité de listes unitaires alors que, en 1977, elles sont majoritairement conduites par le PS et les radicaux de gauche. Malgré les apparences, la projection des résultats municipaux est préoccupante et confirme en partie le scénario des cantonales de mars 1976 : le PC a gagné une centaine de sièges, mais il a perdu 1 % et le PS est passé en tête (26,6 % contre 14,8 % en 1970).

Le 31 mars 1977, la direction communiste propose à ses partenaires « *d'actualiser* » le programme commun, dans la perspective des élections législatives de l'année suivante. Le 7 avril, le PS accepte le principe, mais traîne des pieds pour sa concrétisation. Le 17 mai, une première rencontre au sommet décide de confier la négociation concrète des points en litige à un groupe de quinze. Il commence ses travaux le 31 mai : Charles Fiterman, Philippe Herzog, Pierre Juquin, Jean Kanapa et Paul Laurent y représentent

le PC. Entre-temps, chacun a pris ses marques. Face à la crise qui s'incrute depuis quatre ans, le PCF veut durcir le volet social du programme et conforter les outils de régulation publique, en élargissant notamment le champ des nationalisations. Le PS, lui, veut assurer son image de réalisme et écarter tout ce qui nourrit les accusations de maximalisme.

Les divergences ne manquent pas : outre le dossier économique-social, on note entre autres celui de la force de frappe nucléaire (le 11 mai, le PCF s'y est déclaré favorable, au nom d'une politique de défense indépendante et « tous azimuts ») et celui de l'élection envisagée du Parlement européen au suffrage universel. Pourtant, quand s'engage concrètement la négociation, à la fin mai, les partenaires semblent encore désireux de parvenir à un accord.

Deux mois de travail, quinze longues séances, cent heures de discussion serrée... et de nombreuses passes d'armes publiques. Le PC, qui se méfie de son allié socialiste, entend que tous les engagements nécessaires soient bien consignés dans le programme mis à jour. Le 10 mai, pour augmenter la pression, *L'Humanité* publie même un chiffrage des propositions communistes. Le PS n'en veut pas : l'œil sur les réajustements qui sont en train de s'opérer dans la social-démocratie européenne, il souhaite s'engager le moins possible sur ce qu'il va faire au pouvoir.

À la fin juillet, les négociateurs sont tout de même en voie de parvenir à un accord. Le 28, un protocole encourageant est rédigé, qui laisse augurer d'un bon « sommet » des trois partis, au début septembre. C'est compter sans les inquiétudes du côté du PC. Le 17 juillet, Marchais s'est exprimé sur TF1 pour affirmer qu'il ne serait pas question d'aller au pouvoir pour « *gérer la crise* ». Le 30, après la dernière réunion du groupe de travail sur le programme, il tance vertement les négociateurs par téléphone : « *Vous avez capitulé !* ».

Nul ne dit vouloir rompre, mais la polémique enfle peu à peu. Le 3 août, Marchais refuse toute nouvelle concession, laissant entendre que le PCF ne peut plus transiger sur les points restés en suspens. Le 8 août, Mitterrand dénonce « *l'escalade verbale* » du PC et se pose en champion de la « liberté ». Le 9 septembre, devant le CC où certains membres plaident pourtant pour un compromis (l'historien François Hincker, le journaliste René Andrieu), Marchais n'exclut pas « *la possibilité que le Parti socialiste nous oppose des refus* ». « *Oui au programme commun, non au programme communiste* », affirme au même moment Mitterrand.

Le 14 septembre, lors d'une réunion au sommet, le leader des radicaux de gauche, Robert Fabre, claque la porte : si le PC maintient ses exigences sur le « seuil » des nationalisations, la discussion n'a plus de sens. Il reviendra à la table des négociations, mais la messe est dite. Fabre est le « modéré » et Marchais le « maximaliste », ce qui laisse à Mitterrand la posture confortable... au centre. Celui qui fut à deux reprises le candidat de la gauche à la présidentielle continue de se réclamer du programme commun et de l'union de la gauche, mais préfère se libérer des pressions communistes. Du gagnant-gagnant, dans une opinion de gauche qui souhaite un accord à tout prix...

Le 24 septembre, à 1 h 14 du matin, le constat du désaccord est dressé. Le programme ne sera pas réactualisé. Chaque parti ira à la bataille avec sa propre lecture de l'œuvre commune de 1972. Le PCF, qui ne veut plus « *d'aucune concession aux socialistes* » (Marchais devant le CC du 6 octobre), va payer cher l'épisode de la négociation manquée. Alors que les responsabilités de la rupture sont pour le moins partagées, c'est lui qui porte le chapeau de la désunion. Pour 42 % des ouvriers interrogés par la Sofres en octobre, il sort « *affaibli* » de la controverse de l'été.

On a glosé sur l'attitude de Georges Marchais en juillet-août 1977. C'est lui qui, à partir du début août, pousse à tendre le débat avec les partenaires, tandis que plusieurs responsables – dont Kanapa – penchent pour plus de souplesse. Pour expliquer ce changement de ton, la main de Moscou a été évoquée, alors même qu'en 1977 les relations avec le PC soviétique sont au plus bas. En fait, Marchais – très affecté par la polémique sur son départ en Allemagne, à l'automne de 1942⁵ – est obsédé par l'idée que le PCF pourrait se trouver satellisé par le PS et qu'il en porterait la responsabilité. L'homme a le verbe haut et une présence médiatique avérée. Il est persuadé qu'en haussant le ton et en appelant « les masses » à la rescousse, les communistes obligeront le PS à plier. Au fond, il continue ce que le PC pratique depuis 1973 : l'oscillation permanente entre la surenchère unitaire et le bras de fer avec le PS. C'est compter sans le fait que Mitterrand est ravi de montrer qu'il n'est pas l'otage des communistes. Au jeu du chat et de la souris, il est le vainqueur.

Les communistes ont présumé de leur force et sous-estimé celle de leurs alliés-concurrents. Au soir du premier tour des législatives, la gauche tout entière est numériquement majoritaire. Grâce au vote des 18-21 ans, le PC

obtient le plus grand nombre de voix de son histoire électorale (près de 5,8 millions de voix en France métropolitaine). Mais il fléchit en pourcentage, surtout dans ses zones de force, et il est désormais supplanté par le PS (20,6 % contre 22,8 %). Socialistes et radicaux le devancent dans 72 départements et 16 régions.

Troubles et raidissements

Le dimanche suivant, malgré un rabibochage *in extremis* à gauche, la droite minoritaire en voix conserve sa majorité en sièges à l'Assemblée. La responsabilité de la défaite incombe exclusivement au Parti socialiste, affirme aussitôt la direction communiste. Cette fois, l'argumentation ne convainc pas la totalité de l'actif militant. La mouvance intellectuelle se rebiffe, sur sa gauche et sur sa droite, d'Althusser (qui énonce « *ce qui ne peut plus durer dans le PCF* ») à Elleinstein (qui met en cause « *l'anti-modèle* » que constitue l'URSS). Elle pétitionne ouvertement dans la presse « bourgeoise » (cent militants signent une tribune dans *Le Monde* du 17 mai). La crise traverse les publications, agite *La Nouvelle Critique*, *France nouvelle* et les éditions du parti. Ni la parution de la très critique analyse de *L'URSS et nous* en août 1978, ni la réunion à Vitry de 400 intellectuels communistes en novembre ne calment l'émotion, qui rebondit un an plus tard avec la crise de la fédération de Paris et avec la mise à l'écart, officielle en juin 1980, de l'équipe dirigée par Fiszbin.

La direction ne veut lâcher aucun lest, minimise la contestation (« *Une petite discussion marginale sans intérêt pour le parti* », Marchais, *Humanité*, 4 mai), puis dénonce « *une entreprise fractionnelle* » (Jean Colpin, membre du BP, *Humanité*, 29 mai) et lance en 1979 une reprise en main du dispositif intellectuel (fusion du Centre d'études et de recherches marxistes et de l'Institut Maurice Thorez dans l'Institut de Recherches ; fusion de la *Nouvelle Critique* et de *France Nouvelle* dans l'hebdomadaire *Révolution*). En septembre 1977, devant les responsables aux cadres des fédérations, Plissonnier expliquait déjà qu'il fallait « *s'orienter résolument vers la classe ouvrière* », ajoutant que « *dans les directions du Parti des grandes villes, il y a eu ces dernières années des mouvements trop rapides, tendant à rajeunir pour rajeunir et à remplacer des cadres expérimentés par des jeunes : étudiants, employés communaux, animateurs culturels* ».

L'expression publique de la crise interne, plus dense que les précédentes, reste centrée sur les mouvances intellectuelles, qui connaissent une nouvelle et dense vague de départs⁶. Toutefois, dès 1979 s'amorce le mouvement de reflux des effectifs militants : le nombre de cartes placées passe d'un peu moins de 570 000 à 510 000 en 1981, puis à 380 000 en 1984.

Les certitudes de la direction peuvent s'appuyer sur le fait que le message des urnes n'est pas univoque. Un peu plus d'un an après les législatives, en juin 1979, les premières élections européennes au suffrage universel direct voient le fossé se réduire entre le PCF et le PS. Le PS rate son premier examen de passage européen ; le PCF retrouve à peu près son résultat de 1978. « *François Mitterrand doit écarter de ses hypothèses de travail celle d'un déclin du Parti communiste* », s'exclame Marchais devant le CC, le 21 juin. Il ajoute : « *Fini le rêve d'un PC à 15 % et d'un PS à 30 %* ». Désormais, si l'union de la gauche doit toujours se construire, c'est « *à la base* » qu'elle le fera. « *L'union agissante des travailleurs eux-mêmes* » (Marchais, Antenne 2, 22 août 1979) se substitue aux rencontres de sommet porteuses de « *compromissions* » et « *d'illusion* ». Le PS en panne, la situation serait-elle en train de s'inverser en faveur des communistes ?

La tension PC-PS s'inscrit désormais dans un environnement international qui a basculé. L'espoir soulevé par les accords d'Helsinki, le 3 juillet 1975, s'est envolé sitôt séchée l'encre des signatures. Après la déconfiture américaine au Vietnam (1973-1975), avec la crise iranienne des otages (4 novembre 1979-20 janvier 1981) et l'intervention soviétique en Afghanistan (25 décembre 1979), le monde s'installe dans la « guerre fraîche ». À nouveau, comme au plus aigu de la guerre froide, beaucoup pensent que l'on est tenu de choisir son camp. La mort de Kanapa, à l'automne de 1978, accélère le revirement déjà amorcé et l'eurocommunisme s'évapore peu à peu. Maxime Gremetz, le successeur de Kanapa à la tête de la « Poley », peut toujours écrire en octobre 1979 que « *l'eurocommunisme se porte bien* », personne n'y croit. La suspension de la détente, le double échec de l'union de la gauche française et du « compromis historique » italien, les remous internes dans les PC espagnol, français et italien ont épuisé la grande tentative rénovatrice. Loin des espoirs d'apaisement, le temps est venu de la « *guerre idéologique* » qu'évoque le XXIII^e Congrès français de 1979.

En janvier 1980, Marchais estime que le PCF ne peut pas défier à la fois Brejnev et Mitterrand et qu'un ajustement s'impose dans les rapports entre le PC français et le PC soviétique. Quand l'armée soviétique intervient directement en Afghanistan, en décembre 1979, le PC s'en tient d'abord à une attitude prudente. « *Ne pas condamner l'intervention, mais ne pas adopter une attitude d'approbation – qui aurait pu ressembler à un alignement* », affirme le BP le 4 janvier. Or, quelques jours plus tard, le 11 janvier 1980, à la surprise de ses camarades de la direction, Marchais justifie l'intervention, en direct depuis Moscou, au nom de « *l'évolution du rapport des forces dans le monde* ». L'occasion est rêvée, du côté socialiste, pour dénoncer « *le virage à l'Est* » du PCF (Pierre Bérégovoy, *L'Unité*, 1^{er} février 1980). L'esprit des affrontements les plus rudes semble de retour. Beaucoup, dans la mouvance communiste, pensent que c'est une bonne manière de retrouver enfin le tranchant de la lutte que les compromis du programme commun auraient émoussé.

Le parti se met dans le sillage du secrétaire général et entend mettre les bouchées doubles sur cette ligne franchement agonistique. Pas question, en avril 1981, de rééditer le soutien dès le premier tour à la candidature de Mitterrand, comme en 1965 et en 1974. Le 12 octobre 1980, six mois avant l'échéance cruciale, une conférence nationale du PCF désigne le secrétaire général pour porter les couleurs du parti. Quelques mois auparavant, en mars, la direction s'est engagée pour défendre son numéro un, accusé d'avoir volontairement travaillé en Allemagne pendant la guerre. L'optimisme de ces rudes années est total : « *Nous vivons l'époque des révolutions* », avait affirmé Marchais le 27 novembre 1979. À défaut de révolution, le PCF aura « *l'effet Kaboul* »² dans les urnes de 1981...

Tout est bon pour essayer de trouver le soutien populaire qui va faire la différence. Les années 1970 voient ainsi se retourner les effets de l'urbanisation galopante des deux décennies antérieures. La « cité », solution à la crise du logement des années 1950-1960, devient le monde de la déception et du mal vivre urbain. Or cette dégradation s'accompagne de la concentration, dans les périphéries les plus populaires, de la population immigrée que la grande croissance avait appelée en masse. La conjonction de la crise économique, du chômage et de l'extension d'une population fragilisée crée les bases possibles d'une « ghettoïsation » à l'américaine, dont la ceinture rouge est, bien entendu, la première cible. Le Parti communiste veut officiellement réagir. Il le fait de la manière la plus

désastreuse qui soit. En décembre 1980, c'est l'affaire dite du « bulldozer de Vitry »⁸, puis, deux mois plus tard, la stigmatisation publique d'une famille marocaine de Montigny-lès-Cormeilles, dans le Val-d'Oise. L'image d'un PCF flirtant avec la tentation xénophobe fait d'autant plus mouche que le parti, au même moment, cultive avec insistance le mot d'ordre du « *produisons français* ». En février 1980, jamais l'image globale du PC n'aura été si négative : l'indice SOFRES des bonnes opinions se situe alors à 18 % contre 41 % à l'été de 1974.



Meeting en soutien à Georges Marchais, à Paris, place de la Bastille, 28 mars 1981.

Sous la houlette de Fiterman, – dont la place s'est renforcée au sein de la direction –, la campagne présidentielle de Marchais est pourtant menée avec allant, le PCF remplissant les salles et les chapiteaux comme jamais. Le secrétaire général présent au second tour ? Du côté communiste, on ne veut pas voir que l'image du numéro un n'est plus ce qu'elle était au milieu des années 1970. Le climat social est par ailleurs en train de basculer, après la longue phase de mobilisation amorcée au début des années 1960. Le conflit dur et infructueux des sidérurgistes de Denain et de Longwy, face à la crise de la sidérurgie en 1978 et 1979, annonce une longue phase de recul du mouvement ouvrier. La CGT, qui tente sans succès la rénovation voulue par Séguy, doit y renoncer après 1978. Le 6 octobre 1981, Séguy va laisser d'ailleurs la place à Krasucki, plus enclin à suivre les nouvelles sinuosités de la direction communiste. Dans un contexte de désyndicalisation forte (de 20 % des travailleurs en 1969 à 13,7 % en 1984), la CGT perd près de la moitié de ses effectifs. De 1966 à 1984, à l'occasion des élections aux comités d'entreprise, elle passe de 50,8 % à 29,4 %.

Le choc de 1981

L'enthousiasme militant ne suffit plus à contredire les tendances négatives de fond. Jusqu'au début des années 1970, aucune force politique n'avait été en mesure d'utiliser les fragilités du PCF, ses blocages internes et les hésitations de sa stratégie politique. Désormais, le PC a beau expliquer que le PS « *est de plus en plus engagé dans le consensus à droite* » (BP du 18 février 1981), rien n'y fait : les socialistes sont désormais capables de mordre sur l'ensemble de l'espace à gauche, du désir d'un « vote utile » présidentiel jusqu'à l'expression d'une certaine radicalité. « *Divers éléments montrent que le Parti enregistre des progrès* », veut encore croire le BP, le 22 avril. Quatre jours plus tard, dirigeants et militants sont décontenancés : le bras de fer est perdu. Avec ses 15,4 % des suffrages exprimés, Marchais est surclassé par Mitterrand qui, avec 25,9 %, fait largement mieux que tous les résultats nationaux antérieurs du Parti socialiste. On estime à 870 000 (sur 5,8 millions) le nombre des électeurs communistes de 1978 qui se sont reportés dès le premier tour sur le nom de Mitterrand. En 1972, celui-ci avait annoncé qu'il réduirait l'influence du PCF. Le 22 mai 1981, il persiste à expliquer au radical Maurice Faure : « *Ma politique d'alliance avec les communistes consiste à les faire disparaître* ». Son pari n'est-il pas en train de se réaliser ?

Sociologiquement, les pertes s'observent dans toutes les catégories et même les ouvriers ont commencé de se détourner du parti de la classe ouvrière. Cinq semaines plus tard, les législatives qui suivent la dissolution de l'Assemblée nationale ne tempèrent guère l'amertume d'un PCF qui progresse certes légèrement en pourcentage d'exprimés, mais qui continue de fléchir en voix et perd la moitié de son groupe parlementaire. Le poids du scrutin majoritaire rend compte du timide regain de juin. Comme ce fut le cas de 1946 à 1958, le PCF recule moins dans ses zones d'influence, mais perd entre un tiers et la moitié de son électorat dans les territoires de plus grande faiblesse.

Depuis 1920, toutes les victoires de la gauche avaient été accompagnées d'une progression électorale des communistes, en 1936, en 1945, en 1956 ou en 1967. Trois décennies de croissance du bloc salarial et de la ville moderne pour en arriver au plus grave revers, pour un parti qui se targue à juste raison de son ancrage populaire... Le vote de 1981 est-il l'annonce du

déclin ? Est-il seulement l'effet conjoncturel d'une élection présidentielle où l'électeur, par la force d'un mode de scrutin sélectif, est tenté de choisir, dès le premier tour, le candidat qui lui semble le mieux placé pour représenter son camp au second ?

Les responsables communistes retiennent la seconde hypothèse au lendemain de la séquence électorale de 1981. Ils ne veulent pas que le parti connaisse une nouvelle vague critique, comme celle qui a suivi les législatives de 1978. Pas question de tolérer les pétitions d'intellectuels ou la dissidence d'une direction fédérale, comme cela avait été le cas à Paris après 1978. Le XXIV^e Congrès du PCF, en février 1982, agit plus prudemment, toutefois, que ne l'a fait la direction au printemps et à l'été de 1978. Cette fois, on reconnaît les lenteurs et les contradictions d'un parti dont on dit qu'il est victime de son « *retard de 1956* », de ses difficultés à suivre le mouvement de déstalinisation entamée en URSS par Nikita Khrouchtchev, entre 1956 et 1961. Mais admettre le retard imputé à la direction précédente n'est pas pour autant reconnaître le bien-fondé des critiques récentes adressées à la direction en place. Les souplesses tactiques sont là pour faire passer l'essentiel : les communistes seraient victimes avant tout de la mécanique présidentielle, de leur absence de la compétition électorale en 1965 et en 1974 et, au-delà, de leur choix d'un programme commun conclu avec les socialistes. Pas besoin de changer sur le fond : il suffit de s'adapter à la nouvelle donne. Comme cela a été souvent le cas dans le passé, le « sommet » du parti s'en tient à une inflexion de sa position tactique, au grand dam de ceux qui attendaient un retour critique plus audacieux.

Le 10 mai, c'est à contrecœur que le PC a officiellement voté pour François Mitterrand et bien des dirigeants nationaux et fédéraux ont appelé sous le manteau à « *voter révolutionnaire* », pour conjurer l'arrivée au pouvoir de l'ancien allié devenu l'ennemi. Mais le 23 juin 1981, après le second tour des législatives, le PC et le PS signent un accord de gouvernement. Le même jour, Mitterrand désigne quatre communistes pour qu'ils entrent dans le second gouvernement de Pierre Mauroy, à proportion du nombre de députés du PC : Fiterman est ministre d'État aux Transports, Anicet Le Pors prend en charge la Fonction publique, Jack Ralite s'occupe de la Santé et Marcel Rigout de la Formation professionnelle⁹. L'homme-clé, l'expert, l'original et l'enraciné, suggèrera plus tard l'historien Marc

Lazar¹⁰... Après 47 ans d'absence, revoilà les communistes au gouvernement.

Au gouvernement

Finies les diatribes, encore toutes fraîches, contre un Parti socialiste accusé de recentrage : l'œuvre entreprise par le nouveau pouvoir socialiste est, jusqu'à l'été de 1984, tenue pour la plus positive depuis le Front populaire et la Libération. Les dirigeants de la place du Colonel-Fabien comptent effacer, par leur responsabilité gestionnaire, l'image négative qui leur collait à la peau depuis la rupture de l'union de la gauche. Ils savent certes que le risque est grand et que le nouveau Président socialiste ne manque pas de suite dans les idées. Le 24 juin 1981, l'hôte de l'Élysée rassure ainsi le vice-président américain, George Bush : *« À l'intérieur du gouvernement, les communistes perdent leur originalité, car ils sont liés aux décisions des socialistes. Ils resteront, ils vont se cramponner aux postes et leur érosion sera grande »*. Les dirigeants de la place du Colonel-Fabien ignorent bien sûr les propos présidentiels. Ils n'en ont pas besoin pour être convaincus qu'ils jouent gros. Ils estiment seulement qu'ils ne peuvent pas faire autrement, dans l'enthousiasme populaire qui suit le résultat du 10 mai. Et ils se persuadent qu'ils sont en état d'éviter le piège et, au bout du compte, de tirer leur épingle du jeu.

Alors que la crise du bloc soviétique s'approfondit avec la proclamation de l'état de guerre en Pologne (mi-décembre 1981), ils vont devoir se confronter durement aux inflexions de la politique mitterrandienne. La croissance, en effet, n'est pas au rendez-vous. Dès l'automne 1981, le ministre de l'Économie, Jacques Delors, suggère un plan de rigueur monétaire et salariale et même une *« pause »* des réformes. Le ministre du Budget, Laurent Fabius, s'y oppose, avec les ministres communistes. Mitterrand, dans un premier temps, tranche en leur faveur. Mais la crainte d'un déficit accentué¹¹ le pousse au tournant.

Au printemps 1982, le Président fait de la lutte contre l'inflation la clé des politiques publiques et Delors met l'accent sur la nécessité de *« l'effort »*. Pour Mitterrand, qui évoque une *« nouvelle phase »* le 9 juin, l'alternative est claire : la rigueur ou *« l'autre politique »*, que l'on identifie

aussitôt à l'étatisme, voire au soviétisme. La France se prépare à rejoindre l'inflexion libérale, suivie depuis quelques années par les autres États du monde occidental.

Quand, en septembre 1982, le premier budget de rigueur est adopté, le PC s'inquiète, mais, officiellement, il choisit d'accepter la fiction selon laquelle le cap gouvernemental reste le même depuis 1981. Hélas pour lui, entre le 14 et le 23 mars 1983, à l'issue de multiples conciliabules, l'Élysée tranche définitivement. La France doit faire le choix de l'entreprise et elle ne peut pas sortir du Serpent monétaire européen. L'autre politique est définitivement enterrée. Après la démission de Chevènement, les ministres communistes sont désormais bien seuls à défendre l'option sociale et la primauté de l'impulsion venue de l'État. « *Les conditions dans lesquelles nous agissons vont dans le bon sens* », veut pourtant croire Marchais, lors du CC d'avril.

Entre-temps, les élections municipales des 6 et 13 mars 1983 ont secoué le PCF. Dans un scrutin calamiteux pour la gauche, les communistes perdent 38 villes de plus de 10 000 habitants et ne progressent que dans les petites communes de moins de 500 habitants. En nombre global de communes administrées, le PCF améliore très légèrement son capital de 1977. Mais Nîmes, Sète, Arles, Béziers, Grasse, La Seyne, Reims, Saint-Étienne et Saint-Quentin passent à droite, comme Sarcelles, Savigny-sur-Orge, Poissy ou Villeneuve-Saint-Georges en région parisienne. En 1977, les communistes et leurs alliés administraient plus de 8,5 millions d'habitants ; ils ne sont plus que 7 millions en 1983.

Face à ce résultat, le PCF hésite, mais ne modifie pas la ligne participationniste choisie à l'été de 1981. Quand se profile la perspective d'un remaniement du gouvernement Mauroy, Fiterman, le chef de file des ministres communistes, suggère de réduire le contingent ministériel du PC. Il va jusqu'à évoquer l'hypothèse de son départ du personnel. Il en fait part à Marchais et à Mauroy lui-même, comme il le raconte dans ses souvenirs. Il n'est pas suivi : Georges Marchais ne veut pas courir le risque d'une nouvelle prise de distance et exige seulement le maintien en l'état de la représentation communiste, ce qu'il obtient. En avril 1983, le PC se sent encore obligé de voter au Parlement le plan d'austérité, au nom de la solidarité gouvernementale. À sa manière, il feint d'entériner la formule inventée alors par le premier secrétaire du PS, celui qui a pris la relève de

Mitterrand en 1981, Lionel Jospin : la rigueur n'est qu'une « *parenthèse* » (26 mars 1983).

Or celle-ci va se révéler durable... « *Il faut nettoyer notre industrie* », explique Mitterrand à Mauroy au début octobre 1983. Le 30 janvier 1984, à l'issue d'un séminaire gouvernemental, la traduction concrète en est décidée. Quatorze « *pôles de conversion* » sont fixés en Lorraine, dans le Nord, la Loire et les chantiers navals de Méditerranée. On ne peut plus subventionner les entreprises « *éternellement déficitaires* » (Mitterrand, 4 avril 1984) : la désindustrialisation est engagée.

Le PCF s'inquiète bien sûr de cette évolution. Les 20 et 21 septembre 1983, devant le CC, Marchais intervient à plusieurs reprises, de façon appuyée. « *C'est volontairement que nous parlons un ton au-dessus* », déclare-t-il. Il ajoute : « *Nous le faisons modérément, pour être avec les masses. Un pas en avant, pas plus* ». Le message du « numéro un » est clair : le PC n'ira pas à la rupture. En revanche, la CGT est montrée du doigt. Il ne faut pas qu'elle soit « *le syndicat du gouvernement* ». C'est à elle de mettre la pression, elle n'a pas à modérer son action, comme le veut le PS. La CGT doit « *faire mieux* » : les nombreux dirigeants syndicaux présents sous la coupole enregistrent la tonalité nouvelle énoncée par le secrétaire général. Ils la répercutent devant le Comité confédéral national de la CGT, le 14 novembre, sans trop d'effets avant le premier trimestre de 1984, en dehors d'un violent conflit à l'usine de Talbot-Poissy (1982-1984).

Les militants, désorientés, sont en fait l'arme au pied. Dans la pratique, le PC est condamné à ce qui apparaît, inévitablement, comme un double jeu. Sur le « plan acier » de déstructuration de la sidérurgie et sur les fermetures aux Charbonnages, le PCF proteste¹². « *Les communistes sont en désaccord complet* » avec les restructurations, déclare Jean-Claude Gayssot, qui est membre du BP depuis 1982. Le 13 avril 1984, Marchais défile à Paris avec les sidérurgistes. Mais il prend bien soin d'expliquer que sa présence « *n'a pas de caractère d'hostilité à l'égard du gouvernement* ». Le 17 avril, le BP confirme sa pleine participation au gouvernement. Enfin, le 19 avril, disciplinés, les députés communistes votent à nouveau la confiance au gouvernement Mauroy.

Inlassablement, le BP martèle que la pression communiste est efficace et qu'elle pèse sur les socialistes : « *la cristallisation politique se fait autour des communistes et de leur rôle dans le gouvernement* » (31 janvier 1984) ;

« la situation présente donne au Parti certaines possibilités nouvelles, même si elles sont étroites » (28 février) ; *« il apparaît que les idées du Parti passent mieux »* (15 mai). De plus en plus, le PC en est réduit à la méthode Coué. Sans grand effet dans l'opinion : en octobre 1983, les sondages dénombrent plus de personnes favorables au départ du PC (44 %) que de partisans de leur maintien (42 %).

Chapitre 11

Un recul irrésistible. 1984-2002

En 1984, le PCF a de beaux restes, mais il n'est plus le parti expansif de la Libération ou des années 1970. Sa direction s'est profondément renouvelée en moins d'une décennie. Au printemps 1984, 40 % des membres du CC ont été élus entre 1976 et 1982 et un tiers l'a été depuis 1979, après la rupture de l'union de la gauche. Le noyau « post-thorézien » de 1964 est toujours aux manettes (Marchais, Leroy, Paul Laurent, Plissonnier, Madeleine Vincent) ; il a autour de lui une cohorte de jeunes cadres, affirmés après 1977 dans la concurrence avec le socialisme français.

1984-1985 : début de crise

Au printemps de 1984, malgré des sondages en demi-teinte, cette direction ne croit pas que les élections européennes prévues en juin vont lui être défavorables. À moins de deux semaines du scrutin, au moment où quelques sondages suggèrent une légère embellie, l'optimisme de façade atteint des sommets : « *Nous devons déjouer la manœuvre qui est amorcée, consistant à grossir notre remontée et diminuer le Parti socialiste pour faire peur et provoquer un sursaut pour le vote socialiste* » (BP, 5 juin).

Le 17 juin au soir, le retour de bâton est cruel. Par rapport au précédent scrutin européen, les abstentions ont fait un bond (43,3 %) et la gauche s'effondre, passant de 47,5 % à 39,5 %. Pire, le Front national, qui n'était pas présent en 1979, vient talonner le PCF. Celui-ci perd 2,2 millions d'électeurs sur la présidentielle de 1981 et fait à peine plus de 11 % des suffrages exprimés, quand il dépassait les 20 %, six ans auparavant. Il est désormais au-dessous de son niveau législatif de 1936. En pourcentage

d'électeurs inscrits (6,1 %), c'est le plus mauvais résultat de toute l'histoire électorale du PC. En conflit avec le PS ou en alliance avec lui, les communistes sont sur le recul. Cette fois, parmi les votants, un ouvrier sur cinq seulement s'est porté vers la liste communiste.



Affiche pour les élections européennes de 1984

Présidentielle, législatives, européennes... Trois résultats décevants, coup sur coup : en toute logique, le troisième aurait dû sonner l'alarme. Une partie de l'encadrement communiste est tentée par une réaction en forme d'électrochoc, comme le suggère l'hebdomadaire *Révolution*. De fait, pour la première fois depuis longtemps, le BP se divise sur l'analyse du scrutin. Est-il seulement conjoncturel, conséquence de la participation gouvernementale et effet de la stratégie destructrice de Mitterrand, comme le pensent Plissonnier et Leroy ? Ou bien les causes du recul sont-elles plus profondes, reposant « *la question de l'utilité du parti* », comme le dit l'ancien de Renault, Claude Poperen, qui est chargé d'ouvrir la discussion à la session du CC prévue neuf jours plus tard ? Assommé et silencieux le soir du 17 juin, déstabilisé par le score de la liste qu'il conduisait, Marchais se cabre. Au bout de quelques jours de réunions et de conciliabules, Poperen doit réécrire complètement son rapport, sur une base qu'il n'approuve pas. Le texte qu'il lit au matin du 26 juin, devant ses camarades du CC, est donc à peine le sien. En interne, on ironisera sur « *le rapport attribué au camarade Poperen* ».

Or le « Parlement » du parti lui-même n'est pas prêt à endosser l'analyse qui a l'aval du secrétaire général. La discussion est houleuse, à la suite de l'inattendu Lucien Sève, naguère pourfendeur de Garaudy et qui va jusqu'à

plaider pour une « *refondation* » – quelques jours auparavant, Juquin a parlé de « *rénovation* ». Cette fois, les voix critiques sont inhabituellement nombreuses, y compris celles de secrétaires fédéraux (Alain Amicabile, de Meurthe-et-Moselle, François Asensi de la Seine-Saint-Denis) ou de responsables de grandes entreprises (Daniel Lacroix de Renault). Même la prestigieuse Marie-Claude Vaillant-Couturier se dit « *déçue* » par le rapport. Beaucoup d'autres appuient certes la trame officielle, comme l'économiste Philippe Herzog, qui met l'accent sur les responsabilités des socialistes, ou l'historien Antoine Casanova, qui redoute « *les vents de l'incohérence* ». Mais Marchais doit écouter la litanie des interventions critiques, pendant toute une journée, le visage fermé. L'homme, passionné, a du mal à dissimuler ses émotions. Plus fragile que ne le dit son allure volontiers bravache, il veut se convaincre lui-même, en même temps que ses camarades.

Son plaidoyer *pro domo*, prononcé le lendemain matin, est long. Nous avons mis en garde, dit-il en substance, nous avons fait tout ce que nous pouvions pour éviter la dégringolade à gauche, mais on ne nous a pas écoutés. « *Le problème est que les communistes ne s'approprient pas notre stratégie* » et que « *l'adversaire* » en l'occurrence le PS nous met continûment sur la défensive. Marchais termine sur le parti : « *On pense encore et surtout : union, union de la gauche ; et c'est seulement ensuite qu'on pense au parti* ». Or, insiste-t-il, l'union « *ne peut être considérée comme un but en soi. Elle n'a de valeur que si elle s'appuie sur un Parti communiste actif et renforcé* ». La logique sous-jacente est limpide : il faut s'arc-bouter, ne pas être sur la défensive, protéger le parti en se recentrant sur lui.

À rebours des habitudes, le rapport introductif n'est pas soumis aux votes : c'est aux militants de trancher. La crise qui s'ouvre est la plus importante depuis les années 1920. Les « affaires », du début des années 1930 à celui des années 1960, ont été avant tout des remous de sommet, des manières de procès plus ou moins artificiellement montés. En 1956, en 1968 et même en 1978, les dissidences affichées touchent surtout les milieux intellectuels. Pour les autres, quand on est en désaccord, on se tait ou on s'en va, mais on ne parle pas... Cette fois, on s'est mis à parler et c'est le noyau qui est atteint, le BP, le CC et le corps des permanents.

Le parti dans son entier n'a pourtant pas le temps de digérer l'événement. Le dimanche 24 juin, alors que les communistes sont sous le choc, on parle de plus d'un million de manifestants dans les rues de Paris, à l'appel de la droite, pour « *défendre l'école libre* » contre les projets de refonte des liens public-privé. Face à la pression, Mitterrand cède. Le 14 juillet, le ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary, démissionne. Trois jours plus tard, c'est au Premier ministre d'en faire de même. Fabius, 38 ans, artisan du « dégraissage » industriel des années précédentes, est désigné pour former un nouveau gouvernement.

Dès le début juillet, le PC s'inquiète, prend ses distances de plus en plus, mais ne veut pas rompre. Tout change avec le départ de Mauroy. Le jour où Fabius est nommé, Marchais interrompt ses vacances en Roumanie. Le lendemain 18 juillet, le CC se réunit toute une nuit, pendant que les négociations se mènent avec l'Élysée et Matignon. Peine perdue : de fait, Marchais et Mitterrand sont synchrones dans leur opposition réciproque, comme à la fin de l'été 1977. Mitterrand considère que le choix de l'austérité et de ses implications prime sur la volonté de préserver ses alliances à gauche. Quant à Marchais, ébranlé par le nouveau recul du parti, il ne voit pas d'autre solution, une fois de plus, qu'un nouveau tournant radical, le sempiternel retour du balancier vers la tension avec l'allié d'hier.

Quand le CC commence ses travaux, le désaccord avec l'exécutif est quasiment acquis. Une poignée d'intervenants, dont trois ministres sortants, Le Pors, Ralite et Rigout, mettent en garde contre les effets du retrait, après tant de louanges adressées à l'œuvre de la majorité. En vain... Entraînés par les syndicalistes, la plupart des membres du CC, qu'ils aient été ou non critiques en juin, considèrent que le temps de la participation est forclos. Au petit matin, une résolution entérine le choix du départ. Officiellement, ce n'est pas une entrée dans l'opposition. « *Nous sommes dans la majorité et nous y resterons* », écrit Claude Cabanes, dans *L'Humanité* du 20 juillet. « *Nous ne sommes plus dans la majorité, nous ne sommes pas non plus dans l'opposition* », déclare encore Herzog sur une radio « libre », le 6 septembre. Mais le 11 septembre, à la Fête de l'Humanité, le discours du directeur du journal, Leroy, contient une critique radicale et globale des choix du gouvernement Fabius. Le PC a retrouvé l'opposition...

La trêve estivale n'interrompt pas la crise interne. Le 3 août, devant le BP, Plissonnier parle d'un « *courant liquidateur* » et Marchais reprend

aussitôt sa formule. Le 4 septembre, Leroy met en cause la mauvaise tenue de la session précédente du CC, ce que redit Marchais une semaine plus tard. Juquin et Poperen sont alors seuls à s'élever contre ce durcissement du « sommet ». Les 18 et 19 septembre, le CC confirme le changement de climat. En juin, la dominante était à la critique contre la direction ; en septembre, il est à la mise en cause des propensions à la « liquidation ». Même les voix conciliantes sont rejetées. « *S'il y a des désaccords, ils doivent être clairement exposés* », s'exclame Michel Warcholak, un responsable de la CGT. À la fin du CC, seul le géographe Félix Damette refuse de voter le rapport. Ainsi va la culture communiste : l'unanimité doit l'emporter *in fine* sur le désaccord.

Les mois qui suivent ne font qu'exacerber les affrontements. En octobre, Marchais parle de « *travail fractionnel organisé* ». À la fin du mois, six membres du CC ne votent pas le rapport. Désormais, il n'y a plus que deux camps. D'un côté, quelques-uns des responsables critiques de juin se regroupent comme des « *rénovateurs* », autour de Juquin ; de l'autre, s'agrège une majorité hétéroclite, dans laquelle le ton est donné par ceux qui identifient, terme à terme, la « rénovation » et la « liquidation ». Le résultat de l'affrontement est scellé quelques mois plus tard, en février 1985, lors du XXV^e Congrès du parti. À l'issue d'une longue discussion nocturne, tendue à l'extrême, une douzaine de frondeurs de juin¹ sont écartés de la direction. Pour compenser l'image désastreuse de ces évictions, Marchais a proposé au BP de maintenir au CC les trois figures de proue de la « rénovation », Damette, Juquin et Rigout. Voulue par le numéro un, incontestablement inédite, la décision n'efface pas l'amertume d'une nouvelle remise au pas, dans un parti profondément ébranlé.

Le « parti des luttes » et la perestroïka

Les communistes sont donc dans l'opposition. Finis les ors de la République : désormais, tout se joue sur le terrain des luttes, dans la rue et dans les entreprises.

Dès le 16 avril 1985, le BP estime que le niveau des luttes est trop faible et que « *l'initiative des communistes n'est pas au niveau voulu* ». Le 21 mai, dans le huis clos du CC, Marchais met directement en cause la CGT de

Krasucki, accusée de « *mollesse* », et cela avec le soutien de syndicalistes présents (Louis Viannet, René Le Guen, Michel Warcholak). Le 4 juin, le BP décide de faire de Renault une vitrine de l'action contre le repli industriel. Le lendemain, la fédération du Val-de-Marne pilote en direct une opération « coup de poing » à l'usine SKF d'Ivry menacée de fermeture, que les CRS avaient évacuée par la force quelques jours plus tôt. L'année suivante, en novembre-décembre 1986, pour éviter de renouveler le grand malentendu de mai 68, il accompagne aussitôt le mouvement lycéen contre la loi Devaquet. De même, il s'immerge dans la grève cheminote, en décembre, tout en observant avec méfiance la forme originale des « coordinations », renvoyée à la CFDT, au PS et... aux « gauchistes ».

À partir de l'été 1986 et jusqu'à la fin de 1989, le PCF et la CGT vont faire un symbole de la lutte pour la réintégration des « Neuf » puis des « Dix de Renault », ces militants syndicaux licenciés pour leur action à l'intérieur de l'entreprise. Mais le 5 novembre 1989, le PDG de Renault, Raymond Lévy annonce la fermeture du site de Billancourt. Aucun des combats ne débouche sur un succès notable. Comme en Lorraine en 1979 et 1984, la désindustrialisation frappe les citadelles du PC, les unes après les autres, notamment dans les deux grands fiefs prolétariens d'hier, ceux de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Le 27 mars 1992, une dernière Renault « Supercinq » sort des chaînes de l'île Seguin. La forteresse ouvrière n'éternue plus²... Ni la participation gouvernementale ni l'opposition frontale ne peuvent enrayer le cours d'une libéralisation de plus en plus accentuée. Le PCF est ainsi la première victime du « *grand cauchemar des années 1980* » (François Cusset) et du grand reflux continental du mouvement ouvrier.

La tonalité de la seconde moitié des années 1980 rappelle celle de la fin des années 1970. Dans une société qui « *glisse à droite* » (CC, décembre 1985), il n'y a plus place pour le « *doute* », serine-t-on Place du Colonel-Fabien. L'encadrement dirigeant est resserré et les contestataires réels ou supposés – des « *liquidateurs* » – sont écartés un peu partout. La fédération du Doubs est ainsi rendue exsangue par une violente remise au pas en 1988-1989 et d'autres sont sous étroite surveillance (Haute-Vienne, Corse-du-Sud, Meurthe-et-Moselle, Finistère). L'enseignement des écoles du parti est recentré vers les « *acquis théoriques élémentaires solides* » (BP, 28 mai 1985) qui, dit-on, sont la condition du dynamisme militant. Les dissidences, celle des « *rénovateurs* » (1984), puis celle des « *reconstructeurs* » (1987)

cherchent à se fédérer (un collectif de coordination des renovateurs est créé en janvier 1987), se désespèrent et s'éloignent.



Manifestation pour les dix de Renault le 13 juillet 1989

Le problème, pour la direction, tient à deux séries de données. Tout d'abord, la relance électorale escomptée se fait cruellement attendre. L'option tactique n'y fait rien. Au gouvernement ou en dehors, en alliance avec le PS ou en concurrence avec lui, sous un gouvernement de gauche ou quand la droite est aux commandes, le PCF reflue. Jusqu'à la fin de l'ère Marchais, d'élection en élection, le parti enregistre des résultats plus mauvais à chaque fois (à l'exception des législatives inopinées de 1988). Le pire survient en 1988 : au premier tour de la présidentielle, le candidat du PC, André Lajoinie, descend sous la barre des 7 %. En vingt ans, les communistes sont passés de 5,8 à 2 millions de suffrages, de 20,7 % à 6,8 % des suffrages exprimés. Même si l'on ajoute aux résultats du candidat officiel les 1,7 % du communiste dissident Juquin³, on est loin du compte... Sans doute le parti enregistre-t-il un résultat inespéré (plus de 11 %) aux législatives qui suivent la réélection de Mitterrand. Il n'annule pas la tendance générale : depuis 1986, c'est dans les départements de plus dense influence que le recul communiste est le plus conséquent. Avant cette date, la périphérie du vote était la plus fragile ; désormais, c'est le centre qui se décompose.

En second lieu, la rétraction se produit au moment où l'URSS s'engage dans son ultime tentative *d'aggiornamento*. En mars 1985, après la très partielle ouverture esquissée par Youri Andropov et la courte expérience gérontocratique de Valentin Tchernenko, Mikhaïl Gorbatchev accède à la responsabilité suprême. *L'apparatchik*, jusqu'alors sur la réserve, amorce

très vite une voie réformatrice, plus ambitieuse que celle de Khrouchtchev quelques décennies plus tôt. Le nouveau *Gensek* – le secrétaire général, pour le PC soviétique – a compris que la guerre fraîche a pour effet principal d'épuiser une puissance qui n'est plus en état de jouer la concurrence technologique avec l'Occident. Il décide donc, tout à la fois, de desserrer l'étau de la guerre froide et d'engager l'Union dans une vaste démocratisation politique, destinée à effacer définitivement la macule du stalinisme. À ses yeux, la détente internationale, la transparence politique (*glasnost*) et la restructuration économique (*perestroïka*) sont les clés de toute modernisation.

A priori, l'avènement de la *perestroïka* est une revanche pour un PC français qui avait été, dans les années 1970, une des cibles du communisme brejnévien. Le nouveau cours esquissé en URSS n'est-il pas la réalisation de ce que les communistes français avaient tant espéré après l'échec du Printemps de Prague ? Dans un premier temps, le PC français se satisfait d'une expérience qui contredit l'image noire d'une Union soviétique ankylosée et autoritaire. Mais il soutient « *tout en gardant la mesure* » (Leroy, BP du 11 juillet 1985). Plus tard, l'accélération des réformes, après 1987, et surtout l'affirmation de la « *nouvelle pensée* » gorbatchévienne inquiètent une direction qui redoute que le Kremlin, cette fois, ne s'éloigne des « *références de classe* » (Secrétariat du 24 novembre 1988) et n'altère ainsi l'identité du communisme politique. De plus, l'œuvre réformatrice du leader soviétique intervient à un moment de profonde crise interne et de crispation de la direction française. Les opposants se réclament de plus en plus de l'expérience moscovite et, à partir de l'été 1988, la presse se met à parler des « *gorbatchéviens français*⁴ », comme on évoquait les « *khrouchtchéviens* » au début des années 1960, au temps de l'affaire Servin-Casanova. « *Tous les opposants du Parti exigent de lui des changements aussi profonds et radicaux que ceux qui se déroulent dans les pays de l'Est... Or ils ont comme objectif la liquidation de notre parti* », explique Leroy à Vadim Zagladine, un des responsables soviétiques des relations avec les PC occidentaux (janvier 1990).

Le groupe dirigeant n'a certes pas complètement oublié les beaux jours de l'eurocommunisme. Mais tout le monde n'est pas convaincu de la pertinence de la méthode Gorbatchev. En décembre 1988, Marchais lui-même tempère le soutien : « *ce qui se passe en Union soviétique ne peut servir de modèle aux autres partis communistes* ». Entendons : pas besoin

de *glasnost* et de *perestroïka* au sein du PCF... La fébrilité grandit après 1989 et le ton se fait ouvertement critique à l'été 1990. Il est vrai que, entre-temps, une nouvelle vague dissidente s'est levée en octobre 1989, celle des « *refondateurs* » (Fiterman, Le Pors, Hermier, Sève...) ⁵. De retour de Moscou à la fin juin 1990, le rédacteur en chef de *L'Humanité*, Cabanes, parle devant le CC de « *discrédit populaire à l'égard de Gorbatchev* » et de « *chaos profond* » dans un pays qui « *donne l'impression de s'affaïsser sur lui-même* ». Il ajoute même : « *Si l'on me posait la question : est-ce qu'aujourd'hui la révolution dans la révolution avance à Moscou, j'aurais tendance à dire non.* »

Le 19 août 1991, au petit jour, l'agence Tass annonce que Mikhaïl Gorbatchev est inapte, « *pour des raisons de santé, à assumer ses fonctions* » et que ses pouvoirs sont transférés à Guennadi Ianaïev, vice-président de l'URSS désigné quelques mois plus tôt... à la demande insistante de Gorbatchev. En même temps, l'état d'urgence est proclamé, la censure instaurée et les manifestations sont interdites. Sous la houlette de Ianaïev, qui a longtemps dirigé les syndicats soviétiques, un « Comité d'État » de neuf membres est mis en place, avec les responsables de l'armée, de la police et du KGB. Dans l'après-midi, Marchais présente devant le BP un projet de résolution qui rappelle le soutien du PCF à la *perestroïka*, mais insiste sur les « *erreurs commises* » depuis. Le texte laisse en blanc l'appréciation concernant le putsch, à la demande notamment de Krasucki, qui a longtemps côtoyé Ianaïev à la Fédération syndicale mondiale. Alors que la plupart des membres de l'instance dirigeante penchent pour une prudente attitude sans condamnation ni soutien, Fiterman, Hermier et Herzog plaident pour une condamnation ferme. *In fine*, la résolution adoptée s'en tient à une phrase précisant que « *les conditions d'éviction de M. Gorbatchev de ses responsabilités sont inacceptables* ». Pas de condamnation explicite de ce qui n'est nulle part désigné comme un « putsch » ou un « coup d'État » ; pas d'exigence d'un rétablissement de Gorbatchev dans l'intégralité de ses fonctions...

Pendant 48 heures, dans la presse communiste, la référence aux limites de l'œuvre gorbatchévienne contrebalance les réticences à l'égard du putsch. Manifestement, on pense à « Fabien » que les nouveaux maîtres du Kremlin vont s'installer durablement aux rênes du pouvoir, comme la *troïka* brejnévienne l'avait fait en 1964. Le 21 août, Gremetz va jusqu'à récuser dans un entretien pour *La Croix* l'étiquette de « *conservateurs* » appliquée

aux putschistes moscovites, ajoutant que « *le choix des dirigeants est toujours l'affaire des peuples concernés* ». Ce n'est que le 21 août dans l'après-midi que Marchais se décide à hausser le ton, au moment où se dessine l'échec du coup d'État. À 17 heures, il rend publique une déclaration dans laquelle il s'appuie sur le secrétaire général de l'ONU pour demander le retour de Gorbatchev. Par ailleurs, il attribue tout le mérite de l'échec du putsch au PC soviétique qui avait pourtant brillé par son absence depuis le 19. Il réitère ce coup de chapeau le lendemain, dans une lettre à Gorbatchev, adressée deux jours avant que celui-ci, amer, ne se décide à abandonner la tête d'un parti auquel il ne peut pardonner sa trahison.

Sa critique antérieure du modèle brejnévien interdit au PCF d'épouser l'attitude des PC grec ou portugais, qui n'hésitent pas à soutenir les putschistes. Il sait qu'il a tout à perdre d'un retour à la « glaciation » des années 1970 et 1980. Mais beaucoup de communistes, de la base au sommet, ont eu du mal à s'habituer aux audaces brouillonnes et pourtant salutaires du dernier des tout-puissants secrétaires généraux soviétiques. Tout se passe comme si une part de l'organisation, en août 1991, avait voulu croire à la fiction d'une évolution politique permettant de continuer quelque chose de la *perestroïka*... mais sans son principal instigateur. Comme la direction précédente de Rochet s'était habituée, aux premiers temps de l'ère Brejnev, à la perspective d'un khrouchtchévisme sans Khrouchtchev.

Une crise culturelle

Affectivement, il est vrai que le monde militant communiste n'a plus le même rapport fusionnel à son mythe fondateur. L'Union soviétique a cessé d'être la référence indépassable et la doxa communiste du « marxisme-léninisme » n'est plus la réserve de certitudes qu'elle était quelques décennies auparavant. À son corps défendant, Khrouchtchev a commencé de briser les rêves en 1956 en laissant déduire que les adversaires avaient donc raison quand ils évoquaient les dérives sanglantes du stalinisme, si ardemment niées jusqu'alors. Le PCF a reculé le moment où il devait interioriser la rupture de son univers mental (1956-1962), s'est efforcé d'en limiter les effets destructeurs (1962-1975), puis a accéléré la prise de

distance à l'égard du stalinisme (1975-1978). À partir de là, plus rien ne pouvait être comme avant.

Pourtant, le monde militant communiste peine à mesurer la gravité des difficultés qui engluent le socialisme est-européen. Tout au plus admet-il qu'il souffre d'une crise de développement, mais pas d'une crise systémique : pour lui, la notion s'applique au capitalisme occidental et pas au soviétisme. En septembre 1989, à la Fête de l'Humanité, quelques semaines à peine avant l'effondrement du mur de Berlin, Marchais n'hésite pas à affirmer que « *c'est le socialisme qui fait et continue de faire la preuve de sa supériorité* ». Le PC français n'est plus dans la dépendance relative qui fut la sienne, au temps d'une puissance soviétique expansive, mais il ne veut pas se penser en extériorité absolue avec un mouvement communiste dont il perçoit toujours une aide matérielle directe ou indirecte⁶ et dont il pense toujours qu'il peut être un étai symbolique, plus encore qu'un boulet.

Quand les indices du marasme s'accumulent, à l'été de 1989, le PCF reste discret sur la rupture qui s'est engagée en Hongrie dès février, avec le passage à l'économie de marché, la reconnaissance du pluralisme politique, puis la première brèche dans le « rideau de fer » qui isolait la partie orientale du reste de l'Europe. De même, il n'attribue officiellement qu'une importance relative au basculement de la Pologne que provoquent la victoire de Solidarnosc aux premières élections démocratiques et la nomination à la tête du gouvernement de Tadeusz Mazowiecki, un compagnon de Lech Walesa. Le 24 août, le Secrétariat du parti se contente de noter, dans son relevé de décision : « *Les évolutions en cours dans les pays socialistes (...) vont dans le bon sens. (...) Les difficultés rencontrées tiennent au retard pris* ».

Quand les autorités est-allemandes célèbrent le quarantième anniversaire de la RDA, au début octobre 1989, le PCF affiche encore un optimisme inébranlable. Alors que l'ouverture vers l'ouest de la frontière hongroise a enclenché un flux impressionnant de départs vers la RFA, il minimise leur ampleur et se réclame même de... Gorbatchev pour affirmer « *qu'il n'y a pas lieu de céder à la panique* ». *L'Humanité* du 7 octobre répercute sans commentaire les propos du numéro un de la RDA, Erich Honecker, selon lequel la situation est « *normale* ». Comme en 1961, les expatriations sont renvoyées exclusivement à la « *vaste entreprise de débauchage orchestrée* ».

par les dirigeants de l'Allemagne de l'Ouest ». À la mi-octobre, Marchais reprend à la télévision son argumentaire de septembre et n'hésite pas à vanter les « *résultats positifs de la RDA concernant l'économie, le social, la formation* ». Une fois encore, les problèmes ne sont que « *de développement* ». Le 13 octobre, devant ses camarades du CC, Gremetz prend bien soin de justifier la formule du « *bilan globalement positif* », qui avait défrayé la chronique communiste des années 1977-1979. Alors que la plupart des PC au pouvoir d'Europe orientale renâclent devant les réformes radicales et se démarquent de Gorbatchev, le parti français les crédite inlassablement d'un état d'esprit porté vers le mouvement.

Le 9 novembre, dans la journée qui précède la chute du mur, le Secrétariat se félicite encore « *des changements positifs qui se déroulent en RDA* » et salue « la volonté de réformes affirmée en même temps que celle du socialisme et de la démocratie ». Le soir même, le PCF est donc pris à contre-pied, ce qui ne l'empêche pas de saluer « *une décision que nous réclamions depuis longtemps* » (Marchais, *L'Humanité*, 11 novembre). Leroy fait de même et rappelle ostensiblement les « *désaccords* » et « *divergences* » avec les communistes des pays de l'Est, pourtant bien atténués depuis le début des années 1980.

Le 15 décembre, devant le CC, Gremetz ne veut toujours pas croire que « *c'est le capitalisme qui va en définitive faire triompher sa logique inhumaine* ». Sans doute accepte-t-il enfin de parler de « *crise* » et même « *d'explosion politique et sociale* », dont il dit un peu plus loin qu'elle « *a surpris tout le monde* ». Mais c'est pour retourner *in fine* l'argumentation en affirmant que « *si nous découvrons certaines choses, nous sommes loin d'être abasourdis par les événements actuels, encore moins effarés ou consternés comme nos adversaires le prétendent* ». Au moment où émerge la dissidence refondatrice, il n'est pas question de céder devant l'orage et de créditer positivement les propos des nouveaux contestataires. Le XXVII^e Congrès de décembre 1990 persiste et signe : « *le PCF était conscient que les problèmes posés étaient graves* » (Marchais, rapport introductif) et « *l'échec n'est pas celui du socialisme* » (résolution finale). Pour le PCF, après la disparition du mur, pas question de bouger au-delà des lignes fixées...

Les années 1980 conjuguent ainsi l'épuisement du modèle soviétique et celui de l'union de la gauche dans sa forme partisane traditionnelle. La

culture qui le regroupait soudait le corps militant et en reproduisait plus ou moins les mécanismes et les dynamiques ; la fin de cette culture fait éclater le PCF en plusieurs ensembles qui peinent à coexister. Au début de la décennie 1990, quand la crise du soviétisme se précipite, des enquêtes d'opinion mettent en évidence l'existence à l'intérieur du parti de deux grands types d'attitudes antagoniques⁷. Un pôle « intégré » se reconnaît dans le discours et la pratique du PCF et de sa direction. Fortement attaché à la symbolique communiste et au mode de fonctionnement originel du parti, ce groupe (20 % environ des militants) se refuse aux changements « *en profondeur* » de la ligne et des directions. Structuré autour des quadragénaires et des provinciaux, il est plutôt lié à l'appareil par ses responsabilités et se rencontre volontiers parmi les militants de la CGT et de la Jeunesse communiste. Au contraire, un pôle « critique » (30 % environ du panel) se distancie du mode de fonctionnement de l'époque et s'affirme en faveur de « *changements profonds* ». Plus jeune en moyenne que le groupe précédent, il reste attaché aux marques d'identification communiste, mais en insistant sur la nécessaire transformation du dispositif militant. Entre les deux pôles s'étend une gamme complexe de positionnements, mêlant dans des proportions variables l'attachement au parti existant et l'aspiration plus ou moins intuitive à son renouvellement.

À partir des années 1970, l'évolution du discours fondamental a pris avant tout l'aspect de renoncements : abandon de la thèse du parti unique (1963), de la dictature du prolétariat (1976), du marxisme-léninisme (1979), du centralisme démocratique (1994). Dans une direction désarçonnée par l'échec de la stratégie du programme commun, au sein d'un espace où se creuse l'écart entre intellectuels et direction, aucune tentative sérieuse de réécriture du corpus commun ne parvient à s'imposer. Il n'y a plus de sessions idéologiques des directions, plus de philosophes officiels légitimes, plus de vulgarisateurs voués à la simplification pédagogique de la doxa. En l'absence d'unification culturelle assumée, l'espace militant se polarise en sensibilités qui hésitent à se définir en tendances, mais font de la fière homogénéité d'hier un souvenir, regretté ou rejeté.

Délitement électoral et désaffection militante s'entremêlent : « *les effets des technologies d'identification partisane du PCF s'érodent* » (Julian Mischi) et l'organisation décline sur la base d'un retrait qui s'amplifie. De 1979 à 1987, les données internes permettent d'estimer le nombre des « sorties » (le total des décès et des départs) à 700 000 adhérents, dont près

de 500 000 dans les cinq premières années. Après une brève rémission en 1988⁸, la mécanique des départs reprend et ne cesse plus par la suite. La désaffiliation se faisait naguère dans le silence ; à partir des années 1980, elle s'affirme, parfois publiquement et même collectivement. Jusqu'alors délégitimée, réservée aux groupes les mieux pourvus en « capital symbolique » (les élus, les intellectuels), la parole critique se libère et se diversifie. Les modèles de désaffiliation se multiplient (Catherine Leclercq), mais tous convergent vers le même résultat : la rétraction quantitative et qualitative du tissu militant.

En outre, l'insubordination ouvrière passe de moins en moins par les canaux traditionnels de la revendication et le « parti de la classe ouvrière » enregistre de plein fouet ces mutations, sans pouvoir proposer un ancrage de substitution et une redéfinition globale de son ambition sociale. Entre 1978 et 1994, ses effectifs s'effondrent dans le quart nord-est, reculent à Paris et dans la petite couronne, fléchissent dans les Alpes, la région lyonnaise et la région PACA. Il résiste un peu mieux en Nord-Pas-de-Calais, en Normandie et sur le littoral atlantique. Le parti est désormais pénalisé par un triple mouvement : le désarroi croissant d'un monde ouvrier qui voit ses conquêtes remises en cause par la crise puis par le tournant de la « rigueur » (c'est le cas notamment de l'Est sidérurgiste et minier) ; les incompréhensions devant les revirements stratégiques successifs d'un Parti communiste ne sachant plus comment gérer une union de la gauche qui n'a pas répondu à ses espérances initiales ; le délitement du mouvement communiste international, dont l'existence constituait le « grand arrière » d'un engagement communiste combinant l'espérance d'Octobre et l'esprit révolutionnaire français.

Le PCF s'affaiblit dans le monde du travail. La tendance au recul des cellules d'entreprise s'enclenche après 1975, se poursuit en continu jusqu'au milieu des années 1990, ne fait que s'accélérer par la suite. Entre 1985 et 1994, la part des cellules d'entreprise passe de 30 % à 26 % ; dans la même période, le nombre des adhérents en entreprise passe de 18,5 % à 13,3 %. Les ouvriers et les salariés agricoles comptaient pour plus de 46 % en 1979 ; ils ne sont plus que 31 % en 1997. Le reflux industriel, la crise du syndicalisme et les transformations des pratiques ouvrières déstabilisent, tout à la fois, les collectifs de travail, les formes classiques de solidarité et la transmission des cultures du labeur. La crise sidérurgique de 1979-1984 ne fait que cristalliser, de façon explosive, le déclin du modèle prolétarien

du « métallo », dont l'expansion avait fait corps avec celle de l'espace communiste. De même, le recul de l'espace public affecte le poids des ouvriers à statut (cheminots, gaziers, électriciens, postiers, etc.) qui formaient l'autre pôle ouvrier de la militance et de l'encadrement du PCF.

Au début des années 1990, 73 % des Français interrogés par la SOFRES (fin juin 1991) considèrent que le PCF est « *peu utile* » ou « *pas utile du tout* » et 70 % – dont 24 % de proches déclarés du parti – estiment qu'il va poursuivre son déclin. Quant à Marchais, ils ne sont que 17 % à penser qu'il est « *le meilleur leader pour représenter les communistes* » – opinion partagée par 23 % seulement des proches du PC⁹.

Le répit et la « mutation »

En 1994, le PC annonce des effectifs de 590 000 adhérents ; les données secrètes internes, elles, en admettent tout au plus 275 000. Entre 1979 et février 1994, le parti a perdu la moitié de ses adhérents. Le baromètre électoral n'est pas plus encourageant. Le sursaut des législatives de 1988 n'a pas été confirmé et l'électorat a fini par s'installer sous le seuil national des 10 %, ce qui renvoie le communisme politique aux années difficiles de l'archipel électoral. La seule satisfaction de la période est dans la réduction de l'écart qui sépare communistes et socialistes : supérieur à 20 % entre 1986 et 1993, il retombe à 8 % aux législatives de 1993.

Le 28 septembre 1993, après un quart de siècle à la tête du parti, Marchais annonce que le prochain congrès, prévu en février 1994, désignera un nouveau secrétaire général. À sa manière, il a incarné la dernière figure du secrétaire général d'autrefois. Un réel charisme lui a permis d'incarner le renouvellement communiste au milieu des années 1970 ; au début des années 1980, sa crispation politique lui a aliéné une part de l'actif militant, sans annuler complètement son ascendant sur l'appareil ; au milieu de la décennie 1990, son départ ouvre une nouvelle phase d'incertitude, cette fois existentielle.

Celui qui, jusqu'à sa mort, n'a cessé de porter le fardeau du déclin choisit son successeur à la surprise générale. Ce n'est pas un homme de la garde rapprochée, comme on s'y attendait¹⁰. Le numéro un désigné est un élu de terrain, un ancien infirmier, par ailleurs président de l'Association nationale

des élus communistes et républicains, le maire de Montigny-lès-Cormeilles, Robert Hue. Sans doute Marchais a-t-il désigné une personnalité peu connue en dehors des cercles dirigeants du parti, dont il pense qu'elle restera partiellement sous sa dépendance. L'essentiel est que l'ancien métallurgiste, qui n'a jamais oublié ses heures fastes de l'eurocommunisme, ne veut pas se contenter de mettre au premier rang un militant directement impliqué dans l'appareil partisan. Il préfère un représentant du « communisme municipal ». Consciemment ou non, en choisissant l'élu, il valorise ce qui reste de lien solide avec la société concrète, pour en faire le signe d'une organisation qui, malgré les difficultés, n'entend pas se réduire à son noyau organisationnel.

Les tout premiers résultats électoraux ne sont pourtant guère plus encourageants que les précédents : ni les cantonales du printemps 1994 (11,5 % des suffrages, soit moins 2,1 % sur 1988) ni les européennes de la même année (6,9 % pour Francis Wurtz contre 7,7 % à Philippe Herzog en 1989) n'annoncent la fin du déclin. Paradoxalement, le seul espoir vient de l'élection que les communistes redoutaient le plus : la présidentielle. Le 23 avril 1995, le nouveau secrétaire « national » obtient 8,7 %, soit près de 2 % de plus que Lajoinie sept ans plus tôt. Manifestement, il a bénéficié d'une image d'homme neuf (il n'est pas Marchais...), dont la bonhomie et la sincérité nourrissent, dans les sondages, l'idée que « *le Parti communiste a changé en bien* ». Tout n'est pourtant pas sans nuages, dans cette élection qui a révélé une moindre progression dans les zones de force et, surtout, qui a vu l'extrême gauche d'Arlette Laguiller s'installer au-dessus de la barre des 5 %, dépasser le PC dans sept départements et même progresser dans des zones de forte tradition ouvrière et de gauche (Puy-de-Dôme, Essonne, Seine-Maritime, Seine-Saint-Denis).

Peu de temps après, d'ailleurs, les municipales de juin 1995 confirment l'affaiblissement du communisme municipal : le PC regagne Nîmes, mais perd Le Havre et une ville de plus de 10 000 habitants sur dix, ce qui le place tout juste à la moitié de ses acquis de 1977. Le nouveau numéro un a toutefois une chance que son prédécesseur n'avait pas eue : en 1997 et 1998, les communistes connaissent enfin une véritable embellie électorale. En juin 1997, ils gagnent 0,4 % et 13 sièges de députés aux législatives qui suivent la dissolution imprudente de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac. Aux régionales de 1998, ils font désormais partie de la majorité gouvernementale et profitent de l'union de la « gauche plurielle » (le

nouveau nom de l'union de la gauche), en passant de 119 sièges de conseillers régionaux à 152, soit presque autant qu'en 1986. Le même jour, ils gagnent 0,6 % des voix et 28 sièges aux élections cantonales. Incontestablement, le PCF voit son image s'améliorer, une fois débarrassé du fardeau soviétique : l'indice des « bonnes opinions » (Sofres), qui était tombé à 13 % en moyenne au début des années 1980, est remonté à 20 % en 1994 et à 33 % en 1996. En 1995, en 1997 et en 1998, le parti a obtenu un résultat supérieur à celui de l'élection précédente. Les mauvais jours seraient-ils finis ?

Marchais était tétanisé par le reflux électoral. Son successeur entend profiter du regain et user de la légitimité que lui a donnée la présidentielle, pour se dégager de la tutelle de celui qui l'avait intronisé et il veut impulser, à son tour, l'*aggiornamento* salvateur. Dès le printemps 1995, Hue s'inscrit symboliquement dans la lignée des déstalinisateurs de naguère, puis il impose au Congrès de 1996 la thématique de la « *mutation* ». Sa logique est pour une part des plus classiques : il reprend à son compte certains des thèmes « refondateurs », tout en cherchant à rassurer une majorité fixée depuis 1984 sur l'obsession de l'identité et sur le désir de conjurer le doute par le retour aux fondamentaux. En 1999, il tente de pousser les feux à l'occasion des élections européennes. Au début de l'année, il propose une formule originale, celle d'une liste « *à double parité* ».

Elle est composée pour moitié de femmes et pour moitié d'hommes, pour moitié de membres du PCF (dont le député européen « dissident » Herzog) et pour moitié de personnalités du monde associatif ou intellectuel, parmi lesquelles la féministe Geneviève Fraisse et l'ancien responsable du syndicalisme enseignant Michel Deschamps. Or, avec ses 6,8 % des suffrages exprimés, le PCF fait un peu moins bien encore que Wurtz en 1994 et obtient ainsi le deuxième plus mauvais score de son histoire électorale. Voilà les communistes en sixième position, derrière la liste de leur épouvantail de 1968, le Vert Cohn-Bendit (9,7 %) et ils sont talonnés par l'extrême gauche (5,2 % pour Laguiller). Les vieux rivaux trotskystes se paient même le luxe de dépasser le PC dans une vingtaine de départements et dans une quinzaine de grandes villes, dont Paris. Ce que ses détracteurs appellent une « *liste chabada* » n'a pas eu les effets attendus.

Contrairement aux années 1980, la déception électorale ne provoque pas de rétraction interne. Pour apurer les comptes du passé, Hue impose la

réhabilitation des exclus des générations précédentes, présentée par la présidente de l'Institut de recherches marxistes, Francette Lazard. Il décide même de faire du Congrès de Martigues, prévu pour avril 2000, un moment d'accélération de sa mutation. Il ouvre la direction aux militants critiques et fait entrer directement dans le « collège exécutif », qui a succédé au BP, plusieurs personnalités non communistes ayant participé à l'aventure de « Bouge l'Europe ! ». Hélas pour le secrétaire national, sa tentative s'enlise très vite. Quand il relance la thématique rénovatrice, l'essentiel des forces nourries de la tradition eurocommuniste a quitté le parti. Les dissidences se sont succédé, mais, à l'exception de la dernière vague des refondateurs, elles ont dû se résoudre très vite à abandonner l'espoir d'un changement interne. En outre, les réserves intellectuelles du PCF se sont lentement taries : recul des centres de recherche, disparition ou assoupissement des revues, faillite des maisons d'édition, essoufflement de la presse, nationale ou régionale.

Tirage de *L'Humanité*

1945	400 000
1972	150 000
1980	142 000
1986	107 000
1990	160 000
2000	50 000
2010	48 000
2014	38 000
2018	32 000

À l'exception de l'inaliénable et spectaculaire Fête de l'Humanité, les socialisations militantes, internes ou externes, se sont évanouies, notamment le réseau de formation (fermeture du centre national de formation de Draveil en 2003). Dans la préparation du Congrès de Martigues, déjà, le secrétaire national avait dû reculer dans son désir d'en faire un « *nouveau Congrès de Tours* », l'amorce d'une nouvelle forme d'organisation communiste. Cela lui vaut les réticences croissantes des

refondateurs, qui soutiennent le principe de la mutation, tout en prenant des distances croissantes avec la gestion de la gauche plurielle. À la différence des crises précédentes, que l'on disait provenir de la droite du parti, les zones les plus traditionnelles manifestent aussi leur mécontentement. Désormais, une opposition réputée « orthodoxe » s'organise, autour de députés (Georges Hage) ou de personnalités reconnues (Henri Alleg, Pierre Pranchère), puis autour de la fédération du Pas-de-Calais, pour réclamer un retour aux fondamentaux du parti. Soumis à la pression d'une part substantielle de la direction, trop distant à l'égard d'un appareil dont il sent les réticences et qu'il n'ose pas affronter directement, Robert Hue finit par s'essouffler à la pratique coutumière du balancier.

Il est surtout victime de la polarisation qui est la sienne sur l'expérience de la gauche plurielle. Dès avril 1994, il avait tenté de promouvoir la formule d'un « *pacte unitaire de progrès* », qui était censée prolonger la vieille union de la gauche, tout en conjurant ses défauts. En fait, la formule est trop vague pour être opérationnelle. En 1997, après la victoire législative de la gauche, Hue considère qu'il n'y a que deux choix possibles : ou bien laisser le PC à l'écart de la nouvelle majorité, ou bien se rallier à la gauche plurielle que propose l'ancien numéro un du PS, devenu Premier ministre, Lionel Jospin. Pour la direction, cette fois quasi unanime, le danger le plus grand est dans un nouvel isolement. Les communistes retournent donc au gouvernement, où ils disposent de quatre sièges, dont deux postes de ministres attribués à Gayssot (Transports et Logement) et Marie-George Buffet (Sports)¹¹.



Affiche pour la manifestation organisée par le PCF 16 octobre 1999

Le « secrétaire national » – c’est désormais le titre statutairement retenu¹² – est convaincu que la nouvelle participation permettra, tout à la fois, de consolider l’amélioration de l’image communiste et de conforter l’élan réformateur. Pendant cinq ans, les ministres communistes assument loyalement les choix gouvernementaux, acceptant même les nouvelles réductions de la propriété publique, le parti ne se distinguant que par l’exigence attendue d’une plus grande attention au social. En octobre 1999, Hue tente pourtant de faire du PC le moteur de la revendication sociale, organisant pour cela une manifestation de rue qui prend à contre-pied la CGT de l’ancien leader du conflit social de novembre-décembre 1995, le cheminot Bernard Thibault. La parole sociale ne suffit pas à faire la différence et les communistes lient leur destin au devenir d’une expérience ambiguë, qui voit Lionel Jospin essayer de se démarquer du « social-libéralisme » revendiqué en Angleterre par le *New Labour* de Tony Blair,

sans pour autant trouver les voies d'une gestion franchement différente de celle pratiquée outre-Manche. « *L'État ne peut pas tout* », explique en juin 1997 le Premier ministre, au moment où se ferme l'usine Renault de Vilvorde en Belgique. À l'arrivée, il paie cher cet aveu d'impuissance.

Au printemps de 2001, les municipales sont un nouveau signal d'alarme : les 1 124 municipalités communistes et « apparentées » de 1989 et les 873 de 1995 ne sont plus que 786. Le PCF ne dirige plus de commune au-dessus de 100 000 habitants, il est touché à la fois dans les vieux bastions de la ceinture rouge et dans les zones plus marquées par la ruralité. Un an plus tard, il connaît bien pire : l'élection présidentielle de 2002 provoque l'abattement. Le 21 avril, coup sur coup, la direction communiste, réunie au cinquième étage de la Place du Colonel-Fabien, apprend que le leader de la gauche plurielle, Lionel Jospin, ne sera pas présent au second tour de scrutin, puis que son propre candidat est nettement au-dessous de la barre fatidique des 5 %. Tandis que Noël Mamère, après des débuts chaotiques, est parvenu à assurer aux Verts leur meilleur score à une élection nationale, le candidat communiste a enregistré le plus mauvais résultat de toute l'histoire de son parti. La référence à « *l'audace sociale* » et l'appel au renforcement de la composante communiste de la gauche plurielle n'ont pas suffi à enrayer le mouvement de désaffection des milieux populaires. Avec moins d'un million de voix, Robert Hue atteint à peine les 3,4 % des suffrages exprimés, alors qu'il en avait recueilli 8,7 % sept ans plus tôt. Dans une élection qui ne comptait pas moins de huit candidats à gauche, le communiste n'est qu'en sixième position. Humiliation suprême : pour la première fois depuis soixante-quinze ans, le total des candidats issus du trotskysme surclasse le PCF, en dépassant le seuil des 10 % des suffrages exprimés.

Chapitre 12

Conjurer le déclin. 2002-2019

À l'instar de la SFIO en 1969, le PCF se trouve dans les zones incertaines et amères de la marginalisation électorale. La mutation chère à Robert Hue voulait relancer la machine : elle n'a fait qu'accompagner le déclin.

Un continent rétrecté

Après la rémission de 1995-1998, la base électorale du PCF s'est à nouveau rétrécie. Dans toutes les élections sans exception, le PC est passé nettement sous la barre des 5 % puis des 3 % : 1,9 % à la présidentielle de 2007, 2,7 % aux législatives de 2017¹, 2,5 % aux européennes de 2019. Le communisme municipal conserve des capacités de résistance plus fortes, mais il a connu un processus analogue de rétraction. En 1977, le PC administrait 720 communes de plus de 1 000 habitants, pour une population totale de 8,3 millions ; en 2019, elles sont 293, pour une population totale administrée de 2,7 millions. Pendant l'essentiel du ^{xx}e siècle, le PC a cultivé la fierté et le désenclavement de territoires autrefois relégués. Or la crise urbaine a défait, à partir des années 1970, une grande part de l'œuvre entreprise. De plus, alors que la ville est de plus en plus le territoire par excellence de la valorisation économique, les municipalités communistes se voient frappées de plein fouet par le transfert des compétences et la rétraction générale de la sphère publique. Dès lors, l'originalité d'une gestion franchement sociale et culturellement typée s'est estompée. Numériquement, le réseau des élus – la grande fierté du parti – s'est resserré en passant de 28 000 en 1977 à 7 000 revendiqués en 2013 et sans doute moins après cette date.

L'organisation proprement dite a connu une évolution identique. En 1999, la direction évoquait encore officiellement le chiffre de 183 000 cartes placées. Depuis 2016, elle s'en tient au chiffre de 120 000, sans vraiment croire à la véracité de cette estimation. De fait, d'autres données tout aussi officielles suggèrent un constat moins optimiste. Les cotisants sont passés d'un peu moins de 80 000 déclarés en 2006 à 49 000 en 2018². Quant à la participation aux votes internes, elle s'est affaïssée dans la même période, allant de 46 000 en 2006 à un peu plus de 30 000 à la fin 2018. En une décennie, la densité militante aurait reculé d'un quart à un tiers.

Le PC reste toutefois un parti populaire, sans qu'on puisse en mesurer l'exacte composition. En 1997³, les agriculteurs, les ouvriers et les employés comptaient encore pour deux tiers de l'effectif. Les ouvriers, il est vrai, ne constituaient déjà plus que le tiers des adhérents, contre la moitié vingt ans plus tôt. Le phénomène est plus spectaculaire encore quand on passe à l'encadrement. Surreprésentés dans les congrès jusqu'à la fin des années 1960, à l'image des adhérents jusqu'à la fin de la décennie suivante, les ouvriers ne cessent de voir leur part se restreindre depuis. En 2010, les classes populaires ne comptent plus que pour moins d'un tiers des participants au congrès national, alors que la part des cadres, ingénieurs, techniciens et agents de maîtrise atteint les 45 %. Cette année-là, il y a presque deux fois plus d'enseignants que d'ouvriers au congrès du « parti de la classe ouvrière ».

Il est vrai que les couronnes extérieures de l'univers communiste se sont elles aussi étiolées. Le syndicalisme animé par les communistes, CGT en tête, s'est rétréci et a pris du champ par rapport à la dépendance passée. Après 1993, la CGT n'a plus appelé à voter communiste, Viannet, successeur de Krasucki, a quitté le bureau national en décembre 1996, puis Thibault le comité national en octobre 2001. Les « organisations de masse » dominées par les communistes se sont affaiblies, ou ont abandonné l'obédience, à l'image du très actif Secours populaire. Les anciennes matrices d'adhésion, centrées sur l'industrie mécanicienne et les ouvriers à statut, se sont peu à peu effacées. La tendance au recul des cellules d'entreprise s'enclenche après 1975, se poursuit en continu jusqu'au milieu des années 1990, ne fait que s'accélérer par la suite. Quelles que soient la direction et la ligne politique suivie, quel que soit le discours tenu, le monde ouvrier se reconnaît de moins en moins dans un PC dont il ne voit plus l'utilité.

Le substrat social du déclin

L'évolution sociale de la France a bien sûr largement contribué à ce déclin. Jusqu'aux années 1970, la part de l'industrie n'a cessé de croître et avec elle le nombre des ouvriers. En 1975, ils étaient un peu plus de 8 millions ; ils ne sont plus que 6,8 millions en 2015. L'industrie, qui regroupait près de 30 % des emplois en 1975, en rassemble un peu moins de 14 % en 2016. Les ouvriers n'ont pas disparu, mais leur visibilité est moindre avec la disparition des forteresses ouvrières et la dispersion territoriale de l'industrie. Après le textile et les mines, se sont résorbés les bataillons de la sidérurgie, de la métallurgie, de la navale, de la mécanique et de l'imprimerie : les bases du mouvement ouvrier classique et du communisme politique se sont érodées.

La population ouvrière a glissé vers l'univers diffus des services (plus d'un million d'emplois en plus depuis 1976) et le transfert se fait au détriment des métiers qui étaient des vecteurs fondamentaux de la culture de classe et de l'action militante. Le communisme en expansion a eu ses « *groupes inducteurs* » (Jean-Paul Molinari), comme les cheminots et les ouvriers mécaniciens. Or le renouvellement de la main-d'œuvre qualifiée s'opère par le départ massif des plus âgés. Beaucoup d'anciens professionnels, qui formaient naguère l'armature du tissu communiste traditionnel, se déplacent vers les lotissements du « rurbain » et leur éloignement enraie la transmission de l'expérience ouvrière. La conquête de la stabilité salariale s'était identifiée avec l'expansion de la banlieue rouge ; le retour de la précarité et la désagrégation de l'unité salariale font éclater cette identification. Bénéficiaire naguère de l'expansion triomphante du monde ouvrier, le communisme paie le prix du retour de l'incertitude.

La progression communiste avait coïncidé avec le désenclavement social de la classe et avec sa réinsertion symbolique et juridique dans l'État de droit national. En même temps, l'amorce de redistribution des revenus par la puissance publique et la stabilisation juridique de la condition ouvrière (conventions collectives et grille des qualifications) avaient parachevé l'unification générale du groupe. Or l'équilibre stabilisé à la Libération se défait à partir de la décennie 1970. La centralité ouvrière dans le « peuple » se délite et le monde des ouvriers se fragmente, après avoir longtemps été rapprochés. Le déclin des statuts ouvriers, la montée de la pauvreté et de la

précarité et la discrimination des nouveaux territoires populaires se conjuguent pour éroder la conscience ouvrière d'hier.

Entre 1982 et 2010, l'identification à la « classe ouvrière » a reculé de 33 % à 9 % dans les enquêtes. Au début des années 1950, une majorité de la classe envisageait positivement un avenir ouvrier pour ses enfants : un ouvrier sur trois seulement affirmait sa préférence pour une profession salariée non ouvrière. Dès la fin des années 1980, la moitié des ouvriers ne veulent pas que leurs enfants aient le même avenir qu'eux. Dans ce contexte général, les rapports de l'individu au groupe ne sont plus les mêmes. Dans la classe à l'apogée, la structure fondamentale était celle du « nous », la primauté allait à la communauté, non à l'individu. C'était l'écho persistant de l'antique communauté villageoise et de la famille élargie, le cadre de vie, de socialisation et de protection, le reflet d'une histoire où la solidarité du groupe avait été la base du combat pour la reconnaissance et la dignité.

Le PCF s'est coulé dans cette pente communautaire à l'intérieur du cadre communal et en a fait le ressort social principal de sa propre identification. Or la culture du « nous » a été rongée par l'irruption de la sphère du privé. L'exigence du « je » est entrée en grand dans l'univers mental des catégories populaires. En même temps que reculent les tentations sécurisantes de la conformité, l'appel à l'autonomie de l'individu grandit. Mais en pâttissent toutes les pratiques assimilées à l'ancienne communauté, dont le communisme politique du ^{xx}e siècle a fait partie.

Gauche et mouvement ouvrier : fins de partie ?

Le PCF avait su trouver, dans l'enracinement de la CGTU puis de la CGT, un des trois substrats de son implantation sociale, avec l'ancrage municipal et l'implication associative. Or la fin des années 1970 introduit sur ce plan une rupture. Comme partout dans les pays industrialisés, s'achève la longue phase de « l'insubordination ouvrière » qui s'était amorcée symboliquement avec la grande grève des mineurs de 1963 et qui bute sur la défaite des sidérurgistes (1979-1984). La France ne connaît sans doute pas de traumatisme aussi violent que l'échec italien à la Fiat en 1980, ou le désastre des mineurs britanniques en 1984-1985. Mais les indices d'essoufflement se multiplient en un laps de temps réduit.

La contestation sociale ne disparaît pas, prend même des formes massives, en 2003 contre le régime des retraites du gouvernement Raffarin (un million de manifestants, grève reconductible dans l'enseignement), en 2006 contre le Contrat première embauche (entre 1 et 3 millions de manifestants), en 2009 contre les politiques de rigueur qui suivent la crise financière (4 journées avec 1 à 3 millions de manifestants), en 2010 sur les retraites (3 millions de manifestants le 23 septembre), en 2016-2017 contre la « loi Travail », en 2018 à la SNCF et plus encore en 2019-2020 avec le mouvement contre la réforme des retraites. Mais l'intransigeance gouvernementale et patronale met en question le registre d'une action syndicale traditionnelle fondée sur les grèves sporadiques et les « journées d'action » pilotées par les syndicats.

Du fait de cette remise en cause, en même temps que la grève, la syndicalisation se tarit, dans une France depuis longtemps caractérisée par une moindre propension à l'adhésion syndicale⁴. Le taux de syndicalisation s'était réduit de moitié entre 1948 et 1958, s'était stabilisé entre 1958 et 1967, et avait connu un net regain jusque vers le milieu des années 1970. Un nouveau déclin des effectifs s'amorce alors, dès 1973 à la CGT. Entre 1976 et 2014, le vieux syndicat ouvrier est passé de 2,4 millions d'adhérents officiellement recensés à moins de 700 000. Son influence électorale n'est pas plus réjouissante : dans les élections professionnelles, la CGT se voit contester la première place qui était la sienne jusqu'alors. En 1945-1946, lors des premières élections aux comités d'entreprise, la CGT totalisait plus de 80 % des suffrages exprimés. En 2018, les nouvelles mesures officielles de la « représentativité syndicale » la placent globalement derrière la CFDT, avec tout juste un quart des suffrages. De plus, le doyen des syndicats s'est totalement renouvelé dans ses structures sociologiques et mentales et n'est plus la « courroie de transmission » qui en faisait le vivier associatif principal de la socialisation communiste. Culturellement, l'univers cégétiste garde des traits importants de ce qui lui donna son style, après 1945. Il n'est pourtant plus possible de tenir la grande centrale pour une composante d'une galaxie communiste par ailleurs disparue.

Quant à la vie associative, elle a cessé de porter la marque ouvrière. Les cinq millions de travailleurs non qualifiés de l'industrie et des services sont en même temps ceux qui déclarent une sociabilité moins étendue que celle des autres groupes sociaux. Or depuis trois décennies, l'expansion de

l'association (70 000 créations par an, une personne sur quatre en France est bénévole dans une association) a coïncidé avec le recul de l'engagement partisan et syndical. Dès les années 1970, une nébuleuse d'associations a pris le relais des clubs des années 1960, comme des « organisations de masse » antérieures. Le PCF s'appuyait, depuis les années 1920 et 1930, sur un réseau serré de structures qui s'enracinaient dans l'espace des périphéries urbaines ouvrières. Les nouvelles associations s'articulent moins au mouvement ouvrier classique qu'aux « nouveaux mouvements sociaux » analysés par Alain Touraine. À partir des années 1970, elles ne nourrissent pas la dynamique du vote communiste, mais celle d'un Parti socialiste requinqué par sa refondation de 1971. Le déclin ultérieur du concurrent socialiste n'a rien changé aux déboires communistes.

Au bout du compte, aucun des mouvements qui se sont égrenés depuis le milieu des années 1990 n'a été suivi d'une relance, ni de l'organisation, ni de l'électorat, qu'il s'agisse de mouvements de jeunes, de mobilisations syndicales traditionnelles ou de mouvements plus originaux, comme celui des Gilets jaunes amorcé dans l'hiver 2018-2019.

Il est vrai que, dans les années 1980, la politique française est entrée dans une phase d'incertitude qui vient perturber le jeu classique de la droite et de la gauche. Les deux grandes familles ne mobilisent plus comme autrefois et l'abstention monte régulièrement, l'élection présidentielle étant la seule à maintenir une participation relativement élevée. Dans les années 1960-1970, quand la droite mobilisait, la gauche se rétractait et réciproquement. À partir de 1978, l'évolution se fait plus complexe : en général, la droite et la gauche perdent des électeurs et, la plupart du temps, la victoire ne revient plus au camp qui mobilise le plus, mais à celui qui démobilise le moins. Dans l'ensemble, à l'exception de l'élection de 2012, c'est la gauche qui est la plus fragilisée.

À la fin des années 1990, le total des non-inscrits et des abstentionnistes se rapproche d'un seuil des 50 % qui aligne la France sur l'exemple des USA. Dans le même temps, le système politique français se trouve perturbé par l'irruption du Front national en 1983. À la périphérie des zones les plus fragilisées, puis dans ces zones elles-mêmes, Jean-Marie Le Pen attire un électorat qui déborde largement l'espace traditionnel de l'extrême droite et se montre réceptif à la montée des thématiques de l'identité. Sociologiquement composite, l'électorat du Front draine vers lui

suffisamment d'ouvriers et d'employés pour devenir bientôt l'un des votes les plus populaires de l'échiquier politique français. Aux élections européennes de 2019, le Rassemblement national de Marine Le Pen – l'héritier du Front de Jean-Marie Le Pen – attire un tiers des employés et la moitié des ouvriers qui votent.

Les années 1960 avaient conjugué la radicalisation des comportements sociopolitiques et le regain de la conflictualité gauche-droite. Les deux décennies suivantes ne font pas disparaître le clivage fondateur de la vie politique française. Gauche et droite continuent de s'opposer avec une virulence verbale intacte, mais dans le cadre général d'une crise politique qui fragilise les coalitions en place, à droite comme à gauche. Les expériences de l'alternance, à partir de 1986, avivent les processus : gauche et droite se succèdent au pouvoir sans que la logique de leurs choix gouvernementaux semble si différente. Dès lors que la distinction visible s'efface, la force d'attraction de la gauche se fait plus aléatoire.

En fait, les classes populaires ne se sentent plus représentées par elle⁵. Au début des années 1960, un tiers environ des ouvriers affirmaient dans les sondages leur propension au vote communiste ; en 1973, ce pourcentage était monté à 37 %, nettement devant le PS (27 %) et la droite gaulliste (21 %), tandis que l'extrême gauche, avec ses 4 %, laissait indifférente l'immense majorité des contingents prolétariens. À la présidentielle de 1988, encore, François Mitterrand rassemblait à lui seul 43 % du vote ouvrier au premier tour. En 1995, la situation est complètement inversée : les ouvriers votent majoritairement à droite, le premier vote ouvrier est celui du Front national (27 %), suivi du PS (21 %) et du PCF, à égalité avec le RPR (15 %). Cette année-là, les ouvriers ne sont que 7 % et les employés 8 % à voter en faveur de la candidate de Lutte ouvrière. En 2002, nouveau changement de décor... Robert Hue est surclassé par l'extrême gauche dans toutes les catégories : il obtiendrait 3 % du vote ouvrier et 4 % du vote employé contre 16 % et 17 % en faveur des trois candidats trotskystes. Enfin, en 2017, le PCF est marginalisé dans toutes les catégories, à peu près dans les mêmes proportions. Surtout, pour la première fois, une autre formation – en l'occurrence la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon – a acquis un profil sociologique proche de celui du PCF à son apogée.

Les ouvriers, à deux reprises, à la charnière des ^{xix}e et ^{xx}e siècles et entre 1936 et 1969, s'étaient « servi » du vote socialiste puis communiste pour

faire valoir leurs droits dans l'espace politique institué. Le couple instable du socialisme unifié et du syndicalisme révolutionnaire dans un premier temps, celui de la galaxie communiste dans un second temps ont donné à la France ouvrière une représentation et une force symbolique sans équivalent. Mais « l'utilité » des organisations est toujours relative, perpétuellement fragilisée et renégociable. À partir des années 1970, celle du PCF s'érode lentement, sans que jamais les communistes ne parviennent à trouver des réponses capables de relancer leur projet politique et leur place dans l'univers des partis.

L'expérimentation « antilibérale »

Au début des années 2000, le PCF est entré dans la phase des turbulences maximales. La rémission électorale de 1995-1998 n'a pas ranimé la dynamique militante. Depuis 1981, le nombre des adhérents a été divisé par quatre. Après 1995, les hésitations du sommet, entre audace réformatrice et frilosité, ont fini par heurter les pôles de sensibilité installés dans les années 1990, sans convaincre pour autant les nouvelles forces escomptées au Congrès de Martigues. Celui-ci avait décidé de lancer « *une période transitoire d'expérimentation* », pour ouvrir de nouvelles pistes de fonctionnement. La formule de congrès n'est jamais entrée dans la vie et le PC « muté » est resté dans les cartons.



Robert Hue, Marie-Georges Buffet et Michelle Demessine aux obsèques de Henri Krasucki le 28 janvier 2003

Peu présent dans la vie interne, préoccupé avant tout des équilibres de la gauche plurielle, Robert Hue comptait sur la présidentielle de 2002, davantage que sur l'innovation militante. Dès 2001, décidé à concourir dans l'élection décisive à venir, il avait proposé et obtenu la mise en place d'une direction bicéphale, le secrétariat national revenant à Marie-George Buffet, lui-même s'attribuant le poste de Président du parti. Le binôme n'a jamais fonctionné et le résultat désastreux d'avril 2002 a ôté toute légitimité à l'homme de la mutation. C'est donc la nouvelle secrétaire nationale qui doit faire face aux prévisibles vagues de contestation.

Une part de la direction, conduite par d'anciens proches de Marchais – dont le secrétaire de la fédération du Val-de-Marne, Nicolas Marchand, et le député de la Somme, Gremetz – met aussitôt en cause l'abandon des fondamentaux attribué à la mutation et l'alignement pur et simple du PC sur le PS. Une autre part, autour des refondateurs (Patrick Braouezec, Roger Martelli, Pierre Zarka⁶), dénonce la timidité de la mutation et propose de l'amplifier, au-delà du parti, autour de la convocation « d'États généraux du communisme ». Aux deux antagonistes déjà répertoriés, s'ajoute désormais un troisième courant, qualifié de « huiste » et qui se réclame de l'union de la gauche et d'un « *parti communiste nouveau* », dans la continuité de la mutation de Robert Hue. Jamais le parti n'a été aussi éclaté.

En mars 2003, lors du XXXII^e Congrès, le groupe dirigeant se tient donc dans une prudente réserve, se contentant de récuser, tout à la fois, la simple reconduction de la gauche plurielle et la démarche du « *pôle de radicalité* » prônée depuis 1996 par les refondateurs⁷. Pour le reste, le noyau de « Fabien » compte sur le pragmatisme d'une gestion qui veut d'abord rassurer un actif militant durement secoué depuis 1978.

Aux élections régionales de 2004, le PCF s'allie avec le PS dans 14 régions, avec le MRC de Chevènement en Franche-Comté et, dans sept autres régions présente des listes autonomes, parfois ouvertes – comme en Île-de-France – à des formations et personnalités du monde syndical et associatif. Ces régionales rassurent le PC sur un point : l'extrême gauche ne réédite pas, et de très loin, son exploit présidentiel d'avril 2002. Mais elles ne permettent pas de trancher entre les différentes hypothèses possibles. Chacun peut arguer de « son » résultat (Nord – Pas-de-Calais, Île-de-France, régions d'union de la gauche) pour légitimer sa stratégie. La même année, les élections européennes (qui se déroulent cette fois dans le cadre de

sept grandes régions) n'ont guère éclairci les choix. Globalement, les listes présentées par le PCF obtiennent un score encore en recul sur celui de 1999 : 5,4 % contre 6,8 % à l'élection précédente. En nombre de voix, le PCF passe une nouvelle fois sous le seuil du million (900 600 suffrages).



La campagne du Non au projet de traité constitutionnel européen (2005)

Mais le scénario-catastrophe d'avril 2002 ne s'est pas reproduit. Les communistes pensent donc qu'ils peuvent souffler. À partir de l'été 2004, leur optimisme se relance même avec la polémique nourrie par le « *traité établissant une Constitution pour l'Europe* », adopté le 19 juin 2004 par le Conseil européen. En France, le président Chirac choisit une procédure référendaire pour la ratification du texte rédigé sous l'égide de Valéry Giscard d'Estaing. La campagne qui précède le référendum est l'occasion d'une énorme mobilisation des partisans du non. Alors que la plupart des partis au Parlement (UMP, PS, UDF, Verts) ont choisi de soutenir le traité, l'opposition au projet provoque un peu partout la formation, à gauche, de

comités en faveur du non, à la suite de « l'appel des 200 » initié par la Fondation Copernic. Multipliant les rencontres de proximité et les meetings unitaires, déployant les ressources des réseaux tissés sur le Web, les militants critiques se dépensent sans compter. Après avoir hésité, la direction du PCF s'engage pleinement dans cette dynamique collective qui triomphe le 29 mai 2005 : le non l'emporte avec 54,7 % des suffrages exprimés. Selon les sondages, les électeurs de gauche, y compris ceux du PS, ont majoritairement repoussé le traité.

Dès le lendemain du scrutin, des voix s'élèvent, jusqu'au sein du PCF, pour demander que se prolonge la convergence esquissée pendant la bataille référendaire. Pourquoi ne pas rééditer, à la présidentielle de 2007, la « *photo du 29 mai* » rassemblant, sur une même tribune, les personnalités du PC (Buffet), de l'extrême gauche (Besancenot), des différentes forces alternatives (Clémentine Autain, José Bové, Yves Salesse) et de la gauche socialiste (Mélenchon) ? En mai 2006, un nouvel appel est publié « *pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes* ». Cette fois, la direction communiste décide de signer ce texte, que boude la LCR, de participer à la mise en place de « *collectifs antilibéraux* » et de partager l'activité d'un « *collectif national d'initiative* ». En même temps, à l'issue du xxxiii^e Congrès du PCF, en février 2006, les communistes proposent que Buffet devienne la candidate du rassemblement antilibéral. À la fin décembre 2006, à Saint-Ouen, une assemblée générale des collectifs ne peut que constater l'échec du processus commun. La direction communiste avance que la majorité des collectifs antilibéraux ont voté en faveur de Buffet ; les autres sensibilités rétorquent qu'il est impossible que le mouvement d'ensemble soit représenté par la première responsable d'une de ses composantes. Le PCF va donc seul à la bataille, tout comme la LCR, qui a décidé, dès le début, qu'elle chercherait à tirer tous les bénéfices de l'aura publique grandissante de Besancenot.

Le 22 avril 2007, au premier tour de la présidentielle, la secrétaire nationale regroupe sur son nom le plus faible nombre national de suffrages de toute l'histoire du PCF. Elle arrive en septième position, avec à peine plus de 700 000 voix, soit 1,9 % des suffrages exprimés. Entre la présidentielle de 2002 et celle de 2007, le PCF a perdu entre le tiers et la moitié de son influence dans la totalité des départements français, de façon uniforme quel que soit le niveau atteint à la présidentielle de 2002. La perte, il est vrai, est analogue pour l'ensemble de la gauche radicale. Si

Besancenot maintient à peu près son score de 2002 (4,1 % contre 4,3 % en 2002) et progresse notamment dans les zones les plus favorables au PCF en 2002, il n'en est pas de même des autres forces à la gauche du PS. Les trois candidats de la famille trotskyste se contentent au total de 5,8 % des suffrages exprimés, bien loin des 10,5 % du 21 avril 2002. Quant à Bové, qui se réclamait d'une partie des collectifs antilibéraux, il est derrière la secrétaire nationale du PCF avec un timide 1,3 %. Les antilibéraux rêvaient de faire la surprise, après le succès de mai 2005 : le 22 avril, les candidats qui avaient soutenu le non se contentent d'un bien médiocre 9 % des suffrages exprimés, et ils sont aux deux tiers seulement de leur résultat de 2002. Contre toute attente, les forces à la gauche du PS réalisent leur plus mauvais résultat dans un scrutin présidentiel.

Les espoirs du Front de gauche

Les déboires électoraux ne pouvaient que renforcer les dissensions internes. Les refondateurs – devenus entre-temps les « communistes unitaires » – s'éloignent de plus en plus, jusqu'au départ de leur noyau historique en juin 2010. La contestation ne désarme pas pour autant. D'un côté les tenants d'une réaffirmation de l'identité communiste perdue, « novateurs » naguère proches de Marchais (Nicolas Marchand, Yves Dimicoli), ou orthodoxes (André Gerin, Jean-Jacques Karman). De l'autre côté, ceux qui prônent la « *métamorphose* » du PC, rassemblant d'anciens majoritaires périodes précédentes (Marie-Pierre Vieu, Patrice Cohen-Seat). Au congrès de décembre 2008, le texte présenté par la direction sortante ne rassemble que 60 % des suffrages exprimés, soit un peu plus d'un quart des 79 000 cotisants qui composent le corps électoral du parti.

Chahutée par la contestation interne, la secrétaire nationale a choisi entre-temps d'expérimenter une nouvelle configuration d'alliances. Le 12 novembre 2008, Mélenchon – qui vient de quitter le Parti socialiste – lance le processus de constitution d'un nouveau parti, le Parti de gauche, qui voit officiellement le jour le 1^{er} février de l'année suivante. Dès le 18 novembre, Mélenchon et Buffet concluent un « *partenariat* » instituant un « *Front de gauche pour changer d'Europe* » dans la perspective des prochaines élections européennes. En juin 2009, ce Front de gauche (FDG) obtient près de 6,5 % des suffrages exprimés, soit environ 0,3 % de plus que

les listes du PCF en 2004 et 0,6 % de moins que « Bouge l'Europe ! » en 1999. Au total le résultat reste modeste – en dehors de l'Outre-mer, il ne dépasse légèrement les 8 % que dans le Sud-Ouest et le Massif-Central-Centre – mais il interrompt la longue séquence du recul.

Au fil des mois, le Front de gauche s'étoffe et gagne de nouvelles forces issues de l'extrême gauche, de la gauche écologiste et associative et de courants « républicains »⁸. S'inscrivant ouvertement dans le corps de propositions qui ont nourri le « courant antilibéral », entre 2003 et 2007, il profite de l'effondrement rapide du Nouveau parti anticapitaliste, créé en février 2009, dans la lancée des résultats présidentiels de Besancenot. Pourtant, dans un moment où la radicalisation à droite impulsée par Nicolas Sarkozy relance *a contrario* la gauche décontenancée de 2002, il a du mal à imposer une nouvelle image et une forte crédibilité.

Aux régionales du printemps 2010, le PCF a choisi très majoritairement de reconduire la démarche de Front de gauche (seules quatre régions ont choisi l'alliance avec le PS dès le premier tour)⁹. Une fois de plus, le résultat n'est pas à la hauteur des espérances. Les 10 % ne sont dépassés qu'à quatre reprises (Auvergne, Limousin, Nord-Pas-de-Calais et Corse) et les listes FDG reculent en Picardie et en Île-de-France. De plus, l'abandon de l'union avec le PS se traduit par un net recul du nombre d'élus communistes (il passe de 183 à 127). Un an plus tard, il est vrai, les cantonales sont un peu plus favorables. Dans 1 461 cantons où le PC était présent en 2004, l'étiquette du Front de gauche progresse d'un peu plus d'un point ; mais le gain s'observe dans les cantons de faible implantation communiste, pas dans les zones de force, où le recul se poursuit. Contrairement à ses attentes, le PC ne récupère pas la présidence de la Seine-Saint-Denis, perdue en 2008.

Dans la perspective de la présidentielle de 2012, le PCF a bien l'intention de reprendre la main. Ses militants s'engagent avec vigueur dans la lutte sociale, notamment contre la réforme des retraites engagée au printemps 2010 et adoptée fin octobre. Cette même année, l'Association des élus, l'ANECR, mobilise ses membres dans le refus de la loi de réforme des collectivités territoriales, qui institue un conseiller territorial unique et renforce la logique de métropolisation. En juin 2010, le XXXV^e Congrès essaie d'imposer l'idée d'un « *pacte d'union populaire* », préalable à la désignation des candidatures du Front de gauche aux deux élections

nationales de 2012. Il décide par ailleurs de confier à Pierre Laurent, jusqu'alors directeur de la rédaction de *L'Humanité*, la charge de secrétaire national.

Or Mélenchon n'entend pas se plier à la méthode retenue par son allié. Le 21 janvier 2011, il propose sa candidature à l'élection présidentielle. Malgré l'opposition des courants orthodoxes – qui auraient préféré une candidature du président du groupe communiste à l'Assemblée, le populaire député du Puy-de-Dôme André Chassaigne –, la conférence du PCF entérine le choix de Mélenchon le 5 juin, ce que les militants confirment à 59 %, un peu moins de deux semaines plus tard. L'ancien responsable socialiste devient donc le candidat du Front de gauche et de son programme, « *L'Humain d'abord* ».

À l'issue d'une campagne particulièrement soutenue (120 000 personnes estimées à la Bastille, le 18 mars), Mélenchon recueille sur son nom près de 4 millions de suffrages, soit 11,1 % des exprimés. Le total de la gauche de gauche (12,8 %) reste dans un niveau toujours bas, mais, pour la première fois depuis 1981, il s'est concentré sur une candidature, plaçant le candidat du Front de gauche en quatrième position. Pour l'essentiel, sa présence a remobilisé les zones de force du PC et corrigé la marginalisation engagée dans les précédents scrutins. De plus, Mélenchon s'installe de façon non négligeable dans les centres métropolitains et dans les périphéries urbaines populaires qui s'étaient éloignées du vote communiste. Il est vrai que les législatives qui suivent sont loin de confirmer le résultat présidentiel. Dans un scrutin dominé pour trois quarts par des candidatures communistes, le Front de gauche se contente de 6,9 % des suffrages exprimés pour 10 élus, dont 7 PCF. Pour le PC, c'est mieux que les 4,3 % de juin 2007, mais le résultat global ne tranche pas suffisamment avec la rétraction précédente du vote communiste. Rien n'assure que le déclin est définitivement conjuré.

Candidats et élus du Front de gauche aux législatives de 2012

Composante	Candidats	Sortants	Élus
Parti communiste français	418	12	7
Parti de gauche	102	3	1
Gauche unitaire	22	0	0

Fédération pour une alternative sociale et écologique	7	3	2
République et socialisme	1	0	0
Convergences et alternative	2	0	0
Convention pour une alternative progressiste	1	1	0
Divers gauche	7	0	0
Total	560	19	10

Le Front se disloque

Pendant les deux années qui suivent, le Front de gauche essaie de poursuivre sur sa lancée. Le 30 septembre 2012, il rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris, contre le Pacte budgétaire européen. Il en fait de même, le 5 mai 2013, un an après l'élection de François Hollande, contre la logique d'austérité qui accompagne la politique de rigueur budgétaire acceptée par la France. Le Front de gauche amorce même une politique de concertation avec les autres forces de gauche et le monde syndical et associatif, comme il le fait à Montreuil, le 16 juin 2013, à l'occasion d'assises « *pour changer de cap en France et en Europe* ».

Mais ce Front reste un simple cartel, dont le bon fonctionnement repose sur l'entente entre le PC et Mélenchon. Or elle se révèle fragile dès les lendemains des législatives. Mélenchon considère que son tête-à-tête avec le PC est un handicap et freine son désir affirmé de restructurer la gauche autour d'un pôle de rupture assumé, tandis que le PC répugne à renoncer à toute forme d'union de la gauche, en tout cas en dehors des scrutins nationaux. La préparation des élections municipales est l'occasion des premières grandes tensions publiques. Le Parti de gauche souhaite la constitution de listes du Front, en dehors du Parti socialiste, dans le plus grand nombre possible de villes, tandis que le PC souhaite avoir les mains

libres pour conserver la plus grande part de son ancrage territorial. La direction communiste laisse donc aux instances locales le soin de décider des configurations d'alliance. Le Front de gauche, au bout du compte, présente des listes dans la plus grande part des villes de plus de 20 000 habitants, mais le PC choisit de s'allier avec le PS à Paris, Grenoble, Toulouse, Clermont-Ferrand et Grenoble. Face à lui, le PG constitue une liste à Paris, autour de Danielle Simonnet et s'allie à Grenoble avec les Verts, pour l'emporter face à la liste PS-PC.

La dynamique enclenchée à l'automne 2008 est en panne. Les municipales s'avèrent mauvaises pour le PC, contrairement à celles de 2008 qui avaient tempéré le déclin. Sans doute les communistes récupèrent-ils Aubervilliers et Montreuil, à l'occasion de scrutins serrés, mais son déficit est d'une cinquantaine de villes de plus de 3 500 habitants sur 185 au départ. La « banlieue rouge » s'est une fois de plus effritée, avec les pertes de Bagnolet, Saint-Ouen, Bobigny, Le Blanc-Mesnil et Villejuif. En dehors de la région parisienne, les départements les plus touchés ont été le Nord (moins neuf), le Pas-de-Calais (moins cinq), le Rhône et le Morbihan (moins quatre). Les résultats d'ensemble du Front de gauche sont donc décevants : là où il est présent en tant que tel, rassemblé ou non, il se situe entre 6,4 % et 6,9 %, nettement derrière les listes socialistes ou d'union de la gauche.

La même dynamique négative s'observe aux élections européennes de la même année. Alors que le Front de gauche et le Front national étaient au coude-à-coude en 2009, le parti de Marine Le Pen creuse l'écart en 2014 (24,9 % soit un gain de 18,5 %, contre 6,6 % pour les listes Front de gauche). Malgré l'effondrement du PS, le Front progresse à peine sur le score précédent et n'occupe que la sixième place. Tandis que la gauche radicale progresse sur l'ensemble du continent européen – la Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique gagne 10 sièges –, elle se tasse en France. Les élections territoriales de 2015 ne font que révéler un peu plus le marasme. Les départementales de mars 2015 ne sont certes pas si mauvaises, le Front de gauche retrouvant son niveau global, alors que la gauche dans son ensemble s'effondre. Mais le nouveau découpage réduit la représentation du PC de moitié (167 conseillers communistes contre 232 sortants), l'Allier est perdu, la Seine-Saint-Denis n'est pas reconquise et le Val-de-Marne est conservé de justesse. Quant aux régionales de décembre 2015, elles sont franchement décevantes : le Front de gauche est au-dessous

de ses résultats de 2010, malgré une alliance avec les Verts sur le littoral méditerranéen¹⁰. Il ne dépasse – et de justesse – les 10 % que dans le bloc Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées.

Le 5 juillet 2015, Mélenchon annonce qu'il est candidat à la prochaine élection présidentielle. Le 10 février 2016, il refuse de participer à la primaire de la Belle Alliance populaire décidée par le PS. Ce même jour, il explique que le Front de gauche « *n'existe plus depuis deux ans* » et lance un nouveau mouvement, la France insoumise (FI). Sa candidature, précise-t-il, sera « *hors cadre de partis* ». Officiellement, le PCF réplique par la bouche de Pierre Laurent qu'il « *n'enterre pas le Front de gauche* ». En fait, les communistes hésitent pendant plusieurs mois, flirtant avec la primaire socialiste sans se résoudre à y participer, multipliant les contacts dans l'espoir d'une solution contournant la candidature de l'ancien allié devenu un redoutable concurrent.

En interne, les voix ne manquent pas pour récuser un nouvel engagement derrière Mélenchon. Déjà candidat à la candidature en 2011, Chassaigne réitère alors sa démarche et se déclare candidat à la candidature. Le 5 novembre 2016, pourtant, le secrétaire national se rallie à l'option d'un nouveau soutien au leader de la France insoumise. Fait inédit, la Conférence qui doit trancher sur la stratégie présidentielle refuse son choix à une majorité de 53 %. Mais, trois semaines plus tard, les militants consultés inversent le résultat : 53,5 % d'entre eux – près de 6 % de moins qu'en 2011 – retiennent le soutien à la candidature de Mélenchon. L'appel à voter s'accompagne toutefois de l'idée que « *les communistes poursuivront leurs efforts pour une candidature commune, porteront cet appel en conservant leur autonomie, critique et constructive, travailleront à un cadre collectif de campagne élargi afin d'œuvrer à la construction d'un rassemblement le plus large possible* ».

À trois reprises, en juin 2016 (vote des militants pour le XXXVII^e Congrès), le 4 novembre 2016 (Conférence nationale) et à la fin novembre les votes internes au Parti communiste se sont soldés par de courtes majorités, en faveur de la direction ou contre elle. Mais les majorités n'ont jamais été les mêmes. L'instabilité interne croissante rompt définitivement avec l'image du monolithisme ancien.

Le choc de 2017

Le 23 avril 2017, au premier tour de la présidentielle, Mélenchon arrive en quatrième position, obtient 7 millions de voix et 19,6 % des suffrages exprimés. Il a attiré un quart des professions intermédiaires et des catégories populaires, employés et ouvriers et à peu près un électeur de gauche sur quatre (autant qu'Emmanuel Macron). Le vote Mélenchon a retrouvé la distribution qui était celle du PCF avant son déclin électoral. Il obtient ses meilleurs scores dans les communes qui ont à leur tête un maire communiste ou apparenté. Deux mois plus tard, les législatives achèvent de broser le tableau électoral à la gauche de la gauche. Au total, les anciens partenaires du Front de gauche, cette fois divisés, engrangent deux fois plus de suffrages qu'en 2012, mais c'est au bénéfice de la FI qui a gagné son bras de fer avec le PC. Ses candidatures recueillent 11 % contre 2,8 %^{[11](#)} pour son ancien allié en métropole. Sur 434 circonscriptions où les deux formations étaient en concurrence, le PC n'est en tête que dans 9 cas, dont un en région parisienne (Elsa Faucillon dans les Hauts-de-Seine). La France insoumise s'est installée dans les terres du socialisme et du communisme historique, dans le Nord, le Midi méditerranéen ou dans les zones « bleues » puis « rouges » de l'Ouest. Elle surclasse le communisme dans le Sud-Ouest et le dépasse dans le massif pyrénéen. Elle pousse le PCF vers une certaine marginalité dans l'Est ou à Paris (où le PC avait connu un relatif regain au début des années 2000). Grâce à une entente *in extremis*, les communistes obtiennent tout de même 11 élus en France métropolitaine et peuvent maintenir un groupe, avec notamment l'appui de députés ultramarins. Le PC profite ainsi du coup de fouet de la présidentielle, qui a redonné des couleurs aux zones de force qui furent les siennes autrefois et qui n'avaient cessé de se rétracter jusqu'en 2012. Mais, s'il conforte sa place dans le Puy-de-Dôme et surtout en Seine-Maritime, il doit désormais compter avec la concurrence de la FI dans ses anciennes terres d'élection du Nord, de la Seine – Saint-Denis et du Val-de-Marne.

La rétraction de l'espace électoral affecte toutes les catégories et estompe l'ancrage populaire qui faisait la force et l'originalité du PC. Au lendemain de la rude séquence électorale de 2017, les communistes n'ont manifestement pas envie de jeter l'éponge. Le groupe parlementaire à l'Assemblée nationale a du mal à faire entendre sa voix, à côté du remuant groupe de la France insoumise, mais ses membres s'efforcent d'utiliser les

quelques marges de manœuvre disponibles pour affirmer l'utilité du combat communiste.

Le vote législatif communiste par catégorie d'électeurs (en pourcentage dans chaque catégorie)

	1978	1988	1993	1997	2002		2007	2012	2017	
	PCF	PCF	PCF	PCF	PCF		PCF	Front de gauche	PCF	LFI
Ensemble	20	11	9	10	5	Ensemble	4,3	6,9	3	11
Homme	22	13	10	11	5	Homme	5	8	4	11
Femme	18	9	8	9	4	Femme	4	6	3	11
18-24 ans	30	10	9	11	4	18-24 ans	4	11	2	18
25-34 ans	24	13	9	10	5	25-34 ans	3	7	1	21
35-49 ans	20	11	11	11	4	35-44 ans	4	5	3	10
50-64 ans	18	10	8	10	5	45-59 ans	5	8	4	14
65 ans et plus	12	10	8	8	5	60 ans et plus	5	6	5	7
Agriculteur	7	3	3	3	0	Agriculteurs	0	0		
Commerçant, artisan, chef d'entreprise	6	7	4	8	0	Artisans, Commerçants	2	2		
Cadre										
Profession intellectuelle supérieure	12	5	6	7	7	Professions libérales, Cadres Sup.	3	3	0	11
Profession intermédiaire	22	12	11	14	4	Professions intermédiaires	5	5	4	17
Employé	23	16	10	6	4	Employés	4	4	1	14
Ouvrier	39	16	14	15	8	Ouvriers	6	6	3	11
Indépendant	8	6	3	6	3					
Salarié du public	25	16	14	13	5	Salarié du public	6	7	2	18
Salarié du privé	24	12	10	10	6	Salarié du privé	4	7	4	10
Chômeur	33			8	3	Chômeur	4	6	0	18
Sondages postélectoraux Sofres						Sondages postélectoraux Ipsos				

Comme on pouvait s'y attendre, l'échec électoral du PC a affaibli considérablement son secrétaire national. Les tenants de la « métamorphose » essaient de faire entendre qu'aucune configuration d'alliance ne peut reposer sur la mise à l'écart de la FI. Mais les propos souvent âpres de Mélenchon à l'égard de l'appareil communiste lui aliènent une part croissante des militants et confortent les positions de ceux qui avaient combattu le ralliement de la fin novembre 2016. À quelques mois du congrès « extraordinaire » du PC prévu pour la fin 2018, un appel « *générationnel* » de jeunes dirigeants, venus à la fois de l'horizon « orthodoxe » ou « novateur » et des anciens tenants de la « gauche plurielle », affirme ouvertement leur défiance à l'égard du noyau dirigeant. Peu de temps après, ils imposent l'idée que les communistes auront une liste aux prochaines élections européennes et désignent, comme tête de liste, Ian Brossat, adjoint d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris.

Au début octobre 2018, les cotisants du parti doivent se prononcer sur quatre textes d'orientation. Aucun des quatre n'obtient la majorité absolue des 30 000 votants, mais la surprise vient du fait que, pour la première fois,

le texte de la direction sortante n'arrive qu'en seconde position. Désavoué par le vote, Laurent cède donc la place de secrétaire national à Fabien Roussel, nouveau député et ancien secrétaire de la puissante fédération communiste du Nord.

L'année suivante, le résultat des européennes déçoit l'ardeur militante. Malgré la bonne image du chef de file communiste, la liste qu'il présente reste très au-dessous des 5 % permettant d'avoir une représentation à Strasbourg et même au-dessous du seuil de remboursement des dépenses de campagne. L'écart s'est certes réduit entre le PC et la FI (2,5 % contre 6,3 %), mais la nouvelle élection nationale confirme le piètre score de juillet 2017. Le PCF est pour l'instant ancré dans les marges de l'influence électorale.

Il n'y a plus de « mouvement communiste international »

Le PCF n'a plus de grand arrière, comme autrefois. La disparition de l'URSS et du bloc soviétique a signé en même temps la fin de ce qui se désignait comme le « mouvement communiste international » (MCI).

Des partis communistes continuent certes d'occuper le pouvoir ou d'être associés au pouvoir, en Asie, en Amérique latine ou en Afrique. Mais beaucoup d'autres ont disparu, à l'image du puissant Parti communiste italien qui s'est autodissous en février 1991, puis a rejoint l'aile droite de la social-démocratie européenne. Au ^{xx}e siècle, le communisme a été le courant le plus homogène et le mieux structuré de l'espace de la radicalité. Dans quelques cas (Italie, France, Finlande, Chypre), il a même disputé l'hégémonie au courant social-démocrate par ailleurs dominant en Europe. Aujourd'hui, à l'exception de l'AKEL de Chypre, aucun PC du monde occidental ne dispose d'une base électorale significative et de relais nombreux dans les réseaux associatifs nationaux. Profondément clivé dès les années 1970, au temps de l'eurocommunisme, le courant communiste éclaté décourage aujourd'hui toutes les tentatives de classification simple¹².

Certains partis communistes (PC de Grèce, PC portugais) continuent de se référer plus ou moins au modèle « léniniste » initial. Ils se défient à la fois de la social-démocratie et de la nouvelle gauche radicale. À l'initiative du PC de Grèce (KKE), ils se retrouvent à l'échelle mondiale dans le réseau

des Conférences internationales des partis communistes et ouvriers créé en 1998 (une centaine de participants). En Europe, ils ont constitué en 2013 l'Initiative des partis communistes et ouvriers (IPCO ou ICWP en anglais) qui regroupe 30 organisations. D'autres PC, notamment dans les pays scandinaves, ont opté pour une refondation rouge-verte cherchant à fusionner la thématique écologiste et la fibre égalitaire du communisme historique. Enfin, d'autres partis se sont engagés dans des voies intermédiaires, cherchant à concilier le maintien d'une référence identitaire au communisme et l'intégration dans des coalitions électorales plus ou moins vastes. C'est le cas des communistes allemands dans *Die Linke* ou des communistes français à l'époque du Front de gauche.

Il existe donc des structures qui s'efforcent de compenser l'éparpillement produit par la disparition du MCI. Mais aucune n'est en état de réunir l'ensemble des sensibilités qui composaient autrefois le mouvement communiste de l'apogée. La tentative la plus ambitieuse a accompagné la structuration politique de l'Union européenne. En effet, le traité de Maastricht a relancé la recherche de cadres communs aux formations extérieures à la social-démocratie, elle-même regroupée dans le Parti socialiste européen et l'Internationale socialiste.

En 1991 apparaît le Forum de la nouvelle gauche européenne (*New European Left Forum*), rassemblant au départ 17 partis socialistes, communistes et rouges-verts. En 1994, c'est la naissance du groupe confédéral de la Gauche unie européenne (GUE) qui s'élargit peu à peu, pour constituer le groupe parlementaire de la Gauche unie européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL), qui a compté jusqu'à 52 députés venant de 27 pays. Plus tard, dans la perspective des élections européennes de 1999, le Parti du socialisme démocratique allemand (PDS) réunit en 1998 vingt partis de la gauche radicale afin de créer un cadre politique commun, en dehors de l'enceinte parlementaire. Il voit le jour en 2004, quand un Parti de la gauche européenne (PGE) est officiellement lancé à Rome, au départ centré sur 12 États, dont l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grèce et l'Espagne. Il rassemble aujourd'hui une trentaine de partis nationaux, membres à part entière ou associés au titre d'observateurs.



Affiche pour les Élections européennes, 13 juin 1999

Mais ces structures, parlementaires ou extra-parlementaires, ne relèvent pas d'une mouvance communiste *stricto sensu*. En fait, l'espace communiste européen s'articule désormais avec ce que l'on appelle couramment la « *gauche radicale* »¹³, où se côtoient communistes et ex-communistes, formations d'extrême gauche, composantes « rouges-vertes » et fractions de gauche issues de la social-démocratie. Dans l'ensemble, cette gauche radicale reste modestement implantée, tant dans ses effectifs d'organisation que dans ses résultats électoraux. En dehors de rares exceptions, elle n'a pas atteint l'influence attribuée par l'histoire des décennies précédentes à la social-démocratie ou aux partis communistes en France et en Italie. Elle n'a pu ni enrayer le déclin du mouvement ouvrier classique ni relancer la politisation des classes populaires déstabilisées par les effets de la mondialisation en cours.

Cela s'explique bien sûr avant tout par le fait qu'aucune forme de regroupement n'a pris la place occupée aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles par le mouvement ouvrier. La diversification du salariat, le poids du chômage et de la précarité, l'éclatement des statuts dans le monde du travail, l'ampleur des migrations ont déstabilisé partout les cadres anciens, sans déboucher sur de nouveaux équilibres. Partout encore, les catégories populaires ont glissé vers une abstention devenue structurelle et, dans beaucoup de cas, une fraction non négligeable de ces catégories a même tendance à se porter sur des formations d'extrême droite.

Il n'y a plus de groupe central, dans des sociétés où l'industrie n'a plus la force organisatrice qui était la sienne autrefois. De plus, la crise politique qui accompagne les difficultés économiques et sociales s'est traduite par un bouleversement des cultures anciennes et la perte des repères symboliques qui nourrissaient l'action des formations du mouvement ouvrier. Globalement, la gauche radicale européenne n'a donc pas réussi à occuper la place à gauche dégagée par les difficultés de la social-démocratie.

La gauche radicale au Parlement européen

Année	Étiquette	% exprimés	Sièges
1979	COM	10,73	44
1984	COM	9,45	41
1989	GUE	5,41	28
1994	GUE	4,94	38
1999	GUE	6,71	42
2004	GUE	5,6	41
2009	GUE	4,76	35
2014	GUE	6,92	52
2019	GUE	5,46	41

Ses résultats la situent dans un espace pour l'instant réduit (5,7 % en moyenne depuis le début du ^{xxi}^e siècle) et instable. La profondeur de la crise du système a certes donné une nouvelle légitimité aux contestations les plus fortes. Dans quelques cas, la gauche radicale est même parvenue à des

niveaux contredisant la tendance générale. Ce fut le cas aux Pays-Bas, au Danemark, en République tchèque et en France où, comme on l'a vu, la France insoumise s'est imposée en 2017, au détriment du PC et de l'extrême gauche. C'est surtout le cas dans l'Europe méditerranéenne, et notamment à Chypre, en Espagne et en Grèce. Dans ces pays de faible tradition démocratique, l'ampleur de la crise sociale, les déchirements produits par les politiques d'austérité et l'effondrement complet de la social-démocratie en place ont libéré un espace inédit.

Mais ces positions acquises restent d'une extrême fragilité. Die Linke s'est affaibli en Allemagne, le Parti socialiste des Pays-Bas s'est effondré après avoir atteint les 17 % en 2005, le PC de Bohême-Moravie a connu le même sort en République tchèque. En Grèce, la place de Syriza a été érodée par les difficultés du gouvernement Tsipras, qui a fini par accepter un compromis délicat avec les institutions européennes pesant en faveur d'une politique d'austérité. En Espagne, la poussée du nouveau venu de la vie politique locale, Podemos, est perturbée par la division d'un mouvement qui hésite entre la lecture « populiste » et l'attention persistante au clivage droite-gauche. En France, le total du PC et de la FI (8,5 %) est nettement au-dessous du total atteint en 2017.

À l'exception du Parti du Travail belge, du *Bloco* portugais, des indépendants irlandais et de l'inamovible AKEL chypriote, les résultats des européennes de 2019 ont été décevants pour l'ensemble des formations de la GUE. De 2014 à 2019, elles sont passées de 6,9 % à 5,5 % et de 52 à 41 sièges dans la nouvelle Assemblée, soit un retour au niveau modeste de 2004. Plus grave encore, le groupe parlementaire de la GUE a perdu la cohérence consensuelle qui ordonnait son fonctionnement. Dans ce qui est devenu le plus petit groupe parlementaire, les dissensions sont désormais ouvertes sur le front stratégique : entre les communistes « maintenus », les « populistes » plus ou moins revendiqués, les rouges-verts scandinaves et le pôle dit « proeuropéen » de Die Linke et de Syriza, l'entente est aujourd'hui plus précaire que jamais.

Même quand ses résultats sont appréciables, quelle que soit son orientation affirmée, la gauche radicale n'a pas résolu le problème central des démocraties occidentales : l'écart de plus en plus grand entre les catégories populaires et les institutions démocratiques. L'encadrement des organisations de cette gauche appartient aux couches intermédiaires,

souvent fragilisées par le chômage et la précarité, mais de qualification plutôt élevée. En cela, cette gauche n'est pas parvenue à la composition populaire qui fut celle de la social-démocratie au ^{xix}^e siècle ou du communisme au ^{xx}^e siècle.

Conclusion

Aux élections européennes de 2019, celui qui fut en 1945 « le premier parti de France » occupe très modestement la dixième place, dépassant de peu le tout récent Parti animaliste ! Deux ans plus tôt, aux élections législatives, il se contentait déjà de la neuvième place, loin des ténors de la gauche comme de la droite.

Au temps de sa splendeur, son histoire faisait l'objet d'âpres débats, où l'on disputait pour savoir si le « *parti des 75 000 fusillés* » n'était pas plus prosaïquement une cinquième colonne au service de l'État totalitaire soviétique. Et il faut dire que le PCF lui-même, pour une part, raffolait de ces polémiques qui démontraient un peu plus que l'ennemi de classe n'avait de cesse de briser le « *parti de la classe ouvrière* ».

On conviendra que la France d'aujourd'hui est loin de cette époque âpre de la guerre froide où le socialiste Guy Mollet expliquait que les communistes « *n'étaient pas à gauche, mais à l'Est* » et que le PCF, de son côté, vitupérait le « *parti américain* », mêlant dans la même opprobre la droite et la gauche, le général de Gaulle et Léon Blum. On ne saurait en dire autant en Europe en général. La fin de la division des blocs aurait dû apaiser les polémiques d'hier. Or l'intégration dans l'Union européenne des pays de l'ancien bloc soviétique a en fait redonné un coup de fouet aux argumentaires sur les « *crimes du communisme* » et à la conviction que le communisme dans son entier n'a été qu'une pièce du phénomène totalitaire, à la limite plus meurtrière que les fascismes des années 1930 et 1940¹.

Tout se passe comme si « le spectre du communisme » qu'évoquaient Marx et Engels en 1848 restait d'actualité, alors que le communisme lui-même est voué à la portion congrue sur le continent européen où il a longtemps prospéré, tout au moins sur ses marges orientales et dans quelques cas comme l'Italie et la France. Comme un miroir renversé, la phobie persistante à son encontre est peut-être une manière de reconnaître,

sans le dire, que la prétendue parenthèse ouverte en 1917 avait des racines plus profondes que ne le disaient les théories, plus ou moins solidement argumentées, de la greffe asiatique despotique sur le corps sain de la démocratie occidentale.

Sans doute dira-t-on que les histoires nationales différentes, les traditions multiples de la gauche et les formes concrètes du mouvement ouvrier ont en général minoré la place des partis communistes dans la plupart des systèmes politiques européens. Pourtant, partout, même si les organisations communistes étaient faibles, le poids de l'Union soviétique puis celle du bloc socialiste ont pesé sur les représentations. Elles ont contribué à l'intégration, dans les citadelles mêmes du capital, des exigences sociales qui ont façonné « l'État-providence ».

Au fond, il n'est pas absurde de penser aujourd'hui que les ouvriers et les salariés du monde occidental ont bien mieux profité de l'expérience soviétique ouverte en 1917 que les ouvriers russes dont l'URSS était théoriquement l'État. Et ce n'est pas un hasard si la crise mortelle du soviétisme européen et l'effritement de l'État-providence se sont entremêlés, entre la fin des années 1970 et le début de la décennie 1990.

Ce n'est pas un hasard non plus si, dans le cas français, ce processus a été plus lent, moins brutal que dans les contextes de la « révolution conservatrice » de l'époque Reagan ou de la dérégulation brutale conduite dans la Grande-Bretagne thatcherienne. Là encore, *a contrario*, il est difficile de ne pas noter que le parachèvement libéral du recul de la régulation étatique se fait au moment où, cent ans après sa naissance, le PCF est devenu un acteur mineur de la scène politique française. L'effacement de l'acteur n'est pas tant en cause que l'érosion du phénomène plus global, ouvrier et urbain, dont le poids du communisme a été le symptôme.

Il n'existe pas une seule explication à ce que l'empreinte du communisme ait été si grande dans un pays comme la France. S'il fallait toutefois énoncer de façon simple la ligne d'interprétation principale, on pourrait le faire ainsi : en France, l'expérience fondatrice de 1789 a fait de l'idée révolutionnaire, non pas une simple illusion, comme le suggéra naguère François Furet, mais un imaginaire agissant qui fonctionne sur la longue durée. Il a organisé le champ de la mouvance républicaine, structuré la gauche et le mouvement ouvrier, distribué les familles, traditions,

cultures ou courants qui traversent le champ des représentations et des activités politiques.

Comme toute organisation politique, le PCF s'est inscrit dans cette dynamique de répartition des rôles. La manière fluctuante dont il y est parvenu, les hésitations, les ruptures, les initiatives ou les occasions manquées ont été traitées au fil des pages, écartant toute idée de fatalité. Mais le résultat est que le PCF, entre 1934 et 1945, s'est imposé comme la force la plus à gauche et la plus puissante du courant démocratique, révolutionnaire et plébéen qui prend son essor dans la Grande Révolution. Sur ce plan, la forme que le PCF s'est donnée pour y parvenir – longtemps marquée par le modèle stalinien international – importe peu par rapport à la fonction qu'il a su exercer.

Au fil des décennies, surtout après 1978, il a perdu les ressorts matériels et symboliques qui assuraient sa place. D'autres se sont institués en récupérateurs de l'héritage, les socialistes pendant toute une période, de façon plus épisodique l'extrême gauche au début des années 2000 et, de manière plus incertaine encore, la France insoumise en 2017. En quelques décennies, le monde a basculé dans des dynamiques nouvelles qui ont mis un terme définitif au « court ^{xx^e} siècle ». Le soviétisme européen a disparu, entre 1989 et 1991, la guerre froide n'ordonne plus la distribution des forces, la société n'est plus structurée autour de la double expansion de la ville et de l'industrie. La distribution des classes qui a accompagné l'expansion et l'unification relative du groupe ouvrier a changé et le mouvement ouvrier, dans sa forme historique, est en déclin.

Le monde est plus incertain que jamais, la société semble éclatée, les catégories populaires sont dispersées, l'axe distributeur de la droite et de la gauche est en crise. En France comme ailleurs, longtemps considérés comme le pivot du peuple de gauche, les ouvriers ont glissé vers l'abstention civique ou vers la tentation de l'extrême droite. L'imaginaire de « *l'Égalité sainte* » des sans-culottes et de la « *république sociale* » du mouvement ouvrier s'est épuisé dans les désillusions du ^{xx^e} siècle. La colère sociale est puissante, elle prend même une dimension universelle, mais elle tourne volontiers au ressentiment. Tout se passe comme si la période ouverte par la Libération était tenue par beaucoup pour définitivement close. La force de la contestation populaire ne s'est pas épuisée pour autant et elle s'affirme même de façon spectaculaire, en France comme sur

presque tous les continents. Mais rien ne dit si elle trouvera l'expression politique originale qu'elle a prise après 1920 et sous quelle forme elle le fera.

Dans ce moment-là, revenir sur une dimension non négligeable du siècle passé n'est pas sans intérêt. Que l'organisation persistante du PCF soit affaiblie ne change rien au fait qu'elle a participé fortement à l'originalité de la vie politique nationale. Il n'y avait sans doute pas plus de fatalité à ce que le PCF s'efface, qu'il n'y en eut à ce qu'il étende son influence. Mais comprendre pourquoi l'une et l'autre sont advenues n'est pas sans intérêt. Que l'on y cherche des leçons ou que l'on se contente de nourrir une réflexion, il vaut la peine de porter un regard rétrospectif.

À cet effet, mieux vaut écrire et lire l'histoire que la réinventer, en quelque sens que ce soit...

Annexes

Les effectifs

Les résultats électoraux

- Les élections législatives
- Les élections présidentielles
- Les élections régionales
- Les élections cantonales et départementales
- Les élections européennes
- Les élus communistes

La sociologie du vote

- Le vote ouvrier depuis 1958
- Le vote communiste par catégorie d'électeurs depuis 1978 (pénétration en %)

La sociologie des militants

- Les adhérents
- L'encadrement communiste

Le Comité central 1920-2018

Le communisme municipal

L'organisation

- Le centralisme démocratique
- Le fonctionnement statutaire

Contre-société

La fête de *L'Humanité*

Les femmes

Les « ex » du PCF

Les archives du communisme

Biographies

Sources et bibliographie :

- Ouvrages ayant valeur de sources et témoignages
- Bibliographie

Les effectifs

Les effectifs communistes ont longtemps relevé du secret de parti et de ce que Philippe Robrieux, utilisant un mot de Jacques Duclos, a appelé la « politique du chiffre »¹. Régulièrement, notamment à l'occasion des congrès, la direction annonce des nombres d'adhérents plus ou moins « gonflés », pour témoigner contre vents et marées de la bonne santé du parti.

Pendant quelques décennies, à l'instar notamment de Claude Harmel², d'Annie Kriegel³ puis de Philippe Buton⁴, des estimations alternatives ont été proposées, très en retrait sur les chiffres officiels. Le dépôt par le PCF, en 2006, d'un classeur d'organisation – il porte sur la période 1954-1994 et n'était connu que du permanent qui le tenait à jour, du secrétaire à l'organisation et du secrétaire général – a permis, ainsi que d'autres archives de direction, de dresser un tableau plus fiable, jusqu'en 2009 tout au moins.

Les chiffres fournis par ce classeur sont ceux des cartes « placées » (cartes remises aux adhérents), telles qu'elles sont déclarées par les fédérations départementales. Ils ne donnent donc qu'une image approximative des effectifs réels du parti et doivent être complétés par d'autres sources.

Les tableaux ci-dessous constituent une synthèse simplifiée des hypothèses à ce jour les plus vraisemblables. Pour la période 1954-2009, ils reposent sur les données du classeur « secret » et sur les chiffres de cartes placées fournies par la direction du PC. Pour les périodes antérieures, il s'agit parfois de moyennes établies entre des données contradictoires retrouvées dans les archives.

Après 2010, les données disponibles ne sont plus celles des cartes placées, mais celle des cotisants tels qu'ils sont fournis à l'occasion des consultations internes (depuis 2001, les listes électorales internes sont établies à partir des adhérents à jour de leur cotisation). Là encore, les chiffres sont à prendre avec la plus grande précaution.

Sur l'évolution des cartes placées, le détail des hypothèses et de la méthode proposée pour les établir se trouve dans Roger Martelli, *Prendre sa*

carte 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF, Fondation Gabriel Péri et Département de la Seine-Saint-Denis, 2010.

Les effectifs de la SFIO puis du PCF (1913-2009)

Années	Effectifs		Années	Effectifs
1913	74 579		sept-1937	246 000
1918	36 754		1937	257 000
1919	131 492		sept-1938	229 000
1920	176 767		août-1939	202 000
oct-1921	109 391		déc-1944	240 000
juil-1922	78 828		déc-1947	540 000
1923	55 598		1950	335 000
1924	57 000		1952	220 000
1925	58 593		1956	278 429
1926	55 213		1961	242 802
1927	55 480		1968	303 169
1929	42 615		1969	305 640
1930	28 105		1974	366 684
1931	25 288		1978	566 492
1932	32 242		1979	540 537
1933	28 446		1982	457 864
1934	41 310		1989	369 167
1935	53 000		1994	281 004
avr-1936	80 000		1997	225 394
sept-1936	190 000		2001	147 511
31 déc. 1936	216 000		2009	133 476

Les cotisants depuis 2006

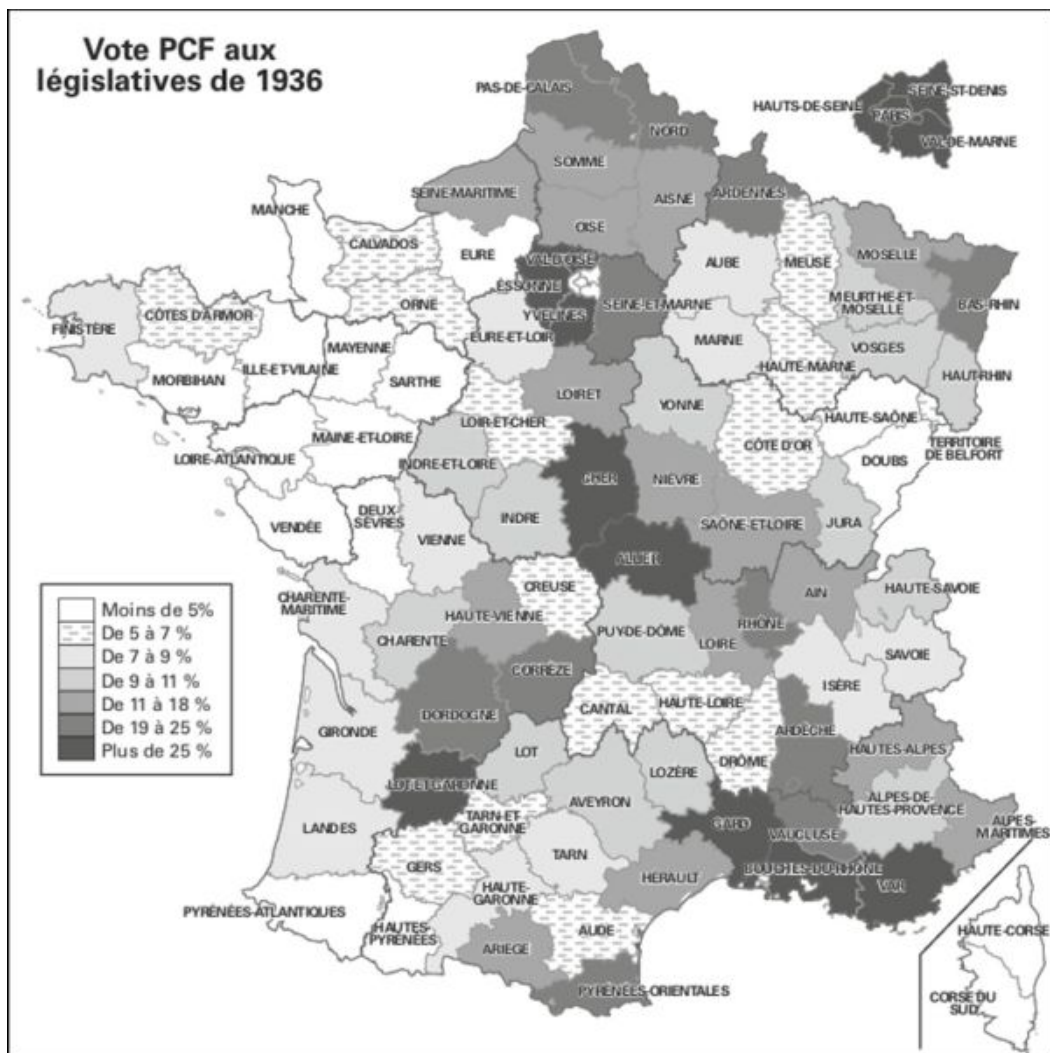
--	--

Année	Nombre
2006	99 281
2008	79 313
2011	69 227
2013	64 184
2016	53 029
2018	49 231

Les cotisants du PCF en 2018

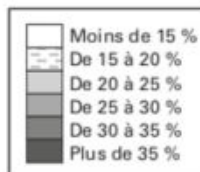
Les dix premiers départements		Les dix derniers	
PAS-DE-CALAIS	2 876	LOZÈRE	112
NORD	2 679	ORNE	110
BOUCHES-DU-RHÔNE	2 470	HAUT-RHIN	108
VAL-DE-MARNE	2 343	CORSE-DU-SUD	107
SEINE-SAINT-DENIS	2 096	HAUTE-MARNE	107
SEINE-MARITIME	1 504	TERRITOIRE-DE-BELFORT	101
PARIS	1 396	HAUTES-ALPES	93
HAUTS-DE-SEINE	1 290	HAUTE-LOIRE	84
RHÔNE	1 099	MAYENNE	61
HAUTE-GARONNE	993	MEUSE	55
Total		49 231	

Le vote communiste de 1924 à 2019

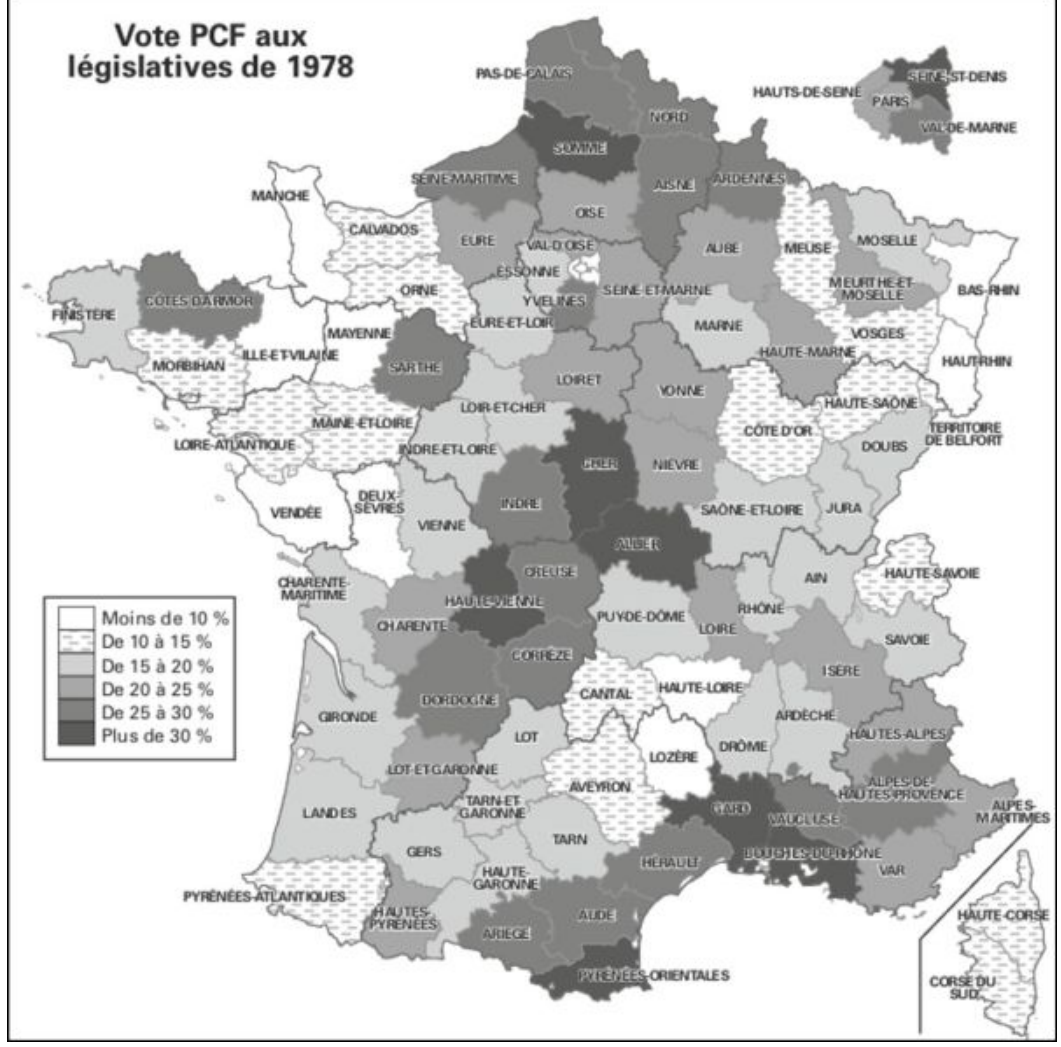


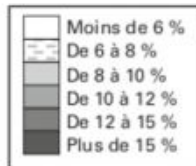
Vote PCF aux législatives novembre 1946

Moins de 15 %
De 15 à 20 %
De 20 à 25 %
De 25 à 30 %
Plus de 35 %

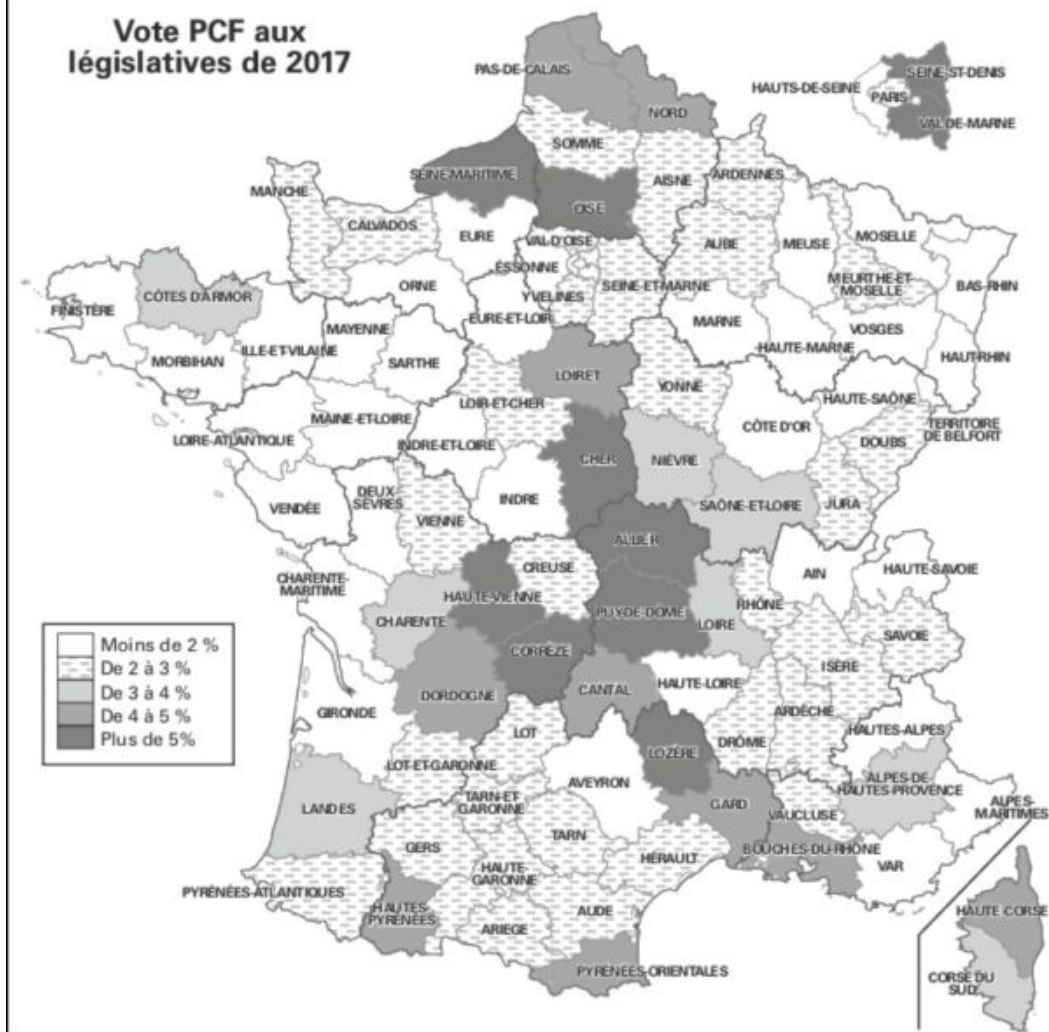


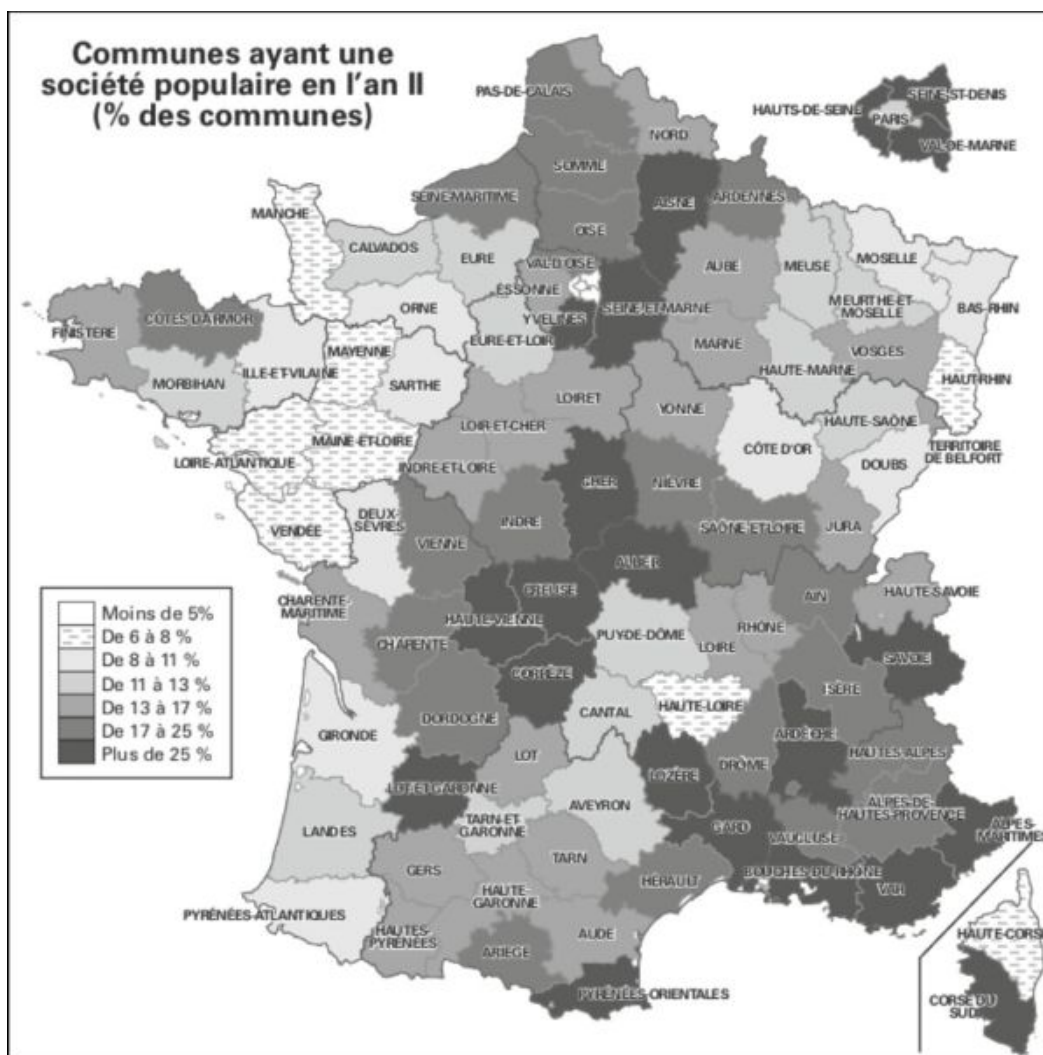
Vote PCF aux législatives de 1978



[illegible]

Vote PCF aux législatives de 2017





Dès les élections législatives de 1924, le PCF s'installe dans ses trois zones de force : la France du Nord, étendue à la Champagne et à l'Île-de-France, les deux tiers de la France du centre et le « Midi rouge ». Cette structure reste la même jusqu'à la période contemporaine : seule change la densité des couleurs.

Au départ, la carte communiste est celle d'un archipel distendu, le vote communiste étant concentré dans quelques îlots entourés de vastes zones de vide. À partir de 1936, le vote se nationalise : le PC passe de l'archipel électoral au continent, avant de retourner à l'archipel à partir des années 1990.

Les cartes plus localisées (à l'échelle des cantons et des communes) et les sondages montrent le lien très fort qui relie les territoires ouvriers et ceux du vote communiste. Toutefois la carte la plus proche de celle du vote

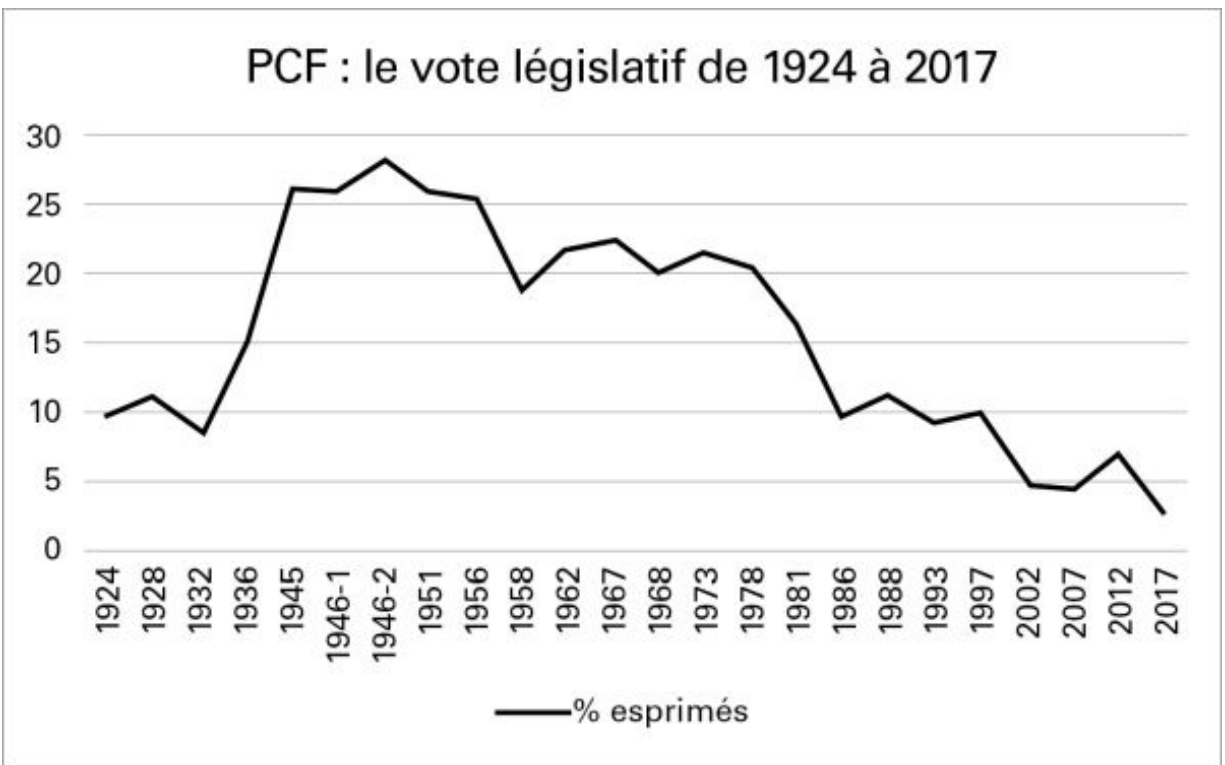
communiste n'est pas celle de la densité ouvrière mais celle... de la politisation révolutionnaire en l'an II (1793-1794). En fait les zones de plus fort vote communiste se trouvent à la fois dans des concentrations ouvrières (région parisienne, Moselle, France du Nord) et dans des territoires de tradition républicaine démocratique, « bleue » puis « rouge » (Centre, bordures du Massif central, « Midi rouge »). L'espace ouvrier d'un côté et, de l'autre, la mémoire vivante de la révolution...

1. Les élections législatives

République	Année	Premier tour			Sièges
		Voix	% inscrits	% exprimés	
Troisième	1924	885 993	7,9	9,8	26 / 626
	1928	1 066 099	9,2	11,3	12 / 612
	1932	796 630	6,8	8,3	10 / 615
	1936	1 502 404	12,7	15,3	72 / 618
Quatrième	1945	5 024 174	20,4	26,2	159 / 586
	Juin 1946	5 145 325	21,1	26,0	153 / 586
	Nov. 1946	5 430 593	21,9	28,3	182 / 619
	1951	4 939 380	20,0	25,9	103 / 626
	1956	5 514 403	20,4	25,4	150 / 596
Cinquième	1958	3 882 204	14,5	18,9	10 / 579
	1962	4 003 553	14,5	21,8	41 / 482
	1967	5 039 032	17,8	22,5	73 / 487
	1968	4 434 832	15,7	20,0	34 / 487
	1973	5 085 108	17,0	21,4	73 / 490
	1978	5 793 139	16,8	20,6	86 / 491
	1981	4 065 540	11,3	16,2	44 / 491
	1986	2 739 225	7,3	9,8	35 / 577

	1988	2 765 761	7,2	11,3	27 / 577
	1993	2 231 339	6,4	9,3	24 / 577
	1997	2 523 405	6,4	9,9	35 / 577
	2002	1 216 178	3,0	4,8	21 / 577
	2007	1 115 663	2,6	4,3	15 / 577
	2012 (1)	1 793 192	3,9	6,9	7 / 577
	2017	615 503	1,3	2,7	12 / 577

(1) Listes du Front de gauche



2. Les élections présidentielles

République	Année	Premier tour		
		Candidat	Voix	% exp.
Troisième	1924	Zéphirin Camélinat	21	2,5

	1931	Marcel Cachin	10	1,1
	1932		8	1
	1939		74	8,2
Quatrième	1947	Soutien à Vincent Auriol		
	1953	Marcel Cachin	113	12,2
Cinquième	1958	Georges Marrane	10 355	13,03
	1965	Soutien à François Mitterrand		
	1969	Jacques Duclos	4 808 285	21,27
	1974	Soutien à François Mitterrand		
	1981	Georges Marchais	4 456 922	15,35
	1988	André Lajoinie	2 055 995	6,76
	1995	Robert Hue	2 632 460	8,64
	2002		960 480	3,37
	2007	Marie-George Buffet	707 268	1,93
	2012	Soutien à Jean-Luc Mélenchon		
	2017			

Mode de scrutin indirect jusqu'en 1958 (vote du Congrès, députés et sénateurs) ; en 1958, un collège de grands électeurs et à partir de 1965 au suffrage universel direct.

3. Les élections régionales

Date	Voix 1 ^{er} tour	% exp.	Élus
1986	2 873 234	10,3	173 / 1 818
1992	1 999 321	8,1	131 / 1 877
1998	819 216	3,8	163 / 1 827

2004	789 002	3,1	180 / 1 880
2010	1 137 250	5,8	101 / 1 749
2015 (1)	1 204 213	5,7	40 (2) / 1 910

(1) Le PCF se présente seul dans deux régions, sous l'étiquette Front de gauche dans neuf et dans une alliance incluant les Verts dans deux autres. (2) dont 30 élus PC.

4. Les élections cantonales et départementales

Date	Voix 1 ^{er} tour	% exprimés	Conseillers	Présidents
1961	1 206 712	18,6	52 / 1 504	0 / 109
1964	1 464 750	21,67	99 / 1 562	0 / 99
1967	2 166 966	26,36	97 / 1 517	2 / 100
1970	2 014 975	23,8	144 / 1 609	1 / 100
1973	1 877 371	22,67	205 / 1 926	1 / 100
1976	2 409 040	22,83	249 / 1 863	3 / 101
1979	2 405 655	22,46	228 / 1 847	5 / 101
1982	1 968 505	15,88	198 / 2 014	3 / 101
1985	1 479 227	12,63	149 / 2 044	2 / 100
1988	1 188 878	13,04	176 / 2 043	2 / 100
1992	105 991	9,48	101 / 1 945	2 / 100
1994	1 221 769	11,39	139 / 1 922	2 / 100
1998	1 092 941	10,15	143 / 2 038	3 / 100
2001	1 196 341	9,8	126 / 1 997	2 / 100
2004	957 223	7,79	108 / 2 034	2 / 100
2008	1 172 378	8,82	117 / 2 020	2 / 100
2011	724 911	7,91	116 / 2 026	2 / 101
2015	269 285	9,4	157 (1) / 4 108	1 / 101

(1) Élus Front de gauche, dont 144 PCF

5. Les élections européennes

Année	Voix	% exp.	Sièges
1979	4 153 710	20,52	19 / 81
1984	2 261 312	11,21	10 / 81
1989	1 401 171	7,72	7 / 81
1994	1 342 222	6,89	7 / 87
1999	1 196 491	6,78	6 / 87
2004	1 009 976	5,88	2 / 74
2009 (1)	1 115 021	6,48	2 / 74
2014 (2)	1 252 730	6,61	1 / 74
2019	564 949	2,49	0/79

(1) Liste du FG qui gagne en tout cinq sièges (2 PCF, 1 PG, 1 PCR et 1 société civile).

(2) Liste du FG qui gagne en tout quatre sièges (1 PCF, 1 PG, 1 PCR et 1 société civile)

6. Les élus communistes

Les conseillers municipaux communistes	
Ministère de l'Intérieur (1)	
1945	36 517
1947	30 503
1953	24 736
1959	20 454
1965	16 254
Données du PCF	
1964 (2)	20 470

Nombre d'élus communistes et républicains

1964 (2)	21 696
1966 (3)	19 567
1977	28 000
1983 (4)	27 000
1989	22 000
1997	14 681
2001 (5)	12 230
2003	11 600
2008 (6)	6 849/9 483
2013 (7)	7 000

(1) Les chiffres reproduits ici sont tirés de *L'Année politique*.

(2) Supplément au *Bulletin de Propagande et d'Information* n° 1 janvier 1964

(3) « Du XVII^e au XVIII^e Congrès du PCF », Supplément au *Bulletin de propagande et d'informations*, n° 9, novembre 1966

(4) Pour l'année 1983, le chiffre du ministère de l'Intérieur est de 26 986.

(5) En 2001, l'ANECR annonçait le chiffre de 14 000 élus. En septembre 2008, la direction de l'association des élus a réévalué l'estimation à la baisse.

(6) Le premier chiffre est celui des élus recensés par l'ANECR nationalement ; le second provient de la totalisation des effectifs annoncés par les associations départementales, les ADECR.

(7) Conseil national des 25-26 mai 2013, rapport de Pascal Salvoldelli.

La sociologie du vote

1. Le vote ouvrier depuis 1958

	LEG. 58 (1)	LEG. 62 (1)	LEG. 67 (1)	LEG. 68 (1)	LEG. 73 (2)	LEG. 78 (2)	LEG. 81 (2)	
EXG		4		7	4	3	1	
PCF	16	33	31	33	37	39	24	
GNC	30	19	18	18	27	33	44	
Écologistes						1	1	
GAUCHE	46	56	49	58	68	75	69	
Droite non gaulliste	26	13	11	8	11	9	15	
Gaullistes	30	28	30	31	21	12	14	
EXD						2	0	
	LEG. 86 (2)	LEG. 88 (2)	LEG. 93 (2)	LEG. 97 (2)	LEG. 02 (2)	LEG. 07 (3)	LEG. 12 (3)	LEG. 17 (3)
EXG	3	0	2	3	3	4	1	4
PCF	20	16	14	14	6	6	9	3
GNC	38	44	19	33	33	29	30	19
Écologistes	3	1	7	4	5	2	5	4
GAUCHE	61	60	42	51	47	41	44	30
Droite non gaulliste	26	21	20 16	24	4	9	1	26
Gaullistes					26	31	28	14
EXD	11	19	18	23	16	14	23	29

(1) IFOP

(2) SOFRES

(3) IPSOS

Jusqu'en 1978, à l'exception du scrutin législatif de novembre 1958, le PCF a attiré le plus grand nombre des ouvriers qui se sont exprimés, en regroupant sur ses candidats plus de la moitié des suffrages ouvriers portés sur la gauche. À partir de 1981, le recul du vote ouvrier est continu, d'abord au bénéfice du PS puis à celui de l'extrême droite. Aujourd'hui, il n'y a plus de spécificité ouvrière en faveur du PCF, le Rassemblement national de

Marine Le Pen obtenant à lui seul autant de suffrages que l'ensemble des formations de gauche.

2. Le vote communiste par catégorie d'électeurs depuis 1978 (pénétration en %)

**Le vote communiste par catégorie d'électeurs
(en pourcentage dans chaque catégorie)**

	Législ. 1978	Législ. 1988	Législ. 1993	Législ. 1997	Législ. 2002
	PCF	PCF	PCF	PCF	PCF
Ensemble	20	11	9	10	5
18-24 ans	30	10	9	11	4
25-34 ans	24	13	9	10	5
35-49 ans	20	11	11	11	4
50-64 ans	18	10	8	10	5
65 ans et plus	12	10	8	8	5
Agriculteur	7	3	3	3	0
Commerçant, artisan, chef d'entreprise Cadre	6	7	4	8	0
Profession intellectuelle supérieure	12	5	6	7	7
Profession intermédiaire	22	12	11	14	4
Employé	23	16	10	6	4
Ouvrier	39	16	14	15	8
Indépendant	8	6	3	6	3

Salarié du public	25	16	14	13	5
<i>Salarié du privé</i>	24	12	10	10	6
Chômeur	33			8	3
Sondages postélectoraux Sofres					

	Législ. 2007	Législ. 2012	Législ. 2017	
	PCF	Front de gauche	PCF	LFI
Ensemble	4,3	6,9	3	11
18-24 ans	4	11	2	18
25-34 ans	3	7	1	21
35-44 ans	4	5	3	10
45-59 ans	5	8	4	14
60 ans et plus	5	6	5	7
Agriculteurs	0	0		
Artisans, Commerçants	2	2		
Professions libérales, Cadres Sup.	3	3	0	11
Professions intermédiaires	5	5	4	17
Employés	4	4	1	14
Ouvriers	6	6	3	11
Salarié du public	6	7	2	18

<i>Salarié du privé</i>	4	7	4	10
Chômeur	4	6	0	18
Sondages post-électorales Ipsos				

En 1978, l'électorat communiste est plutôt jeune, très populaire, mais ouvert sur les couches moyennes. Le décrochage s'opère dès le tournant de 1981, particulièrement sensible chez les soutiens les plus solides de la période antérieure, à savoir les 18-24 ans et les ouvriers. Il s'accroît au début des années 2000, après le médiocre résultat présidentiel de 2002. Le PC passe alors nettement sous la barre des 10 %, dans toutes les catégories, l'alliance du Front de gauche ne faisant que tempérer provisoirement le recul. En 2017, les communistes sont dans leurs plus basses eaux, leur meilleur score (5 %) s'observant chez les plus âgés. En 2017, c'est la France insoumise qui profite du bon score présidentiel de son leader, Jean-Luc Mélenchon, pour se rapprocher un peu du profil ancien du vote communiste, notamment chez les moins de 35 ans, les employés et les professions intermédiaires. Mais la nouvelle organisation reste bien loin des scores atteints par l'extrême droite dans les milieux ouvriers.

La sociologie des militants

1. Les adhérents

À trois reprises, en 1954, 1959 et 1966, la direction du PCF procède à une enquête sociodémographique sur ses militants, à partir des talons des cartes remises aux adhérents. Les résultats synthétiques de ces enquêtes sont rendus publics à l'occasion des congrès, dans le rapport présenté par le secrétaire à l'organisation, Marcel Sevin en 1954 et 1959 et Georges Marchais en 1967. Le détail des enquêtes n'était pas connu, jusqu'à ce que les hasards d'un dépôt d'archives permettent de disposer des résultats départementaux, tout au moins pour l'enquête de 1966.

Un peu plus d'une décennie plus tard, alors que la croissance des effectifs est à son apogée, la direction communiste décide d'une nouvelle enquête, mais confiée cette fois à des chercheurs extérieurs du CEVIPOF, François Platone et Jean Ranger (voir [bibliographie](#)). La refonte des catégories utilisées en 1979 et 1997 oblige à en présenter les résultats dans un tableau différent des trois précédents recensements.

Sociologie des effectifs du PCF, 1954-1966 (en %)

	1954 (1)	1959 (1)	1966 (2)
Hommes	79,8	78,1	74,5
Femmes	20,2	21,9	25,5
< 25 ans	10,2	5,6	9,4
26-40 ans	35,6	38,5	33,1
Plus de 40 ans	54,3	56,2	57,5
Ouvriers	40,1	40,3	40,7
Ouvriers agricoles	4,8	5	2,3

Paysans	9,4	8,2	5,8
Fonctionnaires et services publics	12,5	12,2	
Employés			13,3
Ingénieurs et techniciens			1,7
Instituteurs	2	2,7	2
Enseignants et chercheurs			1,4 (1)
Commerçants et artisans	5	6,7	5,1
Retraités			13,9

(1) Compte-rendu des congrès

(2) Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, cote 481 J

Sociologie des effectifs, 1979-1997 (1)

	1979	1997
Hommes	64,3	60,2
Femmes	35,7	39,8
< 25 ans	11,8	5,5
26-40 ans	39	23,8
Plus de 40 ans	49,2	70,7
Agriculteurs exploitants	3,4	1,6
Commerçants, artisans, industriels	5,3	3,2
Prof. libérales, cadres sup.	4,9	11,3
Prof. intermédiaires, cadres moyens	14,7	19,8

Employés, pers. de service	25,4	32,9
Ouvriers, salariés agricoles	46,5	31,3
Actifs ayant un emploi	69,1	52
Retraités	15,5	24,5
Autres inactifs et chômeurs	15,4	23,5

(1) Reproduit dans Marie-Claire Lavabre et François Platone, *Que reste-t-il du PCF ?*, CEVIPOF-Autrement, 2003,

De 1954 à 1997, le PC a connu un phénomène continu de féminisation, d'un cinquième à près de 40 % des effectifs. De 1966 à 1979, la part des plus âgés (plus de 40 ans) s'est réduite pour passer légèrement au-dessous de la barre des 50 %. Après 1979, c'est un mouvement inverse qui s'est opéré, le pourcentage des plus de 40 ans bondissant à 70 % à la fin du siècle.

La part des ouvriers, après avoir oscillé entre 40 % et plus de 46 % en 1979, fléchit sensiblement après cette date pour se fixer un peu au-dessus de 30 % en 1997. Mais l'apport accru des employés se traduit par la consolidation d'un fort bloc employés-ouvriers, qui passe de 54 % en 1966 à près des deux tiers en 1997.

En 1966, la distribution des catégories socioprofessionnelles oppose de façon spectaculaire les départements les plus « prolétariens » du Nord et de l'Est et les départements populaires, mais à minorités ouvrières de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Midi méditerranéen.

Ouvriers et employés dans le PCF en 1966

Hiérarchie des départements (10 premiers et 10 derniers)					
Ouvriers		Employés		Total ouvriers et employés	
% actifs		% actifs		% adhérents	
Total	58,9	Total	18,1	Total	55,8
Les dix premiers départements					

Pas-de-Calais	89,7	Paris	42,6	Seine-Ouest	74,8
Moselle	87	Seine-Sud	29,4	Doubs	73,3
Doubs	84,9	Seine Nord-Est	28,4	Territoire de Belfort	70
Nord	83,2	Deux-Sèvres	25,6	Vosges	69
Meurthe et Moselle	82,6	Manche	24,8	Seine Nord-Est	68,9
Somme	81,4	Territoire de Belfort	24,8	Aisne	68,6
Aisne	80,2	Val d'Oise	24,7	Oise	67,8
Loire	79,8	Alpes-Maritimes	24,5	Paris	66,8
Meuse	77,8	Seine-Ouest	23	Calvados	66,5
Ardennes	76	Yvelines	22,8	Seine-Maritime	66,5
Les dix derniers départements					
Lot-et-Garonne	41,3	Loire	8,1	Cantal	39,4
Basses-Alpes	40,7	Gers	7,1	Lot-et-Garonne	37,9
Hautes-Alpes	40,7	Nord	7,1	Lozère	35,4
Tarn-et-Garonne	37,5	Côtes-du-Nord	7,1	Basses-Alpes	35,4
Paris	37,4	Ariège	6,6	Tarn-et-Garonne	35,2
Corrèze	36	Doubs	5,7	Landes	35
Lot	35,7	Moselle	5,7	Corrèze	33,8

Lozère	34,9	Tarn	5,6	Creuse	32,1
Creuse	30,2	Landes	4,5	Lot	31,7
Gers	29	Pas-de-Calais	1,5	Gers	28,7

2. L'encadrement communiste

Après 1997, le PCF n'a plus procédé à des enquêtes approfondies sur ses adhérents. En revanche, jusqu'en 2010, il a donné des indications partielles sur son encadrement, en tout cas au travers de la composition de ses congrès.

Jusqu'en 1974, la direction a veillé au rajeunissement des congressistes, les moins de 30 ans frôlant la moitié en 1974, lors du XXI^e Congrès « extraordinaire ». À partir de cette date, c'est un processus inverse qui s'observe, pour osciller autour des 10 % à partir de 1994.

Quant à la répartition socioprofessionnelle, elle confirme le mouvement continu de « désouvriérisation » du PCF. Alors que les ouvriers représentaient plus de la moitié des congressistes jusqu'en 1967, leur part diminue depuis cette date, la barre des 40 % étant franchie entre 1982 et 1985 et celle des 20 % après 1996. Si la part des employés reste continûment entre 21 et 26 %, elle ne compense donc pas le recul des catégories les plus populaires dans l'encadrement communiste. En 2010, la part des ingénieurs, techniciens, cadres (ITC) et des agents de maîtrise dépasse légèrement la barre des 45 %, quand elle franchissait à peine celle des 3 % à la charnière des années 1950 et 1960. Quand s'approche la seconde décennie du ^{xxi}^e siècle, il y presque deux fois plus d'enseignants que d'ouvriers dans les travées de l'instance théoriquement centrale du parti.

Délégués aux congrès : structure par âge (%)

	Moins de 30 ans
1967	31,3
1970	41,4
1972	43,2

1974	49,3
1976	48,4
1979	32,4
1982	24,5
1985	19,9
1987	17,7
1991	13,5
1994	9,3
1996	13,7
2003	8,5
2008	12,1
2010	11,9

Délégués aux congrès
Catégories socioprofessionnelles (%)

	Ouvriers	Employés	ITC, agents de maîtrise	Enseignants	Agriculteurs
1956	58,8	14,7		10,2	5,2
1959	52,8	24,5	3,5	5,9	5,3
1961	53,8	14,7	3,2	7,4	6,2
1964	56,1	20,7		8,5	7,0
1967	51,8	21,8	7,2	5,3	7,2
1970	45,4	19,7	9,7	11,2	5,4
1972	45,6	22,1	7,4	9,8	3,9
1974	43,9	25,1	7,4	9,9	3,5
1976	46,6	21,7	6,5	12,1	2,5
1979	42,4	24,0	10,4	11,6	2,2
1982	40,0	21,5	11,1	11,0	1,6

1985	36,9	26,0	11,6	12,3	0,2
1987	34,2	24,6	11,6	10,6	1,5
1991	29,9	23,8	13,1	10,7	1,6
1994	29,4	24,1	16,3	12,2	1,1
1996	21,0	25,5	19,9	12,3	1,0
2003	10,0	21,0	34,0	14,0	
2008	7,0	25,5	32,8	14,3	
2010	7,6	21,8	45,2	13,1	

Le Comité central 1920-2018

Le Comité central est, entre deux congrès, l'instance qui dirige théoriquement le parti. En fait, la lecture draconienne du « centralisme démocratique » a réduit son statut à celui de chambre d'enregistrement, simple lieu de vérification du consensus et de mise en œuvre de l'activité partisane.

Sa fonction n'en est pas moins importante par le lien qu'il établit entre le centre et les fédérations départementales, voire entre le centre et les grandes sections d'entreprise. Le choix des membres du « CC » – il devient « Conseil national », « CN », en 1994 – est donc l'objet d'une préparation minutieuse, pilotée par le Bureau politique. Celui-ci est chargé de préparer une liste, soumise ensuite au CC sortant, puis à une commission de congrès à laquelle participent les représentants des fédérations.

De 1920 à 2018, on dénombre 1 203 membres de l'instance dirigeante. Parmi eux, les femmes comptent pour 9,2 % dans la période qui va de 1920 à 1964, mais pour 40,4 % depuis cette date. Depuis quelques années, les rapports de la commission dite « des candidatures » ne publient plus d'information sur l'ancrage socioprofessionnel des membres du Comité. Les tableaux ci-dessous sont établis à partir des données de congrès et des indications du « Maitron ». L'imprécision inévitable des sources et la complexité des trajectoires de vie obligent à considérer leur amalgame comme suggérant des tendances et non comme des synthèses achevées.

En l'état – qui porte sur 866 trajectoires à peu près renseignées – les sources suggèrent l'importance globale du monde ouvrier (35,8 % sur toute la période) et sa rétraction progressive : plus de la moitié jusqu'en 1964, un peu d'un quart après cette date. Au total, l'ancrage populaire – le total employés et ouvriers – est un peu plus faible (un peu plus de 44 %) que ne l'est le corps militant dans son ensemble.

L'étude des mandats révèle la forte rotation de l'encadrement à ce niveau de l'organisation. Sur la totalité de la période, un tiers des membres élus n'exercent leur fonction que sur un mandat, même si la rotation s'est ralentie après 1964, la période des premières années ayant été particulièrement marquée par la vivacité des crises et le nombre élevé des

dissidences au sommet. Au total, près de 40 % des membres élus entre 1964 et 2018 ont fait plus de trois mandats, contre 27 % dans la phase antérieure.

Les membres du CC / Conseil national 1920-2018

	Nombre			Pourcentage		
	1920-2018	1920-1964	1964-2018	1920-2018	1920-1964	1964-2018
Femmes	414	37	364	34,4	9,2	40,4
Agriculteurs	22	16	12	2,5	4,2	2,1
Cadres, techniciens	143	29	122	16,5	7,6	21,8
Enseignants (autres qu'instituteurs), chercheurs, journalistes	136	34	114	15,7	8,9	20,4
Employés	138	61	89	15,9	16,0	15,9
Ouvriers	310	202	160	35,8	52,9	28,6
Artisans, commerçants	5	5	1	0,6	1,3	0,2
Instituteurs	49	26	29	5,7	6,8	5,2
Autres	36	6	31	4,2	1,6	5,5
Total	1 203	401	902			
CSP connues	866	382	559			

Nombre de mandats

	1920-2018		1920-1964		1964-2018	
Nombre de mandats	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1	385	32,0	165	41,1	256	28,4

2	223	18,6	79	19,7	171	19,0
3	153	12,7	47	11,7	117	13,0
4	81	6,7	26	6,5	78	8,7
5	97	8,1	28	7,0	79	8,8
6	70	5,8	17	4,2	55	6,1
7	58	4,8	14	3,5	53	5,9
8	44	3,7	8	2,0	37	4,1
9	30	2,5	4	1,0	23	2,6
10	19	1,6	1	0,2	15	1,7
11	13	1,1	6	1,5	11	1,2
12	12	1,0	2	0,5	5	0,6
13	2	0,2	2	0,5		0,0
14	6	0,5	0	0,0	1	0,1
15	3	0,2	1	0,2		0,0
16	3	0,2	1	0,2		0,0
17	2	0,2		0,0		0,0
19	1	0,1		0,0		0,0
Total	1 202	100,0	401	100,0	901	100,0
Moyenne	3,56	3,56	2,91	2,91	3,56	3,56

Le communisme municipal

Le municipalisme communiste s'enracine dans l'histoire récente du socialisme municipal¹, pour la contester tout autant que pour la continuer. En 1920, le socialisme français s'est solidement installé dans l'espace communal, dont la Troisième République a fait un pivot de la régulation politique et sociale. Mais quand se fait la rupture de la fin 1920, la jeune Section française de l'Internationale communiste devra se contenter de la portion congrue : les 686 municipalités de 1919 ne sont plus que 25 en 1925.

Il est vrai que l'image de la « ceinture rouge » emprisonnant Paris compense symboliquement la minceur du capital urbain des nouveaux communistes. Et il est vrai aussi que l'originalité des premières attaches urbaines marque déjà l'imaginaire de la banlieue ouvrière. Mais il faut attendre 1935 et surtout la Libération pour que s'installe un véritable « communisme municipal », quelque part entre le réalisme solide d'une gestion sociale et l'anticipation du bonheur communiste à venir².

Ce communisme municipal se présente alors à la fois comme un type de gestion populaire, parfois un « laboratoire de la modernité », et une sociabilité particulière où l'impact de la galaxie communiste s'entremêle avec un ethos à la fois populaire et républicain. Ce « patriotisme à base de clocher » évoqué par Annie Fourcaut est soigneusement contrôlé par le PC, sa Commission municipale centrale et ses réseaux d'élus, l'Union des municipalités communistes (1945), l'Amicale nationale des Élus Républicains (1949), la Fédération nationale des élus républicains (1963) et l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR, 1977).

Après la brève embellie de la Libération, le communisme municipal connaît son second apogée. En 1977, presque 1 500 communes, regroupant plus de 8,5 millions d'habitants, ont à leur tête un maire communiste ou apparenté. Depuis cette date, le « trésor » municipal du PCF s'est singulièrement clairsemé, mais il garde un substrat non négligeable, qui compense partiellement la perte de l'ancrage syndical et associatif et reste

le lien le plus direct des communistes avec la réalité française contemporaine.

Les villes SFIO puis PCF

1900	63
1904	72
1908	196
1912	297
1919	686
1925	70
1929	104
1935	324
1939	150
1945	2 010
1964	1 064
1965	1 134
1971	1 150
1977	1 464
1983	1 460
1989	1 124
1995	873

2001	786
2008	725
2019 (1)	540-700

(1) L'absence de données fiables pour les communes de moins de 1 000 habitants ne permet pas de suggérer une totalisation approximative, ce qui était possible pour les consultations précédentes. Le chiffre de 540 représente seulement un plancher, le PC de son côté dénombrait officiellement 700 maires communistes ou apparentés.

Le tableau ci-dessous montre la solidité, mais aussi la relativité d'un ancrage territorialement typé, lié à la triple matrice de l'héritage ouvrier, de la tradition républicaine et des souvenirs persistants de la Résistance.

Les villes administrées par un maire communiste ou apparenté

Taille des communes	1965		1977		2008		2014		2020	
	Nombre	Population totale (milliers)	Nombre	Population totale (milliers)	Nombre	Population totale (milliers)	Nombre	Population totale (milliers)	Nombre	Population totale (milliers)
Plus de 50 000	14	1 440	32	2 865	11	776	10	810	9	642
Plus de 30 000	32	1 822	72	4 382	28	1 462	22	1 278	18	1 010
Plus de 10 000	95	2 809	204	6 608	85	2 359	63	1 945	50	1 525
Plus de 1 000	412	3 767	720	8 350	394	3 456	285	2 705	256-270	2 325
Moins de 1 000	725	281	743	290	357	149				
Total	1 137	4 048	1 463	8 640	751	3 605	540-700			

70 mairies à direction communiste en 2019 étaient socialistes en 1920

Allier	Désertines, <i>Buxières-les-Mines</i> , Châtillon, Saint-Éloy-d'Allier, Saint-Yorre, Treban, Ygrande
Alpes-de-Haute-Provence	Saint-Maime
Ardennes	Deville
Bouches-du-Rhône	La Bouilladisse
Cher	Vierzon

Corrèze	Chanteix
Côte-d'Or	Villers-la-Faye
Gard	Le Martinet, Les Mages, Saint-Florent-sur-Auzonnet
Indre-et-Loire	<i>Saint-Pierre-des-Corps</i>
Landes	Tarnos
Loiret	Châlette-sur-Loing
Meurthe-et-Moselle	Homécourt
Nord	Anstaing, <i>Auby</i> , Aulnoye-Aymeries, Douchy-les-Mines, Escaudain, Lewarde, Louvroil, <i>Marly</i> , Neuville-sur-Escaut, Raismes, Roeulx, Somain, Thiant, Trith-Saint-Léger, Wavrechain-sous-Denain, Waziers
Oise	Montataire
Pas-de-Calais	Angres, Annay, Avion, Billy-Montigny, Burbure, Cauchy-à-la-Tour, Fouquereuil, Grenay, Lillers, Méricourt, Sallaumines, Ferfay
Puy-de-Dôme	Augerolles
Pyrénées-Orientales	Alénia, Estagel
Saône-et-Loire	Épertully
Seine-et-Marne	Mitry-Mory, Compans
Somme	Tully, Woincourt
Haute-Vienne	Nedde, Saint-Amand-le-Petit, Sainte-Anne-Saint-Priest, Saint-Junien
Hauts-de-Seine	Gennevilliers

Seine-Saint-Denis	<i>Saint-Denis, Montreuil, Aubervilliers, Villetaneuse</i>
Val-de-Marne	<i>Choisy-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Valenton</i>
Val-d'Oise	<i>Bezons</i>

En italiques, municipalités perdues par le PCF en juin 2020

Les villes d'Île-de-France ayant un maire PC ou apparenté depuis 1965

	1965	1971	1977	1983	1989	1995	2001	2008	2020
Seine-et-Marne	5	11	26	10	12	11	8	8	7
Yvelines	6	7	20	12	7	8	4	3	2
Essonne	16	22	26	23	15	7	6	5	5
Hauts-de-Seine	8	9	10	7	5	5	4	4	4
Seine-Saint-Denis	21	22	27	23	19	17	14	11	6
Val-de-Marne	12	13	17	16	12	12	11	12	7
Val d'Oise	11	10	21	15	14	9	6	6	3
Île-de-France	79	94	147	106	84	69	53	48	34
France métropolitaine	1 142	1 148	1 464	1 460	1 123	874	787	723	

L'espace francilien, qui fut le territoire d'accueil par excellence de la « banlieue rouge », témoigne du rétrécissement du communisme municipal. Le PCF, qui contrôlait en 1977 147 des 1 276 communes d'Île-de-France, n'en contrôle plus que 34 en 2020. Il administrait alors près de 3,3 millions d'habitants et 2 millions de moins aujourd'hui.

Le territoire de la Seine-Saint-Denis est particulièrement révélateur de cette évolution. Le département a compté en 1977 jusqu'à 27 municipalités communistes sur 40, regroupant 80 % de la population départementale. En trente ans, 20 d'entre elles ont été perdues et celles qui restent ne rassemblent plus qu'un cinquième de la population du « 9-3 ». Le département « rouge » par excellence n'est plus dirigé par un communiste depuis 2008.

Maires communistes et apparentés en Seine-Saint-Denis

	1977	1983	1995	2001	2008	2014	2020
Aubervilliers							
Aulnay							
Bagnolet							
Blanc-Mesnil							
Bobigny							
Clichy							
La Courneuve							
Drancy							
Dugny							
Gagny							
Île-Saint-Denis							
Montfermeil							
Montreuil							
Neuilly-Plaisance							
Noisy-le-Grand							
Noisy-le-Sec							
Pantin							
Pierrefitte							
Romainville							
Rosny							
Saint-Denis							
Saint-Ouen							
Sevran							
Stains							
Tremblay							
Villepinte							
Villetaneuse							
	27	20	18	13	11	7	

L'évolution des groupes sociaux dans les municipalités communistes depuis 1968

	Ouvriers			Employés et ouvriers			Cadres et prof. Intermédiaires		
	1968	1982	2015	1968	1982	2015	1968	1982	2015
Villes PCF en 1977	43,9	36,5	23,4	67,1	64,7	54,7	21,8	27,3	39,7
Villes PCF en 2019	48,6	39,3	24,5	70,1	67,2	57,0	19,3	25,3	37,5
France métropolitaine	37,4	32,3	21,4	58,1	57,4	49,3	20,6	28,7	43,3

Les municipalités communistes ne sont plus des villes ouvrières. La part des ouvriers y est certes un peu plus importante en moyenne que dans l'ensemble de la France métropolitaine, mais l'écart s'est resserré avec les autres communes. En sens inverse, la part des cadres et professions intermédiaires a sensiblement augmenté depuis 1968. La ville communiste reste majoritairement une ville populaire, mais ne se distingue plus avec la même force de la moyenne métropolitaine révélée par les statistiques.

L'organisation

1. Le centralisme démocratique

La référence au centralisme démocratique a été longtemps un identifiant fort pour tout le mouvement communiste. Le terme s'impose en 1907, lors du V^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Il vise au départ à établir un compromis entre le souci exprimé par Lénine « *d'unité d'action* » (la subordination des organismes « *inférieurs* » et l'application unanime des décisions prises) et l'exigence démocratique (les instances « *supérieures* » sont élues par les « *inférieures* »).

La clandestinité, la guerre et la « brutalisation » qu'elle provoque, puis la nécessité de marquer la différence entre communistes et socialistes accentuent la pente centraliste. En juillet 1920, la jeune Internationale communiste affirme que l'existence d'une « *organisation fortement centralisée* » est la clé pour « *rompre à tout jamais avec la tradition de la 2^e Internationale* ». La 12^e condition d'adhésion énonce donc l'obligation de fonder les nouveaux partis « *sur le principe de la centralisation démocratique* ». Le parti, ajoute-t-elle, « *ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise* ».

Le durcissement de la guerre civile pousse à accroître encore le pouvoir du centre. Le parti des « *révolutionnaires professionnels* » (Lénine, 1902) devient en Russie un Parti-État de plus en plus monolithique. Les fractions sont interdites en 1921, le BP exerce de fait les fonctions du CC et, en son sein, une place croissante est accordée à un Secrétariat appuyé sur une section d'Organisation de plus en plus omniprésente. Les Thèses du III^e Congrès du Komintern, en juillet 1921, identifient explicitement la « *centralisation* » et « *l'effort pour obtenir une direction forte* ».

C'est ce modèle hypercentralisé qui s'impose dans tout le mouvement communiste contrôlé par Moscou. Les statuts de l'Internationale communiste adoptés au V^e Congrès de 1924 en sont la première formalisation, qui concernent aussi bien le « *parti mondial* » lui-même (article 1) que les différentes sections nationales qui le constituent. L'article

5, qui traite du « *centralisme démocratique* » rappelle « *l'obligation, pour les organes subalternes, d'exécuter rapidement et exactement les décisions des organismes supérieurs* ».

Jusqu'à la chute du bloc soviétique européen, le centralisme démocratique sera considéré par le PCF comme une composante fondamentale de son identification. Le parti abandonnera l'une après l'autre les « *pierres de touche* » de cette identification. Jusqu'en 1994, date de l'abandon officiel de la notion, il le fera en affirmant que le renoncement à la « *dictature du prolétariat* » (1976) ou au « *marxisme-léninisme* » (1979) n'impliquait en aucune manière que cessait de s'imposer la 12^e condition de 1920.

2. Le fonctionnement statutaire¹

Jusqu'en décembre 1920, le Parti socialiste fonctionne sur la base du Règlement adopté en juillet 1913. Le Congrès de Tours procède à un premier aménagement notable en remplaçant la Commission administrative permanente par un Comité directeur de 24 membres qui nomme, entre autres, le secrétaire général et les directeurs de journaux, tous responsables devant lui et révocables par lui.

Le Congrès national extraordinaire de mai 1921 pousse un peu plus loin la logique de rupture. Il substitue le terme de « *communiste* » à celui de « *socialiste* », entérine la création du Comité directeur, institue le fait que les « *syndiqués* » doivent y être majoritaires et qu'il faut faire place à « *l'élément féminin* ». Il introduit massivement la notion de « *discipline de parti* » et l'applique fermement aux élus.

Toutefois, c'est seulement avec les statuts de 1926² que le PC français se rapproche pleinement d'un modèle qui se veut « bolchevique » et qui s'intègre en fait dans un ensemble que caractérisera le terme de « stalinisme ». La rédaction du texte a été suivie de très près par la désormais très puissante section d'Organisation de l'IC. Devant les réticences affichées à Paris, elle nuance à plusieurs reprises ses justifications, mais obtient satisfaction pour l'essentiel, et notamment sur l'idée que qu'on doit considérer « *la cellule d'entreprise comme base de l'organisation du parti* ». Le but du parti est « *la conquête de la direction de l'ensemble des ouvriers dans toutes les luttes* » par des « *actions de*

classes » qui ne peuvent être que « *révolutionnaires* ». Au nom de la direction française, Sémard récuse le « *vague sentimentalisme encore tout timide de social-démocratie* » : c'en est fini des dosages entre sensibilités, avant que le mécanisme des « *purges* » ne devienne une pratique récurrente au début des années 1930.

Le Front populaire et plus encore la Libération font du PCF un véritable parti de masse. Le PCF n'en fera jamais la théorie et continue de se référer dans ses textes doctrinaux au parti des « *révolutionnaires professionnels* » des origines. Mais les modifications apportées aux statuts en 1936, 1937 puis 1945 cherchent à nationaliser le vocabulaire de l'organisation. L'IC ayant disparu en 1943, il n'est plus fait mention de l'insertion dans une structure internationale centralisée. Quant à la nomenclature des organisations, elle revient à la distribution territoriale institutionnelle : en 1937, les sections prennent la place des rayons et sous-rayons, tandis que les fédérations départementales prennent le relais des régions.

Le processus de « *démilitarisation* » du vocabulaire de l'organisation est poussé un peu plus loin en 1964, trois ans après que le dernier grand « *procès* » a eu conduit à la mise à l'écart de Marcel Servin et de Laurent Casanova. Si le centralisme démocratique continue d'être défini comme « *le principe fondamental sur lequel repose la vie intérieure du parti* » et si « *la discipline du Parti est un devoir pour tous les membres du Parti* », le rappel est tempéré aussitôt par l'énoncé de « *droits et devoirs* », qui inclut par exemple la légitimation du vote à bulletin secret.

Ce n'est qu'en 1994, le dernier de l'ère Marchais, que la référence au centralisme démocratique disparaît, sur proposition du secrétaire général sortant, alors qu'elle avait été défendue en continu jusqu'à cette période. Il est vrai que le retrait de la formule s'accompagne du maintien d'une invocation l'identité qui exclut la reconnaissance de droit des « *fractions* » interdites en 1921. Mais l'abandon du grand principe distinctif n'en constitue pas moins une *rupture* qui va au-delà des changements de terme : le numéro un est désormais secrétaire « *national* », le CC devient conseil national et le BP laisse la place à un comité exécutif national en 2001.

Chronologie des statuts du PCF

Mai 1921 : Règlement du Parti communiste (SFIC) – Congrès de Marseille

Juin 1926 : Nouveaux statuts du PCF – Congrès de Lille (amendés en 1936 et 1937, aux congrès de Villeurbanne et Arles)

Juin 1945 : Statuts adoptés par le X^e Congrès de Paris

Mars 1964 : Statuts adoptés par le XVII^e Congrès à Paris

Mai 1979 : Statuts adoptés au XXIII^e Congrès à L'Île-Saint-Denis

Janvier 1994 : Statuts adoptés au XXVIII^e Congrès à L'Île-Saint-Denis (modifiés en mars 2000 à Martigues)

Octobre 2001 : Statuts adoptés au XXXI^e Congrès à La Défense

Mars 2006 : Statuts adoptés au XXXIII^e Congrès au Bourget

Février 2013 : Statuts adoptés au XXXVI^e Congrès à Aubervilliers

Contre-société

Les rapports du PCF à la société française ont conduit certains historiens à évoquer le concept d'une contre-société communiste : « Un Parti Communiste, enraciné dans un pays où il n'exerce pas le pouvoir, fonctionne comme un parti-société : la contre-société qu'il constitue à l'intérieur de la société globale préfigure la société socialiste qu'après la conquête du pouvoir il entend substituer à la société établie » (Annie Kriegel, « Les communistes français et leurs juifs », *L'Arche*, n° 167, 1971, p. 47.)

Empruntant à la sociologie, voire à l'anthropologie politique, ils ont décrit les rites politiques, les coutumes, voire le langage et la manière de vivre des communistes. Dans cette approche, qui part du postulat révolutionnaire du PCF, qui veut substituer la société communiste à la société capitaliste, on mesure les traits d'une identité qui s'oppose au reste de la société. Cette analyse fonctionne à merveille pour la période de guerre froide, où l'isolement du PCF renforce la cohésion du groupe. Dans cette optique, le PCF est considéré comme un isolat qui fonctionne avec le vieil adage de la pureté face aux autres en employant la violence verbale ou parfois physique de la guerre froide. D'autres historiens, comme Ronald Tiersky, évoquent la « contre-communauté » communiste face à la « société établie » ; le PCF fonctionnerait ainsi en mini-société, parfois comme un « coin rouge » au sein du monde capitaliste. Cette approche, si séduisante soit-elle – reprenant même des codes de l'imaginaire soviétique avec en particulier l'affiche de Lazar Markovich Lissitzky de 1919 –, semble être une impasse pour deux raisons essentielles. La première, qui a servi l'historiographie communiste à un moment donné, mais qui a été aussi reprise dans une approche sociétale du phénomène communiste, est celle de l'implantation au sein de la nation. Il va de soi que les communistes ne sont pas étrangers à leur milieu. Les travaux de Jacques Girault, complétés par des monographies départementales ou régionales, comme celles sur la Drôme d'Alain Chaffel, sur les Côtes du Nord d'Alain Prigent, sur le Pas-de-Calais de David Noël, soulignent l'impossible coupure entre société locale et phénomène communiste. C'est également ce que souligne Fabien Conord lorsqu'il étudie les élections municipales de 1953, où les enjeux du

terrain, voire du terroir apportent un éclairage important sur le monde communiste.

La deuxième correspond peut-être plus à la nature même du concept ; il s'agit de décrire un phénomène, sans l'expliquer. Il est alors facile de repérer des éléments constituant une cohérence qualifiée de « contre-société », mais alors ne peut-on pas utiliser cette grille d'analyse pour tout groupe, voire toute communauté ? Dès lors s'agit-il seulement de mesurer des écarts à une norme, qui elle-même est le produit d'une synthèse au sein de la société française ? Il va de soi qu'une telle approche ne peut pas prendre en considération les rapports sociaux et humains des communistes qui s'entrecroisent avec le reste de la société : on peut voir une acculturation certaine à la République pour reprendre la terminologie de Maurice Agulhon, tout en important des codes ou canons soviétiques. La guerre froide impose une grille de lecture binaire du monde, comme des figures imposées d'un discours et d'une pratique communiste, mais qui doit composer avec l'héritage politique de la nation française, de la République qui certes demeure émancipatrice dans cette optique.

Lorsqu'un militant, voire un cadre, participe à la vie associative de sa commune, comme au sein des sociétés de pêche, de chasse ou de sport enfonce-t-il seulement un coin rouge pour déstabiliser l'ordre établi ? Est-ce en soi un monde clos ? Si l'on repère facilement la volonté de borner un espace, de créer une culture commune, cela ne conduit pas forcément à la « contre-société » ; cette seule grille d'analyse ne peut pas rendre entièrement compte d'un phénomène politique complexe qui a marqué durablement la vie politique française de la commune, voire du hameau, aux départements en passant par les cantons, mais aussi les usines, les ateliers et le monde urbain des « banlieues rouges » étudiées par Annie Fourcaut et plus récemment par Emmanuel Bellanger, sans oublier le monde artistique, culturel et intellectuel.

La fête de *L'Humanité*

C'est le dimanche 7 septembre 1930, que le PCF organise la première fête de *L'Humanité* au sein du parc « Sacco et Vanzetti » à Bezons, municipalité communiste depuis le Congrès de Tours. Une telle fête reprend l'héritage du mouvement ouvrier qui organise des fêtes champêtres, mais il s'agit surtout de défendre le journal du parti. Alors que le gouvernement a mis en difficulté la Banque Ouvrière et Paysanne en 1929, et que le ministre de l'Intérieur, André Tardieu, voulait interdire le journal au cours de cette période sectaire de « classe contre classe », Marcel Cachin, alors directeur de *L'Humanité*, prend l'initiative d'appeler à cette Fête les Comités de défense de *L'Humanité* (CDH). Les 150 Comités de défense de *L'Humanité* se réunissent également en congrès lors de cette fête. C'est une véritable « petite kermesse » qui a lieu avec des fanfares, des jeux aussi triviaux que des courses à l'œuf, des démonstrations de luttes. Dans une ambiance de fête populaire, où l'on peut écouter des chanteurs, assister à des spectacles et participer à des jeux de massacre ou « chamboule-tout », on peut aussi écouter les dirigeants du parti, Pierre Semard et Maurice Thorez. Lieu de sociabilité par excellence, c'est aussi un lieu revendicatif et d'éducation politique. Maurice Thorez a même poussé la chanson, *le P'tit Quinquin* soulignant cette proximité et cette atmosphère festive. La famille communiste se retrouve et se soude lors de cette période d'adversité, de tension.

Matrice de la Fête de *L'Humanité*, cette première fête marque durablement le registre et la fonction de la fête : sociabilité militante, réunion familiale, banquet et rencontre entre la famille communiste et les dirigeants du parti. C'est un moment fort de l'activité militante tout en étant un moment convivial. C'est ainsi que la fête *L'Humanité* devient une fête champêtre populaire qui prend son envol avec le Front populaire et surtout après 1945, lorsque le PCF devient le premier parti de France. La Fête s'installe un temps sur la pelouse de Reuilly à Vincennes ; puis de Montreuil à la Courneuve en passant par Meudon, en retournant à Vincennes ; avant de s'installer définitivement au Parc de la Courneuve.

L'actualité politique est aussi au cœur de la fête, en 1955, le stand de Saint-Nazaire propose des éclats de grenade en souvenir de la répression des « grandes grèves »... À partir de ces années, les banquets de la fête deviennent le quotidien des militants et de la famille communiste. Si les militants vendent alors la « vignette pour la fête, au cours des années 1960, arrivent des stands commerciaux tout comme les idoles des jeunes. Après 1977, les cultures régionales s'expriment sans réserve.

Dans le rituel, il ne faut pas négliger l'inauguration de la fête par les dirigeants, lorsque le CC déambule d'un stand à l'autre : des stands des Fédérations, des entreprises, des organes de la presse communiste, jusqu'au « Village du Livre » où la culture est portée de tout le monde. Si les concerts avec des artistes de renommées marquent de plus en plus ce rendez-vous de la culture populaire, le discours de clôture du secrétaire général est un moment important de la rentrée politique au mois de septembre.

Les femmes

Le PCF et les femmes est un sujet polémique, car féminisme et communisme entretiennent des rapports complexes, parfois tendus. Toutefois, à la naissance du parti, plusieurs féministes comme Madeleine Pelletier militent pour l'adhésion à la troisième Internationale prenant exemple sur la jeune Russie des soviets où « *Le communisme est impensable sans la libération des femmes* ».



Réunion pour la Journée internationale des femmes à Moscou du 8 mars 1927

Ainsi la jeune SFIC, qui soutient activement les luttes des ouvrières comme les sardinières du Finistère, présente plusieurs femmes aux élections alors qu'elles n'ont ni le droit de vote ni le droit d'être élues, comme Joséphine Pencalet à Douarnenez en 1925 et Marie Lefèvre à Ivry en 1929. Malgré ces coups d'éclat, rares sont les femmes communistes dirigeantes : Suzanne Girault, qui a dirigé le PCF au milieu des années 1920, écartée

ensuite en suite n'est pas remplacée. Au CC de 1936, il n'y a qu'une seule femme : Marta Desrumeaux. Si les militantes occupent des postes souvent de « petites mains », comme le souligne la thèse en cours de Galy Komarova, *Des femmes françaises au Komintern*, il n'en demeure pas moins que le parti promeut l'égalité civile et politique. Ainsi Fernand Grenier défend-il auprès du général de Gaulle l'obtention du droit de vote des femmes à la Libération. Dans ce nouveau contexte, le PCF fait élire des femmes comme députées ou commissaires de la République ; citons entre autres Denise Bastide, Madeleine Braun, Germaine François, Émilienne Galicier, Denise Ginollin, Lucie Guérin, Rose Guérin, Jeanne Leveille, Mathilde Méty, Raymonde Nedelec, Mathilde Péri, Gilberte Roca, Marcelle Rumeau, Hélène Solomon-Langevin, Marie-Claude Vaillant-Couturier et Jeannette Vermeersch.

Parallèlement, l'Union des Femmes Françaises (née en 1944), défend la condition féminine, mais avec une posture très classique : « les femmes sont pratiquement toujours présentées comme épouses et mères ». Dans les mobilisations du PCF contre les guerres coloniales, c'est au nom de ce statut de mère ou d'épouse que les femmes communistes sont conviées et mises en avant : « *C'est notre devoir de mères d'être aux côtés de nos maris quand ils luttent pour de meilleurs salaires. C'est notre devoir de mères de nous unir à tous les travailleurs pour préserver la Sécurité Sociale. C'est notre devoir de mères d'élever notre voix avec celles de tous les patriotes et de tous les gens de cœur pour réclamer la fin de la guerre au Viet-Nam* » (« Femmes ! Mères ! Sauvons nos enfants, la France, la Paix », appel du Conseil national de l'UFF, *Les Cahiers de l'Union des Femmes Françaises*, octobre-novembre 1951). À leur tête, on retrouve Jeannette Vermeersch-Thorez ou Madeleine Vincent. La femme du secrétaire général, joue largement de cette fibre : « *Que les femmes, que les mères agissent pour soutenir les revendications de leurs maris, qui sont les leurs puisque c'est presque toujours selon ce que rapportent le mari et les enfants qu'il y a ou qu'il n'y a pas de viande sur la table* » (*L'Humanité*, 24 janvier 1953).

Pourtant le PCF ne prend pas suffisamment en compte les transformations de la société française au cours de l'après-guerre. S'il se rallie aux thèses du planning familial, il était un temps opposé à la contraception. C'est surtout avec les organisations dites gauchistes et/ou

féministes que les tensions sont les plus fortes. Comme le mentionne Sandra Fayolle : « *Ce retard pris par l'UFF quant à certaines évolutions sociologiques est visible par exemple en 1965 lorsqu'elle s'engage dans une campagne en faveur de la réduction du travail des femmes au cours de laquelle elle se heurte aux mouvements féministes. L'organisation féminine a mis du temps, certainement trop de temps, à percevoir que son discours en direction des épouses et mères de travailleurs n'était plus pertinent et ne correspondait pas aux attentes de ses nouvelles adhérentes ou sympathisantes* »

Pourtant, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, avec l'ensemble des députés de gauche, le PCF vote les lois libérales en particulier celle sur l'IVG. Elles ne sont adoptées que par l'apport massif de ces votes alors que les droites se divisent : quand les gauches modernisent les droites... Au cœur des années 1990, l'UFF disparaît et au début des années 2000 le parti est dirigé par Marie-George Buffet, secrétaire nationale de 2001 à 2010.

Les « ex » du PCF

Il se dit souvent par boutade que les anciens communistes constituent le plus grand parti de France. Il y a du vrai dans cette formule : au fil des décennies, le PCF a beaucoup attiré et beaucoup repoussé. Dans la seule période pour laquelle les flux sont à peu près connus – celle qui va de 1954 à 1994 –, le total des entrées et celui des sorties s'équilibre autour de deux millions. Mais si le total cumulé des gains d'adhérents est de 324 000 entre 1961 et 1978, le total des pertes se monte à environ 500 000 entre 1978 et 1994.

Les flux de départ ont été variables. La première vague se fait dans les premières années (près de 110 000 adhérents à l'automne 1921, 28 000 en 1933). Les départs se font sur la « droite » du parti (Frossard en 1923, Sellier en 1929) et sur sa « gauche » (Rosmer et Monatte en 1924, Souvarine en 1926, Maurice et Magdeleine Paz en 1927). Ceux qui s'écartent constituent de petites formations, qui nourrissent les différents courants du trotskisme français, rejoignent la SFIO ou, pour une minorité rejoignent l'extrême droite et versent même dans la collaboration (à l'instar de Doriot)

Les départs d'après-guerre, après le grand flux d'adhésions de la Libération, correspondent d'abord aux aléas de la guerre froide. Dans leur expression visible, ils concernent d'abord les intellectuels : affaire de la cellule de Saint-Germain-des-Prés en 1950 (Marguerite Duras, Dionys Mascolo), départ d'Henri Lefebvre en 1955, crise consécutive au XX^e Congrès et à la tragédie de Budapest en 1956, crise de mai 68 et refus de la normalisation tchécoslovaque.

Les crises, les dissidences et les départs se multiplient après 1978 et 1984 : crise à la *Nouvelle Critique* en 1978, crise de la fédération communiste de Paris (1979-1980), dissidence des « rénovateurs » (1984), des « reconstructeurs » (1987) puis des « refondateurs » (1989). Les départs s'accroissent avec l'échec de la « mutation » et les turbulences qui accompagnent le déclin électoral continu du PCF. D'abord centrées sur les intellectuels et les élus, les contestations explicites s'élargissent au monde de l'appareil et des militants après 1978.

Un certain nombre de ces « ex » ont alimenté les rangs d'autres organisations, à gauche ou à droite du PC. Certains ont écrit pour justifier leur départ et ont même contribué à leur manière à la connaissance des mécanismes internes du communisme français et international (comme ce fut le cas pour Boris Souvarine, Angelo Tasca, Annie Kriegel ou François Furet). Mais la plupart ont quitté le PCF sans rallier pour autant les rangs d'une autre formation politique.

Étudiant le phénomène de désaffiliation communiste, Catherine Leclercq a défini cinq modèles de désengagement partisan dans le PCF. Le « *natif* » est celui qui a baigné dès la naissance dans un milieu communiste, à la différence du « *converti* » qui vient d'un milieu différent. Le « *déraciné* » est celui qui considère que le parti a « trahi » son enracinement familial ; le « *désenchanté* » est celui qui se convainc de ce que le parti « réel » ne correspond pas à celui qu'il pensait avoir rejoint ; le « *déplacé* » est celui qui quitte le parti, mais continue son engagement ailleurs, sans rupture symbolique traumatisante (Catherine Leclercq, « Raisons de sortir. Le désengagement des militants du PCF », in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005).

Les archives du communisme

Cet ouvrage a bénéficié de l'ouverture des archives de la galaxie communiste, liées à l'effondrement de l'URSS et du bloc de l'Est. Au début des années 1990, d'aucuns évoquaient « la révolution archivistique ou le renouveau documentaire¹ » appelant également à faire « table rase² » du passé historiographique sur le communisme... Si le temps de la « vérification » selon les mots de Sophie Cœuré a été important, d'autres champs de l'histoire ont pu voir le jour. De manière concomitante, le PCF a décidé d'ouvrir ses archives dès 1993, « la fin du secret »³ ce qui a été confirmé en 1998, puis il a déposé en 2003 aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis ses fonds⁴. Il faut saluer cette initiative importante qui reste assez quasiment unique au sein de notre modèle républicain.

Face au maquis archivistique, dans le cadre d'un projet financé par l'ANR, [Paprik@2F](http://paprik@2f) (Portail Archives Politiques Recherches Indexation Komintern et Fonds français) plus de 500 000 clichés d'archives sont consultables gratuitement en ligne grâce au travail mené pendant trois ans par une équipe composée d'archivistes, informaticiens et historiens de la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon et du centre Georges Chevrier, avec l'appui sans faille des Archives nationales. Ce portail offre aux chercheurs, aux étudiants, mais aussi à tous les citoyens férus d'histoire contemporaine un pan entier d'une histoire qui a marqué le ^{xx}e siècle, celle du communisme et spécifiquement du PCF entre 1917 et 1947. Cet accès démocratique aux archives est fidèle à notre conception du service public de la recherche (<https://pandor.u-bourgogne.fr/pages/paprika2f.html>).

D'autre part, ces fonds sont enrichis par la mise en ligne de brochures ou revues de la galaxie communiste sur le même portail à la rubrique (« politique, critique sociale et mouvements sociaux »), puis des archives de direction du PCF de 1945 à 1990 dans le cadre du projet ABRICO (Archives, brochures et informations communistes) soutenu par Collex-Persée. Ainsi, on peut consulter des brochures de la bibliothèque marxiste de Paris, *les Cahiers du communisme* (1945-1999), *La Nouvelle Critique* (1948-1980), etc.

Les Archives nationales ont également revisité leurs fonds en particulier ceux de la « *Surveillance du Parti communiste français par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur sous la III^e République* » ; il s'agit du répertoire méthodique de la sous-série F/7 et des archives spoliées en 1940, puis récupérées par les Soviétiques en 1945⁵ et enfin restituées par la Russie, 2016. D'autre part, les Archives nationales ont inventorié et retiré les scellés sur les fonds de la *Section spéciale de la cour d'appel de Paris (1941-1944)*, en offrant le répertoire numérique de la série Z/4.

À côté de ces fonds, il ne faut pas oublier non plus les archives privées Thorez qui sont déposées aux Archives nationales permettant de mieux comprendre et saisir la vie du parti communiste au regard de son « dirigeant historique » des années 1930 à 1964⁶. Ce sont les fonds : 626AP/1 à 626AP/333 : Maurice Thorez ; 626AP/334 à 626PA/449 : Jeannette Vermeersch et 626AP/450 : enregistrements de discours de Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch. Dans ce fonds les carnets de M. Thorez ont donné lieu à des travaux importants de Mathilde Nassar Regnaud : *Les notes de bureau politique de Maurice Thorez (1947-1964) : au cœur du Parti communiste français*, thèse de l'école des Chartes 2005 (direction Christine Nougaret et Denis Peschanski) et *Maurice Thorez et le bureau politique du parti communiste français 1947-1964*, Thèse d'histoire contemporaine, Paris-I-Panthéon-Sorbonne, 2013 (direction Denis Peschanski). Une édition du journal de M. Thorez est en cours chez Fayard pour 2020.

L'inventaire est en ligne sur le site des Archives nationales : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?irId=FRAN_IR_003552

Pour compléter ce fonds il ne faut pas oublier la bibliothèque du couple Thorez déposée à Ivry (<http://www.fonds-thorez.ivry94.fr>.)

D'autres fonds de dirigeants communistes ou figures du PCF sont consultables dans différents centres d'archives, au sein des archives départementales, municipales, et un inventaire est en cours aux AN et AD93. Mentionnons que archives de Jacques Duclos sont au Musée d'histoire vivante à Montreuil ; celles d'André Marty ont donné lieu à l'édition d'un ouvrage collectif important en 2005 (*André Marty, l'homme, l'affaire, l'archive*) consultable sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00667006/document> ; les archives de Charles Tillon sont conservées au

Centre d'histoire de SciencesPo (<http://chsp.sciences-po.fr/fond-archive/tillon-charles>) ; à l'IHTP, on peut également consulter le fonds Jean Pronteau, 1919-1984.

Enfin, il ne faut pas oublier la presse communiste en ligne avec *l'Humanité*, *Regards* qui sont sur le site de la BNF Gallica (<https://gallica.bnf.fr/>) qui a mis aussi en ligne *les Cahiers du bolchevisme* (1924-1994), sans oublier l'apport fondamental de ciné-archives : <https://www.cinearchives.org>.

Cette liste n'est pas exhaustive, mais souligne l'importance des fonds dorénavant disponibles.

Les secrétaires généraux et les congrès

Statut	Nom	Dates du mandat		Divers
Secrétaire général	Ludovic-Oscar Frossard	4 janvier 1921	1 ^{er} janvier 1923	
<i>Secrétaires généraux par intérim</i> <i>Louis Sellier et Albert Treint : 21 janvier 1923-23 janvier 1924</i>				
Secrétaire général	Louis Sellier	23 janvier 1924	1 ^{er} juillet 1924	
	Pierre Semard	8 juillet 1924	8 avril 1929	
<i>Secrétariat collectif</i> <i>Henri Barbé, Pierre Celor, Benoît Frachon, Maurice Thorez : 8 avril 1929-18 juillet 1930</i>				
Secrétaire général	Maurice Thorez	18 juillet 1930	17 mai 1964	Président du parti du 17 mai au 11 juillet 1964, date de sa mort
<i>Intérim dû à l'état de santé de Maurice Thorez et à son départ en URSS</i> <i>Jacques Duclos : 17 juin 1950-10 avril 1953</i>				
Secrétaire général	Waldeck Rochet	17 mai 1964	17 décembre 1972	Secrétaire général adjoint du 14 mai 1961 au 17 mai 1964
<i>Intérim dû à l'état de santé de Waldeck Rochet, il prend le titre de secrétaire général adjoint le 8 février 1970</i> <i>Georges Marchais : juin 1969-17 décembre 1972</i>				
Secrétaire général	Georges Marchais	17 décembre 1972	29 janvier 1994	Secrétaire général adjoint du 14 mai 1961 au 17 mai 1964

Secrétaire national	Robert Hue	29 janvier 1994	28 octobre 2001	Secrétaire national (modification des statuts du XXVIII ^e Congrès) jusqu'au 28 octobre 2001,
Président	Robert Hue	28 octobre 2001	8 avril 2003	En 2001, Robert Hue crée un tandem avec Marie-George Buffet, lui devenant président du PCF et elle secrétaire nationale. Ce tandem est assuré jusqu'en 2003.
Secrétaire nationale	Marie-George Buffet			
	Marie-George Buffet	9 avril 2003	20 juin 2010	À la suite du départ de Robert Hue, elle est à l'origine de la suppression de la fonction de président du PCF, remplacée par le poste de président du conseil national du parti.
	Pierre Laurent	20 juin 2010	25 novembre 2018	Lors du XXXVIII ^e Congrès, un mois après avoir été mis en minorité lors d'un vote des adhérents, il quitte le secrétariat national pour devenir président du conseil national, tandis que Fabien Roussel lui succède.
	Fabien Roussel	25 novembre 2018	<i>en cours</i>	

Dates	Congrès	Lieux
25-30 décembre 1920	Congrès de Tours (SFIO)	Tours
25-30 décembre 1921	I ^{er} Congrès	Marseille
14-19 octobre 1922	II ^e Congrès	Paris
20-24 janvier 1924	III ^e Congrès	Lyon

17-21 janvier 1925	IV ^e Congrès	Clichy
20-26 juin 1926	V ^e Congrès	Lille
31 mars-7 avril 1929	VI ^e Congrès	Saint-Denis
11-19 mars 1932	VII ^e Congrès	Paris
22-25 janvier 1936	VIII ^e Congrès	Villeurbanne
25-29 décembre 1937	IX ^e Congrès	Arles
26 juin-1 ^{er} juillet 1945	X ^e Congrès	Paris
25-29 juin 1947	XI ^e Congrès	Strasbourg
2-6 avril 1950	XII ^e Congrès	Gennevilliers
3-8 juin 1954	XIII ^e Congrès	Ivry-sur-Seine
18-21 juillet 1956	XIV ^e Congrès	Le Havre
24-28 juin 1959	XV ^e Congrès	Ivry-sur-Seine
11-14 mai 1961	XVI ^e Congrès	Saint-Denis
14-17 mai 1964	XVII ^e Congrès	Paris
4-8 janvier 1967	XVIII ^e Congrès	Levallois-Perret
4-8 février 1970	XIX ^e Congrès	Nanterre
13-17 décembre 1972	XX ^e Congrès	Saint-Ouen
24-27 décembre 1974	XXI ^e Congrès (extraordinaire)	Vitry-sur-Seine
4-8 février 1976	XXII ^e Congrès	L'Île-Saint-Denis

9-13 mai 1979	XXIII ^e Congrès	Saint-Ouen
4-7 février 1982	XXIV ^e Congrès	Saint-Ouen
6-10 février 1985	XXV ^e Congrès	Saint-Ouen
2-6 décembre 1987	XXVI ^e Congrès	Saint-Ouen
18-22 décembre 1990	XXVII ^e Congrès	Saint-Ouen
25-29 janvier 1994	XXVIII ^e Congrès	Saint-Ouen
25-22 décembre 1996	XXIX ^e Congrès	La Défense
23-26 mars 2000	XXX ^e Congrès	Martigues
26-28 octobre 2001	XXXI ^e Congrès	La Défense
3-6 avril 2003	XXXII ^e Congrès	Saint-Denis
23-26 mars 2006	XXXIII ^e Congrès	Le Bourget
11-14 décembre 2008	XXXIV ^e Congrès	La Défense
18-20 juin 2010	XXXV ^e Congrès	La Défense
7-10 février 2013	XXXVI ^e Congrès	Aubervilliers
2-5 juin 2016	XXXVII ^e Congrès	Aubervilliers
23-25 novembre 2018	XXXVIII ^e Congrès (extraordinaire)	Ivry-sur-Seine

Biographies

ALLEG Henri, 1921-2013, membre du comité central du PC algérien en 1946 et du bureau politique en 1949, directeur du journal progressiste *Alger Républicain* (1950-1955) ; arrêté et torturé dans la « Bataille d'Alger », auteur d'un livre saisi en France, *La Question* (1958).

ALTHUSSER Louis, 1918-1990, philosophe, agrégé répétiteur de philosophie à l'École normale supérieure ; membre du Parti communiste à partir de 1948, principal animateur du « cercle Politzer » à l'ENS en 1948 ; directeur de la collection « Théorie » aux Éditions Maspero.

ARAGON Louis, 1897-1982, écrivain, poète, membre du Parti communiste depuis 1927, secrétaire de rédaction puis membre du comité directeur de la revue *Commune* (1933-1939), secrétaire général de la « Maison de la Culture » (1936-1939), secrétaire général de l'Association internationale des Écrivains pour la Défense de la Culture, directeur de *Ce soir* (1937-1939, 1947-1953), président du Comité national des écrivains (juin 1957), directeur des *Lettres françaises* (1953-1972), membre du CC du PCF (1950).

BARBÉ Henri, 1902-1966, ouvrier métallurgiste puis permanent politique à partir de 1925 ; membre du CC, du BP et du secrétariat du PCF entre 1925 et 1931 ; relevé de ses responsabilités en août 1931 avec Pierre Celor ; exclu en 1934 ; secrétaire général du Parti populaire français de Jacques Doriot ; partisan de la « collaboration totale » après 1940.

BILLOUX François, 1903-1978, employé ; militant socialiste puis communiste ; secrétaire général de la JC en 1928-1930 ; membre du CC, du BP et du secrétariat du PC à partir de 1926 ; député des Bouches-du-Rhône (1936-1978) ; commissaire d'État au CFLN, puis au gouvernement provisoire (1944), ministre de la Santé publique, puis de l'Économie nationale, puis de la Reconstruction et de l'Urbanisme, et enfin de la Défense nationale entre 1944 et 1947.

BUFFET Marie-George, née en 1949, dirigeante de l'UNEF en 1971 ; militante communiste depuis 1969, membre du CC du PCF en 1987, du Bureau national en 1994, puis du secrétariat en 1997. Ministre de la Jeunesse et des Sports dans le gouvernement Jospin (1997-2002), député de

la Seine-Saint-Denis depuis 2002. En 2001, elle devient secrétaire nationale du PCF. Elle est à la tête d'une liste à la gauche du PS aux élections régionales de 2004. En 2007, elle est candidate du PCF, n'ayant pu obtenir de l'être au nom des « collectifs antilibéraux ». En 2008, elle s'allie avec Jean-Luc Mélenchon pour constituer ce qui va devenir le Front de gauche. En 2010, elle cède la place de secrétaire national à Pierre Laurent. En 2012 et 2017, elle se prononce pour un ralliement à la candidature de Mélenchon à l'élection présidentielle.

CACHIN Marcel, 1869-1958, professeur privé de philosophie ; militant guesdiste puis socialiste unifié de la Gironde ; directeur de *L'Humanité* (1918-1958) ; député (1914-1932, puis 1944-1958), sénateur (1935-1940) ; membre de la commission administrative permanente du Parti socialiste ; membre du comité directeur du Parti communiste (décembre 1920-1924), du comité central (1925-1958), du bureau politique (1923-1958) ; membre du comité Exécutif de l'IC et du Présidium.

CASANOVA Danielle, 1909-1943, chirurgienne-dentiste ; militante communiste ; secrétaire générale de l'Union des jeunes filles de France créée en 1936 ; organisatrice des comités féminins clandestins dans la région parisienne et la zone occupée. Morte en déportation à Auschwitz.

CASANOVA Laurent, 1906-1972, docteur en droit ; collaborateur de Maurice Thorez ; ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre en 1946 ; député communiste de Seine-et-Marne (1944-1958) ; membre du comité central (1945-1961) et du bureau politique (1947-1961), écarté en 1961.

CELOR Pierre, 1902-1957, employé de commerce ; militant communiste au Maroc, membre du CC et du BP du PCF jusqu'en 1931 ; exclu du PC en 1932 pour « travail fractionnel » ; secrétaire adjoint du Parti populaire français (1942-1944).

DESRUMEAUX Martha, 1897-1982, ouvrière textile ; membre de la commission exécutive de la CGTU (1933-1936) ; trésorière adjointe puis secrétaire de l'UD-CGT du Nord (1936-1939) ; membre de la CE de la Fédération CGT du Textile (1937) ; membre du comité central (1929-1937) et du bureau politique du PC ; un des pivots du PC clandestin en 1939-1940.

DORIOT Jacques, 1898-1945, dirigeant de la JC (1923-1924), membre de la direction de l'Internationale communiste des Jeunes (KIM) ; membre du

comité directeur puis du bureau politique du Parti communiste français de 1924 à 1934 ; député de 1924 à 1937 et maire de Saint-Denis de 1931 à 1937. Participe aux directions de l'IC entre 1921 et 1928 ; il rompt avec la direction du PC et est exclu en 1934. Figure marquante de la collaboration parisienne de 1940 à 1945, il est un des co-fondateurs de la LVF.

DUCLOS Jacques, 1896-1975, un des trois principaux dirigeants du PCF durant près de cinquante ans avec Maurice Thorez et Benoît Frachon ; membre du comité central (juin 1926-1975) ; entré au bureau politique en 1931 et au secrétariat de 1933 à 1964. Élu au Comité exécutif de l'Internationale communiste en 1935. Sous l'Occupation, J. Duclos eut en France, avec Benoît Frachon, l'essentiel de la responsabilité du Parti ; entre 1950 et 1953, assure l'intérim de Thorez pendant sa maladie. Député de la Seine de 1926 à 1932, de 1936 à 1940 et de 1944 à 1958 ; sénateur de la Seine de 1959 à sa mort ; candidat à l'élection présidentielle de juin 1969.

FAJON Étienne, 1906-1991, instituteur ; dirigeant de la région communiste du Languedoc, membre du CC, du BP et du secrétariat entre 1932 et 1990 ; directeur adjoint (1948-1958), puis directeur (1958-1974) de *L'Humanité* ; député (1936-1940, 1946-1958 et 1962-1978).

FISZBIN Henri, 1930-1990, chapelier, tourneur puis maître-assistant associé à l'IUT de Saint-Denis) ; secrétaire de la fédération PCF de Paris (1961-1979), membre du comité central du PCF (1967-1979) ; « hors du parti » en 1980, fondateur de Rencontres communistes hebdo puis militant socialiste.

FITERMAN Charles, né en 1933, électricien ; dirigeant communiste de la Loire et du Val-de-Marne ; secrétaire de Waldeck Rochet ; conseiller général de 1973 à 1979 et député du Val-de-Marne (1978, 1981), député du Rhône de 1986 à 1988, conseiller régional Rhône-Alpes de 1986 à 1993 ; membre du secrétariat du Parti communiste ; présenté par la presse comme le numéro deux de ce parti après Georges Marchais ; ministre d'État, ministre des transports du gouvernement Mauroy (1981-1983) ; créateur en 1989 d'un courant critique « refondateur », quitta le comité central et le PCF en 1994, rejoignit le Parti socialiste en 1998 et quitte ce parti en décembre 2017.

FOUGERON André, 1913-1998, artiste peintre ; militant communiste ; une des figures principales du « réalisme socialiste » en France.

FRACHON Benoît, 1893-1975, ouvrier métallurgiste ; syndicaliste révolutionnaire avant-guerre ; secrétaire de la CGTU (1933-1936), secrétaire de la CGT (1936-1939), secrétaire général de la CGT (1945-1967), président de la CGT (1967-1975) ; membre de l'Assemblée consultative provisoire (1944-1945). Membre du PCF après Tours, entré au CC en 1926, membre suppléant du Comité exécutif de l'IC et membre du BP en 1928. Proche de Thorez, il est un des négociateurs des accords Matignon de 1936. Déchu de ses mandats syndicaux en septembre 1939, il est avec Duclos l'un des principaux dirigeants du PCF clandestin sur le territoire national jusqu'en 1945. Secrétaire général de la CGT réunifiée en 1944, il laisse la place à Georges Séguy en 1967.

FRIED Eugen, dit Clément, 1900-1943, militant du Parti communiste tchécoslovaque de 1921 à 1929 ; devenu à partir de 1930 un cadre du Komintern ; chargé de suivre le PCF à partir de 1931, il fut jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le responsable du Komintern le plus important en charge des affaires du communisme français. Assassiné par la Gestapo en Belgique en 1943.

FROSSARD Oscar, dit Ludovic-Oscar, 1886-1946, instituteur puis journaliste ; militant socialiste ; secrétaire de la SFIO de 1918 à 1920 ; premier secrétaire général du Parti communiste à sa naissance en 1920 ; démissionnaire du PC en 1923 ; revenu au Parti socialiste SFIO en 1924, il en fut l' élu à la Chambre des députés puis il le quitta pour une carrière ministérielle que la guerre interrompit.

GARAUDY Roger, 1913-2012, professeur de philosophie ; dirigeant du Parti communiste français, directeur du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM) de 1956 à 1969, exclu du PCF en 1970 ; animateur des Centres d'initiative communiste (1970-1974) ; converti à l'Islam en 1982 ; défenseur d'un « antisionisme » de plus en plus proche du négationnisme ; député du Tarn (1946-1951), député (1956-1958) puis sénateur de la Seine (1959-1962).

GAYSSOT Jean-Claude, né en 1944, agent SNCF ; adhère au PCF en 1963 ; syndicaliste en Lozère, il entre à la section économique en 1976, pour seconder Fiterman. Membre du CC en 1979 et du BP en 1982. Secrétaire à l'organisation en 1985. Député de Drancy entre 1986 et 1997, ministre des Transports dans le gouvernement Jospin (1997-2002).

GEORGES Pierre, dit Fredo, dit Colonel Fabien, 1919-1944, apprenti boulanger puis ajusteur ; responsable des Jeunesses communistes ; lieutenant des Brigades internationales ; auteur du premier attentat contre un officier allemand le 21 août 1941 au métro Barbès-Rochechouart ; dirigeant des « Bataillons de la jeunesse », mort au combat en Allemagne en décembre 1944.

GIRAULT Suzanne Née le 28 juillet 1882 à La Chaux-de-Fonds (Suisse), morte le 19 septembre 1973 à Paris ; Institutrice en Russie avant la révolution, elle participe aux activités des groupes communistes français de Kiev puis de Moscou jusqu'en 1920. Envoyée par le Komintern en France en 1921 pour organiser la solidarité en faveur de la Russie, elle est impliquée dès 1922 dans la mise en place d'une commission féminine du parti et participera à son activité notamment à la direction du journal *l'Ouvrière*. Elle déploie son activité principale dans la fédération de la Seine et devient membre du bureau politique (1924-1926) et du comité central (1924-1928) du Parti communiste. En 1925, au côté de Treint, elle supervise la réorganisation du parti dans le cadre de la bolchevisation. À ce titre elle devient membre du secrétariat pour mettre en œuvre la politique de bolchevisation. À partir de 1926, elle est progressivement mise à l'écart de la direction, d'abord en écho à l'infléchissement de la bolchevisation puis en relation avec ses prises de position favorables à l'opposition en URSS. Exclue le 1^{er} février 1928 elle cesse son activité d'opposition et est réintégrée dès 1930. Revenue à la base, elle poursuit son activité militante. Au lendemain de la guerre, elle est sénatrice communiste de la Seine (1946-1958), puis active dans l'association des vétérans.

GREMETZ Maxime, né en 1940 ; ouvrier métallurgiste, membre du PCF en 1955. Dirigeant de la fédération de la Somme, membre du CC du PCF (1973), du BP (1976) et du secrétariat (1979). Responsable de la section de politique extérieure (« Porex », 1978). Député de la Somme entre 1978 2011. En rupture avec le PC à partir de 2006.

GUINGOUIN Georges, 1913-2005, instituteur ; militant communiste, exclu du Parti communiste en novembre 1952 ; « Préfet du maquis » ; Compagnon de la Libération ; conseiller municipal (6 mai 1945-13 janvier 1953), puis maire (17 mai 1945-octobre 1947) de Limoges.

GUYOT Raymond, 1903-1986, employé ; membre du comité national et du bureau de la Fédération des Jeunesses communistes en 1926, président

de 1936 à 1946 (Union des Jeunesses républicaines de France à partir de 1945). Élu au comité exécutif de l'Internationale communiste des Jeunes en 1928, secrétaire général de 1935 à 1943 ; membre du CE de l'Internationale communiste à partir de 1935. Élu au CC du PCF de 1928 à 1985, au bureau politique de 1945 à 1972 ; 1er secrétaire de la Fédération parisienne de 1946 à 1957 ; responsable de la Section de Politique extérieure de 1955 à 1972. Membre du comité national et du bureau du Mouvement de la Paix, et de la présidence du Conseil mondial de la Paix de 1962 à 1980. Député de 1937 à 1958, sénateur de 1959 à 1977.

HERMIER Guy, 1940-2001, professeur ; militant communiste ; député des Bouches-du-Rhône ; un des principaux dirigeants de la dissidence des « refondateurs » de 1989 à sa mort.

HERZOG Philippe, né en 1940, polytechnicien et économiste, adhère au PC en 1965. Membre du CC en 1972 et du BP en 1979. Il dirige la section économique du PCF et devient tête de liste aux élections européennes de 1989. Député européen entre 1989 et 2004. Il quitte le PCF en 1996, après avoir créé l'association Confrontations (devenue Confrontations Europe) en 1991.

HUE Robert, né en 1946, infirmier en psychiatrie, membre du PCF en 1963. Maire de Montigny-lès-Cormeilles (Val-d'Oise) en 1977. Élu au CC en 1987, au BP en 1990, il est alors le responsable de l'Association des élus communistes, l'ANECR. En 1994, il prend la place de Georges Marchais et devient secrétaire national du PCF. Il est candidat à la présidentielle de 1995, propose alors au PC de faire sa « mutation » et engage les communistes dans la « gauche plurielle » en 1997. À nouveau candidat à la présidentielle de 2002, il enregistre un échec cuisant qui accentue la fragilité de sa position. Député en 1997, sénateur en 2004, il quitte le CC en novembre 2008. Un an plus tard, il annonce la création d'un Mouvement unitaire progressiste en dehors du PC. En avril 2012, il soutient François Hollande dès les primaires socialistes.

JUQUIN Pierre, né en 1930, professeur ; membre du comité central du PCF (1964-1987) ; membre du bureau politique (1979-1985) ; député communiste de l'Essonne (1967-1968, 1973-1981) ; exclu du PCF en 1987, candidat aux élections présidentielles de 1988.

KANAPA Jean, 1921-1978, agrégé de philosophie ; militant communiste, membre du comité central (1959-1978) et du bureau politique (1975-1978),

responsable de la section de politique extérieure du PCF, responsable de *La Nouvelle Critique* (1948-1958), correspondant de presse. Il fut l'un des principaux promoteurs de l'eurocommunisme.

KRASUCKI Henri, 1924-2003, ajusteur ; militant des JC-MOI clandestines et résistant FTP-MOI à Paris ; déporté ; membre du comité central (1956-1997) et du bureau politique (1964-1994) du PCF ; syndicaliste CGT, secrétaire de l'UD-CGT de la Seine (1953-1960), directeur de La V^e Ouvrière (1960-1980), secrétaire de la CGT (1960-1992), secrétaire général de la CGT (1982-1992).

KRIEGL-VALRIMONT Maurice, 1914-2006, licencié en droit ; militant antifasciste, secrétaire, en 1937, du syndicat CGT des employés d'assurance ; résistant, responsable militaire des MUR puis représentant de la zone sud au COMAC (Comité d'action militaire du CNR) ; député apparenté communiste de Meurthe-et-Moselle puis membre du comité central du PCF ; directeur du périodique *Action* ; rompt avec le Parti communiste en 1960.

LAJOINIE André, né en 1929, agriculteur ; militant communiste ; membre du comité central du Parti communiste français à partir de 1972, du bureau politique à partir de 1976, et du secrétariat à partir de 1982 ; candidat du Parti communiste à l'élection présidentielle de 1988 ; député de l'Allier (1978-1993 et 1997-2002).

LAURENT Paul, 1925-1990, agent technique des services publics ; militant communiste de Paris, secrétaire général de l'UJRF (1955) puis des Jeunesses communistes (1956-1962), secrétaire de la fédération de Paris du PCF (1962-1973), membre du comité central (1956-1990), du bureau politique (1961-1990) et du secrétariat (1973-1990) du PCF ; conseiller de Paris (1983-1990), député (1967-1968 et 1973-1981).

LAURENT Pierre, fils du précédent, né en 1958, économiste de formation, journaliste, rédacteur en chef de *L'Humanité* en 1999. Il dirige l'UEC de 1982 à 1985. Principal rédacteur du texte adopté par le XXXIII^e Congrès du PC, en 2008, il devient « coordinateur national ». En juin 2010, il accède à la responsabilité de secrétaire national du PC. La même année, il est désigné comme président du Parti de la gauche européenne (il le sera jusqu'en 2016). Sénateur de Paris en 2012, il se prononce pour des primaires de toute la gauche en vue de l'élection présidentielle de 2017, puis se rallie à la candidature de J.-L. Mélenchon. En octobre 2018, le texte

qu'il présente en vue du Congrès arrive en seconde position. Il laisse donc sa place à Fabien Roussel.

LE PORS Anicet, né en 1931, économiste ; militant communiste ; membre du comité central du PCF (1979-1993, démission) ; sénateur des Hauts-de-Seine (1977-1981) ; conseiller général des Hauts-de-Seine (1985-1998) ; ministre du gouvernement Mauroy (1981-1984) ; conseiller d'État ; démissionne du Parti communiste en 1994.

LECŒUR Auguste, 1911-1992, mineur puis métallurgiste ; militant communiste et syndicaliste à Paris puis dans le Pas-de-Calais ; combattant des Brigades internationales (1937) ; secrétaire de la Région communiste du Pas-de-Calais (1937-1939) ; responsable clandestin du PCF dans le Nord-Pas-de-Calais (1940-1942) ; député du Pas-de-Calais (1945-1955) ; sous-secrétaire d'État à la Production charbonnière (1946) ; membre du Comité central (1945) puis du bureau politique, secrétaire à l'organisation du PCF (1950-1954) ; quitte le Parti communiste en 1954, à l'issue de « l'affaire Lecœur ».

LEFEBVRE Henri, 1901-1991, professeur dans l'enseignement secondaire (1929-1940) ; chercheur au CNRS (1949-1961) ; professeur de sociologie à la faculté des lettres de Strasbourg (1961-1965), à la faculté des lettres de Nanterre (1965-1973) ; membre du Parti communiste français (1928-1958) ; membre du comité de rédaction de *la Nouvelle Critique* (jusqu'en 1957).

LEFEBVRE Raymond, 1981-1920, écrivain, journaliste. Membre du Parti socialiste SFIO (1916-1920) ; membre du comité directeur du mouvement Clarté (1919-1920) ; membre du Comité de la III^e Internationale (1919-1920) ; créateur de l'ARAC ; journaliste au Populaire, au *Journal du Peuple*, à *L'Humanité*, à *Clarté*.

LEROY Roland, 1926-2019, employé de la SNCF ; membre du comité central (1956-1961), membre du bureau politique (1964-1994) du Parti communiste français, membre du secrétariat du PCF (1960-1979) ; député de la Seine-Maritime (1956-1958), puis de la 2^e circonscription de Rouen et Sotteville (1967-1981), puis de la Seine-Maritime (1986-1988) ; directeur de *L'Humanité* (1974-1994)

MARCHAIS Georges, 1920-1997, métallurgiste, il travaille à la SNAC, puis dans une filiale de la SNECMA. Pendant la guerre, il part travailler en Allemagne en 1942. Il adhère au PCF en 1947 au début de la guerre froide.

Syndicaliste, il est promu secrétaire des syndicats CGT de la métallurgie de 1953 à 1956 : véritable tremplin pour une carrière fulgurante au sein de l'appareil du PCF. Il devient Secrétaire de la fédération de la Seine sud, entre au CC en 1956 et est titularisé en 1959. A la même date il entre au BP (titularisé en 1961). Dès ce moment il est secrétaire du CC à l'organisation, en remplacement de Servin. En 1970, il obtient le poste de secrétaire général adjoint, et succède de fait à Waldeck Rochet, tombé malade. En décembre 1972, cette succession est officialisée : il a le titre de secrétaire général du parti. Cosignataire du programme commun, il continue l'œuvre d'ouverture de son prédécesseur en partie sous l'influence de Jean Kanapa. Après la disparition de ce dernier, Georges Marchais opère un tournant et rompt l'union de la gauche et se rapproche des soviétiques. Il justifie l'invasion de l'Afghanistan, puis soutient Jaruselski contre Solidarnosc. Son franc-parler et ses expressions populaires lui donnent un accent d'authenticité, souvent raillé par les humoristes. Au début des années 80 il présente le bilan soviétique comme « globalement positif ». Élu député du Val-de-Marne (1ère circonscription) depuis 1973, il retrouve à chaque fois son siège, qu'il laisse en 1997. Candidat aux élections présidentielles en 1981, il essuie un échec cuisant : 15 % des suffrages au premier tour. C'est la chute du PCF. En 1984, il est élu député européen. Il abandonne ses fonctions à la tête du PCF en 1994, Robert Hue le remplace. Terrassé par la maladie, Georges Marchais meurt le 16 novembre 1997. C'est le premier dirigeant communiste qui n'est pas enterré au Père-Lachaise.

MARTY André, 1886-1956, ingénieur-mécanicien de la Marine nationale ; condamné aux travaux forcés comme mutin de la mer noire (1919), libéré en 1923 ; élu au comité central (1925) puis au bureau politique (1931) du Parti communiste ; député (1924-1955) ; conseiller municipal de Paris ; secrétaire de l'Internationale communiste (1935-1943) ; chargé d'organiser les Brigades internationales puis délégué spécial du ministère espagnol de la Guerre (1936-1939) ; un des trois secrétaires de la délégation du comité central à Alger (1943-1944) ; un des secrétaires du PCF de 1945 à 1952 ; exclu du Parti communiste en janvier 1953, dans le cadre de l'affaire Marty-Tillon.

MONATTE Pierre, 1881-1960, correcteur d'imprimerie ; militant syndicaliste révolutionnaire ; membre du Comité confédéral de la CGT ; fondateur en 1909 de la *Vie ouvrière* et en 1925 de la *Révolution prolétarienne*.

MONMOUSSEAU Gaston, 1883-1960, ouvrier aux ateliers parisiens des chemins de fer de l'État ; avant la Première guerre mondiale, militant anarchiste et antimilitariste, puis, durant la guerre, animateur de la tendance minoritaire « révolutionnaire » au sein de la CGT ; secrétaire de la Fédération des cheminots en avril 1920 ; secrétaire général de la CGTU (juin 1922-novembre 1932), puis membre du secrétariat ; adhérent du Parti communiste en 1925, élu à son Bureau politique constamment de 1926 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ; réélu en 1945 au bureau politique du PCF et au secrétariat de la CGT.

NOIROT Paul, 1923-2010, journaliste ; résistant ; militant communiste de 1943 à 1969 ; rédacteur en chef de *Démocratie nouvelle* ; fondateur de *Politique hebdo*.

PÉRI Gabriel, 1902-1941, journaliste ; secrétaire national des Jeunesses communistes en 1922 ; membre du Comité central du Parti communiste en 1924 ; chef des services de politique étrangère de *L'Humanité* ; député de Seine-et-Oise (1932-1940). Fusillé comme otage au Mont Valérien.

PICASSO Pablo, 1881-1973, peintre, dessinateur, sculpteur, céramiste, graveur, décorateur et créateur de costumes pour ballets, poète, écrivain ; adhère au PCF en 1944.

PIQUET René, né en 1932, mécanicien automobile ; militant communiste depuis 1951, responsable à la JC (1951-1958), membre du CC (1961-1995) et du BP (1964-1990) du PCF, secrétaire du PCF (1964-1979) ; député européen (1979-1999).

PLISSONNIER Gaston, Désiré, né le 11 juillet 1913 à Bantanges (Saône-et-Loire), mort le 16 mai 1995 à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) ; artisan chaisier ; militant communiste, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du Parti communiste français ; un des principaux responsables du Parti communiste dans les années 1960 et 1970.

POLITZER Georges, 1903-1942, né en Hongrie, professeur agrégé de philosophie ; membre du Parti communiste depuis 1929 ; philosophe marxiste ; fondateur avec Jacques Decour de la *Pensée libre* (1941) ; fusillé comme otage au Mont Valérien.

RACAMOND Julien, 1885-1960, ouvrier boulanger ; secrétaire de la CGTU de 1923 à 1936, puis de la CGT de 1936 à 1939 et de 1943 à 1953 ;

membre du bureau politique du PC de 1926 à 1930 ; membre du conseil central de l'Internationale syndicale rouge (ISR) (1928-1930).

RALITE Jack, 1928-2017, surveillant du lycée, secrétaire de mairie puis journaliste à *L'Humanité* ; militant communiste de Seine-Saint-Denis, membre du comité central du PCF (1979-1994) ; maire adjoint (1959-1984) puis maire d'Aubervilliers (1984-2003), ministre de la Santé (1981-1983) puis de l'Emploi (1983-1984) ; initiateur des États généraux de la Culture en 1987.

REBÉRIOUX Madeleine, 1920-2005, historienne, personnalité culturelle, anticolonialiste, syndicaliste au SNES, au SNESup et à la FEN, communiste, présidente de la Ligue des droits de l'Homme (1991-1995).

RIGOUT Marcel, 1928-2014, maçon puis métallurgiste ; militant communiste, secrétaire de la fédération PCF de Haute-Vienne entre 1948 et 1968, membre du comité central (1961-1987) ; ministre de la Formation professionnelle du gouvernement de Pierre Mauroy (1981-1984).

ROCHET Waldeck, 1905-1983, maraîcher de la Bresse louhannaise, né dans un milieu libre-penseur, Waldeck Rochet adhère à la JC en 1923, puis à la SFIC en 1924. Remarqué lors des écoles régionales du parti, il part clandestinement à Moscou en 1931 afin de suivre la formation des cadres à l'ELI. De retour en France il est nommé à la tête de la région lyonnaise du PCF en 1932. Dès 1934, il rejoint la région parisienne pour prendre en charge la section agraire du CC. Il fait partie de la nouvelle génération des cadres issus du Front populaire et devient député de Nanterre en 1936. Au Palais-Bourbon il défend avec vigueur les questions paysannes. Arrêté en octobre 1939, comme membre du GOPF, il est interné dans les prisons françaises puis à Maison-Carrée en Algérie. Libéré en février 1943, il participe activement à la création de *France Combattante* avec René Capitant. Son parti l'envoie à Londres comme représentant du CC et il participe aux émissions de la BBC. En 1944, de retour en France, il est nommé comme représentant du PCF et de la CGA à l'Assemblée Consultative.

Il retrouve très vite ses responsabilités paysannes au sein du PCF et entre au BP. Il est élu député de Saône-et-Loire de 1945 à 1958. En 1946 il devient Président de la Commission de l'agriculture à l'AN (jusqu'en 1948). Sous ce mandat, il fait voter le statut du fermage et du métayage. En 1958, il se présente en banlieue parisienne (Aubervilliers-Stains-La Courneuve) où il

est élu à chaque fois dès le 1^{er} tour. Il devient le responsable des députés communistes qui n'ont pas pu constituer un groupe parlementaire en 1958. En 1961, il est désigné comme secrétaire adjoint au PCF et en 1964 il succède à Maurice Thorez. Dès lors il engage le PCF sur la voie de l'unité des forces de progrès. En 1965 il soutient activement la candidature de François Mitterrand à la Présidence de la République. Sous son impulsion le PCF tend à s'ouvrir et à s'adapter à la société française. Pourtant il est débordé en 1968 par l'ampleur du mouvement gauchiste et essaye de garder la légalité républicaine. La même année, en août il condamne fermement l'invasion des chars soviétiques à Prague et en lançant le Manifeste de Champigny il propose le passage pacifique et démocratique au socialisme. Dès lors il tombe malade et disparaît de la vie publique à l'automne 1969. Il a jeté les bases de l'union de la gauche.

ROUSSEL Fabien, né en 1969, journaliste ; collaborateur de la secrétaire d'État au Tourisme, Michelle Demessine en 1997, puis collaborateur parlementaire de Jean-Jacques Candelier et d'Alain Bocquet. Il dirige la fédération communiste du Nord de 2010 à 2017, est élu au CC la même année et devient député en juin 2017, puis secrétaire national du PC en novembre 2018.

SÉGUY Georges, 1927-2016, conducteur typographe puis ouvrier du Service électrique de la SNCF ; secrétaire (1949-1957), secrétaire général adjoint (1957-1961) puis secrétaire général (1961-1965) de la Fédération CGT des cheminots, membre de la commission administrative de la CGT (1961-1965), du bureau confédéral (1965-1982), secrétaire général de la CGT (1967-1982). Membre du comité central du Parti communiste (1954-1994), membre du bureau politique du PCF (1956-1982) ; résistant ; déporté à Mauthausen.

SELLIER Louis, 1885-1978, membre du premier Comité directeur du Parti communiste, secrétaire général du PC de janvier 1923 à août 1924. Exclu en 1929, il fonde le Parti ouvrier paysan (POP) devenu le Parti d'unité prolétarienne (PUP), de 1930 à 1937.

SEMARD Pierre, 1887-1942, syndicaliste cheminot, il a joué un rôle important dans l'histoire du PCF et a incarné l'implication du monde ouvrier dans le jeune parti communiste. Après avoir contribué à la naissance de la CGTU en 1921 puis à son insertion dans l'Internationale syndicale rouge, il devient le secrétaire général du PCF en 1924. À l'issue

du 5^e congrès de l'Internationale communiste et de la mise à l'écart de Souvarine puis du départ Monatte et Rosmer, il ne jouit pas d'une grande marge de manœuvre au temps du lancement de la bolchevisation menée en fait par Treint et Girault. C'est en 1926 qu'il s'affirme et montre une réelle capacité de rassemblement de l'équipe dirigeante. Pendant deux ans, il défend une orientation régulièrement critiquée par l'Internationale communiste. Emprisonné en 1927, il marque sa réticence à l'égard de la ligne « classe contre classe » et à l'adoption d'une tactique électorale de rupture avec la SFIO. S'il défend ensuite la ligne imposée par l'Internationale, il est progressivement mis à l'écart dans le cadre d'un secrétariat collectif où il est marginalisé même s'il continue de représenter le parti dans l'Internationale. Il revient en 1934 à la direction de la Fédération CGTU des cheminots puis de la Fédération unifiée où il joue un rôle essentiel au moment du Front populaire. En 1939, il paie sa fidélité au parti d'une arrestation puis d'un procès au printemps 1940. Détenu à la prison de Bourges où il purge sa peine de prison, il est ensuite transféré dans un camp d'internement d'où il est extrait pour être fusillé comme otage le 7 mars 1942.

SERVIN Marcel, 1918-1968, cheminot ; secrétaire des Jeunesses communistes en Haute-Saône ; chef de cabinet de Maurice Thorez ; membre du comité central, responsable de la commission des cadres, écarté de la direction du PCF en 1961 ; député de Haute-Saône (1946-1951).

SÈVE Lucien, né en 1926, professeur ; philosophe ; militant communiste dans les Bouches-du-Rhône puis à Paris ; membre du comité central du PCF ; initiateur du mouvement de la refondation communiste.

SOUVARINE Boris, 1895-1984, dessinateur d'art puis journaliste ; protagoniste de l'adhésion de la SIO à l'IC ; membre de la direction du PC de l'origine jusqu'à son exclusion en juillet 1924. Directeur de la *Critique sociale* ; exilé aux États-Unis (1941-1947) ; collaborateur du BEIPI puis *d'Est & Ouest*.

TANGUY Henri, dit Rol, 1908-2002, secrétaire du syndicat de la Métallurgie de la Région parisienne (CGT) chargé de la jeunesse ; commissaire politique dans les Brigades internationales ; chef d'état-major des FFI de la Région parisienne ; colonel de l'armée française ; membre du comité central du Parti communiste français (1964-1987).

THOREZ Maurice, 1900-1964. À douze ans il est embauché aux mines de Dourges et devient mineur de fond jusqu'à son service militaire. Ayant eu plusieurs métiers il adhère à la SFIC et devient permanent communiste en 1924. Sa carrière est ensuite assez rapide : il entre au BP en juillet 1925, il est secrétaire à l'organisation en février 1926. Recherché pour ses activités anticolonialistes et « subversives » de 1925 à 1929, il alterne vie clandestine et incarcération. Il devient dirigeant du parti en 1930 avec Henri Barbé. Dès juillet 1930 il est le seul dirigeant et en 1936 il a le titre de Secrétaire général du PC, poste qu'il occupe jusqu'en 1964. Élu député de la Seine dès 1932, il conservera son mandat parlementaire jusqu'à sa mort. Avec Eugène Fried, il a un rôle actif dans l'élaboration du Front populaire. Le 4 octobre 1939, il abandonne son régiment sur les ordres de l'IC et gagne la Belgique puis l'URSS. Condamné pour désertion et déchu de son mandat parlementaire, il demeure dirigeant du PCF depuis Moscou. Gracié ou amnistié ? le 6 novembre 1944, il rentre en France le 26 novembre 1944 et retrouve ses fonctions politiques.

Ministre d'État dans le gouvernement du général de Gaulle (21 novembre 1945-janvier 1946), il devient vice-président du Conseil dans les ministères Gouin et Bidault (janvier 1946-novembre 1946) puis Ramadier (janvier 1947-mai 1947), jusqu'à l'éviction des ministres communistes. Au cours de son ministère, il travaille activement au statut de la fonction publique. Dès lors il dirige le PCF dans la voie rigide de la guerre froide, entreprend différentes épurations et bénéficie d'un culte important. Victime d'une attaque le 10 octobre 1950, il est soigné en URSS durant trois années. De retour en France, il peine à engager le parti sur la voie de la déstalinisation. Pourtant en 1962, il essaie de se rapprocher de la SFIO contre le gaullisme et devient en mai 1964, président du PC. Il choisit comme successeur Waldeck Rochet. En juillet 1964, il meurt sur un bateau soviétique en mer Noire. Des obsèques grandioses rappellent la dimension nationale du dirigeant historique du PCF.

TILLON Charles, 1897-1993, animateur de la mutinerie sur le Guichen en 1919 ; militant et dirigeant de la CGTU. Militant communiste dès 1921, secrétaire régional (1929), membre du comité central (1932-1952), suppléant au bureau politique (1932-1936) puis titulaire (1944-1952) , membre du secrétariat clandestin du PCF (1941-1944) et chef-fondateur des FTP (1942-1944) ; ministre de l'Air, de l'Armement puis de la Reconstruction (1944-1947) ; maire d'Aubervilliers ; démissionné du BP

puis du CC en 1951-1952 (« affaire Marty-Tillon »), puis exclu du PCF en 1970.

TREINT Albert, 1889-1971. Très actif dans le courant de gauche du PCF en 1921, élu au Comité directeur au 1^{er} congrès du PCF, il participe au 1^{er} Plenum de l'IC, en mars 1922, où il défend la politique de front unique avec les socialistes et signe un texte dans lequel il la justifie en l'assimilant à la manière de « plumer la volaille ». À l'issue des débats du 2^e congrès de Paris puis du 4^e Congrès de l'Internationale communiste qui remanie la direction du parti, Treint est désigné comme l'un des deux secrétaires généraux du parti, fonction qu'il assume conjointement avec Sellier au cours de l'année 1923. À l'écoute des dirigeants russes, il défend la nécessité de la réorganisation du parti puis sa bolchevisation. Mis en difficulté, critiqué et écarté du secrétariat, en lutte ouverte contre Souvarine, il est en 1924 désigné comme représentant du PCF à Moscou. Il joue un rôle essentiel dans l'exclusion de celui-ci puis revient en France pour mettre en œuvre la bolchevisation au côté de S. Girault. Volontariste et activiste, il n'hésite pas à pourfendre comme fasciste la politique du cartel des gauches, à claironner la réussite de la réorganisation du parti. Dès la fin de l'année 1925, son rôle est mis en cause, finalement il est écarté du Bureau Politique lors du 5^e congrès en juillet 1926. Il prend fait et cause pour l'opposition de gauche en URSS en 1927 et critique la politique de l'Internationale. Exclu au début de 1928, il s'engage dans le combat oppositionnel puis adhère à la SFIO en 1934.

VAILLANT-COUTURIER Marie-Claude, 1912-1996, dirigeante des Jeunes filles de France en 1938, militante communiste ; résistante puis déportée (1943) ; secrétaire de la FDIF (1945-1954) ; membre du comité central du PCF (1945-1985) ; députée (1945-1958, 1962-1973).

VAILLANT-COUTURIER Paul, 1892-1937, avocat, écrivain, journaliste ; fondateur de l'Association républicaine des anciens combattants ; membre du comité directeur du PC (1920-1924) puis du comité central (1925-1937). Rédacteur en chef de *L'Humanité* de 1934 à sa mort.

VERMEERSCH Jeannette, 1910-2001, ouvrière du Textile ; militante de la CGTU, dirigeante des Jeunesses communistes puis de l'Union des jeunes filles de France ; membre du comité central du PCF et du bureau politique

après la Seconde Guerre mondiale ; députée (1945-1958) puis sénatrice (1959-1968) de la Seine.

VERNANT Jean-Pierre, 1914-2007, helléniste, chercheur en sciences sociales au CNRS, directeur d'études à l'EPHE et à l'EHESS, professeur au Collège de France ; résistant de la Haute-Garonne, Compagnon de la Libération ; militant communiste jusqu'en 1969, militant anticolonial et antiraciste, membre de l'Union rationaliste.

VIANNET Louis, 1933-2017, agent puis contrôleur aux PTT ; responsable syndical PTT régional (1962-1967) puis national à partir de 1972. Secrétaire général de la CGT de 1992 à 1999. Adhérent du Parti communiste à partir de 1953, membre du CC à partir de 1976 et du BP du PCF (1982-1996).

VILLON Pierre, 1901-1981, architecte, dirigeant communiste, participe à la réunion de création du CNR et devient membre de son bureau, député de l'Allier, membre du CC du PCF en 1945.

WURTZ Francis, né en 1948 ; enseignant, adhérent du PCF en 1969, permanent en 1973. Collaborateur politique de G. Marchais, élu député européen en 1979. Membre du BP en 1990, chargé de la section de politique extérieure du parti. Tête de liste du PC aux européennes de 1994. Entre 1999 et 2009, il est président du groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique au Parlement de Strasbourg.

Bibliographie

Ouvrages ayant valeur de sources et témoignages

- ADAM Gérard, *L'ouvrier français en 1970 : enquête nationale auprès de 1 116 ouvriers*, Paris, Armand Colin, 1970.
- ADLERV Alexandre, COHEN Francis et alii, *L'URSS et nous*, Paris, Éditions sociales, 1978.
- ALLEG Henri, *La question. Suivi de La torture au cœur de la République*, Paris, Éditions de Minuit, 2008.
- AGULHON Maurice et BARRAT Fernand, *CRS à Marseille (1944-1947)*, Paris, PFNSP, 1971.
- ANSART Gustave, *De l'usine à l'Assemblée nationale*, Paris, Éditions sociales, 1977.
- Archives départementales de la Seine – Saint-Denis, *Les réunions du Comité central 1921-1977*, 4 vol., 2009-2010.
- BALIBAR Étienne, BOIS Guy, LABICA Georges, LEFÈVRE Jean-Pierre, *Ouvrons la fenêtre, camarades !*, Paris, François Maspero, col. « Débats communistes », 1979.
- BELLOIN Gérard, *Mémoires d'un fils de paysans tourangeaux entré en communisme*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2000.
- BILLOUX François, *Quand nous étions ministres*, Paris, Éditions sociales, 1972.
- BUBER-NEUMANN Margaret, *La révolution mondiale, L'Histoire du Komintern (1919-1943)*, Paris, Casterman, 1971.
- CARDOZE Michel, *Nouveau voyage à l'intérieur du Parti communiste français*, Paris, Fayard, 1986.

- CERETTI Giulio, *À l'ombre des deux T : 40 ans avec Maurice Thorez et Palmiro Togliatti*, Paris, Julliard, 1973.
- CHAINTRON Jean, *Le vent soufflait devant ma porte*, Paris, Seuil / mémoire, 1993.
- CLAUDIN Fernando, *La crise du mouvement communiste : du Komintern au Kominform*, vol. 1, Paris, Maspero, 1972.
- CODOU Roger, *Le cabochard : mémoires d'un communiste 1925-1982*, Paris, F. Maspero, 1983.
- COGNIOT Georges, *Parti pris : cinquante-cinq ans au service de l'humanisme réel*, (2 vol.), Paris, Éditions sociales, 1976.
- COLLINET Michel, *L'Ouvrier français. Essai sur la condition ouvrière 1900-1950*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1951.
- DAIX Pierre, *J'ai cru au matin*, Paris, Opera mundi, 1976.
- DESANTI Dominique, *Les Staliniens : une expérience politique, 1944-1956*, Paris, Fayard, 1975.
- DUCLOS Jacques et BILLOUX François (dir.), *Mémoires* (7 tomes), Paris, Fayard, 1968-1972.
- DUCLOS Jacques et BILLOUX François (dir.), *Histoire du Parti communiste français, manuel*, Paris, Éditions sociales, 1964.
- DUMONT Yvonne, *Les communistes et la condition de la femme*, Paris, Éditions sociales, 1970.
- DUPUY Fernand, *Être maire communiste*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.
- FABIEN Jean, *La Guerre des camarades*, Paris, Olivier Orban, 1985.
- FAJON Étienne, *Ma vie s'appelle liberté*, Paris, Robert Laffont, 1976.
- FAUVET Jacques, *Histoire du PCF*, Paris, Fayard, 1976 (2^e éd.).
- FAY Victor, *La flamme et la cendre. Histoire d'une vie militante*, Saint-Denis, PUV, « Culture et société », 1989.
- FERRAT André, *Histoire du PCF*, Paris, Éditions Gît-le-Cœur, 1931.
- FIGUÈRES Léo, *Jeunesse militante. Chronique d'un jeune communiste des années 30-50*, Paris, Éditions sociales, 1971.
- FIGUÈRES Léo, *Passé et avenir d'une espérance*, Paris, Le Temps des cerises, 1995.

- FITERMAN Charles, *Profession de foi : pour l'honneur de la politique*, Paris, Seuil, 2005.
- FISZBIN Henri (avec GOLDRING Maurice et ROSAT Jean-Jacques), *Les bouches s'ouvrent*, Paris, Grasset, 1980.
- FOUGEYROLLAS Pierre, *La Conscience politique dans la France contemporaine*, Paris, Denoël, 1963.
- GARAUDY Roger, *Toute la vérité. Mai 1968-Février 1970*, Paris, Grasset, 1970.
- GEORGES Monique, *Le colonel Fabien était mon père*, Paris, Mille et une nuits, 2009.
- GILLOT Auguste, *Un forgeron dans la cité des rois*, Paris, Éditions des Halles de Paris, 1986.
- HARRIS André et DE SÉDOUY Alain, *Voyage à l'intérieur du Parti communiste*, Paris, Seuil, 1974.
- HINCKER François, *Le Parti communiste au carrefour. Essai sur quinze ans de son histoire (1965-1981)*, Paris, Albin Michel, 1981.
- HUMBERT-DROZ Jules, « *L'œil de Moscou* » à Paris 1922-1924, Paris, Julliard, 1964.
- INSTITUT MAURICE THOREZ, *La fondation du Parti communiste français et la pénétration des idées léninistes en France : cinquante ans d'action communiste (1920-1970)*, Paris, Éditions sociales, 1971.
- JÉRÔME Jean, *La Part des Hommes*, Paris, Acropole, 1983.
- JÉRÔME Jean, *Les Clandestins (1940-44)*, Paris, Acropole, 1986.
- JUQUIN Pierre, *Autocritiques*, Paris, Grasset, 1985.
- JUQUIN Pierre, *De battre mon cœur n'a jamais cessé. Mémoires*, Paris, L'Archipel, 2006.
- KRIEGER Annie, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, 1991.
- L'HUILLIER Waldeck, *Combats pour la ville*, Paris, Éditions sociales, 1982.
- LAZARD Francette, PIQUET René, *Les vérités du matin : regards croisés sur un engagement*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2011.

- LE PORS Anicet, *Pendant la mue le serpent est aveugle : chronique d'une différence*, Paris, A. Michel, 1993.
- LECŒUR Auguste, *L'autocritique attendue*, Paris, Éditions Girault, 1955.
- LECŒUR Auguste, *Le partisan*, Paris, Flammarion, 1962.
- LEDUC Victor, *Les tribulations d'un idéologue*, Paris, Galaade éditions, 2006.
- LEFAIT Philippe, *Quatre ministres et puis s'en vont*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier/Les Éditions ouvrières, 1995.
- LEROY Roland, *La culture au présent*, Paris, Éditions sociales, 1972.
- LEROY Roland, *La quête du bonheur*, Paris, Grasset, 1995.
- LEROY-LADURIE Emmanuel, *Paris-Montpellier : PC-PSU (1945-1963)*, Paris, Gallimard, 1982.
- LONDON Lise, *L'écheveau du temps : la mégère de la rue Daguerre*, Paris, Seuil, 1995.
- LONDON Lise, *L'écheveau du temps : le printemps des camarades*, Paris, Seuil, 1996.
- MARTIN Henri, *Quelques souvenirs du siècle passé...*, Pantin, Le Temps des cerises, 2009.
- MARTY André, *L'affaire Marty*, Paris, Éditions des Deux-Rives, 1955.
- MORIN Edgar, *Autocritique*, Paris, Seuil, « Politique », 1970 et 1975.
- MOSCO Alain, *Mémoires d'ex. Le PCF de 1920 à 1989*, Paris, Ramsay, 1991.
- MOYNOT Jean-Louis, *S'émanciper. Une vie de recherches*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2017.
- ORBAN Olivier, *Kremlin PCF : conversations secrètes*, Paris, Olivier Orban, 1984.
- OUZOULIAS Albert, dit colonel André, *Les fils de la nuit*, Paris, Grasset, 1975, 1985.
- PANNEQUIN Roger, *Ami si tu tombes*, Paris, Le Sagittaire, 1976.
- PANNEQUIN Roger, *Adieu camarades*, Paris, Le Sagittaire, 1977.

- PIQUET René, *Le soleil s'attarde comme une récompense. Regards sur un engagement communiste*, Pantin, Le Temps des cerises, 2007.
- PLISSONNIER Gaston, *Une vie pour lutter*, Paris, Messidor, 1984.
- POPEREN Claude, *Renault : regards de l'intérieur*, Paris, Éditions Sociales, 1983.
- ROBRIEUX Philippe, *Notre génération communiste : 1953-1968 : essai d'autobiographie politique*, Paris, Robert Laffont, 1977.
- RONY Jean, *Trente ans de parti : un communiste s'interroge*, Paris, Christian Bourgois, 1978.
- ROSETTE Marcel, *La gestion communale dans l'action*, Paris, Éditions sociales, 1977.
- RUSCIO Alain, *Nous et moi. Grandeurs et servitudes communistes*, Paris, Tirésias, 2003.
- SÉGUY Georges, *Résister : de Mauthausen à Mai 68*, Paris, L'Archipel, 2008.
- SURET-CANALE Jean, *Les groupes d'études communistes (G.E.C.) en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- THOREZ Maurice, *Fils du peuple*, ESI, 1937 (puis éditions sociales 1949, 1954 et 1960).
- THOREZ Paul, *Une voix presque mienne*, Paris, Lieu commun, 1985.
- TILLON Charles, *On chantait rouge*, Paris, Robert Laffont, 1977.
- TILLON Charles, *Un procès de Moscou à Paris*, Paris, Seuil, 1971.
- TILLON Charles, *La révolte vient de loin*, Paris, 10/18, 1969.
- TILLON Charles, *Les FTP. Témoignage pour servir à l'histoire de la Résistance*, Paris, Julliard, 1962.
- TOLLET André, *La classe ouvrière dans la Résistance*, Paris, Éditions sociales, 1969.
- THOREZ-VERMEERSCH Jeannette, *La vie en rouge. Mémoires*, Paris, 1998.
- WILLARD Germaine (dir.), *L'Humanité clandestine, 1939-1944*, Paris, Éditions sociales, 1975.

Ouvrages et articles

- ACHIN Catherine et LÉVÊQUE Sandrine, *Femmes en politique*, Paris, La Découverte, 2006.
- ADIBEKOV Grant, *Le Kominform et l'Europe d'après la guerre. 1947-1956*, Moscou, Rossiya molodaya, 1994 (en russe).
- ADERETH Maxwell, *The French communist party : a critical history, 1920-1984, from Comintern to « the colours of France »*, Manchester, Manchester University Press, 1984.
- AGOSTI Aldo (a cura di), *La Terza Internazionale, storia documentaria*, (2 vol.), Roma, Editori Riuniti, 1974-1976.
- AGOSTI Aldo, « L'historiographie de la Troisième internationale », *Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches Marxistes*, n° 2 (36), 4^e trimestre 1980, p. 7-59.
- AGULHON Maurice, « Généalogie du communisme français », *Histoire vagabonde*, t. III, Paris, Gallimard, 1996, p. 128-138.
- ANDOLFATTO Dominique et LABBÉ Dominique, *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Paris, Seuil, 2006.
- ANDOLFATTO Dominique et LABBÉ Dominique, *Les syndiqués en France. Qui ? Combien ? Où ?*, Paris, Éditions Liaisons, 2007.
- ANDOLFATTO Dominique, *PCF, de la mutation à la liquidation*, Monaco, Éditions du Rocher, 2005.
- ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS, *Le Parti communiste français et l'année 1956*, Bobigny, 2007.
- ARTIÈRES Philippe et ZANCHERINI-FOURNEL Michelle (dir.), 68. *Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008.
- ARTOUS Antoine, EPSZTAJN Didier, SILBERSTEIN Patrick (dir.), *La France des années 1968*, Paris, Éditions Syllepse, 2008.
- AZAM Nicolas, *Le PCF confronté à « l'Europe ». Une étude sociohistorique des prises de position et des recompositions politiques*, Paris, Dalloz, 2017.
- AZÉMA Jean-Pierre, PROST Antoine, RIOUX Jean-Pierre (dir.), *Le Parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Paris, Seuil, 1987.

- BACQUÉ Marie-Hélène, BELLANGER Emmanuel, REY Henri (dir.), *Banlieues populaires. Réflexions sur le 9-3*, Paris, éditions de l'Aube, 2019.
- BANTIGNY Ludivine, *Le Plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007.
- BANTIGNY Ludivine, BUGNON Fanny et GALLOT Fanny (dir.), « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* » *Le genre de l'engagement dans les années 1968*, Rennes, PUR, 2017.
- BARBONI Thierry, « Ressorts du discours socialiste lors du virage de la rigueur », *Nouvelles FondationS*, n° 2, p. 58-64, Paris, 2006.
- BARD Christine, *Les femmes dans la société française au 20^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2001.
- BARRET-KRIEDEL Blandine, « L'écologie française du stalinisme ou l'homme idéologique », in Évelyne PISIER-KOUCHNER (dir.), *Les interprétations du stalinisme*, Paris, PUF, 1983.
- BARTOSEK Karel, *Les aveux des archives. Prague-Paris-Prague 1948-1968*, Paris, Seuil, 1996.
- BARZMAN John, *Labor and Politics in France. Le Havre (1913-1923)*, Los Angeles, université de Californie, 1987, thèse traduite et publiée sous le titre *Dockers, métallos, ménagères, mouvements sociaux et cultures militantes au Havre (1912-1923)*, Publications des universités de Rouen et du Havre, 1997.
- BATARDY Christophe, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 136, 2017, p. 115-129.
- BATARDY Christophe, *Le programme commun du gouvernement. Pour une histoire programmatique du politique, 1972-1977*, Thèse, université de Nantes (dir. L. Jalabert), 2016.
- BAUDORRE Philippe, *Barbusse. Le pourfendeur de la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1995.
- BAYERLEIN Bernhard (ed.), *Georgi Dimitroff, Tagebücher. 1933-1943*, Berlin, Aufbau-Verlag, 2000.

- BAYERLEIN Bernhard, NARINSKI Mikhaïl, STUDER Brigitte, WOLIKOW Serge, *Moscou-Paris-Berlin : télégrammes chiffrés du Komintern (1939-1941)*, Paris, Tallandier, 2003.
- BAZIN Laurent, « Relégation, marché et désactivation du militantisme communiste », *Journal des anthropologues*, 2004, p. 96-97.
- BAUDOIN Jean, « Les phénomènes de contestation au sein du Parti communiste français (avril 1978-mai 1979) », *Revue française de science politique*, 30^e année, n° 1, 1980, p. 78-111.
- BEAUD Stéphane et PIALOUX Michel, *Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.
- BECKER Jean-Jacques, *Le parti communiste veut-il prendre le pouvoir ? Stratégie du PCF de 1930 à nos jours*, Paris, Seuil, 1981.
- BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004 (2 vol.).
- BELLANGER Emmanuel, « Spécificité continuité et uniformisation de la gestion communiste dans les mairies de la Seine » in Jacques Girault (sous la direction de), *Des communistes en France (années 1920-années 1960)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
- BELLANGER Emmanuel, *Ivry banlieue rouge. Capitale du communisme français. xx^e siècle*, Grane, Creaphis Éditions, 2017.
- BELLANGER Emmanuel et GIRAULT Jacques, *Villes de banlieue. Personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au xx^e siècle*, Grane, Creaphis Éditions, 2008.
- BELLANGER Emmanuel et MISCHI Julian, *Les territoires du communisme : élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, 2013.
- BELLANGER Emmanuel, « Le communisme municipal ou le réformisme officieux en banlieue rouge », in Emmanuel BELLANGER et Julian MISCHI (dir.), *Les territoires du communisme*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 27-52.
- BELLOIN Gérard, *Mémoires d'un fils de paysans tourangeaux entré en communisme : l'enfance dure longtemps*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2000.

- BERGOUNIOUX Alain et TARTAKOWSKY Danielle, *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche 1963-1978*, Rennes, PUR, 2012.
- BERLIÈRE Jean-Marc et LIAIGRE Franck, *Liquider les traîtres : la face cachée du PCF (1941-1943)*, Paris, Robert Laffont, 2007.
- BERLIÈRE Jean-Marc et LIAIGRE Franck, *L'affaire Guy Môquet. Enquête sur une mystification*, Paris, Larousse, 2009.
- BERNARD Jean-Pierre A., *Paris rouge 1944-1964, Les communistes français dans la capitale*, Paris, Champ Vallon, 1991.
- BERNARD Mathias, *Les Années Mitterrand. Du changement socialiste au tournant libéral*, Paris, Belin, 2015.
- BERSTEIN Serge et BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France, 1917-1940*, tome 1, Paris, Olivier Orban, 1987.
- BERSTEIN Serge et MILZA Pierre (dir.), *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
- BESSE Jean-Pierre et PENNETIER Claude, *Juin-40, La négociation secrète*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier/Les Éditions ouvrières, 2006.
- BESSE Jean-Pierre et POUTY Thomas, *Les fusillés. Répressions et exécutions pendant l'Occupation (1940-1944)*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2006.
- BIRNBAUM Pierre, *Le peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1979.
- BISCHOF Günter, KRAMER Stefan, RUGGENTHALER Peter (dir.), *The Prague spring and the Warsaw Pact Invasion of Czechoslovakia in 1968*, Lanham, Lexington Books, 2009.
- BODIN Louis et RACINE Nicole, *Le PCF pendant l'entre-deux guerres*, Paris, A. Colin, 1972 [2^e éd. PFNSP, 1982].
- BOICHU Pierre, « Les archives du Parti communiste français. Les relations entre le PCF et le PCI dans les années 60 et 70 », *Cahiers d'Histoire*, n° 112-113, Paris, 2010, p. 151-165.
- BON Frédéric et alii, *Le communisme en France*, Paris, Armand Colin, 1969.
- BON Frédéric, *Les élections en France. Histoire et sociologie*, Paris, Seuil, 1978.

- BOSI Mariangela, *Les PC espagnol, français et italien face au pouvoir*, Paris, Christian Bourgois, 1976.
- BORKENAU Fritz, *World communism. A history of the communist international, 1919-1937*, Michigan, Ann Arbor, 1962.
- BOSWELL Laird, *Rural Communism in France 1920-1939*, Ithaca, Cornell University, 1998 (trad. *Le communisme rural en France. Le Limousin et la Dordogne de 1920 à 1939*, Limoges, PULIMs, 2006).
- BOSWELL Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *Revue française de science politique*, volume 55, n° 5, 2005, p. 919-933.
- BOUFFARTIGUE Paul (dir.), *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute, 2015.
- BOUJU Marie-Cécile, *Lire en communiste : les maisons d'édition du Parti communiste français, 1920-1968*, Rennes, PUR, 2010.
- BOULLAND Paul, PENNETIER Claude, VACCARO Rossana (dir.), *André Marty : l'homme, l'affaire, l'archive : approches historiques et guide des archives d'André Marty en France*, Paris, CODHOS, 2005.
- BOULLAND Paul et GOUARNÉ Isabelle, « Les mondes mêlés du communisme : une autre approche transnationale ? », *Critique internationale*, n° 66, 2015, p. 9-18.
- BOULLAND Paul, ÉTHUIN Nathalie, MISCHI Julian, « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF. Enjeux sociologiques et stratégiques », *Savoir/Agir*, n° 6, 2008.
- BOULLAND Paul, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF 1944-1981*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2016.
- BOULLAND Paul, MISCHI Julian, « Promotion et domination des militantes dans les réseaux locaux du Parti communiste français », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 126, 2015 p. 73-86.
- BOULOUQUE Sylvain, LIAIGRE Franck, *Les listes noires du PCF*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.
- BOURDERON Roger, BURLES Jean, GIRAULT Jacques et alii, *Le PCF : étapes et problèmes 1920-1972*, Paris, Éditions sociales, 1981.

- BOURDERON Roger et AVAKOUMOVITCH Ivan, *Détruire le PCF : archives de l'État français et de l'occupant hitlérien*, Paris, Messidor, 1988.
- BOURDERON Roger, *La négociation : été 1940 : crise au PCF*, Paris, Syllepse, 2001.
- BOURDERON Roger et ROL-TANGUY Henri, *Libération de Paris : les cent documents*, Paris, Hachette, 1994.
- BOURDERON Roger, *Le PCF à l'épreuve de la guerre (1940-1943) : de la guerre impérialiste à la lutte armée*, Paris, Syllepse, 2012.
- BOURDERON Roger, *Rol-Tanguy*, Paris, Tallandier, 2004 (réédition 2013).
- BOURGEOIS Guillaume, *Les communistes français, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985 (rééd.).
- BOUVIER Jean (dir.), *La France en mouvement : 1934-1938*, Seyssel, Champ Vallon, 1986.
- BOUVIER Jean, « Une ou des histoires du PCF ? », in Jean-Pierre AZÉMA, Antoine PROST, Jean-Pierre RIOUX, *Le Parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Paris, Seuil 1986, p. 303-309.
- BOWD Gavin, *La France et la Roumanie communiste*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- BRACKE Maud, *Which Socialism, Whose Détente ? West European Communism and the Czechoslovak Crisis of 1968*, Budapest/New York, CEU Press, 2007.
- BRODIEZ Axelle, *Le Secours populaire français 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire 1945-2000*, Paris, les Presses de Sciences Po, 2006.
- BROUÉ Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997.
- BRUHAT Jean, *Il n'est jamais trop tard*, Paris, Albin Michel, 1983.
- BRUNET Jean-Paul, « Un fascisme français : le Parti populaire français de Doriot (1936-1939) », *Revue française de sciences politiques*, n° 33 (2), avril 1983.
- BRUNET Jean-Paul, *Jacques Doriot : du communisme au fascisme*, Paris, Balland, 1986.

- BRUNET Jean-Paul, *Une banlieue ouvrière : Saint-Denis (1890-1939). Problèmes d'implantation du socialisme et du communisme*, Service de reproduction des thèses Université de Lille III, 1982.
- BRUNET Jean-Paul, *Saint-Denis, la ville rouge : socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980.
- BRUNET Jean-Paul, *Histoire du Parti communiste français (1920-1982)*, Paris, PUF, 1982.
- BUÉ Nicolas, « De la relativité des phénomènes sismiques. Le vote communiste à Calais de 1969 à 2002 », *Communisme*, n° 72-73, 2003, p.139-171.
- BUÉ Nicolas, ÉTHUIN Nathalie, « Le Parti communiste, un parti "comme les autres" ? Retour sur quelques analyses de la désouvriérisation du PCF », *Revue Espace Marx Nord*, 21, Lille, 2005, p. 73-105.
- BUFFET Cyril, *Mourir pour Berlin, La France et l'Allemagne 1945-1949*, Paris, Armand Colin, 1991.
- BULAITIS John, *Renault, Boulogne-Billancourt, April-May 1947. A strike and its « troubling elements »*, University of London, 1999.
- BULAITIS John, *Maurice Thorez : a Biography*, London, IB Tauris, 2018.
- BURRIN Philippe, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery (1933-1945)*, Paris, Seuil, 1986 (rééd. 2003).
- BURRIN Philippe, « Diplomatie soviétique, Internationale communiste et PCF au tournant du Front populaire (1934-1935) », *Relations internationales*, n° 45, printemps 1986, p. 19-34.
- BUTON Philippe, « Les effectifs du Parti communiste français (1920-1984) », *Communisme*, n° 7, 1985, p. 5-30.
- BUTON Philippe, « L'appareil de la guerre froide. Les secrétariats fédéraux du PCF au début des années 1950 », *Communisme, L'Âge d'Homme*, 1986, n° 10, p. 80-91.
- BUTON Philippe, « Les générations communistes », *Vingtième Siècle*, Presses de la FNSP, 1989, n° 22, p. 81-91.

- BUTON Philippe et GERVEREAU Laurent, *Le couteau entre les dents, 70 ans d'affiches communistes et anticomunistes*, Paris, Éditions du Chêne, 1989.
- BUTON Philippe, « Une génération évincée ? La recomposition des directions du PCF à la Libération », *Communisme*, n° 29-31, 1991, p. 44-58.
- BUTON Philippe, *Les lendemains qui déchantent : le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.
- BUTON Philippe et GUILLON Jean-Marie, *Les pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994.
- BUTON Philippe, « Le PCF et le stalinisme au lendemain de la Seconde guerre mondiale », *Journal of Modern European History / Zeitschrift für moderne europäische Geschichte/ Revue d'histoire européenne contemporaine*, vol. 2, n° 1, Communist Regimes and Parties after the Second World War, 2004, p. 58-81.
- BUTON Philippe, BÜTTNER Olivier et HASTINGS Michel (dir.), *La Guerre froide vue d'en bas*, Paris, CNRS Éditions, 2014.
- CADÉ Michel, *Le Parti des campagnes rouges. Histoire du Parti communiste dans les Pyrénées-Orientales 1920-1939*, Marcevol, Éditions du Chiendent, 1988.
- CANDAR Gilles, *Jean Longuet, un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, PUR, 2007.
- CAPDEVIELLE Jacques, « Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : Une évolution inévitable ? Irréversible », *Cahiers du Cevipof*, n° 21, Paris, 1999.
- CARDON-HAMET Claudine, *Les 45 000. Mille otages pour Auschwitz. Le convoi du 6 juillet 1942*, Paris, Éditions Graphein, 1997.
- CARDON-HAMET Claudine, *Triangles rouges à Auschwitz. Le convoi politique du 6 juillet 1942*, Paris, Éditions Autrement, 2005.
- CAREDDA Giorgio, *Le politiche della distensione . 1959-1972*, Rome, Carocci, 2008.
- CARRÉ-PRÉZEAU Jocelyne, *Amsterdam Pleyel (1932-1939). Histoire d'un mouvement de masse*, Thèse d'histoire, Université de Paris VIII,

1993.

CASSIER Maurice, « PCF et région parisienne : objet scientifique enjeu politique », *Société française*, n° 2, 1982, p 36-41.

CAUTE David, *Le communisme et les intellectuels français, 1944-1966*, Paris, NRF Gallimard, 1967.

CEFAÏ Daniel [dir.], *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001.

CHAFFEL Alain, *Les communistes de la Drôme de la Libération au printemps 1981. De l'euphorie à la désillusion*, Paris, l'Harmattan, 1999.

CHAMBARLHAC Vincent, « Les syndicalistes révolutionnaires français, 1917-1921 », in Jean VIGREUX et Serge WOLIKOW (dir.), *Cultures communistes au xx^e siècle. Entre guerre et modernité*, La Dispute, Paris, 2003, p. 51-62.

CHAMBARLHAC Vincent et HOHL Thierry, *1934-1936. Un moment antifasciste*, Paris, La Ville brûle, 2014.

CHARLES Jean, GIRAULT Jacques, ROBERT Jean-Louis, TARTAKOWSKY Danielle, WILLARD Claude, *Le Congrès de Tours*, Paris, Éditions sociales, 1980.

CHESNEAUX Jean, *Le PCF, un art de vivre. Essai*, Paris, Les Lettres Nouvelles et Maurice Nadeau, 1980.

CHEVANDIER Christian, *Cheminots en grève ou la construction d'une identité (1848-2001)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002.

CHEVRIER Guylain, « L'homme que nous aimons le plus : un film du PCF réalisé pour le 70^e anniversaire de Staline : un sujet exemplaire pour la psychologie historique », *Cahiers d'histoire, revue critique d'histoire*, n° 73, 1998, p. 59-80.

CHUZEVILLE Julien, *Fernand Loriot : le fondateur oublié du Parti communiste*, Paris, l'Harmattan, 2012.

CHUZEVILLE Julien, *Militants contre la guerre 1914-1918, formation et action du Comité pour la reprise des relations internationales*, Paris, Spartacus, 2014.

CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire. La création du Parti communiste en France (1915-1924)*, Paris, Éditions Libertalia, 2019.

- CODACCIONI Vanessa, *Punir les opposants : PCF et procès politiques, 1947-1962*, Paris, CNRS éditions, 2013.
- CŒURÉ Sophie, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999.
- CŒURÉ Sophie et DULLIN Sabine (dir.), *Frontières du communisme : mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin*, Paris, La Découverte, 2007.
- CŒURÉ Sophie, *La Mémoire spoliée : les archives des Français butin de guerre nazi puis soviétique*, Paris, Payot, 2007.
- CŒURÉ Sophie, Pierre Pascal. *La Russie entre christianisme et communisme*, Lausanne, les éditions Noir sur Blanc, 2014.
- COHEN Jean-Louis, « L'école Karl-Marx de Villejuif (1930-1933) », in Annie FOURCAUT (dir.), *Autrement, Banlieue rouge 1920-1960*, Paris, Autrement, 1992, p. 197-206.
- COLLECTIF, « Intellectuels et communismes », *Nouvelles Fondations*, n^{os} 3-4, 2006.
- COLLECTIF, « Histoires croisées du communisme italien et français : dossier », *Cahiers d'Histoire*, n^o 112-113, juillet-décembre 2010.
- COLLECTIF, « La Pensée libre, 1941-1942 », *Annales de la Société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, , 2011-2012.
- COLLECTIF, « La fin du PCF. Vers un néo-communisme ? », *Communisme*, n^o 72/73, L'Âge d'Homme, Paris, 2002-2003.
- CONORD Fabien, « Les réseaux ruraux de la SFIO, 1944-1969 », dans François AUDIGIER, David COLON, Frédéric FOGACCI (dir.), *Les partis politiques. Nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, Bruxelles, Peter Lang, 2012, p. 195-206.
- CONVERT Pascal, *Joseph Epstein, bon pour la légende. Lettre au fils*, Paris, Éditions Atlantica-Séguier, 2007.
- COURBAN Alexandre, « Ce soir le deuxième quotidien communiste », in Xavier VIGNA, Jean VIGREUX, Serge WOLIKOW, *Le pain, la paix, la liberté : expériences et territoires du Front populaire*, Paris, La Dispute-Éditions sociales, 2006.
- COURBAN Alexandre, *L'Humanité. De Jean Jaurès à Marcel Cachin (1904-1939)*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2014.

- COURBAN Alexandre, *Gabriel Péri*, Paris, La Dispute, 2011.
- COURTOIS Stéphane, *Le PCF dans la guerre*, Paris, Ramsay, 1980.
- COURTOIS Stéphane et KRIEDEL Annie, *Le mouvement communiste international et ses oppositions, 1920-1940*, Paris, PUF, 1984.
- COURTOIS Stéphane, « Les Cadres du Parti communiste : la crispation orthodoxe », in SOFRES, *L'État de l'opinion 1992*, Paris, Seuil, 1992, p. 159-179.
- COURTOIS Stéphane, « Les identités multiples du PCF », *Panoramiques*, n° 4, 1992, p. 75-85.
- COURTOIS Stéphane, « Le succès en trompe-l'œil du Parti communiste français », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 964, mars-avril 1993, p. 49-53.
- COURTOIS Stéphane et KRIEDEL Annie, *Eugène Fried*, Paris, Seuil, 1997.
- COURTOIS Stéphane, WERTH Nicolas, PANNÉ Jean-Louis, *Le livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- COURTOIS Stéphane, *Dictionnaire du communisme*, Paris, Larousse, 2007.
- COURTOIS Stéphane, *Le bolchevisme à la française*, Paris, Fayard, 2010.
- COURTOIS Stéphane, *Sortir du communisme, changer d'époque*, Paris, PUF, 2011.
- COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *Le Communisme*, Paris, MA Éditions, 1987.
- COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1^{re} éd. 1995.
- COURTOIS Stéphan et LAZAR Marc (dir.), *50 ans d'une passion française. De Gaulle et les communistes*, Paris, Balland, 1991.
- CRÉMIEUX Francis et ESTAGER Jacques, *Sur le Parti (1939-1940)*, Paris, Messidor, 1983.
- CRÉZÉGUT Anthony, « Le Marx des communistes (2) : une référence (devenue) problématique (1956-2017) », in Jean-Numa DUCANGE, Antony BURLAUD (dir.), *Marx une passion française*, Paris, La Découverte, 2018, (chapitre 6), p. 86-98.

- C_{UENOT} Alain, *Clarté. 1919-1924 (2 tomes)*, Paris, L'Harmattan, 2011-2012.
- C_{UENOT} Claude, *Ouvriers et mouvement ouvrier dans le Doubs de la fin de la Première Guerre mondiale au début des années 1950*, Besançon, PUFC, 2020.
- C_{USSET} François, *La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2006.
- D_{AIX} Pierre, *Les Lettres françaises : jalons pour l'histoire d'un journal 1941-1972*, Paris, Tallandier, 2004.
- D_{AMAMME} Dominique, B_{ORIS} G_{OBILLE}, M_{ATONTI} Frédérique, P_{UDAL} Bernard (dir.), *Mai-juin 68*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'Atelier, 2008.
- D_{ANTHIEUX} Dominique, *Le département rouge. La formation d'une identité politique dans le département de la Haute-Vienne de la fin du XIX^e siècle aux années 1930*, Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Jean-Paul B_{RUNET} [dir.], Université Paris IV-Sorbonne, 2 volumes, soutenue le 16 décembre 2002.
- D_{AUMAS} Philippe, « La mer à l'aube. Les dernières heures de Guy Môquet », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 118, 2012
- D_{AVID-FOX} Michael, *Showcasing the Great Experiment. Cultural Diplomacy and Western Visitors to the Soviet Union 1921-1941*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2012.
- D_{EPRETTO} Jean-Paul et S_{CHWEITZER} Thomas, *Le communisme à l'usine. Vie ouvrière et mouvement ouvrier chez Renault (1920-1939)*, Roubaix, EDIRES, 1984.
- D_E W_{AELE} Jean-Michel et V_{IEIRA} Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale. Une approche comparative (1989-2009) », in Jean-Michel D_E W_{AELE}, Daniel-Louis S_{EILER} (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Paris, Economica, 2012.
- D_{ELPORTE} Christian, P_{ENNETIER} Claude, S_{IRINELLI} Jean-François, W_{OLIKOW} Serge (dir.), *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2004.

- DELWIT Pascal et GOTOVITCH José (dir.), *La peur du rouge*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1996.
- DELWIT Pascal, *Les gauches radicales en Europe. XIX^e-XXI^e siècles*, Bruxelles, Éditions de l'Université libre de Bruxelles, 2016.
- DERMENJIAN Geneviève et LOISEAU Dominique, « Itinéraires de femmes communistes », in Olivier FILLIEULE et Patricia ROUX (dir.), *Le Sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 93-113.
- DESANTI Jean-Toussaint, *Une pensée captive. Textes publiés dans la Nouvelle Critique. 1948-1956*, Paris, PUF, 2008.
- DEWERPE Alain, *Charonne, 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Folio, 2006.
- DIAMANT David, *Jeune combat : la jeunesse juive dans la Résistance*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- DHAILLE-HERVIEU Marie-Paule, *Communistes au Havre, communistes du Havre. Société, culture et politique (1930-1983)*, doctorat sous la direction d'A. Prost, IEP Paris, 1997 (*Communistes au Havre : histoire sociale, culturelle et politique [1930-1983]*, Rouen, Presses Universitaires Rouen-Le Havre, 2010).
- DI MAGGIO Marco, *Les intellectuels et la stratégie communiste : une crise d'hégémonie 1958-1981*, Paris, Éditions sociales, 2013.
- DI MAGGIO Marco, *Alla ricerca della Terza via al Socialismo. I PC italiano e francese nella crisi del comunismo (1964-1984)*, Esi, 2014.
- DREYFUS Michel, GROPPPO Bruno, INGERFLOM Claudio, LEW Roland, PENNETIER Claude, PUDAL Bernard, WOLIKOW Serge, (dir.), *Le siècle des communismes*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2000 (rééd., Paris, Seuil, « Points Histoire », 2004).
- DREYFUS Michel, *PCF : crises et dissidences de 1920 à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990.
- DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT*, Bruxelles, éditions Complexe, 1995.
- DROTT Eric A., « Music, the Fête de L'Humanité, and Demographic Change in Post-War France », in Robert ADLINGTON (ed.), *Red*

- Strains : Music and Communism Outside the Communist Bloc*, Oxford University Press, 2014, p. 229-242.
- DROZ Jacques (dir.), *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, 1977, (tome 2 : de 1875 à 1918 et tome 3 : de 1918 à 1945) (rééd. coll. Quadrige, 1997).
- DROZ Jacques, *Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923-1939*, Paris, La Découverte, 1985.
- Amis du Musée de la Résistance de Limoges, *Communisme et Résistance de Georges Guingouin : actes du colloque organisé le 24 mars 2007 à Limoges*, Pantin, Le Temps des Cerises, 2008.
- DUBOIS Mathieu, « Les JC en 68 : crise ou renouveau ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 125, 2014, p. 141-158.
- DUCANGE Jean-Numa et BURLAUD Antony, *Marx, une passion française*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2018.
- DUCANGE Jean-Numa, MARLIÈRE Philippe, WEBER Louis, *La gauche radicale en Europe*, Paris, Éditions du Croquant, 2013.
- DUCOULOMBIER Romain, *Le premier communisme français (1917-1925) : un homme nouveau pour régénérer le socialisme*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2004.
- DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! La naissance du parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.
- DUCOULOMBIER Romain, *Vive les Soviets : un siècle d'affiches communistes*, Paris, Éditions Les Échappés, 2012.
- DUCOULOMBIER Romain, *Histoire du communisme*, Paris, PUF, 2014.
- DUCOULOMBIER Romain et VIGREUX Jean (dir.), *Le PCF, un parti global (1919-1989). Approches transnationales et comparées*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2019.
- DUHAMEL Olivier et PARODI Jean-Luc, « Images du communisme. 1. La dégradation de l'image de l'Union soviétique », *Pouvoirs*, n° 21, 1982, p. 169-180.
- DUHAMEL Olivier et PARODI Jean-Luc, « Images du communisme. 2. Sur l'effet Kaboul... et quelques autres », *Pouvoirs*, n° 22, 1982, p. 159-172.

- DULLIN Sabine et STUDER Brigitte, « Communisme + transnational. L'équation retrouvée de l'internationalisme au premier ^{xx}^e siècle », *Monde(s)*, n° 10, 2016.
- DULPHY Anne, « La gauche et la guerre froide », dans Jean-Jacques BECKER et Gilles CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2, ^{xx}^e siècle : à l'épreuve de l'histoire, Paris, La Découverte, 2004, p. 416-434.
- DURR Aurélien, *Albert Treint : itinéraire politique (1914-1939)*, thèse d'histoire contemporaine, Université Paris 13, 2006.
- EINAUDI Jean-Luc, *Vietnam ! La guerre d'Indochine 1945-1954*, Paris, Le cherche midi, 2001.
- ESCALONA Fabien et VIEIRA Mathieu, « La gauche radicale en Europe ou l'émergence d'une famille de partis », *Note de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 2, nov. 2013.
- ÉTHUIN Nathalie, *À l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres au Parti communiste français (1970-2003)*, sous la direction de Monsieur Christian-Marie Wallon-Leducq, professeur de science politique à l'Université Lille 2, 2003.
- ÉTHUIN Nathalie, « Des communistes en formation. Entre doutes et ré-enchantement militants », *Revue Espaces Marx Nord*, Lille, 2005.
- FAYET Jean-François, *VOKS : le laboratoire helvétique. Histoire de la diplomatie culturelle soviétique durant l'entre-deux-guerres*, Genève, Georg Editeur, 2014.
- FAYOLLE Sandra, « Réagir aux premiers votes des femmes : le cas du Parti communiste français », *Cahiers d'histoire*, n° 94-95, janvier-mars 2005, p. 223-239.
- FAYOLLE Sandra, *L'Union des Femmes Françaises : une organisation féminine de masse du parti communiste français (1945-1965)*, Thèse de doctorat de Science Politique, Paris 1, 2005.
- FAYOLLE Sandra, « “Ne soyez pas le bras qui retient, mais le bras qui soutient !”, La place des militantes de l'Union des Femmes Françaises dans les grèves de l'après-guerre », *Sens critique*, 22 mai 2009.

- FEJTÖ François, *Dictionnaire des partis communistes et des mouvements révolutionnaires*, Paris, Casterman, 1971.
- FERRO Marc, *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette Littératures, 1999.
- FICHELET Monique, FICHELET Raymond, MICHELAT Guy, SIMON Michel, « Les Français, la politique et le Parti communiste », *Cahiers du communisme*, n° 12, décembre 1967, p. 53-77 et n° 1, janvier 1968, p. 22-50 ; « L'image du Parti communiste français d'après les sondages de l'IFOP », in *Le communisme en France...*, Presses de la FNSP, Paris, 1969, p. 255-268.
- FONTAINE Marion et VIGNA Xavier, « La grève des mineurs de l'automne 1948 en France », *Vingtième siècle*, n°121, 2014, p. 21-34.
- FONTAINE Thomas, *Les oubliés de Romainville, un camp allemand en France (1940-1944)*, Paris, Tallandier, 1995.
- FONTAINE Thomas, *Déporter : politiques de déportation et répression en France occupée : 1940-1944*, Thèse d'histoire contemporaine sous la direction de Denis Peschanski, Paris 1, 2013.
- FOREST Philippe, *Aragon*, Paris, Gallimard, 2015.
- FOUGERON Lucie, « Une affaire politique : le portrait de Staline par Picasso », *Communisme*, n° 53-54, 1998, p. 119-149.
- FOUGERON Lucie, « Les affiches du Parti communiste français. Créations d'un fonds d'archives », *Sociétés & Représentations*, n° 12 2001-2002, p. 321-325.
- FOURCAUT Annie (dir.), *Banlieue rouge, 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris, Éditions Autrement, 1992.
- FOURCAUT Annie, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Les Éditions ouvrières/PFNSP, 1986.
- FRAJERMAN Laurent, « Le rôle de l'Internationale des travailleurs de l'Enseignement dans l'émergence de l'identité communiste enseignante en France », *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n° 85, 2001, p. 111-126.
- FRANK Robert et AGLAN Alya (dir.), *La Guerre monde, 1937-1947*, Paris, Gallimard, 2015.

- FULIGNI Bruno, *La France rouge : un siècle d'histoire dans les archives du PCF, 1871-1989*, Paris, Les Arènes, 2011.
- FURET François, *Le passé d'une illusion : essai sur l'idée communiste au ^{xx}^e siècle*, Paris, Robert Laffont, 1995.
- GAFFNEY John, *The French Left and the Fifth Republic : The Discourses of Communism and Socialism in Contemporary France (Hardback)*, Basingstoke, Palgrave Macmilan, 1989.
- GALLINARI Pauline, *Les communistes et le cinéma. France, de la Libération aux années 1960*, Rennes, PUR, 2015.
- GARBEZ Michel, « La question féminine dans le discours du Parti communiste français », in Jacques CHEVALIER *et alii* (dir.), *Discours et Idéologie*, Paris, PUF, 1980, p. 301-393.
- GASTAUT Yves, « Le Parti communiste et le sport (1964-1981) », dans Paul DIETSCHY, Jean-François LOUDCHER, Jean-Nicolas RENAUD et Christian VIVIER (dir.), *Sport et idéologie*, actes du VII^e Congrès international du Comité européen de l'histoire du sport à Besançon en septembre 2002, tome 2, Besançon, ACE SHS, 2004, p. 129-136.
- GENEVÉE Frédérick, *Le PCF et la justice : des origines aux années cinquante, organisation, conceptions, militants et avocats communistes*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires de la Faculté de droit de Clermont-Ferrand, 2006.
- GENEVÉE Frédérick, *La fin du secret : histoire des archives du Parti communiste français*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2012.
- GÉRÔME Noëlle et TARTAKOWSKY Danielle, *La Fête de L'Humanité, culture communiste, culture populaire*, Paris, Messidor, 1988.
- GILLOT Jean-Jacques, *Les communistes en Périgord 1917-1958*, Périgueux, Pilote 24, 2007.
- GIOVANINETTI Marc, « 50 ans au cœur du système communiste. Raymond Guyot, un dirigeant du PCF », thèse de doctorat en histoire contemporaine sous la direction de Jacques Girault, université Paris XIII, 2009.
- GIRAULT Jacques (dir.), *Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Éditions sociales, 1977.

- GIRAULT Jacques, *Benoît Frachon, communiste et syndicaliste*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.
- GIRAULT Jacques, *Le Var Rouge. Le Varois et le socialisme de la fin de la Première Guerre mondiale au milieu des années 1930*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.
- GIRAULT Jacques (dir.), *Ouvriers en banlieue XIX^e-XX^e siècles*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 1998.
- GIRAULT Jacques (dir.), *Des communistes en France (années 1920-années 1960)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
- GOBILLE Boris, *Le Mai des écrivains. Crise politique et avant-garde littéraire*, Paris, CNRS Éditions, 2018.
- GOTOVITCH José et MORELLI Anne (dir.), *Presse communiste, presse radicale (1919-2000) : passé, présent, avenir ?*, Bruxelles, Éditions Aden, 2007.
- GOTOVITCH José, DELWIT Pascal, DEWAELE Jean-Michel, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Complexe, 1992.
- GOTOVITCH José et NARINSKI Mikhaïl (dir.), *Komintern, l'histoire et les hommes : dictionnaire biographique de l'internationale communiste : en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse et à Moscou : 1919-1943*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2001.
- GOUARNÉ Isabelle, *L'introduction du marxisme en France. Philo-soviétisme et sciences humaines, 1920-1939*, Rennes, PUR, 2013.
- GOULEMOT Jean, *Pour l'amour de Staline : La face oubliée du communisme français*, Paris, CNRS Éditions, 2009.
- GRATTON Philippe, *Le communisme rural en Corrèze, Le Mouvement Social, Aspects régionaux de l'agrarisme français avant 1930* (Présentation Pierre BARRAL), avril-juin 1969, p. 123-145.
- GRATTON Philippe, *Les luttes de classes dans les campagnes*, Paris, Éditions Anthropos, 1971.
- GRATTON Philippe, *Les paysans français contre l'agrarisme*, Paris, F. Maspero, 1972.
- GREMION Pierre, *Intelligence de l'anticommunisme. Le congrès pour la liberté de la culture à Paris (1950-1975)*, Paris, Fayard, 1995.

- GRENARD Fabrice, *Une légende du maquis, Georges Guingouin*, Paris, Vendémiaire, 2014.
- GRENARD Fabrice, *Tulle, enquête sur un massacre, 9 juin 1944*, Paris, Tallandier, 2014.
- GROUX Guy et PERNOT Jean-Marie, *La Grève*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- HAGE Julien, « Les publications communistes et la guerre d'Algérie », dans Hervé BISMUTH et Fritz TAUBERT (dir.), *La guerre d'Algérie et le monde communiste*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2014.
- HAGE Julien et MOLLIER Jean-Yves (dir.), *Le Parti communiste français et le livre. Écrire et diffuser le politique en France au ^{xx}^e siècle (1920-1992)*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2014.
- HASTINGS Michel, « Jalons pour une anthropologie culturelle des implantations communistes en France », *Les cahiers du CRAPS*, n° 3, septembre 1987.
- HASTINGS Michel, *Halluin la Rouge, aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1991.
- HATZFELD Nicolas, *Les gens d'usine. 50 d'histoire à Peugeot Sochaux*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2002.
- HAYES Ingrid, *Radio-Lorraine cœur d'acier 1979-1980*, Paris, Presses de sciencesPo, 2018.
- HOFNUNG Thomas, *Georges Marchais, l'inconnu du Parti communiste français*, Paris, L'Archipel, 2001.
- HOBBSAWM Eric J., *L'âge des extrêmes. Histoire du court ^{xx}^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 1999.
- HOORMANT François, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Aubier, 2000.
- JAFFRÉ Jérôme, « L'état d'esprit des Français à travers les sondages d'opinion », in Serge BERSTEIN, Pierre MILZA, Jean-Louis BIANCO, *François Mitterrand. Les années du changement, 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001.
- JOLY Daniele, *The french communist party and the algerian war*, London, Palgrave, Macmillan, 1992.

- JORAVSKY David, « Communism in historical perspective », *American Historical Review*, juin 1994, p. 837-857.
- JUDT Tony, *Le marxisme et la gauche française (1830-1981)*, préface de F. FURET, Paris, Hachette, 1987.
- JUQUIN Pierre, *Aragon : un destin français*, (2 volumes), Paris, Éditions de La Martinière, 2012-2013.
- KESSELMAN Marc (dir.), *1968-1982 : le mouvement ouvrier français : crise économique et changement politique*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1984.
- KOTEK Joël, *La Jeune garde. La jeunesse entre KGB et CIA*, Paris, Seuil, 1998.
- KRIEGEL Annie, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Paris-La Haye, Mouton, 1964.
- KRIEGEL Annie, *Le Congrès de Tours*, Paris, Julliard (coll. Archives), 1964.
- KRIEGEL Annie, *Le Pain et les Roses*, Paris, PUF, 1968.
- KRIEGEL Annie, *Communismes au miroir français : temps, cultures et société en France devant le communisme*, Paris, Gallimard, 1974.
- LABICA Georges et BENSUSSAN Gérard (dir.), *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1985.
- LABBÉ Dominique, *Le discours communiste*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977.
- LACORNE Denis, *Les notables rouges. La construction municipale de l'union de la gauche*, Paris, PFNSP, 1980.
- LACROIX-RIZ Annie, *La CGT de la Libération à la scission (1944-1947)*, Paris, Éditions Sociales, 1983.
- LAFARGUE Jérôme, *Protestations paysannes dans les Landes. Les gemmeurs en leur temps (1830-1970)*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- LAGARRIGUE Max, « Instructeurs et délégués du Comité central : l'exemple du Sud-Ouest », *Communisme*, n° 51-52, 1998, p. 29-58.
- LAGARRIGUE Max, « La Confédération paysanne des Paysans Travailleurs (CGPT). Émergences, actions et difficultés d'un syndicalisme de "classe" dans les années trente », *Le Festin, revue*

des patrimoines, des paysages et de la création en Aquitaine, n° 25, Bordeaux, 1998, p. 56-65.

LAGARRIGUE Max, Renaud Jean. *Carnets d'un paysan député communiste*, Anglet, Atlantica, 2001.

LAHAXE Jean-Claude, *Les communistes à Marseille à l'apogée de la Guerre froide 1949-1954*, Marseille, Publications de l'Université de Provence, 2006.

LANGEOIS Christian, *Henri Krasucki 1924-2003*, Paris, Le cherche midi, 2012.

LANGEOIS Christian, *Les chants d'honneur, de la Chorale populaire à l'Orchestre rouge : Suzanne Cointe*, Paris, Le cherche midi, 2017.

LANGEOIS Christian, *Georges Séguy*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2018.

LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *Que reste-t-il du PCF ?*, CEVIPOF-Autrement, Paris, 2003.

LAVABRE Marie-Claire, *Le fil rouge : sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994.

LAVAU Georges, *À quoi sert le parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981.

LAZAR Marc, *PCF, intellectuels et classe ouvrière : l'exemple du mineur de la Libération au milieu des années cinquante*, Thèse de 3^e cycle, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1984.

LAZAR Marc, « Les "batailles du Livre" du Parti communiste français (1950-1952) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 10, 1986, p. 37-50.

LAZAR Marc, *Damné de la terre et homme de marbre. L'ouvrier dans l'imaginaire du PCF du milieu des années trente à la fin des années cinquante*, *AESC*, septembre-octobre 1990, n° 5, p. 1071-1096.

LAZAR Marc, « Après 1989, cet étrange communisme », *Autrement Passés Recomposés, Champs et chantiers de l'histoire*, n° 150-151, janvier 1995, p. 243-253.

LAZAR Marc, « PCF : les batailles du livre », in Jacques JULLIARD, Michel WINOCK (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris,

- Seuil, 1996, p. 865-866.
- LAZAR Marc (dir.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996.
- LAZAR Marc, « Le parti et le don de soi », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 60, octobre-décembre 1998, p. 35-42.
- LAZAR Marc, « Communisme français et communisme international », in Serge BERSTEIN, Pierre MILZA, *L'année 1947*, Paris, PFNSP, 1999.
- LAZAR Marc, « Forte et fragile, immuable et changeante... La culture politique communiste », in Serge BERSTEIN, *Les Cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 1999, p. 215-242.
- LAZAR Marc, *Le communisme : une passion française*, Paris, Perrin, 2002.
- LAZAR Marc, *Maisons rouges : les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.
- LAZITCH Branko, *Les partis communistes d'Europe, 1919-1955*, Paris, Îles d'Or, 1956.
- LAZITCH Branko, *Le rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Seuil, 1976.
- LECLERCQ Catherine, « Raisons de sortir. Les militants du Parti communiste français », in Olivier FILLIEULE (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 131-145.
- LE CLECH Sylvie et HASTINGS Michel (dir.), *La France en guerre froide, Nouvelles questions*, Dijon, EUD, 2015.
- LE COADIC Ronan, *Les campagnes rouges de Bretagne, Skol Vreizh*, n° 12, 1991.
- LEGENDRE Bernard, *Le stalinisme français : qui a dit quoi ? 1944-1956*, Paris, Seuil, 1980.
- LEJEUNE Dominique, *La peur du rouge en France. Des partageux aux gauchistes*, Paris, Belin, 2003.
- Les « Petites Russies » des campagnes françaises, *Études Rurales*, n° 171-172, 2005.
- LÉVÊQUE Pierre, *Histoire des forces politiques en France, tome 2 : 1880-1940*, Paris, A. Colin, 1994, *tome 3 : 1940 à nos jours*, Paris,

- A. Colin, 1997.
- MADJARIAN Grégoire, *La question coloniale et la politique du Parti communiste français 1944-1947 : crise de l'impérialisme colonial et mouvement ouvrier*, Paris, François Maspero, 1977.
- MANESSIS Dimitri et ROUBAUD-QUASHIE Guillaume (dir.), *Empreintes rouges. Nouvelles perspectives pour l'histoire du communisme français*, Rennes, PUR, 2018.
- MANIGAND Christine, « L'image de l'URSS avant l'entrée en guerre froide », in Élisabeth DU RÉAU, *Regards croisés et coopération en Europe au ^{xx}e siècle*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1996.
- MARGAIN Constance, *L'internationale des gens de la mer (1930-1937). Activités, parcours militants et résistance au nazisme d'un syndicat communiste de marins et de dockers*, thèse de doctorat d'histoire, Université du Havre, mars 2015.
- MARCOU Lilly (dir.), *L'URSS vue de gauche*, Paris, PUF, 1982.
- MARCOU Lilly, *L'Internationale après Staline*, Paris, Grasset, 1979.
- MARCOU Lilly, *Les Pieds d'argile. Le communisme mondial au présent. 1970-1986*, Paris, Ramsay, 1986.
- MARCOU Lilly, *Le Kominform*, Paris, Presses de la FNSP, 1977.
- MARIE Laurent, *Le Cinéma est à nous : le PCF et le cinéma français de la Libération à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- MARTELLI Roger, « Le PCF et la guerre froide 1947-1953 », in Roger BOURDERON et alii (dir.), *Le PCF. Étapes et problèmes, 1920-1972*, Paris, Éditions sociales, 1972, p. 298-398.
- MARTELLI Roger, *Communisme français : histoire sincère du PCF, 1920-1984*, Paris, Éditions sociales, 1985.
- MARTELLI Roger, « Peut-on parler de culture communiste ? », *Société française*, n° 47, juillet-août-septembre 1993, p. 40-46.
- MARTELLI Roger, *Le Rouge et le Bleu, essai sur le communisme dans l'histoire française*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 1995.
- MARTELLI Roger, *1956 communiste : le glas d'une espérance*, Paris, La Dispute, 2006.

- MARTELLI Roger, *L'archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, Éditions sociales, Paris, 2008.
- MARTELLI Roger, *L'empreinte communiste : PCF et société française (1920-2010)*, Paris, Éditions sociales, 2010.
- MARTELLI Roger, *Prendre sa carte. 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Pantin, Fondation Gabriel-Péri et Département de la Seine-Saint-Denis, 2010.
- MARTELLI Roger, *L'occasion manquée. Été 1984, quand le PCF se referme*, Paris, Arcane 17, 2014.
- MARTELLI Roger, *Une dispute communiste : le Comité central d'Argenteuil sur la culture*, Paris, Éditions sociales, Paris, 2017.
- MARTELLI Roger, *Communistes en 1968, le grand malentendu*, Paris, Éditions sociales, 2018.
- MATONTI Frédérique, « La colombe et les mouches. Frédéric Joliot-Curie et le pacifisme des savants », *Politix*, vol. 15, n° 58, 2002, p. 109-140.
- MATONTI Frédérique, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005.
- MATONTI Frédérique et PUDAL Bernard, « L'UEC ou l'autonomie confisquée (1956-1968) », in Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir.), *Mai-juin 68*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2008, p. 131-143.
- MAZUY Rachèle, *Croire plutôt que voir ? Voyages en Russie soviétique (1919-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2002.
- MENCHERINI Robert, *La Libération et les entreprises sous gestion ouvrière, Marseille 1944-1948*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- MENCHERINI Robert, « La ville comme élément de la stratégie », in Laurent DOUZOU, Robert FRANCK, Denis PESCHANSKI et Dominique VEILLON (dir.), *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision*, Paris, IHTP-CNRS, 1995, p. 229-240 (actes du colloque international, Cachan, 16-18 novembre 1995).
- MENCHERINI Robert, *Guerre froide grèves rouges : Parti communiste stalinisme et luttes sociales en France : les grèves*

- « *insurrectionnelles* » de 1947-1948, Paris, Syllepse, 1998 (rééd. 2017).
- MER Jacqueline, *Le parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français : étude anthropologique*, Paris, Payot, coll. Traces, 1977.
- MERCIER Lucien, « Enfance et Parti communiste français : 1920-1939 », *Cahiers d'histoire*, n° 71, 1998, p. 109-122.
- MERCIER Lucien, « Enfance et Parti communiste français : le scoutisme rouge, 1921-1933 », in Patrick FRIDENSON (dir.), *Avenirs et avant-gardes en France XIX^e-XX^e siècles, Hommage à Madeleine Rebérioux*, Paris, La Découverte, 1999, p. 342-356.
- MEUSY Jean-Jacques et alii, *La Bellevilloise (1877-1939) : une page de l'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français*, Paris, Créaphis, 2001.
- MICHELAT Guy et SIMON Michel, *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
- MISCHI Julian, « Les campagnes rouges du Bourbonnais dans l'entre-deux-guerres », *Cahiers d'Histoire*, tome 46, n° 1, 1^{er} trimestre 2001, p. 143-165.
- MISCHI Julian, « La Brière rouge : l'utilisation identitaire d'une marque politique », *Communisme*, n° 51-52, 1997, p. 51-72.
- MISCHI Julian et STREITH Michel, « L'implantation du PCF. Bastions ruraux, bastions urbains », *Études Rurales, Les « petites Russies » des campagnes françaises*, n° 171-172, juillet-décembre 2005, p. 29-34.
- MISCHI Julian, « Être communiste en milieu rural », *Études Rurales, Les « petites Russies » des campagnes françaises*, n° 171-172, juillet-décembre 2005, p. 61-72.
- MISCHI Julian, *Servir la classe ouvrière : sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2009.
- MOLINARI Jean-Paul, « Les matrices de l'adhésion ouvrière au PCF », *Communisme*, n° 15-16, 1987, p. 158-163.

- MOLINARI Jean-Paul, *Les Ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au communisme*, Thonon-les-Bains, L'Albaron, 1991 (rééd. Paris, L'Harmattan, 1997).
- MONIER Frédéric, *L'apparition du complot communiste en France (1920-1932) : le pouvoir d'État et l'opinion publique face à la section française de la III^e Internationale dans les années 20*, thèse Paris X Nanterre, Jean-Jacques BECKER (dir.), 1995, version publiée *Le complot dans la République. Stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*, Paris, La Découverte, 1998.
- MONIER Frédéric, *Le Front populaire*, Paris, La Découverte, 2002.
- MONTABELLO Fabrice, « Joseph Staline et Humphrey Bogart : l'hommage des ouvriers », *Politix* (Paris), n° 24, décembre 1993, p. 115-133 et « Hollywood Films in a French Working Class Milieu : Longwy 1945-1960 », in David ELLWOOD et Rob KROES, *Hollywood in Europe, Experiences of a Cultural Hegemony*, Amsterdam, VU University of Amsterdam Press, 1994, p. 213-246.
- MORGAN Kevin, FLINN Andrew, COHEN Gidon, *Agents of the Revolution. New biographical approaches to the history of international communism in the age of Lenin and Stalin*, London, Peter Lang, 2005.
- MORIN Gilles et RICHARD Gilles (dir.), *Les Deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- MOULLEC Gaël, *Georgi Dimitrov : journal, 1933-1949*, Paris, Belin, 2005.
- NARINSKY Mikhail et ROJAHN Jürgen, *Centre and Periphery. The history of the Comintern in the Lights of New Documents*, Amsterdam, IISH, 1996.
- NARINSKY Mikhail, « L'entretien entre Maurice Thorez et Joseph Staline du 18 novembre 1947 », *Communisme*, n° 45-46, 1996, p. 31-54.
- NASSAR REGNAUD Mathilde, *Les notes de bureau politique de Maurice Thorez (1947-1964) : au cœur du Parti communiste français*, thèse de l'école des Chartes 2005 (direction Christine Nougaret et Denis Peschanski).

- NASSAR REGNAUD Mathilde, *Maurice Thorez et le bureau politique du parti communiste français, 1947-1964*, Thèse d'histoire contemporaine, Paris-I-Panthéon-Sorbonne, 2013 (direction Denis Peschanski).
- NOIRIEL Gérard, *Longwy. Immigrés et prolétaires, 1880-1980*, Paris, PUF, 1984.
- OLIVESI Dominique, « Le ruban rouge de la vallée du Paillon. L'écosystème niçois », *Communisme*, n° 45-46, 1996, p. 195-209.
- OUTTERYCK Pierre, *Martha Desrumaux : une femme du Nord ouvrière, syndicaliste, déportée, féministe*, Lille, Geai bleu éditions, 2009.
- PANTELEEV Mikhail, *Les agents du Komintern. Les soldats de la révolution mondiale*, Moscou, Yauza, E'ksmo, 2005 (en russe).
- PARODI Jean-Luc, « L'union et la différence : les perceptions à gauche après la crise de septembre 1977 », in SOFRES, *L'opinion française en 1977*, Paris, Presses de Sciences Po, 1978, p. 69-86.
- PENNETIER Claude, « PCF et CGT face à 68 », in Philippe ARTIÈRES et Michelle ZANCHARINI-FOURNEL (dir.), *68. Une histoire collective*, Paris, La Découverte, 2008, p. 336-347.
- PENNETIER Claude et PESCHANSKI Denis, « Partir, se taire, rester, le choix des élus communistes de la Seine », in Jean-Pierre AZÉMA et alii, *Le Parti communiste des années sombres*, Paris, Seuil, 1986, p. 212 à 226.
- PENNETIER Claude et PUDAL Bernard (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002.
- PENNETIER Claude et PUDAL Bernard (dir.), *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoires du « moi »*, Rennes, PUR, 2014.
- PENNETIER Claude, BESSE Jean-Pierre, POUTY Thomas, LENEVEU Delphine (dir.), *Les Fusillés (1940-1944). Dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages ou guillotins en France pendant l'Occupation*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2015.
- PERRON Tanguy, « Voilà les cités laborieuses à la porte du bonheur. Le PCF et les films municipaux d'octobre 1947 », in Jacques GIRAULT

- (dir.), *Des communistes en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 37-45.
- PESCHANSKI Denis, *Et pourtant ils tournent... vocabulaire et stratégie du PCF (1934-1936)*, Paris, Klincksiek, 1988.
- PESCHANSKI Denis et alii, *Marcel Cachin Carnets 1906-1947*, 4 vol., Paris, CNRS Éditions, 1993-1997.
- PESCHANSKI Denis, *La France des camps. L'internement (1938-1946)*, Paris, Gallimard, 2002.
- PIGENET Michel, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide : « la manifestation Ridgway »*, Paris, l'Harmattan, 1992.
- PINAULT Michel, *Frédéric Joliot-Curie*, Paris, Odile Jacob, 2000.
- PLACIDE Louis-Georges, *Les émeutes de décembre 1959 en Martinique. Un repère historique*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- PLATONE François, « Les adhérents de l'apogée. La composition du PCF en 1979 », *Communisme*, n° 7, 1985, p. 31-64.
- PLATONE François et RANGER Jean, « L'échec électoral du Parti communiste », in Alain LANCELOT (dir.), *1981 : les élections de l'alternance*, Paris, Presses de la FNSP, Paris, 1986, p. 69-133.
- PLATONE François, « Le PCF aux élections municipales de 1989 : contribution à un bilan controversé », *Communisme*, n° 22-23, 1990, p. 32-49.
- PLATONE François, *Les électors sous la V^e République. Données d'enquêtes*, Paris, Cevipof-FNSP-CNRS, 1991.
- POGGIOLI Morgan, *La CGT du Front populaire à Vichy*, Montreuil, Institut CGT d'histoire sociale, 2007.
- POGGIOLI Morgan, « À travail égal, salaire égal » ? *La CGT et les femmes au temps du Front populaire*, Dijon, EUD, 2012.
- PONS Silvio et GORI Francesca, *The Cominform. Minutes of the Three Conferences 1947/1948/1949*, Milan, Feltrinelli, 1994 (Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, Russian Centre of Conservation and Study of Records for Modern History).
- PONS Silvio, *Berlinguer e la fine del comunismo*, Turin, Einaudi, 2006.

- PONS Silvio et SERVICE Robert (ed.), *A Dictionary of 20th-century Communism*, Princeton-Oxford, Princeton UP, 2010.
- PONS Silvio, *La rivoluzione globale. Storia del comunismo internazionale (1917-1991)*, Turin, Einaudi, 2012.
- PONS Silvio, *The Cambridge History of Communism*, vol. 1 : *World Revolution and Socialism in One Country 1917-1941*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.
- POULHES Louis, *L'anticommunisme d'État à la fin de la III^e République et aux débuts de l'occupation allemande 1939-1942*, thèse d'histoire contemporaine sous la direction de J. Vigreux, Université de Dijon, 2018.
- PRIGENT Alain, *Histoire des communistes des Côtes du Nord (1920-1945)*, Saint-Brieuc, Imprimerie Jack, 2000.
- PRONIER Raymond, *Les municipalités communistes. Bilan de 30 années de gestion*, Paris, Balland, Paris, 1983.
- PROST Antoine, *Autour du Front populaire : aspects du mouvement social au ^{xx}^e siècle*, Paris, Seuil, 2006.
- PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.
- PUDAL Bernard, *Un monde défait : les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009.
- PUDAL Bernard, « Communisme français », in Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et alii (dir.), *Historiographies, concepts et débats*, vol. 2, Paris, Gallimard, 2010, p. 973-985.
- QUASHIE-VAUCLIN Guillaume, *L'Union de la jeunesse républicaine de France 1945-1956. Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- ROUBAUD-QUASHIE Guillaume (dir.), *Les Lettres françaises, Cinquante ans d'aventures culturelles*, Paris, Éditions Hermann, 2019.
- ROUBAUD-QUASHIE, *Les jeunes communistes en France (1944-fin des années 1970). Les mutations d'une expérience politique en milieux juvéniles et populaires*, Thèse (dir. M. Pigenet), Paris 1, 2020.
- RACINE Nicole et BODIN Louis, *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, A. Colin-FNSP, 1972.

- RAFLIK Jenny, *La Quatrième République et l'Alliance atlantique*, Rennes, PUR, 2013.
- RAFLIK Jenny, *La République moderne : la IV^e République, 1946-1958*, vol. 8, Histoire de la France contemporaine, Paris, Seuil, 2018.
- RANGER Jean, « L'électorat communiste dans l'élection présidentielle de 1969 », *Revue française de science politique*, n° 20-2, avril 1970, p. 282-311.
- RAYMOND Gino G., *The French Communist Party during the Fifth Republic. A Crisis of Leadership and Ideology*, London, Palgrave Macmillan, 2005.
- RETIÈRE Jean-Noël, *Identités ouvrières. Histoires sociales d'un fief ouvrier en Bretagne. 1909-1950*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- REY Henri, *La gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d'une mésentente*, Paris, La Découverte, 2004.
- REY Marie-Pierre, « La gauche française face à la perestroïka », *Communisme*, n° 76/77, 2003-2004, p. 141-168.
- RIOUX Jean-Pierre, PROST Antoine, AZÉMA Jean-Pierre (dir.), *Les communistes de Munich à Châteaubriant, 1938-1941*, Paris, PFNSP, 1987.
- RIOUX Jean-Pierre, *La France de la IV^e République. I : L'ardeur et la nécessité (1944-1952)*. Paris, Seuil, « Nouvelle histoire de la France contemporaine » tome 15, 1980.
- ROBERT Jean-Louis, *La scission syndicale de 1921. Essai de reconnaissance des formes*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980.
- ROBERT Jean-Louis, *Les ouvriers, la patrie, la révolution, Paris : 1914-1919*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Besançon n° 592, Série historique n° 11, 1995.
- ROBIN Pierre et VIGREUX Jean (dir.), *Renaud Jean, la voix rouge des paysans. Actes du colloque de Marmande (22 et 23 octobre 2011)*, Nérac, Éditions d'Albret, 2012.
- ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du parti communiste*, 4 volumes, Paris, Fayard, 1982-1984.

- ROGER Philippe, *Rêves et cauchemars américains, Les États-Unis au miroir de l'opinion publique française*, Lille, Presses du Septentrion, 1996.
- ROGER Philippe, *L'Ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Seuil, 2002.
- RONAI Simon, « La crise des grands ensembles et les nouvelles politiques municipales », *Hérodote*, « Après les banlieues rouges », 4^e trimestre 1986.
- ROUSSO Henri (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoires comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999.
- RUSCIO Alain, « Les communistes et les massacres de Constantinois (mai-juin 1945) », *Vingtième siècle*, n° 94, avril-juin 2007, p. 217-229.
- RUSCIO Alain, *La question coloniale dans « L'Humanité » 1904-2004*, Paris, La Dispute, 2005.
- RUSCIO Alain, *Les communistes français et la guerre d'Indochine : 1944-1954*, Paris, l'Harmattan, 1985.
- RUSCIO Alain (dir.), *L'Affaire Henri Martin et la lutte contre la guerre d'Indochine. Actes de la journée d'étude tenue à Paris, le 17 janvier 2004*, Pantin, Le Temps des Cerises, 2005.
- RUSCIO Alain, *Les communistes français et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962*, Paris, La Découverte, 2019.
- RUSTENHOLZ Alain, *Paris ouvrier : des sublimes aux camarades*, Paris, Parigramme, 2003.
- SABATIER Fabien, *Histoire des organisations sportives communistes de France au ^{xx}e siècle. Combats pour l'émancipation, soviétisme et cultures militantes*, Grenoble, PUG, 2013.
- SACKER Richard, *A radiant futur. The French Communist Party and Eastern Europ, 1944-1956*, Bern, Peter Lang, 1999.
- SAGNES Jean, *Le Midi rouge, mythe et réalité*, Paris, Anthropos, 1982.
- SANTAMARIA Yves, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, La Découverte, 1999.

- SANTAMARIA Yves, *Le parti de l'ennemi ? Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix 1947-1958*, Paris, A. Colin, 2006.
- SANSICO Virginie, *La justice déshonorée, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2015.
- SAPIRO Gisèle, *La Guerre des écrivains, 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999.
- SCHWARTZ Olivier, *Le Monde privé des ouvriers*, Paris, PUF, 1990.
- SCOTT-CHRISTOFFERSON Michael, *Les intellectuels contre la gauche : l'idéologie antitotalitaire en France 1968-1981*, Marseille, Agone, 2009.
- SEGUI Sandrine, *Les communistes français en guerre d'Algérie : mémoires, histoire et représentations (1954-1992)*, thèse de doctorat sous la direction de Robert Ilbert, université d'Aix-en-Provence, 1994.
- SERRANO Carlos, *L'enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1987.
- SIBLOT Yasmine, « Élever le niveau théorique du parti : les écoles élémentaires du Parti communiste français (1925-1936) », *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n° 79, 2000, p. 77-94.
- SIRINELLI Jean-François et SOUTOU Georges-Henri (dir.), *Culture et guerre froide*, Paris, PUPS, 2008.
- SIROT Stéphane, *Maurice Thorez*, Paris, Presses de Science Po, 2000.
- SIROT Stéphane, « Les archives de Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch aux Archives nationales », *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n° 88, 2002, p. 135-143.
- SKOUTELSKY Rémi, « André Marty et les Brigades internationales », *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n° 67, 1997, p. 103-124.
- SKOUTELSKY Rémi, *L'espoir guidait leurs pas : les volontaires français dans les brigades internationales 1936-1939*, Paris, Grasset, 1998.
- SOMMIER Isabelle, *Jean Brugué, officier et communiste dans les guerres coloniales*, Paris, Flammarion, 2005.

- SOUTOU Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans, les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SPAGNOLO Carlo, *Sul Memoriale di Yalta. Togliatti e la crisi del movimento comunista internazionale (1956-1964)*, Roma, Carocci, 2007.
- STREIFF Gérard, *Jean Kanapa 1921-1978 : une singulière histoire du PCF*, 2 vol., Paris, L'Harmattan, 2001.
- STRIPOLI Giulia, « Le PCF et le PCI face au mouvement étudiant de 1968 », *Cahiers d'Histoire*, n° 112-113, 2010, p. 99-112.
- STUDER Brigitte, *The Transnational World of the Cominternians*, New York, Palgrave Macmillan, 2015.
- TARDIVEL Jacqueline, *Des pacifistes aux résistantes : les militantes communistes en France dans l'entre-deux-guerres*, thèse de doctorat, université Paris VII, 1993.
- TARTAKOWSKY Danielle, *Les premiers communistes français : formation des cadres et bolchevisation*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1980.
- TARTAKOWSKY Danielle et BERGOUNIOUX Alain (dir.), *L'union sans unité : le programme commun de la gauche, 1963-1978*, Rennes, PUR, 2012.
- TARTAKOWSKY Danielle, *Une histoire du PCF*, Paris, PUF, 1982.
- TARTAKOWSKY Danielle, *Le Front populaire*, Paris, Gallimard, 1996.
- TARTAKOWSKY Danielle, *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 1998.
- TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France, 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.
- TERRAIL Jean-Pierre, *Destins ouvriers, la fin d'une classe*, Paris, PUF, 1990.
- TIERSKY Ronald, *Le mouvement communiste en France, 1920-1972*, Paris, Fayard, 1973.
- TOSSTORF Rainer, « Moscou contre Amsterdam. L'Internationale syndicale rouge (1920-1937) », in Tania RÉGIN et Serge WOLIKOW

- (dir.), *Les syndicalismes en Europe. À l'épreuve de l'International*, Paris, Syllepse, 2002, p. 43-54.
- TOSSTORFF Reiner, *Profintern : Die Rote Gewerkschaftsinternationale 1920-1937*, Paderborn, Schöningh, 2004, *The Red International of Labour Unions (RILU) 1920-1937*, Leiden, Brill, 2016.
- TREMPÉ Rolande, *Les trois batailles du charbon 1936-1947*, Paris, La Découverte, 1989.
- VASSE Maurice, MELANDRI Pierre, BOZO Frédéric (dir.), *La France et l'Otan, 1949-1996*, Bruxelles, 1996.
- VARIN Jacques, *Jeunes comme JC, tome 1 : 1920-1939*, Paris, Éditions Sociales, 1975.
- VATLINE Aleksandr, *Komintern : idées, décisions, destins*, Moscou, Encyclopédie politique russe (ROSSPE'N), 2009 (en russe).
- VAZ Céline, « Pantin à l'heure des grands ensembles. Affirmation et limites d'une gestion municipale de la ville », in Emmanuel BELLANGER et Jacques GIRAULT (dir.), *Villes de banlieues. Personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au ^{xx}e siècle*, Grâne, Creaphis, 2008, p. 119-128.
- VERDÈS-LEROUX Jeannine, *Au service du Parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard/Minuit, 1983.
- VERDÈS-LEROUX Jeannine, *Le réveil des somnambules : le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*, Paris, Fayard/Éditions de Minuit, 1987.
- VERDÈS-LEROUX Jeannine, « La guerre d'Algérie dans la trajectoire des intellectuels communistes », in Jean-Pierre RIOUX et Jean-François SIRINELLI (dir.), *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Complexe, 1991.
- VERGNON Gilles, « Le poing levé, du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique », *Le Mouvement Social*, n° 212, juillet-septembre, 2005, p. 77-91.
- VERGNON Gilles, *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*, Rennes, PUR, 2009.
- VERRET Michel, « Communismes et sociétés ouvrières. Réflexions sur des pluriels », *Communisme*, n° 15-16, 1987, p. 24-33.

- VERRET Michel, « mémoire ouvrière, mémoire communiste », *RFSP*, n° 3, juin, 1984, p. 413-427.
- VIDAL Georges, *La grande illusion ? : le Parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire (1934-1939)*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2006.
- VIDAL Georges, « Le Parti communiste français et la défense nationale (septembre 1937-septembre 1939) », *Revue Historique*, n° 630, avril 2004, p. 333-369.
- VIDAL Georges, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *Revue historique*, n° 640, octobre 2006, p. 901-922.
- VIDAL Georges, *Histoire des communismes au xx^e siècles*, Paris, Ellipses, 2013.
- VIDAL Georges, *L'Armée française et l'ennemi intérieur (1917-1939). Enjeux stratégiques et culture politique*, Rennes, PUR, 2015.
- VIGNA Xavier, VIGREUX Jean, WOLIKOW Serge (dir.), *Le pain, la paix, la liberté : Expériences et territoires du Front Populaire*, Paris, La Dispute-Éditions sociales, 2006.
- VIGNA Xavier, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2007.
- VIGNA Xavier et VIGREUX Jean (dir.), *Mai-juin 1968. Huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2010.
- VIGNA Xavier, *Histoire des ouvriers en France au xx^e siècle*, Paris, Perrin, 2012.
- VIGNA Xavier, *Les ouvriers. La France des usines et des ateliers 1880-1980*, Paris, Les Arènes, 2014.
- VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi. Luttres d'écritures et luttres de classes en France au xx^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016.
- VIGNAUX Valérie (dir.), *Léon Moussinac. Un intellectuel communiste*, Paris, AFRHC, 2014.
- VIGREUX Jean, « Le PCF et la Révolution d'Octobre 1917, l'exemple de 1967 », in Bruno DRWESKI (dir.), *Octobre 1917. Causes, impact prolongements*, Paris, PUF, 1999, p. 404-411.

- VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge, « L'école léniniste internationale de Moscou : une pépinière de cadres communistes », dans Les écoles des partis ouvriers au ^{xx}^e siècle, *Cahiers d'Histoire, revue d'histoire critique*, n° 79, 2000, p. 45-56.
- VIGREUX Jean, *Waldeck Rochet : une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000.
- VIGREUX Jean, « Le comité d'entente socialiste-communiste », in Serge BERSTEIN, Frédéric CÉPÈDE, Gilles MORIN, Antoine PROST (dir.), *Le parti socialiste entre Résistance et République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 181-192.
- VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge (dir.), *Cultures communistes au ^{xx}^e siècle : entre guerre et modernité*, Paris, La Dispute, 2003.
- VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge « General Secretariat and general secretaries: the case of the French Communist Party », in Kevin MORGAN, Gildon COHEN and Andrew FLINN (editor), *Agents of the revolution : new biographical approaches to the history of international communism in the age of Lenin and Stalin*, Peter Lang, 2005, p. 73-92.
- VIGREUX Jean, « À propos de l'anticommunisme de gauche en France », in Michel CAILLAT, Mauro CERUTTI, Jean-François FAYET, Stéphanie ROULIN (dir.), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse, Geschichte(n) des Antikommunismus in der Schweiz*, Zürich, Chronos Verlag, 2009, p. 283-294.
- VIGREUX Jean, *La faucille après le marteau : le communisme aux champs dans l'entre-deux-guerres*, Besançon, Presses univ. de Franche-Comté, 2012.
- VIGREUX Jean, « Le PCF et la corruption de 1920 à nos jours » in Olivier DARD, Jens Ivo ENGELS, Andreas FAHMEIR et Frédéric MONIER (dir.), *Scandales et corruption à l'époque contemporaine*, Paris, A. Colin, 2014, p. 227-241.
- VIGREUX Jean, *Histoire du Front populaire, l'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2016 (rééd. Texto 2018).
- VIGREUX Jean, « Les paysans dans la presse communiste : héritages et novations (1920-1940) », in Vincent CHAMBARLHAC et Bertrand TILLIER

- (dir.), *Coups de crayons sous la Troisième République*, Dijon, Le Murmure, 2017, p. 229-245.
- VIGREUX Jean, « Le PCF 1984-1988 : le temps du déclin », in Georges SAUNIER (dir.), *Mitterrand, les années d'alternances, 1984-1986 et 1986-1988*, Paris, Nouveau-Monde éditions, 2018, p. 786-808.
- VIGUIER Alain, *Renault Billancourt, 1950-1992. Le parti communiste et les ouvriers. Identités ouvrières et identité de parti*, Thèse pour le doctorat d'histoire, Paris 1, octobre 2017.
- VINCENT Gérard, « Être communiste ? Une manière d'être », in Philippe ARIÈS et Georges DUBY (dir.), *Histoire de la Vie privée*, tome 5, Paris, Seuil, 1987, p. 427-457.
- WALL Irwin, *L'Influence américaine sur la politique française, 1945-1954*, Paris, Balland, 1989.
- WIEVIORKA Annette, *Ils étaient juifs et résistants communistes*, Paris, Denoël, 1986.
- WIEVIORKA Annette, *Maurice et Jeannette : biographie du couple Thorez*, Paris, Fayard, 2010.
- WILLARD Claude, *Socialisme et communisme français*, Paris, A. Colin, 1978.
- WILLARD Claude (dir.), *La France ouvrière*, tome 1, Paris, Éditions Sociales, 1993, tomes 2 et 3, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 1995.
- WILLARD Germaine, BOURDERON Roger, BADIA Gilbert, *La Gestapo contre le parti communiste : rapports sur l'activité du PCF (décembre 1940-juin 1941)*, Paris, Éditions MESSIDOR/Éditions sociales, 1984.
- WILSON Frank L., « After the Deluge : The French Communist Party after the End of Communism », *German Policy Studies/Politikfeldanalyse*, vol. 2, Issue 2, 2002, p. 259 sq.
- WOLF Dieter, *Doriot : du communisme à la collaboration*, Paris, Fayard, 1969.
- WOLIKOW Serge et Michel CORDILLOT (dir.), *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme [1848-1956]*, Dijon, EUD, 1993.

- WOLIKOW Serge (dir.), *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, EUD, 1996.
- WOLIKOW Serge et BLETON-RUGET Annie (dir.), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du front populaire*, Dijon, EUD, 1998.
- WOLIKOW Serge, avec la collaboration de Jean VIGREUX, *Les Combats de la mémoire. La FNDIRP de 1945 à nos jours*, Paris, Le cherche midi, 2006.
- WOLIKOW Serge (dir.), *Pierre Semard : engagements, discipline et fidélité*, Paris, Le cherche midi, 2007.
- WOLIKOW Serge, COURBAN Alexandre, DAVID François, *Guide des archives de l'internationale communiste, 1919-1943*, MSH Dijon, 2009.
- WOLIKOW Serge, *Dictionnaire biographique des kominterniens*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2010.
- WOLIKOW Serge, « L'internationale communiste 1919-1943. Jalons », in José GOTOVITCH et alii (dir.), *Le Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2010, p. 15-92.
- WOLIKOW Serge, « Culture communiste », in Christian DELPORTE, Jean-Yves MOLLIER et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris PUF, 2010, p. 178-183.
- WOLIKOW Serge, *Le monde du Front populaire*, Paris, Le cherche midi, 2016.
- WOLIKOW Serge, « Le Komintern en tant que réseau mondial », in Silvio PONS et Stephen A. SMITH (dir.), *The Cambridge History of Communism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 232-255.
- YOUNG John W., *France, the Cold War and the Western Alliance*, Londres, Leicester University Press, 1990.

Sites numériques sur l'histoire du PCF

<https://pandor.u-bourgogne.fr/cdc.html>

(base de donnée université de Bourgogne – politique, critique sociale et mouvements sociaux – livres, revues, brochures, affiches, archives internationales et françaises – organismes de direction)

<http://arcmc-corpus.huma-num.fr/poles/mouvements-sociaux-et-organisations-ouvrieres>

(réseau archives des mondes contemporains – pôle mouvements sociaux et organisations ouvrières)

<https://gabrielperi.fr/bibliotheque/numerique-du-mouvement-communiste/>

Présentation et accès aux archives et brochures du PCF et de l'Internationale communiste.

<https://gabrielperi.fr/centenaire-pcf/>

Page spécifique sur le centenaire du PCF : exposition d'affiches, chronologie, dossiers thématiques et collection de documents.

<https://archives.seinesaintdenis.fr/Archives-en-ligne/p219/Archives-en-ligne>

consultables en ligne : les photographies du journal l'Humanité, les affiches du PCF,

<https://archives.seinesaintdenis.fr/ark:/naan/a0115549897083Y3dMV>

les procès verbaux des réunions du Bureau Politique et du secrétariat

<https://gallica.bnf.fr/>

Bnf Gallica Presses et revues consultables en ligne

<https://www.cinearchives.org/>

Archives films et video du PCF – des films produits par le parti mais aussi par des militants – des années 1920 aux années 2000 – consultables en ligne

<http://www.inatheque.fr/>

Archives de l'INA : des années 1950 à nos jours – documentaires et informations

Crédits photographiques

Illustrations in texte

[p. 12](#) Portrait de Jean Jaurès assis, les mains croisées, devant des piles de livres, dans sa bibliothèque, s.l., s.d. [1914].

Union Française Photographique (UFP) – Mémoires d’Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 18](#) Les ouvriers en grève de l’entreprise Escaut-et-Meuse quittent leur usine en cortège pour un meeting sur la place. Anzin (59), 28 septembre 1920.

Droits réservés – Mémoires d’Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 26](#) La salle du Manège au congrès de Tours, Droits réservés

[p. 52](#) Front populaire : Vue d’ensemble de la place de la République à Paris lors de la manifestation antifasciste. Paris (75), 12 février 1934.

Droits réservés – Mémoires d’Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 37](#) À bas la guerre [1925]. Entre l’UDU [Union départementale des syndicats unitaires des Alpes-Maritimes], le PC [Région niçoise du Parti communiste SFIC] et l’ARAC [Association républicaine des anciens combattants], un comité d’action a été constitué contre la guerre au Maroc. Ces trois groupements proclament énergiquement : 1 – que la guerre du Maroc est une véritable guerre, où des travailleurs tombent chaque jour par

millier [...] ; 2 que cette guerre a été voulue par les requins de la finance et la caste militaire de notre pays ; qu'elle est faite au bénéfice de la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la Société marseillaise de crédit dont le député Barety est administrateur. [...].

Droits réservés – Imprimerie Thackrah & cie / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 41](#) Portrait de groupe de dirigeants communistes incarcérés à la prison de la Santé pour leur opposition à la guerre du Rif (Maroc). Au premier rang : Paul Vaillant-Couturier, Au second rang de gauche à droite : Lacan, Gabriel Péri, Maurice Thorez tenant le journal *l'Enchaîné*, André Marty, x. Au troisième rang sont debout de gauche à droite : X, X, Boutonn (?), Paul Hogg, X. Paris (75), 1929.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 56](#) Maurice Thorez et Henri Barbusse le 14 juillet 1935. [Paris (75) ?].

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 63](#) Front populaire : Le personnel en grève des magasins Lanoma au 99 Faubourg-Saint-Antoine posent en tenant des exemplaires des journaux *l'Humanité* et *le Populaire*. Un homme arbore un bandeau marqué « Victoire sur la misère ! ». Paris (75), juin 1936.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 68](#) Diffusion du journal : Membres du Comité de défense de l'Humanité (CDH, puis Comité de diffusion de l'Humanité) local.

[p. 71](#) Portrait de Pierre Georges, futur colonel Fabien, lors de son engagement pendant la guerre d'Espagne. Au dos du cliché, une mention manuscrite indique : « Il était jeune, il est vrai... Fabien, à peine adolescent,

partit en 1936 pour cette Espagne républicaine où la démocratie se trouvait menacée par Franco qu'épaulaient les chars et les avions d'Hitler et de Mussolini... », s.l., s.d. [1936-1939].

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 89](#) Joseph Epstein [1943] et l'« Affiche rouge » [1944]

Droits réservés

[p. 91](#) Le colonel Rol (Henri Rol-Tangy), commandant des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) de l'Île-de-France avec son état-major, s.l. [Paris (75)], 21 septembre 1944.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 93](#) Jeune, ne pars pas en Allemagne. Lutte pour la France, s.l. [1944].

Droits réservés / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 103](#) Affiche du parti communiste [1947].

Droits réservés

[p. 106](#) Rassemblement de la Confédération générale du travail (CGT) et Fédération syndicale mondiale (FSM). Maurice Thorez en haut de la tribune s'adresse aux mineurs, dont des représentants forment une haie sous la tribune. Montceau-les-Mines (71) [1946-1948].

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 113](#) Paysan prends garde, les puissances d'argent en veulent à ton bien. Défends-toi, défends ta propriété, fruit de ton labeur et de ton épargne, avec le Parti communiste français [1945].

Droits réservés – Imprimerie du PCF / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 119](#) Congrès du parti communiste français (PCF) : 11^e congrès. Portrait de la tribune avec de gauche à droite Raymond Guyot, Étienne Fajon, Jacques Duclos, Marcel Cachin, Léon Mauvais et André Marty. À l'arrière-plan, sont assis X et Waldeck Rochet. Derrière eux est accroché un portrait peint de Maurice Thorez en orateur. La faucille et le marteau décore le drapé du pupitre. Strasbourg (67), s.d. [25-28 juin 1947].

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 130](#) Jacques Duclos et Henri Martin lors de la réception par le Comité central (CC) du parti communiste français (PCF), s.l., août 1953.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 133](#) Vues à l'angle des rues Saint-Maur et du Faubourg du Temple à Paris lors des affrontements entre les manifestants et la police lors de la manifestation contre la présence en France du général américain Ridgway. Paris (75), angle des rues Saint-Maur et du Faubourg du Temple, 11^e arrondissement, [28 mai ?] 1952.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 146](#) Pas de SS contre le peuple. Les travailleurs disent non à l'armée européenne. Ils demandent aux parlementaires de rejeter les accords de Bonn et Paris qui ressusciteraient la Wehrmacht [1954].

Droits réservés – Paris Province Impression / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 153](#) Une foule de personnes sur le perron du bâtiment où se tient le 14^e congrès du PCF. À l'arrière-plan, à droite, le dirigeant soviétique

Mikhaïl Souslov. Le Havre (76), 18-21 juillet 1956.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 159](#) Négocions la paix avec le peuple algérien en reconnaissant son droit à l'indépendance [1957].

Droits réservés – Paris Province Impression / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 163](#) Contre ce crime !... Non au référendum [1958]

Droits réservés – Paris Province Impression / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 165](#) Guerre d'Algérie : Vue d'ensemble d'un rassemblement à Issy-les-Moulineaux contre l'Organisation de l'armée secrète (OAS) avec au second plan les banderoles « OAS Assassins » et « Secours populaire français Comité de [...] » Issy-les-Moulineaux (92), s.d. [1954-1962]

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 170](#) Obsèques de Maurice Thorez : Vue d'ensemble du cortège et des couronnes de fleurs rouges. Paris (75), 16 juillet 1964, *L'Humanité*.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 173](#) Conférence de presse du parti communiste français (PCF) et de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) dans le cadre de la campagne des élections présidentielles, s.l., 27 novembre 1965. Georges Marchais, Gaston Plissonnier, Waldeck Rochet, Paul Laurent (en grande partie masqué par le précédent), François Mitterrand et Guy Mollet.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 187](#) La direction du PCF lors de la manifestation du 29 mai 1968.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 183](#) Mai 1968 : Tête de cortège d'une manifestation, avec la Confédération générale du Travail (CGT) (vraisemblablement à proximité de la gare Saint-Lazare). Paris, mai 1968.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 189](#) Jean-Luc Godard et Louis Aragon en marge d'une manifestation le 29 mai 1968,

Droits réservés – Correspondants *l'Humanité* / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 195](#) Blanc bonnet – bonnet blanc. S'abstenir c'est agir contre la réaction.

Daniel Marty – Imprimerie centrale commercial – Jacques London Imprimeur / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 204](#) Robert Fabre, Georges Marchais, François Mitterrand lors d'une conférence de presse le 21 janvier 1974

Photo © AGIP / Bridgeman Images

[p. 212](#) Georges Marchais, Santiago Carrillo et Enrico Berlinguer en marge d'une rencontre entre le parti communiste français (PCF), le parti communiste italien (PCI) et le parti communiste espagnol (PCE). Madrid, Espagne, mars 1977.

Droits : Pierre Trovel – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 217](#) Meeting en soutien à Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français (PCF). Paris (75), place de la Bastille, 28 mars 1981.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 228](#) Faire du neuf en Europe [1984].

Droits réservés – Paris Province Impression / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 233](#) Manifestation de femmes en faveur des 10 de Renault le 13 juillet 1989

Photo © AGIP / Bridgeman Images

[p. 245](#) La manif pour l'emploi. Tous à Paris, samedi 16 octobre 1999, place de la Madeleine [...].

Droits réservés – Imprimerie Potdvin Gendres / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 254](#) Robert Hue, Marie-Georges Buffet, Michelle Demessine aux obsèques de Henri Krasucki au Père Lachaise à Paris le 28 janvier 2003.

© Gerald Bloncourt / Bridgeman Images

[p. 256](#) Pour une autre Europe sociale et démocratique. Le non de toutes nos forces. Rassemblement, samedi 21 mai 2005 [...] Place de la République [...].

Droits réservés – IOV / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 267](#) Pour déclarer la paix et la fraternité. Bouge l'Europe ! La liste conduite par Robert Hue. Élections européennes, 13 juin 1999.

Droits réservés – Imprimerie des Ateliers réunis / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. 311](#) 10^e assemblée pour la journée internationale des femmes, avec Nadejda Kroupskaia, Clara Zetkin, fondatrice de cette journée, Aztukina Alessandra (?), Madeleine Charpentier et Martha Desrumaux notamment. Moscou (République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), 8 mars 1927.

Droits réservés – Mémoires d’Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Cahier hors texte

[p. I](#) Affiche de 1917 commémorative de la Commune de Paris de 1871

Droits réservés

[p. I](#) Affiche années 1930 : Le fascisme, voilà l’ennemi

Droits réservés

[p. II](#) Pour forger une France forte avec l’énergie de son peuple contre : l’inertie, le sabotage, la trahison. Adhérez au parti communiste, parti de la renaissance française [1945].

Droits : Joël / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. III](#) Nous voulons la paix [1951].

Droits réservés / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. IV](#) Non ! La France ne sera pas un pays colonisé ! Les Américains en Amérique ! [1951].

Georges Rival – Imprimerie spéciale du PCF / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. V 37^e](#) anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre [1954]. Vive l'Union Soviétique, amie de la France, forteresse du socialisme, de la démocratie et de la paix.

Droits réservés – Paris Province Impression / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. VI](#) Paix au Vietnam. Halte à l'agression américaine. Droit pour le peuple vietnamien à fixer son propre destin [1967].

Droits réservés – Paris Province Impression / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. VII](#) Ne laissez pas les capitalistes vous polluer la vie ! Imaginons la vie dans un monde solidaire [2003].

Droits réservés – Imprimerie Georges Grenier / Archives du PCF – Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

[p. VIII](#) Fête de l'Humanité : La foule agite des drapeaux rouges ou tend le poing pendant un meeting devant la grande scène de la fête. La Courneuve (93), septembre 10 ou 11 septembre 1988.

Droits réservés – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis



Affiche de 1937 pour les Comités de défense de l'Humanité



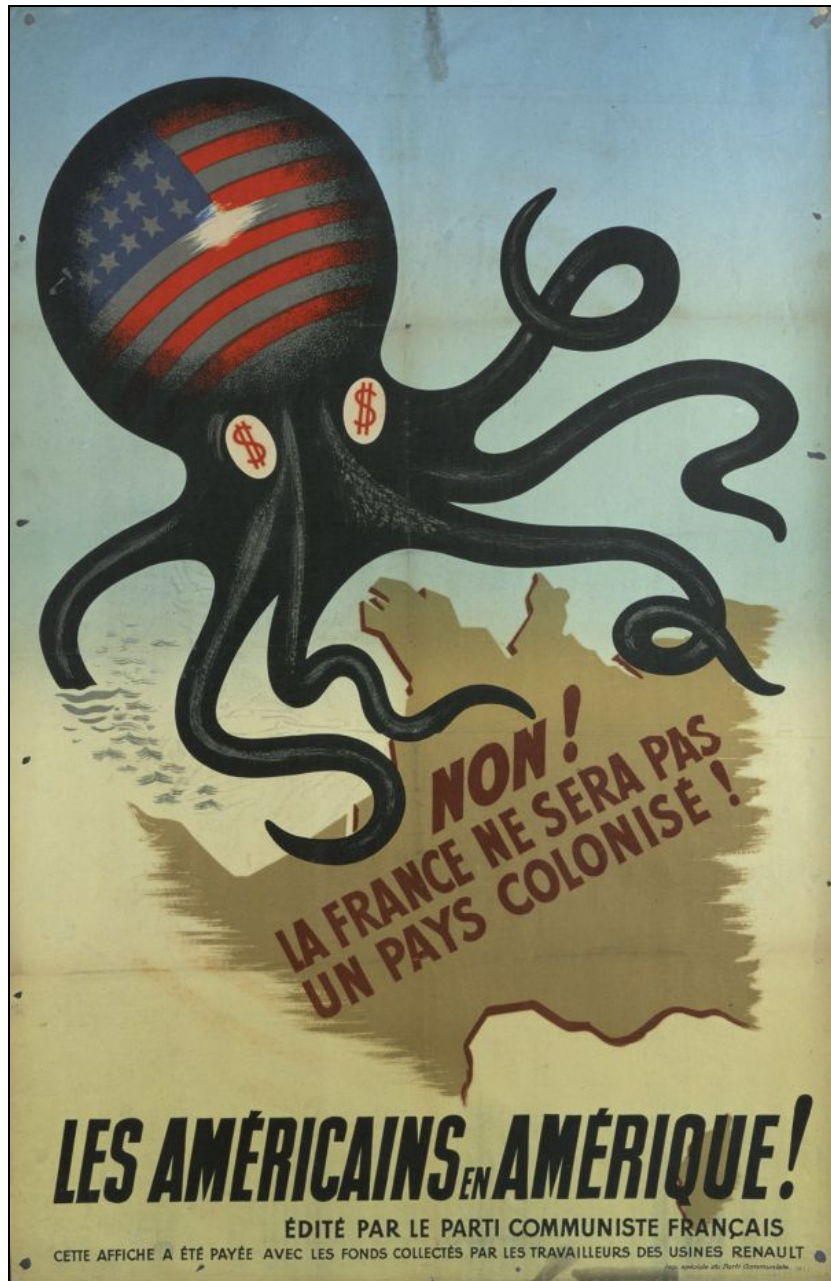
Affiche du PCF comparant la Commune de Paris de 1871 et la révolution bolchevique de 1917



Affiche communiste de 1945 appelant à l'adhésion au PCF



La bataille de la paix. Affiche de 1951



Affiche antiaméricaine de 1951, financée par une collecte aux usines Renault



Comme tous les ans, la célébration de la Révolution d'Octobre, ici pour
le 7 novembre 1954

PAIX AU VIETNAM



HALTE A L'AGRESSION AMERICAINE
DROIT POUR LE PEUPLE VIETNAMIE
A FIXER SON PROPRE DESTIN
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

P.F. - PARIS - MAI 1967

Affiche de 1967, contre la guerre au Vietnam

Ne laissez pas les capitalistes
vous polluer la vie !



IMAGINONS LA VIE
DANS UN MONDE SOLIDAIRE

Parti
Communiste
Français

94

Préparation du Forum social européen de Paris (novembre 2003)



Fête de l'Humanité 1988 : la foule massée devant la scène centrale

Notes

1. Eric Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes : le court ^{xx}^e siècle 1914-1991*, Bruxelles, Le Monde diplomatique- Éditions Complexe, 1999.
2. Quentin Deluermoz, Pierre Singaravelou, *Pour une histoire des possibles*, Seuil, 2016 et 2019.
3. Bernard Pudal, « Communisme français », dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, Nicolas Offenstadt (dir.), *Historiographies. Concepts et débats* (2 vol.), Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2010, p. 976.
4. Le 19 septembre 2019, le Parlement européen a adopté une résolution condamnant de façon conjointe « *les régimes communistes et nazi* » et faisant de la Seconde Guerre mondiale la « *conséquence immédiate du tristement célèbre pacte de non-agression germano-soviétique* ». En janvier 2006, sur proposition du Suédois Göran Lindblad, l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait déjà voté un texte réclamant « *une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires* ».

Notes

- [1.](#) Frossard Oscar, Louis pour l'état-civil, est dit Louis-Oscar, L.-O. ou même Ludovic-Oscar Frossard...
- [2.](#) Le président américain Woodrow Wilson tente d'imposer, peu avant la fin du conflit, une philosophie nouvelle des relations internationales, moins marquée par les rapports de force entre les puissances.
- [3.](#) Jean Bruhat, *Il n'est jamais trop tard. Souvenirs*, Paris, Albin Michel, 1983.
- [4.](#) Albert Mathiez, *Le Bolchévisme et le Jacobinisme*, Librairie de L'Humanité, 1920.
- [5.](#) Elles aboutissent à l'arrestation d'une centaine de mutins, dont André Marty et Charles Tillon.
- [6.](#) C'est à l'occasion de ces élections qu'apparaît la célèbre affiche de « l'homme au couteau entre les dents », financée par l'Union des intérêts économiques, officine patronale de financement des partis de droite et du centre.
- [7.](#) Jean-Louis Robert (dir.), *Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale*, Rennes, PUR, 2017.
- [8.](#) Jean-Paul Scot, *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*, Seuil, 2014. Gilles Candar, Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014.
- [9.](#) Romain Ducoulombier, *Camarades. La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010, p. 23.
- [10.](#) Seule une étroite frange de libertaires, regroupés autour de Péricat et de son journal *L'Internationale*, décide en mai 1919 de créer un « Parti communiste » qui publie même un manifeste.
- [11.](#) Le second congrès du Komintern, réuni en juillet 1920, réunit des délégués venus de 37 pays, représentant 67 organisations.
- [12.](#) Marcel Cachin, *Carnets*, volume 2, 1917-1920, Paris, CNRS Éditions, Paris, 1993.
- [13.](#) La dix-septième condition stipule que « *chaque parti voulant appartenir à l'Internationale communiste doit porter le nom de Parti communiste de tel ou tel pays – section de la Troisième Internationale communiste* ».
- [14.](#) Cette motion est rédigée par un fils d'émigré russe, Boris Souvarine, par le socialiste et syndicaliste Fernand Lorient et par l'ancien anarchiste, devenu collaborateur de Jean Jaurès, Amédée Catonné, dit Dunois.
- [15.](#) Elle se structure autour d'Amadeo Bordiga (*Il Soviet*) et des militants de *L'Ordine nuovo* (Antonio Gramsci, Angelo Tasca, Umberto Terracini, Palmiro Togliatti).

Notes

- [1.](#) L'organisation repose sur des sections territoriales regroupées en fédérations départementales, chapeautées par un Conseil national et un Comité directeur de 24 membres, qui élit le secrétaire général du parti.
- [2.](#) Après-guerre, les majorités socialistes continuent de se réclamer de l'Internationale ouvrière. D'autres, à l'initiative des socialistes autrichiens, forment l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (ou Internationale de Vienne ou Internationale deux et demie). En 1923, tous fusionnent au sein de l'Internationale ouvrière socialiste (IOS).
- [3.](#) *L'Humanité*, 23 janvier 1922.
- [4.](#) *L'Humanité*, 24 janvier 1922.
- [5.](#) Le cordon sanitaire est le nom donné aux pays créés à l'ouest de la Russie bolchevique après la Première Guerre mondiale (Finlande, Pays baltes, Pologne, Roumanie) pour éviter de propager la révolution. Le terme a été utilisé par le ministre français des Affaires étrangères Stephen Pichon en mars 1919.
- [6.](#) La « lettre des 250 », datée d'octobre 1925 et adressée à l'Exécutif de l'IC, critique la manière brutale dont est conduite la bolchevisation. Le texte est publié et présenté par Serge Wolikow dans la revue *Nouvelles FondationS*, 2006/1 (n° 1), p. 159-165.
- [7.](#) Alexandre Courban. *L'Humanité de Jean Jaurès à Marcel Cachin, 1904-1939*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2014, p. 157-165.
- [8.](#) Frédéric Monier, *Le Complot dans la République. Stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule*, Paris, La Découverte, 1998.
- [9.](#) « Pas de mannequins », *L'Humanité* 14 août 1931, « Les bouches s'ouvrent », *L'Humanité* 21 août, « Jetons la pagaille », *L'Humanité* 23 septembre.
- [10.](#) Discours à Bullier, *L'Humanité* 13 octobre.
- [11.](#) *L'Humanité* 18 décembre 1931

Notes

- [1.](#) Le nom de Parti communiste français (SFIC) a été retenu au congrès de Lille, en juin 1926.
- [2.](#) Entre ses congrès, l'Internationale est dirigée par un Comité exécutif qui se réunit périodiquement en « sessions élargies » ou « plénums » ouvertes aux représentants des sections nationales. En temps normal, la direction effective est assurée par un groupe restreint, le Présidium, complété par un Secrétariat et un président.
- [3.](#) L'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) a été créée en 1917 sous l'impulsion de Raymond Lefebvre et d'Henri Barbusse. Elle recrute notamment parmi les militants de la SFIO, puis de la SFIC après le congrès de Tours.
- [4.](#) À la fin avril 1934, Doriot démissionne de ses fonctions municipales et se fait réélire brillamment à Saint-Denis le 6 mai. Le 27 juin, le Comité central prononce son exclusion. Les 27 et 28 juin 1936, il fonde le Parti populaire français qui versera dans la collaboration la plus totale avec l'occupant nazi.
- [5.](#) André Tardieu publie en 1934, chez Flammarion, un ouvrage intitulé *La Réforme de l'État*.
- [6.](#) Les dissidents du PUP de Sellier recueillent de leur côté 1,8 % contre 0,8 % en 1932. Un an plus tard, ils rejoindront la SFIO.
- [7.](#) Georges Dimitrov, qui est présent à Berlin au printemps de 1933, est accusé d'être l'un des instigateurs de l'incendie du Reichstag. Ses joutes oratoires avec Hermann Goering contribuent à alimenter une vaste campagne internationale de soutien, qui limite le champ d'action des nazis. Dimitrov est finalement libéré en février 1934 et part pour Moscou, où il restera jusqu'en 1945.
- [8.](#) Depuis le printemps 1935, Villeurbanne est une municipalité de front populaire dirigée par le communiste Camille Joly. Le PC dirigera la ville jusqu'en 1947.
- [9.](#) Membre du secrétariat de la Fédération des Métaux, il nouera avec Jouhaux, en 1942-1943, les contacts qui vont déboucher sur les « accords du Perreux » de réunification de la CGT.
- [10.](#) L'incertitude des sources rend difficile la reconstitution exacte du mouvement des effectifs. Les chiffres évoqués ici sont des hypothèses moyennes portant sur le nombre des cartes remises aux adhérents. Le détail des estimations se trouve dans Roger Martelli, *Prendre sa carte 1920-2010. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri – Département de Seine-Saint-Denis, 2010.
- [11.](#) *Communisme*, n° 38-39, 1994.
- [12.](#) Henri Tanguy (dit « Rol »), Auguste Lecoœur, Charles Tillon, Pierre Georges (« Fabien ») et bien d'autres font partie de ces combattants.
- [13.](#) Une compagnie de navigation, France-Navigation, est créée à cet effet. Joseph Epstein (futur chef de la résistance armée des FTP franciliens) fait partie des organisateurs, avec Jean Jérôme et Georges Gosnat, qui impulseront plus tard le remarquable dispositif financier du PC.
- [14.](#) La formule est de Blum. Louis Marin, figure de proue de la Fédération républicaine, est à l'époque le représentant le plus notable de la droite française hostile à tout compromis avec le fascisme. Le 10 juillet 1940, il ne vote pas les pleins pouvoirs à Pétain et rallie Alger en 1943.

Notes

1. Les seules défections sont celles du secrétaire à l'organisation, Marcel Gitton, du maire de Montreuil, Fernand Soupé et de l'ancien syndicaliste devenu maire de Maisons-Alfort, Albert Vassart. Les deux premiers verseront dans la collaboration, le troisième rejoindra la Résistance.
2. C'est le cas des maires d'Alfortville (Marcel Capron), de Bobigny (Jean-Marie Clamamus), de Malakoff (Léon Piginnier) ou de Vitry (Charles Rigaud)
3. Elle est la veuve d'Heinz Neumann, dirigeant du PC allemand, réfugié en URSS et victime de la Grande purge de 1937.
4. C'est le nom pris par le groupe communiste après la dissolution du parti.
5. Ramette rejoint Moscou dès le mois de juin.
6. De diffusion relativement limitée (bien que l'IC évoque en septembre le chiffre de 34 400 exemplaires), ce texte n'est même pas évoqué par *L'Humanité* clandestine.
7. Marcel Gitton, démissionnaire du PC qui a fondé au printemps 1941 un Parti ouvrier populaire français, arrache à Cachin une condamnation des attentats qui jette le trouble. Gitton est abattu par des militants communistes le 4 septembre 1941.
8. COMAC est l'appellation usuelle du Comité d'action militaire, organe créé par le CC des mouvements de Résistance, le 1^{er} février 1944, pour diriger les Forces françaises de l'intérieur (FFI).

Notes

[1.](#) Le gouvernement militaire allié des territoires occupés, en anglais *Allied Military Government of Occupied Territories* (AMGOT), est un gouvernement militaire d'occupation constitué par des officiers américano-britanniques chargés d'administrer les territoires libérés. Il a été mis en place en Italie et refusé en France par de Gaulle et la Résistance intérieure.

[2.](#) Le 17 août 1944, Marty écrit à Dimitrov que « *la coexistence des forces populaires et des forces réactionnaires et de l'oligarchie financière touche à sa fin* ».

[3.](#) RGASPI 495-109-433 b, p. 41, lettre du 11 mai 1944, de Manouilsky à Vichinski. Ange Rovere précise qu'il doit s'agir du kolkhoze de Pietra Corbara, village du Cap corse, « Pour une Corse nouvelle : la stratégie du PCF à la Libération (1943-1945) », *Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches Marxistes*, n° 12, 1983, p. 67.

[4.](#) Carnets 2 mars 1946. Marcel Cachin évoque même à plusieurs reprises la prime au rendement !

[5.](#) Guillaume Quashie-Vauclin, *L'Union de la Jeunesse Républicaine de France 1945-1956. Entre organisation de masse et mouvement d'avant-garde communiste*, Paris, L'Harmattan, 2009.

[6.](#) Roger Martelli, *L'empreinte communiste*, Paris, Éditions sociales, 2010, p. 43-49.

[7.](#) Le fonds Thorez-Vermeersch se trouve aux Archives nationales (Archives privées) à la cote 626 AP/35.

[8.](#) En 1946, la CGT revendique officiellement 5,8 millions d'adhérents, ce qui correspond alors à un peu plus de la moitié des effectifs salariés français.

Notes

- [1.](#) Voir Jean-Pierre Besse et Claude Pennetier, *Juin 40 la négociation secrète*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2006, p. 29.
- [2.](#) Étienne Fajon, Rapport au CC du 26 mars 1952, Archives du CC du PCF, 1 AV 45/2069.
- [3.](#) Charles Tillon, *Un procès de Moscou à Paris*, Paris, Seuil, 1971, p. 40-41.

Notes

1. *Le Patriote Résistant*, 2 septembre 1954, n° spécial 178.
2. Même si le mouvement poujadiste ne peut pas être qualifié en bloc de « fasciste », il est difficile d'oublier, qu'un certain Jean-Marie Le Pen fut un des jeunes élus du mouvement en 1956 et que Pierre Poujade lui-même n'hésitait pas à déclarer, à propos de Mendès France : « si vous aviez une goutte de sang gaulois dans les veines, vous n'auriez jamais osé, vous, représentant de notre France producteur mondial de vin et de champagne, vous faire servir un verre de lait dans une réception internationale ! »...
3. Emmanuel d'Astier de La Vigerie, Robert Chambeiron, Pierre Dreyfus-Schmidt, Pierre Cot, Pierre Ferrand, Pierre Meunier.
4. Rapport du camarade Maurice Thorez à la séance du 13 mars 1956 du BP du PCF, dans Mathilde Regnaud, *Au cœur du Parti communiste français. Les notes du BP de Maurice Thorez 1947-1964*, thèse de l'École des Chartes, 2005, p. 219 et p. 512-526
5. Maurice Thorez, « Quelques questions capitales posées au XX^e Congrès du PC de l'URSS », *L'Humanité*, 27 mars 1956. Dans cet article, on peut lire : « Comme si la critique nécessaire de certaines erreurs pouvait rien enlever aux mérites de Staline ! Staline a défendu et fait progresser l'héritage théorique et pratique de Lénine ».
6. Télégramme de l'ambassade de Chine en Suisse, 10 juillet 1956, Archives du MAE (Chine) 110-00596-03 cité par Kaixuan Liu, dans Romain Ducolombier et Jean Vigreux (dir.), *op. cit.*, p. 359.
7. En 1947, son BP compte « neuf Européens (Paul Caballero, Henriette Neveu, Pierre Fayet, Alice Sportisse, Yvonne Kouch, Roger Rouzeau, Élie Angonin, Nicolas Zannetacci, André Moine) et huit Arabo-Berbères (Larbi Bouhali, Amar Ouzegane, Rachid Dalibey, Ahmed Mahmoudi, Cherif Djemad, Ahmed Khalef, Bouali Taleb, Abdelhamid Boudiaf), son secrétariat, un (Paul Caballero) pour trois (Amar Ouzegane, Larbi Bouhali, Rachid Dalibey) » (Alain Ruscio).
8. Bénédicte Ponçot, *Besançon à l'heure de la décolonisation de 1945 aux années 1960*, thèse d'histoire contemporaine, Université de Bourgogne, 2016.

Notes

- [1.](#) Le 17 juillet, à la conférence nationale de Montreuil, Thorez donne le chiffre de 3 500 comités, qu'il met en regard des 18 000 cellules qu'il attribue au parti (les données internes connues depuis indiquent un chiffre de 15 000).
- [2.](#) Gaston Auguet, Robert Ballanger, François Billoux, Paul Cermolacce, Fernand Grenier, Jean Lolive, Maurice Nilès, Waldeck Rochet, Maurice Thorez, Pierre Villon.
- [3.](#) Le 5 septembre 1960 est publié le Manifeste des 121, au moment où s'ouvre le procès Jeanson contre les « porteurs de valise ». Le 5 octobre, l'UNEF appelle à une manifestation nationale contre la guerre d'Algérie, violemment critiquée par Jeannette Vermeersch lors de la réunion du CC des 13 et 14 octobre.
- [4.](#) Marcel Servin, Laurent Casanova, Maurice Kriegel-Valrimont, Jean Pronteau, Claudine Chomat et Jean-Pierre Vigier. André Souquière, responsable du Mouvement de la Paix accepte de faire son autocritique. Pierre Courtade et Jean Kanapa sont maintenus *in extremis* au CC.
- [5.](#) *Histoire du Parti communiste français, manuel*, Paris, Éditions sociales, 1964. Ce manuel a été élaboré par la Commission d'Histoire auprès du CC du PCF.
- [6.](#) *L'Humanité* du 9 mai 1963.
- [7.](#) Lettre de Depreux du 12 janvier 1965 aux membres du BP du PCF.
- [8.](#) Archives du PCF, Fonds Waldeck Rochet, Boîte 8, Dossier 3 d : notes manuscrites de Waldeck Rochet à propos du blâme à *Témoignage Chrétien*.
- [9.](#) Archives du PCF, Fonds Waldeck Rochet, Boîte 8, Dossier 1 f : lettre de Roger Garaudy à Waldeck Rochet du 2 mars 1966.
- [10.](#) Archives du PCF, Secrétariat du 18 avril 1967.

Notes

1. « *La promotion de cadres capables dans les organisations de masse* » (décembre 1953) fait officiellement partie des attributions de la « Section des cadres » du PCF (Paul Boulland, *Des vies en rouge*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2016, p. 110).
2. « Le Parti communiste et ses organisations de masse », *Est et Ouest*, n° 433, octobre 1969.
3. En décembre 1942, Marchais part en Allemagne travailler chez Messerschmitt, dans le cadre de la loi de réquisition vichyste de septembre 1942. Il date son retour en France du 16 mai 1943 et affirme être resté caché à partir de cette date. Ces déclarations ont fait l'objet de multiples contestations dans les années 1970, sans que des preuves définitives aient été apportées pour les confirmer ou les infirmer.
4. Les études existantes (Hoffnung, Boulland) évoquent tout au plus les hésitations initiales de Georges Séguy et d'André Vieuguet, et peut-être celles de Benoît Frachon et de Georges Frischmann, responsable de la fédération CGT des PTT.
5. 18, 120 ou 200 000 selon la police, *Le Monde* ou les organisateurs...

Notes

- [1.](#) Les documents de la polémique ont été publiés en 1985, par des communistes critiques, sous le pseudonyme de Jean Fabien (*La Guerre des Camarades*, Paris, Olivier Orban). Ils sont aujourd'hui consultables aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.
- [2.](#) L'hebdomadaire *France nouvelle* est dirigé par Francette Lazard entre 1970 et 1976. *La Nouvelle Critique* est sous la responsabilité de François Hincker (1975-1979) et de Francis Cohen (1967-1980).
- [3.](#) Roland Leroy dirige *L'Humanité* de 1974 à 1994. Il est membre du Secrétariat de 1960 à 1979.
- [4.](#) En 1979, il sera aussi écarté du secrétariat.
- [5.](#) La présence de Marchais en Allemagne, au moins jusqu'en 1943, provoque une première polémique publique, en juin 1970, autour notamment de Charles Tillon. Elle rebondit en mars 1980 à l'initiative de *L'Express*. Entre-temps, en octobre 1977, a lieu le procès intenté par Marchais à Auguste Lecoœur et à son journal *La Nation socialiste*.
- [6.](#) Hélène Parmelin, Édouard Pignon, Robert Merle, Eugène Guillevic, François Hincker en font partie.
- [7.](#) Olivier Duhamel et Jean-Luc Parodi désignent ainsi les effets du réalignement français au moment de l'intervention soviétique en Afghanistan (Olivier Duhamel et Jean-Luc Parodi, « Sur l'effet Kaboul... et quelques autres », *Pouvoirs*, n° 22, 1982)
- [8.](#) Le 24 décembre, suite à un « arrêté d'interdiction à habiter » signé par le maire de Vitry-sur-Seine, une pelleteuse est utilisée pour saccager un foyer occupé par 300 travailleurs maliens, que la mairie de Saint-Maur a refusé d'héberger.
- [9.](#) Les communistes Georges Valbon et Claude Quin sont par ailleurs placés à la tête des Charbonnages de France et de la RATP.
- [10.](#) Marc Lazar, « Les communistes et le pouvoir socialiste », in S. Bernstein, P. Milza, J.-L. Bianco (dir.), *François Mitterrand. Les années du changement 1981-1984*, Perrin, Paris, 2001.
- [11.](#) C'est en France que, dès juin 1981, apparaît le seuil mythique des 3 % de PIB que le déficit budgétaire ne devrait pas dépasser (témoignage de Guy Abeille, alors chargé de mission au ministère des Finances, *La Tribune*, 1^{er} octobre 2010)
- [12.](#) En septembre 1983, Valbon démissionne de la présidence des Charbonnages de France.

Notes

- [1.](#) Sont écartés de la direction Yvonne Allégret (Drôme), Alain Amicabile (Meurthe-et-Moselle), François Asensi (Seine-Saint-Denis), Jean Burles, Ellen Constans (Haute-Vienne), Jean-Charles Dubart (Oise), Daniel Lacroix (Hauts-de-Seine), Jacky Laplume (Creuse), Joë Metzger (Paris), Yvan Tricart (Essonne), David Wizemberg (Hauts-de-Seine), Marc Zamichiei (Meurthe-et-Moselle).
- [2.](#) « *Quand Renault éternue, toute la France tressaille* », Michel Maurice-Bokanowski, ministre de l'Industrie, 10 janvier 1963.
- [3.](#) L'addition des deux scores est peu pertinente, le vote en faveur de Pierre Juquin, soutenu activement par la LCR, étant en fait un vote d'extrême gauche assez classique.
- [4.](#) Olivier Biffaud, « L'entrée en scène des gorbatchéviens », *Le Monde* du 27 juillet 1988. Le journaliste classe alors, dans cette catégorie, Anicet Le Pors, Lucien Sève, Charles Fiterman, Roger Martelli et Philippe Herzog, qui n'ont pourtant pas alors affirmé de parti pris « dissident ».
- [5.](#) À partir de 1991, ils se dotent d'un bulletin, *Futurs*, qui devient hebdomadaire en 1995 et est animé par l'architecte Catherine Tricot.
- [6.](#) Les quelques archives soviétiques exhumées après 1991 semblent attester du maintien de cette aide, sans qu'on puisse en mesurer l'ampleur.
- [7.](#) Deux analyses très différentes de ces enquêtes : Roger Martelli, « Trois sondages sur le fait communiste », *Société française*, n° 40, 1991 ; Stéphane Courtois, « Les Cadres du Parti communiste : la crispation orthodoxe », in SOFRES, *L'État de l'opinion 1992*, Le Seuil, 1992.
- [8.](#) Pour Jean-Paul Molinari, tout se passe comme si « certains électeurs fidèles voulaient, en adhérant, exprimer leur désir de résistance à la démobilisation et à la démoralisation, accentuées par la prophétie du déclin historique » (« Les matrices de l'adhésion ouvrière au PCF », *Communisme*, n° 15-16, 1987).
- [9.](#) À la fin juin 1991, c'est Charles Fiterman qui est considéré à 32 % comme la personnalité communiste la plus représentative.
- [10.](#) Les noms les plus cités étaient ceux de Jean-Claude Gayssot, d'Alain Bocquet et, dans une moindre mesure, d'André Lajoinie, de Francis Wurtz et de Pierre Zarka.
- [11.](#) S'y ajoutent Michelle Demessine (puis Jacques Brunhes à partir de septembre 2001) au secrétariat d'État au Tourisme et, en 2000, Michel Duffour au secrétariat d'État au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle.
- [12.](#) De même le CC prend le nom de Conseil national et le BP devient un Bureau national, avant de devenir un Collège puis un Comité exécutif. Dans le langage interne, le « CC » devient donc le « CN ».

Notes

- [1.](#) Au lendemain de ces législatives, la direction du PC s'est revendiquée d'un pourcentage de 3,4 %, intégrant à son résultat les suffrages de candidats communistes qui se présentaient officiellement sous l'étiquette de la France insoumise.
- [2.](#) Les statuts modifiés en 2001 prévoient que les listes électorales internes seront fondées sur le nombre de cotisants réels. Il est à noter qu'au XXXVIII^e Congrès de la fin novembre 2018, le trésorier du PC, Jean-Louis Le Moing, annonce officiellement un chiffre de 41 208 cotisants en 2017 contre 43 977 en 2015. Il estime pourtant que le nombre véritable se situe autour de 50 000.
- [3.](#) C'est la date de la dernière enquête sociodémographique exhaustive.
- [4.](#) Baptiste Giraud, Karel Yon, Sophie Bérout, *Sociologie politique du syndicalisme*, Armand Colin, 2018.
- [5.](#) Henri Rey, *La gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d'une mésentente*, La Découverte, 2004.
- [6.](#) Charles Fiterman quitte le PC en 1994 et rejoint le PS en 1998. Guy Hermier, resté député et membre du BP, décède à l'été 2001.
- [7.](#) Le 28 juin 2003, ils s'associent par exemple à la signature, par 460 militants politiques, syndicaux et associatifs, d'un « *Appel pour une alternative à gauche* », que la presse va désigner comme « l'Appel Ramulaud », du nom du restaurant où se menèrent les premières discussions élargies.
- [8.](#) Fin 2012, on y retrouve les organisations suivantes : Convergences et alternative, Gauche anticapitaliste, Fédération pour une alternative sociale et écologique, Les Alternatifs (fin 2013, ces mouvements se sont réunis dans un nouveau groupement, Ensemble !), Parti communiste des ouvriers de France, Parti communiste français, Parti de gauche, République et socialisme.
- [9.](#) Dans trois régions (Limousin, Languedoc-Roussillon, Pays de la Loire), l'alliance s'élargit même au NPA.
- [10.](#) Il obtient 4,1 % si l'on met de côté le littoral méditerranéen où les têtes de liste étaient écologistes, 5,7 % si l'on inclut les deux listes dirigées par des Verts.
- [11.](#) Le secteur « Élections » du PC comptabilise près de 690 000 voix et 3,2% des exprimés, en incluant les candidats membres du PCF inscrits sous l'étiquette « France insoumise ».
- [12.](#) Selon les auteurs et les critères de classement, on trouve par exemple des modèles d'évolution en trois (D.S. Bell, Martin J. Bull, J. M. De Waele et M. Vieira) ou quatre groupes (L. March et C. Dudde).
- [13.](#) On parle aussi de gauche « alternative » ou « anticapitaliste ». Jean-Michel De Waele et Daniel-Louis Seiler (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Paris, Economica, 2012. Jean-Numa Ducange, Philippe Marlière et Louis Weber, *La gauche radicale en Europe*, Paris, Éditions du Croquant, 2013. Pascal Delwitt, *Les gauches radicales en Europe. XIX^e-XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016.

Notes

- [1.](#) Cf. introduction, [note 1](#).

Notes

- [1.](#) Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste*, t. II, Paris, Fayard, 1982, p. 504.
- [2.](#) Claude Harmel, « L'évolution des effectifs du PC français depuis 1937 », *Est et Ouest*, revue du BEIPI, n° 264, septembre 1962.
- [3.](#) Ses premières estimations datent de 1966. Elles sont reprises dans *Le pain et les roses*, Paris, PUF, 1968.
- [4.](#) Philippe Buton, « Les effectifs du Parti communiste français (1920-1984) », *Communisme*, n° 7, 1985.

Notes

- [1.](#) Aude Chamouard, « La mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939) », *Vingtième siècle*, 2007, n° 96, p. 23-33
- [2.](#) Emmanuel Bellanger, « Le “communisme municipal” ou le réformisme officieux en banlieue rouge », in Emmanuel Bellanger, Julian Mischi, *Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, p. 27-52, 2013.

Notes

- [1.](#) En 1979, les *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez* ont consacré un volumineux dossier à l'évolution statutaire du PCF jusqu'en 1964. Les textes des différents statuts y sont reproduits.
- [2.](#) Ce sont ces statuts qui décident que le Parti communiste de France s'appellera désormais Parti communiste français. Ce changement – qui ne se retrouve pas dans tous les PC – indique le souci de ne pas laisser prise à l'idée que le parti communiste est une simple section du « parti mondial » de la révolution.

Notes

1. Claude Pannetier, « Les archives du communisme : Moscou, Prague, Paris » (Bruno Drweski, Karel Bartosek, Claude Pannetier, Serge Wolikow), *Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique*, n° 67, 1997, p. 125-142.
2. Stéphane Courtois, « Archives du communisme : mort d'une mémoire, naissance d'une histoire », *Le Débat*, 1993, p. 145-156.
3. Frédéric Genevée, *La fin du secret. Histoire des archives du Parti communiste français*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2012 et Jean Vigreux, « 1990-2010 : archives et écriture(s) de l'histoire du PCF », in *Historiographie et archivistique. Ecriture et méthodes de l'histoire à l'aune de la mise en archives*, sous la direction de Philippe Poirrier et Julie Lauvernier, *Territoires contemporains*, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01395405/document> ; voir aussi Corentin Lahu, « Les archives, un patrimoine national », « http://www.causecommune-larevue.fr/les_archives_un_patrimoine_national
4. <https://archives.seinesaintdenis.fr/Etat-des-fonds-off/p131/Depot-du-Parti-communiste-francais>.
5. Sophie Cœuré, *La Mémoire spoliée : les archives des Français butin de guerre nazi puis soviétique*, Paris, Payot, 2007.
6. Stéphane Sirot, « Les archives de Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch aux Archives nationales », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 88, 2002, p. 135-143.